

PRINCIPES
D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

Ch. Duriez, imp. à Senlis.

PRINCIPES
D'ÉCONOMIE POLITIQUE

CONSIDÉRÉS

SOUS LE RAPPORT DE LEUR APPLICATION PRATIQUE,

SECONDE ÉDITION,

Revue, corrigée et considérablement augmentée;

SUIVIS

DES DÉFINITIONS EN ÉCONOMIE POLITIQUE

PAR

MALTHUS,

AVEC DES REMARQUES INÉDITES DE J.-B. SAY;

PRÉCÉDÉS D'UNE INTRODUCTION

ET

ACCOMPAGNÉS DE NOTES EXPLICATIVES ET CRITIQUES,

PAR M. MAURICE MONJEAN.

PARIS.

GUILLAUMIN ET Cie, LIBRAIRES,

Éditeurs du Dictionnaire du Commerce et des Marchandises, du Journal des Économistes,

de la *Collection des principaux Économistes*, etc.,

RUE RICHELIEU, 14.

1846.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

Les *Principes d'économie politique* furent publiés par Malthus en 1820, et traduits dans notre langue, la même année, par M. Constancio [1]. Cette première édition fut rapidement épuisée en Angleterre, et Malthus dut songer à préparer les éléments d'une seconde. L'intervalle qui s'écoula entre l'année 1820 jusqu'à sa mort, qui eut lieu en 1834, fut en partie consacré à cette tâche [2]. Mais au moment où il avait rassemblé tous les matériaux de cette seconde édition, la mort l'enleva, et ce ne fut que deux ans après, en 1836, qu'elle fut publiée d'après les manuscrits qu'il avait laissés et par les soins de son ami le plus intime, du confident de toutes ses pensées, M. W. Otter, évêque de Chichester, et économiste recommandable.

Les doctrines exposées dans cette édition ne diffèrent pas substantiellement de celles que l'auteur avait émises dans la précédente. Le fonds des idées est le même, sauf sur un point important, la nature et la mesure de la valeur. En 1823, Malthus avait fait paraître un écrit où

---

[1] Deux volumes in-8°, chez Aillaud.

[2] Ces quatorze années furent aussi marquées par la publication d'une brochure sur la *Mesure de la valeur* (1823), et des *Définitions*, que l'on trouvera à la fin de ce volume (1827). C'est à tort que la notice de Ch. Comte, dans une note-bibliographique des différents écrits de Malthus, indique la seconde édition des *Principes* comme ayant paru en 1822. Cette nomenclature doit être complétée par la mention de quelques autres publications, telles que plusieurs articles importants insérés dans les *Transactions de la Société royale de littérature*, la *Revue d'Édimbourg* et le *Quarterly-Review*, auxquels il faut ajouter un travail assez étendu reproduit dans le *Supplément de l'Encyclopédie britannique* et qui a pour titre : *Considérations générales sur le principe de la population* (1830).

il établissait que le travail est la mesure exacte de la valeur, contrairement à l'opinion qu'il avait professée à ce sujet dans la première édition des *Principes*[1]. Il a fait entrer dans la seconde, en donnant à ses démonstrations une forme plus précise et plus claire, la substance de ce nouvel écrit, de même qu'il avait fondu, dans la première, une brochure publiée en 1815, sur la rente territoriale, où professant, deux années avant Ricardo, la véritable théorie de la rente, dont l'honneur doit lui être attribué, il montrait la différence qui sépare le monopole de la propriété territoriale des monopoles ordinaires, et où, sans attacher la même importance que Ricardo à l'inégalité des forces productives du sol, il donnait pour principe à la rente le produit net de la terre[2]. Mais si l'intégrité des doctrines primitives de Malthus ne subit que ce changement, la forme et les développements en ont été le plus souvent modifiés. La disposition de l'ouvrage changée en plusieurs endroits, de nombreuses modifications destinées à donner plus de netteté et plus de rigueur à la pensée, quelques retranchements et beaucoup d'additions, des corrections et des explications importantes suggérées à l'auteur par la polémique qu'il soutint contre Ricardo, J.-B. Say et J. Mill, et par le spectacle d'un grand nombre de faits nouveaux, tels sont les différents changements qui caractérisent cette seconde édition et en font une œuvre presque entièrement nouvelle. C'est seulement d'après ce texte qu'il sera permis désormais d'apprécier les idées définitives de Malthus sur l'économie des sociétés.

Cette refonte générale des *Principes* a nécessité de notre part une nouvelle traduction de la plus grande partie de l'ouvrage; car nous n'avons emprunté à l'ancienne, devenue souvent inutile ou incomplète, que ce qui pouvait s'appliquer au texte nouveau, et nous en avons fait disparaître les nombreuses incorrections de langage et les erreurs qui, en altérant fréquemment le sens des termes de la langue économique, obscurcissaient la pensée et fatiguaient l'esprit. Cette révision scrupuleuse et patiente n'a pas été l'une des moindres parties de notre tâche.

---

[1] V. la note de la page 499

[2] *Ibid*, page 527.

Il nous a été permis de pouvoir enrichir notre édition de quelques notes inédites, malheureusement trop rares, que J.-B. Say avait écrites sur l'exemplaire anglais des *Principes* et des *Définitions*. Nous les devons à la bienveillante amitié de M. Horace Say, son digne fils, auquel nous aimons à exprimer ici toute notre reconnaissance.

Nous avons joint au texte des notes destinées à compléter les démonstrations de Malthus ou à exprimer nos doutes sur les inexactitudes qui ont pu s'y glisser. Nous nous sommes imposé, à cet égard, la sobriété la plus stricte, pensant que le rôle d'un éditeur n'est pas de remplacer le livre, mais de l'éclairer. Que si l'on nous demandait quel principe nous a guidé dans nos observations, nous répondrions que c'est la concordance des vérités économiques avec celles que nous enseignent la morale et la philosophie.

Nous serions heureux si, dans l'humble sphère qui nous appartient, nous avions pu contribuer à faire rendre la justice qui lui est due, et qui lui est encore si obstinément déniée, à l'un des maîtres les plus illustres de la science et l'un des plus grands bienfaiteurs de l'humanité.

M. Monjean.

14 novembre 1846.

INTRODUCTION.

Quelques jours avant le coup fatal qui enleva Malthus à la science, un de ses amis lui demandait si, dans le cas où il publierait une nouvelle édition de son livre sur *le Principe de la population*, il apporterait quelques modifications à ses opinions primitives. « J'ai soumis ma doctrine au jugement du public, répondit l'illustre économiste; si je changeais quelque chose, ce ne serait que dans la manière de m'exprimer, et je doute fort que je puisse mieux faire sous ce rapport. Ce que je pensais il y a trente ans, je le pense encore aujourd'hui. » En effet, cette nouvelle édition des *Principes d'Économie politique*, à laquelle Malthus avait mis la dernière main peu de jours avant sa mort, nous montre l'auteur de l'*Essai sur le principe de la population*, toujours fidèle aux doctrines qu'il avait professées; elle ne nous fait soupçonner aucune rétractation, malgré tant de réfutations triomphantes, aucune parole amère, malgré tant d'injures accumulées sur le profond philosophe et le vrai philanthrope.

Malthus est de la famille de ces rares génies, de ces privilégiés de la science, à qui est échue la gloire d'exposer l'une de ces lois préétablies qui président à la conservation et au développement de l'ordre universel, et de soulever aux yeux de leurs contemporains un voile resté jusqu'à eux impénétrable. Interprètes des desseins de la Providence, ces hommes sont par cela même les instituteurs du genre humain. En expliquant la nature et les effets des lois régulatrices, dont ils ne sont que les révélateurs, ils montrent comment on peut profiter du bien ou se garantir du mal qu'elles portent en elles. Ils signalent le danger jusqu'alors inaperçu et indiquent les moyens de l'éviter. Leur pouvoir ne s'étend pas plus loin. Malheur aux faibles et aux imprudents! L'écueil est là, immobile, indestructible, fixé à la terre par une main plus forte que celle des hommes.

Le nom de Malthus est invariablement lié à la loi de la population, de même que celui d'Harvey à la circulation du sang, et de Newton à l'attraction universelle. C'est là sa gloire et son plus haut titre d'honneur, que M. Rossi vient de revêtir d'une nouvelle sanction, par la justice éclatante qu'il a rendue à sa théorie[1].

Qu'il nous soit permis de remarquer que la belle et légitime renommée qui entoure ce grand ouvrage, dont il ne nous appartient pas d'apprécier ici le mérite, et la vive polémique dont il est encore aujourd'hui l'objet, ont trop détourné l'attention publique des autres travaux qui doivent rendre le nom de Malthus non moins cher à la science. L'illustration qui s'y attache a rejeté trop sensiblement dans l'ombre les autres productions de cette forte intelligence, qui a laissé son empreinte partout où elle a passé. Il est incontestable que le traité de Malthus a souffert de ce droit d'aînesse et de royauté intellectuelle. Moins lu, il a du être moins apprécié. La nature des matières qu'il contient n'a pas peu contribué aussi à le maintenir dans un certain état d'infériorité relative. Personne ne songe à nier que l'étude des principes de la valeur, de la rente, de la monnaie et des profits, n'égale en importance celle de la population ; mais ces principes sont plus ingrats à étudier, plus difficiles à saisir ; leur exposition complète exige l'emploi de termes abstraits susceptibles de rebuter ceux qui ne goûtent que l'économie politique facile, et tient à une longue chaîne de raisonnements qui, pour être bien conçue, réclame un constant effort de la pensée.

Malthus, dans son livre sur la population, avait traité un sujet qui, comme nous le ferons voir tout à l'heure, n'est que l'un des côtés de la question, si importante pour le bien-être des hommes, de la diffusion de la richesse. Il compléta cette étude et arriva à la perception de l'ensemble de l'existence économique des nations par la publication de ses *Principes d'Économie politique.* L'édition que nous mettons aujourd'hui sous les yeux du lecteur, est l'expression dernière des idées économiques de Malthus, le résumé de ses travaux, le testament de sa pensée.

---

[1] V. le tome VII de cette Collection, qui contient l'*Essai sur la population* et forme le premier volume des œuvres de Malthus.

Les qualités éminentes, que les admirateurs de son grand ouvrage se sont plus à y signaler, brillent au même degré dans les *Principes*. On y remarque à la fois l'observation qui constate la marche des faits, à côté de la sagacité qui en comprend la véritable portée; la finesse d'analyse qui saisit les rapports les plus éloignés des phénomènes, unie à la force synthétique qui les coordonne rigoureusement sous une seule idée; la rigueur de l'esprit le plus logique tempérée par l'intervention constante de ce bon sens, qui est la lumière naturelle des simples, et qui devrait être plus souvent le fil conducteur des logiciens.

Mais ce qui distingue surtout les *Principes*, c'est le caractère pratique qui y règne à chaque page. C'est par là que ce livre se fait remarquer entre tous les autres écrits d'économie politique, par là qu'il s'explique et se justifie.

La connaissance de la vérité, une dans son essence, mais variée dans ses applications, se résume, pour chaque branche du travail scientifique, en un certain nombre d'axiômes fondamentaux, qu'on pourrait appeler la foi de la raison. Ce sont les principes, ou la simple exposition des lois générales qui gouvernent toutes choses. Ils sont la source du droit, l'expression des devoirs, le mobile des actions humaines; obéir à leurs injonctions, c'est se conformer à l'ordre universel. C'est en vain que les sociétés essaieraient de s'affranchir de ces règles qui, pour être cependant essentiellement nécessaires, n'ôtent rien à la liberté de leurs déterminations. Une puissance plus forte qu'elles les domine et les entraîne. Elles ont beau s'agiter, se raidir, se transformer; elles demeurent toujours sous la souveraineté des principes, et elles en suivent irrésistiblement la pente, alors même que dans leur aveuglement elles prétendent en remonter le courant.

Cette puissance des principes, Malthus la reconnaissait pleinement, et il consacra tout ce que la nature lui avait départi de génie, a en constater l'autorité dans l'ordre des idées économiques. Mais il lui semblait que, sous la plume de la plupart des économistes, cette faculté de généralisation avait dégénéré en abus, et l'observation nécessaire de tous les phénomènes en un examen incomplet et superficiel. Des analyses imparfaites, pensait-il, avaient conduit trop d'esprits à une synthèse prématurée. En quittant le terrain de la réalité on perd pied; de là, la

plupart des erreurs qui se sont glissées dans la science. Le désir de ramener tous les faits partiels à un fait simple et général, but séduisant que doit se proposer une sage philosophie, mais en se conformant à toutes les conditions que la logique exige, a porté un grand nombre d'esprits à ne rattacher qu'à une seule cause des faits dont le véritable sens ne peut s'expliquer que par l'action simultanée de plusieurs. Des principes également puissants ont été ainsi sacrifiés à l'autocratie d'un seul; l'enchaînement rigoureux, l'action et la réaction des causes et des effets, ont été dénaturés. On a violenté la vérité des faits et méconnu les complications naturelles qui peuvent en obscurcir la physionomie ou en contrarier l'influence, pour n'aboutir qu'à une unité factice et à une généralisation mensongère. L'orgueil de l'esprit, le plus intolérable de tous, se refuse à corriger, par les restrictions qu'elles comportent, des règles si ambitieusement posées et toujours ardemment défendues; et ce besoin de généralité, de résultat rationnel, qui est le plus glorieux des besoins intellectuels, cette avidité de conclusion qui est dans la nature de l'esprit, comme l'action est dans celle de la volonté morale, deviennent ainsi, parce qu'ils sont détournés des voies de la saine méthode, une source intarissable d'égarements et l'un des obstacles les plus sérieux qui s'opposent à l'avancement de la science.

Mais c'est là, dira-t-on, méconnaître la puissance des principes? Nullement; c'est en distinguer les effets et en marquer la portée; c'est en rendre la force plus positive, en en rendant l'action plus précise et plus évidente.

Les résultats pratiques et la vérification des pincipes par l'examen rigoureux de tous les faits, telle est donc la pensée qui domina Malthus dans la conception de ses *Principes;* aussi marqua-t-il, dans son titre, qu'il les avait surtout *considérés sous le rapport de leur application pratique.* Le spectacle des faits fut ainsi son guide constant, l'expérimentation immédiate sa loi la plus étroite; et, contraste digne de remarque, ces règles pleines de réserve, cet esprit de conservation scientifique, étaient préconisés par l'auteur de la théorie la plus hardie qui ait jamais pris racine sur le terrain des sciences morales, celle de la population!

Si l'amitié indissoluble qui lia Malthus et Ricardo montre qu'il est difficile de trouver deux cœurs plus sympathiques, les dissidences qui

les séparèrent prouvent qu'il est rare de rencontrer deux esprits plus opposés. Malthus fut constamment l'ami de Ricardo; il en fut aussi constamment le contradicteur dans ses écrits. Dans cette lutte de deux esprits si distingués, c'était le banquier rompu aux affaires, l'opulent capitaliste enrichi par ses connaissances pratiques, qui s'élevait aux plus hautes abstractions, et s'aventurait toujours avec une heureuse audace sur le terrain mouvant des probabilités; tandis que l'adversaire qui, par une méthode contraire, mais également philosophique, lorsqu'elle est employée avec mesure, soumettait les spéculations de son esprit aux exigences des applications usuelles, c'était le brillant étudiant de l'Université de Cambridge, élevé dans l'admiration de Rousseau, le réfutateur des doctrines utilitaires de Bentham, le professeur d'économie politique et d'histoire. Il était difficile que deux esprits d'une trempe si différente, malgré les efforts qu'ils tentèrent pour arriver à un rapprochement intellectuel, aboutissent aux mêmes conclusions. Aussi Ricardo, dans une lettre qu'il écrivait à son ami, en 1820, peu de temps après la publication de la première édition des *Principes*, qui contenaient des critiques nombreuses de ses opinions, s'exprimait-il ainsi dans les lignes qui suivent: « Quoique bien des débats aient eu lieu entre nous, vous ne serez pas surpris, mon ami, quand je vous avouerai que vous ne m'avez pas convaincu, même sur des sujets que nous avons discutés dans nos longues conversations. La cause de ces dissentiments, c'est que vous avez envisagé mon livre sous un aspect plus pratique que celui que j'avais l'intention de lui donner. Mon but a été d'éclaircir les principes, et, pour y arriver, j'ai imaginé des cas propres à démontrer l'influence de ces principes.» La science a profité des généralisations de Ricardo, aussi bien que des vues pratiques de Malthus. Elle doit une reconnaissance égale aux représentants de ces deux méthodes, sous lesquelles vient se ranger, dans des conditions diverses, le reste des économistes. C'est ainsi que, par cette division du travail intellectuel qui se produit dans les sciences, comme dans les autres modes d'activité de l'homme, les facultés diverses des individus sont utilisées et mises comme en une masse commune, pour arriver à la découverte de la vérité; chacun y apporte des aptitudes et des tendances spéciales, un contingent qui lui est propre;

et tous, engagés dans des directions différentes, mais sous l'inspiration d'une pensée unique, visent au même but et contribuent à augmenter ce trésor de connaissances et d'idées, qui est le patrimoine inaliénable du genre humain.

Plus pratiques que le traité de Ricardo, plus méthodiques que celui d'Adam Smith, plus critiques que celui de J.-B. Say, moins absolus que celui de Turgot[1], les *Principes* de Malthus sont un exposé complet des doctrines de l'économie politique proprement dite, et des idées capitales qui constituent le fond de la science. Après avoir examiné les formes et les mesures de la valeur, la nature de la richesse et la productivité du travail, les règles qui gouvernent l'offre et la demande et les frais de production, il aborde séparément l'étude de la rente de la terre, des salaires du travail, des profits du capital, et finit par montrer comment les choses, issues de l'action de ces trois instruments de production, se distribuent entre les individus et les nations, se transforment pour renaître avec un excédant, ou disparaissent pour satisfaire des besoins immédiats et s'absorber dans une consommation définitive. Cet ouvrage ne présente donc pas, comme on l'a avancé à tort, une série d'études sans lien et purement critiques, mais l'ensemble régulier des lois organiques de la science de la richesse.

L'esprit général du livre de Malthus, est celui qui respire dans les œuvres des Physiocrates et du fondateur immortel de la science, le respect de la propriété, la liberté du travail et des échanges, la responsabilité individuelle, ces grands principes qui doivent être le point de départ de toutes les études économiques. Mais il est quelques articles de doctrine, sur lesquels il diffère des autres économistes, et qui donnèrent naissance à une longue polémique, que les notes annexées au texte feront suffisamment connaître. Le débat entre Malthus, argumentant souvent contre J.-B. Say et Ricardo, quelquefois contre Adam Smith, rarement contre Sismondi, porte surtout sur la mesure de la valeur, la nature de la richesse, du travail productif et de la consommation improductive, les résultats de l'accumulation du capital et l'engorgement général des produits. Ces dissidences s'expliquent aisément par

---

[1] V. la note de la page 526.

la préoccupation ordinaire de l'esprit de Malthus, la pratique. La poursuite de ce but, est la raison constante de ses opinions.

Après avoir signalé les causes qui affectent la valeur des produits, Malthus, persuadé que l'économie politique ne remplit pas son véritable but, sa fonction directement utile, si elle ne parvient pas à établir une distinction entre la hausse d'un produit et la baisse d'un autre à des époques éloignées, fut amené à rechercher cette mesure générale de la valeur destinée à apprécier les conditions du marché et les rapports des échanges : « Une mesure de la valeur, dit-il, est nécessaire dans un double but. Premièrement, pour mesurer facilement et convenablement les valeurs relatives de tous les produits comparés entre eux, et pour mettre à même tout vendeur d'apprécier les profits qu'il pourra retirer de leur débit. Ce premier but, la monnaie l'atteint complètement. Secondement, pour mesurer la difficulté avec laquelle un produit s'obtient en y comprenant toutes les conditions attachées à son offre, puis, lorsque deux ou plusieurs produits, après un certain espace de temps, ont varié dans leurs rapports d'échange, pour nous mettre à même de savoir pour quel produit le changement a eu lieu et à quel degré. Cette connaissance est de la plus haute importance, surtout pour ce qui regarde les marchandises du même pays, à des époques différentes; mais il est évident que comme l'argent, dans des périodes de quelque durée, est susceptible de subir des variations sensibles dans sa valeur échangeable provenant de causes intrinsèques, il est impossible qu'employé comme mesure, il puisse atteindre le but qu'on se propose[1]. »

Cette mesure générale, Malthus la trouve, conformément à l'opinion d'Adam Smith, et contre celle de J.-B. Say appuyée de la grande majorité des économistes, dans la quantité de travail contre laquelle une marchandise peut s'échanger; et il ajoute que la monnaie n'est une mesure passagère de la valeur qu'autant qu'elle conserve constamment les mêmes rapports avec le travail, le travail agricole surtout.

S'agit-il de déterminer la nature de la richesse, et, par conséquent, quelle espèce de travail la produit en réalité, Malthus énonce, avec Adam Smith, cette proposition, que la richesse consiste dans tout ce qui satis-

---

[1] *Principes*, page 77.

fait les besoins de l'homme au moyen d'objets matériels, que le travail qui donne naissance à ces objets est le seul productif; et, au nom de quel principe bannit-il de sa définition les services personnels, les créateurs d'utilités immatérielles, qu'il considère seulement comme stimulant la production des objets matériels destinés à être payés par eux? Au nom de la vérification exacte des données de la science, de la difficulté qu'il y a à apprécier l'accroissement ou la diminution et à calculer la valeur de cette sorte de produits qu'on a appelés immatériels.

La pratique, telle est donc la pierre de touche des opinions de Malthus, et le correctif de cette prétention qu'il a si souvent combattue, de ne demander l'explication d'un grand nombre de faits complexes qu'à la prédominance d'un seul principe. « Je crois qu'il faut admettre comme une vérité, observe-t-il, que tous les grands résultats en économie politique, relativement à la richesse, tiennent à des *proportions*; et c'est par ce qu'on n'a pas fait assez attention à cette importante vérité, qu'on a commis tant d'erreurs en voulant prédire les conséquences futures. C'est par la même raison qu'on a vu plusieurs nations s'enrichir, alors qu'on s'attendait à les voir s'appauvrir, et que d'autres se sont appauvries, quand on s'attendait à les voir s'enrichir; c'est ainsi, enfin, que les opinions les plus contradictoires ont été émises sur la question de savoir quels sont les encouragements les plus efficaces pour seconder l'accroissement de la richesse[1].... Il faut surtout, dans des questions de cette nature, où les extrêmes sont d'une évidence frappante, mais où le terme moyen, qui réunit le plus d'avantages, ne peut être fixé, faire bien attention, que, dans la marche progressive de la société, une approximation vers ce terme moyen, peut produire des effets qu'on attribue souvent à d'autres causes, et qui donnent lieu à de fausses conclusions[2]. »

Cette ligne de conduite est celle qui le guida aussi dans l'appréciation de l'origine et des effets de l'accumulation des capitaux. Adam Smith avait dit que l'accroissement des capitaux dépend de l'épargne qui destine à la reproduction des valeurs soustraites à la consommation annuelle. Malthus établit que cette épargne, qui, contenue dans certaines li-

---

[1] *Principes*, p. 331.
[2] *Ibid*, page 8.

mites, produit des effets bienfaisants, n'a plus pour résultat, quand elle est poussée trop loin, c'est-à-dire jusqu'à la parcimonie, que d'éteindre la production en lui ôtant l'aliment d'une consommation abondante.

J.-B. Say, d'accord avec Mill, avait donné pour base à sa théorie des débouchés, cette idée que les produits s'achetant avec les produits, toutes les marchandises ne peuvent surabonder en même temps sur le marché, parce qu'elles se fournissent des débouchés réciproques, et que les unes constituent pour les autres une demande et une vente proportionnelles. Malthus, pour réfuter cette doctrine, en néglige le côté hypothétique et absolu, et s'en réfère principalement aux vicissitudes quotidiennes et présentes du marché. Dans quelles conditions, en effet, à son sens, s'effectuent les échanges? Les moyens de l'acheteur ne sont pas proportionnés à la quantité de la marchandise qu'il a produite et dont il veut se défaire, mais bien à la valeur en échange de cette marchandise. Ce que montre l'expérience de chaque jour, c'est que l'offre se proportionne toujours à la *quantité*, et la demande à la *valeur*. A moins que la valeur d'un produit ne soit équivalente à sa quantité, il est inexact de prétendre que la demande et l'offre puissent être dans un rapport égal. Les lois de l'offre et de la demande nous enseignent que lorsque la quantité s'accroît, la valeur baisse, fait baisser avec elle les moyens d'acheter de chaque producteur, et restreint les débouchés. La théorie, trop absolue, selon lui, de J.-B. Say, trouve donc ainsi une limite dans la réalité des faits.

Ce système des éliminations proportionnelles, Malthus lui fit une part égale dans ses appréciations de l'énergie productive et des besoins des individus, de la consommation improductive, des résultats de la division des propriétés, de l'existence d'une dette nationale et de la réforme douanière. Il sera facile au lecteur de faire, sur chacune de ces questions, l'application de cette règle.

Est-ce à dire que cette sage circonspection n'ait été, de la part de l'auteur des *Principes*, que le dédain des théories? Ce serait se tromper étrangement. Malthus savait que le monde ne se gouverne que par des lois générales; mais il pensait que, dans la plupart des questions, ce qui est rigoureusement vrai, en principe, est loin d'être toujours complètement applicable en fait, et que, dans l'état imparfait des so-

ciétés, il faut savoir sacrifier, dans une certaine mesure, la vérité à des besoins d'ordre et de prudence.

La science économique, dans sa pureté originelle, est étrangère à ces considérations. La vérité dans le présent, dans le passé, dans l'avenir, la vérité, dans son essence, sa perfection native et son caractère universel, tel est son véritable objet. Elle ne relève pas de la volonté incertaine des hommes, mais de la force immuable des choses; elle ne s'exerce pas sous le régime flottant des ordonnances, mais sous la constitution inflexible de la loi.

On a dit, et c'est une opinion souvent reproduite, que l'économie politique est la description de ce qui est, et, que ce qui doit être est tout à fait étranger à ses recherches. Vaine distinction! Si la science économique n'était appelée qu'à être la peinture de ce qui est, c'est-à-dire des phénomènes qui se produisent actuellement sous les yeux de l'observateur, son rôle serait singulièrement borné; ce ne serait plus de la science, mais de l'empirisme. Elle vivrait au jour le jour, s'arrangeant selon les mœurs, se contredisant selon les pays, prenant pour des faits inhérents à la constitution intime des sociétés et à leur maintien, ce qui n'en est qu'une circonstance accidentelle et une forme transitoire, ne dirigeant jamais le progrès, mais toujours traînée à sa remorque, sans initiative, sans fécondité et sans conclusions. L'économiste ne serait ainsi que le greffier des actes de son temps. Ce n'est pas de ce point de vue étroit que les Physiocrates envisageaient la science, quand ils s'efforçaient de tracer les lois naturelles et permanentes sur lesquelles doit reposer l'organisation sociale.

Telle n'est pas, en effet, la mission qui lui est dévolue. Elle expose ce qui est, mais ce qui *est* pour tous les hommes, pour toutes les nations, pour tous les lieux, ce qui *est* dans l'étendue de l'espace, dans l'immutabilité du temps, dans la permanence des lois essentielles, dans toutes les phases de la société. Elle embrasse l'existence des peuples depuis le jour où la première agrégation s'est formée jusqu'à celui où la dernière sera dissoute; ou plutôt, elle est antérieure à toute loi positive et à toute existence humaine, car elle est la vérité elle-même, la loi nécessaire que l'homme ne saurait créer, puisqu'il ne crée rien et qu'il ne peut que déduire d'un type éternel.

En ce sens, l'exposition de ce qui est, est le programme de ce qui doit être, et l'économie politique n'est que l'une des formes de la justice.

C'est seulement quand on considère la science sous cet aspect, et qu'on tire des principes qu'elle proclame toutes les conséquences qu'ils contiennent, que l'on peut concevoir l'importance de la vérité économique pour l'amélioration du sort des classes laborieuses. Ce progrès, que l'on demande à de vains systèmes, ne peut se réaliser que par l'application de ses principes les plus abstraits et de ses théories les plus élevées. L'économie politique contient, par la vertu qui est en eux, la solution du problème du prolétariat, et est en mesure de pourvoir à l'accomplissement des destinées économiques des nations.

Arrivés à ce terme, nous avons fait un pas que l'auteur des *Principes* n'avait pas voulu franchir; nous disons que la théorie est absolue, sans restriction, que, si son principe est reconnu juste, les conséquences qui en découlent le sont aussi, et que les peuples n'arriveront à tout le bien-être qu'admet notre nature bornée, que quand elle dominera les sociétés de toute sa hauteur. La démonstration de cette vérité, en même temps qu'elle sera la conclusion générale des *Principes* de Malthus, justifiera la science des attaques dont elle est si souvent l'objet de la part de ceux qui ne la comprennent pas.

Le système industriel inauguré en France par la Révolution, et dont la libre concurrence est l'expression suprême, a produit des résultats dont aucune organisation sociale n'avait encore présenté le spectacle. L'avenir est destiné à en révéler d'autres dont il contient le germe, et qui ne seront qu'une conséquence du développement de cette phase de la civilisation dont nous sommes témoins, de la régularisation de ses effets, de l'équilibre de ses forces et de la solidarité de ses agents. La société industrielle est loin d'en être encore à sa dernière étape.

Parmi les résultats déjà constatés issus de ce régime, dont il serait téméraire de condamner le principe, d'après le seul témoignage de ses effets présents, le plus général et le plus saillant est, sans contredit, l'instabilité de la condition des individus au milieu du progrès général. Quel aspect, en effet, s'offre à nos regards? La production accrue d'une façon démesurée; les ateliers regorgeant de travailleurs; les marchés surchargés d'une immense quantité de produits divers; les capitaux

se condensant en puissantes associations; de nombreuses voies de communications sillonnant les grands pays producteurs ; toutes les forces de l'homme et de la nature, intelligemment contenues pour être plus puissamment dirigées, convergeant vers un même but : tel est l'aspect que nous présente la société industrielle, vue pour ainsi dire, à vol d'oiseau. Mais, si l'on approche de plus près, la perspective paraît moins brillante. A côté de cette formidable machine, dont les muscles de fer travaillent incessamment, et qui est ce levier d'Archimède destiné à soulever le monde, gisent les débris du métier que le pauvre tisserand faisait battre au coin du foyer, autour de sa famille heureuse de le voir, et dont l'aspect réjouissait son âme; le voilà condamné, ce travailleur, jadis semi-agricole et semi-manufacturier, à végéter dans un atelier, loin de l'air libre, et à n'être plus que le simple ressort d'une machine plus intelligente que lui. Combien de petits industriels et de petits commerçants l'établissement des chemins de fer n'a-t-il pas dépossédés de leur gagne pain ! combien d'ouvriers les crises industrielles, résultat d'une production inégale et d'une activité désordonnée, n'ont-elles pas réduits à la demie-ration ou jetés sur le pavé, sans asile et sans pain ! quelle révolution dans les formes et dans l'exercice du travail! quelles incertitudes dans sa rémunération ! quel bouleversement dans les existences ! Ces victimes du progrès social, de même que les gladiateurs de Rome impériale, ne pourraient-ils pas dire aussi, en passant devant la puissance qui les soudoie : Ceux qui vont mourir pour toi te saluent!

C'est là le fonds de tous les reproches qu'on a adressés à l'économie politique, et qu'on a plus particulièrement rattachés au nom de Malthus.

Qu'on ait exagéré ces déplorables faits jusqu'à la colomnie de l'état social actuel ; qu'on ait appliqué à l'immense majorité des travailleurs ce qui n'est que le mal de quelques industries placées dans des conditions défavorables; qu'on ait faussement représenté, comme un effet inévitable et permanent de l'organisation présente de l'industrie ce qui ne doit être attribué qu'à un concours de circonstances exceptionnelles et aux tâtonnements du début, c'est ce que nous ne songeons nullement à nier. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il vaut mieux s'exagérer le mal que de fermer les yeux sur sa violence ; veiller avec une sollicitude pieusement inquiète sur ses semblables, que de s'endormir

avec une douce quiétude sur les oreillers d'or de la fortune, et de s'exposer à un réveil qui ne pourrait être qu'une menace pour la sécurité ou un remords pour la conscience. L'hyperbole peut être bonne pour stimuler les âmes tièdes; une optimisme outré ne saurait que les refroidir. Trop d'indifférence est à craindre, jamais trop de sympathie et de pitié. Puisque nous sommes réduits à choisir, tant la vérité est difficile à connaître sur un point si délicat et si susceptible de controverse, des deux excès nous préférons le dernier.

Quel effet fâcheux peut produire une tache un peu plus sombre signalée à ce soleil éclatant de la civilisation ? des veilles plus laborieuses pour la science, des aumônes plus abondantes pour la richesse. Y a-t-il là de quoi jeter l'anathème sur les observateurs quelque peu coloristes de notre état social ? Mais, pour être écoutés, il faut que ces organes soient sincères, et n'aient d'autre émotion que celle du témoin qui dépose de la vérité. La science doit rester sourde au cri d'alarme du tocsin révolutionnaire qui sonne chaque matin les funérailles préméditées du prolétariat, aussi bien qu'à l'égoïste *Te Deum* des heureux de la terre, qui font l'apothéose d'un présent dont ils jouissent, et vont répétant que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible; ce n'est pas là le langage de la vérité saine et désintéressée, le langage digne de véritables amis du peuple; nous ne pouvons y voir que l'expression de passions déréglées ou d'un immobilisme systématique. De tels organes n'ont point charge d'âmes; ce n'est pas d'eux que nous parlons, et ce n'est pas à eux que la science doit demander des faits pour les ramener à des lois générales.

L'enluminure de quelques tableaux, la véhémence des plaintes raisonnables n'a rien qui nous épouvante, rien qui nous étonne. Mais, ce qui est pour nous un juste sujet de surprise, c'est qu'on ait rendu l'économie politique responsable de tous ces maux individuels, qui ont un caractère trop général pour pouvoir n'être imputés qu'aux vices de ceux qui en souffrent.

Il serait facile de prouver que l'organisation actuelle de l'industrie n'est pas née des inspirations de la science économique, et que les réformateurs de 89 ont rendu la liberté au travail, au même titre qu'à la presse et à la parole, comme constituant pour l'homme un droit na-

turel, imprescriptible, supérieur à toutes les conventions et indépendant de toute constitution sociale; nous pourrions, en opposant cette fin de non-recevoir, mettre l'économie politique hors de cause. Loin de nous cette pensée; l'économie politique est accoutumée à regarder ses adversaires en face.

Que signifient en réalité les récriminations qu'on lui adresse? Descendez des généralités où il est plus commode de vous tenir, et dites-nous quels sont ceux des principes qu'elle professe auxquels vous attribuez les maux de l'humanité. Est-ce à la liberté du travail? mais qui ne voit que cette liberté, proclamée en principe, est loin de présider à l'activité de toutes les industries, et que des liens nombreux, en mettant des entraves à son essor, l'empêchent de produire les effets bienfaisants qu'on est en droit d'attendre d'elle. Est-ce à la liberté des échanges? jetez un coup d'œil sur nos frontières et vous verrez que cette liberté n'existe que dans les livres. Est-ce à l'accroissement de la production? l'économie politique enseigne que c'est parce qu'ils n'ont pas suffisamment produit, que tant d'hommes gémissent dans la misère. Est-ce aux charges de l'impôt? les économistes ont toujours proscrit les impôts illégitimes, sous toutes les formes, monopoles, sinécures, primes, protection à l'industrie nationale, et ont constamment enseigné que, parmi ceux qui n'étaient pas entachés d'injustice, les meilleurs sont les plus modérés, les plus équitablement répartis, les plus fructueusement employés pour le bien de tous. Si l'économie politique avait l'honneur, qu'on affecte de lui attribuer, de présider aux destinées de la société actuelle, sa mission serait remplie; elle n'aurait pas besoin de travailler à faire prévaloir des idées qu'elle croit utiles à la prospérité des peuples; créatrice d'une société tout entière, elle n'aurait plus, comme Pygmalion, qu'à se complaire dans son œuvre et à se prosterner devant elle. Est-ce bien là aujourd'hui l'attitude de l'économie politique? et cette société, qu'on représente comme pétrie à son image, ne la voit-elle pas à cette heure, non sans quelque étonnement, relever son drapeau un instant abattu, et appeler ses fidèles à la guerre sainte pour ruiner les préjugés et faire capituler les intérêts. Les préjugés, les intérêts! voilà les deux grands calomniateurs de la science, les ennemis de ses applications, l'impitoyable frein qui en-

trave l'essor du progrès ; voilà les deux forces subversives qui, s'appuyant l'une sur l'autre, forment une conjuration perpétuelle contre le bien-être des hommes !

Oui, les économistes peuvent être encore malheureusement taxés d'idéologues, tant le monde où nous vivons est encore loin de celui que rêve leur pensée ; le règne de leurs idées est bien loin encore de son avènement ; et ce n'est pas demain que luira le jour où les adorateurs désespérés de ces idoles aujourd'hui triomphantes qu'ils regardent comme sacrilèges, pourront dire à leur tour dans leur épouvante : Les dieux s'en vont !

Sur qui donc doivent retomber en définitive les récriminations dont on accable si gratuitement l'économie politique ? sur une puissance supérieure à la volonté des hommes, et envoyée d'en haut comme pour couvrir de la fatalité de ses décisions leur innocence déjà ternie par tant d'impuretés ; dont la permanence est un des caractères de l'ordre social qu'elle perpétue et qu'elle développe ; qui existe de toute éternité, parce qu'elle émane directement de celui qui a tout créé ; dont les effets sont un problème pour la pensée humaine qui l'étudie, la loi de la raison qui l'entrevoit, et trop souvent, hélas ! le désespoir de ces sentiments sympathiques qui la subissent, et que la Providence a mis au cœur de l'homme, pour servir de contrepoids à cette législation irrévocable, dont il leur est donné de tempérer les arrêts et d'amortir les coups ; en un mot, sur la nature des choses. La division du travail, les machines, la concurrence, sont les signes caractéristiques de notre temps. Ces manifestations formidables de la puissance industrielle ont donné naissance à une série de faits bienfaisants et désastreux qu'il était impossible à l'homme d'enchaîner, quand bien même il lui eût été possible de prévoir tout ce qu'il pourrait en sortir de dangers. Quelle force humaine eût été assez puissante pour ordonner au travail de ne plus se spécialiser, à la machine de ne plus battre, à la concurrence d'interrompre son œuvre commencée ? Il a été impossible de prévenir, il est impossible d'arrêter ; bon ou mauvais, le fait est nécessaire, fatal, providentiel. Sophiste celui qui le conteste, aveugle celui qui le nie, mille fois insensé celui dont l'effort téméraire tenterait de l'arrêter ; ce ne serait qu'un grain de sable sur les pas de la locomotive enflammée. Il faut

que le char marche, telle est la loi divine; mais il faut qu'il marche sans écraser le moins possible de victimes, telle est la loi humaine. Le progrès ne s'achète qu'au prix du sacrifice.

Il n'y aura de véritable paix industrielle dans le monde, que quand l'équilibre sera établi entre le progrès général et le progrès individuel, le travail et la jouissance, la récompense et l'effort, le prix naturel et le prix courant, l'homme et l'humanité. A l'avenir appartient le soin de concilier ces deux éléments de l'harmonie universelle, ces deux formes du développement des sociétés. Plaise à Dieu que, pour atteindre à ce but, en dehors duquel il n'y a pas pour le travailleur de salut en ce monde, il suffise des investigations de la pensée, des miracles du génie, des mâles vertus de l'âme et des trésors de la philanthropie! Sera-t-il jamais donné à l'homme de se racheter avec son pécule seul de sa servitude originelle? Dieu le sait. Hommes du présent, agissons du moins comme s'il en était ainsi, comme si l'énergie de l'âme devait être l'instrument de la délivrance du corps. Acceptons la tâche, comme si elle était la promesse de notre rédemption; et attendons, comme le prix de notre constance, le temps, où sous l'empire du droit et de la raison, les deux termes de la progression, la société et l'individu, marcheront d'un pas égal dans le droit chemin, et où l'une n'immolera plus l'autre, comme une hécatombe, à sa glorification. L'honneur de l'homme est de prétendre à ce but, son devoir d'y marcher, et son droit de ne souffrir aucune atteinte à sa liberté d'action.

Quelle que soit la destinée que l'avenir réserve aux sociétés, elles auront toujours pour base le travail. Le travail est la loi de ce monde; il sera toujours le partage de l'homme dont il est inséparable, et, en même temps, le signe de son intelligence, le gage de sa prospérité et le symbole de sa domination. Mais regarder sa constitution actuelle, basée sur la prédominance du bien dans le gouvernement général de la société, du mal dans les rangs des soldats de l'industrie, comme le dernier mot de la civilisation, c'est condamner à une misère sans remède et sans fin des individus qui, étouffant aujourd'hui sous la pression du développement inégal de l'industrie, souffrent d'une rémunération insuffisante, et les enfermer dans un cercle infranchissable de douleurs; c'est un blasphème et une interprétation impie des desseins de la Providence.

Dieu n'a pas mesuré avec cette avarice le bonheur aux générations futures. L'avenir recèle ses secrets et nos espérances. L'histoire nous dit que jamais le remède n'a failli aux grandes crises qui ont signalé la marche du genre humain. La réaction naît de l'abus, l'ordre du chaos, la synthèse de l'analyse ; et par cette mystérieuse alchimie de la Providence, dont le secret nous est inconnu, il se trouve que le bien sort des entrailles mêmes du mal. Nous sommes arrivés à une époque de transition qui nous laisse déjà entrevoir l'aube naissante de jours meilleurs. Le pontife des temps primordiaux, ce Janus à double face, dont notre faible vue n'aperçoit aujourd'hui les traits qu'à travers un voile épais, ouvrira un jour les portes de son temple, qui sera celui de l'industrie pacifiée, à la concorde des intérêts et à l'alliance de toutes les classes.

Toutes les sciences seront appelés à concourir à ce but, que le simple travailleur réalise sa part naturelle de la prospérité générale, et ne paye pas, à chaque changement dans les conditions de la production, la rançon du progrès. L'œuvre est belle et difficile. Mais si parmi ces sciences, il en est une qui nous enseigne que la société étant un échange de bons offices, chaque membre est intéressé à la prospérité de tous et doit mesurer l'estime qu'il fait des choses, non pas sur le plus ou moins d'utilité qu'elles ont pour lui, mais sur le plus grand bien du plus grand nombre; que l'évaluation dés produits est basée sur les services qu'ils peuvent rendre à la société; qu'une spoliation est un déplacement de richesse funeste à l'intérêt des individus et des nations; que les biens acquis par les uns ne sont un gain légitime qu'autant qu'il n'en résulte pas de perte pour les autres; que le développement d'un genre d'industrie est favorable au développement de tous les autres, comme l'accroissement légitime de la fortune privée l'est à celui de la fortune publique; que les intérêts des nations ne sont pas plus opposés les uns aux autres que ceux des hommes; pourra-t-on douter que cette science n'apporte les solutions les plus directes à cette grande question du dualisme économique, qui n'est qu'une forme de cette lutte des deux principes opposés qui se trouve au début de toute histoire et de toute philosophie? Tel est, en effet, ce qu'enseigne l'économie politique et le rôle qui lui est réservé. Elle a beaucoup fait; quel est parmi ses ennemis les plus enracinés, celui qui pourrait démontrer le contraire?

Il lui reste beaucoup à faire; quel est parmi ses adeptes les plus fervents, celui qui oserait le nier?

Mais ces conclusions générales de la science économique ne sont qu'une présomption; entrons plus avant dans la question. Quel est le principe le plus élevé, l'expression la plus dogmatique en qui viennent se résoudre toutes les lois à la découverte desquelles les Smith, les Say, les Ricardo, les Malthus, ont attaché leur nom? Le principe est celui-ci: « Obtenir avec la plus petite somme de travail possible, la plus grande somme possible de produits. » Telle est la formule fondamentale de la science, à laquelle doit être ajouté ce corollaire: « Faire en sorte que ce produit se répartisse le plus exactement et le plus proportionnellement possible, entre les mains des travailleurs qui y ont concouru. » Économie des forces, développement de la production, répartition équitable des produits, tels sont les trois points autour desquels gravite l'économie politique et qui forment la base de l'édifice à l'abri duquel le travailleur pourra prendre une plus large part à la moisson commune.

Économie des forces! Voyez par quels prodigieux efforts l'homme a multiplié sa puissance en ajoutant à ses organes, étroitement limités par la nature, les agents naturels qui n'existaient vraiment pas pour lui, avant qu'il ne les eût soumis à son empire et appropriés à ses besoins. Communications difficiles, méthodes vicieuses, déperdition des forces musculaires, application des forces non appropriées, mystères inexpliqués, tout a cédé devant son génie, tout s'est utilisé sous sa main. Poursuivant l'œuvre sans cesse renaissante de l'exploitation du monde physique à son profit, il est parvenu à arracher des trésors inconnus à l'avarice de la nature et, pour ainsi dire, à l'absorber dans l'humanité. Et cependant il n'en est qu'aux premiers pas dans cette carrière de conquêtes. Or, quels effets bienfaisants résultent de ces magnifiques acquisitions de l'esprit humain, pour le travailleur, cet humble pionnier de la civilisation? L'économie des forces, ou, ce qui revient au même, leur emploi plus productif, aboutit à un grand fait économique: l'abaissement du prix de vente des produits auxquels elle s'applique. Quand la masse des travailleurs de toutes les nations pourra profiter de cet avantage, dont chaque peuple, à l'exception d'un seul, prive au-

jourd'hui ses voisins en leur opposant des armées de douaniers; quand tous les perfectionnements apportés dans la production pourront faire leur chemin dans le monde, sans acception de drapeau, et que chaque peuple, uni à tous les autres par une heureuse solidarité, pourra les faire participer au bon marché qu'il aura introduit dans un genre de fabrication, combien le sort de l'ouvrier, moins dispendieusement nourri, logé et vêtu, ne sera-t-il pas amélioré, et quelles garanties plus fortes n'aura-t-il pas contre l'insuffisance ou la variabilité de la rémunération de son travail!

Le fonds destiné à desservir les salaires s'augmente de toute la proportion que l'économie, née d'un perfectionnement nouveau de nos moyens de production, laisse disponible; car le fonds sur lequel vit la totalité des salariés est la somme des moyens de ceux qui les emploient, et cette somme est une quantité à peu près constante et toujours absorbée annuellement. Un travail supplémentaire est donc mis à la disposition de l'ouvrier, qui voit ainsi s'agrandir le champ ouvert à son activité et la rétribution offerte à ses efforts. La demande des produits augmente par l'attrait du bon marché et la consommation se multiplie; or, augmentation de la demande de travail veut dire : élévation positive du prix du travail; et augmentation de la consommation : élévation probable du prix du travail.

L'avantage général que l'ouvrier retire de ce régime est donc une rétribution plus large pour un effort moindre, et, empressons-nous de l'ajouter, un perfectionnement notable dans sa personnalité morale et libre. La machine spiritualise l'homme; elle est l'insigne de sa puissance, le supplément de sa force, l'agent de son émancipation. Plus le travail s'éloigne des occupations purement matérielles qui courbent le corps sous la fatigue, assoupissent ou énervent les facultés de l'esprit, plus il devient conforme à la nature et à la destinée de l'homme. Plus il l'affranchit du servage de la matière, plus il le moralise, l'élève et le sépare du reste des êtres créés. L'attrait qui s'y attache, croît en proportion du degré d'initiative et d'intelligence que l'agent y apporte. Dégagée alors des liens pesants qui la retenaient dans les bas-fonds, la conscience humaine se reconnaît, s'appartient, prend possession de sa dignité, se sent libre et responsable; pénétrée

des droits dont elle est investie, elle se soumet plus facilement aux devoirs qui l'obligent. Son libre arbitre peut se manifester dans la plénitude de ses facultés, dans la variété de ses déterminations, dans toutes les ressources de sa puissance; et c'est à cette limite solennelle que les vérités élémentaires de l'économie politique viennent se confondre avec les conceptions les plus abstraites de la psychologie et les données les plus pratiques de la morale.

Développement de la production! Tel le rapport entre les deux termes du problème, la chaîne qui lie les deux vérités fondamentales sur lesquelles repose la science. Quoi de plus évident! Augmenter la somme des produits susceptibles de s'échanger sur les marchés du monde, c'est augmenter les débouchés, multiplier les ventes et les achats, associer les industries, régulariser le travail des ateliers; c'est, en rendant les échanges plus fréquents et plus assurés, rendre le salaire moins précaire et soustraire le travailleur aux crises et aux calamités qui résultent des encombrements. Car, si par suite d'une grande abondance des choses produites, tous les producteurs étaient pourvus de moyens d'échange équivalents, des débouchés certains seraient ouverts à toutes les industries qui souffrent aujourd'hui faute d'écoulement. S'il y avait équation de valeurs, balance exacte entre l'offre et la demande, toutes les marchandises s'achèteraient les unes par les autres; un rapport presque constant s'établirait entre elles, qui se traduirait par le remboursement intégral des frais de production; or, comme le salaire est un des éléments de ces frais, le travail serait infiniment moins exposé à ces soubresauts funestes, dont le retour fréquent met toujours en question le pain du lendemain. Autre régime, autre résultat. Toutes les choses consommables devenant, dans notre hypothèse, malheureusement encore bien éloignée de sa réalisation, plus abondantes et moins chères, et la rétribution du travail étant moins exposée aux chances mauvaises, il s'ensuivrait que le bien-être se répandrait peu à peu dans certaines classes de la société, d'où une production lente et imparfaite semble le bannir aujourd'hui, et percerait ces couches épaisses de travailleurs dont la condition misérable ne s'élève pas au-dessus des besoins de la vie animale, race deshéritée dont les ancêtres étaient plongés plus avant encore dans le

dénûment, et dont les descendants doivent s'affranchir un jour des haillons de la misère imméritée. Consolante espérance ! Si la production est docile aux inspirations de la science et de la sagesse, si elle s'efforce de corriger les irrégularités désastreuses de son cours le fleuve couvrira peu à peu de ses eaux bienfaisantes ces hauteurs arides qui ne présentent aujourd'hui, à l'œil attristé, que des cimes nues et désolées et des plantes flétries ; ce ne sera plus le torrent qui détruit, mais le Nil qui féconde.

Produisez davantage, produisez mieux, produisez à meilleur marché ! Tel est le langage que l'économie politique fait entendre aux hommes de travail. Est-ce à dire, comme on le lui a si souvent reproché, qu'elle trouve que toute autre considération doive être sacrifiée à cet unique objet. Une telle accusation ne peut faire fortune qu'auprès de ceux qui ignorent ses principes, ou qui se laissent aveugler par des idées préconçues. Oui, il y a quelque chose qui lui importe plus que l'accroissement de la masse des produits, c'est le bonheur des producteurs ; il y a quelque chose qu'elle regarde comme plus précieux que la hausse des profits de quelques privilégiés de la fortune, c'est la convenance et la stabilité du salaire de l'ouvrier. Ces vérités suprêmes, elles les proclame *à priori*, avant même d'avoir sondé le fond des choses, d'après le sentiment universel, et elle les professe ainsi par la bouche de Malthus : « Si un pays n'avait d'autre moyen pour devenir riche que de demander le succès dans la lutte à la réduction des salaires, je dirais sans hésiter : périssent de telles richesses[1] !... Il est fort à désirer que les classes ouvrières soient bien payées, par une raison bien plus importante que toutes les considérations relatives à la richesse, je veux dire, pour le bonheur de la grande masse de la société[2]. » Avant Malthus, l'économie politique s'était exprimée de la même manière par la voix d'Adam Smith : « La seule équité, dit le philosophe de Glasgow, exige que ceux qui nourrissent, habillent et logent tout le corps de la nation aient, dans le produit de leur propre travail, une part suffisante pour être suffisamment nourris, logés et vêtus.[3] » Voilà donc cette

---

[1] *Principes*, p. 191.
[2] *Ibid*, p. 361. Voyez en outre la *note* de la page 398.
[3] *Richesse des nations*, livre I, chap. VIII, p. 108, édition Guillaumin.

science qui, au dire d'ennemis pourvus seuls du privilège de s'attendrir, n'a ni cœur ni entrailles, dont l'égoïsme n'a d'égal que l'impuissance, qui n'a que des apologies pour le riche et des dédains pour le prolétaire. Est-ce donc d'elle qu'on peut dire qu'à force de raisonner elle finit par ne plus sentir?

Mais si, après avoir étudié les effets de l'activité du travail, des applications du capital et du mécanisme des échanges, l'économie politique ajoute que développement de la production est synonime de hausse des salaires, et que ces deux phénomènes, qui semblent inconciliables à l'observateur superficiel, se résolvent en un seul et se confondent sous une même idée, est-ce l'insuffisance de l'économie politique qu'il faudra accuser, ou bien l'aveuglement de ses détracteurs? Ce qui est vrai selon les révélations de la conscience humaine, est donc vrai aussi selon les lois de la raison. L'intérêt individuel et l'intérêt social sont naturellement identiques. Heureuse la science, quand ce que l'homme sent, le savant peut le démontrer! Que le philosophe et l'économiste, qui se rencontrent encore sur ce terrain, unissent leurs efforts pour jeter une clarté de plus en plus vive sur les liens qui unissent le juste à l'utile, le bien au vrai, alliance certaine et encore mystérieuse que nous n'apercevons aujourd'hui qu'à travers les brouillards de l'ignorance. Et vous, hommes vains et inconsidérés, dont la première pensée, quand il vous semble voir quelque dérangement et quelque contradiction troubler l'ordre universel et la marche régulière des lois naturelles, est d'incriminer l'auteur de toutes choses, ne vous hâtez pas de dire : Dieu est injuste! mais, dites plutôt : l'homme est aveugle!

Nous avons vu les promesses que l'économie politique fait à l'individu au nom du travail, de l'énergie de ses moyens, de la multiplication de ses produits. Leur bonne distribution ne lui semble pas une condition moins nécessaire; elle s'en préoccupe à juste titre et au plus haut degré. A cette question : Quel est le moyen de donner au travailleur la part qui lui appartient dans la production dont il a été l'un des agents? La science ne répond que par un seul mot : la liberté; mais dans ce mot, il y a l'homme et la société tout entiers. Autant la liberté du travail est favorable à l'activité de la production, autant la liberté des échanges l'est à la juste répartition des produits; toutes deux

peuvent seules réaliser, au profit des nations et des individus, ce principe de haute moralité : à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres. Tout travail productif devant laisser un excédant, chaque travailleur a droit à une part des produits. Ce que l'ouvrier apporte dans la production, c'est la main d'œuvre; la part qui doit lui revenir, c'est celle qui représente naturellement le prix de ses services; hors de là il n'y a que spoliation et anarchie. Or, quelle puissance peut lui assurer ce prix naturel, ce produit de ses sueurs, auquel il a le droit le plus légitime et le plus respectable? C'est le libre jeu de l'offre et de la demande. Tous les obstacles qui peuvent s'opposer à la manifestation de cette grande loi économique, sont une atteinte à la propriété la plus sacrée de toutes, parce que c'est d'elle que naissent toutes les autres, et aux droits les plus légitimes du travailleur, dont les intérêts se confondent encore ici avec ceux de la communauté.

Quand toutes les valeurs, toutes les conventions, tous les contrats ne sont point librement débattus sur le marché, les transactions, de quelque nature qu'elles soient, aboutissent au privilège et au monopole; les services des uns sont estimés trop haut, ceux des autres trop bas; l'iniquité de la loi est en proportion de l'inégalité des rétributions. Ces infractions au droit naturel sont doublement funestes à l'ouvrier; d'abord, parce qu'elles impriment au capital national une direction moins avantageuse que celle qu'il aurait suivie spontanément, et qu'elles diminuent ainsi les avances destinées à former le fonds des salaires; ensuite, parce qu'elles déterminent dans les profits une hausse artificielle, dont l'excédant, au-dessus du taux naturel, c'est-à-dire au-dessus des bénéfices que rendent les capitaux dans les autres emplois, est prélevé sur la part des salariés. Ce n'est pas tout : la rémunération naturelle de l'ouvrier se trouve encore réduite par le renchérissement dont le monopole frappe les objets nécessaires à l'existence; en sorte que, vendant déjà son travail à vil prix, il achète chèrement les produits de celui des autres.

C'est là la situation dont l'économie politique voudrait faire sortir la classe ouvrière, en lui offrant la liberté comme l'un de ses ancres de salut. Industrie libre, salaires élevés, sont deux idées corrélatives, qu'elle appelle à prendre possession des faits au profit du travailleur, en même

temps qu'elle n'aspire qu'à abolir le taux usuraire auquel le monopole légal a fait monter les capitaux protégés, au détriment des autres capitaux et de la masse des consommateurs. Il n'y a que la liberté qui fasse aux producteurs une justice qu'ils chercheraient en vain dans de faux systèmes et des illusions décevantes. Dans l'ordre physique et moral, dans toutes les sphères de l'activité humaine, la liberté est le mobile du progrès, le signe de la raison, la garantie de la durée des sociétés; dans l'ordre économique, elle est l'expression de l'équité, la règle des intérêts, la limite des prétentions réciproques. Toute autorité, intellectuelle ou temporelle, qu'elle soit le partage d'un seul ou de plusieurs, qu'elle aspire à diriger la marche des idées ou celle de la richesse, la distribution des produits ou les déterminations des hommes, porte en soi un vice naturel, un principe de faiblesse ou d'abus, de désordre ou d'oppression qui doit lui faire assigner une limite. Il n'y a que la liberté générale de tous les droits, de toutes les opinions, de tous les intérêts, la libre manifestation de toutes ces forces, leur coexistence régulière qui puissent contenir chaque puissance dans ses attributions légitimes, l'empêcher de se créer une position aux dépens des autres, faire, en un mot, que le libre examen dans les idées, la libre concurrence dans les produits, l'équité dans la répartition des fruits du travail subsistent dans toute leur étendue et au profit de tous.

C'est à la réalisation des trois grands principes du gouvernement industriel des nations que la science attache l'amélioration du sort du plus grand nombre; et c'est surtout parce qu'elle est encore incomplète, qu'elle soutient que tant de misères affligent l'industrie. Mais ces données ne sont pour elle qu'une des faces de la question. Le chemin est à moitié parcouru, et il lui faut encore un effort pour avoir mesuré tout entier le vaste champ où s'exerce la vie économique des peuples. C'est en vain que le génie de l'homme aura donné un développement gigantesque aux forces productives, multiplié les produits, récolté les fruits abondants de la liberté; le bien-être des individus et le progrès de la société n'auront de stabilité qu'autant que l'accroissement du nombre des hommes ne marchera point d'un pas plus rapide que l'accroissement de la quantité des choses produites. Il n'y aura d'équilibre durable entre l'intérêt social et l'intérêt individuel, que quand il y

aura équilibre entre la population et les moyens de subsistance, le capital et le travail. C'est seulement à la lumière de ce principe, à la faveur du développement parallèle de ces deux éléments, que la civilisation pourra poursuivre son œuvre bienfaisante, et dispenser à l'homme tout le bonheur compatible avec l'imperfection de sa nature.

Le sort du travailleur dépend donc surtout de l'énergie de sa volonté et de l'étendue de sa prévoyance. Il est le régulateur de son salaire, le créateur de sa fortune, l'arbitre de sa destinée. Les lois de l'économie politique, et plus encore les conseils de la morale, lui persuadent de ne pas s'engager imprudemment dans les liens du mariage qui, s'il n'a pas sagement calculé ses ressources, deviendront, non-seulement pour lui, mais aussi pour sa famille, les étreintes de la misère. Tels sont les avertissements salutaires que lui donne la science, et voici le langage qu'elle doit lui tenir : « La misère est un abîme que l'ignorance et les passions côtoient sans cesse ; gardez-vous de vous ranger, par un funeste oubli de vos devoirs et du rôle que vous êtes appelé à remplir dans la société, parmi les victimes prédestinées ; appelez à votre secours cette prévoyance qui, si elle n'était pas un effort, ne serait pas une vertu. Il ne suffit pas d'augmenter la somme de vos connaissances pour ouvrir une plus large carrière à votre activité, et celle de vos économies pour vous assurer un refuge en cas de détresse ; craignez surtout qu'en accroissant le nombre des créatures, vous ne fassiez qu'accroître celui des malheureux. Père de famille, envisagez toutes les obligations que ce titre vous impose, et ne songez à en goûter les douceurs que quand vous pourrez raisonnablement en supporter les charges. C'est à ce prix surtout que la misère ne viendra pas frapper à votre porte.

Fermez l'oreille aux insinuations mensongères, qui vous représentent le capital comme l'ennemi qui prélève un tribut sur votre misère. Il fournit les avances nécessaires à l'exercice de votre travail ; c'est là sa fonction ; cela peut-il être son crime ? Ce n'est pas avec lui que vous êtes en lutte ; ce n'est pas lui qui vous fait concurrence. Cette concurrence il ne se la fait qu'à lui-même ; car plus sa quantité augmente, plus ses profits baissent. Votre ennemi, c'est votre imprévoyance. C'est vous, dont la masse exubérante, en se pressant au seuil des ateliers pour offrir ses services au rabais, moyennant un salaire insuffisant, vous soumet

à la concurrence la plus désastreuse. La guerre civile est le fléau qui vous dévore. Vous n'êtes pas seulement sous le poids d'une responsabilité individuelle exigeante; une solidarité étroite vous lie encore les uns aux autres. Vous êtes solidaires, quant à la richesse, puisque si votre voisin ne produit pas, vos intérêts sont en souffrance et votre vente en déclin; solidaires, quant à la population, puisque l'imprévoyance des uns peut annuler les heureux effets de la prévoyance que les autres se sont imposée. L'accroissement du fonds où vous puisez la rétribution de votre travail, ne dépend pas de votre volonté; mais ce qui est en votre pouvoir, c'est de soumettre vos déterminations aux lois de la raison. Obéissez à ces conseils de la prudence, et vous aurez fait tout ce qu'il est donné à l'homme de pouvoir faire.

Mais si le jour de l'épreuve doit luire en dépit de vos efforts, si les circonstances tournent contre vous et trompent vos prévisions, si votre épargne épuisée ne suffit plus à des besoins qui ne peuvent être desservis par un salaire devenu trop faible, si toutes les chances que vous aviez de trouver du travail sont épuisées et se refusent à vos vœux, c'est alors que vous aurez le droit d'invoquer la sympathie de vos semblables, si elle n'est pas assez bien inspirée pour aller au devant de vous; c'est alors que vous pourrez tirer un soulagement des secours de la société, qui pourvoira à un mal temporaire et immérité, si vous vivez sous un régime équitable et bien constitué. Mais si cette société est sourde à votre appel et insensible à votre malheur; si elle viole un devoir sacré qui, bien mieux que dans les codes, est écrit dans la conscience; si, enfin, la dureté de cœur de vos frères vous refuse un appui que la science est bien loin de leur conseiller de ne pas vous prêter, alors demandez pardon à la Providence pour ces hommes à la fois aveugles, égoïstes et impies; car vous aurez le droit de les accuser.»

Telles sont les paroles austères que la science fait entendre aux travailleurs, sur la foi des rapports qu'elle signale entre la richesse et la population, ces deux hémisphères du monde économique; cette voix est celle de la vérité qui ne sait pas flatter. Tout en leur montrant ce que leur doit la société, elle leur montre surtout ce qu'ils se doivent à eux-mêmes. Ainsi, cette science qu'on a accusée de mettre l'homme à ses pieds, c'est à l'homme qu'elle fait appel, c'est en lui qu'elle place sa confiance pour

l'aider à améliorer son sort; à ses yeux, les réformes morales sont les plus dignes, les plus profondes, les plus durables. Ainsi, cette science, qu'on a appelée la théorie de l'égoïsme, aboutit, nous l'avons prouvé, à l'harmonie des intérêts, à la conciliation du progrès individuel et du progrès social, à l'association des industries, à la solidarité et à la concorde des individus, des classes et des nations. Et l'économiste, soi-disant despotique et matérialiste, qu'on désigne plus particulièrement à l'animadversion des classes pauvres, c'est Malthus, celui qui, le premier, a scruté avec le plus de sollicitude et de profondeur les causes de la misère, et placé l'homme au sommet de la science. Étranges contradictions, qui montrent combien facilement la vérité est méconnue par l'ignorance, et obscurcie les passions!

C'est pour l'homme, en effet, que la science est faite, et non pas l'homme pour la science. C'est de lui que tout part, c'est vers lui que tout converge. A la fois moyen et but, il est l'agent qui produit tout, et c'est par lui que tout est consommé. Les faits de sa vie économique sont en contact perpétuel avec ceux de sa vie morale; ils se déterminent les uns les autres, et se tiennent par une relation étroite de causes et d'effets. L'exercice du travail, les formes qu'il affecte, les vicissitudes qui le modifient, les instruments et les procédés dont il se sert, le milieu où il agit, les rapports qu'il engendre, l'aisance qu'il procure, la liberté qu'il demande ou la tutelle qu'il repousse, impriment aux sentiments, aux idées, aux habitudes, une certaine direction qui exerce l'influence la plus puissante sur le caractère de la société industrielle; et cette action se fait sentir, non-seulement sur les déterminations de la volonté, mais aussi sur les facultés de l'entendement, sur les phénomènes de la conscience psychologique, aussi bien que sur ceux de la conscience morale. C'est à la philosophie qu'il appartient de scruter les faits moraux issus du développement de la production, en même temps qu'elle apprécie la nature des jouissances qui résultent de la consommation des produits. L'économie politique et la philosophie se tiennent donc par un lien naturel et indissoluble. Quel secours ne pourrait pas prêter à la philosophie, cette science économique que Leibnitz, à la fin du XVIIe siècle, entrevoyait comme devant être l'une des plus grandes conquêtes de l'esprit humain! L'économie politique fournit aux idées philosophiques

des démonstrations plus rigoureuses, un champ plus étendu, et marque d'un sens plus réel et plus positif certaines idées qui, comme celles de liberté, de justice, de responsabilité, de droit et d'utilité, resteraient cachées, sans le commentaire dont elle les accompagne, dans les nuages les plus épais de l'abstraction métaphysique. Un esprit éminemment spiritualiste et moral, une méthode sûre, une saine appréciation des besoins, des facultés et des principes fondamentaux de notre nature, telles sont les directions que la science économique doit demander à son tour à la philosophie, qui n'en est autre chose que l'idéalisation. L'une y gagnera en élévation et en dignité, l'autre, en précision et en étendue; et c'est par l'effort combiné de toutes deux, que le problème de la destinée matérielle et morale de l'homme sera résolu, et que le genre humain, devenu meilleur et plus riche, pourra s'acheminer d'un pas plus égal et plus rapide dans la voie de l'utile, du bien et du vrai.

C'est vers l'union si désirable de ces deux puissances, vers une intervention plus large des idées philosophiques et morales dans le domaine de l'économie politique, que la science nous semble aujourd'hui devoir diriger ses efforts; c'est là le côté original et fécond de sa tâche. Qui pourrait prétendre que l'économie politique est arrivé à ses dernières limites et qu'elle est entièrement parachevée? Il n'y a que des fanatiques, qui puissent ainsi l'assimiler au Neptune d'Homère, qui fit trois pas, toucha le but du quatrième et se trouva aux confins de l'univers. Une affirmation si orgueilleuse n'est que la négation du progrès. A chaque siècle son évolution, à chaque homme sa tâche, à chaque génération son héritage. Les fondateurs de la science économique l'ont assise sur des bases inébranlables et ils nous ont montré la route. Prendre la science où ils l'ont laissée pour reculer les bornes et en élever l'esprit, s'appuyer sur les connaissances qu'ils nous ont transmises pour nous aider à découvrir celles que nous lèguerons, à notre tour, à nos descendants, c'est continuer leur œuvre, perpétuer leurs bienfaits et rendre à leur mémoire l'hommage le plus digne d'eux

Maurice MONJEAN.

PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE

CONSIDÉRÉS

SOUS LE RAPPORT DE LEUR APPLICATION PRATIQUE.

AVANT-PROPOS.

—

On a avancé, et peut-être avec raison, que les principes de l'économie politique se rapprochaient plus de la certitude des sciences exactes, que ceux de la plupart des autres branches des connaissances humaines. On commettrait néanmoins une grave erreur, si l'on supposait que des propositions dont les résultats pratiques dépendent de la conduite d'un être aussi changeant que l'homme, et des qualités d'une substance aussi variable que le sol, pussent jamais admettre le même genre de preuves, ou conduire à des conclusions aussi certaines que les vérités qui ont pour objet l'étude de la figure ou de la quantité. Il y a sans doute en économie politique de grands principes généraux, auxquels on ne rencontre que des exceptions extrêmement rares, et qu'on peut presque toujours regarder comme des guides sûrs qui nous indiquent la vraie route; mais, si on les examine attentivement, on verra qu'ils ressemblent, sous beaucoup de rapports, aux grandes règles générales de la morale et de la politique, qui sont fondées sur les passions et les penchants connus de la nature humaine. Si l'on réfléchit mûrement aux dispositions morales de l'homme ou aux qualités de la terre qu'il est destiné à cultiver, on sera forcé de convenir que l'économie politique a bien plus de rapports avec la morale et la politique, qu'avec les sciences mathématiques [1].

[1] La vérité est que l'Économie politique tient le milieu entre les sciences mathé-

Un simple coup-d'œil sur la nature des sujets qui font l'objet de l'économie politique aurait suffi pour conduire à ce résultat, dont la justesse est d'ailleurs confirmée par la diversité des opinions parmi les auteurs qui ont consacré à l'étude de cette science leurs talents et leurs méditations.

Pendant la prédominance du système mercantile, l'intérêt que ce sujet excitait, était presque exclusivement borné aux personnes qui se livraient aux détails du commerce, ou qui espéraient tirer de prompts bénéfices de ses résultats. Les différences d'opinion qu'on remarquait parmi les négociants et les hommes d'État, roulant plutôt sur la pratique que sur les principes, n'étaient pas de nature à exciter beaucoup d'attention. Mais l'économie politique ne fut pas plutôt élevée au rang des sciences par les écrits des Économistes français [1] et d'Adam Smith, qu'un schisme mémorable partagea pendant assez longtemps ceux qui se livraient à l'étude de cette branche nouvelle de connaissances, sur les questions fondamentales : — Qu'est-ce que la richesse? A-t-elle une seule source ou plusieurs, et quelles sont-elles?

Heureusement pour les intérêts de la science et ses applications au profit de la société, les Économistes et Adam Smith étaient parfaitement d'accord sur plusieurs des principes saillants et généraux qui conduisent aux plus importants résultats pratiques, tels que la liberté du commerce, la faculté que chacun doit avoir, tant qu'il se conforme aux règles de la justice, de pourvoir à ses propres intérêts d'après ses vues particulières, ainsi que quelques autres; et, certes, l'accord des deux Écoles sur ces principes doit être regardé comme la présomption la plus forte de leur vérité. Cependant, les Économistes et Adam Smith

---

matiques et les sciences morales. Comme les premières, elle se fonde en partie sur des considérations de grandeurs, de rapports, et sur des calculs; comme les secondes, elle dépend d'une connaissance profonde des facultés, des goûts et des travers de l'homme. Les vérités qu'elle présente sont le résultat combiné des observations que fournissent ces deux espèces d'études. (*Note inédite de J.-B. Say.*

[1] Cette dénomination, aujourd'hui commune à tous ceux qui possèdent la science de l'économie politique, s'applique, dans la pensée de Malthus, à cette école de libres penseurs, de savants et généreux esprits qui, à la fin du siècle dernier, dirigèrent leurs recherches vers la découverte des causes permanentes de la richesse et de l'appauvrissement des nations, et dont le fondateur fut Quesnay, le ministre Turgot et le tribun le marquis de Mirabeau, l'ami des hommes. Malthus avait fait une étude approfondie des doctrines de ces ingénieux écrivains, auxquels Dupont de Nemours reprochait à J.-B. Say d'avoir donné le nom de secte. Leurs opinions se trouvent discutées en plusieurs endroits des *Principes d'Économie politique*, et plus spécialement dans l'ouvrage sur les *Définitions*. (M. M.)

ne différaient pas sur de simples points de théorie; leurs opinions n'étaient pas uniquement des explications différentes de phénomènes identiques, dont l'influence eût été nulle dans la pratique; ils envisageaient au contraire la nature et la source des richesses sous un point de vue tel, que si leurs doctrines eussent été adoptées, elles auraient conduit, dans presque tous les pays, à de grands changements dans les affaires, surtout pour ce qui regarde la question si importante de l'impôt.

Depuis l'époque où ont vécu ces écrivains distingués, cette matière a graduellement attiré l'attention d'un plus grand nombre de personnes, surtout pendant les derniers vingt ou trente ans. Toutes les propositions fondamentales de la science ont été examinées, et les évènements qui se sont succédés depuis ce temps, selon qu'ils paraissaient confirmer ou invalider ces propositions, ont été soumis à de fréquentes discussions. Le résultat de cet examen et de ces controverses paraît être, qu'il existe encore de grandes différences d'opinion sur quelques sujets importants, au nombre desquels on pourrait peut-être compter les suivants : — La définition de la richesse et celle du travail productif; — la nature et la mesure de la valeur; — la nature et l'étendue des principes qui dirigent l'offre et la demande; — l'origine et les progrès du fermage ; — les causes qui établissent le taux des salaires et les profits du capital; — les causes pratiques qui retardent et limitent le progrès des richesses; — le niveau de la valeur des métaux précieux dans chaque pays; — les principes de l'impôt, etc. Sur tous ces points, ainsi que sur beaucoup d'autres, parmi les nombreuses questions relatives à l'économie politique, il y a eu différentes manières de voir parmi des personnes dont les opinions sont dignes de considération. Quelques-unes de ces questions sont jusqu'à un certain point purement théoriques, et leur solution, quoique évidemment nécessaire pour l'avancement de la science, pourrait bien ne pas en affecter essentiellement les prescriptions pratiques; il en est cependant dont la nature est telle, que leur solution, quelle qu'elle soit, doit nécessairement influer sur la conduite des particuliers et des gouvernements; il est par conséquent de la plus haute importance pour la pratique de pouvoir les résoudre d'une manière précise.

Dans une science telle que l'économie politique, il ne faut pas s'attendre à trouver un assentiment *universel* à toutes les propositions importantes; et cependant, pour les apprécier à leur juste valeur, et pour qu'elles puissent servir de règle de conduite, il serait fort à désirer, et même presque nécessaire, qu'une *majorité* considérable des personnes qui, eu égard à l'étude qu'elles ont faite de ces matières, sont regardées par

public comme devant être les juges les plus compétents, pût s'accorder sur la justesse de ces propositions fondamentales.

Parmi les auteurs qui ont traité ce sujet d'une manière scientifique, il n'existe peut-être pas, en ce moment, un accord aussi général qu'on pourrait le désirer, pour adopter leurs conclusions comme des maximes à suivre; les écrivains même qui prétendent avoir des vues éminemment pratiques, n'en déduisent pas souvent des conséquences générales, ou se montrent tellement dominés par des vues étroites, par la partialité, et quelquefois par l'intérêt personnel, qu'il est impossible de s'en rapporter à eux pour poser des règles générales. D'ailleurs, les vingt ou trente ans qui viennent de s'écouler ont présenté une telle suite d'événements les plus extraordinaires, qu'on n'a pas encore eu le temps d'en présenter la classification et d'en faire un examen suffisant pour voir jusqu'à quel point ils confirment ou invalident les principes généralement reçus de la science à laquelle ils se rapportent.

L'époque actuelle paraît par conséquent peu favorable pour publier un nouveau traité systématique sur l'économie politique. Celui que nous possédons déjà est reconnu pour un ouvrage du plus haut mérite; et tant qu'un accord plus général n'existera pas sur les points contestés de l'ouvrage d'Adam Smith, et sur la nature et l'étendue des additions qui y ont été faites par suite des progrès de la science, il est certainement préférable de traiter séparément les différents objets qui sont sujets à contestation. Quand cette discussion aura été pendant quelque temps sous les yeux du public, et que, par le choc des différentes opinions et les leçons de l'expérience, on sera en mesure de séparer le vrai d'avec le faux, les diverses parties de la science pourront alors être coordonnées en un corps régulier de doctrine, dont le poids et l'autorité soient tels qu'on puisse en attendre les plus heureux résultats dans la pratique.

La source principale des erreurs et de la diversité d'opinions qui règne aujourd'hui parmi les écrivains qui traitent de l'économie politique, me semble tenir à la précipitation avec laquelle ils ont cherché à simplifier et à généraliser; car, tandis que leurs adversaires, s'appuyant davantage sur la pratique, tirent des conséquences trop hasardées de faits partiels auxquels ils accordent une importance exagérée, les théoriciens donnent dans l'excès contraire, en ne soumettant pas leurs idées à l'épreuve d'une expérience étendue et éclairée, laquelle peut seule, dans un sujet aussi épineux, établir leur justesse et leur utilité.

Rien n'a plus d'attraits, pour certains esprits, que de simplifier et de généraliser. Tel est en effet le but désirable et légitime de la vraie phi-

losophie, toutes les fois qu'on peut l'atteindre sans porter préjudice à la vérité; c'est ce qui explique comment le penchant qui nous y entraîne a, dans presque toutes les sciences, conduit à des théories mal conçues et prématurées.

Le désir de simplifier en économie politique a fait naître une sorte de répugnance à admettre l'action simultanée de plusieurs causes au lieu d'une seule, pour rendre raison de certains effets; toutes les fois qu'une cause quelconque a paru suffisante pour expliquer en grande partie un certain ordre de phénomènes, on lui en a attribué la totalité, sans avoir suffisamment égard aux faits qui se refusaient à cette explication. J'ai toujours pensé que la discussion récente sur la question des matières d'or et d'argent offrait un exemple frappant de cette sorte d'erreur. Chaque parti avait sa théorie destinée à expliquer la baisse du change et la hausse du prix courant du lingot au-dessus de celui de l'Hôtel des monnaies, et n'envisageait la question que sous le seul point de vue que l'habitude lui avait fait regarder comme le plus juste; à peine y avait-il un seul auteur qui parût disposé à admettre l'action simultanée des deux théories, dont l'effet combiné, agissant tantôt d'accord, et tantôt en opposition, pouvait seul expliquer d'une manière satisfaisante les phénomènes variables et compliqués dont l'existence était soumise à l'observation [1].

Certes, nous ne saurions avoir trop de respect et de vénération pour l'admirable règle de Newton, qui prescrit de ne pas admettre plus de causes qu'il n'en faut pour rendre raison des phénomènes qu'on veut expliquer; mais, d'après cette règle même, il est clair qu'il faut consigner les causes qui sont réellement nécessaires. Les théories les plus brillantes et les plus belles classifications doivent s'écrouler devant le sanctuaire de la vérité, dont l'observation des faits et l'expérience peuvent seules nous ouvrir l'entrée. Il est peut-être permis au chimiste qui n'a rien appris depuis trente ans, de regretter que les nouvelles découvertes dont la science s'est enrichie aient jeté de la confusion dans les classifications et les systèmes antérieurs; mais il ne méritera pas le nom de philosophe, s'il ne fait pas le sacrifice volontaire de

---

[1] Il faut cependant convenir que la théorie des ***bullionists*** [1] quoique trop exclusive, rendait raison de la plupart des phénomènes en question; et on peut aussi ajouter que le Rapport sur les matières d'or et d'argent est peut-être plus exempt du vice que je viens de signaler, qu'aucun autre ouvrage qui ait paru sur le même sujet.

---

[1] Ce nom désignait ceux qui accordaient à l'emploi du numéraire la plus grande part dans les variations de la valeur des métaux précieux. M. M.

ses opinions, aussitôt que l'exactitude des expériences qui les réfutent se trouve solidement établie.

La même tendance à simplifier et à généraliser fait qu'on éprouve une répugnance encore plus forte à admettre des modifications, des restrictions et des exceptions à une règle ou proposition, qu'à convenir du concours de plusieurs causes au lieu d'une seule. Rien en effet ne fait paraître une proposition quelconque moins satisfaisante, moins scientifique et plus superficielle, que d'être forcé de la modifier ainsi; il n'y a cependant point de vérité dont je sois plus intimement convaincu, que de la nécessité absolue d'introduire des modifications et des exceptions à plusieurs propositions importantes admises en économie politique. On peut même assurer que c'est au concours fréquent de causes compliquées, à l'action et à la réaction réciproques des causes et des effets, et à la nécessité de faire des restrictions et des exceptions à un nombre considérable de propositions importantes, qu'il faut attribuer les principales difficultés de cette science, et les méprises qui se commettent tous les jours en cherchant à prédire des résultats.

Je vais en donner un exemple, pour mieux expliquer ma pensée. Adam Smith soutient que les capitaux s'accroissent par l'épargne; que tout homme frugal est un bienfaiteur de la société [1], et que l'accroissement de la richesse dépend de l'excédant des produits par delà les consommations [2]. Il est impossible de contester la vérité de ces propositions, considérées dans une grande partie de leurs applications.— Aucun accroissement considérable et progressif de richesse ne saurait en effet s'opérer sans ce degré de frugalité qui fait convertir tous les ans une certaine portion de revenu en capital, et qui rend la somme des produits plus forte que celle des consommations; mais il est aisé de voir que ces propositions cessent d'être vraies, si on leur donne une latitude indéfinie, et que le principe de l'économie, poussé à l'excès, finirait par détruire tout encouragement à la production. Si chacun se contentait des aliments les plus simples, des vêtements les moins dispendieux et des plus chétives habitations, il est certain que dans ce cas il n'y aurait pas d'autres aliments, d'autres vêtements, ni d'autres habitations; et que les propriétaires fonciers, n'ayant aucun motif suffisant qui les portât à cultiver la terre avec soin, non-seulement la richesse qui consiste en objets utiles et de luxe serait entièrement anéantie, mais

---

[1] *Richesse des nations*, tome Ier, liv. II, chap. 3, p. 424. Toutes les fois que l'ouvrage d'Adam Smith sera cité, nous renverrons, pour la pagination, à l'édition donnée par M. Blanqui dans cette Collection. (M. M.)

[2] Tome II, liv. IV, chap. 3, p. 94.

que, si le sol continuait à être partagé comme par le passé, la production des subsistances serait bientôt découragée, de manière à rendre la population stationnaire longtemps avant le perfectionnement de l'agriculture.

De même, si la consommation surpasse la production, il est clair que le capital de la nation doit décroître, et que sa richesse doit graduellement s'anéantir par la perte de la faculté de produire; mais si les produits dépassaient de beaucoup les besoins de la consommation, et si l'on s'obstinait à ne point consommer l'excédant, tout motif d'accumuler et de produire cesserait. Les deux extrêmes se touchent, et il s'ensuit qu'il doit y avoir un point intermédiaire, quoique nos connaissances en économie politique ne nous permettent pas de le fixer, dans lequel, prenant en considération et la faculté de produire et la volonté de consommer, l'encouragement à l'accroissement de la richesse se trouvera être le plus puissant [1].

La division des propriétés foncières offre un autre exemple familier du même genre. Personne n'a jamais douté un seul instant que le par-

[1] Les deux arguments que Malthus cite en faveur de son opinion sur les restrictions que l'expérience doit apporter à certains principes généraux de la science, ne sauraient venir à l'appui de la thèse qu'il soutient. Ils sont sans valeur, parce qu'ils sont contraires à toutes les lois de l'organisation humaine. L'économiste, alors même que pour les besoins de l'argumentation il a recours aux hypothèses les plus hardies, ne peut se tenir en dehors des caractères que la nature a assignés aux êtres et des penchants immuables que l'homme a reçus en recevant l'existence. Le droit de la science ne s'étend pas jusqu'à l'isoler des éléments qui le constituent. L'homme est une force qui ne peut être confondue avec aucune autre; il n'est pas comme la terre et comme le capital, une quantité inerte, sur laquelle le raisonnement et le calcul puissent être poussés jusqu'aux dernières limites. Considéré même seulement comme instrument de production, il est toujours un agent intelligent et libre, complètement distinct de tous les autres et soumis à des lois spéciales.

C'est s'égarer dans les régions sans fin de l'impossible que de supposer que l'homme, devenu possesseur, par une épargne volontaire, d'un capital destiné à accroître ses forces productives et à pourvoir à la satisfaction de ses besoins divers, puisse pousser l'abstinence ou l'entêtement jusqu'à refuser, de son plein gré, de tirer profit des produits de son travail et de jouir des biens qu'il a pris la peine de créer, par la considération seule qu'ils peuvent être pour lui une source de jouissance. L'homme n'acquiert la richesse que pour la consommer; il ne crée que pour détruire; il n'épargne que pour jouir. Ses efforts n'ont d'autre but que de lui procurer directement ou indirectement les moyens de satisfaire aux besoins si variés que la nature lui a donnés en naissant, ou dont un état plus avancé de civilisation a pu le gratifier. Le désir de rendre son sort meilleur domine toutes ses actions, et le travail, cet élément énergique de bien-être et de moralité, qui est le moyen de parvenir à ce but, est aussi le mobile le plus puissant qui le pousse vers

tage de ces immenses terrains, qui formaient autrefois le domaine des grands propriétaires féodaux, n'ait été favorable à l'industrie et à la production. Il est également difficile de ne pas convenir que la division des propriétés territoriales, poussée trop loin, peut finir par détruire tous les avantages qui proviennent de l'accumulation des capitaux et de la division du travail, et être cause de la misère générale. Il y a donc dans ce cas, ainsi que dans le précédent, un point intermédiaire, quoique nous ne sachions pas où le placer, dans lequel la division des propriétés convient le mieux à l'état d'une nation, et offre le plus puissant encouragement à la production et à l'accroissement de la richesse et de la population. Il s'ensuit donc évidemment qu'il est impossible de poser sur les avantages qui résultent de l'économie ou de la division des propriétés, une règle générale qui ne soit sujette à des restrictions et à des exceptions; il faut surtout, dans des questions de cette nature, où les extrêmes sont d'une évidence frappante, mais où le terme moyen qui réunit le plus d'avantages ne peut être fixé, faire bien attention que, dans les progrès de la société, une approximation vers ce terme moyen

---

l'amélioration de sa destinée. Une société qui, en présence d'une masse de biens, dont elle a la libre et entière disposition, se réduirait volontiers au régime de la demi-ration, n'a pas d'exemple dans l'histoire et n'y figurera jamais. Une société qui aurait accumulé dans son sein une masse de produits, telle que les besoins si multipliés de sa consommation ne puissent suffire à l'épuiser, celle-là pourrait interrompre son travail séculaire et se reposer; car son œuvre serait achevée et sa mission remplie. Alors tout travail deviendrait inutile : des moyens d'échange seraient à la disposition de chacun. Il n'y aurait pas de besoins qui ne fussent satisfaits, de désirs qui ne fussent comblés; la richesse serait devenue le partage de tous. Il n'y aurait plus d'autre malaise pour les mortels que celui qui résulte de l'excessive profusion de toutes choses, le dégoût et la satiété. Le génie de l'homme aurait atteint jusqu'à l'œuvre de Dieu : les produits de son travail seraient devenus aussi communs que l'air qu'il respire et que la lumière qui l'éclaire.

Les lois du monde moral ont leur immuable fixité comme celles du monde matériel. Il n'y aurait pas moins de dangers pour l'économiste à s'écarter des uns que pour le physicien à méconnaître les autres. Les passions sont mobiles, les esprits divers, mais la nature est éternelle. C'est à l'homme que tout se rapporte en définitive; il est à la fois moyen et but. Raisonner en faisant abstraction des principes de son organisation, c'est s'exposer à toutes les incertitudes et à toutes les erreurs de l'esprit de système et à n'aboutir qu'au néant. Les questions fondamentales de la valeur, des salaires, des profits et des échanges, ne sauraient être sainement comprises et solidement résolues, sans une connaissance préalable des facultés, des besoins et des tendances de notre nature. C'est seulement en tenant un compte rigoureux de cette nécessité que l'économie politique pourra parvenir à établir ses enseignements sur une base inébranlable, et à se ménager une place de plus en plus belle et plus incontestée dans le domaine des sciences morales.

M. M.

peut produire des effets qu'on attribue souvent à d'autres causes, et qui donnent lieu à de fausses conclusions.

Cette disposition à une généralisation prématurée est également la source de la répugnance que montrent quelques-uns des principaux auteurs en économie politique, à soumettre leurs théories à l'épreuve de l'expérience. Personne n'est assurément plus éloigné que moi d'attacher trop d'importance à des faits isolés, ni moins porté à croire qu'une théorie qui rend raison du plus grand nombre des phénomènes, puisse être invalidée par quelques contradictions apparentes, dont la réalité et la véritable valeur n'ont peut-être pas pu être examinées à fond, faute d'informations suffisantes. Mais, certes, aucune théorie ne doit être admise comme vraie, si elle se trouve en contradiction avec l'expérience générale; et cela me paraît une raison décisive et péremptoire pour la rejeter. Il faut, dans cette supposition, ou qu'elle soit radicalement fausse, ou essentiellement incomplète; et, dans les deux cas, elle ne peut offrir ni une solution satisfaisante des phénomènes existants, ni une règle d'après laquelle on puisse, avec quelque degré de confiance, imprimer aux choses une certaine direction vers l'avenir.

Le premier but de la philosophie est d'expliquer les choses telles qu'elles existent; et tant que nos théories n'y seront pas parvenues, elles ne doivent servir de base à aucune conclusion pratique. Jamais la théorie de la population ne m'eût inspiré la confiance ferme et inébranlable que j'ai constamment éprouvée, si cette doctrine ne m'avait pas semblé confirmée de la manière la plus convaincante par l'état actuel de la société dans tous les pays dont nous avons connaissance. Voilà l'épreuve que j'ai invoquée en posant mes principes; et cette épreuve expérimentale, répétée souvent, devient surtout indispensable dans la plupart des questions qu'aborde l'économie politique, lorsque des causes diverses et compliquées, dont l'existence ne peut être constatée que par ce moyen, se trouvent agir à la fois. Une théorie peut paraître exacte, et elle peut l'être en effet d'après des données convenues; ces données peuvent aussi *paraître* tout à fait semblables à celles qui ont servi de base à la théorie, dans le cas particulier auquel on se propose d'en faire l'application; mais une légère différence dans les circonstances, qui d'abord a pu ne pas être aperçue, peut devenir sensible d'après la différence entre les résultats réels et ceux qu'on pouvait présumer. La théorie pourra donc être considérée comme défectueuse, soit par l'effet d'un vice radical dans ses principes, soit parce qu'elle n'est pas applicable en général, ou ne l'est pas en particulier aux circonstances existantes.

Toutes les fois qu'on peut présumer l'action des causes imprévues, et que les causes prévues sont sujettes à éprouver de grandes variations de force et d'activité, il faut porter une attention exacte sur les faits, en les considérant surtout dans leur ensemble, afin de prévenir à la fois la multiplication des théories erronées, et de donner à celles qui seront reconnues vraies une sanction et une confirmation nouvelles.

L'économie politique est une science essentiellement pratique, et applicable aux affaires ordinaires de la vie humaine. Il est peu de branches de nos connaissances où des vues erronées puissent causer plus de mal, et des vues exactes produire plus de bien. C'est pourquoi je ne saurais être de l'avis de l'écrivain qui, dans un de nos journaux littéraires et critiques les plus en vogue, compare les questions sur la population, sur les espèces métalliques et sur les lois relatives au commerce des blés, aux discussions scholastiques du moyen-âge, et exprime par des points d'admiration l'excès de son étonnement, lorsqu'il voit un fatras aussi futile être l'objet de la plus légère attention de la part du public[1].

Dans une science aussi éminemment pratique que l'économie politique, il serait difficile de citer trois questions plus pratiques que celles que cet écrivain a malheureusement choisies pour les mettre en parallèle avec les questions scholastiques. Le fait est que la plupart des sujets que cette science embrasse, sont spécialement applicables aux transactions ordinaires. Que dirons-nous des questions relatives à l'impôt, qui sont toutes variées et étendues? Qui osera nier qu'elles ne touchent de très près les intérêts et les sentiments du genre humain? Que dirons-nous des lois qui règlent la valeur échangeable, et qui président à toutes les transactions d'achat ou d'échange qui se font dans nos marchés? Que dirons-nous enfin des lois qui règlent les profits du capital, l'intérêt de l'argent, le fermage, la valeur des métaux précieux dans les différents pays, le cours du change, etc., etc.?

L'étude des lois de la nature est intéressante dans toutes ses branches. Les lois même qui gouvernent les mouvements des parties les plus éloignées de l'univers, et sur lesquelles il est, par conséquent, impossible à l'homme d'exercer la plus légère influence, sont cependant des objets dignes de la noble curiosité d'un être raisonnable; mais les lois qui règlent les actions des hommes en société ont des droits infiniment plus puissants à notre attention, soit par le rapport qu'elles ont avec des objets dont nous nous occupons à tout moment, soit parce

---

[1] *Quarterly Review*, n. 29, art. 8.

que leurs effets sont modifiés sans cesse par la conduite des hommes.

Il est des personnes d'un esprit distingué si fortement attachées aux règles généralement reçues en économie politique, que, tout en reconnaissant qu'elles sont parfois sujettes dans la pratique à quelques exceptions, elles ne croient pas cependant qu'il soit ni prudent ni convenable d'en faire mention; elles craignent d'affaiblir l'autorité et l'utilité des règles générales, en appelant ainsi l'attention du public trop fortement et trop souvent sur les exceptions qui contreviennent à ces règles.

Par exemple, une des règles les plus générales en économie politique, c'est que les gouvernements ne doivent jamais se mêler de diriger le capital et l'industrie des particuliers; qu'ils doivent au contraire laisser à chacun, tant qu'il se conforme aux lois, le soin de surveiller ses propres intérêts d'après ses vues personnelles, et que l'exécution de cette maxime offre la garantie la plus sûre qu'on obtiendra des produits constants et uniformes pour les besoins de la nation. On convient que cette règle peut offrir des exceptions; mais ceux qui pensent que le danger de l'intervention officieuse des gouvernements est infiniment plus grand que tous les inconvénients qui peuvent résulter de négliger les exceptions, sont disposés à rendre cette règle universelle.

Il m'est impossible d'adhérer à cette opinion. Je suis très porté à admettre que le danger qui peut résulter pour l'État de la trop fréquente intervention du gouvernement dans les affaires des particuliers, est en général plus grand que celui que pourrait présenter l'excès contraire; si cependant le peu d'attention aux exceptions venait à produire des résultats trop importants et trop fréquents pour ne pas être aperçus du public, je suis fermement persuadé que le soin qu'on mettrait à cacher ces exceptions, nuirait bien plus à la doctrine des principes généraux qu'il ne pourrait lui être favorable.

Ainsi, c'est une règle générale justement reconnue en économie politique, que la richesse d'une nation reçoit du développement de l'accroissement de la richesse et de la prospérité des nations voisines. C'est une vérité des plus incontestables, que si ces États ne créent pas à cette nation une concurrence dans la branche de commerce ou de fabrication où elle excelle, l'accroissement de leurs facultés productives doit tendre inévitablement à augmenter la demande qui lui est faite et à stimuler son énergie productive. Mais si l'on accepte cette règle comme invariable, sans avoir égard à la restriction si importante dont j'ai déjà parlé, comment celui qui veut se livrer à l'étude de l'économie politique pourra-t-il se rendre compte des faits les plus remarquables et

les mieux établis qui se rencontrent dans l'histoire du commerce? comment s'expliquera-t-il le déclin rapide de la prospérité de Venise, en face du développement de richesse qui s'opéra en Portugal et dans le reste de l'Europe après la découverte d'un passage aux Indes par le cap de Bonne-Espérance? la stagnation de l'industrie de la Hollande, lorsque les nations environnantes devinrent assez riches pour se charger elles-mêmes de leur commerce d'exportation? la richesse et le commerce toujours croissants de la Grande-Bretagne pendant la guerre de la révolution française, pendant que le commerce de la plus grande partie de l'Europe diminuait, et que la misère y faisait de notables progrès? comment enfin comprendra-t-il la détresse comparative de l'Amérique, lorsque les autres nations purent participer au commerce qu'elle avait entrepris avec un succès si remarquable, à la faveur de la neutralité qu'elle observa dans la dernière guerre? Il est peu favorable à la science de l'économie politique que les mêmes auteurs, qui viennent de présenter des règles comme revêtues d'un caractère d'universalité, aient à demander l'explication des phénomènes les plus importants à des exceptions contraires à ces règles mêmes. Il serait infiniment préférable que chaque règle fût posée en faisant la part des restrictions qu'elle est susceptible de subir.

Rien ne tend plus à décréditer les théories et les principes généraux, que d'apercevoir des effets produits par des causes particulières qu'on n'a pas su prévoir. Et quoique des faits de cette nature ne puissent pas être regardés comme des objections valables contre les théories, dans le vrai sens de ce mot, ils deviennent de très forts arguments contre une théorie particulière; car ils prouvent qu'elle est, à certains égards, erronée : et cela suffira pour que le public se croie en droit de rejeter les bases fondamentales de la doctrine, en accusant d'ignorance ou de mauvaise foi ceux qui la préconisent sans cesse. Il me semble, je l'avoue, que pour faire accréditer et répandre les principes généraux dont l'influence est si salutaire, il est indispensable de réunir à la plus parfaite sincérité la plus grande exactitude possible, fondée sur l'examen approfondi de l'ensemble de toutes les circonstances qui peuvent influer sur les résultats. Il faut que ni la considération d'un avantage momentané, ni la crainte de détruire la simplicité toujours si attrayante d'une règle générale, ne nous poussent jamais à nous écarter de la route toujours droite de la vérité, ou à cacher et à négliger aucune circonstance qui puisse porter quelque atteinte à l'universalité des principes.

Il est une autre classe de personnes qui attachent une très grande

importance aux règles généralement reçues en économie politique, et qui les regardent comme étant applicables dans toute leur étendue à la pratique. Après avoir vu les erreurs du système mercantile réfutées et remplacées par des vues plus philosophiques et plus saines, ils n'ont pas néanmoins étendu leurs études au-delà de cette doctrine erronée; et, satisfaits de ce qu'ils ont appris, ils regardent d'un assez mauvais œil les recherches nouvelles et ultérieures, surtout lorsqu'ils n'aperçoivent pas d'une manière bien claire les bons effets qui doivent en résulter.

La répugnance pour les innovations, même dans les sciences, peut avoir l'avantage d'opposer une barrière aux théories mal conçues et prématurées; mais il est évident que cette disposition, poussée trop loin, serait radicalement funeste à toute possibilité de perfectionnement. Quand on contemple les grands évènements qui se sont passés depuis vingt-cinq ans, et qu'on songe à leur influence sur les objets qui ressortent du domaine de l'économie politique, il n'est pas possible de se contenter de l'état actuel de la science; et puisque cette science, dont on reconnaît la haute importance, se trouve encore dans un état évidemment incomplet, rien n'est plus absurde que de décourager l'investigation, si elle est conduite d'après des principes solides, quand même on n'apercevrait pas son utilité immédiate dans la pratique. Combien, dans les mathématiques, la chimie et dans toutes les branches de la physique, ne faut-il pas de recherches pour perfectionner et compléter la science, quoique, en ne considérant les faits que d'une manière isolée, ils ne paraissent pas conduire à un avantage positif quelconque? Et cependant combien d'inventions utiles, quelle masse de connaissances précieuses et fécondes en résultats n'aurions-nous pas perdus, si une curiosité raisonnable, et le désir d'apprendre, n'avaient pas été généralement regardés comme des motifs suffisants pour poursuivre la recherche de la vérité?

Je suis par conséquent bien loin d'admettre comme une objection valable contre des recherches ultérieures en économie politique, qu'elles ne peuvent pas toujours subir l'épreuve de la question de *cui bono?* Telle est pourtant la nature de cette science, dont la relation avec les affaires de la vie humaine est si intime, que je suis bien convaincu que, parmi ses propositions, le nombre de celles qui peuvent subir cette épreuve, est plus grand que dans une autre branche quelconque des connaissances humaines.

C'est une entreprise souvent extrêmement difficile que de tracer distinctement, en économie politique, le cercle des causes et des effets

qui ont une action et une réaction réciproques, et d'en déduire des règles générales qui puissent nous faire prévoir les résultats. Cependant, est-il parmi les objets sur lesquels s'exercent les recherches de cette nature, quelque obscur ou étranger qu'il puisse paraître au premier abord, un seul qui n'ait, sous un rapport quelconque, une certaine influence sur la pratique? Il est donc fort à désirer, autant pour les progrès et le perfectionnement de la science, que dans l'intérêt des avantages pratiques qui peuvent en résulter, qu'on poursuive de pareilles recherches, et que les personnes qui ont assez de loisir et de talent pour s'y livrer, ne se laissent pas rebuter par les difficultés ou l'obscurité du sujet.

A la vérité, il y a bien des cas où il n'est pas possible de prévoir les résultats, en raison de la complication des causes qui y contribuent, des différents degrés de force et d'activité de leur intervention, et du nombre des circonstances imprévues qui peuvent en modifier l'action; mais il est incontestablement de la plus haute importance de pouvoir tracer avec assez de précision une ligne qui sépare les cas, dans lesquels on peut prévoir avec sureté les résultats, de ceux où ces résultats sont incertains, et de pouvoir également expliquer d'une manière satisfaisante les causes de cette incertitude.

De toutes nos connaissances, la plus précieuse est, sans contredit, celle qui nous montre ce qu'il est en notre pouvoir d'exécuter, et quels sont les moyens d'y parvenir. Ce qu'il importe le plus de savoir après cela, c'est de connaître ce qui n'est pas susceptible d'exécution et d'où viennent les obstacles qui s'y opposent. La première nous met en état d'obtenir des avantages positifs, de développer nos facultés et d'accroître notre bonheur; la seconde nous épargne les désagréments qu'entraînent des tentatives infructueuses, et les pertes et les malheurs qui sont la suite de projets toujours déçus [1].

Ces recherches exigent plus de temps et d'attention que ne peuvent leur donner les hommes qui régissent l'État, auxquels il importe cependant le plus de les bien approfondir. Tout le monde, sans doute, prend part aux mesures du gouvernement; mais ceux qui les ont conseillées, ou qui ont contribué le plus à les faire adopter, doivent y mettre un

[1] L'essentiel est de savoir; si l'on ne fait pas ensuite aussi bien qu'on le voudrait, on ne fait pas du moins ce qui est directement contraire au but qu'on se propose. Il n'est pas permis à l'homme d'éviter tous les inconvénients, mais c'est toujours un très grand bien d'éviter une seule sottise. Si l'on en évite deux, c'est encore mieux. Il n'y a pas de bien absolu sur cette terre, mais on peut en approcher plus ou moins. (*Note inédite de J.-B. Say.*)

plus grand intérêt, en envisageant la responsabilité qui pèse sur eux; et si le temps leur manque pour se livrer par eux-mêmes à de semblables recherches, ils ne doivent pas dédaigner de mettre à profit, avec la prudence convenable, les lumières que d'autres ont pu acquérir. Des ministres auraient tort, sans doute, s'ils prenaient des mesures décisives, avant de se croire bien sûrs du plan qu'ils se proposent de suivre; mais on doit attendre d'eux qu'ils fassent usage de toutes les lumières qui peuvent éclairer leur marche, et les aider à atteindre le but qu'ils ont en vue.

Si le grand principe soutenu avec un talent si éminent par Adam Smith est vrai; si, comme il le prétend, la meilleure manière d'accroître la richesse et la prospérité se réduit à laisser faire, dans ce cas, la tâche du gouvernement en matière d'économie politique pourrait paraître fort simple et aisée.

Il faut cependant se rappeler, en premier lieu, qu'il est des devoirs relatifs à l'économie politique, qui, de l'aveu de tout le monde, appartiennent au souverain; mais quoique la ligne de démarcation qui fixe ce qui est de son ressort, paraisse en général tracée avec assez de précision, cependant, quand nous descendons aux détails, il peut s'élever des doutes, et il s'en est élevé, en effet, sur les objets qui doivent être compris dans cette catégorie. Jusqu'à quel point l'éducation et l'entretien des pauvres doivent-ils appartenir au gouvernement? Quelle part doit-il prendre à la construction et à l'entretien des routes, des canaux et des bassins publics? Quelle conduite doit-il tenir à l'égard de la formation des colonies et de l'émigration, de la conservation des forts et d'autres établissements en pays étranger? Il peut y avoir des opinions différentes sur ces questions, ainsi que sur bien d'autres, pour la décision desquelles on s'adresse au souverain et à ses ministres.

En second lieu, tous les gouvernements actuels sont chargés de faire exécuter des codes de lois relatives à l'agriculture, aux manufactures et au commerce, qui ont été rédigés dans des temps d'ignorance, comparativement à l'époque actuelle, et dont plusieurs auraient par conséquent grand besoin de subir une réforme; mais, pour bien apprécier le mal partiel qui peut résulter d'un changement immédiat, et l'étendue de l'utilité générale que ce changement doit opérer, il faut posséder beaucoup d'instruction et de jugement; mais l'inaction, dans de telles circonstances, ne peut se justifier que par une conviction fondée sur les bases les plus solides qui présenteraient le changement projeté, considéré dans toutes ses conséquences, comme accompagné de beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages. Agir avec résolution dans le sens

de l'application rigide des principes généraux, sans faire la part des obstacles inhérents aux lois de chaque pays, à sa situation et aux circonstances où il se trouve, pourrait plonger le peuple dans une détresse telle, qu'elle n'accablerait pas seulement les auteurs de semblables mesures de tout le poids de l'indignation publique, mais qu'elle tendrait encore à faire tomber dans une notable déconsidération les principes qui en auraient suggéré l'application [1].

En troisième lieu, il existe chez toutes les nations une raison qui force impérieusement les gouvernements à agir, et qui ne leur laisse pas la possibilité d'abandonner les choses à leur libre cours : c'est le besoin des impôts; car, comme ces impôts ne peuvent, d'après la nature des choses, être assis sans affecter l'industrie et la richesse des particuliers, il est de la plus haute importance de connaître quel est le mode d'imposition le moins défavorable à la prospérité de l'État et au bonheur des individus. Cette dernière considération porte, en effet, sur tant d'objets que la justesse ou l'inexactitude des théories relatives aux principales questions de l'économie politique produit, ou devrait au moins produire, une différence dans le mode adopté pour la levée de quelques-uns des impôts existants. Si la théorie des Économistes français est vraie, nul doute que l'impôt ne dût porter exclusivement sur le sol. C'est ainsi que le mérite relatif des différents systèmes d'impôt qui existent aujourd'hui, et la possibilité d'en trouver de meilleurs, dépendent entièrement des lois générales qui règlent le taux des salaires, des profits du capital, du fermage, la valeur courante ou échangeable, celle des monnaies des différents pays, la production et la distribution des richesses, etc., etc.

Il est donc évidemment impossible qu'aucun gouvernement puisse laisser suivre aux choses leur cours naturel; et celui qui conseillerait un tel système, sans y mettre des restrictions et des exceptions, décréditerait infailliblement les principes généraux, en les rendant absolument inapplicables dans la pratique.

D'un autre côté, on peut affirmer hardiment que l'envie de trop faire est un indice certain de l'ignorance et de la témérité d'un gouvernement. Les médecins les plus habiles sont ceux qui prodiguent le moins de médicaments, et qui placent le plus de confiance dans les efforts salutaires

---

[1] Des mesures, calculées de manière à provoquer une hausse dans la valeur de l'argent, pourraient être peu senties dans un pays qui n'aurait pas de dette nationale; mais dans un pays où une forte somme doit être versée annuellement entre les mains de créanciers de l'État, ces mêmes mesures pourraient exercer une funeste influence sur la production.

de la nature. De même, l'homme d'État qui a le plus de connaissances, se montrera toujours le moins disposé à interrompre la direction naturelle de l'industrie et des capitaux. Mais tous les deux sont parfois forcés d'agir; et, plus ils auront de vraies connaissances dans leur science respective, plus ils mettront de discernement dans leur conduite, sans que la justesse reconnue de la maxime qui prescrit de ne pas trop faire, puisse en aucune manière empêcher l'homme qui connaît à fond son art, d'en déployer toutes les ressources dans l'un et l'autre cas.

Un des objets que je me suis spécialement proposé de traiter dans cet ouvrage, c'est de rendre les règles générales de l'économie politique d'une application facile dans la pratique, en consultant souvent l'expérience, et en tenant un compte aussi exact que possible de toutes les causes qui concourent à la production des divers phénomènes.

Je ne me dissimule point que, dans cette méthode d'investigation, on s'expose à commettre des erreurs d'un genre opposé à celles qui naissent des dispositions à simplifier. On peut prendre pour des causes permanentes, des phénomènes qui ne sont qu'accidentels ou coexistants; et une théorie qui serait fondée sur une semblable méprise aurait le double inconvénient d'être à la fois compliquée et inexacte. Je suis porté à croire qu'Adam Smith est tombé quelquefois dans cette erreur, en tirant des faits observés des conclusions, qui n'étaient pas fondées sur des principes généraux. Le bas prix du blé, par exemple, pendant la première moitié du siècle dernier, lui semble prouver que le blé est toujours à meilleur marché dans les pays riches que dans les pays pauvres; et la petite quantité de grains que l'Angleterre tira de l'étranger pendant cette époque, même dans les années de la plus grande disette, le porte à établir en principe, que la quantité des grains importés ne peut jamais être assez considérable pour avoir de l'influence sur leur production dans le pays. L'état des choses, tel qu'il a existé depuis ce temps, et surtout pendant les derniers vingt-cinq ans, a suffisamment démontré que tous ces phénomènes n'étaient qu'accidentels; que, dans un pays très riche, le blé peut être à un prix extrêmement élevé, comme on l'aurait naturellement supposé, et que l'importation en Angleterre ayant été au-delà d'un dixième au lieu d'un 1/571 [1], de la récolte du pays, a pu, par conséquent, avoir une influence marquée sur la production territoriale [2]. En envisageant donc, d'un côté, la possibilité de tom-

[1] *Richesse des nations*, tome II, liv. IV, chap. 2, p. 41.

[2] Malthus a examiné cette question plus longuement dans le chapitre qu'il con-

ber dans cette erreur, et, de l'autre, celle qu'on peut commettre en négligeant trop de consulter l'expérience, mon intention est de suivre une route moyenne, également éloignée des deux extrêmes, afin de parvenir, autant qu'il sera en moi, à la connaissance du but principal de mes recherches, la vérité.

Plusieurs points de la doctrine d'Adam Smith, qu'on avait considérés comme établis, ont été récemment révoqués en doute par des auteurs très distingués; et quoique, à mon avis, ils aient souvent échoué dans leurs objections, cependant j'ai pensé que dans tous les sujets contestés, il convenait d'examiner de nouveau les bases de la doctrine, en tenant compte des arguments qui lui ont été opposés.

Mon intention n'a point été de faire un ouvrage polémique; mais il m'eût été évidemment impossible d'en bannir toute controverse, puisqu'un des principaux objets que je me suis proposé, c'est d'examiner les points de doctrine contestés, en les soumettant à l'épreuve d'une expérience étendue et éclairée, afin de savoir s'ils sont vrais ou faux. Il est surtout un ouvrage moderne qui jouit d'une très grande réputation, dont quelques principes fondamentaux me semblent, après le plus mûr examen, tout-à-fait erronés; et je croirais me rendre coupable d'une grande injustice si, considérant le mérite de l'ouvrage, la grande réputation de son auteur et l'intérêt de la science, je ne donnais pas une attention toute particulière à l'examen spécial des opinions de cet écrivain distingué. Je veux parler de l'ouvrage de M. Ricardo, intitulé : *Des principes de l'Économie politique et de l'Impôt.*

J'ai une si haute opinion du talent de M. Ricardo, dans tout ce qui touche la science économique, et une si entière conviction de sa parfaite sincérité et de son amour pour la vérité, que j'avouerai franchement que je me suis senti souvent maîtrisé par le poids de son autorité, lors même que ses raisonnements n'ont pu me convaincre. J'ai craint d'avoir, malgré moi, négligé quelques points essentiels, soit d'après ma manière de concevoir le sujet, soit d'après la sienne; et c'est cette espèce de doute qui m'a fait retarder la publication de cet ouvrage. Je me flatte pourtant que personne ne me soupçonnera de ne pas avoir une opinion fixe sur ces questions, ni assez de confiance dans mes propres conclusions, après les avoir si longtemps méditées, pour craindre de les soumettre au jugement du public.

Ceux qui ne connaissent point l'ouvrage de M. Ricardo, ou qui ne

---

sacre aux primes à l'exportation, dans son *Essai sur le principe de la population.* M. M.

rendent pas une justice suffisante au système si ingénieux et si logique qui s'y trouve exposé et développé avec tant de talent, pourraient m'accuser de m'être trop étendu sur quelques-uns des points au sujet desquels je diffère de M. Ricardo. Cependant, comme il est fort à désirer, dans l'intérêt de la science, que des questions, dont la plupart sont très importantes en théorie et dans la pratique, soient décidément résolues, si cela est possible, j'ai cru devoir traiter ces différents points d'une manière détaillée.

Je n'ai pas la prétention d'assurer qu'il ne se soit point glissé d'erreurs dans les conclusions auxquelles je suis arrivé, en opposition à celles de M. Ricardo; ce dont je suis certain, c'est d'avoir employé tous les moyens à la portée de mes facultés intellectuelles, pour parvenir, par une recherche laborieuse et suivie, à la connaissance de la vérité, qui est l'objet de mes vœux les plus ardents. C'est l'intime conviction que j'éprouve à cet égard, soit par rapport aux opinions que je combats, soit quant à celles que je cherche à établir, qui m'enhardit à soumettre à la décision du public, les résultats de mes recherches.

T. R. Malthus.

PRINCIPES
D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

CHAPITRE I.

DES DÉFINITIONS DE LA RICHESSE ET DU TRAVAIL PRODUCTIF.

—

SECTION I. — DES DÉFINITIONS DE LA RICHESSE.

Parmi les sujets qui ont donné lieu à de nombreuses discussions entre les économistes, la *définition* de la richesse n'est pas un des moins remarquables. Une telle différence d'opinion n'aurait pu s'élever si cette définition eût été évidente et aisée; mais, en réalité, plus on examine le sujet, plus il paraît difficile, et même impossible, d'en adopter une qui soit à l'abri de toute objection. Il semble cependant naturel qu'un ouvrage sur une science, dont le but principal est la recherche des causes qui influent sur les progrès de la richesse, offre de justes définitions des objets, dont il s'agit de calculer l'accroissement ou la diminution ; et s'il est impossible de parvenir à une exactitude rigoureuse, il serait au moins à désirer qu'on pût en approcher le plus possible, en renfermant dans une courte définition tout ce que nous voulons y comprendre, et en excluant tout ce qui ne nous paraît pas y appartenir. Tout le monde sait combien il est difficile de marquer les limites qui séparent les règnes animal, végétal et minéral, quoique les avantages de cette classification soient universellement reconnus; et les difficultés provenant d'un petit nombre de cas particuliers peu importants, ne sont regardées par personne comme des raisons suffisantes pour renoncer à une méthode aussi avantageuse.

On a répété assez souvent que tout auteur a le droit de définir à son gré les termes qu'il emploie, pourvu qu'il s'en serve toujours dans l'acception rigoureuse qu'il leur a une fois donnée. On pourrait cependant

contester avec raison une pareille liberté ; au moins faudra-t-il convenir que celui qui s'avise de donner une définition impropre ou bizarre des objets qu'il se propose de traiter, peut rendre par là toutes ses recherches entièrement oiseuses. Si, par exemple, un auteur, qui se proposerait de traiter de la richesse des nations, débutait par dire que la richesse consiste exclusivement en drap large, il est évident que, malgré toute l'attention qu'il pourrait mettre à ne point s'écarter de l'acception de ce terme, et quoiqu'il pût faire un ouvrage très utile sur ce seul objet, il n'aurait assurément rien enseigné de bien important à ceux qui auraient voulu lire un traité sur la richesse, dans l'acception ordinaire de ce mot.

Telle est, en effet, l'importance d'une bonne définition, qu'on pourrait presque soutenir que le mérite comparatif du système des Économistes français et de celui d'Adam Smith tient principalement à la différence de leurs définitions de la richesse et du travail *productif*. Si les définitions que les Économistes ont données au sujet de la richesse et du travail productif sont celles qui ont le plus d'utilité et de correction, leur système, qui est fondé sur ces prémisses, est certainement le meilleur. Si les définitions qu'Adam Smith a présentées de ces mêmes termes s'accordent mieux avec le sens dans lequel ils sont employés généralement, si elles embrassent un plus grand nombre de ces objets dont l'accroissement ou la diminution est le but de nos investigations, son système doit être considéré comme préférable sous le double rapport de l'utilité et de la justesse.

Parmi les auteurs qui ont donné une définition réfléchie de la richesse, et ceux qui ont attaché à ce mot un sens qu'il faut déduire de l'ensemble de leurs ouvrages, il en est qui ont trop restreint le sens de ce terme, tandis que d'autres lui ont donné trop d'extension. Les Économistes se distinguent surtout parmi les premiers ; ils n'admettent d'autre richesse que celle qui provient du produit net de la terre ; par là, ils ont diminué de beaucoup le mérite de leurs recherches, dans le rapport qu'elles ont avec l'acception la plus familière et la plus usuelle qu'on donne au mot richesse.

Parmi les définitions qui donnent au mot richesse un sens trop étendu, celle de lord Lauderdale peut servir d'exemple. Selon lui, la richesse est « tout ce que l'homme désire comme pouvant lui être utile ou agréable[1]. »

---

[1] *Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique* (*Inquiry into the nature and origin of public Wealth*), chap. 11, p. 57, 2e edit. Édimb., 1819.

Cette définition embrasse évidemment toutes les choses, matérielles ou intellectuelles, tangibles ou non, qui procurent de l'utilité ou des jouissances à l'espèce humaine; elle comprend par conséquent les avantages et les consolations que nous retirons de la religion, de la morale, de la liberté politique et civile, de l'éloquence, des conversations instructives et amusantes, de la musique, de la danse, du théâtre et d'autres services et qualités personnels. Or, l'investigation de la nature et des causes de toutes ces sortes de richesses dépasserait évidemment les bornes qui circonscrivent une science isolée, et occasionnerait un tel changement dans l'emploi des termes consacrés par un usage général, qu'il en résulterait la plus grande confusion dans le langage dont l'économiste se sert. Il serait impossible de juger de l'état d'un pays en l'entendant appeler riche ou plus riche. On pourrait, d'après cela, prétendre que la richesse d'une nation s'augmente, tandis qu'aux yeux de tous, et selon le langage adopté par tous, cette même nation s'acheminerait à grands pas vers un appauvrissement rapide de ses ressources. Cet inconvénient se ferait sentir, d'après la définition donnée, si une diminution de produits manufacturés et échangeables, était balancée, dans l'opinion de quelques personnes, par les jouissances provenant des acquisitions intellectuelles, des différentes qualités et services personnels des habitants d'un pays. Mais comment établir cette balance? Comment est-il possible de soumettre à une appréciation exacte le degré de richesse issue de pareilles sources? Il est évident que nous ne pouvons aborder, sous le point de vue pratique, aucune discussion sur l'accroissement relatif de la richesse chez les différentes nations, si nous n'avons un moyen quelconque, quelque imparfait qu'il soit, d'évaluer la somme de cet accroissement.

Quelques écrivains modernes qui se sont refusé à adopter le langage d'Adam Smith, et qui cependant ont aperçu la confusion qui s'introduirait dans la science, si l'on comprenait sous le nom de richesses toutes les jouissances ou tous les services qui peuvent s'appliquer à l'homme, ont limité la définition seulement aux objets matériels ou immatériels pourvus d'une valeur échangeable.

Cette définition est certainement préférable à la définition si étendue dont nous venons de parler; mais elle n'est pas aussi à l'abri de tout reproche qu'un premier coup d'œil pourrait le faire supposer. En la considérant avec attention, on verra qu'elle a la plupart des inconvénients inhérents à celle dont le sens est plus étendu, et que c'est d'une manière vague et peu satisfaisante qu'elle établit la ligne de démarcation entre ce qui doit et ce qui ne doit pas être regardé comme richesse.

En laissant de côté ce qu'il pourrait y avoir d'incorrect à introduire, dans une définition de la richesse, un terme aussi susceptible de controverse que la *valeur*, on peut faire les observations suivantes :

1° Si par objet pourvu de valeur échangeable on entend ce qui rend cet objet susceptible d'être acheté ou loué, il n'existerait alors, pour ainsi dire, aucune qualité ou aucun agrément de l'esprit ou du corps qui ne pût être rangé sous la dénomination de richesse. Celui qui possède les connaissances les plus modestes, comme la lecture ou l'écriture, peut louer son savoir pour instruire les autres ; et, comme tous ceux qui ont acquis cette instruction indispensable sont susceptibles de lui donner cette destination, une appréciation exacte de la richesse nationale devrait comprendre la valeur de toutes ces possessions intellectuelles, quel que soit leur degré de variété ou d'étendue.

2° Tout savoir, fruit d'une éducation soignée ou de talents supérieurs, aurait, à plus forte raison, d'après cette doctrine, le droit d'être compris dans cette estimation de la richesse. Tous les hommes en possession des connaissances morales et politiques les plus relevées, quoiqu'ils aient acquis cette science sans aucune prévision d'en faire part aux autres pour en tirer une rémunération pécuniaire, pourraient, en cas d'un revers de fortune, se déterminer à vendre une telle instruction. On pourrait en dire autant de toutes les connaissances, en littérature, en mathématiques, en histoire, en sciences naturelles, en chimie, en géologie, en minéralogie et en botanique, etc. D'après le même principe, ceux qui ont appris la danse, le chant ou les armes, pour leur simple amusement, pourraient montrer pour de l'argent, d'une manière plus ou moins parfaite, à danser, à chanter ou à faire des armes.

Enfin, si nous comprenons sous la dénomination de richesse les qualités de l'esprit et du corps dont on peut tirer parti et susceptibles d'être louées, nous verrons qu'en restreignant le terme de richesse à ce qui est pourvu d'une valeur échangeable, nous n'avons fait que bien peu de progrès vers le but tendant à faire disparaître la confusion et l'incertitude qu'offrait la définition précédente ; et que toute prétention d'évaluer, même approximativement, l'accroissement de la richesse, dans quelque pays que ce soit, ne doit aboutir nécessairement qu'à un mécompte.

D'un autre côté, si nous limitons la définition de la richesse aux choses qui ont déjà été l'objet d'un échange ou qui sont destinées à être échangées, nous arrivons à établir une ligne de démarcation manifeste entre les objets auxquelles les mêmes qualités sont évidemment

communes ; et, de plus, nous excluons de la catégorie des richesses une masse d'articles compris, à juste titre, sous cette dénomination par presque tous ceux qui se servent de ce terme, soit dans leurs écrits, soit dans la conversation.

Les différentes connaissances acquises par les efforts d'un individu, dans le but de servir à son usage et à sa jouissance personnelle, peuvent être précisément du même genre que celles destinées à être louées, dans le cas où elles seraient jugées dignes de quelque rémunération. Pourtant, les premières, selon cette classification, ne sont pas des richesses, tandis que les autres en ont le caractère. La personne qui achète de l'instruction, achète une certaine quantité de richesse qui est présumée devoir être l'équivalent de ce qui a été dépensé pour acquérir cette instruction, tandis que celui qui aura appris de lui-même, et qui est en possession d'un savoir de beaucoup supérieur, n'aura acquis aucune richesse. D'après cette définition, la richesse ne peut être donnée; elle ne peut être uniquement qu'achetée. Les leçons du professeur sont de la richesse ; les mêmes leçons données par un ami ou un père ne peuvent mériter ce nom. Cette opinion, on le voit, est dénuée de tout fondement. Mais il y a autre chose à ajouter. En prenant pour base une telle définition de la richesse, une portion considérable et fort importante de biens matériels ne peut revendiquer cette qualité. Dans l'agriculture, une grande partie du produit est toujours destinée à être consommée sur place, sans devenir l'objet d'un échange. Le petit fermier calcule quelle quantité de ses produits doit être réservée pour la subsistance de sa famille ainsi que pour l'entretien de son bétail, avant de pouvoir déterminer ce qui lui restera à vendre. Le propriétaire qui cultive lui-même ses terres mène peut-être sur sa ferme un grand train, entretient un ménage abondamment pourvu, vit d'une manière large, reçoit de nombreux convives et vend très peu comparativement. Nos ancêtres, sous le régime féodal, pratiquaient le même système, mais d'une manière beaucoup plus étendue. C'est seulement en suivant cette même marche, qu'ils parvenaient, en réalité, à consommer la plus grande partie des produits de leurs immenses possessions. Le grand comte de Warwick entretenait, dit-on, chaque jour, trente mille personnes dans ses différents manoirs. A une époque plus reculée, l'aîné de la famille des Spencer, dans une pétition qu'il adressa au Parlement, où il se plaint des ravages commis par les barons sur ses terres, présente une longue liste de 20,000 brebis, 1,000 bœufs et génisses, 1,200 vaches avec leurs petits depuis l'âge de deux ans, 560 chevaux de travail, 2,000 porcs, 10 tonnes de cidre avec 600 tonneaux

de lard, et, de plus, 80 quartiers de bœuf et 600 gigots de mouton conservés dans son garde-manger. Après avoir donné cette énumération, Hume observe que « la conclusion à tirer de ce fait est que la plus grande partie des vastes propriétés de Spencer, aussi bien que celles des autres nobles, était régie par le propriétaire lui-même, organisée par ses surintendants ou baillis et cultivée par les bras des serfs. »

Aucune partie, sauf quelques rares exceptions, n'était donnée à bail au cultivateur. Tout le produit était consacré à couvrir les frais de l'hospitalité rustique offerte par le seigneur ou par ses officiers.

Cette notable somme de biens matériels s'accroissant, comme de raison, d'après la quantité de lin et de laine destinée à être filée et tissée pour la consommation domestique, sera regardée, d'après l'opinion générale, comme devant être comprise sous la dénomination de richesse; et pourtant, ce produit n'a été échangé ni pour de l'argent, ni pour d'autres choses, et a été créé sans nulle intention d'être destiné à l'échange; donc, si l'on s'en tient aux termes de la dernière définition, il ne peut être considéré comme constituant de la richesse.

Il faut pourtant bien convenir que ce produit possède une valeur en échange, et c'est ici qu'apparaît une différence caractéristique et vraiment remarquable, sous ce point de vue, entre les objets matériels et ceux qui ne le sont pas. Il ne serait pas difficile de faire l'inventaire de la quantité, de la qualité des biens matériels dont il est parlé ici. Il existe beaucoup de registres qui peuvent fournir des données à ce sujet; et, après avoir acquis d'une manière à peu près certaine la connaissance de la qualité et de la quantité de ces objets, on pourrait arriver à un aperçu assez exact de leur valeur, en les évaluant d'après le prix courant existant dans le district à l'époque dont il s'agit. Mais, pour ce qui regarde les objets immatériels, la difficulté paraît devoir être insurmontable. Où pourrait-on s'en procurer un inventaire? ou comment pourrait-on en dresser un de la quantité, de la qualité de cette immense masse de savoir et de talents réservée à l'usage et à la consommation personnels de ceux qui les possèdent, aussi bien qu'à celle de leurs amis? En supposant même qu'il fût possible de faire un tel inventaire, comment pourrions-nous arriver à obtenir une évaluation même approximative des articles qu'il pourrait contenir?

En conséquence, si par objets qui sont pourvus d'une valeur échangeable, nous entendons les objets qui sont susceptibles d'être échangés, nous y comprendrons une telle masse de qualités physiques et mo-

rales inhérentes à l'espèce humaine, que le terme de richesse n'aura plus qu'une signification vague et inutile.

Et si par objets pourvus d'une valeur échangeable nous n'entendons que les objets qui ont été effectivement échangés, ou qui sont destinés à l'être, nous exclurons de la dénomination de richesse une quantité considérable de biens matériels qui ont toujours été classés, et avec raison, dans cette catégorie.

Dans le but de se débarrasser des obstacles qui se rencontrent nécessairement dans cette question, on a quelquefois considéré le travail loué et salarié, comme étant une richesse achetée sans tenir compte des résultats qu'elle peut présenter. Mais il paraît aussi étrange que peu correct de donner au pur et simple travail le nom de richesse. Personne ne voudrait y attacher aucun prix, s'il n'était certain qu'il dût donner un résultat utile. C'est dans l'attente seule d'un pareil effet que le travail est mis en œuvre. Le malade n'emploie pas le médecin pour le simple plaisir de lui occasionner quelque dérangement, mais parce qu'il espère que les conseils qu'il en recevra contribueront à améliorer sa santé. La consultation de l'avocat ne reçoit une rétribution que parce que le client s'attend à retirer de l'avantage de l'opinion que celui-ci a émise sur la cause déférée aux tribunaux. On ne prend pas un domestique pour la simple fantaisie de voir un homme travailler, mais à cause de l'embarras qu'il évite à son maître, en remplissant à sa place certains offices, ou bien pour donner satisfaction à cette vanité qui se plaît à laisser voir qu'on a un homme à ses ordres.

La conséquence naturelle de ces difficultés est que les meilleurs auteurs, qui ont discuté sur cette matière, sont tombés, en voulant établir une définition exacte de la richesse, dans l'erreur et la contradiction.

M. Say, par exemple, dans son chapitre des produits immatériels, qu'il représente comme « des valeurs qui sont consommées au moment de leur production, » et de telle nature « qu'on ne saurait les accumuler[1], » ne peut vouloir parler seulement, que des services personnels acquis au moyen d'une rétribution, ou que de quelques autres produits immatériels du même genre. Il ne peut appliquer ces caractères à tous les produits immatériels en général, parce qu'il est tout à fait impossible de prétendre que le savoir, les talents et les qualités personnelles sont susceptibles d'être accumulés. Cependant il dit : « Une nation où il se trouverait une foule de musiciens, de prêtres, d'employés, pourrait être une nation fort divertie, bien endoctrinée et admirablement

[1] *Traité d'écon. polit.*, liv. 1, chap. 13, 5e édit.

administrée; mais voilà tout. Son capital ne recevrait de tous les travaux de ces hommes industrieux aucun accroissement direct, parce que leurs travaux seraient consommés à mesure qu'ils seraient créés [1]. » Un peu plus loin, il observe que la plupart des produits immatériels « sont le résultat d'un talent; tout talent suppose une étude préalable, et aucune étude ne peut avoir lieu sans des avances. » Il applique cette observation au conseil du médecin, à la consultation de l'avocat et au chant de l'artiste, et il avance expressément que « le talent d'un fonctionnaire public lui-même est un capital accumulé. » S'il est vrai que les talents qui produisent le charme de la musique et les bienfaits d'une bonne administration sont des capitaux accumulés, comment peut-on dire que les musiciens et les employés, qui seuls peuvent enseigner leur art, n'ajoutent rien au capital national, surtout quand la consommation rapide des produits nés de ce genre de capitaux, bien loin d'empêcher l'accumulation, tend à lui donner une plus grande facilité et à accroître le nombre et l'habileté des capitalistes?

M. Say, dans une note ajoutée à la seconde partie du *Cours d'Économie politique* de M. Storch, fait l'observation suivante au sujet des objets qu'il pense devoir être regardés comme des richesses : « Ce n'est que la possibilité de les déterminer, de connaître, par conséquent, quand et comment les biens augmentent, quand et comment ils diminuent, et dans quelles proportions ils se distribuent, qui a fait de l'économie politique une science positive qui a ses expériences et fait connaître des résultats [2]. »

Rien de plus juste que cette remarque. Tel est le critérium que je voudrais établir, pour arriver à des conclusions pratiques et véritablement utiles. Mais M. Say, dans la dernière édition de son *Traité d'Économie politique*, et plus récemment dans son *Cours complet* [3], comprend sous le nom de richesses tous les talents naturels et acquis; or je demanderai, pour ce qui regarde de semblables qualités, comment il est possible d'établir d'une manière certaine « quand et comment ils augmentent, quand et comment ils diminuent, et dans quelles proportions ils se distribuent. » Dans tout pays parvenu à un c rtain degré de civilisation, il doit toujours exister une grande quantité de talents, soit naturels, soit acquis, qui ne sont pas susceptibles d'être échangés ou évalués d'une manière régulière, et qui, bien que M. Say les comprenne dans la définition de la richesse, ne sont pas composés d'objets

---

[1] *Traité d'écon. polit.*, liv. I, ch. 13.

[2] Liv. I, ch. 2, p. 229. — [3] Tome I, p. 7, 1re édition.

« dont la quantité soit rigoureusement assignable, et dont l'accroissement ou le déclin soit soumis à des lois déterminées [1] »

Un des motifs qui paraissent avoir conduit M. Say à introduire dans sa définition de la richesse « les plus nobles vertus et les plus rares talents[2], » est d'agrandir le domaine et de relever les recherches de l'économie politique, à laquelle, dit-il, on a reproché de ne s'occuper que des biens terrestres et d'être un stimulant pour l'esprit de cupidité. Mais, quand même une telle classification donnerait plus d'importance à la science économique, ce serait un avantage trop chèrement acheté aux dépens de la précision et de l'exactitude des conclusions. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas de savoir, si les résultats provenant de travaux utiles peuvent ou non trouver une place légitime dans un traité d'économie politique, ainsi que cela a eu lieu dans les *Recherches sur la richesse* d'Adam Smith, mais de savoir si le mot de richesse doit être défini, de manière à rendre, non-seulement sa propre signification obscure, mais aussi à accumuler encore plus de ténèbres sur le langage dont se servent les sciences morales.

Tous les moralistes, depuis les plus anciens jusqu'aux plus modernes, nous ont enseigné à préférer la vertu à la richesse; or, quoiqu'il soit généralement admis qu'elles peuvent se trouver réunies dans la même personne, néanmoins on a toujours supposé qu'elles différaient essentiellement par elles-mêmes, et qu'il était souvent nécessaire de les mettre en opposition l'une avec l'autre.

Si cependant la vertu constitue la richesse, comment interpréter toutes les admonitions morales qui nous exhortent à abandonner la seconde pour ne nous consacrer qu'à la première? Pourquoi répéter qu'il ne faut pas diriger notre ambition vers la richesse, si la vertu est la richesse? Quel sens ont nos expressions, lorsque, en parlant d'une personne que nous connaissons, nous disons que c'est un homme vertueux et excellent, mais pauvre? Les termes les plus usités dans les discussions qui touchent à la morale seront remplis d'incertitude et auront besoin de circonlocutions perpétuelles, et la signification affectée, dans nos dictionnaires, aux mots de vertu, morale, richesse, pauvreté, si on les emploie dans l'acception ordinaire et conformément aux meilleures autorités, seront pour nous une source intarissable d'erreurs.

Il est bon de rappeler qu'il n'a jamais été mis en doute qu'un prédicateur de l'Evangile ou un professeur de philosophie morale qui re-

---

[1] *Cours d'écon. polit.*, tome I, p. 99. — [2] *Ibid*, p. 100.

çoit une rémunération de ses enseignements les échange contre de la richesse. Toute la question est de savoir, si c'est établir une classification exacte et utile que de considérer toute l'instruction qui est retirée par leur auditoire, comme une richesse, malgré l'impossibilité absolue de la soumettre à une évaluation. Qu'un tel savoir n'ait pas reçu le nom de richesse dans le langage ordinaire de la société, sauf d'une manière abstraite, on est obligé d'en tomber d'accord ; et, de plus, il est également hors de doute qu'il n'y a aucun moyen d'arriver à en connaître la quantité. En estimant les frais ordinaires de production d'un objet matériel, on est à peu près sûr de se faire une idée approximative de son prix ordinaire. Sous un point de vue général, les marchandises qui se trouvent dans les mêmes conditions ont à peu près la même valeur en échange, et, dans le cas contraire, il est très facile d'en vérifier l'évaluation en les portant au prochain marché. Mais pour ce qui regarde les qualités morales et intellectuelles, les mêmes frais de production ont des résultats bien différents, comme il est aisé de s'en convaincre. Même dans les professions savantes du droit et de la médecine, où les étudiants n'acquièrent leur science que dans le but unique de l'échanger, si l'on voulait évaluer l'habileté et le talent de chaque personne par la dépense qu'a coûtée son éducation, on s'exposerait à n'aboutir qu'aux conclusions les plus erronées. Quant à l'éducation générale reçue par les plus hautes classes de la société, vouloir la soumettre à une appréciation exacte serait une tentative parfaitement ridicule. Ceux qui ont dépensé le plus pour leur instruction, sont souvent ceux qui en ont profité le moins. Si elle consistait en produits matériels destinés à être vendus pour en obtenir un gain immédiat, la production en serait bientôt interrompue; mais l'éducation continue et persévère dans ses efforts, malgré l'inégalité prodigieuse qui se manifeste souvent dans les résultats obtenus avec la même somme de dépense, et, par rapport à la somme totale de ces résultats, il n'existe aucun moyen d'en rectifier l'estimation d'après leurs frais de production, en prenant pour base leur valeur courante. S'il en est ainsi, comment pourra-t-on dire avec quelque vraisemblance, que les qualités morales, les talents et les agréments personnels doivent être rangés, à juste titre, dans la catégorie des richesses, parce qu'ils sont susceptibles d'être rigoureusement appréciés?

D'un autre côté, il semble qu'il n'y a aucun inconvénient a admettre que la richesse, dans l'acception la plus ordinaire du mot, puisse être employée à se procurer des jouissances, qu'il serait aussi incommode que gênant d'appeler du même nom que les produits matériels donnés en

échange pour s'en procurer la satisfaction. Un homme riche a les moyens de se procurer les douceurs de l'oisiveté; il a les moyens de réunir à sa table des personnes dont la conversation sera aussi agréable qu'instructive; il a les moyens de voyager dans différents pays et de jouir des beautés de la nature dans ses plus gigantesques proportions, de contempler les plus belles productions des arts anciens et modernes, d'étudier le caractère et la constitution des différentes nations, et ainsi d'agrandir efficacement le domaine de ses connaissances, de fortifier la sûreté de son goût et d'imprimer à son esprit un plus complet développement. Il est incontestable que ces personnes peuvent donner à leurs richesses un emploi justement regardé comme supérieur aux consommations de ceux qui les dépensent à acheter de beaux habits, des meubles magnifiques ou d'éclatantes parures. Il est également certain que la faculté dont jouit la richesse de procurer ces sources de jouissance intellectuelle constitue l'encouragement le plus naturel pour en faire l'acquisition, et l'on peut dire, sans craindre d'offenser la vérité, que cette faculté est indirectement productrice de ces plaisirs délicats. Mais c'est outrepasser la limite des concessions raisonnables que de ranger à la fois dans la classe des richesses, les loisirs, les agréments de la conversation, la culture du goût et le savoir en général.

Et cependant, si le plaisir et l'instruction qu'on retire d'un cours de chimie et de belles-lettres doivent être regardés comme de la richesse, en considérant la somme qui est payée pour s'en procurer l'acquisition, pourquoi refuserait-on ce même titre au goût et au savoir acquis par une dépense plus grande employée à des voyages?

Le fait est, véritablement, que si on ne tient pas compte de la matière en définissant la richesse, il n'est possible d'établir aucune ligne de démarcation distincte, et de la tracer avec quelque profondeur; on doit alors en exclure cette masse d'objets immatériels qui rendent la signification du terme entièrement confuse et imposent l'obligation de ne jamais parler, avec quelque précision, de la richesse des différents individus ou des différentes nations.

Si donc, avec M. Say, nous voulons faire de l'économie politique une science positive fondée sur l'expérience et susceptible de donner des résultats précis, il faut prendre le plus grand soin d'embrasser seulement, dans la définition du terme principal dont elle se sert, les objets dont l'accroissement ou la diminution peuvent être susceptibles d'évaluation; et la ligne qu'il est le plus naturel et le plus utile de tracer nettement, est celle qui sépare les objets matériels des objets immatériels.

Adam Smith n'a nulle part donné une définition bien méthodique et précise de la richesse; mais il est assez clair que, dans tout le cours de son ouvrage, il restreint le sens de ce mot aux choses matérielles. D'après les idées qu'il émet sur la richesse, on pourrait croire qu'il la fait consister dans « le produit annuel de la terre et du travail. » On peut objecter à cette définition, si on la considère comme telle, qu'elle parle des sources de la richesse avant d'avoir précisé ce que c'est que la richesse; et, qu'elle n'est pas d'ailleurs assez rigoureuse, car elle comprend tous les produits inutiles et non appropriés de la terre, aussi bien que ceux dont l'homme s'est approprié l'usage pour son utilité et pour ses jouissances.

Pour écarter ces objections et pour ne pas donner à ce terme un sens trop restreint ou trop vague, j'appellerai richesse les objets matériels nécessaires, utiles ou agréables à l'homme, et qui sont volontairement appropriés par les individus ou les nations aux besoins qu'ils éprouvent [1]. La définition ainsi limitée comprend presque tous les objets que nous avons ordinairement en vue en parlant de richesse; ce qui est un un avantage considérable, tant que nous continuerons à faire usage de ce mot dans le langage ordinaire, et qu'il fera en même temps partie du vocabulaire de l'économie politique.

Un pays sera donc riche ou pauvre, selon l'abondance ou la rareté des objets matériels dont il est pourvu, relativement à l'étendue de son territoire; et *un peuple* sera riche ou pauvre, selon l'abondance ou la rareté de ces mêmes objets, relativement à la population [2].

---

[1] Dans mon ouvrage sur les *Définitions en économie politique*, publié en 1827, j'ai défini ainsi la richesse : « Les objets matériels nécessaires, utiles ou agréables à l'homme qui ont demandé un effort de l'industrie humaine pour être appropriés à ses besoins ou produits. » Cette dernière partie fut ajoutée pour exclure l'air, la lumière, la pluie, etc., mais il y a quelques inconvénients à introduire dans cette définition le terme d'industrie ou de travail, parce qu'un objet pourrait être considéré comme de la richesse, pour lequel aucun travail n'aurait été mis en œuvre. Un diamant trouvé par hasard sur le bord de la mer pourrait avoir une valeur élevée, et le fruit placé au sommet d'un arbre doit être considéré par le sauvage comme lui étant nécessaire ou agréable avant qu'il se donne la peine de le cueillir.

[2] La définition donnée par Malthus a trouvé de nouveaux adversaires dans M. Rossi, et plus récemment dans M. Dunoyer, qui a traité ce sujet avec beaucoup de clarté et d'une manière tout à fait neuve. Il a montré que, non-seulement dans les professions qui agissent sur les choses, mais aussi dans celles qui modifient les hommes, il n'y a que le travail qui s'évanouisse en s'opérant; et que le résul-

SECTION II. — DU TRAVAIL PRODUCTIF.

La question du travail *productif* est intimement liée à la définition de la richesse. Les Économistes, ainsi qu'Adam Smith, ont constamment désigné par le terme de *productif* le genre de travail qui produit ce que chacun d'eux appelle richesse, selon leurs notions différentes sur sa nature et son origine. C'est pourquoi les Économistes, qui n'admettent d'autre richesse que les produits de la terre, entendent par travail productif celui qui est uniquement employé à la culture de la terre; tandis qu'Adam Smith, qui comprend au nombre des choses constituant la richesse, tous les objets matériels qui sont utiles à l'homme, entend par travail productif, celui qui est employé à produire ces objets matériels ou à en augmenter la valeur.

---

tat de ce travail est un produit aussi réel, aussi échangeable, aussi susceptible de s'accumuler, de se vendre et de grossir la fortune nationale que tout autre produit. Nous engageons les lecteurs curieux d'approfondir cette délicate question, à recourir aux deux auteurs que je viens de nommer, ainsi qu'aux économistes cités par Malthus.

Il suffira ici d'une simple observation. Toute valeur, quelque soit l'objet auquel elle s'applique, est essentiellement immatérielle. Créer de la matière est au-dessus des forces de l'homme; il ne peut que lui imprimer des modifications de forme et de lieu; l'utilité est en réalité la seule chose qu'il lui soit donné de créer. La forme et la couleur qu'un ouvrier donne à une pièce de drap est une chose tout aussi incorporelle que la leçon d'un professeur qui instruit un auditoire. Le professeur et l'ouvrier ne produisent qu'une seule chose, l'utilité. L'un l'incorpore à l'esprit, l'autre à la matière; c'est là la seule différence qui existe réellement entre ces deux genres de travail. On peut même dire, en réponse à la principale objection de notre auteur, que le capital moral est plus susceptible de conservation et d'accroissement que le capital matériel : nous ne pouvons user de celui-ci sans le détruire, nous ne pouvons le transmettre sans nous en dessaisir; les talents et les idées, au contraire, se perfectionnent par l'usage, s'accroissent par la communication et forment le patrimoine inaliénable du genre humain.

Le système que soutient Malthus a plus d'un rapport avec celui des Économistes du XVIIIe siècle, et on pourrait se faire une arme de la doctrine de ces adeptes du travail territorial pour combattre le disciple de Smith, lorsqu'il avance que le travail des manufactures est productif. En effet, que produit-il? Pas un atôme, pas une parcelle de matière, mais seulement une utilité, une valeur de plus dans la chose travaillée, et par conséquent une quantité purement immatérielle. Ce sont ces valeurs intangibles qui forment notre revenu, et c'est de ce revenu que vit le genre humain. En un mot, il y a production dans les choses, quand il y a mouvement dans la matière; il y a production dans les intelligences, quand il y a mouvement dans les idées. Les résultats de cette double production, qui a pour but de satisfaire nos besoins et nos goûts, sont de la richesse; et nous considérons le travail qui engendre cette richesse, soit qu'il s'exerce sur des objets matériels, soit qu'il modifie les esprits, comme éminemment productif. M. M.

La dénomination de travail productif, appliquée ainsi au travail qui produit directement la richesse, de quelque manière qu'on définisse celle-ci, est évidemment d'une très grande utilité pour découvrir les causes de l'accroissement qu'elle peut subir. La seule objection raisonnable qu'on puisse lui adresser, est qu'elle paraît rabaisser l'importance de tous les autres genres de travail, — du moins, c'est ainsi qu'on a interprété souvent le terme de *travail improductif*, employé par Adam Smith, pour exprimer tous les autres genres de travail; et c'est de là qu'a pris naissance l'objection capitale élevée contre sa classification. Pour détruire cette objection adressée à une classification du reste suffisamment juste pour les besoins de la pratique, en l'absence d'une comparaison plus utile pour servir à l'explication des causes de la richesse des peuples, et jusqu'à ce qu'une autre ait été mise en avant, il serait à désirer que l'on substituât le terme de *services personnels* à celui de travail improductif.

Le travail pourrait alors se diviser en deux espèces : le travail productif et les services personnels, en comprenant par travail productif, le travail qui est si directement productif de richesses matérielles, qu'on peut l'estimer par la quantité et la valeur de l'objet produit, lequel est susceptible d'être transporté sans avoir besoin de la présence du producteur; et en comprenant par services personnels, cette espèce de travail ou d'industrie qui, malgré son extrême utilité et sa grande importance, et quoiqu'ajoutant d'une manière indirecte à la production et à la sécurité de la richesse matérielle, ne se réalise cependant sur aucun objet susceptible d'être évalué et transporté sans la présence de la personne qui rend un pareil service, et qui, par conséquent, ne peut entrer dans l'estimation de la richesse nationale.

Cette doctrine, malgré la différence des dénominations est au fond celle qui a été établie par Adam Smith. Elle a été combattue par deux partis opposés : l'un lui a reproché d'avoir donné au mot *productif* une acception inexacte, peu philosophique et trop étendue, en l'appliquant à des objets auxquels il ne convient nullement; l'autre parti l'accuse également de manquer de précision, en cherchant à établir une distinction entre les différentes sortes de travail, tandis qu'il ne saurait en exister aucune entre elles.

Avant d'exposer les raisons qui me décident à adopter l'opinion d'Adam Smith, sauf la modification indiquée plus haut, je vais d'abord essayer de montrer qu'une classification quelconque des différents genres de travail, devient absolument indispensable pour l'investigation de la nature et des causes de la richesse des nations, si l'on veut

éviter d'introduire beaucoup de confusion dans la science de l'économie politique. Plus on sera convaincu que le défaut de précision qu'on reproche à une définition est d'une importance incomparablement moindre que le défaut de précision qui résulterait de ne point l'admettre, et moins on sera disposé à prêter l'oreille à des arguments captieux, et même à des objections fondées peut-être sur son inexactitude.

En premier lieu, puisqu'il est reconnu qu'un capital matériel est la source réelle de cette portion si considérable du revenu national, à laquelle on donne le nom de profit, et qu'il est absolument nécessaire pour établir cette division du travail et cet emploi des machines, qui accroissent d'une manière prodigieuse la puissance de l'industrie humaine, sa grande influence sur les progrès de la richesse nationale doit être regardée comme incontestablement démontrée. Mais si nous cherchons à connaître la raison des effets divers que présente l'emploi d'un produit sous forme de capital, ou sa consommation sous forme de revenu, nous verrons que cela provient des différentes sortes de travail que le même produit peut payer dans chaque cas.

Il est évident, par exemple, qu'il n'y a que le travail productif dans le sens où l'entend Adam Smith, qui puisse entretenir, réparer ou accroître le capital matériel d'un pays. C'est aussi cette espèce de travail seule, travail qui se réalise dans la production ou l'accroissement de valeur des objets matériels, qui exige une somme considérable de capital pour ne souffrir aucune interruption dans son emploi; celui-là seul qui est l'objet d'une demande effective, sera offert généralement, et la conséquence pratique est celle à laquelle il est naturel de s'attendre. Dans les pays où abonde, non-seulement le nombre des travailleurs productifs, mais surtout l'habileté dont ils sont pourvus, le capital et la richesse abondent dans la même proportion. Dans ceux où les services personnels dominent, le capital et la richesse font comparativement défaut.

Il est vrai que ce qu'on appelle capital est quelquefois employé à maintenir le travail qu'on ne désigne pas sous le nom de productif; il en est ainsi pour les directeurs des exploitations théâtrales ou pour le payement des frais d'éducation. Pourtant cette première espèce de dépense ne se rangerait pas dans la catégorie du capital, si l'on attachait au mot capital la définition que je lui ai donnée en le désignant ainsi : cette portion du fonds ou des objets matériels d'un pays, laquelle est conservée ou employée dans le but de servir à la production ou à la distribution de la richesse. Mais en tous cas, la quantité en est trop peu

importante pour qu'elle puisse détruire une classification correcte sous les autres rapports et éminemment utile.

Pour ce qui regarde les frais d'éducation, il faut se rappeler qu'une portion considérable de ces frais est consacrée à acquérir l'habileté nécessaire à la production et à la distribution des objets matériels, comme dans la plupart des apprentissages; et, comme les personnes qui sont à même de déployer cette habileté, sont elles-mêmes employées à la production et à la distribution de ces objets; et que l'habileté, ainsi acquise, sera finalement réalisée, suivant la valeur qu'elle peut avoir, sur des objets matériels, le capital employé de cette sorte doit évidemment être regardé comme contribuant à maintenir tout travail productif, dans le sens le plus naturel de ce mot. On peut appliquer la même observation à tout ce qui est dépensé pour maintenir tous les genres de travaux qui, quoiqu'ils aient en apparence le même caractère général que les services personnels, sont néanmoins si nécessaires à la production et à la distribution des objets matériels, que leur valeur se confond dans celle de ces objets lorsqu'ils arrivent entre les mains des consommateurs.

Quant à la part qui reste des dépenses affectées à l'éducation, elle ne devra pas être rangée sous la dénomination de capital, d'après la définition qui a été donnée précédemment à ce terme. Ce n'est pas sans raison qu'on pourra se demander si les frais de l'éducation générale, et même, pour la plus grande partie, ceux de l'éducation qui doit s'appliquer aux professions savantes, ne doivent pas être justement regardés comme étant payés plutôt par le revenu que par le capital. C'est ainsi qu'on semble les considérer dans la pratique. Mais, sous quelque point de vue que nous envisagions les frais destinés à acquérir de tels services, qui ne se réalisent dans aucun produit matériel, il faudra reconnaître que la principale source de ce qu'on appelle spécialement profit, et que la grande masse de ce qu'on appelle d'ordinaire richesse, viennent directement de l'emploi du capital matériel qui sert à entretenir ce qu'Adam Smith a appelé travail productif. Ainsi, quand on parle du capital, il est, ce me semble, de la plus haute importance d'avoir un terme quelconque pour désigner l'espèce de travail qu'il met généralement en œuvre, afin de pouvoir le distinguer de l'espèce de travail qui, en général, est employé directement par le revenu; c'est ainsi qu'on pourra expliquer la nature du travail productif et l'influence spéciale qu'il exerce sur l'accroissement de la richesse.

En second lieu, Adam Smith dit que la portion du produit qu'on économise annuellement est aussi régulièrement consommée que les

produits qui ont été dépensés pendant l'année, mais qu'elle est consommée par une différente classe d'individus. Si cela est vrai, et si on admet que l'économie est la cause immédiate de l'accroissement du capital, il devient absolument nécessaire, dans toutes les discussions relatives au progrès de la richesse, de désigner sous une dénomination particulière cette classe de gens qui contribuent d'une manière si remarquable à rendre cet accroissement rapide. Presque toutes les classes inférieures travaillent à quelque chose, et s'il n'y a point de motif pour distinguer chaque genre de travail, selon les effets qui en résultent pour la richesse nationale, il est difficile de concevoir quelle pourrait être l'utilité d'épargner sur le revenu pour ajouter au capital; car tout se réduirait à employer une sorte de gens au lieu d'une autre. Comment donc expliquerons-nous la nature de l'épargne, et les différents effets que l'économie et la prodigalité ont sur le capital national? Aucun des auteurs qui s'occupent de nos jours de ce qui a rapport à l'économie politique, ne croit, assurément, qu'épargner et thésauriser soient synonymes; et dès que par épargne, on entend autre chose que le simple acte d'amasser par esprit de parcimonie ce mot appliqué à la richesse nationale ne peut être d'aucune utilité, à moins d'admettre les différents emplois de ce qui est épargné, d'après la distinction réelle qui existe entre les différents genres de travail que l'épargne peut servir à entretenir.

Si le travail des domestiques à gages produisait autant de richesse que celui des manufacturiers, pourquoi n'emploierait-on pas à l'entretien des premiers le produit de l'épargne, non-seulement sans le dissiper, mais avec un accroissement constant de valeur? Cependant le domestique, l'avocat, le médecin, qui économisent sur leurs salaires, savent très bien que leurs épargnes seraient de nouveau dissipées sur-le-champ si elles leur étaient avancées au lieu d'être employées à l'entretien d'une autre classe de personnes. Considérer les dépenses des ouvriers improductifs d'Adam Smith, comme des avances qu'on leur fait, pareilles à celles que le propriétaire d'une manufacture fait à ses ouvriers, ce serait confondre à la fois la distinction très utile et très exacte entre ceux qui vivent de gages et ceux qui vivent de profits, et rendre impossible d'expliquer les opérations multipliées et importantes de la conversion de l'épargne sur le revenu en capital, de laquelle dépend absolument l'accroissement progressif de la richesse.

Quelques écrivains, qui se refusent à adopter la classification d'Adam Smith, s'efforcent d'expliquer la nature de l'épargne en substituant au travail productif le terme de consommation productive ou reproductive;

mais on est loin de s'entendre sur ceux qui appartiennent à la classe des consommateurs productifs ou à celle des consommateurs reproductifs.

Si, comme quelques-uns l'affirment, celui-là est un consommateur reproductif qui acquiert à son profit une valeur égale à celle qu'il consomme, il est évident que tous les serviteurs conservés par plaisir ou par vanité seront des consommateurs productifs; or, il est tout à fait impossible qu'une épargne, ou un accroissement de richesse ou de capital, puisse résulter pour un individu de l'emploi d'un grand nombre de ces consommateurs reproductifs.

Si, d'un autre côté, un sens plus juste est attaché au terme de consommation productive, si on la considère comme un sacrifice momentané dans la vue d'un avantage futur, toute espèce d'éducation serait comprise dans la définition; et certainement il serait impossible d'expliquer la nature de l'épargne, en disant qu'un gentilhomme campagnard accroîtrait également sa richesse et son capital propres, ainsi que ceux de la nation, soit en employant une portion considérable de son revenu à améliorer ses fermes et à augmenter la valeur de leurs produits, soit en payant des maîtres pour donner à ses fils et à ses filles les talents d'agrément le plus en vogue. Cette dernière sorte de dépense pourrait être, jusqu'à un certain point, aussi convenable et aussi louable que la première, et peut-être même encore davantage; mais ce n'est pas ce dont il s'agit ici. La question est de savoir ce que c'est que l'épargne. Tout le monde dirait sans nul doute que, de ces deux dépenses, la première, appliquée judicieusement, est une épargne faite sur le revenu pour accroître le capital; mais peu de personnes, je le crains, s'attendraient à être comprises, en disant que la seconde dépense est également, en tenant compte de son étendue, une épargne faite sur le revenu, ainsi qu'une addition au capital de l'individu et de la nation.

Il paraît donc, après un examen attentif, que l'emploi du terme de consommation productive ne nous mettra pas à même d'expliquer ce qui est généralement et justement compris sous le nom d'épargne individuelle et nationale, à moins qu'elle ne soit définie de manière à signifier précisément la même chose que ce qu'Adam Smith comprend par travail productif.

On a dit que plusieurs des travailleurs improductifs, ainsi désignés par Adam Smith, épargnaient et ajoutaient au capital national, dans le sens ordinaire de ce mot. L'observation est juste sans doute; et il est également vrai qu'une personne, qui a reçu en cadeau une portion de richesse, pourrait en épargner une partie, et ajouter ainsi au capital national. La faculté d'épargner, qui est également possédée par tous deux,

n'a pas de rapports nécessaires avec les moyens dont ils se sont servis pour obtenir la richesse. Mais, à cet égard, il existe une autre circonstance qui n'a pas été suffisamment remarquée, et qui établit une ligne de démarcation bien distincte entre le travail productif et les services personnels. Les ouvriers et les mécaniciens qui reçoivent la rétribution ordinaire et d'autres salaires plus élevés qui sont réalisés dans des objets matériels, ont précisément les mêmes moyens d'épargner que les domestiques et autres individus employés à des services personnels. Sous ce point de vue, les deux classes se trouvent sur la même ligne. Mais les travailleurs productifs, en même temps qu'ils acquièrent la richesse et les moyens d'accumuler pour eux-mêmes, fournissent un abondant surplus à cette autre classe si importante de la société qui vit sur les profits du capital. Cette distinction seule doit suffire à faire considérer, sous un point de vue différent, les travailleurs productifs d'Adam Smith et ceux qui sont employés à des services personnels.

En troisième lieu, Adam Smith a assuré, avec raison, qu'il existe une balance très différente de celle du commerce, laquelle, selon qu'elle est favorable ou défavorable, produit la prospérité ou cause la décadence des nations: cette balance est celle des productions et des consommations de chaque année. Lorsque, dans un espace de temps donné, la production surpasse la consommation, le pays aura les moyens d'accroître son capital, et sa population augmentera bientôt, ou bien celle qui existe déjà jouira de plus d'aisance, et probablement ces deux choses auront lieu à la fois. Si pendant un certain temps la consommation absorbe tout à fait la production, il n'y aura pas moyen d'augmenter le capital, et la société restera à peu près stationnaire. Si la consommation surpasse la production, la nation se trouvera de jour en jour plus dépourvue de ressources, et sa prospérité et sa population marcheront évidemment vers un déclin toujours croissant.

Si en effet cette balance est d'une telle importance, si c'est d'elle que dépend la prospérité progressive, l'état stationnaire ou la décadence d'une nation, il doit, certes, être important de distinguer les individus qui contribuent essentiellement à rendre cette balance favorable, de ceux qui contribuent principalement à la faire pencher du côté opposé. Si nous ne faisons pas quelque distinction de ce genre, nous ne pourrons jamais connaître les causes auxquelles est due la prospérité d'une nation et la décadence d'une autre; et on ne pourra pas non plus expliquer d'une manière intelligible la supériorité de richesse des pays qui possèdent beaucoup de négociants et de manufacturiers, comparés à ceux dans lesquels la cour, les gens en place, et

une aristocratie trop considérable, forment les classes prépondérantes. D'après ce que nous avons dit, la balance de la production et de la consommation doit nécessairement signifier la production et la consommation des objets matériels; car, si toutes les jouissances provenant des services personnels étaient comprises dans le terme de produit, il serait tout à fait impossible de faire l'appréciation d'une telle balance, ou même de préciser le sens qui devrait être attaché à ce mot.

Si les grands propriétaires fonciers de l'Europe avaient conservé, depuis les temps de la féodalité jusqu'à présent, le goût de tenir un grand état de maison avec une nombreuse suite de gens oisifs et de domestiques, la richesse des différents états serait aujourd'hui bien différente de ce qu'elle est. Adam Smith a remarqué avec raison que c'est au goût que nos ancêtres ont commencé à avoir pour les objets matériels utiles ou de luxe, plutôt que pour le faste des domestiques, qu'il faut principalement attribuer le changement qui s'est opéré depuis. Tant que les services personnels seront l'objet du goût prédominant, peu d'individus comparativement vivront sur les profits du capital. La majeure partie de la société formera deux classes distinctes : la première, composée des propriétaires fonciers ou des riches; et la seconde, composée de leurs serviteurs ou des pauvres; cette seconde classe sera dans la dépendance la plus abjecte de la première. Mais le goût pour les choses matérielles, quelque frivoles qu'elles soient, exige presque toujours, pour être satisfait, qu'il y ait accumulation de capital, et qu'il y ait des manufacturiers ou des négociants, des marchands en gros et en détail [1]. Alors, la société change entièrement de face. On voit s'élever une classe moyenne de personnes qui subsistent des profits du capital, et qui parviennent à la richesse et à la considération. C'est cette accumulation progressive du capital, appartenant presque exclusivement aux classes mercantiles et manufacturières, qui a, en grande partie, opéré la division et l'aliénation de ces immenses propriétés territoriales, qui auraient pu se conserver à peu près dans leur ancien état, et être une entrave à l'accroissement de la richesse territoriale comme à celui de toute richesse quelconque, si le goût pour les services personnels s'était toujours soutenu.

[1] Il n'est pas de sujet d'investigation plus important, en économie politique, que celui qui cherche à déterminer les effets des différentes proportions du travail productif et des services personnels de la société; on ne peut s'engager dans cette recherche, sans avoir soin d'appliquer des dénominations différentes à ces deux espèces de travail; or, la distinction faite par Adam Smith me paraît la plus simple et la plus commode.

Il est donc non-seulement utile, mais nécessaire d'établir quelque distinction entre les différents genres de travail, selon leur influence relative sur la richesse nationale; cela étant admis, il s'agit ensuite de savoir quelle doit être cette distinction, et comment il faudra tracer la limite qui sépare le travail productif de celui qui est improductif.

Les Économistes français et leurs partisans ont soutenu qu'il ne faut appeler travail productif que celui qui est employé à la culture de la terre. Comme j'aurai dans le cours de cet ouvrage une autre occasion d'examiner le mérite de ce système, il suffira, pour le moment, de remarquer que, quelle que soit la valeur de cette définition si vantée sous le rapport de sa rigoureuse précision, il est cependant certain qu'elle est trop limitée, dès qu'il s'agit d'en faire l'application pratique à l'utile comparaison des différents pays, relativement aux objets qui entrent ordinairement dans l'idée que nous nous faisons de la richesse. Deux pays, dont l'étendue et la population sont égales, peuvent employer aux travaux de l'agriculture le même nombre de laboureurs, et consacrer à la culture de la terre la même quantité d'industrie et de capital; néanmoins, si une grande partie du reste de la population dans l'un se compose de manufacturiers et de négociants, et dans l'autre de domestiques et de soldats, le premier offrira l'aspect de tout ce qui indique la richesse, et le second présentera tous les signes de la pauvreté. C'est pourquoi le nombre et l'habileté des ouvriers agricoles ne peut, à lui seul, donner la mesure de la richesse nationale. Nous manquons évidemment d'une définition de la force productive, dans laquelle on tienne compte des effets du capital manufacturier et mercantile, et de l'industrie du manufacturier et du négociant; car, à moins de considérer le travail qui donne des résultats si importants comme ayant la propriété de produire des richesses, nous nous trouverons dans l'impossibilité absolue de remonter aux causes de la situation relative des différentes nations, que tout le monde, quelle que soit la théorie de chacun, s'accorde universellement à juger d'après les différents degrés de la richesse qui y est répandue.

L'opinion qui conduit à l'excès opposé à celui que nous venons de signaler, et qui regarde tous les genres de travail comme étant également productifs, a été déjà, ce me semble, suffisamment examinée, lorsque j'ai cherché à prouver qu'une distinction entre les différents genres de travail était indispensable dans l'investigation de la nature et des causes de la richesse des nations.

Cette distinction doit être tellement regardée comme la pierre angulaire de l'ouvrage d'Adam Smith, et la base sur laquelle reposent ses

principaux raisonnements, que, si on la rejette, tout l'édifice qu'il a élevé là-dessus doit s'écrouler [1]. Ce n'est pas que je prétende que ces raisonnements ne doivent pas tomber s'ils sont mauvais; mais il me semble que ceux qui ne veulent admettre aucune distinction entre les différents genres de travail, se montrent, jusqu'à un certain point, inconséquents, en accordant un mérite éminent aux *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, dans lesquelles l'augmentation de ce qu'on appelle travail productif, sous le double rapport de la quantité et du degré d'habileté, est la cheville ouvrière de laquelle l'auteur fait dépendre les progrès de la richesse et de la prospérité des nations [2].

---

[1] Dans tout le cours de cette discussion sur le travail productif et improductif, Malthus invoque l'autorité du fondateur de la science économique à l'appui de ses opinions ; mais, il n'a pas tenu un compte suffisant des restrictions que l'auteur de la *Richesse des Nations* apportait à la distinction qu'il a établie. La différence est moins sensible qu'elle ne le paraît au premier coup d'œil. L'auteur de la Théorie des sentiments moraux n'ignorait certainement pas que l'homme a d'autres besoins que ceux auxquels le pain et le vêtement satisfont, que les exigences de l'état social et de la nature humaine demandent d'autres satisfactions que celles qui s'appliquent à la vie purement animale. On l'a trop jugé d'après la théorie rigoureuse développée dans le chapitre spécial qu'il consacre au travail productif; et on n'a pas assez remarqué que, dans le reste de son ouvrage, la force des choses et cet admirable bon sens, qui était poussé chez lui jusqu'au génie, lui font souvent oublier l'exclusion dont il a frappé les travaux qu'il appelle improductifs. Ainsi, dans l'analyse qu'il présente du fonds général de la société, il range dans la catégorie du capital fixe, qui est une source de richesse et de profits, tous les talents acquis par les membres de la société. La dextérité perfectionnée chez un ouvrier peut être, selon lui, considérée sous le même point de vue qu'une machine ou un instrument d'industrie qui facilite et abrège le travail, et qui, malgré la dépense qu'il a coûté, restitue cette dépense avec un profit ? Or, qu'est-ce que ce profit, si ce n'est la rémunération d'un produit immatériel ? C'est donc une exagération que de prétendre que la base de l'ouvrage de Smith est une doctrine dont il s'est départi lui-même dans plusieurs endroits. « Ce qui soutiendra éternellement cet excellent livre, dit J.-B. Say, dans une de ses lettres à Malthus, c'est qu'on y proclame à toutes les pages que la valeur échangeable des choses est le fondement de toute richesse. C'est depuis lors que l'économie politique est devenue une science positive ; car le prix courant de chaque chose est une quantité déterminée, dont on peut analyser les éléments, assigner les causes, étudier les rapports et prévoir les vicissitudes. » La doctrine exclusive, mise en avant par Adam Smith, est une imperfection qui n'ôte rien à la solidité de l'œuvre ; l'ensemble est moins harmonieux, mais il n'en demeure pas moins inébranlable. M. M.

[2] La valeur du produit annuel de la terre et du travail d'un pays quelconque ne peut s'accroître que par l'augmentation du nombre de ses ouvriers productifs ou de la puissance productive de ces mêmes ouvriers. (*Richesse des Nations*, livre II, chap. 3). Telle est la doctrine générale de l'ouvrage.

Si, en considérant comme richesses les services personnels, nous n'avons pas égard à la nature de ce qu'ils produisent, mais seulement à l'effet qui en résulte pour l'encouragement des autres producteurs, c'est une considération qui n'a pas de rapport avec la production directe de la richesse. Sous ce point de vue, j'attache une grande importance aux services personnels; mais ce n'est pas évidemment comme étant par eux-mêmes productifs, mais seulement comme stimulant la production des objets matériels destinés à être échangés avec eux, et comme provoquant une demande proportionnée au payement qu'ils reçoivent. Il est indubitablement vrai que le désir de se procurer la jouissance de soins personnels, de donner satisfaction aux convenances ou à la vanité, et de profiter des avis de l'avocat ou du médecin, contribue beaucoup à encourager l'industrie. Mais quoiqu'il soit avéré que les services personnels sont un aiguillon actif pour la production de la richesse, on ne pourra jamais prétendre qu'ils y ont une part directe, tant que la distinction reste limitée aux objets matériels. Dans les circonstances où leur influence peut s'exercer de la manière la plus favorable, leurs moyens d'agir ne peuvent être qu'indirects; et si nous comprenions sous le nom de travail productif tous les efforts qui peuvent aider, quelque indirectement que ce soit, à la production des richesses, le mot cesserait d'avoir une signification claire et utile, et ne pourrait être d'aucun avantage réel pour expliquer les causes de la richesse des nations. Ce serait effacer toute distinction entre les effets de la production et de la consommation, puisqu'il n'existe pas de cause indirecte de production plus efficace que la consommation.

Quand on considère les difficultés qui se présentent dans toutes les hypothèses possibles, on peut regarder comme très peu probable qu'on trouve jamais une distinction qui offre plus d'avantages dans la pratique, et qui, tout considéré, soit moins imparfaite sous le rapport de la précision, que celle qu'Adam Smith a établie; elle trace une ligne de démarcation qui sépare les richesses des autres sortes de valeurs, qui distingue les objets matériels des choses immatérielles, ce qui a une durée de ce qui n'en a point, ce qui est susceptible d'accumulation et d'évaluation absolue, de ce qui ne possède pas l'une ou l'autre de ces deux propriétés, ou toutes les deux.

Il entre toujours dans nos notions ordinaires des éléments essentiels dont se compose la richesse, une certaine idée de durée, et en même temps la possibilité qui en résulte de les accumuler, non seulement parce que ce genre de produits paraît être le seul capable de former cette accumulation, qui tend si puissamment à faciliter la production future, mais

parce qu'ils sont les seuls qui favorisent l'accroissement de la réserve mise à part pour pourvoir aux besoins des consommateurs, laquelle est, sans contredit, une des marques qui distinguent le mieux la richesse de la pauvreté. Le pauvre vit au jour le jour, tandis que le riche possède une réserve, dont il peut disposer afin de se procurer les choses dont il a un besoin immédiat pour sa consommation. Mais dans tous les cas de travail productif, tel qu'il est conçu par Adam Smith, il est toujours une époque, qui quelquefois peut être très courte, pendant laquelle ce travail produit évidemment l'accroissement du fonds destiné à remplacer un capital ou de celui qui est en réserve pour être consommé au besoin; or, c'est cette qualité d'accroître le capital national, de laquelle on peut dire avec le plus de raison qu'elle enrichit ou qu'elle est productive de richesse.

Mais il ne suffit pas qu'un travail soit susceptible d'être accumulé et d'ajouter au capital national, pour mériter d'être appelé productif, dans l'acception générale dans laquelle Adam Smith entend ce mot. Pour que cette dénomination soit d'une utilité pratique, il faut encore que le travail en question soit susceptible d'être estimé d'une manière tant soit peu précise. Les lois du législateur, les préceptes du moraliste et les démonstrations du physicien, peuvent certainement être susceptibles d'accumulation et s'aider des travaux antérieurs; mais d'après quelle règle les estimera-t-on, et comment saura-t-on quel est le montant de la valeur dont tous ces travaux ont enrichi le pays? D'autre part, le travail, qui est essentiellement nécessaire pour la production d'objets matériels, s'estime suivant le prix que ceux-ci rapportent, et on est fondé à croire qu'ils ajoutent à la richesse nationale une valeur au moins égale à celle qu'il a coûté; et, à peu d'exceptions près, c'est cette espèce de travail qui se réalise dans des produits matériels, qui est seule susceptible d'être accumulée et en même temps d'être évaluée avec précision.

M. Garnier, dans son excellente édition de la *Richesse des Nations*, trouve très singulier et très inconséquent qu'on regarde les instruments de musique comme des richesses, et le travail de ceux qui les fabriquent comme productif, tandis que les sons harmonieux que ces instruments rendent, et qui sont le seul objet pour lequel ils ont été construits, ne sont point considérés de même, et que les artistes, qui seuls peuvent en faire un usage convenable, sont appelés ouvriers improductifs [1]. Cependant la différence qui existe entre les produits ma-

[1] Tome V, note 20.

tériels et les produits immatériels justifie suffisamment cette distinction, sous le rapport de la précision et de l'exactitude, et son utilité est d'une évidence frappante, par la facilité qu'elle offre de donner une valeur positive aux instruments, tandis qu'il est absolument impossible d'en donner une semblable aux divers airs qu'on peut jouer sur eux.

Le même auteur a ajouté, qu'il y a encore plus d'inconséquence à dire que le commis d'un marchand est un ouvrier productif, et qu'un commis employé par le gouvernement, dont l'occupation est souvent la même, est un ouvrier improductif. A cela on peut répondre que, dans toutes affaires qui ont pour but le profit des particuliers, il est à présumer que le nombre de commis ou d'ouvriers employés, quels qu'ils soient, n'est pas plus considérable, ni leurs gages plus forts qu'il ne faut. Mais on aurait tort de faire la même supposition à l'égard des affaires des gouvernements; et, puisque le résultat des travaux de ses employés n'est pas exposé en vente, ni leurs salaires accordés d'après une scrupuleuse évaluation de la valeur courante de leurs services, il n'y a pas de base certaine d'après laquelle on puisse calculer cette valeur[1].

On peut aussi remarquer que, si un employé du gouvernement fait exactement le même genre de travail que le commis du marchand, soit en préparant, soit en surveillant la fabrication de produits matériels, il doit être regardé comme un ouvrier productif; et c'est un des nombreux et fréquents exemples d'ouvriers qui sont toujours ou parfois productifs, et qui appartiennent à des classes de la société dont le plus grand nombre peut, à juste titre, être regardé comme improductif. Ces sortes d'exceptions doivent par conséquent se rencontrer souvent, non seulement parmi les salariés du gouvernement, mais aussi dans toute la classe de gens à gages et dans tous les autres états de la société. Il n'y a presque personne qui ne fasse parfois quelque travail productif; et la ligne de démarcation qu'Adam Smith a tracée entre le travail productif et le travail improductif peut être très réelle, quoique

---

[1] L'application de la distinction faite par Adam Smith est ici, comme dans la plupart des autres cas, éminemment claire. Le commis du négociant contribue à la richesse de celui qui l'emploie; il ajoute une valeur à l'objet sur lequel son travail s'exerce; car s'il n'en était pas ainsi, on n'aurait pas recours à ses services. On ne pourrait dire la même chose de l'employé du gouvernement. Quelque nécessaires que soient ses services, il ne contribue nullement à l'accroissement des fonds d'où il tire sa rémunération. Il vit aux dépens de ceux qui l'emploient, la nation en général, et se trouve payé au moyen d'un impôt ou droit fiscal et non à l'aide d'un profit ou d'une reproduction.

les dénominations qu'il a données aux différentes classes de la société, fondées sur ce qui en fait le caractère saillant, soient nécessairement inexactes par rapport aux occupations de quelques individus.

Il faut aussi ne pas oublier qu'Adam Smith reconnaît toute l'importance de plusieurs genres de travail, qu'il appelle improductifs. D'après l'énumération qu'il a faite de ces différents genres de travail, il a dû en effet voir que quelques-uns d'entre eux produisent une valeur telle, qu'il est impossible de la mettre seulement en parallèle avec les résultats du travail employé à faire des rubans et de la dentelle, et même avec tout autre genre de travail, excepté celui qui fournit directement à nos besoins physiques les plus pressants. Tout le monde conviendra que la production même des choses qui satisfont ces besoins physiques est très puissamment encouragée, quoique d'une manière indirecte et éloignée, par les travaux du moraliste, du législateur et de ceux qui ont fait tous leurs efforts pour établir un bon gouvernement; mais la valeur principale de tous ces travaux tient évidemment à l'encouragement qu'ils donnent à l'entier développement des talents et de l'industrie, dont l'effet est de favoriser constamment l'accroissement de la quantité des objets matériels qui constituent la richesse. Si donc on les considère comme tendant à encourager la production d'objets matériels, l'effet général et approximatif de ces travaux pourra être évalué d'après la quantité de ces choses matérielles que la nation peut commander. Quant à leur influence sur des sources de bonheur autres que celles qui proviennent d'objets matériels, il serait plus exact d'en faire une classe à part, en les rangeant avec des choses dont plusieurs ne peuvent, sans le plus grand abus, être mises au rang des objets grossiers dont se compose la richesse des nations. Estimer la valeur des découvertes de Newton ou les jouissances causées par les productions de Shakespeare et de Milton par le prix que leurs ouvrages ont rapporté, ce serait en effet une bien chétive mesure du degré de gloire et de plaisir qui en est résulté pour leur patrie; et ce serait une idée non moins grossière et ridicule de calculer les bienfaits que l'Angleterre a retirés de la révolution de 1688, d'après la solde des soldats et les autres dépenses qui ont été faites pour l'accomplir.

D'après ces considérations diverses, tout en admettant que les travaux du moraliste et du manufacturier, du législateur et du fabricant de dentelles, du cultivateur et du chanteur, ont tous pour objet de satisfaire un besoin ou un désir de l'homme, il nous semble que la classification la plus naturelle, la plus utile et la plus correcte qu'on puisse établir à cet égard, est celle qui comprend d'abord, sous le nom de ri-

chesse, tout ce qui satisfait les besoins de l'homme au moyen d'objets matériels, et ensuite d'appeler productif toute espèce de travail qui produit directement des richesses, c'est-à-dire, d'une manière tellement directe, qu'on puisse estimer la valeur des objets produits [1].

Le lecteur verra que, si j'ai cherché à établir au moyen de cette discussion des distinctions délicates et subtiles, c'est dans un but tout à fait pratique. Mon but est de faire voir qu'il y a réellement quelque difficulté à donner une définition de la richesse et du travail productif; mais que cette difficulté ne doit pas nous empêcher d'adopter les classifications qui pourront nous être réellement utiles dans la poursuite de nos recherches ; que lorsqu'on traite de la nature et des causes de la richesse, une distinction entre les différentes sources de jouissances et les différents genres de travail paraît être, non seulement extrêmement utile, mais presque indispensable, et que par consequent nous devons nous contenter de la meilleure classification que nous pourrons obtenir sur ces objets, quoiqu'elle ne soit pas dans toutes ses parties entièrement irréprochable.

---

[1] La distinction que Malthus établit entre la production directe et la production indirecte simplifie beaucoup la question du travail productif et improductif. S'il est reconnu en effet que la production directe emprunte une puissance incalculable au concours de la production indirecte, que les forces de l'une ne peuvent se développer sans l'action de l'autre, et que le travail du magistrat, qui veille au respect de la propriété et à la sécurité des personnes, est indispensable au travail du manufacturier qui fabrique des étoffes, il est impossible de se renfermer dans les limites étroites de la classification établie par Adam Smith, et de refuser aux travailleurs moraux le nom de producteurs. Malthus s'éloigne donc sensiblement de l'opinion exclusive du maître pour aboutir à une conclusion définitive qui le rapproche sensiblement des adversaires qu'il vient de combattre. M. M.

—

CHAPITRE II.

DE LA NATURE, DES CAUSES ET DES MESURES DE LA VALEUR.

SECTION I. — DES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE VALEUR.

La plupart des auteurs qui ont traité de la valeur, en ont admis deux espèces : l'une, qu'ils ont appelée valeur d'utilité, et l'autre, valeur en échange. Nous ne sommes cependant pas dans l'habitude d'employer ce terme dans la première de ces deux acceptions. On n'entend pas souvent parler de la valeur de l'air, ni de celle de l'eau, quoique ce soient des substances de la plus grande utilité, et essentiellement nécessaires à l'existence et au bien-être de l'espèce humaine. On peut admettre que cette expression, employée dans un sens plutôt métaphorique que littéral, peut signifier, et est quelquefois employée pour désigner tout ce qui est nécessaire ou utile à l'homme ; et dans ce sens on peut l'appliquer sans impropriété, à une source d'eau limpide ou à un air pur, quoiqu'il ne puisse jamais être question de la valeur échangeable de l'un ou de l'autre.

Puisque cette acception du terme valeur a déjà été admise dans le vocabulaire de l'économie politique par plusieurs écrivains, quoique peu justifiée par l'usage, pourvu qu'on l'emploie dans le sens figuré, et jamais dans le sens littéral, dans ce cas on peut bien la conserver ; mais, attendu que le mot valeur est beaucoup moins usité dans cette acception, on ne devrait jamais l'employer dans ce sens, sans ajouter la désignation de valeur en *usage*.

La valeur en échange est le rapport d'un objet à un ou à plusieurs objets susceptibles d'être échangés. Afin de déterminer ce rapport avec exactitude dans chaque cas particulier, il faut tenir compte de l'échange qui peut être fait à un moment donné ; et chaque échange suppose, non-seulement la faculté et la volonté de donner un article en échange pour un autre dont on a plus besoin, mais encore un désir analogue de la part de celui qui possède l'article demandé, pour l'article ou le travail qu'on lui offre en échange.

Dès que cette demande réciproque existe, le taux auquel se fait l'é-

change, ou la quantité d'un objet qui est donné pour une portion déterminée d'un autre, dépendra de l'estimation relative que les deux contractants en feront, et cette évaluation sera fondée sur le désir de posséder, et sur la difficulté ou la facilité d'obtenir cette possession.

D'après la différence qui existe nécessairement entre les désirs des individus et leurs moyens de produire, il est probable que les premiers contrats de cette espèce ont été très différents les uns des autres. Tandis qu'un individu aurait consenti à donner six livres de pain pour une livre de gibier, un autre n'en aurait voulu donner que deux; mais dès que celui qui consentait à donner six livres de pain pour une livre de gibier, saurait qu'une personne, demeurant à peu de distance, n'exige que deux livres de pain pour la même quantité de gibier, il cesserait d'en donner six; et l'homme qui donnait volontiers une livre de gibier pour deux livres de pain, s'il pouvait trouver quelqu'un qui lui en donnât six, ne continuerait certainement pas à faire un échange qui ne lui rapportait que deux livres.

Après un certain temps, il est probable qu'il a dû s'établir un terme moyen, fondé sur la totalité de ceux qui offraient du pain, comparée avec ceux qui avaient du gibier à donner en échange : c'est ainsi, comme Turgot l'explique très ingénieusement, que la valeur courante de toutes les choses dont on fait un fréquent usage vient à s'établir [1].

On a su que non-seulement une livre de gibier vaut quatre livres de pain, mais qu'elle vaut peut-être aussi une livre de fromage, un quart de boisseau de blé, une pinte de vin, une certaine quantité de cuir, etc.; chacun d'une qualité moyenne, l'estimation de chaque objet s'établissant d'ordinaire dans la société, d'après le désir qu'a chaque individu de s'en rendre possesseur, et la difficulté qu'il trouve à les obtenir.

Chaque chose a dû devenir ainsi la mesure de la valeur relative des autres, et a été à son tour mesurée par l'un des autres articles indistinctement. Chaque chose serait aussi la représentation d'une valeur. Celui qui aurait une pinte de vin pourrait se regarder comme possédant une valeur égale à quatre livres de pain, à une livre de fromage, à une certaine portion de cuir, etc., etc.; et de cette manière, chaque article d'échange posséderait, avec plus ou moins de précision et de commodité, deux des propriétés essentielles de la monnaie, celle de représenter et celle de mesurer la valeur.

Mais longtemps avant l'époque où l'on peut supposer que cette évaluation générale des produits, comparés entre eux, ait pu s'établir

---

[1] *Formation et distribution des richesses*, § 33 et sq.

d'une manière tant soit peu étendue, et avec un certain degré de précision, il devait s'élever sans cesse des difficultés dans l'estimation de la valeur relative des produits, faute d'une demande réciproque. Celui qui avait du gibier pouvait avoir besoin de pain, mais celui qui avait du pain et à qui on offrait du gibier en échange, pouvait ne pas en vouloir, ou n'avoir besoin que d'une quantité beaucoup moins forte que celle dont le possesseur du gibier voulait disposer. Ce défaut de demande réciproque devait occasionner, dans bien des cas, et dans des endroits peu éloignés l'un de l'autre, les échanges les plus disproportionnés; et, excepté dans les grandes foires et les marchés approvisionnés d'une grande quantité de marchandises de diverses sortes, il semblait devoir rendre impossible une évaluation moyenne et générale des produits, telle que nous venons d'en donner une idée.

Afin donc d'assurer cette demande réciproque, chacun, comme le dit avec raison Adam Smith, tend à conduire ses affaires de manière à avoir toujours en réserve, outre le produit de son industrie particulière, quelque article pour lequel il y ait une demande si générale et si constante, qu'on ne peut presque jamais le refuser en échange des choses dont chacun pourrait avoir besoin. Pour que chaque individu d'une société ait la part du produit total à laquelle il a droit d'après ses besoins et ses facultés, il faut non-seulement qu'il y ait quelque chose qui serve à mesurer cette part, mais aussi quelque moyen de circulation qui mette chacun à même de l'obtenir, dans la quantité requise et dans le temps qui lui conviendra le mieux.

Le besoin sans cesse renaissant d'un tel moyen de circulation a fait choisir, dès les premiers âges de la société, plusieurs articles qui ont été employés à cet usage.

De tous ces articles, celui qui a été le plus généralement adopté pour représenter la valeur, ce sont les troupeaux. Parmi les peuples pasteurs, les troupeaux peuvent non-seulement être gardés aisément et sans perte par ceux qui les reçoivent en payement, mais comme ils forment la propriété et la richesse principales de la société dans cet état de civilisation, ils ont dû naturellement devenir l'objet d'échanges multipliés, et, par conséquent, leur valeur courante, comparée à celle des autres objets, a dû être assez généralement connue.

Il paraît en effet indispensable que la marchandise choisie pour servir de moyen d'échange, outre les autres qualités qui peuvent la rendre propre à cet emploi, soit d'un usage tellement général, que sa valeur courante se trouve fixée avec assez de précision.

Une preuve curieuse et frappante de cette vérité, c'est que, malgré

l'aptitude particulière des métaux précieux pour remplir les fonctions de moyen d'échange, ils n'avaient point été consacrés à cet usage au Mexique, à l'époque de la conquête de ce pays par les Espagnols, quoique ces métaux fussent employés en assez grande abondance pour des objets d'ornement, et quoique le besoin d'un moyen d'échange quelconque se fît clairement sentir par l'usage qu'on faisait des noix de cacao pour remplir cette destination [1].

Il est probable que l'ignorance où était ce peuple de l'art de fondre et de raffiner ces métaux, était cause qu'on n'en obtenait jamais une quantité suffisamment constante, en même temps que leur usage n'était pas assez général pour les rendre propres à servir de moyen d'échange.

Au Pérou, où les Espagnols trouvèrent les métaux précieux en bien plus grande abondance, on avait déjà commencé à fondre et à raffiner les minerais les plus riches, quoiqu'on n'eût point encore creusé de puits à une certaine profondeur [2]. Mais l'état de la propriété était si singulier dans le Pérou, et approchait tellement d'une communauté de biens, que le besoin d'adopter un moyen d'échange paraît ne pas s'y être fait sentir. Au moins ne trouvons-nous dans les auteurs aucune mention de l'emploi des métaux précieux, ou de tout autre objet faisant les fonctions de monnaie dans ce pays.

Dans l'ancien monde, l'art de fondre et de raffiner l'or, l'argent et le cuivre paraît avoir été connu, dès la plus haute antiquité, par quelques-uns des peuples les plus civilisés sur lesquels l'histoire nous ait transmis des renseignements; et aussitôt que l'accumulation annuelle de ces métaux et les moyens employés pour se les procurer les ont fournis en quantités assez constantes, et que l'usage d'en faire des objets d'ornement, des instruments et des outils, est devenu général, leurs autres qualités distinctives et précieuses, telles que la durée, la divisibilité, l'uniformité de substance et la grande valeur sous un petit volume, ont dû naturellement les faire choisir de préférence à tout autre objet, comme les mieux adaptés à remplir les fonctions de servir de moyen d'échange et de mesurer la valeur.

Mais aussitôt qu'ils ont été adoptés comme mesure générale de la valeur, on a dû, par conséquent, leur comparer assez généralement tous les autres objets. La valeur nominale d'une chose est en réalité sa valeur comparée à celle d'un objet déterminé; et comme les métaux précieux sont, dans presque tous les cas, la chose déterminée ou à peu près, la valeur nominale d'une chose est généralement entendue, sauf

---

[1] *Histoire d'Amérique*, par Robertson, tome III, liv. VII. — [2] *Ibid.*

désignation plus directe, comme étant sa valeur en échange par rapport aux métaux précieux.

Cette espèce de valeur a été quelquefois désignée par le nom de *prix*. C'est, à proprement parler, un autre terme pour exprimer la valeur nominale ; et, à ce titre, nous pouvons l'appliquer à une chose quelconque et dire le prix en blé, le prix en drap ou le prix de tout autre article avec lequel nous voudrions comparer tout autre objet déterminé ; mais, toutes les fois que la nature des articles n'est pas exprimée, il faut toujours entendre la valeur d'une chose exprimée en métaux précieux, ou d'après les agents de circulation des différents pays qui prétendent en être la représentation.

L'introduction d'une mesure qui fixait la valeur nominale et relative des choses, et d'un intermédiaire propre à être toujours reçu en échange pour ces choses, fut un des pas les plus importants qui aient marqué le progrès de la société, et il contribua singulièrement à faciliter les échanges et à encourager la production à un point auquel, sans un tel instrument, il eût été absolument impossible de la porter [1].

Adam Smith a raison de dire que c'est la valeur nominale des marchandises, ou leur prix, qui entre uniquement dans les calculs du négociant [2]. Il lui importe fort peu que les cent livres sterling que lui coûtent des marchandises puissent acheter une quantité plus ou moins grande d'objets d'utilité ou d'agrément au Bengale plutôt qu'à Londres. Tout ce qu'il lui faut, c'est un instrument avec lequel il puisse se procurer les marchandises qui font l'objet de son commerce, et estimer la valeur relative de ses ventes et de ses achats. Quel que soit le lieu de sa résidence, il y reçoit ses retours ; et soit qu'il les reçoive à Londres ou à Calcutta, en denrées, en billets ou en argent, ses profits seront toujours en proportion de l'excédant que lui rapporte la vente des marchandises par delà ce qu'il lui en a coûté pour les obtenir. Les variations qui peuvent affecter la valeur des monnaies, dans le court espace de temps nécessaire à une transaction commerciale, sont, en général, trop peu importantes pour qu'on en tienne un compte rigoureux.

---

[1] L'or et l'argent, employés comme monnaie, ont encore contribué au développement de la prospérité des peuples, en rendant l'épargne plus facile, et en permettant à la division du travail de prendre une extension plus grande que celle qu'elle aurait pu avoir avec le régime des échanges en nature. C'est grâce au système contraire que les accumulations ont pu être plus considérables et que la puissance productive de l'industrie humaine s'est multipliée d'une manière si prodigieuse. M. M.

[2] Livre I, chap. 5, p. 48.

Mais quoique les métaux précieux soient une mesure exacte et irréprochable de la valeur dans le même lieu, et, à peu de chose près, à la même époque; quoique dans ces parties du monde où leur usage rend le service important de déterminer le taux auquel les produits des contrées les plus lointaines s'échangeront, lorsqu'ils seront rendus sur le marché, et qu'ils donnent ainsi l'encouragement le plus puissant à la production et à la distribution de la richesse dans le monde commercial; cependant, l'expérience nous enseigne qu'à différentes époques, ainsi qu'en différents pays, ils sont sujets à de grandes variations dans leur valeur, à cause de l'abondance plus ou moins grande des mines, ou de la facilité avec laquelle on peut se les procurer, et que par conséquent, en beaucoup de circonstances, une fraction déterminée de ces métaux ne rendra que de la manière la plus imparfaite la difficulté de se procurer les objets avec lesquels ils peuvent s'échanger.

Si nous savons qu'une certaine quantité de drap s'échange dans un pays quelconque pour dix onces d'argent, ou que le revenu annuel de tel souverain, il y a sept ou huit cents ans, était de 400,000 liv. st., cet énoncé d'une valeur nominale ne nous apprend pas d'une manière positive si le drap est obtenu avec facilité ou difficulté, ou si les ressources du souverain sont puissantes ou chétives. Si nous n'avions pas d'autres données à cet égard, nous ne pourrions nullement savoir s'il est nécessaire de sacrifier la valeur de dix ou de cent jours de travail pour obtenir une pièce de drap, ou si le souverain dont il s'agit doit être regardé comme n'ayant qu'un revenu insuffisant, ou bien si la somme citée ci-dessus doit paraître excessive et incroyable [1].

Il est de la plus grande évidence que, dans des cas semblables, et qui se présentent sans cesse, la connaissance de la valeur des denrées et des revenus, estimée en métaux précieux ou en d'autres marchandises susceptibles de variations considérables par la difficulté qui se rencontre pour les obtenir, pourrait n'impliquer que l'accroissement ou la diminution d'une valeur seulement nominale, et ne nous serait en elle-même que d'une utilité très problématique.

Ce qu'il nous importe le plus de savoir, c'est l'évaluation du drap et de l'argent dans le pays et à l'époque dont il s'agit, évaluation fondée sur le désir de les posséder et sur la difficulté de s'en procurer la possession.

---

[1] Hume doute, avec beaucoup de raison, que Guillaume-le-Conquérant ait pu avoir 400,000 livres sterling de revenu annuel, ainsi que le dit un ancien historien, qui a été suivi par les auteurs qui sont venus après lui.

M. Senior a observé avec raison qu'en comparant deux objets, le pouvoir que possède l'un d'acheter l'autre dépend de deux sortes de causes : à savoir, des causes qui influent sur le désir de posséder et sur la difficulté d'obtenir la possession de l'un de ces objets, et des causes qui influent sur le désir de posséder et sur la difficulté d'arriver à la possession de l'autre objet. Les causes qui affectent le désir de posséder et la difficulté de se rendre possesseur d'un objet quelconque, peuvent être appelées avec justesse les causes *intrinsèques* de son pouvoir d'acheter, parce que plus ces causes augmenteront, plus la chose aura de pouvoir d'acheter tous les objets qui continuent à être obtenus avec la même facilité. Les causes qui affectent le désir de posséder et la difficulté de se rendre possesseur des différents objets avec lesquels pourrait s'échanger le premier, peuvent être appelées à juste titre les causes *extrinsèques* de son pouvoir d'acheter, parce que quand le désir de posséder et la difficulté de se rendre possesseur du premier objet reste précisément la même, son pouvoir d'acheter d'autres objets peut varier à un degré quelconque, selon les variations qu'est susceptible de subir le désir de posséder et la difficulté de se rendre possesseur de tous les autres objets avec lesquels il aurait pu s'échanger, c'est-à-dire selon les causes extrinsèques étrangères à celles qui agissent sur le premier objet.

Il est évident que ces causes extrinsèques doivent être innombrables d'après leur nature et la diversité des choses auxquelles elles peuvent s'appliquer ; et quoiqu'il soit certainement désirable d'avoir une mesure quelconque du pouvoir d'acheter la masse totale des produits, ou au moins la plus grande partie des choses nécessaires et convenables pour les usages de la vie, mesure qui nous donnerait la possibilité d'évaluer la richesse de personnes qui possèdent certains objets ou un certain revenu en argent ; néanmoins, en considérant les conditions qu'une telle mesure exige, nous devons être assurés qu'elle n'existe pas, et nous ne pouvons même pas supposer qu'elle puisse exister avec toutes les qualités qui la rendraient propre à servir d'étalon. Une pareille mesure impliquerait la stabilité dans le désir de posséder et dans la difficulté de se procurer la possession, non-seulement d'un seul objet, mais d'une grande variété de produits, ce qui est contraire à la théorie, ainsi qu'aux données de l'expérience.

Mais quand même on pourrait arriver à avoir une mesure complètement invariable, bien qu'elle pût servir de mesure à la richesse, elle ne pourrait remplir le même but pour mesurer la valeur, dans l'acception la plus commune de ce mot.

Quand on dit que la valeur échangeable d'un objet est proportionnée

à son pouvoir général d'acheter [1], si l'expression a une signification précise, elle doit vouloir dire que tant qu'une marchandise continue à acheter la même quantité de la totalité des marchandises, elle continue à avoir la même valeur d'échange. Si elle peut en acheter davantage, sa valeur hausse proportionnellement; si elle peut en acheter moins, sa valeur baisse en proportion.

Supposons, ce qui se rencontre continuellement, que, par suite des progrès des machines, de la baisse des profits et de l'amélioration croissante du travail manufacturier et agricole, une plus grande quantité d'articles manufacturés puisse être obtenue beaucoup plus facilement qu'auparavant, en même temps que l'accroissement des progrès de l'agriculture est un obstacle à ce que la difficulté d'obtenir du produit brut s'augmente, pourrait-on considérer, dans ce cas, avec quelque apparence de vérité, un objet qui, soumis à de tels changements, pourrait obtenir la même quantité de produits agricoles et manufacturiers de la même espèce et dans la même proportion qu'auparavant, comme pourvu, aux yeux de la société, de la même valeur échangeable? Dans cette supposition, personne n'hésiterait à dire que la valeur des cotons, des toiles, des soieries, des draps, etc., a baissé, et ce serait une contradiction flagrante d'ajouter qu'un objet qui n'obtiendrait que la même *quantité* de tous ces articles, dont la valeur a subi une diminution notoire, n'a pas lui-même baissé de valeur.

Ainsi, la faculté générale d'acheter que possède un objet en particulier, ne peut être considérée avec raison comme représentant les variations que subit sa valeur échangeable, selon le sens ordinairement attaché à ce mot. La valeur échangeable d'un objet ne peut être proportionnée à son pouvoir général d'acheter, qu'autant que les choses avec lesquelles il s'échange continuent à être obtenues avec la même facilité. Mais comme l'expérience nous a fait reconnaître qu'une quantité considérable de produits ne continue jamais à être obtenue avec la même facilité, il est à remarquer que quand il est question des variations de la valeur échangeable d'une marchandise spéciale, nous voulons parler presque toujours de sa puissance d'achat provenant de causes intrinsèques.

Il est incontestablement établi que les choses se passent ainsi, par la manière dont nous avons l'habitude d'évaluer en argent les variations de valeur. Dans les mêmes lieux et dans de courtes périodes de

---

[1] Adam Smith définit la valeur en échange d'un objet : le pouvoir que donne la possession de cet objet d'acheter d'autres marchandises. Livre I, ch. 4, p. 33.

temps, l'argent est universellement considéré comme une juste mesure de la valeur, dans le sens où ce mot est entendu communément. Si, par une cause quelconque, les membres de la société veulent et peuvent faire un plus grand sacrifice d'argent pour se procurer un certain objet, nous disons que sa valeur s'est élevée sans nous inquiéter de l'état des autres produits. Si le blé est cher à cause d'un approvisionnement insuffisant, nous disons que la valeur du blé a haussé; mais si nous continuons à donner la même somme d'argent pour nos habits, nos chemises et nos souliers, il ne nous vient pas dans l'esprit de dire que leur valeur a baissé, quoique, à cause de la hausse dans une masse considérable de produit brut, leur pouvoir général d'acheter aura essentiellement diminué. On dit que la valeur échangeable du blé a haussé, parce que son pouvoir d'acheter a été affecté par une cause *intrinsèque* propre à l'article lui-même, c'est-à-dire le défaut d'approvisionnement. On dit que les habits, les chemises, les chaussures ont conservé la même valeur, parce que leur offre, comparativement à la demande dont ils sont l'objet, paraît être restée la même, et que rien se rapportant à des causes intrinsèques, n'a contribué à accroître ou à diminuer leur pouvoir d'acheter. Dans aucun cas, nous ne nous inquiétons des causes *extrinsèques* de leur pouvoir d'acheter. Pendant les courtes périodes où nous considérons comme constamment stable la valeur de l'argent, nous nous fondons invariablement sur le pouvoir qu'a chaque objet de commander, à différentes époques, des quantités différentes d'argent, comme rendant avec netteté les variations dans sa valeur échangeable. Mais comme la hausse ou la baisse en argent d'un produit, pendant les périodes de temps où l'argent est considéré comme invariable, ne peut indiquer que les variations qui viennent de causes intrinsèques, il en résulte nécessairement que lorsque nous voulons parler des variations qui surviennent dans les valeurs des produits, dans le sens usuel du mot, nous entendons exclusivement leur pouvoir d'acheter venant de causes intrinsèques, ou cette espèce de valeur qu'on peut nommer leur valeur intrinsèque d'échange.

Si donc nous continuons à employer le terme dans le premier sens désigné plus haut, nous aurons trois espèces de valeur :

1° La valeur en usage qui peut être définie : l'utilité intrinsèque d'un objet;

2° La valeur nominale d'échange, ou prix qui, à moins qu'un objet spécial ne soit déterminé, peut être définie : la valeur des choses estimées en métaux précieux;

3° La valeur intrinsèque d'échange, qui peut être définie : le pouvoir

d'acheter provenant de causes intrinsèques, en ce sens qu'aucun élément ne s'ajoute à la valeur propre d'un objet[1]. Cette définition est tout à fait équivalente à l'évaluation que l'on fait d'un objet, d'après le désir de le posséder et la difficulté de s'en procurer la possession, et s'accorde entièrement avec la définition de la valeur échangeable d'un objet donnée dans mon ouvrage sur les *Définitions en Économie politique*, à savoir : l'évaluation qui est faite d'une chose à une époque et à un endroit quelconque, déterminée en toute circonstance par l'état de l'offre comparée à la demande, et ordinairement par les frais élémentaires de la production.

—

SECTION II. — DE LA DEMANDE, DE L'OFFRE, ET DE LA MANIÈRE DONT ELLES INFLUENT SUR LA VALEUR ÉCHANGEABLE.

Les mots demande et offre sont tellement familiers à tous les lecteurs, et leur application dans chaque circonstance est si bien comprise, que dans l'usage vulgaire qu'on en a fait jusqu'ici, on n'a pas jugé nécessaire d'interrompre la suite des raisonnements par des explications et des définitions de ces termes; et cependant, quoique ces mots soient constamment en usage, on est loin de les employer avec précision. Avant donc d'aller plus loin, il me semble à propos d'éclaircir, autant que possible, cette partie du sujet, afin d'être sûr de nos bases. Cela doit paraître d'autant plus nécessaire, qu'il est impossible de ne pas convenir que, de tous les principes de l'économie politique, il n'en est aucun qui exerce une influence aussi grande sur les phénomènes qui font l'objet de cette science, que le principe de l'offre et de la demande.

Nous venons de dire que toute valeur échangeable, étant le rapport d'un objet à un ou plusieurs autres objets susceptibles d'échange, provient du pouvoir et de la volonté de donner un objet en échange contre un autre; et lorsque, par suite de l'introduction d'un agent intermédiaire des échanges et d'une mesure de la valeur, une distinction a été établie entre les acheteurs et les vendeurs, la demande d'une

[1] Il n'existe pas de source d'erreurs plus féconde quant aux éléments de l'économie politique, que de ne pas savoir établir une distinction entre le pouvoir d'acheter dans sa généralité et le pouvoir d'acheter provenant de causes intrinsèques; et il est de la plus haute importance de bien prendre garde que, dans la pratique, lorsqu'on parle de la hausse ou de la baisse de la valeur d'un objet, son pouvoir d'acheter, provenant de causes extrinsèques, est toujours mis de côté.

certaine sorte d'objets a pu être définie : — la volonté de quelqu'un pour les acheter, combinée avec les moyens généraux dont il dispose à cet effet; et l'offre : — la quantité des objets destinés à la vente, combinée avec le désir de les vendre[1].

Il est en outre évident que lorsque l'emploi des métaux précieux comme moyen d'échange et mesure de la valeur sera universel, et pendant le temps où leur valeur sera regardée comme fixe, la demande sera représentée et mesurée par le sacrifice en argent que les demandeurs auront la volonté et la possibilité de faire pour satisfaire à leurs besoins.

Dans cet état de choses, les valeurs relatives des denrées en argent, ou leur prix, sont déterminées par la quantité relative qui en est demandée, comparée avec la quantité qui en est offerte. Cette loi paraît si générale, qu'il n'est peut-être pas possible de trouver un seul exemple d'un changement de prix, qu'on ne puisse expliquer d'une manière satisfaisante par un changement antérieur quelconque qui s'est opéré dans les causes qui influent sur la demande et l'offre.

En examinant la vérité de cette proposition, il faut avoir toujours devant les yeux les termes dans lesquels elle est exprimée, et se rappeler que lorsqu'on dit que les prix sont déterminés par la demande et l'offre, cela ne veut pas dire qu'ils dépendent uniquement de la demande ou de l'offre, mais bien de la proportion relative entre l'une et l'autre.

Mais comment parviendrons-nous à connaître cette proportion? Quelques auteurs ont prétendu que l'offre était toujours égale à la demande, parce qu'il ne peut y avoir d'offre permanente d'aucune denrée pour laquelle il n'y ait assez de demande pour enlever toute la quantité qui est offerte. Cela peut être vrai dans un des sens dans lesquels on prend ordinairement les mots de demande et d'offre. L'*étendue* positive de la demande, comparée avec l'*étendue* positive de l'offre, sont toujours, terme moyen, en proportion l'une de l'autre. Quelque faible que soit la quantité offerte, la demande réelle ne peut la surpasser; et quelque considérable que soit l'offre, l'étendue de la demande doit augmenter dans la proportion, de la baisse de prix occasionnée par le désir de vendre, et finalement la consommation égalera la production.

---

[1] Il se pourrait quelquefois qu'il y eût comparativement une petite quantité de certains produits destinés à être vendus, mais si l'on compte sur un plus grand approvisionnement, le désir de vendre sera grand et les prix baisseront. D'un autre côté, il pourrait y avoir une grande quantité de produits prêts à être vendus; mais si pour l'avenir on ne peut compter que sur un approvisionnement moins abondant, les vendeurs ne seront pas empressés de vendre immédiatement, et les prix seront élevés.

Ce n'est donc pas dans ce sens qu'on peut dire qu'un changement dans la proportion relative de la demande et de l'offre influe sur les prix; car, dans ce cas, la demande et l'offre ont toujours entre elles le même rapport. C'est cette incertitude dans l'emploi des termes qui rend absolument indispensable, en commençant le présent ouvrage, de déterminer nettement la nature du changement qui s'opère dans le rapport mutuel de la demande et de l'offre, duquel dépendent entièrement les prix des denrées.

Nous avons défini la demande : la volonté jointe aux moyens d'acheter une denrée quelconque.

Plus la volonté et la faculté d'acheter une denrée quelconque seront grandes, plus on peut assurer que sera grande et forte la demande qu'on en fera. Mais cette volonté et cette faculté ont beau être grandes parmi les acheteurs d'une denrée, aucun d'eux ne voudra en donner un prix élevé, s'il peut se la procurer à un prix plus bas; et aussi longtemps que les moyens et la concurrence des vendeurs les engageront à mettre en vente à bas prix la quantité de denrées dont on a besoin, l'intensité réelle de la demande ne se manifestera pas.

Si un nombre considérable de denrées, que le travail seul peut produire, devenait plus difficile à acquérir, ne pouvant plus être obtenu que par un surcroît de travail, on pourrait, certes, regarder ce surcroît, s'il se présentait, comme une preuve d'une plus forte demande, ou d'un surcroît des facultés et de la volonté nécessaires pour faire des sacrifices plus grands afin d'obtenir ces denrées.

De même si, pendant que l'argent est regardé comme ayant la même valeur, certains objets, soit par rareté, soit par augmentation du prix de revient, deviennent d'une acquisition plus difficile, comme certainement ils ne seront achetés que par ceux qui auront la volonté et les moyens de faire un plus grand sacrifice en argent pour les obtenir, un tel sacrifice devra être regardé comme la preuve d'une plus grande intensité dans la demande.

On peut assurer, en effet, que toutes les fois qu'on donne un prix plus élevé pour une denrée, cela suppose absolument et de toute nécessité une plus forte demande; et la véritable question, c'est de savoir quelles sont les causes qui détermineront l'accroissement ou la diminution de cette intensité de demande qui se manifeste par une hausse ou une baisse de prix.

On a dit avec raison que les causes qui tendent à faire hausser le prix d'un produit quelconque, estimé d'après une denrée déterminée, et en supposant que ces causes ne varient pas d'une manière sensible

pendant de courtes époques, par la difficulté de leur production ou leur rapport sur le marché, sont l'augmentation du nombre ou des besoins des acheteurs, ou le défaut d'approvisionnement, et que les causes qui font baisser le prix sont une diminution dans le nombre ou dans les besoins des acheteurs, ou une trop grande abondance de la quantité offerte.

Le premier de ces deux ordres de causes tend manifestement à faire naître une demande beaucoup plus forte, et le second à la rendre plus faible.

Si, par exemple, une denrée, qui est ordinairement demandée et consommée par mille acheteurs, était tout à coup demandée par deux mille, il est clair qu'avant de pouvoir satisfaire à ce surcroît de demande, il faut que quelques personnes se passent de ce dont elles ont besoin; et il n'est guère possible de croire qu'il y ait parmi ces deux mille individus un nombre suffisant, dont la demande pour la denrée en question devienne assez pressante pour leur faire acheter toute la quantité produite à un prix plus élevé. S'il était possible, dans le même cas, de supposer que la volonté et les facultés des acheteurs, ou l'intensité de leur demande, ne sont pas susceptibles d'augmenter, il est indubitable qu'il n'y aurait point de hausse de prix, quelle que fût d'ailleurs la manière dont l'affaire s'arrangeât parmi les concurrents qui se disputent la denrée [1].

De même, si la quantité d'une denrée vient à diminuer de moitié, il est à peine croyable qu'il ne se trouve pas parmi les anciens acheteurs un nombre suffisant qui ait à la fois la volonté et les moyens d'acquérir cette quantité réduite, à un prix plus élevé; mais si l'envie ou les moyens d'acquérir leur manquent, le prix de la denrée ne pourra point hausser.

D'un autre côté, si les frais courants de production augmentaient du double pour cette denrée, il est évident qu'il n'en pourrait être produit constamment que la quantité suffisante pour satisfaire aux besoins de ceux qui auraient les moyens et la volonté de faire le sacrifice de la payer le double de l'ancien prix, pour en obtenir la possession. Dans cet état de choses, la quantité de la denrée apportée au marché pourrait varier beaucoup; elle pourrait se réduire à l'approvisionnement d'un seul individu, ou rester la même que par le passé. Si elle est ré-

---

[1] Sir Edward West paraît croire qu'une demande possible (*in posse*), ne peut s'appeler demande ; mais il me semble qu'il n'y a aucun inconvénient à employer ce mot dans ce sens, et il est hors de doute que s'il n'y avait pas plus de demande *in posse* que *in esse* aucun défaut d'approvisionnement ne pourrait faire hausser les prix. En réalité, les prix se déterminent par la demande *in posse* comparée avec l'offre *in esse*.

duite à l'approvisionnement d'un seul individu, ce sera une preuve qu'un seul parmi les anciens acheteurs possède à la fois les moyens et la volonté de l'acquérir à ce haut prix. Si la quantité offerte reste la même, ce sera une preuve que tous les acheteurs se trouvent dans ce cas, mais que la manifestation de cette intensité de demande ne s'était pas encore fait sentir. Dans le second cas, il y aura égalité entre la quantité offerte et la quantité demandée, mais l'intensité de la demande deviendra plus forte ; ce qui peut être regardé comme un changement très important dans le rapport entre l'offre et la demande de la denrée : car, sans le surcroît d'intensité qui a lieu dans ce cas, la denrée cesserait d'être produite ; c'est-à-dire que le manque de moyens ou de volonté de faire un plus grand sacrifice pour acquérir la denrée fait qu'elle cessera d'être produite [1].

D'après les mêmes principes, si une denrée devient beaucoup plus abondante par rapport à l'ancien nombre d'acheteurs, ce surcroît de production ne pourra être vendu, à moins que le prix ne baisse. Chaque vendeur, voulant se défaire de la portion de la denrée dont il est possesseur, baissera graduellement le prix jusqu'à ce qu'il y soit parvenu ; et, quoique la volonté et les moyens d'acquérir aient pu ne point avoir éprouver de diminution parmi les anciens acheteurs, cependant, comme on peut obtenir la denrée sans manifester un aussi vif désir

[1] Adam Smith dit que : « Lorsque la quantité d'un produit quelconque amené sur le marché se trouve au-dessous de la demande effective, tous ceux qui consentent à payer la valeur entière de la rente, des salaires et des profits nécessaires pour amener ce produit sur le marché ne peuvent être approvisionnés de la quantité qu'ils demandent. Plutôt que de s'en passer entièrement, quelques uns seront disposés à donner davantage. » Cette disposition de la part des demandeurs à faire un plus grand sacrifice, pour satisfaire leurs besoins, est ce que j'ai appelé une plus grande intensité de la demande. Comme aucun accroissement de prix ne peut avoir lieu sans que la marchandise soit de nature à exciter cette espèce de demande chez un certain nombre d'acquéreurs, et comme cette espèce de demande doit toujours être sous entendue toutes les fois que nous parlons de la demande et de l'offre comme déterminant les prix, j'ai cru qu'on devait lui donner un nom. Elle diffère essentiellement de la demande effective, qui, selon la définition d'Adam Smith, est la quantité demandée par ceux qui ont la volonté et le pouvoir de payer le prix naturel ; et, cette demande, comme on peut s'y attendre, s'augmentera à mesure que le prix naturel sera moindre. Mais l'accroissement de l'intensité de la demande, lorsqu'il a lieu à un moment donné, implique toujours un accroissement de *valeur* offerte, comparée à la *quantité* du produit demandé, et s'applique également à un article accidentellement rare ou dont le prix naturel se serait accru. C'est invariablement et exclusivement l'intensité de la demande, et non la demande effective dont on veut parler, quand on dit, et c'est avec justesse, que le prix des produits varie en raison directe de la demande et en raison inverse de l'offre qu'on en fait.

de la posséder que par le passé, la demande ne se montrera pas dans ce degré d'intensité.

Un effet semblable aura évidemment lieu, si les consommateurs d'une denrée n'en ont besoin qu'en moindre quantité.

Si, au lieu d'une abondance momentanée de l'offre, comparée avec la demande, les frais de production diminuent considérablement pour une denrée quelconque, la baisse du prix sera causée de même par l'accroissement de l'abondance de l'offre réelle ou présumée. Dans presque tous les cas, l'augmentation sera réelle et permanente, parce que la concurrence entre les vendeurs fera baisser le prix, et il est très rare que cette baisse ne donne pas lieu à une plus forte consommation. En supposant cependant le cas très rare où une denrée n'est demandée que dans une quantité déterminée, quel qu'en soit le prix, il est clair que la rivalité parmi les producteurs fera apporter au marché une quantité plus forte qu'il ne peut en être consommée, jusqu'à ce que le prix ait baissé en proportion de la facilité plus grande de la production; et cet excès de l'approvisionnement dépendra toujours de ce que le prix a pu se trouver à une époque quelconque au-dessus du prix qui donne des profits moyens. Dans cette supposition d'une baisse, comme dans celle d'une hausse du prix, la quantité offerte et consommée d'une denrée peut, après une courte lutte, être telle qu'elle était auparavant, et cependant on aurait tort de dire que la demande est la même. Elle peut, il est vrai, exister précisément au même degré, et les consommateurs actuels de la denrée peuvent être tout aussi disposés à l'acheter à l'ancien prix plutôt que de s'en passer : mais la production a éprouvé un tel changement, par rapport à la demande, que la concurrence des producteurs ne rend plus nécessaire la même intensité de demande pour obtenir la quantité requise de la denrée ; et, dès que cette intensité cesse d'être nécessaire, elle ne se fait plus sentir, et le prix baisse.

Il est donc clair que ce n'est pas uniquement l'étendue de la demande réelle, même lorsqu'on la compare avec l'étendue de l'offre réelle, qui fait hausser les prix; cela n'est dû qu'au changement dans le rapport entre l'offre et la demande, qui rend nécessaire la manifestation d'une plus grande intensité de demande, ou l'offre d'une plus grande *valeur* comparée à la *quantité* demandée, afin de partager paisiblement la quantité existante, ou d'empêcher que la production future de la même denrée ne vienne à manquer.

De même, ce n'est pas seulement l'étendue de l'offre actuelle, ni même cette étendue comparée avec la demande réelle (qui sont en général à peu près égales) qui fait baisser le prix; cela n'est dû qu'au

changement dans le rapport de l'offre comparée à la demande, qui rend nécessaire une baisse de prix, afin de faire écouler la denrée qui se trouve, pour le moment, trop abondante, ou pour empêcher qu'il n'y ait une production constamment trop forte, par suite de la diminution des frais de production, sans une diminution proportionnée dans le prix du produit.

En employant les termes offre et demande dans le sens que nous venons de leur donner, il n'y a aucune question relative au prix temporaire ou permanent qu'on ne puisse résoudre; et, dans tous les cas de marché et de vente, on pourra dire avec raison que le prix dépend du rapport entre la demande et l'offre, ou qu'il varie en raison directe de la demande, c'est-à-dire de l'argent pret à être offert, et en raison inverse de l'offre.

Je prie le lecteur de faire attention que, dans cette discussion, je n'ai pas donné aux mots demande et offre une acception nouvelle. Si j'ai quelquefois employé les termes *intense* et *intensité*, appliqués à la demande, je n'ai eu en vue que d'expliquer le sens qu'on a toujours donné jusqu'à ce jour au mot demande, toutes les fois qu'on dit qu'elle fait hausser les prix. M. Ricardo, dans son chapitre *De l'Influence que la demande et l'offre ont sur les prix*[1], remarque que : « On ne peut pas dire que la demande d'une chose a augmenté, si l'on n'en achète pas, ou si l'on n'en consomme point une plus grande quantité. » Il est cependant évident, comme je l'ai déjà fait voir, que ce n'est pas seulement en donnant plus d'étendue à la consommation que la demande fait hausser les prix, puisque c'est toujours au moment où les prix sont le plus bas que l'étendue de la consommation est plus grande. Ce n'est pas là le sens qu'on a jusqu'à présent donné au mot demande, quand on lui a attribué la hausse des prix. Cependant, M. Ricardo cite ensuite les opinions de lord Lauderdale au sujet de la valeur, et il reconnaît qu'elles sont vraies, si on les applique au monopole et aux prix courants de toute marchandise pendant un temps limité. Il doit donc admettre que le manque d'une marchandise quelconque dans un marché doit faire naître pour cet acticle une demande très forte par rapport à l'offre, et doit le faire hausser de prix, quoique, dans ce cas, la quantité achetée par les consommateurs soit moindre qu'à l'ordinaire. Il existe donc une différence manifeste entre ce sens du mot demande et celui dans lequel M. Ricardo l'a employé auparavant. Dans l'un, elle veut dire étendue de la consommation, et, dans l'autre, elle signifie intensité de la de-

[1] *Principes de l'Économie politique et de l'impôt*, chap. 30.

mande, ou la volonté jointe au moyen de faire un plus grand sacrifice pour acquérir l'objet dont on a besoin. Ce n'est que dans cette dernière acception que le mot est le plus fréquemment employé; en tous cas, c'est dans ce sens seul que la demande augmente les prix [1]. Il est tout à fait impossible et contraire à la nature des choses qu'aucune étendue de demande puisse faire hausser les prix, sans une volonté ou un pouvoir de la part des acheteurs de faire un plus grand sacrifice pour satisfaire leurs désirs. Mon seul but dans cette section est de faire voir que, toutes les fois qu'on parle de l'influence que la demande et l'offre exercent sur les prix, soit sur le prix courant, soit sur le prix naturel, ces mots doivent toujours être pris dans le sens que M. Ricardo leur donne, et dans lequel tout le monde les a employés jusqu'à ce jour, en parlant de choses achetées ou vendues sur un marché.

—

SECTION III. — DE L'INFLUENCE QUE LA DEMANDE ET L'OFFRE ONT SUR LES FRAIS DE PRODUCTION, ET DE LA MANIÈRE DONT ON DOIT ENTENDRE LA DEMANDE.

On pourra peut-être dire que, même d'après la manière dont nous venons d'envisager la question de la demande et de l'offre dans la section précédente, les prix permanents d'une grande masse de denrées seront toujours déterminés par les frais de leur production. Cela est vrai, si nous avons égard à tous les éléments dont se compose le prix selon Adam Smith.

Néanmoins, il n'est pas moins vrai que, dans toutes les transactions d'achat et de vente, il y a un principe dont l'action est constante, qui peut déterminer, et qui détermine en effet le prix des choses, indépendamment de toute considération des frais ou de la somme de travail et de capital qu'a coûté la production de ces choses. Et ce principe agit, non-seulement d'une manière stable sur les denrées qu'on peut regarder comme objets de monopole, mais encore d'une manière passagère et directe sur toute espèce de denrées, et notamment au plus haut degré sur toute sorte de produits bruts.

Tout le monde convient que l'offre et la demande règlent exclusive-

[1] Il doit souvent arriver, comme de juste, que l'accroissement dans l'intensité de la demande et dans son étendue a lieu en même temps. Le fait est qu'une augmentation dans l'intensité de la demande, lorsqu'elle ne résulte pas d'une difficulté croissante de production, est le plus grand encouragement à l'augmentation de la production et de la consommation.

ment, et avec la plus grande régularité et la plus exacte précision, les prix des denrées, en monopole, sans aucun égard aux frais de production, et l'expérience journalière et constante nous fait voir que les prix des produits bruts, surtout de ceux qui sont le plus exposés à l'influence des saisons, se règlent toujours, au moment de la vente, d'après l'état du marché et la contestation qui a lieu entre le vendeur et l'acheteur, et varient beaucoup d'une année à l'autre, et à des époques différentes, quoiqu'ils puissent avoir coûté dans ces différents cas, à peu près la même somme d'avances nécessaires à leur production et que le taux général des profits n'ait pas varié.

Par rapport donc à la classe la plus considérable des denrées, on convient que les prix courants réels, au moment où ils sont fixés, sont déterminés d'après un principe tout-à-fait distinct des frais de production, et que ces prix sont réellement presque toujours différents de ce qu'ils auraient été s'ils avaient été réglés exclusivement d'après ces frais.

Il est cependant une autre classe de produits, tels que les objets manufacturés, surtout ceux dont la matière première est à bas prix, à l'égard desquels le prix courant réel coïncide bien plus souvent avec les frais de production, et peut paraître par conséquent déterminé exclusivement par ces frais. Dans ce cas même cependant, l'expérience familière nous montre qu'une variation quelconque dans les rapports entre la demande et l'offre l'emporte complètement et pour un certain temps sur l'influence de ces frais de production; et, si nous examinons le sujet de plus près, nous verrons que même les frais de production n'influent sur le prix des denrées, qu'autant que le remboursement de ces frais est nécessaire pour qu'elles continuent à être produites dans la proportion des besoins.

Mais, si cela est vrai, il s'ensuit que le grand principe de la demande et de l'offre fait sentir son action pour fixer ce qu'Adam Smith appelle le prix naturel, aussi bien que pour fixer le prix courant.

Il a été démontré qu'aucune variation dans le prix courant des denrées ne peut avoir lieu sans qu'il y ait au préalable un changement quelconque dans le rapport entre la demande et l'offre. La seule question est de savoir si cette proposition est également vraie à l'égard du prix naturel. Pour la résoudre, il faut examiner attentivement la nature du changement qu'une différence dans les frais de production produit dans l'état de la demande et de l'offre, en ayant surtout égard à la cause spéciale et immédiate qui détermine ce changement de prix.

Il est hors de doute que, lorsque les frais de production diminuent,

la baisse des prix s'ensuit en général ; mais qu'est-ce qui fait spécialement baisser le prix de la denrée ? Nous avons prouvé dans la section précédente, que c'est une surabondance réelle ou présumée de l'approvionnement ou de l'offre.

Tout le monde convient aussi que, lorsque les frais de production augmentent, le prix des denrées s'élève en général. Qu'est-ce qui fait spécialement hausser le prix dans ce cas ? Nous venons de prouver que c'est l'insuffisance présumée de l'approvisionnement. Faites disparaître ces accidents d'insuffisance ou de surabondance, ou, en d'autres termes, faites que l'étendue de l'approvisionnement demeure exactement la même, sans qu'il soit exposé à la chance de se trouver en défaut ou en excès, ou que les frais de production augmentent ou diminuent, et il n'y aura aucun motif de craindre la moindre variation de prix.

Si, par exemple, toutes les denrées qui se consomment en Angleterre, qu'elles soient le produit du sol ou des manufactures, pouvaient être produites pendant dix ans sans travail, et que cependant leur production ne fût qu'exactement égale à ce qu'elle aurait été dans l'état actuel des choses ; dans ce cas, et en supposant que la volonté des acheteurs et leurs moyens d'acquérir n'aient pas changé, il n'y a pas de doute que tous les prix resteraient aussi les mêmes. Mais, si on admet cette proposition, il s'ensuit que le rapport entre l'offre et la demande réelle ou présumée, est le principe dominant qui fixe le prix courant aussi bien que le prix naturel, et que les frais de production n'y peuvent contribuer que d'une manière subsidiaire, c'est-à-dire autant que ces frais exercent une influence immédiate ou présumée sur le rapport qui existe entre l'offre et la demande.

On n'a pas besoin cependant d'avoir recours à des cas imaginaires pour fortifier cette conclusion. L'expérience met la vérité de ce principe dans son plus grand jour.

L'exemple connu, cité par Adam Smith, de l'insuffisance du traitement des pasteurs, malgré tous les efforts de la législature pour l'augmenter [1], prouve d'une manière frappante que le prix *permanent* d'une chose se règle d'après la demande et l'offre, et non d'après les frais de production. Dans l'exemple cité, il est probable que les frais réels d'éducation seraient plutôt augmentés par les souscriptions de bienfaisance ; mais comme ces frais sont payés par d'autres personnes et non par les individus eux-mêmes, ils ne peuvent ni régler ni limiter l'ap-

[1] *Rich. des nat.*, liv. I, ch. 10, p. 171.

provisionnement, lequel, devenant et continuant à être plus abondant par l'effet de cet encouragement, maintient les traitements toujours bas, quels que soient, en réalité, les frais que coûte l'éducation des jeunes prêtres.

La tendance qu'ont les taxes des pauvres à faire baisser les salaires des journaliers, est un autre exemple pratique du même genre. Il n'est guère probable que les deniers de l'État puissent être administrés avec autant d'économie que le revenu des particuliers; par conséquent il n'est pas présumable que les frais nécessaires pour élever une famille puissent être diminués au moyen des secours accordés par les paroisses. Mais comme le public supporte un partie de la dépense, comme aussi ce secours s'adresse plus largement aux ouvriers chefs de famille, ce n'est plus une condition nécessaire pour avoir des journaliers, de payer leur travail d'un prix suffisant pour l'entretien de leurs familles; et comme au moyen des impôts levés par les paroisses au profit des pauvres on peut obtenir le nombre de travailleurs nécessaire sans leur donner des salaires proportionnés aux besoins de leurs familles, les frais réels qu'exige l'entretien des journaliers ne règlent plus le prix de leur travail.

Dans le fait, toute espèce de prime accordée à la production doit nécessairement avoir les mêmes effets, et plus ces primes tendent à abaisser les prix, plus elles démontrent que les prix se règlent sur les rapports établis entre l'offre et la demande et non sur les frais de production.

Mais le fait le plus frappant qu'on puisse imaginer pour prouver que les frais de production n'influent sur le prix des choses qu'autant qu'ils en règlent l'approvisionnement, est constamment devant nos yeux; je veux parler de la valeur artificielle qu'on donne aux billets de banque, en en limitant la quantité. Le plan admirable et efficace de M. Ricardo sur ce sujet est fondé sur le principe très exact que, si on peut restreindre l'émission des billets de banque, de manière que cette monnaie de convention ne s'élève point au-delà de la quantité d'or qui aurait circulé si l'agent de la circulation était métallique, il devient possible de maintenir toujours la valeur des billets au niveau de celle de l'or. Si cette réduction dans la quantité des billets émis pouvait s'effectuer entièrement, sans rendre le papier échangeable à volonté pour de l'or, je suis sûr que M. Ricardo admettrait également que, dans ce cas, la valeur des billets n'éprouverait pas non plus d'altération. Si donc un article dont la fabrication ne coûte comparativement presque rien, quoiqu'il remplisse l'importante fonction de l'or, peut être main-

tenu à une valeur égale à celle de l'or, lorsqu'il n'est offert que dans la même quantité de ce métal, il ne peut y avoir de preuve plus claire que la valeur même de l'or ne dépend des frais que sa production a coûté, qu'autant que ces frais influent sur la quantité offerte de ce métal, et que si ces frais venaient à cesser, pourvu que la quantité n'augmentât pas, la valeur de l'or en Angleterre se conserverait toujours la même.

Il ne résulte cependant en aucune manière, de ce que nous venons de dire, que le travail et les frais de production n'aient pas une puissante influence sur les prix; mais le véritable aspect sous lequel il faut envisager ces frais, c'est de les regarder comme une condition nécessaire de l'offre des objets demandés.

Quoique dans le moment même de l'échange de deux objets l'un pour l'autre, aucune circonstance n'influe sur cette transaction que le rapport entre l'offre et la demande, cependant, comme tous les objets de nos désirs sont obtenus par les efforts de l'homme, il est clair que l'approvisionnement de ces objets doit être réglé, 1° par la somme, l'habileté et la direction de ces efforts; 2° par le secours qu'on peut tirer des fruits d'un travail antérieur; et 3° par l'abondance ou la rareté des matériaux sur lesquels il faut travailler, et des aliments nécessaires pour la subsistance des ouvriers. Il importe donc d'examiner quelles sont les différentes conditions qui doivent être remplies pour qu'un produit quelconque continue à être porté au marché en quantité suffisante pour répondre aux demandes.

La première de ces conditions, c'est que le travail qui a été dépensé dans la production d'une denrée quelconque soit payé par la valeur des objets donnés en échange, de manière à encourager le développement d'une quantité suffisante d'industrie de même de nature; car, sans une rémunération convenable du travail, l'approvisionnement de la denrée doit nécessairement manquer. Si ce travail est très pénible, il y aura comparativement peu d'individus qui puissent ou qui veuillent s'y livrer; et, d'après les principes ordinaires de la valeur échangeable développés ci-dessus, le prix de cette sorte de travail doit s'élever. Si le genre d'ouvrage exige un degré extraordinaire d'adresse et d'intelligence, il sera encore payé plus cher; non pas seulement, comme le prétend Adam Smith, en raison du cas qu'on fait de ces sortes de talents [1], mais bien en raison de leur rareté, qui rend également rares les produits qui en résultent. Dans tous ces cas, la rémunération sera réglée, non d'après les qualités intrinsèques ou l'utilité de la chose pro-

[1] *Rich. des nat.*, liv. I, ch. 8, p. 134.

duite, mais d'après l'état de la demande qui en sera faite, comparée à l'offre, et par conséquent d'après la demande et l'offre de l'espèce de travail requis pour la production de l'objet en question. Si ce produit n'exige qu'un travail manuel, ou du moins aidé seulement des dons non appropriés de la nature, et s'il a été apporté immédiatement sur le marché, toute la rémunération appartiendra naturellement à l'ouvrier et la valeur en argent de cette rémunération, dans l'état présent de la société, équivaudra au prix ordinaire de la chose produite.

La seconde condition à remplir, c'est que les services que l'ouvrier peut retirer de cette accumulation antérieure des objets qui facilitent la production future, soient payés de manière à pouvoir lui être fournis de nouveau pour la production des objets requis. Si, au moyen d'avances faites à l'ouvrier en machines, en vivres et en matériaux amassés antérieurement, il peut exécuter huit ou dix fois autant d'ouvrage qu'il aurait pu en faire sans un tel secours, la personne qui lui aura fait ces avances semblerait, tout d'abord, avoir droit à réclamer la différence qui existe entre les forces productives du travail seul et celle du travail aidé de ces secours. Mais le prix des choses ne dépend pas de leur utilité intrinsèque, mais de l'offre et de la demande. L'accroissement des forces productives devant naturellement produire un surcroît de denrées, ces denrées baisseront nécessairement de prix, et la rétribution pour le capital avancé sera bientôt réduite à la somme qui, dans l'état actuel de la société, sera suffisante pour encourager l'application d'un tel capital à la production en question, dans la proportion des demandes effectives. Quant aux ouvriers employés, comme il n'est pas à supposer que leur activité ou leur adresse ait pu être beaucoup plus grande que s'ils n'avaient pas été aidés dans leur travail, leur rémunération sera à peu près la même qu'auparavant, et elle dépendra entièrement de la valeur échangeable de l'espèce de travail exécuté par eux, estimée comme à l'ordinaire, d'après la demande comparée à l'offre. Mais le prix du travail ainsi déterminé donnera à l'ouvrier, à l'aide de puissantes machines, une plus grande quantité de produits qu'auparavant, quoique proportionnellement cette quantité n'ait pas nécessairement augmenté. Il n'est donc pas exact de regarder, comme le fait Adam Smith, les profits du capital comme une déduction sur le produit du travail. Ces profits ne sont qu'une rémunération due pour la portion des services productifs fournis par le capitaliste, laquelle est estimée exactement de la même manière que la part des services de l'ouvrier.

La troisième condition indispensable, c'est que le prix des produits

soit suffisant pour assurer l'approvisionnement soutenu des aliments et des matières premières à l'usage des ouvriers et des capitalistes ; et nous savons que ce prix ne peut être payé, sans qu'il rapporte une rente au propriétaire foncier sur presque toutes les terres cultivées. Ce qu'Adam Smith dit au sujet des propriétaires fonciers est également inexact. Il parle d'eux comme de gens avides qui se plaisent à recueillir là où ils n'ont jamais semé, et qui forcent le laboureur à leur acheter la permission d'obtenir ces produits naturels, qui, à l'époque où la terre n'avait point de maîtres, ne coûtaient que la peine de les recueillir [1]. Mais il serait le premier à reconnaître que, si la terre n'appartenait à personne, son produit deviendrait, sans comparaison, moins abondant, au grand détriment des producteurs et des consommateurs. Or, si la terre doit être appropriée, il faut, nécessairement, qu'elle appartienne à un ou à plusieurs propriétaires. Il est indifférent à la société que ces personnes soient ou non les mêmes que celles qui cultivent la terre [2]. Le prix du produit sera réglé d'après la somme totale de

[1] ***Rich. des nat.***, liv. I, ch. 6, p. 67.

[2] Cette opinion de Malthus et trop absolue, et la science n'a pas le droit de pousser l'abstraction jusqu'à considérer les membres qui composent la société comme des unités spéculatives, des quantités insensibles, dont la condition économique est de peu d'importance, non pas seulement pour l'individu, mais encore pour l'État. La société, envisagée sous le rapport économique, doit souhaiter d'atteindre ce double but : 1° Que la plus grande somme de produit net territorial et industriel résulte du travail annuel, afin que l'abondance de la production mette chaque producteur, que l'on suppose pouvoir disposer dans ce cas de plus de moyens d'échange, en état de se procurer plus d'objets de consommation et d'améliorer son sort ; 2° que ce produit net se repartisse, autant que possible, entre les mains de chacun de ceux qui y ont concouru, en proportion du travail qu'il a mis en œuvre, du capital qu'il a avancé et de l'utilité des matières tirées du sol qu'il possède. C'est cette dernière condition, dont Malthus ne tient ici aucun compte, et qui est de la plus haute importance, non-seulement pour que la production augmente en raison de l'intérêt que porterait au résultat final chaque producteur rémunéré d'après ses efforts ou son apport social, subordonnés bien entendu aux rapports libres de l'offre et de la demande, mais encore pour hâter le perfectionnement moral des classes laborieuses et l'élévation graduelle des familles pauvres.

Il est superflu, après le principe qui vient d'être posé, d'entrer dans la discussion du cas particulier dont parle ici Malthus, et de montrer combien serait différentes, sous le point de vue économique, deux nations, dont l'une serait formée de cultivateurs propriétaires, l'autre de cultivateurs salariés, et quel accroissement de produit net, d'efforts intelligents, de moralité personnelle et de vertus civiles doit résulter nécessairement de la participation d'un grand nombre de familles à la propriété. S'il était indifférent à une société quelle classe de personnes possède le sol pourvu qu'ils produise, on arriverait par voie de conséquence rigoureuse à la justification de l'esclavage et des maux de l'Irlande. Que l'esclave vive

la quantité offerte comparée à la quantité demandée, et sera précisément ou approximativement le même, soit que le laboureur paye un fermage, soit qu'il cultive une terre qui ne paye pas de loyer. La seule différence, c'est que, dans le second cas, l'excédant de ce prix, après que le travail et le capital auront été payés, restera à la personne même qui a fourni le travail; c'est à peu près comme si l'on disait que le cultivateur serait plus heureux s'il était en même temps propriétaire du fonds qu'il cultive, ce qui est un fait incontestable. Mais il ne s'ensuit nullement que le cultivateur qui, dans la loterie de la vie humaine n'a pas gagné un lot de terre, se trouve opprimé et traité avec injustice, parce qu'il est obligé de donner quelque chose en échange pour le droit d'user de ce qui appartient à un autre. Les propriétaires fonciers, quels qu'ils soient, se conduisent à l'égard de leurs possessions, précisément de la même manière que les possesseurs de travail et de capital; les uns comme les autres louent ou échangent ce qu'ils possèdent, pour la somme de monnaie que la société est disposée à leur donner.

Les trois conditions que nous venons d'exposer doivent donc être nécessairement remplies dans toute société, afin d'obtenir l'approvisionnement de la partie incomparablement la plus considérable des denrées dont on a besoin; et la rétribution qui réalise ces conditions, ou le prix ordinaire de tout objet échangeable, peut être regardé comme composé de trois parts : celle qui sert à payer le salaire de l'ouvrier qui a travaillé à la production de l'objet; celle qui paye les profits du capital dont l'emploi a facilité cette production, et celle qui sert à payer la rente de la terre [1] ou à indemniser le propriétaire pour les matières

---

dans la dégradation et le mépris de toutes les lois divines et humaines; que le laboureur irlandais tombe d'inanition sur le sillon qu'il trace; peu importe : la question n'est pas de savoir de quelle manière le produit est obtenu, et quelle est la condition de ceux qui le mettent en état d'être amené sur le marché; il y a produit net, cela suffit. Telle est la conséquence d'un pareil principe, et Malthus eût été bien loin de l'accepter. La science ne saurait revêtir de sa sanction cette logique aussi égoïste qu'imprudente, qui peut bien être le langage des possesseurs d'hommes ou du propriétaire irlandais, mais que la raison et l'humanité condamnent; et elle se garantira de ces déplorables déviations, qui la mettent en état de suspicion légitime, si elle a toujours devant les yeux que l'objet fondamental de ses recherches est la population, et que l'homme n'est pas fait pour les produits, mais que ce sont les produits qui sont faits pour l'homme. (M. M.)

[1] Quoiqu'il soit vrai, comme on le verra dans le chapitre suivant, que la rente contribue peu à déterminer le prix du produit brut, cependant, dans presque tous les articles, une partie du prix peut se résoudre en rente. La raison en est que les mêmes espèces de produits qui se vendent exactement le même prix, ont une

brutes, les vivres et les produits de son sol qu'il a fournis : le prix de chacune de ces parts est déterminé exactement par les mêmes causes qui déterminent le prix total de la denrée.

Le prix qui remplit ces trois conditions est précisément celui qu'Adam Smith appelle prix naturel; et quand une denrée rapporte ce prix, il dit qu'elle se vend précisément ce qu'elle vaut. Mais je pense qu'il a ici pris la valeur dans un sens impropre et inutile. On dit à tout moment qu'une chose vaut plus qu'elle n'a coûté, y compris les profits ordinaires ; et dans le sens usuel et propre du mot *valeur*, on ne peut pas dire, en supposant des profits ordinaires, qu'une certaine quantité de blé, de vin de Bordeaux, ou de toute autre denrée ne vaut pas davantage, quand la denrée est rare, quoiqu'il n'y ait eu ni plus de travail ni plus de capital employé à sa production. La valeur d'une denrée, à l'endroit où elle est évaluée, c'est son prix courant, et non son prix naturel; c'est sa valeur intrinsèque en échange, déterminée par l'état de l'offre comparé à la demande, et non ce qu'elle a coûté. Il est inutile d'observer que le payement de tout impôt est une condition incidente de l'offre des marchandises qui contribue à augmenter leurs frais de production, aussi bien qu'à limiter leur quantité.

Mais s'il est généralement reconnu que les frais de production n'affectent le prix des denrées qu'autant que le payement de ces frais est une condition indispensable pour qu'il y ait un approvisionnement de ces denrées, et que les parties constituantes de ces frais obéissent aux mêmes causes que la totalité des frais de production, il s'ensuit évidemment que nous ne pouvons nous passer du principe de la demande et de l'offre, en y substituant celui des frais de production[1]. C'est le premier principe qui règle le prix naturel et nécessaire, aussi bien que le prix courant, avec la seule différence que le premier se fixe d'après le rapport ordinaire et moyen de la demande comparée à l'offre, et que le second, lorsqu'il diffère du premier, dépend des rapports extraordinaires et accidentels entre la demande et l'offre.

---

une valeur provenant de la rente bien différente ; or, plus grande est la valeur de la rente, plus petite est celle du travail et des profits ; c'est pourquoi la valeur variable de la rente dans les produits a peu d'influence sur leurs prix.

[1] L'un des deux principaux éléments des frais de production à savoir, le taux des profits, est particulièrement variable et essentiellement dépendant de l'offre et de la demande. Même en face des plus grandes variations dans le taux des salaires, nous pouvons supposer que beaucoup de marchandises réclament, pour être produites, les mêmes quantités de travail de même espèce. Mais de grandes variations dans le taux des profits, ne nous permettent pas de supposer qu'une marchandise puisse toujours exiger, pour être produite, la même somme de profits.

On a dit quelquefois qu'il n'existait pas de prix naturel[1]; mais avec l'explication qu'Adam Smith lui a donnée, ce terme est non-seulement très intelligible, mais encore d'une très grande utilité. Si l'on considère le prix naturel d'un produit comme composé d'abord de tous les salaires qui ont été comptés aux différentes périodes de la production aux différentes espèces de travail reconnues nécessaires, puis de tous les profits ordinaires des autres capitaux employés durant le temps variable pour lequel ils ont été avancés, et enfin de tout le fermage représenté par les matériaux et les aliments nécessaires à la vie obtenus à l'aide du pouvoir naturel du sol, dans ce cas, et en supposant que les choses sont dans leur état moyen et ordinaire et ne sont surchargées d'aucune taxe, il est certain que les prix ordinaires et moyens des produits coincideront avec le prix naturel. Le prix courant a toujours une tendance à se rapprocher de ce prix qu'on peut appeler, avec raison et utilité, prix naturel, nécessaire ou ordinaire. Ce prix détermine le taux auquel les produits s'échangent ordinairement l'un pour l'autre; et avec cette explication rien ne peut être plus simple ou plus généralement praticable. Le prix naturel d'un acre de bois taillis ou d'une centaine de moutons des hautes terres d'Écosse qui, dans un pays généralement bien cultivé, doit se composer principalement de fermages, peut aussi aisément s'analyser que le prix naturel du blé du dernier terrain mis en culture, là où la rente est peu considérable. Le prix naturel de cette sorte de marchandises qui exigent une grande quantité de capital fixe, où les rentrées du capital circulant sont plus lentes et où par conséquent le prix doit surtout consister en profits, peut se décomposer aussi facilement et d'une manière aussi satisfaisante que le prix d'un chapeau de paille ou d'une pièce de dentelles de Bruxelles. Là où les matériaux n'ont presque aucune valeur, le capital nécessaire est peu considérable, et les frais de production doivent presque entièrement consister dans le travail.

Il est évident que, lorsque, par une cause quelconque, les frais de production évalués en numéraire augmentent, sans qu'il existe une facilité plus grande de se procurer de la monnaie, l'évaluation que l'on fait généralement d'un produit, ou sa valeur échangeable venant de causes intrinsèques, s'accroît en proportion.

En expliquant les effets de la demande et de l'offre sur la valeur des

[1] Cette observation s'applique probablement à J.-B. Say, qui avait ainsi caractérisé la dénomination employée par Smith : « Ce prix n'a rien de plus *naturel* qu'un autre. Il est fondé sur le prix courant des services productifs, comme le prix relatif est fondé sur le prix courant des autres produits. » M. M.

produits, effets provenant, soit de causes temporaires, soit des frais ordinaires de production, j'ai pensé que le sujet serait mieux éclairci en se reportant d'abord aux époques pendant lesquelles la valeur de l'argent est regardée comme fixe; il est constant que pendant une telle période, c'est l'usage uniforme de la societé de représenter la demande par l'argent. Mais il est clair que nous ne pouvons donner à ces périodes une grande étendue. Nous savons que, les métaux précieux, malgré leur durée et la permanence de l'approvisionnement qui en résulte, sont sujets à de lentes variations de valeur, et de plus, qu'à des époques éloignées et dans différents pays, leur valeur a été essentiellement différente.

Il est donc absolument nécessaire de considérer comment une demande peut être représentée et mesurée, en tenant compte, d'ailleurs, de tous les changements qui peuvent survenir dans la valeur de l'argent.

La demande effective d'un produit est celle qui remplira les conditions naturelles et nécessaires de l'offre; ou, comme on l'a caractérisé plus haut, c'est le sacrifice que les demandeurs doivent faire pour continuer l'offre du produit dans la quantité exigée, sous l'empire des circonstances du moment.

Il est donc manifeste que si l'argent varie d'une manière essentielle, comparativement aux conditions naturelles et nécessaires de l'offre des produits, une certaine somme d'argent ne peut représenter une certaine demande, ou un sacrifice donné.

Dans chaque pays, il existe quelques produits obtenus par le travail seul; et si l'avance d'une certaine quantité de travail est la condition nécessaire de l'offre d'un produit en particulier, alors l'argent qui commandera un pareil travail représentera la demande effective du produit; c'est-à-dire, un demandeur ayant le pouvoir et la volonté de faire un sacrifice tel qu'il rendra l'offre efficace. Mais si, par lasuite, la valeur de l'argent baisse relativement au travail requis, la même quantité d'argent cesse évidemment de représenter la même demande. Personne, je pense, ne se hasarderait à affirmer qu'une once d'argent pur, considérée comme demande, entraînerait à notre époque l'offre de la même quantité d'une marchandise produite par le travail seul, qu'une quantité semblable d'argent aurait occasionnée, dans des circonstances semblables, sous le règne d'Edouard III, puisqu'à partir de cette époque la valeur de l'argent, comparée au travail, était devenue cinq ou six fois moins grande.

Cependant, quels que soient les changements qui aient pu avoir lieu dans l'état du numéraire, si les conditions de l'offre d'un produit, ou ses frais élémentaires de production, exigent une certaine quantité d'un

travail déterminé, le pouvoir de mettre en œuvre cette quantité de travail, qu'elle soit payée par une plus grande ou une plus petite quantité de produit ou d'argent, en sera une demande effective. Or il est évident qu'on ne peut dire la même chose de tout produit du travail.

En premier lieu, il n'y a aucun produit du travail qui soit la *seule* condition de l'offre d'une marchandise quelconque. En conséquence, puisque les conditions nécessaires de l'offre d'une marchandise, sont une certaine quantité d'un travail déterminé, aucune quantité d'un *produit* du travail ne peut continuer, comme une certaine quantité du travail lui-même, à représenter toujours la même demande effective de cette marchandise.

En second lieu, il n'y a aucun produit du travail qui, appliqué directement, entre, comme le travail lui-même, dans la composition de toutes les marchandises qui ont une valeur, pour y constituer l'élément principal dans les conditions de l'offre. Par conséquent, il n'y a aucun produit du travail qui puisse représenter la condition la plus importante de l'offre de toutes les marchandises, c'est-à-dire la quantité de travail absolument nécessaire à leur production, et l'on ne saurait dire qu'une quantité définie d'argent, de blé, de drap ou d'un produit quelconque du travail, sujet, ainsi que le sont tous ces objets, à des variations dans le rapport avec le travail, puisse continuer à provoquer une demande effective pour cette quantité définie de travail, sans laquelle la masse des marchandises ne peut être produite.

Mais si, pendant que les marchandises se vendent à leur prix naturel, la quantité de travail employée à la production d'un article particulier, absorbait la moitié, le tiers ou une portion, quelconque de la valeur intégrale, comme la demande de cette portion quelle qu'elle soit, et on peut la supposer de moitié, pourrait être représentée et mesurée par une somme de travail égale en quantité et en qualité à celle qui aurait été employée à la production de la marchandise, il est clair qu'un équivalent du double de ce travail serait une demande effective pour la totalité de l'article du produit, y compris les profits, la rente, les impôts, ou tout ce qui peut augmenter la difficulté d'amener la marchandise sur le marché, outre celle qui est occasionnée par l'avance de la quantité nécessaire de travail.

Disposant d'un pareil point d'appui et de cette base fondamentale pour ce qui regarde toutes les marchandises, c'est-à-dire la quantité de travail immédiat qui leur est appliquée, la conclusion précédente est un résultat nécessaire, c'est-à-dire que si une certaine quantité de travail peut représenter et mesurer la demande d'une certaine partie de la

valeur d'une marchandise, le multiple exact de cette quantité de travail doit représenter et mesurer la demande de la totalité. Et comme il n'y a que le travail qui puisse représenter et mesurer la demande pour cette partie aliquote de la valeur d'une marchandise qui consiste en un travail immédiat, il s'ensuit nécessairement qu'il n'est pas d'autre objet que le travail qui puisse représenter et mesurer la demande de la totalité d'une marchandise, dont la valeur se compose d'autres élements que le travail.

Lors donc que, par suite de changements dans la valeur de l'argent, relativement au travail, l'on ne peut plus représenter une certaine demande par une certaine quantité d'argent, cette demande peut fidèlement être représentée par une certaine quantité de travail.

Il s'ensuit donc que le pouvoir de commander une certaine quantité de travail d'un certain genre, combiné avec la volonté d'en faire l'avance, représente une certaine demande. Il faudra néanmoins observer que ce pouvoir n'est jamais en la possession des ouvriers eux-mêmes, mais de ceux qui emploient le travail et qui ont le pouvoir et la volonté de payer la quantité, petite ou grande, d'argent ou de marchandises qui est nécessaire dans l'état présent de la société, pour rétribuer la quantité requise de travail.

SECTION IV. — DU TRAVAIL QU'UN PRODUIT COUTE, CONSIDÉRÉ COMME MESURE DE LA VALEUR ÉCHANGEABLE DE CE PRODUIT.

Dans les deux sections qui précèdent, les causes qui affectent et déterminent les valeurs échangeables des marchandises ont été l'objet de nos investigations. Elles paraissent consister dans toutes les circonstances qui contribuent, à quelque degré que ce soit, à rendre l'acquisition des marchandises plus difficile: telles que la nécessité de payer des salaires d'une certaine quantité de travail, sans laquelle la marchandise ne peut être produite ; la nécessité de certaines avances d'un capital que personne ne consentira à fournir sans la rémunération ordinairement obtenue sous forme de profits ; enfin la fréquente nécessité de payements divers dûs à la rente, aux dîmes, aux impôts, aux monopoles artificiels, au défaut temporaire d'approvisionnement, provenant de causes accidentelles ou de l'état des saisons. Ce sont là des sources de difficultés qui, proportionnellement à leur degré d'importance, doivent faire hausser cette valeur échangeable des produits qui naît de causes intrinsèques; et, de plus, il nous a paru hors de contestation que le résultat de toutes ces causes de la valeur ont leur ex-

plication dans l'état de l'offre comparée à l'intensité de la demande.

Nous allons maintenant nous livrer à des recherches plus spéciales sur les *mesures* de la valeur, recherches qui évidemment ne se confondent pas avec celles que nous avons faites sur les *causes* de la valeur; car ce n'est que dans des cas bien rares qu'elles peuvent être représentées avec exactitude par le même objet [1].

Une mesure de la valeur est nécessaire dans un double but:

Premièrement, pour mesurer facilement et convenablement les valeurs relatives de tous les produits, comparés entre eux, et pour mettre à même tout vendeur d'apprécier les profits qu'il pourra retirer de leur débit. Ce premier but, l'argent l'atteint complètement.

Secondement, pour mesurer la difficulté avec laquelle un produit s'obtient, en y comprenant toutes les conditions attachées à son offre; puis, lorsque deux ou plusieurs produits, après un certain espace de temps, ont varié dans leurs rapports d'échange, pour nous mettre à même de savoir pour quel produit le changement a eu lieu et à quel degré [2]. Cette connaissance est de la plus haute importance, surtout pour ce qui regarde les marchandises du même pays, à des époques différentes; mais il est évident que comme l'argent, dans des périodes de quelque durée, est susceptible de subir des variations sensibles dans sa valeur échangeable, provenant de causes intrinsèques, il est impossible qu'employé comme mesure il puisse atteindre le but qu'on se propose.

Il reste donc à examiner s'il n'existe pas quelque autre objet susceptible de remplir les fonctions d'une mesure générale des valeurs et de satisfaire aux conditions posées.

Adam Smith, dans son chapitre sur le prix réel et le prix nominal des choses [3], dans lequel il regarde le travail comme une mesure universelle et exacte de la valeur, a introduit quelque confusion dans son sujet, faute de ne s'être pas toujours attaché au même mode d'application du travail qu'il propose comme mesure de la valeur.

Il parle de la valeur d'une chose comme étant mesurée tantôt par

---

[1] Le travail qu'un produit a coûté est la principale cause de sa valeur, mais on verra dans ce chapitre qu'il n'en est pas la mesure. Le travail qu'un produit peut commander n'est pas la cause de sa valeur; le chapitre suivant montrera qu'il en est la mesure.

[2] Rien ne me semble plus essentiel dans une « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, » que d'avoir les moyens d'établir une distinction entre la hausse d'un produit et la baisse d'un autre.

[3] Liv. I, chap. 5, p. 37.

la quantité de travail que sa production a coûté, tantôt par la quantité de travail qu'elle peut commander en échange.

C'est ce dernier sens, néanmoins, qu'il adopte le plus fréquemment, et auquel il attache le plus d'importance. « La valeur d'un produit, dit-il, pour celui qui le possède et qui n'entend pas l'user ou le posséder ou le consommer lui-même, mais qui a l'intention de l'échanger pour autre chose, est égale à la quantité de travail que ce produit le met en état d'acheter ou de commander. *Le travail est donc la mesure réelle de la valeur échangeable de tout produit*[1]. » D'autres expressions dans le même chapitre font également considérer le travail comme mesure de la valeur[2]; et dans une autre occasion, au milieu de digression sur la valeur de l'argent pendant les quatre derniers siècles, il s'exprime ainsi : « On doit se souvenir que le travail, et non pas un produit ou une masse de produits, est la *seule mesure* de la valeur de l'argent et de tous les autres produits[3]. »

Ces passages peuvent être regardés comme déterminant le sens spécial qu'Adam Smith attache au travail, pris pour mesure générale de la valeur d'échange. Il pourrait donc paraître inutile de rechercher à quel point le travail peut être considéré comme mesure de la valeur, lorsqu'il est appliqué de la manière rejetée en pratique par Adam Smith et pour ce qui regarde un état plus avancé de société, si, d'ailleurs, ce point de vue n'avait été adopté par quelques écrivains récents des plus distingués, comme formant la base d'une nouvelle théorie de la valeur. Mais cette recherche me semble devoir être faite, en raison même de cette considération scientifique; et l'on devra remarquer surtout que la question n'intéresse pas seulement la justesse d'une définition, mais encore la vérité d'une proposition. Il ne s'agit pas seulement d'examiner ce que devrait être la définition et la mesure de la valeur en échange, mais de s'assurer d'un fait, à savoir : si le travail employé à la production des choses doit déterminer ou mesurer le taux auquel elles s'échangent l'une avec l'autre; ce qui n'a lieu dans aucun état de société que nous connaissions.

Dans les temps les plus reculés, les profits ont dû figurer largement dans la valeur échangeable, comme constituant une condition nécessaire de l'offre. Pour faire un arc et des flèches il faut, de toute nécessité, que le bois et le roseau soient séchés et bien en état d'être apprêtés, et le temps pendant lequel l'ouvrier est obligé de garder ces matériaux avant qu'il puisse terminer son ouvrage, introduit dès lors un

---

[1] Liv. I, chap. 5, p. 38. — [2] *ibid.* p. 47. — [3] Liv. I, ch. 11, p. 258.

nouvel élément dans le calcul de la valeur. La promptitude variable des remboursements est un élément entièrement nouveau, et tout à fait indépendant de la quantité de travail engagé dans le capital. Toutefois, dans toutes les phases de la société, à sa naissance ou vers sa décadence, cet élément est de la plus grande importance pour régler la valeur échangeable.

Le capital fixe nécessaire pour creuser un canot, peut se réduire à un petit nombre de haches de pierre et de coquilles taillées en ciseau; et le travail qu'il a fallu employer à les fabriquer peut n'avoir été que très insignifiant, comparé à celui qui a dû ensuite être employé à l'ouvrage exécuté avec ces outils. Mais il faut encore que l'ouvrier ait auparavant abattu des arbres pour avoir du bois, et qu'il ait employé une grande quantité de travail aux différentes parties de son ouvrage, bien longtemps avant de pouvoir être indemnisé de ses peines, soit par l'usage de son canot, soit en l'échangeant pour des denrées; et pendant tout ce temps il a dû faire l'avance de tout ce qui est nécessaire pour sa subsistance. Mais la prévoyance et le sacrifice des jouissances présentes dans la vue d'un avantage et d'un profit futurs, si nécessaires dans ce cas, ont toujours été des qualités regardées comme très rares parmi les sauvages, et il n'est guères douteux que les matériaux qui exigent cette longue préparation ne soient comparativement très rares, et n'aient une grande valeur d'échange, d'après la quantité de travail qui a été dépensée pour les obtenir et pour se procurer le capital nécessaire à leur production. C'est pourquoi il me semble assez probable que, dans un tel état de société, un canot peut avoir une valeur d'échange double de celle d'un certain nombre de daims, qui auraient pu demander, pour être successivement exposés en vente, précisément autant de journées de travail, en y comprenant le capital fixe nécessaire d'arcs, de flèches, etc., qui a servi à tuer ces animaux. La grande différence de prix, dans ce cas, viendrait de ce que le travail employé à tuer chaque pièce de gibier se trouverait toujours payé dans peu de jours, tandis que le travail dépensé à la construction du canot ne serait peut-être remboursé que dans plus d'un an. Quel que fût, d'ailleurs, le taux des profits, la lenteur comparative des remboursements se ferait sentir dans le prix de chaque objet; et, comme il faut croire que chez les sauvages les avances nécessaires pour tout ouvrage d'un remboursement tardif doivent être comparativement fort rares, les profits du capital doivent être dans ce cas très élevés, et la différence de la valeur échangeable des différents objets dont la production et le capital avancé ont exigé une même quantité de travail, doit être très grande.

M. Ricardo en parlant des instruments qui auraient pu être nécessaires dans une première époque de la société pour tuer le castor et le chevreuil dit [1], que ceux qui ont fourni ces capitaux peuvent, selon les circonstances, « retirer une moitié, un quart ou un huitième du produit obtenu, le reste étant le salaire de ceux qui ont fourni le travail; néanmoins, cette division d'intérêts ne saurait affecter la valeur relative du produit; car, soit que les profits du capital montent à 50, à 20 ou à 10 pour 100, soit que les salaires des ouvriers s'élèvent ou s'abaissent, l'effet en serait le même dans les deux genres de travaux. » Mais il est de toute évidence, d'après ce qui a été dit, que si, à l'occupation de tuer un chevreuil, nous substituons celle de fabriquer un canot, dont l'achèvement entier exigerait un ou deux ans, et si nous supposons les profits à 50 pour 100, ce qui est très probable, la différence entre la valeur de ce dernier produit et celle d'un chevreuil, qui, se vendant du jour au lendemain, pourrait à peine être affectée par les profits, serait de 50 pour 100, par rapport à la même quantité de travail consacré à chacun de ces deux produits. En conséquence, dans les premières périodes de la société, la valeur relative des marchandises n'est ni déterminée ni mesurée par les quantités relatives de travail consacrées à leur production.

Dans les pays avancés en civilisation, il est évident que les mêmes causes qui font varier la valeur échangeable des choses, indépendamment du travail qu'elles ont pu coûter, doivent opérer de la même manière que dans l'enfance de la société. Il en est de même pour quelques autres causes, comme on peut le penser. A la vérité, les profits du capital ne seront probablement pas si élevés, et, par conséquent, la lenteur ou la rapidité des retours, ne pourra, sous le point de vue des profits, produire le même changement relatif sur les prix ; mais, en revanche, la différence dans la quantité du capital fixe employé est prodigieuse, cette quantité n'étant même presque jamais identique pour deux produits quelconques. En effet la différence dans les rentrées du capital varie quelquefois depuis deux ou trois jours jusqu'à deux ou trois ans.

La proposition de M. Ricardo, qui établit que la hausse du prix des salaires fait baisser le prix de beaucoup de produits, a sans doute tout l'air d'un paradoxe; et cependant elle est très vraie, et elle cesserait de paraître un paradoxe si elle était énoncée d'une manière plus simple et plus correcte.

---

[1] *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, ch. 1, p. 17, troisième édition anglaise.

M. Ricardo a reconnu que l'effet qu'il rapportait et qu'il attribuait à une hausse des salaires du travail est produit, en réalité, par une baisse des profits, qu'il considère comme une même chose[1]. Certes, personne n'eût rien vu de paradoxal dans cette proposition, et elle n'eût paru invraisemblable sous aucun rapport, s'il avait dit que la diminution des profits devait amener la baisse du prix des produits dans lesquels, en raison de la quantité du capital fixe employé, les profits de ce capital ont constitué d'avance le principal élément des frais de production. Car voilà en substance ce que M. Ricardo a dit à ce sujet. Dans l'exemple particulier dont il se sert pour éclaircir sa proposition, il suppose l'emploi d'une machine très puissante du prix de 20,000 livres sterling, qui exige fort peu de travail pour être mise en œuvre, ainsi que pour être conservée continuellement en bon état. Il suppose par conséquent que le prix du service annuel de cette machine se réduirait presque entièrement aux profits ordinaires des 20,000 livres sterling qu'elle aurait coûtés[2]. Il est certain que, si par une cause quelconque, les profits ordinaires du capital venaient à baisser, le prix de la marchandise produite baisserait à peu près dans la même proportion. Une baisse de profits de 20 à 10 p. 0/0 en réduirait presque le prix de moitié[3]. Ceci est suffisamment clair. Mais les effets qui doivent résulter d'une supposition contraire n'ont pas été suffisamment pesés par M. Ricardo, et il a entièrement négligé le résultat général.

Voici, ce me semble, l'état de la question, considérée sous un point de vue général. Il y a une très grande quantité de produits dans lesquels la proportion qui existe entre la valeur du capital et celle du travail annuellement employé est, à des degrés différents, très considérable ; ce qui est un effet de la grande quantité de capital fixe engagé et du temps considérable qui s'écoule avant la rentrée des profits de ce capital fixe ou circulant. Dans tous ces cas, il est naturel de supposer que la baisse des prix provenant de la diminution des profits doit, à des degrés différents, plus que compenser la hausse qui résulterait naturellement de l'accroissement du prix de la main-d'œuvre; et

[1] « Toute hausse des salaires, ou ce qui est la même chose, toute baisse des profits, tendrait à faire baisser la valeur relative des marchandises qui ont été produites avec un capital d'une nature durable. » p. 37, troisième édition anglaise.

[2] Page 37, troisième édition.

[3] Dans un exemple semblable qui se trouve dans la première édition de M. Ricardo, il établit distinctement qu'un changement pourrait avoir lieu dans les valeurs relatives de deux produits, jusqu'à 68 pour cent, par suite de la baisse des profits, sans qu'aucun changement ait lieu dans les quantités relatives du travail employé à chacun de ces deux produits.

par conséquent, dans la supposition d'une hausse dans le prix de la main-d'œuvre en monnaie, et d'une baisse dans le taux des profits, tous ces produits doivent naturellement baisser de prix, à des degrés différents.

D'un autre côté, il existe beaucoup de produits, dans lesquels, en raison de l'absence d'un capital fixe et de la rapidité des rentrées journalières du capital circulant, la proportion entre la valeur du capital et la quantité de travail employé est très faible. Un capital de 100 livres sterling, dont la rentrée se fait toutes les semaines, peut payer annuellement autant de travail que 2,600 livres sterling, dont les rentrées ne se font qu'au bout d'un an; et si la rentrée du capital avait lieu tous les jours comme cela arrive dans quelques cas peu communs, l'avance d'un peu plus de ce que coûte la journée d'un ouvrier pourrait suffire pour payer plus de trois cents journées de travail dans le cours d'une année. Or, il est évident que sur les profits d'aussi minces capitaux, il est non-seulement tout-à-fait impossible de prendre une hausse de sept pour cent dans le prix de la main-d'œuvre; mais qu'il n'y aurait pas même la possibilité de prendre un demi pour cent. Dans la première supposition, une hausse seulement d'un demi pour cent absorberait, si le prix du produit restait le même, plus que le profit total des cent livres; dans la seconde, elle absorberait beaucoup plus que la totalité du capital avancé. Si donc les prix des produits, dans lesquels la proportion de la main-d'œuvre est très grande, comparée au capital qui l'emploie, ne haussent pas à mesure que le prix de la main-d'œuvre s'élève, il faut que la production de ces sortes d'ouvrage soit abandonnée sur le champ. Mais elle ne le sera certainement pas. Par conséquent, aussitôt qu'il y aura hausse du prix de la main-d'œuvre et diminution des profits, une grande quantité de produits hausseront de prix.

Il est cependant incontestable qu'il y aura une classe de produits dont le prix, par l'effet de causes opposées, restera stationnaire; mais, d'après la nature même de la proposition, cette classe doit, en théorie entrer à peine en ligne de compte. Quoi qu'il en soit, quelque part qu'on trace la limite de cette catégorie, elle ne peut comprendre qu'un très petit nombre d'objets; tous les autres monteront ou baisseront de prix aussitôt qu'il y aura une hausse dans le prix de la main-d'œuvre et une baisse dans les profits, quoique la même quantité de travail continue à être employée à leur production [1].

---

[1] Dans tout le cours de cette discussion, j'ai supposé la monnaie dans les mêmes conditions que l'entend M. Ricardo, et alors les effets seront ceux que j'ai décrits et qu'a établis M. Ricardo dans sa troisième édition (p. 45); mais cette monnaie, comme

Que devient alors cette doctrine d'après laquelle la valeur échangeable des marchandises se proportionnerait à la somme de travail consacrée à les produire? Il paraît maintenant que le prix de tous les objets, loin de rester invariable, alors que la quantité de travail consacrée à la production ne change pas, tend au contraire à suivre les fluctuations qui agissent sur le taux et l'importance des profits, et cela en raison de causes bien connues et dont l'influence semble constante et universelle.

Il est d'autres causes encore toutes puissantes dans la pratique, et qui s'opposent à ce que la valeur des marchandises se règle sur la somme de travail qu'elles ont coûtée. Mais celles que nous avons déjà énumérées sont à la fois si radicales et si puissantes, qu'il nous semble assez inutile d'en rechercher et d'en invoquer d'autres. Il est, en effet, à peu près impossible de trouver deux variétés de produits qui puissent s'échanger mutuellement, en prenant pour base la quantité de travail nécessaire pour les créer. Cependant, en considérant les profits comme du travail accumulé sous forme de salaires, on pourrait arriver à leur donner le nom de travail, et établir ainsi la justesse et la convenance de cette base d'échanges. Mais, comme l'a parfaitement démontré Adam Smith [1], les profits diffèrent des salaires, à la fois dans leur essence et dans les principes qui les régissent. On ne saurait donc admettre l'assimilation des profits au travail, sans admettre en même temps l'assimilation de la rente aux salaires, c'est-à-dire sans admettre une théorie anti-philosophique, et éminemment propre à bouleverser la nomenclature de la science [2], à détruire la méthode, et à introduire une déplorable confusion dans la langue de l'économie politique.

Il est donc permis d'affirmer que le travail, accumulé et immédiat, engagé dans la production, n'est pas le seul élément sur lequel se règle et se mesure la valeur relative des marchandises échangées en tel lieu et tel moment donné, et cela, indépendamment de l'utilité qu'il y aurait d'ailleurs à déterminer exactement l'importance et la quantité de ce travail.

---

nous le verrons, n'est pas constituée de manière à servir de mesure pour la valeur. En réalité, toutes les marchandises obtenues par la même quantité de travail baissent en même temps que les profits.

[1] Liv. I, ch. 6, p. 153.

[2] J'ai indiqué plus haut comment on pouvait se servir du travail pour mesurer la valeur que les profits communiquent à une marchandise, mais je n'ai jamais pu comprendre qu'on admît comme un surcroît de travail consacré à un produit, le fait seul de conserver ce produit pendant plus ou moins de temps, avant de l'amener sur le marché.

Mais si la valeur relative des marchandises échangées au même lieu et à la même époque, ne se règle pas sur le travail employé à les produire, de quelque nature que soit d'ailleurs ce travail, n'est-il pas évident que des marchandises échangées en des lieux différents et à différentes époques s'éloigneront plus encore de cette base d'évaluation?

Relativement à la valeur intrinsèque des marchandises, il a été reconnu, d'une manière encore plus évidente, que la valeur du travail consacré à la production ne représente jamais celle du produit complet et achevé, que même il n'existe une certaine proportion entre ces deux faits que dans les cas fort rares, où il n'a fallu que du travail, et où le produit a été immédiatement amené sur le marché. Presque toujours une infinité de circonstances souvent fort puissantes viennent se joindre au travail pour accroître la difficulté où l'on est de se procurer certains objets. Il suffit d'un simple coup-d'œil jeté autour de nous pour nous convaincre de cette proposition, et pour reconnaître qu'en des moments divers et en des lieux divers, le travail, considéré comme mesure de la valeur des marchandises, doit nécessairement reproduire les oscillations, les incertitudes qu'il présente, alors qu'on l'étudie relativement à un seul point et à une seule époque.

D'où il résulte que la somme de travail consacrée à la production des marchandises n'a aucun des deux grands caractères qui constituent une mesure des valeurs. En effet, elle ne peut servir à déterminer, comme la monnaie, le taux auquel peuvent s'échanger des marchandises au même lieu et à la même époque; encore moins peut-elle servir à mesurer les difficultés qu'il faut vaincre, les sacrifices qu'il faut faire pour obtenir certains produits à différentes époques et en différents lieux. Elle ne nous permet donc ni de reconnaître quand la valeur relative des deux ou plusieurs marchandises a varié, ni de déterminer la nature et l'importance de ces variations [1].

---

[1] On trouve, à la fin de la sixième section du premier chapitre de M. Ricardo, le passage suivant : « Je n'ai pas dit, et je crois nécessaire de le bien établir ici, que, par cela seul qu'une marchandise avait exigé, pour sa création, une somme de travail équivalente à 1,000 liv. st., et une autre marchandise une somme de travail équivalente à 2,000 liv. st., je n'ai pas dit que, par cela seul, l'une des deux vaudrait 1,000 liv. st. et l'autre 2,000 liv. st. J'ai seulement dit que leur valeur relative serait dans le rapport de 2 à 1, et qu'elle s'échangerait sur cette base. Il importe fort peu, en effet, à la vérité de cette doctrine, que le prix de cette marchandise soit de 1,000 liv. st. pour l'une, et de 2,000 liv. st. pour l'autre, ou 1,500 liv. st. et 3,000 liv. st., c'est là une question dont nous n'avons pas à nous occuper en ce moment. Je la néglige donc, et j'affirme seulement que leur valeur relative sera déterminée, réglée par la quantité relative du travail reparti sur cha-

SECTION V. — DU TRAVAIL QU'UNE MARCHANDISE PEUT ACHETER OU COMMANDER, CONSIDÉRÉ COMME MESURE DE LA VALEUR EN ÉCHANGE.

Si nous déterminons la valeur d'un objet en raison de la quantité de travail qu'il peut acheter ou commander, c'est-à-dire si nous acceptons le travail pour mètre de la valeur, dans le sens qui lui a été si fréquemment assigné par Adam Smith, il nous apparaîtra comme une mesure essentiellement distincte de toutes les autres, et comme devant régler, aussi exactement que le permet la question, la valeur intrinsèque et relative des échanges.

Tous les esprits sont d'accord pour reconnaître que, dans les mêmes lieux et pour une série d'années limitée, les métaux précieux servent admirablement à mesurer la valeur relative des marchandises. Or, ce qui est vrai des métaux précieux, relativement à la valeur relative et à la valeur nominale des marchandises, est vrai aussi du travail, envisagé comme nous venons de le faire.

Il est évident en effet qu'au même lieu, au même moment donné, les différentes quantités de travail que différentes marchandises pourront commander chaque jour, seront en parfaite proportion avec leur valeur relative en échange. Si donc deux marchandises achètent la même somme du même travail, elles devront nécessairement s'échanger entre elles.

Un négociant pourrait ainsi régler ses affaires et calculer ses bénéfices d'après l'excédant de travail que ses importations, comparées à ses exportations, pourraient commander ou acheter. Que la valeur des marchandises doive s'élever en raison de la faiblesse des approvisionnements, par suite d'un monopole absolu ou partiel; qu'elle s'accroisse sous l'influence de la rareté des matières premières, de la nature particulière du travail engagé dans la production ou de bénéfices exceptionnels; qu'elle diminue par le perfectionnement des machines ou hausse

---

cune d'elles. » C'est sur cette théorie de valeur *relative*, que M. Ricardo a élevé tout l'édifice de ses calculs et de ses déductions, et cela sans y avoir introduit aucune des modifications que dans deux sections précédentes il avait jugées nécessaires. Mon but, dans cette section, a été de démontrer que la valeur *relative* des marchandises n'est pas, ne saurait même être régie par la quantité de travail consacré à les produire, ainsi que le prétend le passage cité : il y a plus, ce passage lui-même n'admet pas qu'un travail de 1,000 liv. st., réalisé dans une marchandise, lui doive donner, *par cela même*, une valeur de 1,000 liv. st. M. Ricardo n'a pu commettre cette incroyable erreur, qui consisterait à confondre le travail avec les profits, et la somme de travail accumulé dans la mise en activité des capitaux engagés et des matériaux, avec les *profits* perçus sur ces mêmes capitaux et ces mêmes matériaux, choses essentiellement distinctes.

en même temps que les frais de production ; enfin, que cette valeur repose, à tel moment donné, sur des circonstances permanentes ou temporaires, visibles ou latentes, il n'en demeure pas moins établi que la somme de travail à laquelle elle correspond ; en d'autres termes, la somme de travail, calculée en espèces, que l'on consent à donner pour l'obtenir, représentera d'une manière fort exacte la valeur relative des marchandises échangées. En un mot, cette mesure coïncidera exactement dans le même lieu, dans le même moment, avec le prix en argent des marchandises.

On objectera peut-être qu'ainsi concentré dans le même espace et dans le même temps, le principe pourrait s'appliquer à toute espèce de marchandise, et que ce qui a été établi pour le travail conviendrait aussi bien au drap, au coton, au fer, au houblon, ou à tout autre objet. Ainsi deux marchandises qui, dans les mêmes conditions de lieu et de temps, achèteraient ou commanderaient la même quantité de drap, de coton, de fer ou de houblon, auraient la même valeur et s'échangeraient exactement l'une avec l'autre. Rien de plus vrai, en effet, si nous choisissons une époque précise, absolue, et si nous désirons seulement établir le rapport qui existe entre certains produits destinés à un échange réciproque. Mais cette comparaison tombe d'elle-même, si nous adoptons des époques différentes, et surtout, si nous prenons comme point de départ, la base essentielle de la valeur de toute marchandise, c'est-à-dire la difficulté d'obtenir cette marchandise ou l'insuffisance de l'offre comparée à la demande.

Une des raisons qui ont servi le plus puissamment dans la pratique à rendre la monnaie supérieure, comme mesure des valeurs, à toute autre marchandise, c'est que non-seulement le rapport établi entre elle et le travail change infiniment moins vite que celui du drap, du coton, du fer, du houblon, etc., mais encore, c'est qu'ayant été partout adoptée comme intermédiaire des échanges, ce rapport est plus facile à saisir, mieux connu des habitants de tous les pays. Or, tant que le rapport entre le travail et la monnaie sera connu et invariable, la valeur en argent des marchandises exprimera non-seulement leur rapport entre elles, mais encore la difficulté de les obtenir, les conditions normales du marché, le rapport entre l'offre et la demande dans quelque situation qu'il se trouve; ce qui comprendra naturellement leur pouvoir d'acheter provenant de toutes les causes intrinsèques dont elles ont subi l'influence.

Dans de telles circonstances donc, et toutes les fois que la relation établie avec le travail demeure connue et constante, la monnaie peut

servir à mesurer à la fois la valeur relative et la valeur intrinsèque d'échanges.

Mais puisque les oscillations qui troublent cet équilibre avec le travail, sont précisément la cause qui enlève à la monnaie ce caractère de *mètre*, il en résulte que le travail acheté par une marchandise étant nécessairement une mesure de sa valeur échangeable, la substitution du travail à la monnaie doit nous donner la mesure que nous demandons.

C'est pourquoi il nous reste maintenant à déterminer jusqu'à quel point la somme de travail que peut acheter une marchandise, doit être considérée comme une mesure d'échange positive et applicable à différents pays et à différentes époques. Ce caractère d'universalité a toujours été considéré, en effet, comme une des propriétés essentielles, fondamentales d'un étalon des valeurs. On se rappelle, d'ailleurs, que j'ai essayé de démontrer, je crois avec succès, que la qualité de mesure des valeurs n'indique pas une faculté générale d'acheter possédée par une marchandise particulière, mais son pouvoir d'acheter provenant de causes intrinsèques, ce qui comprend toutes les causes, de quelque genre qu'elles soient, qui ont contribué à limiter son offre comparativement à la demande.

Aussi, en ayant soin d'avoir présent à notre esprit le sens précis de ces mots : *valeur* d'une marchandise en tel lieu et en tel temps, comparons la valeur de deux marchandises différentes produites, l'une sous le règne d'Edouard III, l'autre sous le règne de Guillaume IV.

Et d'abord, pour jeter plus de clarté sur la discussion, supposons que le travail agricole de ces deux époques, pris comme étalon, ait eu la même énergie, se soit prolongé pendant le même nombre d'heures. Supposons encore que, pendant ces deux périodes, et pendant tout l'intervalle d'années qui les sépare, il y ait eu des produits créés par l'agriculture seule et immédiatement amenés sur le marché.

Ces suppositions me semblent se rapprocher beaucoup de la situation même du pays depuis Édouard III. Il ne faut pas être bien hardi pour admettre que la force physique des hommes d'alors égalait celle de nos contemporains, et que la journée de l'ouvrier agricole n'a pas sensiblement varié depuis : d'un autre côté, il est reconnu que, dans toutes les phases de la société, il existe une certaine quantité de produits dont la création est due au travail seul.

Il est évident que de tels produits, même créés à des époques différentes, s'échangent constamment en raison de la quantité de valeur qu'ils auraient coûté. Et en comparant la valeur de ces marchandises, il semble donc, qu'ayant été produites avec la même somme et la même

nature de travail; qu'ayant, de plus, été immédiatement jetées sur le marché, elles ont dû offrir, à toutes les époques, le même rapport entre l'offre et la demande, et, par conséquent, être considérées comme étant de la même valeur.

Quant aux marchandises créées par la seule force du travail et instantanément dirigées sur le marché, il est évident que le travail consacré à leur production équivaudra, en moyenne, précisément au travail qu'elles pourront acheter. Or, il a été reconnu que le rapport des marchandises entre elles, quelle que soit d'ailleurs leur variété, répond exactement à la quantité de travail qu'elles peuvent commander dans le même temps et dans le même lieu. Par conséquent, si la valeur des marchandises produites par le travail seul sous le règne d'Edouard III, est celle des marchandises produites par le travail seul sous Guillaume IV, dans le rapport des quantités de travail qu'elles peuvent acheter à ces diverses époques, il en résulte nécessairement que la valeur de toutes les marchandises créées sous Édouard III devra être égale à celle de toutes les marchandises créées sous Guillaume IV, quelle que soit d'ailleurs leur variété, dans le rapport exact de la somme de travail qu'elles peuvent réciproquement payer. D'où il résulte encore que la valeur de toute marchandise soumise à des alternatives d'abondance et de disette et issues du travail seul, ou du travail combiné dans de certaines proportions avec les profits, la rente, les taxes, aura, pour mesure constante et universelle, la somme de travail qu'elle pourra commander.

Les considérations qui vont suivre prouveront, d'ailleurs, que ce moyen de mesurer la valeur des marchandises ne perdrait rien de son exactitude dans le cas où la somme des produits ou des salaires distribués à l'ouvrier viendrait à changer.

Admettons, — ce qui probablement ne s'éloigne pas beaucoup de la réalité, — qu'un homme occupé à pêcher des crevettes obtienne une rémunération égale à celle de l'agriculteur; et admettons encore que du temps d'Edouard III, le pêcheur pouvait recueillir chaque jour, et en moyenne, 800 de ces crevettes. S'il arrivait que longtemps après et par des causes diverses, le nombre des crevettes qui fréquentent nos côtes vînt à doubler et élevât à 1,600 le produit d'une journée de travail, n'est-il pas évident que, logiquement et économiquement, il nous faudrait dire que c'est la valeur des crevettes qui a baissé, et non celle du travail qui a crû dans certaines proportions. De même, si les crevettes désertaient nos rivages au point de réduire le résultat d'une journée de travail à 400, ne faudrait-il pas dire aussi que les crevettes ont haussé et non que le travail a baissé de valeur ?

La valeur des crevettes se trouverait ainsi déterminée par le rapport de l'offre à la demande. Dans l'hypothèse actuelle, la demande des produits quotidiens de la pêche serait mathématiquement représentée par la faculté d'acheter le travail d'un jour, quelque abondants ou quelque rares qu'aient été d'ailleurs les moyens d'existence de l'ouvrier. La demande ainsi donnée, on en déduit que la valeur d'un nombre déterminé de crevettes s'établit en raison inverse de l'approvisionnement.

Si maintenant il coûtait au même pêcheur autant d'efforts pour prendre 100 langoustes que pour prendre 400 crevettes, et si pourtant il trouvait avantageux de continuer à pêcher des langoustes, n'y aurait-il pas une ruineuse absurdité à dire que la valeur intrinsèque du travail s'est trouvé altérée par cela seul que la nature ou la masse des produits a variée? N'y aurait-il pas une absurdité égale dans le cas supposé plus haut, où le travail avancé se trouve être exactement de même nature et de même durée; n'y aurait-il pas, dis-je, une absurdité égale à dire que la différence, dans les produits obtenus, naissant de la surabondance ou de la rareté du produit, relativement à une quantité déterminée du travail quotidien, peut avoir et a la moindre action sur la valeur du travail avancé?

Cette influence serait tout aussi nulle dans le cas où les changements intéresseraient la somme de travail déjà dépensée et non la quantité de poisson obtenue. Quand bien même la demande se trouverait généralement accrue ou déterminée par un accroissement ou une diminution de population, il n'en demeure pas moins établi que la faculté d'acheter le travail d'une journée, représenterait constamment une demande fixe et d'une importance égale. Si, d'un autre côté, et en raison d'un plus grand nombre ou d'un plus petit nombre de concurrents, un pêcheur arrivait à augmenter ou à diminuer le montant de sa pêche, le poisson paraîtrait abondant ou rare comparativement à la demande : mais, dans les deux cas, la valeur irait en sens inverse de l'offre et se mesurerait par la somme de travail qu'une certaine quantité de poisson pourrait acheter.

D'où il résulte que les variations qui agissent sur la quantité des produits obtenus par le même travail, là où le travail est le seul élément de production, peuvent bien introduire, et introduisent en effet de grandes altérations dans la valeur d'une quantité donnée de ces objets, mais ne changent en rien la valeur d'une quantité donnée de travail. Nous irons même plus loin, et nous dirons : les salaires si variables payés au travailleur en monnaie ou en blé, et pour le même travail fait à des époques différentes, ne changeraient rien à la valeur de ce travail lui-même ni

à ses fonctions de mesure des valeurs, alors même que dans la production des marchandises, le travail se combinerait avec les profits, les rentes, les taxes, ou tout autre élément constitutif de la valeur intrinsèque des choses.

L'histoire de notre pays, si les documents sont exacts, nous apprend qu'à une époque postérieure au règne d'Edouard III, c'est-à-dire de 1444 jusqu'à la fin du règne de Henry VII, l'ouvrier gagnait près de deux *pecks* de blé[1] par jour, tandis que sous Edouard III il gagnait moins, et sous Élisabeth infiniment moins qu'un *peck*. Eh bien, il nous parait certain que les salaires en blé de l'ouvrier n'auraient pu doubler ainsi pendant si longtemps, si une cause spéciale, peut être même si une réunion de causes diverses, n'avait accru l'approvisionnement du blé, relativement aux besoins des consommateurs. Soit que ces altérations aient eu pour source la destruction de la population pendant les guerres civiles, ou le développement des cultures à la chute du régime féodal, ou même ces deux grandes causes réunies, l'effet aura dû être le même sur l'offre comparée à la demande. Il faut toujours se rappeler que l'homme, par la multitude de ses besoins et de ses facultés, est la source première de toute demande, et que l'accroissement ou l'affaiblissement de la population diffère essentiellement de l'accroissement ou de la diminution de toute marchandise. En effet, dans le cas où la masse de cotonnades viendrait, par exemple, à diminuer considérablement, il y aurait probablement une réaction immédiate sur les marchandises de laine qui pourraient être plus demandées; là s'arrêterait cette révolution industrielle. Mais supposez que cette diminution ait frappé la population, et vous frappez la consommation dans sa source même; il arrivera alors que tous les produits auparavant consommés seront comparativement en excès, et que la production de certains objets pourra être rendue plus facile.

C'est pourquoi l'ouvrier, pendant toute l'époque d'abondance à laquelle nous avons fait allusion, a pu se procurer une plus grande quantité de blé, ce qui lui a incontestablement départi un accroissement de bien-être, de prospérité. Mais l'amélioration de sa fortune, il la doit, non à la baisse du blé, mais à la hausse survenue dans la valeur du travail. Tout objet qui conserve sa valeur intacte et immuable doit nécessairement pouvoir acheter une quantité plus forte d'un autre objet dont la valeur a fléchi.

---

[1] Le peck vaut 9 litres, 0269; 4 pecks sont une mesure équivalente à 1 bushel de 8 gallons. (M. M.)

Le même raisonnement s'applique aux variations qu'éprouvent les salaires en argent distribués aux ouvriers. Du temps d'Edouard III, la journée des ouvriers ordinaires se payait environ 15 cent. (*three half pence*), ce qui, eu égard à la différence dans la quantité réelle de métal contenu dans la même somme nominale, représente environ 40 c. (*four pence*) de notre monnaie actuelle. Conséquemment, si nous admettons que les salaires en argent de l'ouvrier s'élèvent aujourd'hui en moyenne à 2 fr. 40 c. ou 2 fr. 50 c., nous verrons que le prix en argent du travail, depuis le règne d'Édouard III, a quintuplé et même sextuplé. Mais personne ne s'imagine, je pense, que la *valeur* du travail se soit élevée dans de telles proportions. Nous savons tous fort bien que la valeur de la monnaie a diminué, et si le travail a conservé, d'ailleurs, son essence et son caractère, nous savons aussi que les conditions d'abondance et de rareté d'une certaine quantité d'argent, les frais nécessaires de sa production, la moyenne du rapport existant entre l'offre et la demande, enfin sa faculté d'acheter venant de causes intrinsèques à différentes époques, que toutes ces choses se trouvent fidèlement représentées par la quantité de travail qu'une quantité d'argent déterminée pourra acheter à chaque période.

En étudiant la valeur des marchandises dans différents pays, et à la même époque, et en attribuant au travail agricole les mêmes caractères, nous arrivons à des conclusions identiques. Cependant il s'établira dès lors ici un échange immédiat et réel : le produit des mêmes quantités du même travail, soumis à diverses circonstances, s'échangera contre des quantités de monnaie infiniment variables, par la raison fort simple que le taux des échanges se règle universellement sur les prix en argent.

Rien de plus vrai, de plus évident. Mais dans les circonstances de ce genre, et elles sont nombreuses, il est évident que la différence entre le prix en argent des produits créés par la même quantité de travail dans plusieurs pays, provient de la différence qui s'est établie dans la valeur de la monnaie et non dans celle du travail. Les pays où la nature n'a pas placé de mines de métaux précieux, ne peuvent les obtenir qu'en échange de certaines marchandises d'exportation, et il se peut que le sol, la situation, les habitudes de certains pays influent sur la production des objets d'exportation, de manière à la comprimer et à l'affaiblir ; et cela, quand bien même les ouvriers de ces pays travailleraient avec autant d'énergie et d'habileté, que ceux des contrées où abondent les marchandises susceptibles d'être exportées.

Si deux nations parfaitement isolées l'une de l'autre consacraient la

même quantité du même travail à l'exploitation de deux mines d'argent, et que la fécondité de l'une de ces mines fût double de celle de l'autre, il en résulterait nécessairement que la masse d'argent comparée à la demande, ou la valeur en échange, dérivant de causes intrinsèques, serait plus faible dans un pays et plus élevé dans l'autre. Nous n'hésiterons pas à dire alors que la différence des prix provient de la différence introduite dans la valeur de la monnaie, et non dans la valeur du travail. La conclusion resterait la même dans le cas où ces différences de prix et d'abondance proviendraient de la supériorité et de l'infériorité relative des machines employées pour extraire les métaux. Dans le pays où fonctionneraient des machines perfectionnées, non-seulement le travail du mineur, mais encore celui de toutes les autres industries, hausserait dans sa valeur en argent. En comparant les deux pays ensemble, il serait donc vrai et utile de dire que le prix du travail est le même des deux côtés, mais que la valeur de l'argent y diffère essentiellement. Toutes les autres conditions de profits, de dépenses, étant d'ailleurs les mêmes, un déploiement de force physique égal dans les deux pays produirait effectivement, dans celui qui possède les mines les plus riches, comparé à l'autre, une masse d'argent double.

De tous les récits qui nous ont été faits sur les aventuriers Chinois établis dans les différentes parties de l'Asie Orientale, il ressort que les classes ouvrières de la Chine sont remarquables par leur activité, par leur énergie, par leur merveilleuse adresse dans la fabrication de ces articles de ménage, qui n'exigent pas la puissante intervention des machines. Il serait donc injuste de dire que, en dehors des machines et d'autres avantages spéciaux, le travail des Chinois n'égale pas le nôtre. Et cependant, nous savons que les salaires sont excessivement faibles en Chine. Cette anomalie apparente s'explique par la faiblesse des exportations comparées à la masse de la population, par l'immense étendue du territoire de l'empire, encore accru par une grande partie de la Tartarie, et sur lequel les métaux précieux importés se répandent, s'éparpillent à l'infini, de manière à ne s'accumuler nulle part. D'où il résulte que la valeur de ces métaux a comparativement fort peu baissé depuis le découverte de l'Amérique; d'où il résulte encore que les dépenses nécessaires pour produire une livre d'argent, la quantité de travail, de rente, de profits Chinois accumulée dans les marchandises d'exportation qui servent à l'acheter, sont infiniment plus considérables qu'en Europe. Il serait dès lors parfaitement absurde de mesurer la valeur du travail en Chine par la monnaie, au lieu de mesurer la monnaie par le travail.

Et cependant, il n'en est pas moins vrai qu'un produit Chinois expédié à Hambourg s'y vendrait en raison de son prix en Chine, grossi du fret, de l'assurance, des profits du voyage. Aussi, un négociant anglais, spéculant sur des marchandises de Chine et de Hambourg, calculerait incontestablement leur valeur relative d'après leur coût en argent, sans s'occuper des quantités fort diverses de travail qui ont servi à les produire. Si, d'ailleurs, il arrivait à connaître l'énorme somme de travail consacré à produire ces articles de Chine, qu'il peut obtenir au même prix que les marchandises de Hambourg, il en concluerait fort probablement que l'industrie chinoise ne cote pas très haut ses efforts. Comme l'a fait si justement observer Adam Smith, le négociant n'a dans toutes ses opérations à considérer que le prix en argent.

C'est pourquoi le travail en Chine paraîtrait au négociant anglais, acheteur à Hambourg, avoir une valeur tout à fait infime. Jusque là, il serait dans le vrai : mais il commettrait une erreur palpable, s'il en concluait que cette valeur est par cela même fort peu élevée en Chine. En effet, quand on parle de la valeur en argent de tel ou tel produit *en Chine*, on limite la question, et ce serait une erreur grossière de langage de supposer que l'on ait entendu exprimer la valeur de produits chinois, de la monnaie chinoise, du travail chinois à Hambourg ou à Londres. Quelque bonne volonté qu'on y mette, l'expression *en Chine* ne peut vouloir dire à Hambourg ou à Londres. Ce qu'on doit réellement entendre par la valeur de la monnaie ou de toute autre marchandise *en Chine*, c'est le prix qu'on y attache, et ce prix lui-même se détermine constamment par l'état de l'offre comparée à la demande, et par les frais élémentaires de la production. En un mot, la valeur de la monnaie en Chine peut être définie le pouvoir d'acheter tel ou tel produit, pouvoir qui lui a été communiqué par des causes intrinsèques. Or, comme il est évident que la quantité de travail chinois équivalant à une livre d'argent, donne la mesure exacte de cette faculté d'achat, il s'ensuit que la valeur de la monnaie ou de toute autre marchandise en Chine se calcule sur la somme de travail chinois que ces marchandises peuvent commander.

Quelques personnes ont pensé que le bas prix des aliments, et la très minime quantité qui en est distribuée aux travailleurs Chinois, prouvait combien la valeur du travail est faible dans le Céleste Empire. Mais, dans un état de chose parfaitement normal, ce fait prouverait simplement et en réalité que, pour avoir à nos yeux une très petite valeur, les aliments n'en sont pas moins cotés très haut en Chine. Les aliments d'une nature grossière, commune, trouvent dans les classes ou-

vrières la plus grande partie de leurs consommateurs. Or, s'il est avéré qu'un ouvrier ordinaire, travaillant avec zèle, avec énergie, avec habileté, ne peut généralemeut obtenir qu'une portion de nourriture comparativement minime, il est permis d'en conclure que les produits alimentaires ne répondent pas à la demande, et doivent, sous l'empire de la grande loi de l'offre et de la demande, y avoir une grande valeur [1].

Pour citer un exemple plus rapproché de nous, il y a lieu de croire que l'ouvrier ordinaire en Hollande est aussi vigoureux et travaille autant d'heures par jour que l'ouvrier anglais. On le reconnaît comme éminemment habile dans l'industrie agricole, qui absorbe une si grande partie des bras de chaque nation, et, quant au travail manufacturier, il a toujours été considéré comme supérieur aux ouvriers de la plupart des états européens. Et cependant les salaires en Hollande sont réellement inférieurs à ceux qui sont payés en Angleterre. Faut-il l'attribuer à l'infériorité de la valeur du travail ou à la supériorité de la valeur de la monnaie? A cette dernière cause, sans aucun doute, et voici pourquoi. Quoique les ouvriers en Hollande déploient pour la plupart une activité et une adresse égales à celles de leurs frères d'Angleterre, ces derniers, aidés par des machines plus puissantes et mieux construites, par des capitaux plus abondants, et un combustible inépuisable, sont à même de produire les marchandises d'exportation en quantités énormes et à plus bas prix que les ateliers des Pays-Bas. Ce qui, joint à quelque supériorité dans la production coloniale, rachète suffisamment l'élévation des salaires et permet à l'Angleterre de conserver ses échanges et ses bénéfices.

On dira peut être que le haut prix du blé et du travail en Angleterre dérive uniquement de nos lois sur les céréales, qui maintiennent le cours en argent du blé anglais au-dessus des prix établis dans les Pays-Bas. Il est évident en effet que l'abrogation de notre législation sur les céréales amènerait une baisse générale dans nos prix; mais, il est encore plus évident que si nous ne possédions, dans la fabrication des objets exporbles, aucun avantage naturel ni artificiel, toutes les lois du monde n'empêcheraient pas le prix de notre blé ou de notre travail de descendre au niveau des prix établis dans le reste de l'Europe. Supposons

[1] Il y a encore une autre conclusion à tirer, c'est que la distribution des produits du travail, entre les mains de chaque travailleur, est contrariée par un système politique, civil et économique, qui entrave le travail et imprime à la répartition naturelle de ses fruits une direction artificielle, violente et inique. (M. M.)

que le prix du travail ordinaire soit en moyenne de 2 ou 2 fr. 40 c. chez nous, et de 1 fr. 40 c. ou 1 fr. 60 c. sur le continent, les mêmes rapports liant d'ailleurs, dans chaque localité, le travail ordinaire au travail manufacturier, et le taux des profits restant le même, il est certain que si des avantages spéciaux ne venaient balancer, compenser l'élévation de nos salaires, il nous serait impossible de continuer nos échanges. Nos exportations s'arrêteraient aussi nécessairement, jusqu'au moment où la force même des lois d'équilibre qui règlent les échanges éleverait la valeur de notre monnaie, et abaisserait celle de notre travail et de notre blé au niveau des prix établis dans les contrées avec lesquelles nous entretenons des relations commerciales.

L'exemple suivant servira à fortifier et à éclaircir ces conclusions.

Il est généralement reconnu que les bras sont rares et les salaires élevés en Amérique : ce qui fait, par conséquent, que le travailleur agricole y est plus rétribué que chez nous à la fois en blé et en argent. On évalue à 18 ou 20 quarters[1], en Amérique, et à 9 ou 10 quarters, en Angleterre, ce que gagne l'agriculteur par an. Mais cela indique-t-il une grande supériorité dans la valeur du travail en Amérique, ou une grande infériorité dans la valeur du blé américain aux États-Unis, comparé à celle du blé anglais en Angleterre? Nous avons démontré plus haut que les ouvriers d'un pays ne reçoivent jamais à titre de salaires une portion de produit parfaitement égale en valeur à celle qu'ils ont créée pour ceux qui les emploient, et cela par la raison fort simple, qu'à ces conditions les entrepreneurs seraient en perte et se ruineraient. Par conséquent, si les ouvriers américains reçoivent, à titre de salaires, 18 ou 20 quarters de froment, cela indique qu'ils créent une masse de produits bien supérieure encore, et il est même fort probable que cet excédant est proportionnellement plus considérable que l'excédant produit par l'ouvrier anglais, au-dessus de 9 ou 10 quarters qui lui sont distribués. Rien, à mon avis, ne saurait mieux démontrer que la différence gît ici dans le bas prix du blé et non dans l'élévation des salaires. Et cette différence elle-même repose sur l'étendue, la fertilité du territoire américain, et sur la facilité avec laquelle on y récolte les céréales.

Mais, il y a plus : distribués en lingots et sous la forme d'un agent de circulation tout commercial, les salaires de l'ouvrier américain conservent cette supériorité. Comment se fait-il donc que l'Américain obtienne plus de lingots, alors que, d'après l'opinion générale, l'ouvrier

[1] Le quarter impérial est de 2 h. 90 litres. (M. M.)

anglais travaille avec autant de vigueur, d'habileté, et aussi longtemps que l'Américain.

La faiblesse de la valeur des monnaies en Angleterre, relativement aux autres États de l'Europe, paraît résulter, avant tout, du bas prix de nos marchandises d'exportation et de l'immense supériorité de nos machines, de nos capitaux, de notre expérience industrielle. La faiblesse encore plus grande de la valeur des monnaies en Amérique provient du bon marché, de la surabondance de ses produits naturels et des mille avantages qui naissent de son climat, de son territoire, de sa situation. Quelle que soit en effet la pénurie des bras aux États-Unis, il serait impossible de continuer à distribuer au travail des salaires aussi élevés, si le climat, la situation, les avantages naturels du pays ne lui permettaient de produire le coton, le tabac, le bois en quantité énormes et à des conditions meilleures, à des prix moins élevés que les concurrents qui lui disputent les marchés européens. L'importance de la demande sur ces divers marchés tend à élever la valeur du blé américain exporté, au niveau des prix en argent établis en Europe. Mais le prix du blé exporté réagit sur la totalité de la récolte et en élève la valeur en argent; de sorte que la disette de travailleurs en Amérique, mise en regard de la masse des céréales, accroît nécessairement les salaires en argent du travail; et, d'un autre côté, l'abondance, le bas prix des autres objets d'exportation donnent au pays les moyens de continuer ses échanges, sous le poids de ces énormes salaires.

Dans le fait, il est indubitable que les dépenses nécessaires pour produire une livre d'argent sont moins élevées aux États-Unis que dans tous les pays d'Europe. Il faut, indépendamment de tous les autres frais, une somme de travail bien moins considérable qu'en Angleterre, pour créer les objets qui acheteront cette livre d'argent, et ni la différence des profits, ni le haut prix de la main-d'œuvre ne suffisent pour contrebalancer cette facilité de production et pour restreindre l'importance des exportations.

L'ouvrier américain est indubitablement plus riche, mieux pourvu que l'ouvrier anglais. Sa rétribution lui suffit pour acheter une quantité de nourriture qui dépasse même les besoins de sa famille, et puis le haut prix de son travail en argent lui permet, en général, d'acheter un assez grand nombre d'objets manufacturés, soit dans le pays, soit au dehors. Mais, au fond, le sacrifice qu'il est obligé de faire ne dépasse pas celui de l'ouvrier anglais. Il ne donne pas plus pour ce qu'il reçoit : il reçoit, au contraire, plus pour ce qu'il donne. Et à moins de mesurer la valeur des marchandises sur leur quantité, ce qui nous entraînerait

dans un dédale de difficultés inextricables et absurdes, nous sommes amenés à déterminer la valeur des objets donnés à l'ouvrier des États-Unis, par la somme de travail qu'il consent à échanger contre ces objets. Il faut de toute nécessité faire ici la distinction qui existe entre les idées de valeur et de richesse, et il faut dire que le travailleur américain est riche, non parce qu'il peut donner en échange de ce dont il a besoin une plus grande valeur, mais parce que les principaux objets qui constituent sa richesse ou satisfont ses besoins, il peut se les procurer avec plus de facilité, en plus grande abondance et à meilleur marché que dans toute l'Europe.

C'est pourquoi, dans cette multitude de cas où le travail quotidien de différents pays affecte le même caractère, la même énergie, la même durée, ce travail peut servir à mesurer la valeur aussi exactement entre les deux pays qu'il l'eût fait pour le même pays, mais à des époques diverses, les variations s'accomplissant ainsi dans l'espace, au lieu de s'accomplir dans le temps. Et si nous savons éviter cette grossière erreur qui consiste à confondre la valeur de la monnaie ou de toute autre marchandise dans tel pays, avec la valeur de la monnaie ou de toute autre marchandise dans un autre pays et dans le vaste marché de l'Europe, pris en masse ; si, dis-je, nous évitons cette erreur, il apparaîtra clairement que partout le travail, contre lequel s'échange une certaine marchandise, mesure exactement la valeur échangeable de cette marchandise ou la puissance d'acquisition qui lui a été communiquée par des causes intrinsèques.

Jusqu'ici nous avons supposé que le travail avait à la fois dans les différents pays et dans les différentes époques le même caractère, la même énergie, la même habileté, la même durée. Il nous reste à rechercher maintenant si la mesure des valeurs que nous proposons serait encore admissible dans le cas où l'on comparerait le travail de différents pays à la même époque, ou le travail de différentes époques dans le même pays, et cela, en supposant que le travail n'est le même ni dans ces différents pays, ni à ces diverses époques.

Il est probable que, dans de telles circonstances, la mesure ne paraîtra pas aussi satisfaisante et aussi exacte. Cependant il a été démontré que la valeur relative de toutes les marchandises dans chaque pays s'évalue en raison de la quantité de travail qu'elles peuvent rétribuer, ce qui répond à une des nécessités imposées à un étalon des valeurs. Pour répondre à l'autre nécessité principale, celle qui consiste à connaître les besoins du marché, les difficultés de la production, en un mot, le rapport exact de l'offre et de la demande, il ne

reste donc plus qu'à comparer les marchandises avec le travail du pays où elles s'échangent et où elles se produisent, quelle que soit d'ailleurs la nature de ce travail. Si nous persistons à adopter cette théorie, qui a été d'ailleurs représentée comme la plus utile et la plus correcte, nous n'hésiterons pas à accorder au travail la faculté de mesurer la valeur; et comme il n'est aucun autre produit, aucun autre objet qui puisse donner approximativement une telle mesure, je me crois autorisé à lui attribuer le caractère d'étalon, de mètre.

Nous avons défini la valeur d'une marchandise à une certaine époque et en un certain lieu: « le prix qu'on y attache en raison du rapport qui existe entre l'offre et la demande, et généralement, en raison des frais de production qui régissent ce rapport, » ce qui revient à ceci : la valeur d'une marchandise est la faculté qu'elle possède, en vertu de certaines causes intrinsèques, d'acquérir tel ou tel produit à un moment donné et en tel ou tel lieu.

Supposons maintenant que dans l'Inde les ouvriers ne travaillent pas avec autant d'énergie, ou aussi longtemps que les ouvriers Anglais : n'en résultera-t-il pas que tous les objets créés par le travail seront en quantité insuffisante relativement à la masse et aux besoins de la population ? Et pour obtenir ces objets, ne faudra-t-il pas sacrifier plus de jours de travail et aussi plus de salaires ? Ce qui revient à dire : que chacun de ces produits sera plus cher par suite de la disproportion établie entre l'offre et la demande et de l'excédant des frais de production. Mais il a été démontré qu'en tous lieux et à la même époque, la valeur d'une marchandise créée par le travail seul est à la valeur d'une marchandise, dans laquelle se trouvent accumulés des profits, des rentes, des impôts, dans le rapport exact de la somme de travail que toutes deux peuvent rétribuer ou acheter. Par conséquent, si une certaine pièce de mousseline achète en Angleterre cinq jours de travail, et dans l'Inde trente jours de travail, la conclusion la plus naturelle, est que dans l'Inde, la pièce de mousseline désignée est six fois plus estimée qu'en Angleterre, par suite du rapport existant entre l'offre et la demande et de l'importance des frais de production. Or, dire qu'une pièce de mousseline vaut six fois plus dans l'Inde, c'est dire qu'elle a une puissance d'échange et d'acquisition six fois plus grande; c'est dire enfin, suivant notre définition, que la valeur de deux pièces de mousseline parfaitement semblables, se mesure en Angleterre et dans l'Inde par la quantité de travail qu'elles peuvent respectivement commander dans chaque pays.

Mais la valeur de la monnaie, à un moment donné et à une époque fixe, se détermine, se mesure exactement comme la valeur de toute

autre marchandise. Par conséquent, la valeur de la monnaie dans l'Inde se réglera sur l'offre et la demande et sur les frais essentiels de la production, et se mesurera d'après la quantité de travail *type* qu'elle pourra rétribuer dans le pays.

D'où il suit nécessairement que les *prix en argent* de tous les objets créés en différents pays, avec les mêmes frais, et dans des conditions identiques d'approvisionnement et de demande, se classeront sur le marché central de l'Europe, en rapport inverse de la valeur de la monnaie dans les pays où ils ont été produits. Ceci me semble être précisément la loi d'après laquelle se vendent toutes les marchandises étrangères sur les grands marchés européens, en tenant compte, bien entendu, des dépenses et des profits du voyage.

Rappelons-nous toujours avoir choisi pour trouver l'objet qui se rapproche le plus des caractères essentiels d'une mesure type des valeurs, non pas cette théorie de la valeur qui la définit, la faculté qu'une marchandise a d'acheter, en général tel ou tel produit, mais bien celle, à mon avis, la plus correcte, la plus usitée, qui la définit cette même faculté d'acheter, *mais produite par des causes intrinsèques.* Nous pouvons, dès lors, considérer le travail comme l'objet qui répond le mieux aux conditions exigées et poser ce principe que : la valeur d'une marchandise, à tel moment donné et en tel lieu, a toujours pour mesure la quantité de travail ordinaire qu'elle peut rétribuer, ou contre lequel elle peut s'échanger dans le lieu et le temps désignés [1].

—

SECTION VI. — DE L'APPLICATION PRATIQUE DE LA MESURE DES VALEURS ; DE SON USAGE GÉNÉRAL ET DE SES AVANTAGES.

L'application de la mesure des valeurs proposée ne présente, en général, aucune difficulté. Sous ce rapport même, elle est infiniment supérieure à ce que nous avons appelé le pouvoir général d'acheter, mesure dont l'usage pratique ne donnerait que les résultats d'une précision douteuse, contestable. Mais quand nous limitons nos recherches

---

[1] Il m'est impossible de ne pas croire que si l'interprétation donnée à un certain terme, est à la fois la plus utile et la plus usitée, cette interprétation doit être en même temps considérée comme devant être confirmée et adoptée dans les nomenclatures.

Dans toutes les tentatives qui ont eu pour résultat de réformer entièrement la nomenclature d'une science, c'est l'utilité manifeste et essentielle des termes créés qui, seule, a pu racheter le désavantage de leur nouveauté.

au pouvoir d'acheter dérivant de certaines causes intimes, intrinsèques, nous possédons comme moyen d'apprécier les fluctuations de ce pouvoir, les différentes quantités de tel ou tel produit contre lesquels il peut s'échanger. Dès lors l'emploi pratique de la mesure devient facile, puisqu'on prend pour base la valeur en argent des marchandises et du travail.

Ainsi, si les rapports d'échange entre deux ou trois marchandises, le drap, l'argent, le blé, par exemple, ont varié depuis le règne de Henri VII, et que nous désirions connaître la nature et l'importance de ces variations relatives, il nous faudra, tout d'abord, rechercher quel a été le prix en argent du drap, du blé, du travail ordinaire au temps de Henri VII comparé avec les prix actuels.

Or, il ressort d'un statut promulgué dans la quatrième année du règne de Henri VII, que le prix moyen d'une aune de beau drap de première qualité et de couleur écarlate ou autre, était de 16 shillings : 16 shillings à cette époque contenaient autant d'argent que 24 shillings de notre monnaie, du moins avant la récente et dernière refonte. Il est permis de croire que du drap d'une qualité égale et même probablement supérieure, ne coûterait de nos jours pas plus de 20 shillings.

Mais ces chiffres de 24 et 20 exprimeraient seulement le rapport existant entre le drap et l'argent à ces différentes époques; il ne nous indiqueraient ni les difficultés relatives à vaincre pour acquérir chacun de ces objets, ni l'importance des variations qu'ils ont dû subir isolément ou simultanément dans leur valeur. Pour résoudre ce problème, il nous faut avoir recours au prix en argent du travail pris pour type. Le salaire du travailleur agricole ordinaire était, sous Henri VII, de 4 deniers par jour, ce qui supposait une quantité d'argent égale à celle que contiennent six deniers de notre monnaie actuelle : aujourd'hui ce salaire s'élève en moyenne à environ 10 shillings par semaine, soit 20 pence (2 francs) par jour. Si nous comparons maintenant le prix du drap avec le taux actuel des salaires, nous verrons qu'une aune de beau drap équivalait sous Henri VII à 48 journées de travail, et n'équivaut plus de nos jours qu'à 12 journées du même travail. D'où il suit, en supposant d'ailleurs que ces prix aient été ce qu'Adam Smith appelle des prix naturels, que la facilité d'obtenir du drap de la même qualité, en d'autres termes, que l'approvisionnement général du drap comparé aux demandes, aurait quadruplé.

En étendant cette comparaison à l'argent et au travail, nous trouvons que sous Henri VII, 6 pence commandaient la même quantité du même travail que 20 pence de nos jours. La valeur de l'argent aurait

donc baissé de trois fois et un tiers. De plus, si nous comparons le travail et le blé à ces deux époques, il nous apparaît que le froment, au lieu de fléchir comme le drap et la monnaie, a vu sa valeur s'accroître considérablement. Du temps de Henri VII, le salaire de l'agriculteur s'élevait, comme on l'a vu, à 4 pence par jour, en moyenne; à la même époque, le prix d'un quarter de froment était de 6 shillings 3/4 d. (7 francs 65 cent. les 2,091 lit.).

Un quarter de blé ne pouvait donc rétribuer alors que 18 4/5 de journée de travail, tandis qu'au taux actuel des salaires, 20 pence par jour, et au taux actuel du froment 60 shillings, le quarter équivaut à 36 jours de travail. Sous le règne de Henri VII, l'ouvrier pouvait acheter, avec le prix de sa journée, 1 peck et 7/10 : aujourd'hui il ne pourrait plus acheter que 8/9 de peck. La valeur du froment a donc crû, en définitive, de 10 à 19, c'est-à-dire de près du double[1].

C'est par des procédés analogues que nous arriverons à déterminer la valeur des marchandises dans différents pays, et les variations survenues dans ces valeurs.

Cependant, lorsqu'on calcule le prix moyen en argent du travail dans différents pays et à différentes époques, il est nécessaire de faire une réserve analogue à celle qu'Adam Smith a cru devoir établir, en parlant du niveau général des salaires. Il a observé, avec infiniment de justesse, que les salaires devaient être étudiés dans leur état naturel et normal et dans ces circonstances où ils constituent la première, si ce n'est la seule ressource de l'ouvrier. Il ajoute même que le travail des *cottagers* peut souvent paraître moins rétribué qu'il ne l'est réellement[2]. Dans ce système, les cultivateurs reçoivent du propriétaire ou du fermier une certaine portion de temps dont ils payent la rente en travail, moyennant une fort minime rétribution qui leur est allouée toutes les fois qu'ils exercent ce travail. Pendant une grande partie de l'année, le maître les emploie très peu ou même ne les emploie pas. Et comme la culture de leur petit domaine ne suffit pas pour les occuper constamment, ils donnent volontiers, et pour une légère rémunération, le surperflu de leur temps à qui veut les employer. Il est évident que la rétribution quotidienne ou hebdomadaire payée à ces cottagers ne constitue pas en entier le prix de

---

[1] Je crois devoir avertir le lecteur que tout ceci se rapporte à la période d'années écoulée entre 1444 et 1509, et pendant laquelle le blé semble avoir été extraordinairement abondant et à très bas prix. Au siècle précédent, le blé avait à peu près la même valeur que de nos jours : un siècle plus tard, il était infiniment plus cher, et la condition de l'ouvrier bien inférieure à ce qu'elle est actuellement.

[2] Livre I, chap. 10, p. 154.

leur travail : leur petite possession en forme une partie considérable. Les écrivains qui, comme le fait observer Adam Smith, ont vu dans cette rétribution l'élément unique de leur salaire, ont donc évalué beaucoup trop bas le prix de leur travail. Tel a été d'ailleurs l'état des choses en Écosse jusque dans ces derniers temps [1]; tel il est encore en Irlande de nos jours.

La même observation s'applique aux circonstances dans lesquelles les salaires du travail sont payés en partie par les taxes paroissiales. L'argent que l'ouvrier reçoit de son maître ne forme pas alors la totalité du fonds qui sert à le soutenir, lui et sa famille. On ne saurait donc considérer ce salaire comme la rémunération équitable, normale de l'ouvrier dans le lieu où il vit, puisqu'il ne suffit pas à lui seul pour satisfaire à toutes les conditions qu'exige l'emploi du travail humain.

Une autre considération fort importante à noter est celle-ci. En déterminant le prix du travail agricole dans un district, il faut avoir soin de prendre pour base le travail qui se trouve être le plus généralement employé, et dont la rémunération semble la plus régulière, et non celui que des circonstances accidentelles ont fait naître, et que des circonstances accidentelles peuvent paralyser, après une alternative de surabondance et de rareté, de hauts prix et de bas prix. En un mot, il ne faut pas calculer sur les salaires annuels de ceux qui ne sont occupés qu'une moitié de l'année, ou sur les salaires quotidiens, jusqu'à l'époque des moissons, par exemple. Mais si l'on a tenu compte de cette considération, si les salaires sur lesquels on opère sont effectivement les salaires qui, dans tel pays ou tel district, suffisent à la rémunération normale et régulière du travail, on peut hardiment en conclure que, fût-elle grande ou petite, la quantité de monnaie ou de produits donnée à l'ouvrier aura toujours la même valeur.

En général, là où la production s'opère facilement, comme aux États-Unis ou dans de nouvelles colonies heureusement situées, le travailleur pourra obtenir une grande quantité de produits. Là, au contraire, où les besoins d'une population exagérée ont dirigé les cultivateurs sur des terres pauvres; là où la production est difficile, le travailleur, tout en produisant peut-être davantage, recevra moins ; mais cette rémunération amoindrie lui aura évidemment coûté autant d'efforts que les produits abondants obtenus dans le premier cas.

Il est cependant des cas où il peut paraître, au premier abord, que

---

[1] Cette classe a entièrement disparu aujourd'hui en Écosse et en Angleterre. (M. M.)

les choses reçues par l'ouvrier à titre de salaires aient été produites facilement, alors que la quantité de ces choses semble réellement minime. Mais il faut toujours se rappeler que le travail immédiatement consacré à créer les salaires ne constitue pas l'élément unique de leur valeur; toujours les profits s'y introduisent comme l'élément essentiel, et souvent même des taxes et des rentes onéreuses viennent grossir la valeur des produits dans des proportions extraordinaires, et l'élever fortement au-dessus du travail engagé dans la production. Dans le pays où le souverain est propriétaire suprême du sol, il peut lui plaire, pour satisfaire ses royales fantaisies, de prélever sur le produit des terrains cultivés une dîme exorbitante et de ne laisser au pauvre cultivateur que le strict nécessaire [1]. De cette manière on crée artificiellement les effets d'une disette et d'une stérilité naturelles; les capitaux s'épuisent, les meilleures terres restent en friche, et la population se fatigue à étendre la limite des quelques objets de première nécessité que le travailleur peut se procurer. Il lui faudra faire d'énormes sacrifices pour acheter une existence chétive; et, par suite de l'insuffisance des approvisionnements comparés à la demande, dans un état de choses naturellement favorable, d'ailleurs, à la production, il arrivera qu'une petite quantité de produits pourra obtenir et obtiendra une grande valeur! Ce fait s'est reproduit assez fréquemment dans certaines parties de l'Inde, sans que de telles irrégularités puissent être considérées comme des exceptions à cette règle générale, que la valeur des salaires distribués à l'ouvrier dans tout pays se mesure uniquement au moyen de la quantité de travail ordinaire qu'il consent à donner en échange de ces salaires.

Le travailleur indien reçoit, il est vrai, une quantité moindre d'argent et d'aliments en échange de sa journée de labeur : mais cela vient de ce que dans l'Inde, il est difficile de se procurer de la monnaie, en raison de la masse de travail, de rentes, de profits réalisés dans les marchandises que l'on échange au dehors.

Pour mesurer donc la valeur de la monnaie en tel lieu et à tel moment donné, et les oscillations de cette valeur selon le temps et les localités, il nous suffira de nous reporter au prix en argent du travail agricole ordinaire, tout en faisant cependant les réserves déjà indiquées. Ce genre de travail, en effet, peut être considéré partout comme l'étalon,

[1] On prétend que, sous Hayder Aly et Tippoo Sultan, ces exactions enlevaient au cultivateur les 2/3 de son revenu. Si ce triste régime était général, il a dû en résulter qu'un grand nombre de terres fertiles sont restées incultes, et que l'ouvrier a reçu de misérables salaires, malgré toute l'énergie, toute la force productive du travail consacré à la culture des terrains les plus pauvres, dans ces fertiles contrées.

le type auquel peuvent être rapportées toutes les autres industries. Ce fait même qu'une grande partie du travail accompli dans tout pays a une valeur supérieure à celle de l'étalon, ne saurait entraîner ici de difficulté sérieuse. Ainsi, le travail quotidien d'un ouvrier horloger valant 10 sh., et celui d'un cultivateur ordinaire valant 20 pence, il en résultera tout simplement, que chaque journée de travail consacré à la fabrication d'une montre lui communiquera une valeur en échange intrinsèque, égale à la valeur de six journées du travail type. Mais, en réalité, la faculté devolue au travail type de déterminer la difficulté d'acquérir la montre n'aura été, en aucune façon, altérée. Cette observation s'applique à toutes les marchandises, quelqu'ait été d'ailleurs le travail consacré à les produire En somme, si, comme je le pense, nous sommes suffisamment autorisés à conclure, de tout ce qui a été dit dans les précédentes sections, que, dans l'état normal et naturel des choses, une quantité déterminée de travail type consacré à la production d'une marchandise, lui communique une valeur en échange *déterminée ;* si, de plus, par valeur en échange proprement dite, nous entendons exprimer cette valeur qui naît de causes intrinsèques, nous sommes aussi autorisés à conclure, en opposition avec les idées généralement reçues, qu'il existe une mesure de la valeur de toutes les marchandises, et que cette mesure ne peut être que le travail.

Selon moi, la véritable raison pour laquelle on a généralement supposé qu'il n'existait pas, qu'il ne saurait exister une mesure type des valeurs, est celle-ci. Le fondateur principal de la science de l'économie politique, Adam Smith, a donné de la valeur en échange une définition qui non-seulement diffère du sens généralement accordé à cette expression dans la pratique, mais encore qui semble inconciliable avec la mesure des valeurs qu'il a lui-même proposée [1]. S'il faut effectivement entendre par la valeur échangeable d'un objet, cette faculté qu'entraîne nécessairement la possession de cet objet, d'acheter telle ou telle autre marchandise, il est certain que puisque cette faculté peut s'accroître avec la facilité de produire les autres marchandises, ou avec la difficulté de produire l'objet déterminé, il ne saurait y avoir pour cet objet une mesure exacte de la valeur. Mais quand dans le même pays il parle de la mesure réelle de cette valeur en échange ; quand il propose en-

[1] Il fait observer que le mot valeur a deux significations différentes : quelquefois, il signifie l'utilité d'un objet particulier, et quelquefois la faculte que donne la possession de cet objet d'en acheter d'autres marchandises. Il appelle l'une *valeur en usage*, et l'autre, *valeur en échange*. Liv. I, ch. 4, p. 53.

suite d'attribuer ce rôle à la quantité de travail qu'une marchandise peut rétribuer; enfin, quand il entreprend de longues recherches sur la valeur de l'argent pendant les quatre derniers siècles, il est tout aussi évident que ce nouveau principe détruit, dans l'application, toute la portée de ses premières définitions. Ces contradictions ont dû nécessairement produire des impressions défavorables à l'existence théorique d'une mesure de la valeur. Telles ont été du moins mes impressions personnelles. Si cependant Adam Smith avait limité sa définition de la valeur en échange d'une marchandise au pouvoir d'acheter, mais au *pouvoir dérivant de certaines causes intrinsèques*, ou bien au prix qu'on y attache en raison de l'offre comparée à la demande, et généralement en raison des frais élémentaires de la production ; — ce qui, au fond, est le sens qu'il admet lui-même et qui semble le plus fréquemment employé—la mesure qu'il a proposée se trouverait d'accord avec sa définition, et toutes deux seraient parfaitement exactes.

Le problème de l'existence d'une mesure de la valeur repose donc sur le sens attribué à l'expression de valeur en échange. Et j'ai longuement énuméré toutes les raisons qui me font croire que, non-seulement le sens restreint dans lequel nous l'avons renfermé est le sens le plus généralement adopté, le plus utile, le plus important, mais encore le seul qui nous conduise à des conclusions pratiques suffisamment nettes et précises, relativement à la hausse ou à la baisse dans la valeur des marchandises.

Ce n'est pas une petite cause de discrédit pour une branche des connaissances humaines, qui prétend au titre de science, que de n'avoir encore pu fixer la signification d'un terme qui se retrouve à chaque pas dans les ouvrages d'économie politique, et qui se retrouve constamment dans les conversations où l'on traite de ces graves matières. Mais dès que l'usage commun du terme se trouve en opposition directe avec les définitions les plus généralement usitées, il est permis d'envisager la question comme indécise et ouverte à la discussion. Et quoique l'expérience nous ait démontré combien peu sont disposés à changer leurs opinions ceux qui les ont soutenues publiquement, l'intérêt de la science et son utilité, rendent légitimes, appellent tous les efforts qui ont pour but de lui donner, dans ses éléments mêmes, le degré de précision et d'exactitude nécessaire.

La seule détermination du mot *prix*, ou valeur nominale, a suffi pour faciliter grandement la langue de l'économie politique, et pour prévenir des circonlocutions et des incertitudes fâcheuses. Quoi qu'il soit admis de dire prix en blé, prix en drap, en cristaux ou en toute

autre marchandise *désignée*, il n'en est pas moins vrai, que toutes les fois que le terme prix nous apparaît sans qualification spéciale, on le considère universellement comme indiquant le prix en argent. On doterait la science d'un avantage analogue si, toutes les fois que le terme *valeur d'une marchandise*, ou valeur en échange, se présente à nous sans complément qualificatif, — ce qui est le cas le plus général, — on l'admettait universellement comme exprimant la valeur en échange produite par certaines causes intrinsèques, laquelle valeur, ainsi que nous l'avons démontré, peut se mesurer au moyen du travail.

On ne saurait trop redire que, pour certaines périodes d'années pendant lesquelles il est permis de considérer comme à peu près immuable la valeur de la monnaie, l'on mesure généralement les variations de valeur, aussi bien que les variations de prix, par la monnaie. Or, il est évident que, dans ce cas, la monnaie ne peut servir à apprécier que les variations introduites dans la valeur des marchandises, par des causes intrinsèques et non par celles qui naissent de causes extrinsèques.

Il peut être quelquefois désirable de connaître dans quelles proportions un produit désigné ou une certaine quantité de monnaie agit dans l'achat d'autres marchandises. Mais dans le cas même où l'on aurait à sa disposition un objet unique, susceptible de représenter l'universalité des autres objets, il est permis de douter que le pouvoir d'acheter cet objet unique pût conduire à la solution demandée. Les recherches de ce genre sont d'une très grande utilité, puisqu'elles ont généralement pour but d'établir jusqu'à quel point les revenus des différentes classes de la société leur permettent de vivre selon leurs désirs.

La tentative la plus intéressante et la plus utile en ce genre, serait de déterminer le montant des choses nécessaires et des choses simplement superflues ou luxueuses, qui peuvent être obtenues dans les différents pays, en échange des salaires du travail. La valeur des salaires en argent reçue par l'ouvrier pourrait, à la rigueur, se mesurer par quelque objet représentant la masse de toutes les marchandises échangeables; mais comme une telle mesure se trouverait altérée, modifiée par une foule d'objets inaccessibles aux dernières classes d'acheteurs, elle ne saurait nous fournir les indications que nous cherchons, relativement à la situation de l'ouvrier.

D'un autre côté, si nos recherches se rapportaient au pouvoir inhérent à un revenu de trois mille livres sterling dans différents pays, la question se transformerait. Les prix de ces marchandises qui tendaient seulement, dans le cas précédent, à vicier la mesure, à la rendre incorrecte, seraient probablement les plus importants dans celui-ci.

C'est pourquoi, il paraît évident que même dans l'hypothèse où l'on découvrirait une mesure représentant l'universalité des marchandises, ou le pouvoir général d'acheter, — résultat impossible, selon moi, — il paraît dis-je, évident, que non-seulement cette mesure n'établirait pas le caractère fondamental de la valeur [1], mais encore qu'elle serait insuffisante dans les recherches ci-dessus mentionnées. Dès lors, il faudrait s'attacher à ne jamais employer le terme de valeur, ou de valeur en échange, d'une manière absolue; mais à indiquer constamment la nature des objets, à l'achat desquels seraient principalement consacrés les revenus.

Aussi, toutes les fois qu'il sera parlé de la valeur d'une marchandise, sans désignation de l'objet ou des objets avec lesquels on a voulu la comparer, il faudra comprendre par là cette valeur qui provient de causes intrinsèques. Si donc le travail, ainsi conçu, est accepté comme la mesure de cette valeur, il s'ensuit nécessairement que ni la monnaie, ni aucune autre marchandise ne peuvent remplir avec exactitude les fonctions de mesure si elles ne conservent constamment les mêmes rapports avec le travail.

Adam Smith a parfaitement établi que, de siècle à siècle, le blé constituait une mesure des valeurs bien supérieure à la monnaie. La raison qu'il en donne est celle-ci : le rapport du blé avec le travail est plus stable que celui de tout autre produit [2]. Mais si cette raison a donné au blé, comme mesure de la valeur pendant de longues années, une supériorité réelle sur tous les autres produits du travail, il en résulte clairement que le blé le cède encore au travail lui-même.

Il est surprenant que le marquis Garnier, M. Say et quelques autres écrivains, voyant l'impossibilité d'adopter, comme mesure des valeurs, l'universalité des produits, et désirant, par cela même, trouver un objet capable de jouer ce rôle, il est surpremant, dis-je, qu'ils aient adopté le blé au lieu du travail [3]. Tout le monde sait, cependant, que non-seu-

---

[1] La quantité de marchandises qu'un objet peut acheter ne détermine pas la difficulté que l'on éprouve pour entrer en possession de cet objet.

[2] Liv. I, ch. 5, p. 48.

[3] Cette phrase renferme une double erreur. J.-B. Say n'a jamais présenté le blé comme une mesure invariable, un étalon de la valeur; il ne l'a considéré dans tous ses ouvrages que comme une donnée approximative, soumise aux variations que peut lui faire subir la quantité qui se présente sur le marché et les besoins des consommateurs. Quant à Germain Garnier, de tous les économistes, c'est lui qui a mis le plus d'insistance à représenter le travail comme mesure de la valeur, non-seulement dans les notes savantes qu'il a ajoutées à sa traduction d'Adam Smith, mais encore dans son *Abrégé des Principes d'Économie politique*. Dans ce sens, il a été

lement la difficulté de se procurer du blé varie suivant l'abondance ou la variété des approvisionnements, mais encore que les progrès naturels de la culture suffisent pour introduire dans le même pays et dans les valeurs agricoles des variations énormes.

Adam Smith lui-même, dans sa digression sur la valeur de l'argent pendant les quatre derniers siècles, en s'appuyant de la manière la plus étrange sur les prix du blé, au lieu de prendre pour base la mesure qu'il avait indiquée, est tombé dans une erreur énorme. Il a fait *hausser* la valeur de l'argent depuis le milieu du quatorzième siècle jusqu'à la fin du quinzième, dans la proportion de deux à trois, au lieu de la faire *baisser* dans le rapport de trois à deux; ce à quoi il eût été nécessairement amené, s'il s'était reporté au travail et non au blé comme mètre, et s'il eut déduit scientifiquement les conséquences de cette proposition: « rappelons-nous que le travail, et le travail lui seul, à l'exclusion de tous les objets, est la mesure, non-seulement de l'argent, mais encore de toutes les autres marchandises[1].» Ainsi, dans l'exemple auquel j'ai fait allusion

---

beaucoup plus loin que son maître. « Ce que donne l'ouvrier qui travaille, a-t-il dit, le sacrifice qu'il fait d'une portion de son temps, de ses forces, de sa liberté, ce sacrifice est toujours le même, dans tous les temps et dans tous les lieux. C'est là une quantité certaine et constante, déterminée par des lois naturelles, comme le cours des astres et la marche des saisons. Dans ce sens, le travail est la mesure de la valeur. » Garnier s'est trompé, parce qu'il a confondu la nature du travail, qui est toujours le même, avec sa valeur ou le prix qu'on en donne, lequel dépend de l'offre et de la demande, de l'équilibre entre le nombre des bras et la quantité du capital qui peut leur donner de l'ouvrage, et qui, par conséquent, est soumis à des alternatives de hausse et de baisse, qui en font une chose essentiellement variable. (M. M.)

[1] Ce passage se trouve II au chapitre du premier livre (p. 258).— L'erreur dans laquelle Adam Smith est tombé, est d'avoir cru que c'est la valeur des denrées qui varie et non celle du travail qui les achète. Mais on aurait tort de croire que ce grand esprit ait adopté si exclusivement le travail comme étalon de la valeur, que le côté faible de cette doctrine lui ait échappé entièrement. « Il est souvent difficile, avait-il écrit dans un autre endroit, de fixer la proportion entre deux différentes quantités de travail. Cette proportion ne se détermine pas seulement par le temps qu'on a mis à deux différentes sortes d'ouvrage. Il faut aussi tenir compte des différents degrés de fatigue qu'on a endurée et de l'habileté qu'il a fallu déployer. Il peut y avoir plus de travail dans une heure pénible d'ouvrage que dans deux heures de besogne aisée, ou dans deux heures d'application à un métier qui a coûté dix années de travail à un apprenti, que dans un mois d'occupation ordinaire et à laquelle tout le monde est propre. Or, il n'est pas aisé de trouver une mesure exacte, applicable au travail ou au talent. » C'est précisément ce degré d'efforts et d'habileté qui est un des éléments de la fixation des salaires et l'une des causes des différences qui existent dans le prix du travail. Mais il n'en est pas moins vrai que la difficulté avait été entrevue par la sagacité du grand économiste, chez qui le bon sens était poussé jusqu'au génie. (M. M.)

ici, le blé avait subi depuis cinquante ou soixante ans de telles altérations, dans ses rapports avec le travail, et avait tellement baissé de valeur, qu'il suffisait d'un jour de travail pour acheter deux pecks de froment, au lieu d'un seul. De sorte que la même quantité de blé, au lieu de représenter approximativement la même quantité de travail de siècle à siècle, comme le prétendait Adam Smith, se trouve n'avoir guère représenté que la moitié de cette quantité, ce qui renversait de fond en comble ses déductions relativement à la valeur de l'argent.

Il faut seulement remarquer que, dans le cas où l'on n'emploierait plus l'expression valeur d'une marchandise, sans indiquer d'une manière précise l'objet avec lequel on la compare, cette expression même de valeur deviendrait parfaitement superflue. Elle aurait parfaitement alors la même signification que le mot prix ou valeur nominale; c'est-à-dire qu'elle exprimerait la valeur d'une marchandise relativement à une autre marchandise désignée. Si donc elle devait n'avoir aucune autre signification, il serait infiniment plus avantageux, plus raisonnable de la rayer du dictionnaire de l'économie politique, comme tendant à y maintenir de la confusion. Il nous faudrait alors inventer un autre terme susceptible d'exprimer ce que nous recherchons; c'est-à-dire le rapport qui existe entre les marchandises et les difficultés à vaincre pour les acquérir, ou l'évaluation qu'on en fait à differentes époques et en différents lieux. Toutefois, comme ce dernier sens est celui que l'on accorde généralement au mot valeur dans la pratique, nous croyons ne pouvoir agir plus sûrement qu'en l'adoptant et en le maintenant.

SECTION VII. — DES VARIATIONS DANS LA VALEUR DE LA MONNAIE, EN UN SEUL ET EN DIFFÉRENTS PAYS.

De toutes les mesures pratiques et usuelles de la valeur, la monnaie est incontestablement la plus commode; elle devient rigoureuse quand le rapport qui la lie au travail est commun et fixe. Comme tous les autres produits, cependant, elle est soumise à des variations; mais ces variations sont en général si lentes, si insensibles, qu'il est permis, du moins pour de courtes périodes, de considérer sa valeur comme étant à peu près fixe.

Il ne faut donc pas nous étonner si plusieurs écrivains, en retraçant les causes qui, dans la marche des sociétés, influent sur la valeur de certaines marchandises, et dans le but d'éclaircir le sujet et de se créer

un point d'appui, aient fait de cette fixité momentanée une fixité réelle et définitive. C'est particulièrement dans cette intention que M. Ricardo a proposé de considérer l'or, comme étant constamment produit d'une manière spéciale et uniforme, et ne devant dès-lors s'écarter d'une valeur uniforme que dans des cas exceptionnels et à des degrés insignifiants.

« Si donc — remarque-t-il — je puis me supposer possesseur d'un étalon si rapproché de l'étalon invariable et modèle, j'acquiers l'immense avantage de pouvoir parler des variations de valeur de tous les autres produits, sans être constamment arrêté par la pensée des altérations auxquelles demeure soumise la valeur de l'agent qui sert à déterminer les prix et les valeurs. »

« Pour faciliter dès-lors le résultat de ces recherches, et tout en reconnaissant pleinement que la monnaie d'or est exposée à la plupart des fluctuations qui agissent sur les autres objets, je la supposerai invariable, et par conséquent je considérerai toutes les altérations de prix comme dérivant de certaines altérations correspondantes survenues dans la valeur de la marchandise dont je parlerai [1]. »

Mais si, comme l'admet M. Ricardo, nous adoptons de la monnaie produite dans de telles circonstances, que les profits entrent comme élément dans sa valeur, il est clair que toutes les fois que les profits baisseront ou s'éleveront, cette mesure variera simultanément avec les marchandises à évaluer.

Il est permis de supposer, pour aider à éclaircir le sujet, qu'une certaine quantité de lingots est toujours produite par la même quantité de travail, alors que les autres marchandises nécessitent des quantités de travail très diverses. En effet, le fait de certaines marchandises qui, dans les progrès de la société, exigent pour être produites plus ou moins de travail, n'empêche pas *nécessairement* qu'une marchandise spéciale ne

---

[1] Dans la première édition de son ouvrage (page 11), M. Ricardo a donné la définition suivante d'une mesure de la valeur, « S'il existait une marchandise que l'on pût constamment produire avec la même quantité de travail, cette marchandise aurait une valeur invariable et servirait admirablement à mesurer les variations subies par les autres objets. Mais nous ne connaissons pas ce précieux agent, et il nous est, par conséquent, impossible d'indiquer ici un étalon de la valeur. Toutefois, il n'en est pas moins d'une grande utilité théorique d'établir les qualités fondamentales, essentielles, d'une mesure type, afin de reconnaître sûrement les causes qui font varier les valeurs relatives des marchandises, et de pouvoir calculer le degré de jouissance et d'intensité de ses diverses causes. »

On ne peut rien concevoir de plus judicieux, de plus satisfaisant que ces lignes: mais malheureusement elles ont été effacées.

puisse toujours exiger la même quantité d'efforts. Mais cette proposition devient fausse lorsqu'on l'applique au taux des profits que l'on sait embrasser toutes les marchandises et être à peu près le même dans les différents emplois du capital. Il est donc impossible d'admettre que les capitaux engagés dans la production des métaux précieux donnent constamment 10 pour 100, alors que les capitaux engagés dans les autres industries du pays varient entre 20 et 5 pour 100. D'où il suit qu'un objet pris pour étalon de la valeur ne doit jamais compter les profits au nombre de ses éléments. Obtenez de l'or avec du travail seul et sans profit, et vous vous rapprochez, plus que dans toute autre hypothèse, d'une mesure propre à déterminer les variations de valeur des autres marchandises.

Il peut être dangereux de s'appuyer sur une hypothèse quelconque relative au moyen d'obtenir les métaux précieux. En effet, les prix élevés ou minimes, admis dans toute hypothèse quelconque, diffèrent des prix élevés ou minimes, tels que les entend le langage habituel, et tout en employant les mêmes termes, il sera extrêmement difficile d'éviter la confusion et de ne pas s'écarter de la vérité. Mais M. Ricardo, sans tenir compte de cette objection, a cru que si on lui accordait de regarder l'or comme invariable, il était forcément amené à choisir, parmi tous les moyens de produire ce métal, celui qui le rapprochait le plus de cette invariabilité, ce qui devait en somme faciliter beaucoup les recherches. Or, rien ne paraissait mieux calculé pour arriver à ce résultat que de supposer la même quantité d'or toujours obtenue avec la même quantité de travail, et sans autres avances que celles d'une journée de nourriture. M. Ricardo a établi d'autres bases : il a supposé « l'or produit au moyen de certaines proportions de capital fixe et circulant qui équivaudraient, autant que possible, à celles consacrées, en moyenne, à la production de la plupart des marchandises[1]. » Ceci l'amène invinciblement à reconnaître qu'une mesure de ce genre « serait excellente pour déterminer la valeur de tous les objets créés dans des circonstances analogues, mais ne saurait convenir pour les autres. » Cette concession est immense et elle entraîne nécessairement l'aveu complet, absolu de la parfaite inutilité de cette mesure. C'est absolument comme si l'on proposait une mesure de longueur qui ne pût s'adapter qu'aux marchandises formées des mêmes éléments, des mêmes substances que celles dont elle se compose[2].

---

[1] *Principes d'économie politique*, chap. 1, sect. 6, p. *44*. 5e édition anglaise.

[2] Le défaut capital d'une telle mesure, c'est qu'elle ne peut jamais mesurer

Ce que nous voulons, c'est un type qui serve à mesurer la valeur des marchandises à travers toutes les fluctuations auxquelles elles sont assujéties, que cette valeur se compose d'ailleurs des profits du capital fixe ou du travail rétribué par le capital circulant, avancé pour deux ou trois jours ou pour deux ou trois années; qu'elle se compose en partie d'autres éléments, tels que les rentes, les taxes, les dîmes, ou exclusivement de travail et de profits accumulés; enfin, qu'elle soit déterminée par l'état exceptionnel ou par l'état normal du marché. Il est clair maintenant que l'or obtenu au moyen d'une quantité uniforme de travail, et sans le secours du capital, conviendrait pour mesurer toutes ces variations. Il constaterait donc précisément la mesure qu'eût dû adopter M. Ricardo, lorsqu'il a cherché le type théorique le plus rapproché des caractères d'un véritable étalon des valeurs. En effet, il peut paraître favorable, sous le rapport de la clarté, d'admettre que les métaux précieux sont invariables dans leur valeur en un certain pays, mais il faut faire plus encore et les considérer comme ayant été constamment produits par le travail seul, sans l'assistance du capital, et comme conservant toujours les mêmes rapports vis-à-vis du travail.

Il est bon d'observer, toutefois, que cette fixité dans le prix en argent du travail est tout simplement une hypothèse admise dans l'intérêt de la clarté et de la discussion. En effet, l'or est en réalité produit par du travail et des profits *accumulés*, aussi bien que par du travail et des profits *actuels*, — ce qui fait des profits une condition nécessaire de son existence. — Par conséquent, alors même que l'on continuerait à employer la même quantité de travail, comme les profits peuvent s'élever ou fléchir, la monnaie devra nécessairement hausser ou baisser comme toutes les autres marchandises appartenant à la même catégorie.

Afin de distinguer cette tendance nécessaire qu'a la monnaie à baisser de valeur par suite de l'accumulation du capital, des progrès de la culture et de la baisse des profits, de cette baisse accidentelle occasionnée par la fertilité plus ou moins grande des mines et par la possession de nombreuses marchandises d'exportation, nous croyons utile de ranger en deux classes les circonstances qui altèrent la valeur de la monnaie. Ces deux classes sont celles-ci : premièrement, celles déterminées par l'élévation ou la modicité qu'amènent dans le taux des profits les progrès de la culture et du capital, et qu'on peut appeler les causes nécessaires; secondement, celles que l'on peut appeler les causes acci-

---

les variations qu'introduisent dans les produits la hausse ou la baisse générale des profits, par la raison fort simple qu'elle subit nécessairement elle-même l'effet des mêmes variations. (M. M.)

dentelles, et qui résultent de la fécondité plus ou moins grande des mines, de l'habileté des exploitateurs, de la facilité ou de l'abandon des voies de communication, de l'abondance ou de la rareté des marchandises d'exploitation. Ces deux genres de causes agiront tantôt de concert, tantôt dans des directions opposées, et il pourra être quelquefois difficile de distinguer leur influence particulière ; mais comme ces effets ont en réalité une origine différente, il est important de les séparer autant que possible.

Le caractère distinctif d'une baisse de métaux précieux provenant de ce que nous avons appelé une cause nécessaire, c'est une hausse immédiate dans le prix en argent du blé, des matières premières et du travail, sans une hausse correspondante et générale dans la valeur des objets manufacturés. Tous ces objets, il est vrai, en tant que composés de matières premières, auront une tendance à s'élever ; mais dans une grande catégorie de marchandises, cette tendance se trouve plus que balancée par l'action de la baisse des profits. C'est pourquoi il arrivera que les unes baisseront et que les autres hausseront, selon la nature des capitaux consacrés à les produire ; et tandis que le prix en argent du blé et du travail croîtra évidemment, il pourra se faire que les objets manufacturés conservent, en moyenne, à peu près la même valeur.

D'un autre côté, quand, par suite des causes exceptionnelles citées plus haut, la valeur de la monnaie fléchira sans entraîner avec elle le taux des profits, il y aura dans tous les produits, aussi bien que dans le blé et le travail, une tendance proportionnée vers la hausse, tendance qui ne se manifestera peut-être et ne se complétera que longtemps après. Ceci a été observé lors de cet immense masse de métaux précieux que jeta sur l'Europe la découverte des mines d'Amérique, et aussi lors des émissions surabondantes de papier qui eurent lieu pendant la guerre terminée en 1815.

Comme conséquence nécessaire de la distinction établie plus haut, il peut être utile de se rappeler le principe suivant. Toutes les fois qu'une baisse survient dans la valeur des monnaies, sans baisse correspondante dans le taux des profits — circonstance assez fréquente d'ailleurs — il faut l'attribuer aux causes accidentelles qui réagissent sur les rapports de la monnaie et du travail, et non à celles qui dépendent de l'accumulation du capital, de la nécessité de mettre en culture des terrains inférieurs et de l'immobilité des procédés agricoles.

Il est certain cependant que ces causes que j'ai appelées accidentelles, sont bien plus puissantes, plus actives que celles qui naissent nécessairement, dans le mouvement des sociétés, de la baisse des pro-

fits. Ainsi, même aux États-Unis où le capital est rare, et où par conséquent les profits sont comparativement élevés, la difficulté toujours croissante de produire des marchandises d'exportation suffira pour contrebalancer, pour effacer même la baisse que doivent nécessairement subir les profits, dans une société où grandissent les richesses et la population. Quant aux pays surchargés de population comme ceux d'Europe, ils n'offrent plus les éléments d'une baisse des profits comparable aux effets qu'ont produits et que pourraient encore produire un accroissement de fécondité dans les mines, ou une diminution dans la quantité de travail nécessaire pour obtenir les métaux précieux ; diminution qui, grâce à une plus grande habileté, à des machines plus ingénieuses, pourrait encore avoir lieu, dans le cas même où les frais d'extraction des métaux et la quantité importée en Europe resteraient à peu près les mêmes.

Les effets de cette dernière cause n'ont pas encore été bien appréciés. C'est pourtant une importante et juste observation que celle de M. Ricardo qui dit que « l'or et l'argent ayant été choisis comme agents de la circulation générale, se trouvent, par les besoins du commerce, distribués dans les différents pays du globe en des quantités parfaitement proportionnées à l'importance des affaires qui se feraient s'il n'existait pas de métaux précieux et si le commerce entre les différents peuples consistait simplement en un commerce de troc, d'échange immédiat [1]. » Cette distribution universelle s'effectue, en réalité, par les mouvements du change. Si tel pays se trouve avoir des avantages spéciaux, relativement à ses marchandises d'exportation, les changes se maintiendront pendant quelque temps et d'une manière décidée en sa faveur. Dès-lors commencera une émigration de métaux précieux qui continuera, jusqu'au moment où la hausse dans le prix en argent du travail balancera ces avantages spéciaux et ramènera le commerce primitif de troc [2]. D'un autre côté, si un pays perd la supériorité qu'il possédait, relativement à certaines marchandises d'exportation, il perd,

---

[1] *Princ. d'écon. pol.*, chap. 7, p. 143. Trois. édit. anglaise.

[2] Dans les pays où la circulation est en grande partie desservie par du papier, l'afflux du numéraire se trouve, en réalité, continuellement arrêté par de nouvelles émissions de billets de banque ou de lettres de change : mais s'il n'existe aucune différence entre l'or et le papier, cette tendance que nous avons signalée à abaisser la valeur de la monnaie sera exactement la même. Des expériences répétées ont démontré que, dans le cas d'une demande active, toutes les difficultés qui s'opposent à la hausse de certaines marchandises ont pour effet simultané d'abaisser le prix de certaines autres. Pour la monnaie, au contraire, on l'a constamment sous la main. La question principale consiste à savoir si les échanges

par cela même, une portion de ses métaux précieux. Le change se tourne contre lui, et la baisse des prix se prolonge jusqu'au moment, où la valeur en argent du travail venant à s'abaisser, compense ces désavantages et rétablit le commerce du troc.

C'est avec ce principe qu'on a pu rendre compte des différences établies entre différents pays dans la valeur de la monnaie. Comme le fait observer très judicieusement M. Ricardo : « On expliquera ainsi pourquoi les prix des produits indigènes ou des produits encombrants sont, indépendamment de toute autre cause, et malgré l'insignifiance relative de leur valeur, plus élevés dans les pays ou florissent les manufactures. Supposez deux pays ayant la même population, la même superficie de terrain, la même fécondité et la même habileté agricole, je dis que le prix des matières premières sera le plus élevé, là où on consacrera le plus de talent et les meilleures machines à la fabrication des objets d'exportation. Le taux des profits serait probablement peu différent; car les salaires, ou la rémunération effective du travailleur, peuvent être les mêmes dans les deux pays. Mais ces salaires, aussi bien que les matières premières, auront un cours plus élevé dans le pays où, par suite d'une supériorité marquée de talent et de machines, il se fera d'abondantes importations métalliques, en échange des marchandises d'exportation. »

Le passage suivant, que nous rencontrons dans le même chapitre de M. Ricardo, est tellement judicieux, tellement propre à détruire les préjugés absurdes qui gouvernent encore tant d'esprits, que nous ne pouvons résister à la tentation de le mettre de nouveau sous les yeux du public [1].

« Tout perfectionnement introduit dans l'exploitation des mines, et susceptible de diminuer la somme de travail qu'exige la production des métaux précieux, doit avoir pour effet de déprécier la valeur de la monnaie en général, et de diminuer la quantité de marchandises, contre lesquelles elle s'échange dans tous les pays. Mais, quand un pays se distingue par une supériorité industrielle, qui entraîne à la suite un écoulement irrésistible de numéraire, la valeur de la monnaie s'y trouve moins élevée, et celle du blé et du travail, au contraire, plus haute que dans tout autre pays. »

---

peuvent se continuer à de tels prix, et nous savons trop bien qu'ils dépassent la limite au-delà de laquelle s'altère l'équilibre entre le papier et l'or.

[1] J'ai toujours considéré la première partie du 7e chapitre de M. Ricardo, sur le commerce étranger, comme radicalement erronée : mais, en somme, ce chapitre est non-seulement vrai et neuf, mais encore d'une importance extrême.

Cette dépression de valeur ne sera peut-être pas révélée par l'état du change. Il se peut qu'au moment où les prix du blé et du travail différeront de 10, de 20, de 30 pour 100 même dans les deux contrées, les effets se négocient encore au pair [1]. Dans les circonstances supposées, cette diversité de prix n'est même que le résultat naturel des choses; et le change ne peut être au pair, que le jour où il a été introduit dans le pays, reconnu supérieur pour les manufactures, une quantité de monnaie suffisante pour y élever le prix du blé et du travail [2]. »

Si cette doctrine est exacte, et je la tiens pour telle, il en résulte que toute hausse dans le prix en argent du blé ou du travail, est le résultat immédiat, nécessaire de la prospérité commerciale. Je veux bien admettre cependant, relativement à notre pays, que les lois sur les céréales élèvent artificiellement le prix du blé et du travail au-dessus du taux normal et naturel; mais il n'en est pas moins vrai que les prix actuels du blé et du travail indiquent la dépréciation de la monnaie, et non la cherté du blé; il n'en est pas moins vrai aussi qu'ils agissent sur les classes laborieuses d'une tout autre manière que les impôts.

---

[1] Les négociants sont toujours trop portés à calculer la valeur de la monnaie dans les différents pays d'après le taux des changes. Les changes, en effet, nous indiquent à quelles conditions la monnaie d'un pays s'échange contre celle d'un autre pays, mais ils ont fort peu de rapports avec les frais nécessaires pour produire et acquérir la monnaie, ou même avec le pouvoir d'acheter celles des marchandises qui semblent le moins exposées à varier dans leurs frais de production. Les marchandises destinées à l'exportation sont, plus qu'aucune autre, soumises à d'incessantes variations; elles semblent, par conséquent, devoir être choisies les dernières, comme mesure de la valeur de la monnaie.

Dans mon premier écrit sur la rente, publié en 1815, sous forme d'une brochure, et deux ans avant la première édition de l'ouvrage de M. Ricardo, l'on trouve dans une note le passage suivant :

« Les métaux précieux tendent toujours au repos, ou du moins à une situation qui ne rende pas le mouvement nécessaire. Mais parce que cet équilibre aura été atteint, parce que les changes de tous les pays auront pris le niveau du pair, il n'en faut pas conclure que la valeur des métaux précieux, dans les différents pays, traduite en blé, en travail ou en toute autre marchandise, soit la même : loin de là. Pour s'en convaincre, il suffit d'étudier l'Angleterre, la France, la Russie et l'Inde, où cependant les changes sont au pair. »

En réalité, la masse de numéraire existant dans tout pays se règle sur la quantité nécessaire pour maintenir les changes généralement au pair. Et plus seront grands les avantages d'une nation, relativement aux marchandises d'exportation, plus la monnaie y séjournera, et plus le prix du travail et du blé y sera élevé. — les changes étant d'ailleurs au pair. Si l'Angleterre venait à perdre sa supériorité sous ce rapport, il n'est pas de lois céréales au monde qui pussent empêcher le le blé d'y descendre au niveau des cours généraux de l'Europe.

[2] Chap. 7, p. 156, troisième édition.

Il est positif que les salaires du travail libre, malgré la baisse de ces dernières années, sont plus élevés en Angleterre que dans tous les autres pays en Europe, et tout fait supposer que l'ouvrier anglais, avec sa rémunération en argent, peut se procurer autant de blé que tout autre ouvrier européen appartenant à la même profession. S'il en est ainsi, il demeure démontré que le haut prix relatif de nos céréales, comparé à ceux du continent, ne dérive pas actuellement d'une difficulté plus grande pour les obtenir, mais bien du niveau généralement plus élevé de tous les prix en argent ou de la dépréciation de la monnaie. Cette cause agit en effet puissamment sur *toutes* les marchandises, quoiqu'elle soit d'ailleurs plus que contrebalancée, dans toute cette classe de produits qui composent naturellement nos principales exportations et qui sont issus d'une plus grande habileté soutenue par de meilleures machines.

En tous cas, il est fort utile et important de distinguer entre une hausse ou une baisse dans la valeur de la monnaie, et une hausse ou une baisse dans celle des autres marchandises. Ainsi, tant que les fluctuations de ces marchandises n'altèrent pas le prix en argent du travail *type* d'un pays, on peut considérer la valeur de la monnaie comme n'y ayant pas varié. Les variations relatives entre la monnaie et les marchandises devraient alors être attribuées à des causes qui agiraient exclusivement sur ces marchandises, telles que leur bas prix provenant de perfectionnements industriels, ou leur cherté provenant d'une augmentation dans les frais élémentaires de la production. Mais si le prix en argent du travail *type* s'élève universellement, c'est un signe évident que les frais de production de la monnaie ont diminué et qu'il suffit de moins de travail, de moins de profits, de rentes ou de taxes pour en acheter une certaine quantité. Si, d'un autre côté, le prix en argent du travail s'abaisse, c'est un signe que les dépenses élémentaires consacrées à produire la monnaie se sont accrues, et qu'il faut donner plus de travail, plus de profits, de rentes, de taxes pour en obtenir les mêmes quantités; et il faut bien se rappeler que ces effets peuvent être et sont fréquemment produits, par des causes agissant tout d'abord sur les marchandises.

Tout ceci a été depuis quelques années démontré par les faits dans notre pays. La hausse des céréales, qui commença en 1793 pour se perpétuer, sauf de rares interruptions, jusqu'en 1813, dut nécessairement occasionner une hausse correspondante dans le prix en argent du travail. Sans cette augmentation, les conditions de l'offre et de la demande auraient été méconnues, et il y aurait eu sur le marché du travail de

graves perturbations. L'immense supériorité de notre industrie sur les forces manufacturières du reste de l'Europe, nous permit cependant de continuer nos échanges, sous le poids de ces salaires exagérés. Tant que la cherté du travail *type* et du travail manufacturier se maintint, il est avéré que les dépenses nécessaires pour obtenir les espèces en Angleterre diminuèrent sensiblement, quelle qu'ait été d'ailleurs la situation des autres pays et l'importance des frais nécessaires pour produire les métaux et exploiter les mines. Ce fait, que la quantité de marchandises suffisante pour acheter une once d'or, dans les circonstances supposées, équivaudrait à une fraction du travail *type* moins considérable qu'à l'ordinaire, prouve uniquement que les frais nécessaires pour obtenir l'or en Angleterre, en d'autres termes, que les éléments constitutifs de ces frais, le travail, les profits, les rentes, les taxes, pris en masse, avaient diminué de valeur en Angleterre.

Il résulte du même principe que depuis longtemps les frais nécessaires pour obtenir de l'or en Angleterre ont sensiblement augmenté. Par suite de la baisse prodigieuse survenue dans la valeur des objets manufacturés, il en faut actuellement une plus grande quantité pour acheter la même portion d'or, et cet excédant dépasse même le bon marché qu'ont dû nécessairement amener des machines perfectionnées et des bras plus habiles. Par conséquent, les marchandises échangées ainsi contre l'or, contiennent une plus grande somme de travail, de rentes, de taxes, de profits anglais, et par conséquent encore, les frais nécessaires pour obtenir de l'or ont augmenté dans notre pays.

Il serait difficile de déterminer ici jusqu'à quel point cette augmentation de frais a pu être aggravée par les évènements qui, on le sait, ont considérablement affaibli la production des mines de l'Amérique depuis 1810. On a dit, qu'en portant même à l'extrême cette diminution, elle était tellement insignifiante comparée à la masse totale du numéraire répandu sur le globe, qu'on ne saurait raisonnablement lui attribuer aucune influence sensible. Mais tout en agissant lentement, les tributs annuels des mines afflueraient dans les pays mêmes préparés pour les recevoir dans une proportion beaucoup plus grande que dans le reste du monde. Nous sommes persuadé qu'il s'est écoulé de longues années, avant même que la découverte des mines de l'Amérique pût agir sur l'Inde, la Chine, la Tartarie et d'autres contrées de l'Asie, où une grande partie du numéraire circule avec une lenteur traditionnelle, ou même sommeille dans des caves et des cachettes. Et pourtant, alors que les incessants envois de l'Amérique restaient sans action sur l'Asie centrale, ils transformaient la partie vi-

vante du monde commerciale et lui communiquaient une admirable énergie.

C'est pourquoi l'on ne saurait, relativement aux causes qui ont déterminé la hausse récente survenue dans la valeur de la monnaie en Europe et aux États-Unis, l'on ne saurait, dis-je, baser aucune conclusion sur l'importance plus ou moins grande de la diminution du produit des mines, comparé à la masse totale du numéraire dans le monde.

D'un autre côté, ce fait seul que les frais de production de l'or ont augmenté dans les mêmes proportions que pour l'argent, sans que d'ailleurs on ait à signaler une diminution correspondante dans les quantités offertes, semble prouver qu'il y a eu ici d'autres causes plus puissantes que la fécondité des mines d'or et d'argent. L'objet de cette digression a même été de démontrer que, dans certains pays surtout, ces causes ont généralement plus d'influence sur la valeur des métaux précieux que les changements modérés qui surviennent dans le rendement annuel des mines.

Adam Smith a remarqué très judicieusement, que l'accroissement de la richesse avait pour effet naturel d'élever la valeur des métaux précieux. Il est évident, par cela même, qu'un accroissement énorme de la population et de la production, en supposant, d'ailleurs, la circulation et l'offre des métaux précieux exactement la même, aurait pour effet de rendre le numéraire plus rare, comparativement aux demandes, et d'augmenter la somme des dépenses nécessaires pour l'obtenir.

Il est bien reconnu que depuis la guerre de 1815 la plus grande partie des pays qui constituent le monde commercial, ont vu croître d'une manière remarquable leur population et leur industrie. Or, la nécessité où l'on s'est trouvé de retirer une grande partie du papier semé dans la circulation de ces différents pays pendant la guerre, jointe aux fréquentes perturbations du crédit, permet de croire que cet immense accroisement de produits et de population n'a pas eu pour contrepoids un accroissement proportionné dans la masse de la circulation et du crédit. Il devait donc s'ensuivre une baisse dans le prix des productions et du travail.

Tant que le prix du travail n'est pas atteint par le bas prix des marchandises, les dépenses nécessaires pour obtenir les métaux précieux ne grandissent pas. On pourrait donner, il est vrai, plus de coton pour une once d'or, mais on ne ferait ici que donner en plus grande quantité un article devenu moins cher, moins précieux, sans que d'ailleurs la valeur de l'or ait le moins du monde varié. Mais aussitôt que la baisse

se manifeste dans le prix du travail *type*, il faut une plus grande somme d'efforts pour la même quantité d'argent, et les frais de production ou d'acquisition des métaux précieux augmentent nécessairement. Dans l'état actuel des choses, il semble impossible de ne pas reconnaître que la valeur des métaux a effectivement ressenti cette hausse.

N'oublions pas, cependant, qu'on ne peut raisounablablement s'attendre à mesurer les variations de la valeur avec la même précision, la même exactitude que les variations de longueur ou de pesanteur. Ni les objets qu'il s'agit de mesurer, ni l'objet servant de mètre, n'admettent cette certitude qui appartient seulement aux sciences exactes. Une longueur déterminée est la même pour tout le globe; mais la valeur attachée à une chose, les frais élémentaires de production, l'état de l'offre et de la demande, tout cela varie de place en place, d'époque en époque. D'un autre côté, le travail *type* diffère selon le pays; il varie dans ses rapports avec les autres genres de travail, et il est quelquefois difficile de déterminer son prix en argent, surtout quand il est dans une période de baisse ou de hausse, et quand le change n'est pas fixé. En dépit de tous les *drawback* cependant, comme les économistes ont l'habitude d'employer le terme valeur, et qu'on donnerait lieu à une déplorable confusion en ne distinguant pas le mot valeur du mot prix ; enfin, comme on ne saurait raisonnablement parler d'une baisse ou d'une hausse de valeur sans la pouvoir mesurer, il devient nécessaire, urgent d'adopter la mesure qui se rapproche incontestablement le plus de l'exactitude parfaite, celle qui, en réalité, peut être considérée comme étant *seule* capable de mesurer la valeur, dans le sens qui semble le plus fréquemment attribué à ce mot dans la pratique.

Sous ce rapport, le travail diffère complètement des *produits du travail*. Et le choix qu'on en peut faire pour déterminer les difficultés qui entourent la possession d'une marchandise, loin d'être arbitraire, semble, au contraire, indiqué par la nature des choses elle-même.

Quel que soit l'objet auquel on l'applique, une mesure doit elle-même croître et décroître relativement à la quantité. Le travail *type* pris dans le pays où on l'emploie et dans le lieu où il est demandé, est *le seul objet dont la valeur se proportionne à la quantité*, à la fois en divers pays et à diverses époques du même pays, et au milieu des plus grandes différences de lieu et de temps.

CHAPITRE III.

DE LA RENTE DE LA TERRE [1].

—

SECTION I. — DE LA NATURE ET DES CAUSES DE LA RENTE.

On peut définir la rente de la terre, cette portion de la valeur du produit total qui reste au propriétaire foncier, après le remboursement de tous les frais d'exploitation, de quelque nature qu'ils soient, et en y comprenant les profits du capital engagé, calculés d'après le taux courant et ordinaire des profits que donnent les capitaux consacrés à l'agriculture, à une époque déterminée.

Il arrive quelquefois que le fermier, par l'effet de circonstances accidentelles et passagères, paye plus ou moins que cette portion du produit total; mais c'est là le point vers lequel gravitent sans cesse les fermages, et c'est par conséquent ce point qu'on a toujours en vue, quand on parle de fermage dans un sens général.

La rente étant donc l'excédant de la valeur du produit total, ou, pour l'évaluer en monnaie, l'excédant du prix du produit total, sur ce qui est nécessaire pour payer les salaires des journaliers et les profits du capital employé à la culture de la terre, le premier objet qu'il s'agit de rechercher, c'est la cause ou les causes de cet excédant de prix.

Après avoir soumis la matière à des expériences sérieuses et répétées, je me sens dans l'impossibilité d'adopter entièrement, à ce sujet, soit les vues d'Adam Smith, soit celles des Économistes de l'École de Quesnay, et moins encore celles de quelques auteurs plus modernes.

---

[1] Le mot *rent* signifie le profit foncier en général ; les Anglais n'ont pas de mot qui distingue la rente du fermage. Cette lacune jette un peu de confusion sur cette matière ; nous tâcherons de la combler, autant que possible. — La rente de la terre est tout ce qui reste au propriétaire après le prélèvement des frais de production, que la terre soit affermée ou non.—Le fermage est le revenu que le propriétaire tire de sa terre en la louant à un entrepreneur, qui consacre à son exploitation le travail et le capital nécessaires, et ce revenu peut être, selon les circonstances, plus ou moins élevé que la rente. Ces deux variétés de revenu sont susceptibles d'être identiques ou différentes, et l'on ne saurait les confondre sans s'exposer à de graves erreurs. (M. M.)

Presque tous ces auteurs me semblent avoir envisagé la rente comme ressemblant trop, par sa nature et par les lois qui la régissent, à cet excédant du prix sur les frais de production, qui constitue le caractère distinctif des monopoles ordinaires.

Adam Smith, dans quelques endroits du onzième chapitre de son premier livre, a envisagé la rente sous son véritable point de vue[1], et dans le cours de son ouvrage il a fait, sur cette question, des remarques plus judicieuses qu'aucun autre auteur. Cependant, et quoiqu'il en parle souvent, il n'a pas expliqué la cause la plus essentielle du haut prix des produits bruts avec assez de netteté, et en qualifiant quelquefois de monopole la rente, sans s'arrêter à indiquer les caractères qui la distinguent plus essentiellement, il laisse le lecteur dans le vague sur la différence réelle qui existe entre les causes qui créent cet excédant dans le prix des choses nécessaires à la vie, et dans le prix des denrées qui sont l'objet d'un monopole.

Quelques-unes des vues émises par les Économistes de l'École de Quesnay sur la nature de la rente, me paraissent être également tout à fait correctes; mais ils y ont mêlé tant d'erreurs, et ont déduit des conséquences si hasardées, que ce qui dans leur doctrine est vrai, n'a fait que peu d'impression sur le public. Leur principale conclusion pratique, celle d'après laquelle il ne faudrait imposer que le revenu territorial net des propriétaires fonciers, découle de ce qu'ils ne regardent pas seulement ce revenu, comme étant aussi entièrement disponible que cet excédant du prix sur les frais de production, qui est le caractère distinctif d'un monopole ordinaire. Ils ont encore remarqué, que tout impôt indirect agissait comme une déduction véritable sur le revenu net, et cela dans le rapport exact de sa valeur.

M. Say, dans son excellent *Traité d'Économie politique*, où il a expliqué avec une grande clarté plusieurs points qu'Adam Smith n'avait pas suffisamment développés, n'a pas traité la question de la rente d'une

---

[1] Je ne peux cependant pas être de son avis, quand il pense que tout fonds de terre qui produit des subsistances doit *nécessairement* produire une rente. Les terrains couverts de bois, qui sont successivement livrés à la culture dans des pays florissants, peuvent ne payer que des profits et du travail. Un profit raisonnable sur le capital employé, en y comprenant, nécessairement, le payement du travail, sera toujours un motif suffisant pour cultiver un fonds de terre. Mais, dans le fait, il est très rare qu'il y ait des terres à la disposition du premier individu qui voudra s'en emparer : et il est peut-être universellement vrai que tout fonds de terre approprié, qui fournit des subsistances dans son état naturel, paye toujours une rente, qu'il soit d'ailleurs cultivé ou non.

manière tout à fait satisfaisante. En parlant des différents agents naturels qui, comme la terre, coopèrent avec l'industrie humaine, il fait l'observation suivante. « Heureusement personne n'a pu dire : *Le vent et le soleil m'appartiennent, et le service qu'ils rendent doit m'être payé*[1]. » Et quoiqu'il admette que, pour des raisons évidentes, il faut que la terre ait des propriétaires, il considère cependant très positivement la rente comme presque exclusivement due à l'appropriation des fonds de terre, et à la demande qu'on en fait.

Dans le remarquable ouvrage de M. Sismondi, *De la Richesse commerciale*, il est dit, dans une note au sujet de la rente: « Cette partie de la rente foncière est celle que les Économistes ont décorée du nom de *produit net*, comme étant le seul fruit du travail qui ajoutât quelque chose à la richesse nationale. On pourrait, au contraire, soutenir contre eux que c'est la seule partie du produit du travail dont la valeur soit purement nominale et n'ait rien de réel : c'est en effet le résultat de l'augmentation de prix qu'obtient un vendeur, en vertu de son privilège, sans que la chose vendue en vaille réellement davantage[2] »

Les auteurs les plus modernes en Angleterre me paraissent en général assez portés à adopter des opinions analogues à celles que nous venons de citer; et pour ne pas multiplier les citations, j'ajouterai seulement que, dans une édition très distinguée que M. Buchanan d'Édimbourg vient de publier, de *La Richesse des Nations* de Smith, cette idée de monopole est encore poussée plus loin. Et tandis que les écrivains antérieurs, tout en regardant la rente comme entièrement régie par les lois du monopole, étaient néanmoins d'avis que ce monopole était nécessaire et utile, pour ce qui regarde les fonds de terre, M. Buchanan en parle même quelquefois comme étant nuisible, et comme ôtant au consommateur ce qu'il donne au propriétaire foncier.

Dans le dernier volume, en traitant du travail productif et du travail improductif, il dit que[3] « l'excédant net, d'après lequel les Économistes apprécient l'utilité de l'agriculture, provient évidemment du haut prix de ses produits, lequel, tout profitable qu'il puisse être pour le proprié-

---

[1] T. II, p. 124, deuxième édition. Dans sa cinquième édition, M. Say a de nouveau traité ce sujet, mais il ne me semble pas en avoir saisi le véritable côté. Ainsi, il est trop porté à considérer le prix des productions territoriales qui amène la rente, comme le résultat d'un monopole ordinaire.

[2] T. I, p. 49. — Dans son dernier ouvrage, *Nouveaux Principes d'économie politique*, M. de Sismondi a émis sur la rente des vues bien différentes et bien plus exactes.

[3] T. IV, p. 134.

taire qui le reçoit, n'est certainement d'aucun avantage pour le consommateur qui le paye. Que les produits de l'agriculture se vendent à un prix plus bas, et il ne restera plus le même excédant net, déduction faite des frais de culture. Et cependant l'agriculture continuera à être aussi productive pour le capital de la nation. La seule différence consistera, en ce que les hauts prix enrichissaient auparavant les propriétaires fonciers, aux dépens de la communauté, tandis que la communauté profitera à son tour du bas prix, aux dépens des propriétaires fonciers. Pendant que le haut prix qui donne naissance à la rente ou à l'excédant net enrichit le propriétaire foncier, qui a des produits de l'agriculture à vendre, il diminue, dans la même proportion, la richesse de ceux qui achètent ces produits. C'est pourquoi il est tout à fait inexact de regarder la rente payée au propriétaire foncier, comme étant une addition réelle faite à la richesse nationale. »

Dans d'autres endroits de son ouvrage, il emploie le même langage, souvent même des expressions encore plus fortes; et dans une note au sujet de l'impôt, il parle du haut prix des produits de la terre comme étant avantageux à ceux qui le reçoivent, mais *onéreux*, dans la même proportion, à ceux qui le payent. « Sous ce point de vue, poursuit-il, la rente ne peut rien ajouter au capital de la nation en général, car l'excédant en question n'est rien de plus qu'un revenu qui passe des mains d'une classe de la société dans celles d'une autre, et cette seule transmission de main en main démontre évidemment qu'il ne s'est pas créé un fonds propre à payer l'impôt. Le revenu qui paye les produits de la terre existe déjà entre les mains de ceux qui achètent ces produits; et si le prix des subsistances était plus bas, il resterait en leurs mains, ou il serait tout aussi juste de le soumettre à un impôt, que lorsque, en raison d'un prix plus élevé, il a passé dans les mains du propriétaire foncier [1]. »

Certaines circonstances relatives à la rente ressemblent évidemment beaucoup à un monopole naturel. L'étendue même de la terre est limitée, et ne peut s'agrandir à notre gré. La différence de fertilité, même dans l'enfance des sociétés, occasionne une rareté comparative des meilleurs terrains, et cette rareté est indubitablement une des causes de la rente proprement dite. Sous ce rapport donc, le nom de *monopole partiel* pourrait peut-être lui convenir. Mais cette rareté des terrains fertiles, par elle seule, ne suffirait nullement à produire les effets observés. Nous verrons, en approfondissant mieux cette matière, combien

[1] T. III, p. 212.

l'excédant ordinaire du prix des produits bruts, sur les frais de production, diffère du haut prix d'un monopole ordinaire, dans sa nature, dans sa cause et dans les lois par lesquelles il est réglé.

On peut réduire à trois les causes qui produisent un excédant du prix des produits bruts, sur les frais de production.

La première et la principale, c'est cette qualité du sol qui permet d'en retirer plus de denrées nécessaires à la vie, qu'il n'en faut pour faire subsister ceux qui travaillent à la culture de la terre.

La seconde, c'est la propriété particulière qu'ont les choses nécessaires à la vie, quand elles se trouvent convenablement distribuées, de pouvoir se créer d'elles-mêmes une demande, ou de faire naître un nombre de consommateurs, proportionné à la quantité de denrées produites.

La troisième, c'est la rareté comparative des terrains fertiles, que cette rareté soit d'ailleurs naturelle ou artificielle.

Cette qualité du sol, que nous venons de désigner comme étant la cause primitive de l'excédant du prix des produits bruts sur les frais de production, est un don que la nature fait à l'homme. Elle n'a rien de commun avec le monopole, et cependant elle est tellement essentielle à l'existence de la rente, que, sans cette qualité, aucun degré de rareté ou de monopole ne pourrait occasionner un excédant quelconque du prix du produit brut, au-delà de ce qui serait nécessaire pour payer les salaires et les profits.

Supposons, par exemple, que la nature du sol eut été telle, que l'homme, malgré l'emploi le plus judicieux de son industrie, ne pût en tirer rien au-delà de ce qui est strictement nécessaire pour faire subsister les individus, dont le travail et les soins ont été indispensables pour faire venir les produits. Dans ce cas, et quoique les aliments et les matières premières eussent été certainement plus rares qu'aujourd'hui, et que la terre eût pu être également possédée en monopole par quelques individus, il est cependant clair qu'il n'aurait pu jamais y avoir de rente, ni d'excédant réel du produit du sol, sous forme de hauts profits et de forts salaires.

D'un autre côté, de quelque manière que le produit d'une portion donnée de terre se répartisse actuellement, que la totalité en soit distribuée aux laboureurs et aux capitalistes, ou qu'une partie en revienne au propriétaire foncier, on conviendra que le *pouvoir* qu'un tel terrain a de payer une rente, se mesure exactement sur sa fertilité, ou sur l'excédant de produit qu'on peut en général en tirer, au-delà de ce qui est strictement nécessaire pour faire subsister les ouvriers, et pour con-

server le capital consacré à la culture. Si cet excédant est de 1, 2, 3, 4 ou 5, son *pouvoir* de payer une rente sera également de 1, 2, 3, 4 ou 5 et il n'est pas de monopole, pas d'accroissement possible de demande, qui puisse changer essentiellement ces *pouvoirs relatifs*.

Mais s'il ne peut pas y avoir de rente sans cet excédant, et si la faculté dévolue à certaines terres de payer une rente, se proportionne à cet excédant, il s'ensuit qu'on doit nécessairement considérer le surplus qui naît de la fertilité du sol, comme le fondement ou du moins la source principale de toute rente.

Toutefois, cet excédant, quelque nécessaire et important qu'il soit, pourrait ne pas posséder une valeur suffisante, pour payer une quantité proportionnée de travail et d'autres denrées, s'il n'avait pas le pouvoir de faire naître une population capable de le consommer, et si, par le moyen des articles produits en retour, il ne se créait par lui-même une demande effective.

On a quelquefois dit, que c'est se méprendre sur le principe de la population, que de croire que le simple accroissement des subsistances ou des produits bruts du sol suffise pour faire naître un accroissement proportionné de la population. Cela est vrai, sans doute; mais il faut avouer, comme l'a justement remarqué Adam Smith, que dès que la nourriture est assurée, il devient comparativement facile de se pourvoir des vêtements et du logement nécessaires [1]. Et il faut se rappeler toujours que la terre ne produit pas un objet seul, et que, outre les subsistances alimentaires, qui sont les plus indispensables de toutes les denrées, la terre fournit aussi les matières propres à l'habillement, au logement et au chauffage [2].

Il est donc rigoureusement exact de dire, que la terre produit les choses nécessaires à la vie, les moyens, par lesquels seuls, un accroissement de population peut être créé et entretenu. Sous ce rapport, la terre diffère essentiellement de toute autre espèce de machine connue;

---

[1] T. I, chap. 11, p. 209.

[2] Il est cependant sûr que, si ces matières manquent, ou si l'industrie et le capital nécessaires pour les mettre en œuvre ne peuvent se former, soit en raison du peu de sûreté des propriétés, soit par d'autres causes, les cultivateurs se relâcheront bientôt dans leurs efforts, et leurs motifs pour accumuler et pour augmenter les produits, diminueront considérablement. Mais, dans ce cas, le travail ne sera que peu recherché; et, quel que soit le bas prix nominal des vivres, l'ouvrier ne pourra cependant pas se pourvoir des choses nécessaires à la vie, y compris naturellement l'habillement, le logement, etc., en quantité suffisante, pour faire naître un accroissement de population.

et il est naturel de supposer que son emploi doit être accompagné de quelques effets particuliers.

Supposons une famille active et industrieuse, possédant une certaine étendue de terrain, et le cultivant de manière à en retirer des substances alimentaires, et des matières propres à l'habillement, au logement et au chauffage nécessaires, non seulement pour elle même, mais encore pour cinq autres familles. Il s'ensuivra, d'après le principe de la population, que si les membres de cette famille distribuent convenablement leur excédant de produits, ils seront bientôt en état de payer le travail de cinq autres familles, et la valeur de leur produit territorial vaudra bientôt cinq fois plus que la valeur du travail dépensé à faire venir ce produit. Mais supposons qu'au lieu d'une portion de terre capable de produire toutes les choses nécessaires à la vie, ils ne possèdent, outre leurs moyens de subsistance individuelle, qu'une machine capable de fournir des chapeaux ou des habits à cinquante personnes, sans compter leur propre consommation. Dans ce cas, tous les efforts qu'ils pourraient faire ne leur assureraient pas le débit de ces chapeaux et habits, et ne les mettraient pas en état de payer une quantité de travail bien plus grande que celle consacrée à la fabrication de ces objets. Cette machine pourrait pendant longtemps, et même pour toujours, n'avoir d'autre valeur que celle qu'elle recevrait comme servant à fabriquer des chapeaux pour cette famille. Tous les autres services productifs de la machine pourraient rester entièrement nuls, faute de demande, et alors même que, par l'action de causes extérieures, tout-à-fait indépendantes des efforts de la famille, il se serait élevé une population suffisante pour consommer les cinquante chapeaux, il se pourrait qu'on établît de nouvelles machines et que la valeur de ces chapeaux, estimée en travail ou en différentes marchandises, ne surpassât que de fort peu la valeur du travail consacré à les fabriquer.

C'est ainsi que la fertilité du sol donne le pouvoir de payer une rente, en produisant au-delà des besoins des cultivateurs, une certaine quantité de denrées alimentaires. Et la propriété particulière de ces denrées nécessaires à la vie, lorsqu'elles sont convenablement réparties, tend fortement et constamment à donner une valeur à cet excédant, en faisant naître une nouvelle population prête à consommer.

Les Économistes ont, dans différentes parties de leurs ouvrages, insisté, comme on pouvait s'y attendre, sur ces qualités du sol et de ses produits, et Adam Smith les admet évidemment comme vraies, dans ces passages de la *Richesse des Nations*, où il se rapproche le plus de la doctrine des Économistes. Mais les auteurs modernes ont paru en gé-

néral les négliger; ils ont regardé la rente comme étant réglée d'après les principes des monopoles ordinaires, quoique la distinction entre ces choses soit très importante, et paraisse manifeste et frappante dans presque tous les cas qu'on peut imaginer.

La fécondité des mines de métaux précieux répandus sur tout le globe, venant à diminuer de moitié, on conviendra que, comme la population et la richesse ne dépendent pas nécessairement de l'or et de l'argent, un tel évènement pourrait avoir pour résultat, non-seulement de ne pas diminuer la population et la richesse, mais encore de les accroître toutes deux. Dans ce cas cependant, il est incontestable que la rente, les profits et les salaires payés dans les différentes mines du monde, pourraient non-seulement ne pas avoir diminué, mais s'être même considérablement accrus. Mais si la fertilité de toutes les terres du globe diminuait de moitié[1], comme la population et la richesse dépendent essentiellement de la quantité de denrées nécessaires à la vie, qui sont produites par le sol, il est de la dernière évidence, qu'une grande partie de la population et de la richesse du monde serait anéantie, et avec elle, une grande partie de la demande effective pour les objets de première nécessité. On abandonnerait entièrement la culture de la plus grande partie des terres dans les pays les plus avancés, et les salaires, les profits, la rente, la rente surtout, baisseraient considérablement sur tous les autres terrains. Je crois qu'il existe à peine une terre à blé dans la Grande-Brétagne, qui paye une rente égale en valeur aux salaires des laboureurs et au profit du capital nécessaires pour l'exploitation. Si cela est effectivement vrai, la quantité du produit n'étant, dans ce cas supposé, que la moitié de ce qu'on obtenait auparavant, moyennant le même travail et le même capital, il est permis de douter qu'un seul terrain en Angleterre restât en culture.

Le produit de certains vignobles de France, qui, par la qualité particulière du terroir et par leur situation, peuvent seul reproduire des vins d'un bouquet délicat, se vend par cela même à un prix fort supé-

---

[1] M. Ricardo a supposé un cas, p. 490, 3e édition, où la diminution de la fertilité de la terre serait d'un dixième, et il croit que cette circonstance ferait hausser les rentes, en poussant le capital vers des terrains moins fertiles. Je pense, au contraire, que dans tout pays bien cultivé, cela ne pourrait pas manquer de les faire baisser, en enlevant le capital aux terres les moins fertiles. Si les terrains mis en culture les derniers ne pouvaient guère auparavant payer que le travail nécessaire et un profit de dix pour cent sur le capital employé, une diminution du dixième du produit brut empêcherait certainement beaucoup de terrains ingrats d'être cultivés, et réduirait, conséquemment, la rente.

rieur aux frais de production. Cela est dû à la grande concurrence des demandes pour ces vins, comparée avec leur rareté; rareté qui en restreint l'usage à un si petit nombre de personnes, que ces personnes se déterminent à acheter à des prix excessifs le privilège de les boire. Mais si la fertilité de ces terres augmentait au point de donner beaucoup plus de produit, ce produit pourrait tellement baisser de valeur, qu'il n'offrirait plus qu'un faible excédant, au-delà des frais de production. Si, au contraire, les vignobles devenaient moins productifs, le montant de cet excédant pourrait s'accroître presque sans bornes[1].

La cause évidente de ces résultats, c'est que, dans tout monopole ordinaire, la demande est étrangère à la production et en est indépendante. Le nombre des personnes qui aiment les vins rares, et qui sont disposées à entrer en concurrence pour se les procurer, pourrait augmenter d'une manière presque illimitée, en même temps que la quantité de ces vins irait en décroissant; leur prix n'aurait donc alors d'autres bornes que le nombre, la fortune et le caprice des concurrents.

Dans la production des choses nécessaires à la vie, la demande se règle, au contraire, sur le produit même, et les effets en sont par conséquent tout-à-fait différents. Dans ce cas, et tant que diminue la quantité des produits, il est physiquement impossible que le nombre des consommateurs puisse dépasser certaines limites assez étroites, puisque les consommateurs ne peuvent exister qu'au moyen de ces produits.

Dans tout monopole ordinaire, un excédant de valeur des produits au-delà de celle du travail qui a été employé pour les obtenir, peut être créé par l'effet de la demande extérieure. Mais dans le monopole partiel de la terre qui produit les choses nécessaires à la vie, cet excédant ne peut être créé et continué que par les qualités du sol.

Dans les monopoles ordinaires, et dans tous les produits autres que

---

[1] M. Ricardo répond à cela que : « le *haut prix étant donné*, la rente doit s'éle-« ver en raison de l'abondance et non de la rareté, » et cela autant pour les vignobles d'une qualité exquise, que pour les terres labourables ordinaires. Mais c'est là une supposition entièrement gratuite, car on ne peut établir le prix d'une manière absolue. Par l'effet de l'accroissement de la demande, et de la diminution de l'offre, les raisins récoltés sur un arpent, en Champagne, pourront rétribuer cinquante fois autant de travail qu'il en a fallu pour la culture de cet arpent de vigne ; mais, en supposant que les laboureurs vivent du blé qu'ils ont produit, aucun accroissement de demande extérieure, aucune diminution de produit, ne pourront jamais faire que le produit d'un arpent de terres à blé paye constamment autant de travailleurs qu'il en peut nourrir. Et cela parce qu'alors le laboureur serait privé des moyens nécessaires pour faire subsister sa famille, et pour maintenir la population.

ceux qui sont nécessaires à la vie, les lois de la nature concourent bien faiblement à la proportion qui s'établit entre la valeur échangeable de ces objets et leur valeur d'utilité. La même quantité de raisins ou de coton peut, dans différentes circonstances, valoir constamment trois ou trois cents journées de travail. Ce n'est que dans la production des denrées nécessaires à la vie, que les lois de la nature agissent constamment pour régler la valeur échangeable de ces denrées sur leur valeur d'utilité. Et quoique, en raison de la grande différence des circonstances extérieures, et surtout en raison de la plus ou moins grande abondance, ce but soit rarement ou peut-être même jamais complètement atteint, la valeur d'une quantité donnée de denrées nécessaires à la vie, échangée contre du travail, tend cependant à se rapprocher de la valeur du travail qu'elles peuvent rétribuer de manière, tout au moins, à ne pas laisser s'affaiblir la population, ou, en d'autres termes, à se rapprocher de la valeur d'utilité de ces denrées.

Dans tout monopole ordinaire, le prix du produit, et, par conséquent, l'excédant du prix sur les frais de production, peut s'accroître indéfiniment. Dans le monopole partiel des terres qui produisent les subsistances, l'excédant du prix de ces subsistances sur les frais de production se trouve resserré dans des limites infranchissables. Ces limites sont l'excédant des subsistances qu'on peut tirer de la terre au-delà des premiers besoins du laboureur, et dépendent entièrement de la fertilité naturelle ou acquise du sol. Augmentez cette fertilité, les limites s'agrandiront, et la terre pourra rapporter une rente élevée, diminuez-la, et vous verrez les limites se resserrer, et la rente s'abaisser; diminuez-la encore, et alors la limite descendra aux frais de production, et la rente disparaîtra.

Bref, dans le premier cas, la faculté qu'a le produit de donner un prix supérieur aux frais de production, dépend essentiellement du degré d'intensité du monopole et de la demande extérieure; dans le second, cette faculté dépend entièrement du degré de fertilité naturelle ou acquise. Voilà sans doute une distinction aussi tranchée que frappante.

Est-il possible de considérer l'excédant général du prix des choses de première nécessité sur les frais de production, comme se réglant d'après les mêmes principes qu'un monopole ordinaire? Est-il possible de considérer la rente, avec M. Sismondi, comme un simple produit du travail, comme une valeur purement nominale, et qui ré-

---

[1] Et cependant cette distinction ne paraît pas à M. Ricardo bien fondée. Voyez chap. 31, p. 429, 3e édition.

sulte simplement de cette augmentation de prix qu'un vendeur obtient par l'effet d'un privilège spécial ; ou, doit-on, avec M. Buchanan, regarder la rente comme n'ajoutant rien à la richesse nationale, et comme un simple transfert de valeur, qui n'est avantageux qu'aux propriétaires, et qui est, dans la même proportion, *nuisible* aux consommateurs[1].

Ne faut-il pas plutôt regarder la rente comme l'effet naturel d'une qualité attachée par Dieu à la terre, comme un don précieux fait à l'homme, qualité qui donne à la terre le pouvoir de faire subsister plus de personnes qu'il n'en faut pour la cultiver? La rente n'est-elle pas une partie, et nous verrons bientôt que c'est une partie absolument nécessaire, de ce produit net de la terre, qui a été avec raison considéré comme la source de tout pouvoir et de toute jouissance, et sans lequel, il n'y aurait ni villes, ni forces militaires ou navales ; sans lequel il n'y aurait point d'arts, de savoir, point d'ouvrages d'un travail exquis, point d'objets utiles et de luxe tirés des pays étrangers ; sans lequel, en un mot, rien n'existerait de ce qui constitue cette société cultivée et élégante, qui non-seulement donne de l'élévation et de la dignité aux individus, mais qui étend son influence salutaire sur *la masse entière du peuple?*[2]

---

[1] Il est étonnant que M. Ricardo ait sanctionné cette doctrine de M. Sismondi et de M. Buchanan. Rigoureusement, en effet, d'après sa propre théorie, le prix du blé doit toujours être, indépendamment de tous les perfectionnements agricoles, un prix naturel ou nécessaire, et la condition nécessaire ou naturelle d'un accroissement de produits. Dans quel sens peut-il donc adopter l'opinion de ces auteurs, en assurant que le prix du blé resemble à celui de toute autre denrée monopolisée, qu'il n'est avantageux qu'aux propriétaires, et qu'il est dans la même proportion *nuisible* aux consommateurs ?

[2] Après tout ce qui a été dit et écrit au sujet de la rente, j'avoue avoir été fort surpris de voir le colonel Perronet Thompson publier une brochure intitulée : « *La véritable théorie de la rente, par opposition à M. Ricardo et autres* », et établir que la source véritable de la rente est partout identique à celle qui crée la rente des vignobles où se produit le Tokay. Cette proposition du colonel Thompson est d'autant plus remarquable, que dans le cours de sa brochure il reconnaît la vérité des principales conclusions de la nouvelle théorie, lesquelles sont :

Premièrement, que dans tout pays où se trouvent des terrains de fertilité inégale et définitivement entré dans la voie du progrès, le prix réel et moyen du blé est un prix nécessaire, c'est-à-dire un prix nécessaire pour arriver à obtenir, dans l'état actuel de l'agriculture et de la valeur de la monnaie, la masse de produits suffisants pour approvisionner l'intérieur.

Deuxièmement, qu'il n'est pas de monopole au monde capable de faire produire une rente à la terre qui nourrit tout un pays, si cette terre ne rendait d'ailleurs plus de subsistances qu'il n'en faut pour faire vivre les cultivateurs.

SECTION II — DE LA NÉCESSITÉ DE SÉPARER LA RENTE, DES PROFITS DU CULTIVATEUR ET DES SALAIRES DU JOURNALIER.

L'appropriation des terres, aux premières âges des sociétés déjà vieillies, a été accompagnée de tant de violences, et d'un monopole si injuste, que pour reconnaître la base naturelle et le progrès successif des rentes, il est nécessaire de concentrer notre attention sur l'établissement et le développement agricole et progressif des nouvelles colonies.

Dans les premiers temps de toute colonie nouvelle, les connaissances et le capital acquis par des peuples anciens, sont employés sur des terrains nouveaux et fertiles; l'excédant du produit du sol apparaît principalement sous forme de profits et de salaires élevés, et ne se montre que peu sous forme de rente. Tant qu'abondent des terrains fertiles, dont on puisse disposer en faveur de tous les individus qui en demandent, personne naturellement ne paye de rente à un propriétaire. Mais il est incompatible avec les lois de la nature, et avec les limites et la qualité de la terre, qu'un tel état de choses puisse subsister. Dans tous pays, il y a nécessairement des terrains qui diffèrent les uns des autres par leur qualité et leur situation. Tous ne peuvent pas être les plus fertiles, toutes les situations ne peuvent pas être également rapprochées des rivières et des marchés. L'accumulation de capital ne permettant plus de l'employer entièrement à la culture des terres le plus naturellement fertiles et le plus avantageusement situées, doit de toute nécessité, faire

---

Troisièmement, que le prix ordinaire du blé se trouve fortement resserré, et ne peut jamais rester à un taux assez élevé pour faire, qu'avec leurs salaires habituels, les classes laborieuses ne puissent acheter plus de blé qu'il n'en faut pour nourrir les cultivateurs du moment.

Or, il est incontestablement vrai, premièrement, que le prix du Tokay n'est pas un prix nécessaire ; car, les prix venant à baisser, on en produirait absolument la même quantité; secondement, que ni les acheteurs de Tokay, ni les vignerons ne vivent de ce produit ; troisièmement enfin, que les seules limites assignables au prix du Tokay sont les désirs et les goûts de quelques opulents gourmets. Comment peut-on dire, alors, que partout la rente naît des causes mêmes qui se produisaient dans les vignobles où se récolte le Tokay, et comment peut-on surtout se servir de cet exemple du Tokay comme d'un moyen propre à fixer la véritable théorie de la rente ?

Il est évident, toutefois, que l'énorme erreur émise et répétée par le colonel Thompson ne provient pas du langage incertain, ambigu, dont on s'est servi quelquefois pour propager la nouvelle doctrine de la rente. Les erreurs produites par cette cause ont été indiquées dès la première édition de cet ouvrage et bien avant les publications du colonel Thompson.

baisser les profits, tandis que l'accroissement rapide de la population tend à faire baisser les salaires des journaliers [1].

Les frais de production en blé, salaires et profits se trouveront par là diminués; mais la valeur du produit, c'est-à-dire, la quantité de travail qu'il peut acheter, augmentera au lieu de diminuer. Plus d'individus demanderont de subsistances, et plus seront prêts à offrir leurs services pour être employés de la manière qui paraîtra la plus utile. La valeur des vivres se trouvera excéder les frais de production, et c'est cet excédant, qui constitue la portion du surplus total retiré de la terre, qu'on a nommé rente.

La qualité de la terre dont nous avons parlé en premier lieu, ou le pouvoir qu'elle a de donner une quantité des choses nécessaires à la vie, plus forte que celle nécessaire pour faire subsister les personnes employées à la culture, est évidemment la source de cette rente, et la limite qui en restreint l'accroissement. La seconde qualité dont il a été fait mention, ou l'influence que des subsistances abondantes ont sur le développement de la population, est nécessaire à la fois pour donner une valeur à l'excédant du produit du sol que les cultivateurs peuvent recueillir sur les terrains cultivés les premiers, et pour créer une demande pour plus de subsistances qu'on n'en peut tirer des terrains les plus fertiles [2].

Enfin, la troisième cause, ou la rareté comparative des terrains fertiles, qui est évidemment une conséquence naturelle de la seconde, est nécessaire pour détacher du produit de la terre une portion de l'excé-

---

[1] Après tout ce qui a été dit, dans le dernier chapitre, relativement à la permanence de la *valeur* du travail, il doit être bien entendu maintenant, que toutes les fois que je parle de salaires *élevés* ou *bas*, ou d'une *hausse* et d'une *baisse* des salaires, je veux indiquer l'accroissement ou la diminution de la quantité des objets de première nécessité alloués au travailleur, ou de la quantité de monnaie, variable en sa valeur, qui lui est accordée pour l'achat de ces objets de première nécessité.

Il aurait été peut-être plus juste et plus clair d'appliquer toujours ces derniers termes aux salaires et non les premiers, mais les expressions de salaires élevés, de salaires minimes, de hausse et de baisse des salaires se reproduisent si souvent dans la conversation, sont si généralement admises dans le sens où je les emploie, qu'en les conservant, j'ai cru ne créer aucune confusion dans l'esprit du lecteur.

[2] Si, dans une colonie nouvelle, les progrès de la population ne suffisaient pas pour créer des demandes supérieures à la quantité de nourriture qu'on pourrait obtenir, sans diminution de profits, des terres les plus fertiles, il n'y aurait jamais de rente, et les bras ne se reporteraient jamais sur les terrains inférieurs.

dant général, sous la forme spéciale d'une rente payée à un propriétaire [1].

Il n'est pas possible non plus que, dans un pays où grandissent à la fois la population et la richesse, la totalité des produits continue à se diviser entièrement entre les capitalistes et les ouvriers, sous le nom de salaires du travail et de profits du capital. Si les profits et les salaires ne baissaient point, les terrains de la plus grande fertilité, à moins d'améliorations particulières, pourraient seuls être cultivés. La baisse des profits et des salaires, qui a réellement lieu, fait sans contredit passer une portion du produit dans les mains du propriétaire, et constitue une partie, mais, comme nous l'avons déja dit, une *partie* seulement de la rente. Mais si cette transmission peut être regardée comme nuisible aux consommateurs, toute augmentation de capital et de population doit être aussi regardée comme nuisible; et un pays qui pourrait bien nourrir dix millions d'habitants doit se réduire à un million. La transmission faite aux dépens des profits et des salaires, et cette valeur des produits, qui suffit pour constituer une rente, valeur contre laquelle on s'est récrié comme nuisible, et comme enlevant au consommateur ce que le propriétaire reçoit, sont absolument nécessaires pour que les premiers cultivateurs d'un nouveau pays puissent grossir leurs richesses et leurs rangs; elles sont les suites naturelles et inévitables de cette augmentation de capital et de population, à laquelle la nature a pourvu, au moyen des penchants qu'elle a donnés à l'espèce humaine.

Dès que l'accumulation du capital est arrivée au point de rendre les

[1] M. Ricardo ne m'a pas du tout compris, quand il me fait dire que la rente monte ou baisse immédiatement et nécessairement suivant que la fertilité de la terre augmente ou diminue (p. 489, 3e édition). C'est au lecteur à juger jusqu'à quel point mes expressions sont susceptibles de cette interprétation; mais, certes, je ne pensais pas qu'elles pussent avoir un tel sens. Après avoir établi la nécessité du concours de trois causes pour donner naissance à la rente, il était impossible que je voulusse dire que la rente devait toujours varier d'après une seule de ces causes et dans la même proportion qu'elle. J'ai fort clairement dit, en effet, que, dans les premières époques de la société, l'excédant du produit de la terre, ou sa fertilité, se montre rarement sous forme de rente. M. Ricardo s'est donc exprimé d'une manière bien peu réfléchie lorsqu'en voulant me corriger, il a énoncé que la rareté comparative des terrains les plus fertiles était la seule cause de toute rente (p. 493), quoiqu'il soit lui-même convenu que sans fertilité positive il ne peut pas y avoir de rente (p. 495). Si les terrains les plus fertiles d'un pays n'étaient cependant encore que des terrains ingrats, un tel pays ne pourrait payer que de bien faibles rentes; et s'il n'y avait pas d'excédant de subsistances au-delà des besoins immédiats des cultivateurs, il n'y aurait non plus aucun excédant de prix.

profits du capital additionnel employé sur les terres fertiles moindres qu'ils ne le seraient si ce capital était employé sur un terrain de qualité inférieure [1], il est évident que dès lors on trouvera du profit à cultiver ces terrains moins fertiles. Mais si, après la baisse des profits et des salaires, les cultivateurs des terrains les plus féconds ne payaient point de fermage, ils cesseraient d'être de simples fermiers, ou des personnes vivant des profits d'un capital agricole ; ils réuniraient évidemment le caractère de propriétaires et de fermiers; mais ce double caractère, assez fréquent, ne change rien à la nature de la rente, et n'affecte nullement la différence essentielle qui la distingue des profits et des salaires.

Supposons que les profits du capital employé à la culture des terrains de qualité inférieure soient de 30 pour 100, et que des portions des vieux terrains en rapportent 40; dans ce cas, 10 pour 100 sur ces 40 constitueraient évidemment une rente, quelle que soit d'ailleurs la personne qui reçoive cette rente. Si l'accumulation venait encore à augmenter et le prix du travail [2] à baisser sur les meilleures terres d'un pays, d'autres terrains, moins favorablement partagés sous le rapport de la fertilité ou de la situation, pourraient être défrichés avec avantage. Les frais de culture, y compris les profits et les salaires, ayant diminué, des terrains moins productifs, ou situés plus loin des rivières et des marchés, tout en ne rapportant point d'abord de rente, pourraient suffire à payer tous les frais de culture, et à rétribuer convenablement le cultivateur. Et, plus tard, si les profits du capital ou les salaires du journalier viennent à baisser davantage, soit chacun séparément, soit tous les deux à la fois, on pourra livrer à la culture des terrains encore plus

---

[1] Le motif immédiat pour livrer à la culture de nouveaux terrains, ne peut être autre que l'espoir d'employer un capital croissant avec plus d'avantages que sur les vieux fonds de terre.

[2] Lorsqu'une portion donnée de capital diminue de rapport, sur de vieux ou de nouveaux terrains, la perte qui en résulte se partage, en général, entre les laboureurs et les capitalistes, et les salaires baissent avec les profits. Cela est entièrement opposé au langage de M. Ricardo. Mais les salaires dont il parle sont totalement différents de ceux que j'ai en vue. Il parle de ce que coûte de travail la production des choses de première nécessité destinées au laboureur; et moi je parle de ces choses elles-mêmes. En suivant la même marche, M. Ricardo dit que la hausse du fermage ne retombe jamais sur le fermier. Le lecteur doit savoir que la baisse des salaires évalués en blé indique que la valeur du blé s'est accrue, ou, en d'autres termes, qu'on semble disposé et capable de sacrifier, pour l'obtenir, une plus grande somme de travail.

ingrats et encore moins favorablement situés. Or, il est évident qu'à à chaque mouvement de ce genre, la rente devra hausser.

On peut donc établir comme une vérité incontestable qu'à mesure qu'une nation arrive à un degré de richesse considérable, et à un large développement de population, la *séparation* de la rente, qui reste comme attachée aux terrains d'une certaine qualité, est une loi aussi invariable que l'action du principe de gravité. De plus, la rente n'est ni une simple valeur nominale, ni une valeur inutilement et injustement transmise de la nation à une personne quelconque mais bien, au contraire, une partie réelle et essentielle de la production annuelle considérablement augmentée et fixée d'après les lois de la nature sur la terre. Et cela, quels que soient d'ailleurs les propriétaires, qu'ils soient nombreux ou rares, que les terres appartiennent même à l'État ou aux cultivateurs réels.

Telle est donc la manière d'après laquelle la rente doit se trouver séparée des profits et des salaires dans un état naturel de choses que n'altère pas l'influence d'un mauvais gouvernement ou de monopoles inutiles; mais il n'est que trop connu combien les mauvais gouvernements et les monopoles inutiles ont été fréquents à toutes les époques de l'histoire de l'humanité, et il est certain que les uns et les autres doivent essentiellement modifier cette marche naturelle et précipiter souvent la formation de la rente.

Dans la plupart des grandes monarchies de l'Orient, le souverain a été regardé comme le seul propriétaire du sol. Ce monopole anticipé de la terre, joint aux deux propriétés du sol et de ses produits dont nous avons déjà fait mention, a permis au gouvernement d'exiger, dès une époque très reculée, une certaine portion du produit de tous les terrains cultivés, et cette portion, quelque nom qu'on lui donne, est essentiellement une rente. C'est un excédant à la fois de la quantité et de la valeur échangeable des produits sur les frais de culture [1].

Mais dans la plupart de ces monarchies l'étendue des terres fertiles

---

[1] Cette vue du sujet comprend toutes les sortes de rente désignées par M. Jones, dans son dernier et remarquable ouvrage sur la situation des rentes et les divers moyens usités dans les différentes parties du monde pour rétribuer le travail. Que le travailleur soit payé en argent, en denrées ou en une certaine portion de terre, à laquelle il consacrera, comme cultivateur, une certaine portion de son travail, tout en réservant à son maître une autre partie, la source de la rente n'en reste pas moins la même. Elle dépend toujours de l'excédant produit sur les terres à l'avantage du propriétaire au-delà de ce que reçoivent les cultivateurs : et le montant de la rente perçue, sur une étendue de terre donnée, s'accroîtra suivant les différents degrés de fertilité, dépassant celui qui suffit pour nourrir le cultivateur.

était très grande; et tant que la redevance exigée restait modérée, le reste suffisait pour élever les profits et les salaires à un taux qui permît à la population de s'accroître rapidement.

Il est cependant clair qu'un souverain qui serait seul possesseur des terres dans une contrée très fertile, pourrait en retirer, dès les premiers progrès de la société, une rente excessivement élevée. Il pourrait presque débuter par exiger toute la portion du produit qui ne serait pas nécessaire pour permettre un accroissement modéré du nombre des cultivateurs; et en supposant ceux-ci doués d'une certaine intelligence, cette portion lui assurerait, sous forme de rente, une plus forte *part* du produit total, qu'il n'eût probablement pu en obtenir, même à une époque plus avancée de la société; mais il est évident que dans ce cas les terrains les plus fertiles seraient seuls cultivés, et que les profits, les salaires et la population s'arrêteraient tous avant le temps.

Il n'est pas à présumer qu'un souverain étende l'exercice de ses droits sur le revenu des terres à un tel excès, cela étant aussi contraire à son propre intérêt qu'à celui de ses sujets; mais il y a lieu de croire que, dans quelques parties de l'Inde et de plusieurs autres pays de l'Orient, et probablement même en Chine, la marche progressive de l'impôt territorial, fondé sur le droit exclusif qu'à le souverain sur le sol [1], joint à quelques autres taxes qu'on prélève d'ordinaire sur les produits bruts, a forcément et avant le temps fait baisser les profits du capital et les salaires du travail. L'impôt foncier se trouve avoir ainsi créé de grands obstacles aux progrès de la culture et de la population dans les derniers temps, tandis qu'un grand nombre de terrains fertiles restaient en friche. C'est ce qui arrivera toujours, lorsque, par l'effet d'un monopole inutile, on prendra, sous forme de rente ou d'impôt, une part de l'excédant du produit plus forte qu'elle ne l'eût été par l'effet de la baisse naturelle amenée dans les profits et les salaires par l'accroissement du capital et de la production. Mais, quelle que soit la nature du monopole des terres, qu'il soit nécessaire ou artificiel, toujours est-il que la faculté de payer une rente ou des impôts sur un fonds de terre est absolument bornée par sa fertilité; et ceux qui sont disposés à af-

---

[1] Il est inutile de faire remarquer qu'en employant ces termes (*the sovereing's right to the soil*), Malthus n'a entendu constater qu'un simple fait, bien loin de le justifier. Il suffit, pour faire disparaître toute incertitude à cet égard, de se reporter à la page 103 de cet ouvrage et aux deux beaux chapitres qu'il a consacrés, dans son *Essai sur la population*, aux effets de la liberté civile sur la condition des peuples. M. M.

faiblir l'importance des deux premières causes que j'ai assignées à la rente, devraient jeter les yeux sur la distribution directe du produit en nature, telle qu'elle s'opère dans plusieurs parties de l'Inde. Là, dès que le souverain se trouve, par la vertu du monopole, en état d'exiger toute cette portion du produit qui dépasse les frais de culture, ses ressources se règlent forcément sur l'excédant des objets de première nécessité et sur la somme de travail que ces objets peuvent rétribuer.

On pourrait peut-être croire que la rente ne saurait, forcément et avant le temps, être séparée des profits et des salaires, de manière à réduire extraordinairement le taux de ces derniers, puisque les capitaux et les bras abandonneraient immédiatement la terre, s'ils pouvaient trouver un emploi plus avantageux. Mais l'on doit se rappeler que les cultivateurs actuels de la terre, dans les pays dont nous venons de parler, se trouvent en général dans un état véritable d'avilissement et de dégradation; qu'il n'emploient qu'un très faible capital, celui-là seul qu'ils ne peuvent déplacer pour lui donner un autre emploi; que l'excédant de produit entre les mains du gouvernement fait bientôt naître pour l'employer un surcroît de population, de manière à faire descendre le prix du travail, dans d'autres branches d'industrie, au niveau du prix des travaux agricoles; enfin, que le peu de demandes pour les produits des manufactures et de l'industrie commerciale, due à la misère de la masse de la nation, n'offre aucun moyen d'employer un capital considérable rapportant de forts profits dans les manufactures et dans le commerce.

En songeant à ces causes qui tendent à faire baisser les profits, à la difficulté d'amasser de l'argent, et au risque qu'on court en le prêtant, toutes choses qui tendent à augmenter le taux de l'intérêt, je pense que, quoique le taux de l'intérêt de l'argent, dans chaque pays, soit presque la seule donnée d'après laquelle on puisse estimer le taux des profits, cependant, dans des pays tels que l'Inde et la Chine, et même dans la plupart des états de l'orient et du midi du globe, cette donnée est sujette à la plus grande incertitude. En Chine, l'intérêt légal de l'argent est de 3 pour 100 par mois [1]. Mais, quand on considère la situation de la Chine, du moins d'après l'état de nos connaissances sur cet empire, il est impossible de croire que les capitaux employés à l'agriculture puissent rapporter de tels intérêts, ou même

[1] Voyez le Code pénal des Chinois, par Staunton, p. 138 de l'édition anglaise. On dit cependant qu'à Canton le taux courant de l'intérêt n'est que de 12 à 18 pour 100. *Id.*, note 17.

qu'ils puissent donner de semblables profits, lorsqu'on les emploie dans une branche quelconque de commerce stable et bien connue.

On nous a aussi rapporté des choses extraordinaires sur le taux élevé de l'intérêt dans l'Inde; mais la situation des cultivateurs actuels dément complètement la supposition que, indépendamment de leur travail, les profits de leur capital soient si considérables; et la réduction récente du papier du gouvernement à 6 pour 100 prouve assez que, dans des temps ordinaires et de tranquillité, le rendement ordinaire et probable du capital dans les autres genres de commerce, n'est pas, à beaucoup près, assez fort pour permettre d'emprunter à un taux aussi élevé.

L'argent que l'on emprunte en Chine ou dans l'Inde à des taux aussi abusifs a été emprunté en vue de dépenses ou de dettes pressantes, et non en vue d'une exploitation régulière. Le progrès des institutions civiles et politiques doit avoir nécessairement pour résultat de faire cesse un tel état de chose.

Quelques-unes des causes dont nous avons fait mention comme tendant, avant le temps et d'une manière irrégulière, à élever la rente et à diminuer les profits chez les Orientaux, ont sans doute exercé une certaine influence aux premières époques de la civilisation européenne. Il fut un temps où presque toutes les terres étaient cultivées par des esclaves, et dans le système des *métayers* qui vint ensuite, les récoltes étaient partagées de manière à ne laisser guère au cultivateur qu'une chétive subsistance. Dans cette situation, le taux des profits agricoles ne pouvait avoir que bien peu de rapport avec le taux général des profits. Les paysans ne pouvaient, sans la plus grande difficulté, réaliser de l'argent et changer d'état; et il est certain qu'aucun individu, possesseur d'un capital acquis dans les manufactures et dans le commerce, ne l'aurait employé à cultiver les terres d'autrui en qualité de *métayer*. Il ne pouvait donc y avoir que peu ou point de capital flottant entre le commerce et l'agriculture, et les profits respectifs de chacun de ces genres d'industrie ont dû, par conséquent, être très inégaux.

Il est cependant vraisemblable, comme dans les exemples de la Chine et de l'Inde cités ci-dessus, que les profits n'ont pu être excessivement élevés. A la vérité, cela devait dépendre principalement de la quantité de capital employée dans les manufactures et le commerce. Si les capitaux avaient été rares par rapport à la demande pour les produits de ces industries, les profits auraient été certainement élevés, et on peut affirmer en toute assurance que les intérêts excessifs dont

on a parfois des exemples ne permettent pas de conclure que le taux des profits ait été très haut.

On doit donc attribuer à la rente les mêmes caractères, la même nature qu'au surplus général des produits agricoles, et la considérer comme le résultat de certaines qualités particulières du sol et de son rendement. Et nous avons reconnu qu'elle tendait à se séparer des profits et des salaires, du moment même où ils commencent à baisser par suite de la rareté des terrains fertiles, que cette rareté vînt d'ailleurs du progrès naturel de la richesse et de la population d'un pays, ou de quelque monopole prématuré et inutile de la terre.

SECTION III. — DES CAUSES QUI, DANS LA MARCHE PROGRESSIVE DES SOCIÉTÉS CIVILISÉES, TENDENT A FAIRE HAUSSER LA RENTE.

Si l'on veut connaître avec de plus amples détails les lois qui règlent la hausse et la baisse des rentes, il faut exposer plus particulièrement les causes principales qui tendent réellement à accroître la différence qui existe entre le prix du produit et les frais de culture, y compris les profits ordinaires. Ces causes principales sont au nombre de quatre : en premier lieu, une accumulation de capital qui, comparée aux moyens de l'utiliser, suffise pour faire baisser les profits; en second lieu, un accroissement de population qui fasse baisser les salaires des ouvriers; en troisième lieu, des améliorations dans l'agriculture, ou de nouveaux efforts tellement énergiques, qu'ils puissent réduire le nombre des ouvriers nécessaires pour produire un effet donné; enfin une augmentation dans le *prix* des produits du sol, déterminée par un surcroît de demande, et qui, tout en élevant fort probablement la valeur pécuniaire du travail ou en abaissant celle de la monnaie, est néanmoins suivie d'une diminution temporaire ou permanente des avances du fermier, comparativement à ses rentrées en monnaie.

Si le capital s'accroît au point de devenir surabondant dans certaines branches d'industrie et de ne plus rapporter les mêmes profits, il ne restera cependant point oisif, il cherchera au contraire un emploi dans certains genres d'industrie moins avantageux, et cela le portera vers des terrains moins fertiles.

Par la même raison, si la population croît plus vite que les fonds consacrés aux salaires, l'ouvrier sera obligé de se contenter d'une moindre quantité de choses nécessaires à la vie. Conséquemment, la *valeur* du produit s'élèvera, la même quantité de blé suffira pour commander plus de travail, et il sera possible alors de défricher des terrains auparavant sans culture.

Les deux premières causes que nous venons d'énoncer, agissent quelquefois de manière à se neutraliser réciproquement. Un accroissement de capital tend à faire hausser les salaires des ouvriers, et la baisse des salaires à faire hausser les profits du capital; mais ce ne sont là que des effets passagers. Dans la marche naturelle et régulière d'un pays vers le complet développement de son capital et de sa population, le taux des profits et les salaires en blé des ouvriers baissent constamment ensemble. Cela peut avoir lieu et a lieu souvent par une hausse permanente du prix métallique du blé, accompagnée d'une hausse moins forte des salaires en numéraire. Cette supériorité de hausse dans le prix métallique du blé est plus que contrebalancée pour le cultivateur au moyen de la diminution du produit agricole obtenu avec le même capital. Les profits de tous les autres capitalistes se trouvent ainsi diminués par la nécessité où ils sont de payer sur les mêmes bénéfices pécuniaires, de plus forts salaires en numéraire; et, en même temps, les moyens qu'a l'ouvrier d'acquérir les choses nécessaires à la vie, se trouvent restreints en raison de l'insuffisance de la hausse du prix du travail comparé au prix du blé.

Néanmoins, cette hausse précise et régulière du prix en argent du blé et du travail n'est point nécessaire pour qu'il y ait baisse des profits. Les profits peuvent certainement baisser, et la séparation de la rente s'effectuer, au milieu même des plus grandes variations dans la valeur du numéraire. Tout ce qui est nécessaire pour que la baisse des profits soit éminemment régulière et permanente, c'est que les travailleurs absorbent, comme salaires, une plus forte quantité de la valeur totale du produit obtenu au moyen d'une quantité déterminée de travail. En agriculture, cela s'opère généralement par la diminution du produit obtenu par le même travail, sans une diminution proportionnelle de la part absorbée par les travailleurs, ce qui laisse une somme moindre pour les profits, et abaisse les salaires réels du laboureur. Mais il est évident que si une plus petite quantité suffisait pour rétribuer à la fois le capitaliste et l'ouvrier [1], les frais de culture diminueraient, les

---

[1] M. Ricardo, en parlant de la seconde cause à laquelle j'ai attribué la hausse de la rente, dit (page 499, troisième édition) que : « aucune baisse des salaires ne peut faire monter la rente, car elle ne diminuera ni la part, ni la valeur de la part qui doit revenir sur le produit total au fermier et au journalier. » Et cependant, il n'existe en réalité, dans la *valeur* du blé, d'autre hausse que celle qu'accompagne une baisse dans les salaires en blé du travail. Le fait est que la portion afférente au fermier et au cultivateur, évaluée en travail ou en monnaie d'une valeur fixe, est bien loin de rester la même. Tous ses calculs ont été basés sur une erreur fondamentale. Il a omis d'introduire les profits dans l'é-

rentes hausseraient sur les plus vieux terrains, et l'on trouverait du profit à cultiver des terres moins riches.

La troisième cause dont nous avons fait mention, et qui tend à faire hausser les rentes en diminuant les frais de culture comparativement au prix du produit, provient de perfectionnements agricoles ou d'un surcroît d'efforts suffisant pour réduire le nombre des bras occupés à produire un résultat déterminé.

Dans des pays industrieux et en voie de progrès, où les encouragements ne manquent pas, cette cause agit puissamment. Si les nouveaux perfectionnements étaient de nature à diminuer considérablement les frais de production sans augmenter la quantité des produits, il est incontestable qu'il n'y aurait point de changement dans les prix du blé; les bénéfices exorbitants des fermiers se trouveraient, en effet, bientôt réduits par la concurrence des capitaux que l'on aurait reporté des manufactures et du commerce vers l'agriculture. Et comme le *champ ouvert* à l'emploi des capitaux se trouverait plutôt resserré qu'étendu, les bénéfices dans l'agriculture, ainsi que dans les autres branches d'industrie, reprendraient bientôt leur ancien niveau, et l'excédant des produits, encore accru par la diminution des frais de culture, irait grossir la rente des propriétaires fonciers.

Mais, si ces perfectionnements facilitent, comme cela doit être, la culture des terrains nouveaux, et améliorent celle des anciens, avec la même quantité de capital, plus de blé devra nécessairement être porté au marché. Cela en ferait baisser le prix, mais la baisse ne serait que de courte durée. L'influence de ce fait si important, dont il a été question dans le commencement de ce chapitre, et qui sépare nettement l'excédant du produit de la terre de tous les autres excédants, c'est-à-dire l'influence de cette propriété qu'ont les choses nécessaires

---

valuation des salaires, et il a ainsi fait hausser la valeur du travail au lieu de la rendre constante. La quotité obtenue au moyen d'une certaine quantité de travail, ou la valeur allouée au fermier et au journalier réunis, doit toujours baisser en même temps que les profits. Si elle ne baissait pas dans la monnaie de M. Ricardo, c'est que précisément cette monnaie serait conçue de manière à varier avec les objets qu'elle mesure. L'élévation des salaires en blé de l'Amérique retourne en définitive à la rente et non aux profits. Si les manouvriers recevaient constamment la valeur d'un demi-boisseau de blé pour leur journée, il n'y aurait plus que les terrains les plus riches qui pourraient supporter les frais de culture. Un accroissement de population et une baisse des salaires en blé sont absolument necessaires pour qu'on puisse cultiver des terrains ingrats. Comment donc peut-on nier que la baisse des salaires ne soit une des causes de la hausse des rentes?

à la vie, convenablement distribuées, de se créer d'elles-mêmes une demande; en d'autres termes enfin, la tendance qu'a la population à dépasser les moyens de subsistance, ferait bientôt hausser le prix du blé et du travail. De plus, elle réduirait les bénéfices du capital à leur ancien niveau, tandis que chaque progrès fait, en même temps, dans la culture améliorée des terrains plus ingrats, et l'application des perfectionnements obtenus aux terres déjà en culture, auraient fait hausser universellement les rentes. C'est ainsi que, sous l'influence des perfectionnements agricoles, la rente pourrait continuer à monter, sans qu'il y eût ni hausse dans la valeur échangeable du blé, ni baisse dans les salaires réels des ouvriers, ou dans le taux général des profits.

L'importance des améliorations introduites dans l'agriculture de la Grande-Bretagne est clairement démontrée par ce fait que les profits des capitaux y ont été aussi élevés en 1813 que cent ans auparavant, à une époque où le pays ne produisait de subsistances que pour à peu près la moitié de la population actuelle. Et quant à la propriété qu'ont les choses nécessaires à la vie de se créer d'elles-mêmes une demande, lorsqu'elles sont convenablement distribuées, cela est pleinement prouvé par ce fait palpable, que la valeur échangeable du blé, estimée d'après la quantité de travail et d'autres denrées qu'il peut acheter, n'a pas souffert de diminution pendant des siècles, et cela malgré les importants et nombreux perfectionnements qui ont été successivement introduits dans l'agriculture, soit par l'emploi des meilleurs instruments, soit par des méthodes plus avancées. Dans le fait, toutes ces améliorations ont entièrement servi à accroître les rentes, les impôts, les dîmes et les taxes des pauvres.

On peut ajouter que, aussitôt qu'il s'introduit dans des districts particuliers des perfectionnements capables de diminuer les frais de production, les avantages qui en résultent immédiatement tournent, par le renouvellement des baux, au profit des propriétaires fonciers, les profits du capital se réglant nécessairement sur la concurrence et sur la moyenne générale de tout le pays. C'est ainsi que les grandes améliorations dans l'agriculture de quelques parties de l'Écosse, du nord de l'Angleterre et du comté de Norfolk ont élevé, d'une manière extraordinaire, les rentes de ces districts, en laissant les profits tels qu'ils étaient auparavant [1].

---

[1] Ce qui a fait fleurir l'agriculture en Écosse, malgré l'infériorité du sol et du climat, c'est le système de baux qui a été généralement adopté. Les fermiers ont stipulé un prix de fermage payable, non en espèces, mais en grains. Le bail dé-

Il faut donc convenir que la facilité de produire les choses nécessaires à la vie [1] diffère de la facilité de produire toutes les autres denrées, en ce qu'elle n'est jamais suivie d'une baisse permanente de leur valeur. Les objets de première nécessité sont les seuls dont on puisse dire que leur valeur permanente, échangée contre du travail, tend constamment à se proportionner à l'accroissement de leur quantité. Par conséquent, et dans l'état actuel des choses, tout ce qui pourra être économisé dans les frais de leur production ira constamment augmenter l'excédant qui retourne à la rente.

La quatrième cause qui tend à élever la rente, c'est un renchérissement des produits agricoles, provenant d'un accroissement des demandes, et qui, tout en augmentant la valeur pécuniaire du travail, ou en abaissant celle de la monnaie, est cependant accompagnée d'une diminution relative, passagère ou constante, dans les avances du fermier [2].

Nous avons déjà fait mention de la hausse qui aurait lieu dans le prix des produits bruts, du capital et de la population, dans le cas où un accroissement régulier coïnciderait avec une baisse régulière des profits et des salaires en blé. Mais cette sorte de hausse est restreinte dans des limites étroites, et a peu de part aux grandes variations qui s'offrent le plus souvent à notre observation dans le prix du blé. L'augmentation de prix dont je vais à présent examiner plus particulièrement les effets, est celle qui provient du surcroît de la demande, et qui aboutit à diminuer la valeur des métaux précieux.

Si parmi les nations voisines il s'élevait une demande considérable et soutenue pour les produits naturels d'un certain pays, le prix de ces produits hausserait nécessairement d'une manière considérable, et les

---

termine la quantité de grains d'après le rendement moyen de la terre, et cette valeur est toujours payée d'après le prix courant du blé sur le marché. Ce système de métayage perfectionné fait courir au propriétaire les mêmes chances qu'au fermier, et attenue pour celui-ci les mécomptes qui naissent de la législation aristocratique sur les céréales. Ce régime fait qu'en Ecosse la rente est beaucoup plus élevée qu'en Angleterre, et que les profits de la culture y sont considérables. M. M.

[1] A proprement parler, la facilité de produire les denrées nécessaires à la vie ne peut être que passagère, là où il existe toutes sortes de terrains, même des terres tout à fait stériles, excepté lorsque l'impuissance ou l'imprévoyance empêche l'accumulation du capital. Dans ce cas, la facilité de produire peut être permanente. Mais, quoique le blé ne coûte alors que peu de travail, sa valeur échangeable sera cependant élevée, c'est-à-dire qu'elle pourra payer beaucoup d'ouvriers.

[2] Cette cause se trouve, en partie, comprise dans les précédentes ; mais comme elle se reproduit fréquemment et a une origine différente, il est bon de l'étudier à part et d'en retracer l'influence pratique.

frais de culture, n'arrivant que lentement et par degrés à la même proportion, le prix des produits pourrait pendant longtemps marcher assez rapidement pour donner une prodigieuse impulsion aux perfectionnements, pour consacrer beaucoup de capitaux au défrichement de nouvelles terres et à l'amélioration des anciennes. Si cependant la demande se soutenait, le prix du travail s'éleverait en définitive à son ancien niveau, comparativement au prix du blé. Il pourrait y avoir, en général, une baisse très prononcée dans la valeur du numéraire, baisse maintenue par l'abondance des exportations de produits naturels; le travail deviendrait extrêmement productif dans l'achat de toutes les marchandises étrangères, et la rente pourrait hausser sans qu'il y eût une baisse des profits ou des salaires des ouvriers.

L'état des prix en numéraire et les progrès rapides de l'agriculture aux États-Unis, tendent puissamment à éclaircir la supposition que nous venons de faire. Le prix du blé dans les États de l'est est presque aussi élevé qu'en France et en Flandre; et, en raison de la demande continuelle de bras, le prix métallique de la journée de travail y est presque le double de ce qu'il est en Angleterre [1]. Mais ce haut prix du blé et de la main-d'œuvre a donné de grandes facilités aux fermiers et aux laboureurs pour acheter des vêtements et toutes sortes d'objets nécessaires ou utiles venant de l'étranger. Et il est certain que si les prix métalliques du blé et de la main-d'œuvre avaient été plus bas, tout en conservant cependant entre eux la même proportion, on n'aurait pu cultiver aussi avantageusement la même qualité de terrains, ni obtenir des rentes aussi fortes avec les mêmes profits et les mêmes salaires en blé.

---

[1] Suivant le *tableau statistique des États-Unis* de Pitkin (p. 112, 2e édition), la moyenne des prix du boisseau de froment, pendant onze années écoulées, entre 1806 et 1816, et dans les principaux ports d'exportation, ont un peu dépassé 1 1/2 dollars, soit 54 livres sterling par quarter. A la même époque, suivant les *Essais de Fearon*, le travail ordinaire se payait à raison d'un dollar par jour.

En 1821, l'état des choses avait complètement changé, indiquant ainsi combien la valeur de la monnaie dans un pays dépend des rapports entre l'offre et la demande des produits. On dit qu'à cette époque le blé et le travail avaient baissé de moitié. Les hauts prix antérieurs doivent donc être attribués en partie au papier; mais, avant la guerre de l'indépendance, et pendant sept des années désignées, l'argent et le papier étaient au pair, et le froment se vendait dans les ports de l'Est à raison de 50 schellings le quarter. Une hausse dans le prix du blé ou d'autres produits naturels, dans un pays riche en bonnes terres et adonné aux exportations, permet d'y acheter la monnaie avec moins travail, ce qui tend en apparence, à en diminuer la valeur ou à faire hausser le prix en argent du travail.

Des effets semblables se firent sentir en Angleterre à la suite d'une pareille demande pour le blé pendant les vingt ans qui se sont écoulés depuis 1793 jusqu'à la fin de 1813, quoique la cause de cette demande ne fût pas la même. Quelque temps avant la guerre qui commença en 1793, nous étions dans l'habitude d'importer une certaine quantité de blé étranger pour subvenir aux besoins de notre consommation habituelle. L'effet naturel de la guerre fut de faire renchérir l'approvisionnement du blé, en augmentant les dépenses du fret, des assurances, etc.; ce qui, joint à quelques années de disette et aux décrets postérieurs du gouvernement français, fit hausser d'une manière extraordinaire le prix auquel on pouvait importer du blé en quantité suffisante pour satisfaire à la demande [1].

Quoique la quantité importée ne fût que peu considérable en comparaison des céréales récoltées dans le pays, cet énorme renchérissement des blés étrangers réagit sur la masse entiè. ., et communiqua à l'agriculture nationale une impulsion analogue à celle qu'elle eût reçu d'une grande demande pour nos blés partie des marchés étrangers. En même temps le manque de blés, occasionné par une guerre qui s'étendait chaque jour, par un commerce croissant, et par la nécessité de tirer plus de subsistances du sol, cela, joint à la promptitude avec laquelle une nation ingénieuse est portée à inventer de nouveaux procédés toutes les fois qu'elle s'y trouve fortement excitée, fit introduire tant d'économie dans le travail des différentes branches de l'industrie que les terrains nouvellement défrichés, pour fournir aux besoins pressants de la nation, furent cultivés à moins de frais que ne l'avaient été des terrains plus fertiles quelques années auparavant. Cependant, le prix du grain se maintint nécessairement tant qu'il fallut importer, pour répondre aux demandes, la moindre quantité de blé étranger, lequel on ne pouvait obtenir qu'à un taux très élevé. Avec de tels prix, qui à une certaine époque s'élevèrent à près du triple en papier-monnaie, et au-delà du double en numéraire, comparé au prix avant la

---

[1] Pendant la période dont il est question, le prix du blé s'éleva bien au-dessus de la limite nécessaire pour rembourser le fret, les assurances, etc., occasionnés par la guerre. La marche inégale des saisons ne suffit pas, avec l'augmentation des frais d'importation, pour donner l'explication complète de cette hausse. Il faut y ajouter d'abord l'accroissement prodigieux de la taxe des pauvres et des impôts de consommation, sans parler d'une taxe de 17 schelling et demi par tête spécialement assise sur les chevaux de labour; et, de plus, la dépréciation de 30 pour 100 que subit le papier-monnaie, qui remplissait alors forcément le service de la circulation, ce qui fit monter dans la même proportion les prix en argent. M. M.

guerre, il était tout à fait impossible que la main-d'œuvre ne haussât pas à peu près dans la même proportion, et avec elle, par conséquent, tous les produits dans lesquels il entrait de la main-d'œuvre, par la raison que les profits n'avaient point éprouvé de baisse.

Il y eut donc en Angleterre une hausse générale dans le prix des marchandises, ou une baisse dans la valeur des métaux précieux, comparativement aux autres pays; et nous avons pu la supporter à l'aide de l'accroissement de notre commerce étranger, et de l'abondance de nos objets d'exportation.C'est là une des circonstances remarquables pendant lesquelles la valeur de la monnaie, dérivant de causes incidentes, domina, détruisit même l'influence des causes nécessaires. Les profits montèrent au lieu de baisser. La valeur de la monnaie aurait dû, conséquemment, suivre ce mouvement ascensionnel et le prix métallique du travail s'affaiblir; mais les causes secondaires fondées sur la demande du blé et du travail, et sur la valeur croissante de nos exportations, annulèrent complètement l'influence de la hausse des profits, et déterminèrent une chute décidée, non-seulement dans la valeur de notre circulation, mais encore dans la valeur de notre numéraire comparé au travail. Ce qui prouve, sans réplique, que les derniers terrains défrichés en 1813 n'ont pas exigé plus de travail pour leur culture que les dernières terres amendées en 1790, c'est ce fait si bien connu, que le taux de l'intérêt et des profits était plus fort en 1813 qu'en 1790, tandis que les salaires des travailleurs, évalués en blé, restaient à peu près les mêmes. Toutefois, cette supériorité des profits n'était pas assez forte pour empêcher l'intervalle entre ces deux époques d'avoir été extrêmement favorable à la hausse des rentes. Cette hausse, depuis 1790 jusqu'en 1813, a été le sujet de réflexions universelles; et quoique depuis cette dernière époque un concours de circonstances malheureuses ait porté un coup terrible et désastreux à notre propriété, les grands desséchements de marais et les bonifications durables qui ont suivi les puissants encouragements donnés à l'agriculture, ont eu le même effet que si de nouveaux terrains eussent été créés, et ont augmenté la richesse réelle et la population du pays, sans augmenter le travail et la difficulté inhérente à la production d'une quantité déterminée de grain.

Il est donc évident que toute baisse dans la valeur des métaux précieux, qui commence par une hausse dans le prix du blé, a une forte tendance, tant qu'elle subsiste, à encourager la culture de nouveaux terrains et à créer de plus fortes rentes.

Un effet semblable se produirait dans un pays qui continuerait à nourrir ses habitants au moyen d'une demande considérable et crois-

sante de ses produits manufacturés. Si la valeur pécuniaire de ces produits venait à augmenter de beaucoup dans les pays étrangers par suite d'une telle demande, elle éleverait fortement la valeur des retours et ultérieurement le prix en argent du travail et des produits naturels. La demande des produits agricoles et celle des objets manufacturés se trouverait ainsi augmentée, et une forte impulsion, peut-être moins puissante cependant que dans le dernier cas cité, serait donnée à toute espèce d'amélioration agricole.

Ce résultat naît généralement de l'introduction de machines nouvelles et d'une division mieux entendue du travail dans les manufactures. Il arrive presque toujours dans ce cas, que non-seulement la quantité des marchandises est considérablement augmentée, mais encore que la valeur de la totalité s'accroît, par l'énergie que communique aux demandes de l'étranger et de l'intérieur le bas prix de ces marchandises. C'est pourquoi nous voyons que, dans tous les pays manufacturiers et commerçants, la valeur des produits manufacturés et commerciaux croît proportionnellement à la masse des produits bruts du sol [1], tandis que, dans des pays comparativement pauvres, qui n'ont que peu de commerce intérieur et extérieur, la valeur des produits naturels, quoique faible relativement à toute l'étendue du territoire, n'en constitue pas moins la presque totalité de la richesse.

Dans le cas où les encouragements à l'agriculture naissent de l'état florissant du commerce et des manufactures, il arrive quelquefois que le premier pas vers la hausse des prix consiste en une augmentation dans les salaires des ouvriers employés au commerce et aux manufactures. Ceci doit naturellement avoir un effet direct sur le prix du blé, et il s'ensuivra un renchérissement du travail agricole. Il n'est cependant pas nécessaire, même dans ce cas, que les salaires des ouvriers haussent les premiers. Si, par exemple, la population augmentait avec la même rapidité que le capital du commerce et des manufactures, il pourrait n'en résulter qu'une augmentation du nombre des ouvriers employés avec les mêmes salaires, ce qui ferait monter le prix du blé avant que les salaires n'eussent éprouvé aucune hausse.

Nous supposons ici, bien entendu, que la main d'œuvre monte en

[1] D'après les calculs de M. Colquhoun, la valeur du commerce de la Grande-Bretagne, tant étranger qu'intérieur, et de ses manufactures, non compris les matières premières, est presque égale à la valeur brute retirée de la terre. Il est probable que cela n'a lieu dans aucun autre pays d'une étendue considérable. Voyez l'ouvrage de M. Colquhoun, intitulé : *A Treatise on the Wealth, Power and Resources of the British Empire*, p. 96.

définitive presque à son ancien niveau, comparativement au blé, que tous les deux sont beaucoup plus chers, et que le numéraire a subi de notables altérations de valeur. Et cependant, dans ce changement progressif, les autres frais, outre la main-d'œuvre, dans lesquels il y a du capital de déboursé, ne peuvent jamais monter tous à la fois, ni même successivement dans des proportions identiques. Il est presque impossible qu'il ne s'écoule pas un intervalle assez long, pendant lequel la différence entre le prix du produit et les frais de production s'accroîtra au point de donner une grande impulsion à l'agriculture; et comme le capital accru se trouve attiré et employé par la facilité de faire de grands profits temporaires et ne peut que rarement ou jamais être entièrement déplacé de la terre, une partie des avantages qui en dérivent devient permanente. Il en est de même des avantages dus à la supériorité de la hausse du prix du blé sur celle de quelques-uns des objets dont se compose le capital du fermier.

Il est reconnu que, lorsque le numéraire baisse de valeur, les denrées imposées ne renchérissent pas dans la même proportion que les autres. En supposant que la dépréciation du numéraire se borne à un seul pays, on pourra en dire autant de tous les différents articles que l'on tire en totalité ou en partie de l'étranger, et dont plusieurs font partie du capital du fermier. Le surhaussement du prix métallique du blé comparé à celui de ces articles importés du dehors, augmenterait donc les ressources du fermier. A la vérité, la dépréciation du numéraire ne peut se borner à un pays, qu'autant qu'il possède des avantages particuliers dans l'exportation. Ces avantages sont fréquents et s'accroissent souvent encore par des encouragements; mais lorsqu'ils existent dans un pays, une dépréciation du numéraire ne peut guère manquer d'y diriger plus de capitaux vers l'agriculture, d'y faire cultiver des terrains plus ingrats et d'élever les rentes; et cela, soit que la dépréciation du numéraire vienne d'un surcroît de fécondité dans les mines, soit qu'elle naisse d'une demande de blé et de travail dans certains pays étrangers.

Néanmoins, en parlant des avantages qui résultent quelquefois d'une baisse dans la valeur de l'argent, il ne faut pas oublier que si elle dépasse une limite que l'on ne puisse maintenir constamment, ce qui déjà s'est présenté, il s'ensuivra certainement un mouvement rétrograde qui, lors même qu'il ne détruirait pas tous les effets des encouragements donnés précédemment à la production, sera cependant ressenti par toutes les parties intéressées, propriétaires, capitalistes et travailleurs, et leur paraîtra un revers si pénible, qu'ils pourront dé-

sirer n'avoir jamais eu recours à ce stimulant. Et pourtant il est convenable de considérer les effets d'un tel stimulant pendant le temps qu'il dure.

Toutes les fois donc que, par l'effet des quatre causes ci-dessus énoncées, la différence entre le prix du produit et les frais des instruments de la production augmente, la rente haussera.

Il n'est pourtant pas nécessaire que ces quatre causes agissent à la fois; il suffit que la différence dont on vient de parler aille en augmentant. Si, par exemple, le prix des produits montait, tandis que les salaires en argent des ouvriers et le prix des autres branches du capital ne montaient pas dans la même proportion [1], et cela pendant que de nouvelles méthodes perfectionnées commenceraient à s'introduire dans l'agriculture, il est clair que cette différence pourrait augmenter, sans que non-seulement les profits du capital agricole éprouvassent aucune diminution, mais même sans qu'ils vinssent à monter de beaucoup.

Sur la grande quantité additionnelle de capital qui a été employée à l'agriculture en Angleterre de 1793 à 1815, la partie sans comparaison la plus grande paraît avoir été créée par le sol et non par le commerce ni par les manufactures. Et ce sont, sans contredit, les profits élevés du capital agricole, fruit des méthodes perfectionnées d'agriculture et de la hausse constante des prix, suivis d'une hausse proportionnée mais lente des objets qui forment le capital du fermier, qui ont facilité une accumulation si rapide et si avantageuse.

Dans ce cas, la culture a pris du développement, et les rentes se sont élevées, quoiqu'un des agents de la production, c'est-à-dire le capital, eût renchéri.

De la même manière, une baisse dans les profits et des améliorations dans l'agriculture, ou même la dernière de ces causes seulement, pourraient faire hausser la rente, malgré une hausse dans les prix des salaires agricoles.

Il est encore évident qu'on ne peut pas défricher de nouveaux terrains tant qu'il n'y a point de hausse de la rente, ou tant que cette hausse n'est pas devenue possible pour les terres déjà cultivées.

Des terrains d'une qualité inférieure exigent un très fort capital pour pouvoir donner une quantité déterminée de produits; et si le prix réel de ces produits n'est pas suffisant pour compenser pleinement les frais

---

[1] Cela serait en réalité une dépréciation des salaires réels du travail, quoique elle pût être compensée pour le travailleur par la cherté comparative de tous les autres articles et un emploi plus constant de tous les membres de sa famille.

de production, en y comprenant les profits, ces terres resteront en friche. Il importe peu que cette compensation ait lieu moyennant une augmentation du prix métallique des produits bruts du sol, sans une une augmentation proportionnée dans le prix métallique des agents de la production, ou qu'elle soit due à une diminution du prix de ces agents sans une baisse proportionnée du prix des produits. Ce qui est absolument indispensable, c'est que les agents de la production aient un prix *relativement* plus bas, afin de compenser la plus grande quantité qu'il en faut pour obtenir une quantité déterminée de produit d'un terrain ingrat.

Mais dès que, par l'action d'une ou de plusieurs des causes dont il a été fait mention, les agents de la production baissent de prix, et que la différence entre le prix des produits et les frais de culture augmente, la rente doit naturellement hausser. Il s'ensuit donc, comme conséquence directe et nécessaire, qu'il ne peut jamais être profitable de cultiver de nouveaux terrains plus ingrats, tant qu'il n'y point de hausse de la rente, ou tant que cette hausse n'est pas devenue possible pour les terres déjà cultivées.

Il est également vrai que, sans cette tendance de la rente à hausser[1], il ne peut pas être avantageux de débourser de nouveaux capitaux pour améliorer de vieux terrains, du moins dans la supposition que chaque ferme est déjà pourvue de tout le capital qui peut être employé avec avantage au taux courant des profits.

Il suffit d'énoncer cette proposition pour en faire sentir toute la vérité. Il peut certainemeut arriver (et je crains que cela n'arrive que trop souvent) que des fermiers ne possèdent pas autant de capital qu'ils en pourraient employer dans leurs fermes, au taux courant des profits de l'agriculture. Mais en supposant qu'ils aient tout le capital nécessaire, il s'ensuit évidemment qu'il serait impossible d'en employer davantage sans perte, jusqu'à ce que, par l'action d'une ou de plusieurs des causes déjà énoncées, la tendance de la rente à hausser commençât à devenir sensible.

Il paraît donc que la faculté de donner plus d'étendue à la culture et d'accroître les produits, soit en cultivant de nouveaux terrains, soit

---

[1] On peut dire que la rente tend à la hausse, toutes les fois qu'il y a de nouveaux capitaux prêts à être employés sur les terrains anciens, mais qui ne peuvent rapporter que des rentrées moins fortes. Lorsque, dans les manufactures et dans le commerce, les profits baissent par suite du bas prix des marchandises, les capitalistes sont disposés à offrir de plus fortes rentes pour de vieilles fermes.

en améliorant les anciens, dépend entièrement de l'existence des prix qui, relativement aux frais de production, suffisent pour faire hausser la rente, dans l'état actuel de la culture.

Cependant, quoiqu'il soit impossible d'étendre la culture et d'augmenter les produits territoriaux, excepté dans un état de choses qui permette à la rente de hausser[1], toutefois, il est important de remarquer que cette hausse ne sera nullement *en proportion* de l'extension de la culture, ni de l'augmentation du produit. Une hausse légère dans la valeur du blé, peut permettre l'emploi d'un capital additionnel considérable; et quand de nouveaux terrains sont livrés à la culture, ou que les vieux sont bonifiés, l'augmentation des produits peut être souvent plus grande que celle de la rente. Voila pourquoi nous voyons, dans l'avancement progressif d'un pays vers un état d'agriculture très perfectionné, la quantité de capital employé à la terre, et la quantité des produits qu'on en retire, suivre constamment la même portion croissante relativement à la rente, à moins que cela ne soit contrebalancé par des perfectionnements extraordinaires dans les méthodes de culture[2]. Dans l'ancien système de culture par métayers, où il y avait peu de capital employé, la part du produit qui revenait au propriétaire se montait généralement à la moitié. Même dans les États-Unis, où le taux des profits et des salaires s'est réglé de manière à laisser au propriétaire une large part, le produit a paru subir une augtation encore plus rapide que la rente.

Selon les relevés présentés au bureau de l'agriculture en 1813, la proportion moyenne de la valeur de la rente, comparée à celle du

---

[1] Il faut se rappeler que cela ne peut avoir lieu que dans l'hypothèse déjà émise, que le fermier a eu les moyens et la volonté d'employer tout le capital, soit fixe, soit circulant qui peut être mis en œuvre au taux présent des profits.

[2] Il faut le dire, à l'honneur des cultivateurs écossais, qu'ils ont employe leurs capitaux avec tant de jugement et d'économie, que, tout en augmentant prodigieusement les produits, ils ont en même temps augmenté la part qui en revient aux propriétaires. La différence entre la part des propriétaires en Écosse et en Angleterre est vraiment extraordinaire, et beaucoup plus grande qu'on ne pourrait l'expliquer, soit par la nature du sol, soit par l'absence de la dîme et de l'impôt pour les pauvres; cette différence s'explique par une habileté et une économie plus grande, ainsi que par le perfectionnement des machines de culture[1]. Voyez l'excellent ouvrage de sir John Sinclair, intitulé : *Account of the Husbandry of Scotland*, et le Rapport général (*General Report*), publié en 1813 et en 1814; deux ouvrages qui renferment une foule de détails utiles et intéressants sur les questions relatives à l'agriculture.

---

[1] Voir la note de la page 146.

produit total de la terre, paraît ne pas excéder un cinquième [1]; tandis qu'autrefois, lorsqu'il y avait moins de capital employé et moins de valeurs produites, ce rapport était d'un quart, d'un tiers, et même de deux cinquièmes [2]. Néanmoins, la différence numérique entre le prix du produit et les frais de culture augmente avec toute amélioration progressive; et quoique le propriétaire foncier reçoive une *part* moindre du produit total, cette part cependant est réellement plus considérable, en raison du grand accroissement du produit provenant de la conversion des prairies naturelles en terres arables, et donne par conséquent au propriétaire plus de moyens de payer du travail qui acquiert ainsi plus de valeur. Supposons que le produit de la terre soit représenté par le nombre 6, et que le propriétaire en reçoive le quart : dans ce cas, sa part sera d'un et demi. Si le produit de la terre est de 10, et si le propriétaire en retire le cinquième, sa part sera de 2. Dans ce second cas, on voit que, quoique la part proportionnelle du propriétaire sur tout le produit soit diminuée de beaucoup, la valeur de la rente, abstraction faite du prix nominal, se trouvera réellement augmentée dans la proportion de 3 à 4.

On voit donc que la hausse progressive de la rente paraît nécessairement liée aux progrès de la culture des nouveaux fonds de terre et à l'amélioration des anciens terrains : nous avons aussi fait voir que

---

[1] Voy., *Evidence before the House of Lords*, *given by Arthur Young*, p. 66, 1814.

[2] Dans un état de choses, où il y a beaucoup de terrains disponibles et où la rente est très faible, le capital, et particulièrement le capital fixe employé, est très peu considérable. M. Ricardo, en développant sa doctrine de la rente, a supposé qu'un capital de 3000 livres sterling employé avec de faibles salaires produisait 720 livres sterlings avant la naissance de la rente. Mais c'est là une hypothèse si complètement contraire à l'état réel des choses avant que la rente se soit produite, que dès lors ses explications perdent toute leur justesse. Avec les progrès qu'a faits actuellement la culture, un capital de 1000 livres sterling est considéré comme pouvant donner ce même produit de 720 livres. C'est le montant disproportionné du capital, comparativement au peu d'élévation des salaires, qui a fait considérer par M. Ricardo une hausse extraordinaire de la rente comme produite uniquement par un transfert fait sur les profits. Ce qui l'a conduit encore à ces conclusions, c'est l'adoption, comme mesure de la valeur, d'une monnaie qui, ainsi que je l'ai déjà montré, devait nécessairement varier avec le produit qu'elle devait mesurer. Lorsque le prix de tout le travail, de tous les produits bruts et d'un grand nombre d'objets manufacturés avait augmenté relativement à sa monnaie, il supposait encore que cette monnaie conservait la même valeur, tandis qu'en réalité elle avait perdu de sa valeur, par suite de la baisse des profits, baisse sans laquelle les faits qu'il étudie ne pourraient se produire.

cette hausse est une suite naturelle et nécessaire de l'action de quatre causes, qui sont les plus certains indices de l'accroissement de la prospérité et de la richesse. Ces causes sont, l'accumulation du capital, l'accroissement de la population, les améliorations dans l'agriculture, et le haut prix courant du produit brut, occasionné, soit par une forte demande des pays étrangers, soit par l'extension du commerce et des manufactures.

SECTION IV. — DES CAUSES QUI TENDENT A FAIRE BAISSER LA RENTE.

Les causes qui tendent à faire baisser la rente sont naturellement d'une nature tout opposée à celles qui tendent à la faire hausser. Ces causes sont, la diminution du capital, le décroissement de la population, un mauvais système d'agriculture, et le bas prix courant du produit brut. Elles indiquent toutes la misère et la décadence des États, et elles sont nécessairement accompagnées de l'abandon de la culture des fonds de terre moins productifs, et de la détérioration des terres d'une qualité supérieure [1].

L'effet nécessaire que la diminution du capital et de la population doit avoir de faire baisser la rente, est tellement évident, qu'il n'a pas besoin d'explication; et il n'est pas moins vrai qu'un système de culture dispendieux et mauvais pourrait empêcher la formation de la rente, même sur des terrains fertiles, en s'opposant aux progrès de la population et de la demande au-delà de l'approvisionnement que l'on pourrait retirer des fonds de terre les plus fertiles. Je ne m'occuperai, par conséquent, que de la quatrième des causes que je viens de signaler.

Nous avons vu qu'une hausse dans le prix du blé, qui se termine par une diminution de valeur des métaux précieux, donnerait un encouragement puissant à la culture pendant un certain temps et quelques facilités d'une manière permanente, et pourrait occasionner une hausse considérable et permanente dans la rente. Nous en avons eu l'exemple par ce qui est arrivé en Angleterre de 1794 à 1814.

Nous avons établi de même qu'une baisse dans le prix du blé, qui se termine par une hausse de la valeur de la monnaie, doit, suivant les mêmes principes, tendre à faire abandonner la culture de quelques fonds de terre et à faire baisser la rente. Ce qui est arrivé en Angleterre à

---

[1] Il n'y a qu'une seule exception en pratique, c'est l'importation du blé étranger, et j'en déduirai les effets dans la section qui suit et dans une partie subséquente de ce chapitre.

la fin de la dernière guerre, peut servir d'exemple. A cette époque, la baisse du prix du blé mit nécessairement les cultivateurs hors d'état d'employer la même quantité de bras qu'auparavant, au même prix. Beaucoup de manouvriers restèrent, par conséquent et inévitablement, sans ouvrage ; or, comme il était impossible de continuer à cultiver la terre de la même manière, sans employer le même nombre de bras, on abandonna la culture des terrains les plus ingrats ; beaucoup de capital agricole fut anéanti, et la rente tomba universellement ; de plus, cette grande diminution des moyens d'acheter, parmi tous ceux qui prenaient des terres à bail, ou qui en possédaient en propre, occasionna naturellement une stagnation générale dans toutes les autres branches de commerce. En même temps, la baisse du prix de la main-d'œuvre[1], due à la concurrence que se faisaient les ouvriers et à la misère des cultivateurs, et la baisse des rentes, produite à la fois par le défaut de moyens et de volonté de continuer à les payer d'après le taux ancien, rétablirent peu à peu les prix des marchandises, les salaires des ouvriers et la rente, presque dans leurs anciennes proportions, quoique tous soient restés au-dessous de ce qu'ils avaient été auparavant. Les terres qu'on avait cessé de labourer auraient pu être cultivées de nouveau avec profit ; mais dans l'intervalle qu'il a fallu pour que le numéraire s'élevât progressivement de la valeur plus basse à la valeur plus forte, il a dû nécessairement y avoir une époque pendant laquelle il y a eu diminution des produits, diminution du capital et diminution de la rente. Le pays a dû prendre un nouvel élan pour sortir d'un état appauvri ; et, par suite d'une baisse dans la valeur du blé plus forte que celle des denrées imposées, et dans celle des produits de l'étranger, de tous ceux qui composent une partie du capital du fermier, et qui font partie des choses nécessaires et utiles à l'usage du laboureur, la difficulté permanente de cultiver a dû se trouver très-grande, comparativement au degré naturel de fertilité des plus mauvais terrains alors en culture.

Nous avons fait voir que, dans les progrès de l'agriculture et de l'augmentation de la rente, il n'est point nécessaire que toutes les causes qui tendent à grossir la rente agissent en même temps, et que la différence entre le prix du produit et les frais de culture peut

[1] C'est là une des circonstances où les causes accidentelles de hausse et de baisse dans la valeur de l'argent l'emportèrent sur les causes nécessaires, dans un sens opposé à celui que nous indiquions dans la dernière section. Il est hors de doute que les profits tombèrent après la guerre, et la valeur de l'argent aurait dû baisser, tandis que le prix nominal du travail augmentait ; mais la hausse dans la

s'accroître, quoique les profits du capital ou les salaires du travail soient plus élevés au lieu d'être plus bas.

De même, lorsque la production d'un pays décline en raison de la diminution de la demande, et que, par suite, les rentes vont en baissant, il ne s'ensuit pas que toutes les causes qui tendent à faire baisser la rente agissent de concert. Dans la marche naturelle vers la décadence, les profits du capital sont nécessairement faibles, parce que c'est précisément le défaut de rentrées suffisantes qui est cause de cette décadence. Après que des capitaux ont été anéantis, les salaires en argent baissent, mais le bas prix du produit brut peut plus que contre-balancer le bas prix de la main-d'œuvre, et rendre impossible la culture des terres qui exigent l'emploi d'un fort capital.

Nous avons aussi fait voir que, dans la marche progressive de l'agriculture et de la rente, quoique le montant absolu de celle-ci soit plus fort, elle garde de jour en jour une moindre proportion relativement au capital employé à la terre, et à la quantité de produits qu'il rapporte. Suivant le même principe, lorsque le produit diminue et que les rentes baissent, quoique le montant de la rente devienne toujours plus faible, néanmoins il sera plus fort par rapport au capital et au produit. Et de même que, dans le premier cas, la proportion diminuée de la rente est due à la nécessité de défricher tous les ans de nouveaux terrains de qualité inférieure, et de continuer à bonifier les vieux fonds de terre, quoiqu'ils ne puissent rapporter que les profits ordinaires du capital, avec très peu ou point de rente; de même, dans le second cas, la proportion élevée de la rente vient du découragement que l'on éprouve à faire de grandes dépenses en agriculture, et de la nécessité d'employer le capital national réduit à la culture exclusive des terrains les plus fertiles, en laissant le reste en prairie naturelle rapporter une rente quelconque, laquelle, quoique peu considérable, gardera toujours une *proportion* assez forte comparativement au travail et au capital employés. A mesure donc que l'état relatif des prix est arrivé au point d'amener la baisse progressive de la rente, le nombre des fonds de terre qui cesseront d'être cultivés deviendra graduellement plus considérable; les autres seront moins bien cultivés,

---

valeur de l'argent, due à la lenteur de la circulation, au retrait d'une grande quantité de papier, et à l'insuffisance comparative des demandes de blé et de travail, cette hausse, jointe à la diminution dans la valeur en argent de nos marchandises exportées, domina complètement les effets naturels de la baisse des profits, et occasionna une hausse marquée dans la valeur de l'argent.

et la diminution des produits augmentera encore avec plus de rapidité que la diminution de la rente [1].

Si la doctrine que nous venons d'établir au sujet des lois qui règlent la hausse et la baisse de la rente se rapproche de la vérité, celle qui soutient que, lors même que la vente des produits de l'agriculture ne donnerait qu'un moindre excédant net, la culture de la terre rapporterait autant de bénéfices à la communauté, cette doctrine, dis-je, doit être bien loin de la vérité. Si une nation riche et florissante, pénétrée de l'idée que le haut prix du produit brut au-delà des frais de production, lequel est la cause de la rente pour une masse considérable de terrain, est aussi nuisible aux consommateurs qu'il est avantageux aux propriétaires, se déterminait à faire des lois pour faire baisser le prix des produits, jusqu'à ce qu'il ne restât plus d'excédant sous forme de rente, le résultat d'un pareil système serait non-seulement de faire renoncer à la culture de tous les terrains peu productifs, mais encore à celle de tous les fonds de terre qui ne seraient pas du plus grand rapport, et probablement de réduire la production et la population à moins d'un dixième de ce qu'elles étaient auparavant.

SECTION V. — DE LA MANIÈRE DONT LA QUANTITÉ ACTUELLE DU PRODUIT TERRITORIAL DÉPEND DES PRIX EXISTANTS DU PRODUIT ET DE LA RENTE, AVEC DES CONNAISSANCES ÉGALES EN AGRICULTURE ET UNE VALEUR ÉGALE DE LA MONNAIE.

Il résulte de l'exposé que nous venons de faire des progrès de la rente, que l'état réel de la rente naturelle des fonds de terre dans l'état actuel des connaissances agricoles est, avec une légère prime (drawback), nécessaire à l'existence de la production actuelle, et que le prix du blé, dans tout pays florissant, doit, à très peu de chose près, être égal aux frais de production sur les terrains de la plus mauvaise qualité en état de culture, en y joignant la valeur de la rente que ces terrains auraient rapportée dans leur état naturel; ou bien que ce prix doit être égal aux frais nécessaires pour tirer des vieux terrains un produit additionnel, ne rapportant que les intérêts ordinaires des capitaux agricoles avec un peu ou point de rente.

Il est tout-à-fait évident qu'avec la valeur actuelle de l'argent, ce prix ne peut pas être moindre [2], car si cela était, de pareils terrains ne

---

[1] Il faudrait ne pas oublier, cependant, que les deux résultats signalés ici seront essentiellement affectés par les taxes qui pèsent sur la terre.

[2] Le lecteur, d'après ce qui a été dit dans le dernier chapitre, doit prendre garde que, lorsqu'il s'agit du rapport entre le prix du produit et les frais évalués

pourraient pas être cultivés, ni de pareils capitaux employés. Il ne peut pas non plus monter beaucoup au-delà, parce que les propriétaires trouveront leur intérêt à continuer à donner à bail des fonds de terre de plus en plus ingrats, aussi longtemps que ces terrains pourront leur rapporter quelque chose au-delà de ce qu'ils produisent dans leur état naturel; et parce qu'il sera toujours avantageux pour tout fermier qui a des capitaux disponibles, de les employer dans sa ferme, toutes les fois que le produit additionnel qui doit en résulter lui payera amplement les profits de son capital, quoiqu'il puisse ne rien rapporter au propriétaire.

Il s'ensuit donc que le prix auquel se vend le blé, dans un pays avancé et bien cultivé, est un prix nécessaire, c'est-à-dire que c'est le prix nécessaire pour obtenir la quantité existante de produits, la rente n'étant pas payée, quoique la majeure partie se vende à un prix beaucoup au-dessus de ce qui doit payer les frais de production, sans la rente; et cela, parce que cette portion est produite à moins de frais, tandis que son prix n'éprouve point de diminution.

La différence entre le prix du blé et le prix des objets manufacturés, quant au prix naturel ou nécessaire, consiste en ceci : dès qu'un objet manufacturé, quel qu'il soit, est essentiellement déprécié, tout le genre de manufacture sera entièrement détruit, tandis que si le prix du blé éprouve une pareille baisse, il n'y aura de diminution que dans la *quantité* du blé. Et il restera toujours dans le pays quelques machines capables d'envoyer au marché la denrée à ce prix réduit.

On a quelquefois comparé la terre à une vaste machine dont la nature a fait don à l'homme pour la production de sa nourriture et des matières premières; mais pour que la ressemblance fût exacte, autant que peut le permettre une telle comparaison, on devrait considérer la terre comme un don fait à l'homme d'un grand nombre de machines,

---

en argent à un temps donné, la monnaie soit toujours une mesure exacte ; cependant, en parlant du prix du produit sans tenir compte de cette considération, il est nécessaire que la valeur existante de la monnaie soit exprimée ou suffisamment entendue. Quand le sens est rendu clair par l'enchaînement des idées, comme pour moi le travail est la mesure de la valeur de l'argent, le prix du produit, avec la valeur présente de l'argent, est exactement équivalente à l'expression *valeur* du produit. En réalité, on peut dire que, dans l'état naturel et ordinaire des choses, c'est la valeur actuelle du produit, ou son pouvoir actuel de commander du travail, qui est nécessaire à l'offre du produit actuel. Dans ce cas, il vaut peut être mieux, de prime abord, se servir de ce terme de valeur au lieu de prix ; mais je crains qu'il ne soit pas aussi facile de comprendre.

toutes susceptibles de perfectionnements continuels par l'emploi d'un capital, mais dont chacune possède des qualités et des facultés primitives très différentes et des forces inégales.

C'est cette grande inégalité dans la puissance des machines employées à la production des denrées immédiates du sol, qui constitue un des traits les plus caractéristiques qui distinguent le mécanisme de la terre de celui qui est employé dans les manufactures.

Dès qu'une machine à l'usage des manufactures est inventée, capable de fabriquer des ouvrages plus parfaits avec une moindre dépense de travail et de capital, si l'inventeur n'a pas pris un brevet d'invention, ou dès que le brevet sera expiré, il peut être construit de pareilles machines, en nombre suffisant pour satisfaire à toute demande, et faire entièrement renoncer à l'emploi de tous les mécanismes anciens. La conséquence naturelle qui en résulte, c'est que le prix des objets fabriqués est réduit à celui des produits des machines les plus parfaites; et si le prix baissait encore davantage, la totalité des produits manufacturés serait retirée du marché.

Les machines, au contraire, qui produisent du blé et des matières premières, sont des présents de la nature et non l'ouvrage de l'homme; et l'expérience nous montre que chacune d'elles possède des qualités et des pouvoirs très différents. Les terres les plus fertiles d'un pays, celles qui, ainsi que les machines les plus parfaites dans les manufactures, donnent le plus de produits avec le moins de travail et de capital, ne sont jamais suffisantes pour satisfaire à la demande effective d'une population croissante, ce qui provient de la seconde cause de l'existence de la rente dont nous avons déjà fait mention.

C'est pourquoi le prix des produits bruts monte naturellement jusqu'à ce qu'il soit assez haut pour payer les frais que coûte leur production, opérée au moyen de machines moins parfaites, et par des procédés plus dispendieux; et, comme il ne peut pas y avoir deux prix pour du blé de la même qualité, toutes les autres machines dont l'action exige moins de capital, comparativement au produit, doivent rapporter un revenu proportionné à la bonté relative de chacune d'elles.

On peut donc considérer tout pays, dont le territoire est étendu, comme possédant une série graduée de machines propres à produire du blé et des matières brutes, en comprenant dans cette série, non-seulement toutes les diverses sortes de terrains ingrats, dont le nombre est en général considérable dans tout pays étendu, mais les machines moins parfaites, si on peut les nommer ainsi, qu'on est obligé d'employer quand on veut forcer des terres fertiles à donner des produits

toujours croissants. A mesure que le prix du produit brut continue à s'élever, on a recours successivement à ces machines moins parfaites, et à mesure que le prix de ce produit continue à baisser, elles sont successivement mises de côté. L'exemple que nous venons de mettre en avant fait voir du premier abord la nécessité du prix actuel du blé pour que, dans l'état présent de la plupart des pays que nous connaissons, la production du blé soit ce qu'elle est actuellement, et il montre combien les effets qui résulteraient d'une grande réduction dans le prix d'un objet manufacturé quelconque, et ceux qu'aurait une grande réduction du prix du produit brut, seraient différents.

Il ne faut pourtant pas tirer des conséquences trop étendues de cette gradation de machines employées dans l'agriculture. Cette gradation existe en effet aujourd'hui dans presque tous les pays, et explique très clairement l'origine et le progrès de la rente, pendant que les fonds de terre sont encore très abondants. Mais une telle gradation n'est strictement nécessaire ni pour la création primitive, ni pour la hausse régulière et consécutive de la rente. Tout ce qui est nécessaire pour produire ces effets, c'est l'existence des deux premières causes de la rente, énoncées plus haut, avec le concours d'un territoire limité, ou de la rareté de terrains fertiles.

Quelles que soient les qualités d'un produit quelconque, il est bien connu qu'il ne peut avoir de valeur échangeable qu'autant qu'il ne se trouve pas en quantité trop au-dessus des besoins de ceux qui doivent en faire usage. Mais telle est la propriété des choses nécessaires à la vie, que, dans un territoire limité, et dans des temps ordinaires, elles ne sauraient être constamment en excès; et si toutes les terres d'un tel pays étaient exactement égales en qualité et toutes d'un grand rapport, il n'y a pas de doute que, après que tous les fonds de terre auraient été mis en culture, les profits du capital et les salaires effectifs des travailleurs n'allassent en baissant, jusqu'à ce que les profits fussent réduits au taux nécessaire pour maintenir le capital existant, et que les salaires fussent réduits au point nécessaire pour nourrir la population existante, tandis que les rentes monteraient dans la proportion exacte de la fertilité naturelle ou acquise du sol, et seraient beaucoup plus nombreuses qu'à présent.

Les effets ne différeraient pas essentiellement, si la quantité de capital, qui peut être employée avec avantage sur des terrains si fertiles, étaient extrêmement bornée, de manière qu'ils n'eussent besoin que du capital nécessaire pour labourer et ensemencer la terre. Le capital et la population pourraient néanmoins très certainement aller en aug-

mentant dans d'autres emplois, jusqu'à ce que l'un et l'autre devinssent stationnaires, et que la rente eût atteint les limites prescrites par les facultés productives de la terre et par les habitudes de la nation.

Dans ce cas, il est évident que la rente ne se règle pas d'après la gradation des terrains, ou d'après les différents produits du capital sur le même fonds de terre ; et c'est tirer une conséquence trop générale de la théorie de la rente, que de conclure, avec M. Ricardo, que « c'est uniquement parce que la terre diffère en force productive, et parce que, avec le développement de la population, des terrains d'une qualité inférieure ou moins bien situés, sont défrichés, qu'on paye une rente pour avoir la faculté de les exploiter [1]. »

On a déduit de la théorie de la rente, une autre conséquence qui renferme une erreur d'une bien plus grande importance et contre laquelle il faut, par conséquent, bien se tenir en garde.

Dans la marche des cultures, à mesure que des terrains de plus en plus ingrats sont exploités sans que les procédés agricoles se soient perfectionnés, le taux des *profits* doit se trouver borné, quant à sa quotité, par les pouvoirs productifs des terrains cultivés en dernier lieu, ainsi que nous le prouverons plus en détail dans un des chapitres suivants. On a inféré de là que toutes les fois que la culture de certains fonds de terre est successivement abandonnée, le taux des profits doit monter, relativement à la fertilité naturelle plus grande des terrains les moins fertiles qui se trouveront alors en culture.

Si la terre, dans son état naturel, qu'elle fût d'ailleurs ingrate ou fertile, ne rapportait aucune rente, la totalité du produit se partageant entre les profits et les salaires, et les salaires en blé du travailleur restant toujours les mêmes, la conclusion qu'on vient de citer pourrait être juste : mais les faits ne sont pas tels qu'on les suppose. Dans les

---

[1] Voy. Ricardo, *Principes d'écon. politique*, ch. 2. Ce passage a été emprunté à la première édition anglaise ; il est légèrement changé dans la seconde et dans la troisième ; mais pas assez pour en altérer essentiellement le sens.

Dans la troisième (p. 56), ce passage est ainsi conçu : « C'est uniquement parce que la terre n'est pas illimitée en quantité ou uniforme en [illegible] dans la marche progressive de la population, des terrains [illegible] rieure, ou moins avantageusement situés, sont mis en culture, qu'on paie une rente pour pouvoir les exploiter. » Il est donc évident, comme il a été démontré précédemment, que si une terre, fût-elle excellente, était seulement limitée en quantité, sans être différente en qualité, elle produirait, en admettant l'accroissement de la population, une rente beaucoup plus élevée que la même étendue de terre dont la fertilité serait graduée.

pays civilisés, les terrains incultes rapportent toujours une rente qui est plus ou moins forte, selon les pouvoirs naturels que ces terrains possèdent pour nourrir les bestiaux ou pour produire des arbres; aussi, lorsque des terrains ont cessé d'être cultivés, entre autres causes, par l'importation du blé étranger à plus bas prix, et par conséquent sans qu'il y ait eu diminution de la population, les derniers terrains abandonnés peuvent encore donner une rente modique à titre de pâturages. Cette rente serait, on le pense bien, très inférieure à celle que rendaient auparavant les mêmes terres. Ainsi que nous l'avons dit dans la section précédente, la rente diminuera, mais pas dans la même proportion que le capital employé à la terre, ou le produit qu'on en retire. Il n'y a pas de propriétaire qui consente à ce qu'un fermier exploite sa terre en lui payant peu ou point de fermage, lorsqu'il peut, en la transformant en pâturage, en retirer un loyer bien plus considérable. Par conséquent, comme le produit des mauvaises terres actuellement exploitées ne peut pas se partager entièrement entre les profits et les salaires, il s'ensuit que l'état de ces terrains, ou leur degré de fertilité, ne saurait en aucune manière régler le taux des profits qu'on peut en retirer.

Si, à ces résultats, on ajoute des conséquences naturelles, c'est-à-dire la hausse de la monnaie et la baisse des prix du blé dans des proportions qui dépassent celle des marchandises étrangères et taxées, et des bestiaux de travail, il demeure prouvé que la culture de la terre peut éprouver des obstacles parmanents, et que les meilleurs terrains pourront ne pas rapporter des profits plus forts. La rente plus élevée qu'on paye pour les terrains exploités les derniers, joints à la cherté des matières qui composent le capital du cultivateur, comparée au prix du produit, peut compenser pleinement, et dépasser même les différences de fertilité naturelle.

Quant au capital que le fermier peut employer dans sa ferme, afin d'en tirer un produit plus fort, sans payer un surcroît de fermage, le taux de ses rentrées doit nécessairement se conformer au taux général des profits déterminés par d'autres causes. Ce taux du revenu agricole suit nécessairement le taux général des profits, mais ne les règle jamais. Il est vrai que lorsque le prix du blé se sera une fois établi, on exploitera les anciennes terres, ce qui rendrait les frais de production à peu près égaux à cette valeur du blé. Mais il est évident que si au lieu d'engager de nouveaux capitaux dans l'exploitation de terres déjà cultivées, le fermier avait pu se procurer des terres incultes et affranchies de rente, le prix du blé ne se serait pas élevé aussi haut, et il n'aurait pas fallu tant de travail et de capital pour produire sa quantité actuelle. La rente fournie

par ces terres ajoute donc réellement au prix du blé et forme une fraction des frais de production.

Il faut ajouter que, dans le progrès régulier d'un peuple vers une culture générale et un perfectionnement suivi, et dans l'état naturel des choses, il est raisonnable de présumer que, si les derniers terrains exploités sont fertiles, les capitaux doivent être rares, et que les profits seront certainement élevés; mais si on cesse de cultiver des terres, parce qu'on a trouvé moyen de se procurer ailleurs du blé à meilleur marché, il n'est plus permis de tirer une semblable conséquence. Les capitaux peuvent, au contraire, être abondants, par rapport à la demande de blé et d'autres denrées; dans ce cas, et pendant que cette abondance se soutient, les profits doivent être faibles, quel que soit l'état de la terre. Cette distinction me paraît être de la plus haute importance dans la pratique, et me semble cependant avoir été tout à fait négligée. Cette variété de terrains est un fait notable, mais il faut s'attacher à n'en tirer que des conséquences exactes.

Il faut faire attention que la rente payée pour les terres qui produisent sans exiger de culture, tout en établissant une différence essentielle dans les questions relatives aux profits et aux éléments qui constituent le prix, n'invalide nullement l'importante doctrine que, dans les pays qui, dans leur état naturel, possèdent des terrains d'une fertilité graduée, le blé se vend à son prix naturel ou nécessaire, c'est-à-dire, au prix qui est nécessaire pour faire porter la quantité existante de grains au marché. Ce prix doit, terme moyen, être égal aux frais qu'a exigés la production de ce blé sur les plus mauvaises terres cultivées, en y joignant la rente qu'auraient payée ces terres dans leur état naturel : car, si le prix baissait au-dessous de ce taux, le cultivateur de pareilles terres ne pourrait pas payer une rente aussi élevée que celle que le propriétaire aurait pu obtenir des mêmes terrains à l'état inculte; c'est pourquoi ces terres resteraient sans culture et le produit diminuerait. Dans les pays en progrès, cependant, cette rente est insignifiante et le prix du blé dépasse peu ce qui est nécessaire pour payer les salaires et les profits du capital. Mais dans le cas où l'abondance du capital et du travail aurait fait abandonner la culture de certaines terres, la rente des meilleurs terrains cultivés en blé pourrait n'être en aucune façon insignifiante. Cependant, pour assurer l'approvisionnement intérieur, il faudrait maintenir les prix du blé; car, quand bien même les fermiers ne payeraient pas de fermages, ils ne continueraient certainement pas une exploitation qui ne leur donnerait pas des produits aussi considérables que des terres laissées en pâturages ou en taillis.

J'espère que le lecteur m'excusera de lui avoir présenté sous différentes formes la doctrine, que le blé, relativement à sa quantité effective, se vend toujours à son prix nécessaire, comme les produits manufacturés ; parce que je regarde cette vérité comme étant d'une haute importance, quoiqu'elle ait été entièrement négligée par les Économistes, par Adam Smith et par tous les écrivains qui ont assuré que les produits immédiats du sol se vendent toujours à un prix de monopole.

—

SECTION VI. — DE LA LIAISON QUI EXISTE ENTRE UNE GRANDE RICHESSE COMPARATIVE ET LE HAUT PRIX COMPARATIF DES PRODUITS NATURELS DU SOL.

Adam Smith a très bien expliqué de quelle manière les progrès de la richesse et des perfectionnements sociaux tendent à faire monter le prix du bétail, de la volaille, des objets d'habillement et de logement, des minéraux les plus utiles, etc., comparativement au blé ; mais il n'est point entré dans l'explication des causes naturelles qui tendent à déterminer le prix du blé. Il a, à la vérité, laissé entrevoir au lecteur, qu'il regarde le prix du blé comme dépendant uniquement de l'état des mines, qui, à une époque déterminée fournissent le numéraire circulant du monde commercial [1]. Mais cette cause, qui peut rendre raison du haut ou du bas prix effectif du blé, relativement au marché général de l'univers, ne saurait expliquer les différences relatives du prix du blé dans des pays différents, ou comparativement à certaines denrées dans le même pays.

Je partage entièrement cette opinion d'Adam Smith, qu'il est très important de rechercher quelles sont les causes du haut prix ; car il peut résulter de ces recherches la conviction que les circonstances mêmes dont nous nous plaignons, sont peut être les suites nécessaires et le signe le plus sûr de l'accroissement de la richesse et de la prospérité. Mais, de toutes les recherches sur cette matière, il n'en est aucune aussi importante et d'un intérêt aussi général que l'investigation des causes qui influent sur le prix du blé, et qui déterminent les différences de prix que l'on voit si souvent dans chaque pays.

Les deux causes principales de ces résultats sont :

1° La différence dans la valeur des métaux précieux, dans chaque pays, de quelque manière que se soit d'ailleurs établie cette différence.

2° La différence dans les frais élémentaires consacrés à la production d'une certaine quantité de blé.

---

[1] Livre I, ch. 5, p. 45.

Nous avons déjà montré, dans la dernière section du chapitre précédent, les causes principales qui altèrent la valeur relative de la monnaie dans différents pays; il est certain maintenant qu'elles déterminent aussi la plus grande partie de cette inégalité qui se manifeste d'une manière si frappante et si sérieuse dans le prix du blé. Plus des trois quarts de la différence prodigieuse qui existe entre le prix du blé au Bengale et en Angleterre est occasionnée par la différence de la valeur du numéraire dans chacun de ces deux pays; et c'est, sans comparaison, cette même cause qui contribue le plus à rendre le blé plus cher en Angleterre que dans la plupart des autres États de l'Europe. Si les profits du capital en Irlande sont à peu près les mêmes qu'en Angleterre — ce que je crois être le véritable état des choses — et si les salaires en blé y sont plutôt moindres que plus élevés, il s'ensuit que les frais de production des céréales, sont à peu près les mêmes dans les deux pays. La supériorité des prix en Angleterre provient donc de la valeur inférieure de la monnaie et non d'un excédant de travail ou des autres éléments nécessaires à la production du blé.

La seconde cause du haut prix comparatif du blé, consiste dans des frais de production comparativement élevés. S'il était possible de regarder le numéraire, ou les salaires en argent du travail *type*, comme ayant une valeur égale dans tous les pays, alors la cause de la supériorité du prix métallique du blé dans un pays, par rapport à un autre, serait la plus grande quantité de capital et de travail qu'il a fallu dépenser pour obtenir ce produit; et la raison du haut prix du blé et de son renchérissement progressif dans les pays déjà riches, et dont la prospérité et la population vont toujours en croissant, se trouverait indiquée par le besoin d'avoir constamment recours à des terrains moins productifs, à des machines qui exigent plus de frais pour être mises en mouvement. Il résulterait que chaque portion additionnelle des produits immédiats du sol coûterait plus cher, et on arriverait enfin à cette importante vérité, que le blé, dans un pays en voie de progrès, se vend à un prix suffisant pour que l'approvisionnement actuel puisse s'effectuer, et qu'à mesure que cet approvisionnement devient de plus en plus difficile, le prix doit monter dans la même proportion. Dans la supposition que nous avons faite relativement à la similitude de la valeur de la monnaie dans différents pays, le prix du blé s'élèverait sans entraîner une hausse correspondante dans le prix en argent du travail.

Le prix du blé dans différentes contrées déterminé par ces deux causes, doit par conséquent éprouver de grandes modifications par toutes les circonstances qui, dans chaque pays, affectent, soit la va-

leur de la monnaie, soit les frais de production du blé, telles que, les impôts directs et indirects, les méthodes perfectionnées de culture, l'économie des bras employés à l'exploitation de la terre, et surtout l'importation des blés étrangers. Cette dernière cause est susceptible, à un degré considérable, de faire disparaître les effets ordinaires d'une grande richesse sur le prix du blé, et cette richesse peut alors se montrer sous une autre forme.

Que l'on suppose sept ou huit pays divers, peu éloignés l'un de l'autre, et situés d'une manière très différente par rapport aux mines. Supposons encore que le sol et les connaissances en agriculture y soient à peu près les mêmes, qu'ils ne payent point d'impôts et que tous les genres de commerce y soient libres, excepté celui du blé. Supposons ensuite qu'un de ces pays augmente considérablement son capital, qu'il perfectionne ses procédés de fabrication bien plus que tous les autres pays voisins, et qu'en conséquence il devienne beaucoup plus riche et plus peuplé. Je soutiens que dans ce cas, cette augmentation comparative de richesse, ne pourra pas s'effectuer sans une hausse comparative dans la valeur du blé et du travail, et que cette hausse, dans les circonstances supposées, serait l'indice naturel et la suite absolument nécessaire de l'accroissement de la richesse et de la population du pays en question.

Supposons à présent que le commerce du blé soit entièrement libre entre ces pays, et que les dépenses du fret, etc., soient tout à fait insignifiantes. Supposons encore qu'un d'eux surpasse considérablement les autres en capital manufacturier, en procédés de fabrication, en richesse et en population. Dans ce cas, je dirai que l'importation du blé ayant l'effet d'empêcher toute différence considérable dans le prix des céréales et du travail, empêcherait de même toute différence considérable dans la quantité de capital consacré à la culture de la terre, et dans la quantité de blé qu'on en obtient; que, par conséquent, ce grand accroissement de richesse ne pourrait s'opérer sans provoquer de grandes importations de blé du dehors; et que, dans les circonstances supposées, cette importation serait un indice naturel et une conséquence nécessaire de l'accroissement de la richesse et de la population dans le pays dont il est fait mention.

Telles sont les deux alternatives que je regarde comme essentiellement attachées à tout grand accroissement relatif à la richesse; et la supposition que nous venons de faire s'applique, sauf quelques modifications, à l'état général de l'Europe.

En Europe, les frais de transport du blé sont souvent considérables.

Ils opposent une barrière naturelle à l'importation; et dans les pays mêmes qui se nourrissent habituellement de blé étranger, le prix des produits naturels doit être beaucoup au-dessus du niveau général. Au surplus, les prix de ces produits, dans les divers pays de l'Europe, seront diversement modifiés par la variété des terrains, les différents degrés d'impôts et l'état très dissemblable des progrès de la science de l'agriculture. Mais les principes que nous venons de poser sont les lois générales sur cette matière, et lorsqu'on en fait l'application à des cas particuliers, il faut toujours prendre en considération les circonstances spéciales du cas dont il s'agit.

Quant aux améliorations dans l'agriculture, qui, pour des terrains semblables, sont la cause principale qui empêche les prix de grandir avec la quantité des produits, quoiqu'elles aient quelquefois de grands résultats et une très longue durée, elles ne sauraient en définitive balancer les circonstances qui ont amené à recourir à des terrains moins fertiles ou à des machines moins parfaites. Sous ce rapport, les produits agricoles sont essentiellement différents de ceux des manufactures.

Les frais essentiels de fabrication, ou la quantité de travail et de capital nécessaires pour produire une quantité déterminée d'objets manufacturés, tendent continuellement à diminuer, tandis que la quantité de travail et de capital nécessaires pour obtenir le dernier supplément de produits agricoles qu'on obtient dans un pays riche et en état de prospérité croissante, a une tendance constante à augmenter.

C'est pourquoi nous voyons, par l'action combinée des deux causes exposées dans cette section, que, malgré des perfectionnements constants dans l'agriculture, le prix du blé est généralement plus élevé dans les pays les plus riches; tandis que, malgré le haut prix du blé et de la main-d'œuvre, le prix en argent des objets manufacturés se maintient toujours plus bas que dans les pays pauvres.

Il m'est donc impossible d'être de l'avis d'Adam Smith, qui croit que le bas prix de l'or et de l'argent n'est pas une preuve de la richesse et de l'état florissant du pays où il se manifeste. Certes, on ne peut rien inférer de ce bas prix, lorsqu'on le considère d'une manière absolue, car il peut dépendre de l'abondance des mines; mais si on le prend relativement, ou si on le compare à ce qu'il est dans d'autres pays, dans ce cas, le bas prix des métaux précieux peut conduire à d'importants résultats. S'il s'agit de mesurer la valeur de ces métaux dans différents pays, ou dans le même à des époques différentes, d'après le prix du blé, ainsi que Smith le propose lui-même, il me semble, soit que l'on ait

égard à la première ou à la seconde des causes dont nous avons parlé dans cette section, qu'il est peu de signes de richesse aussi certains que le prix moyen des produits naturels. En supposant donc que le numéraire ait une valeur uniforme dans tous les pays, dans ce cas, abstraction faite de l'importation et des perfectionnements agricoles, la richesse et la population de ces pays, mais non la condition des classes inférieures, doivent être proportionnées au haut prix de leur blé. Et dans l'état actuel des choses, avec les grandes différences qui existent dans la valeur de l'argent, par suite des causes que nous avons analysées plus haut, comme les pays où l'on voit le travail et le blé estimés très haut, et où on ne trouve pas de mines, ont dû nécessairement posséder des industries florissantes ou de vastes réserves de produits naturels destinés à l'exportation, on devra généralement reconnaître que ces pays sont riches, ou, tout au moins, marchent rapidement à la richesse.

Il est important de déterminer ce point, afin de ne pas nous plaindre d'une chose qui est une des preuves les plus certaines de l'état florissant d'un pays.

SECTION VII. — DES CAUSES QUI PEUVENT INDUIRE EN ERREUR LE PROPRIÉTAIRE LORSQU'IL DONNE SES TERRES A BAIL, AU DÉTRIMENT DE LUI-MÊME ET DU PAYS.

Dans la marche progressive d'un pays vers un état de grand perfectionnement, la richesse positive des propriétaires devrait, d'après les principes que nous avons posés, s'accroître graduellement, quoique leur situation et leur influence relatives dans la société dussent tendre plutôt à diminuer, par suite de l'augmentation du nombre et de la richesse de ceux qui vivent sur les profits du capital.

La baisse progressive de la valeur des métaux précieux dans toute l'Europe, à peu d'exceptions près[1], la baisse encore plus grande qui a lieu dans les pays les plus riches, jointe à l'augmentation du produit qu'on a obtenu de la terre, tout doit concourir à faire espérer au propriétaire une augmentation de revenus au renouvellement des baux. Mais, en donnant ses terres à bail, il est sujet à commettre deux erreurs, qui sont presque également nuisibles à ses intérêts et à ceux de son pays.

Il peut d'abord, séduit par l'appât d'obtenir sur-le-champ un fermage exorbitant offert par des fermiers qui renchérissent les uns sur les au-

---

[1] Au nombre de ces exceptions, nous placerons, comme une des plus importantes, la période écoulée depuis les guerres de la révolution française.

tres, donner sa terre à bail à un fermier qui n'ait pas assez de capital pour la cultiver d'après la meilleure méthode, et pour y faire les améliorations nécessaires. Une telle conduite annonce incontestablement la plus grande imprévoyance, et les mauvais effets en ont été fortement indiqués par les plus intelligents arpenteurs, dans les renseignements présentés dernièrement au Parlement. Ces tristes résultats se font surtout remarquer en Irlande, où l'imprudence des propriétaires à ce sujet, jointe peut-être à quelque difficulté réelle de trouver des fermiers bien solvables, a aggravé les causes de mécontentement dans le pays, et jeté les plus grands obstacles dans le chemin des améliorations agricoles. La suite d'une pareille faute, c'est la perte certaine de tous ces futurs éléments de rentes pour les propriétaires, de richesses pour le pays, qui naissent d'une exploitation habile, dirigée par des tenanciers sérieux.

La seconde faute que les propriétaires sont sujets à commettre, c'est de regarder une hausse des prix, qui n'est que passagère, comme étant assez durable pour justifier l'augmentation du fermage. Il arrive souvent qu'une disette d'un ou deux ans, ou une demande extraordinaire provenant de toute autre cause, fasse hausser le prix des produits agricoles à un point où il est impossible qu'ils puissent se maintenir. Les fermiers qui prennent des terres à bail sous l'influence de tels prix, s'exposent, au retour d'un état de choses plus naturel, à manquer à leurs engagements et à laisser leurs fermes dans un état de ruine et d'épuisement. Ces courtes époques de hausse des prix sont d'une très grande importance, en ce qu'elles font naître de nouveaux capitaux sur les terres, quand les fermiers sont à même de profiter de la hausse. Mais si les propriétaires s'emparent de cet avantage dès qu'il se présente, le capital s'anéantit au lieu de grossir, et les propriétaires, aussi bien que la nation, éprouvent une perte au lieu de faire un bénéfice.

Il faut agir avec la même prudence en augmentant le fermage, alors même que la hausse des prix paraît devoir être permanente. Dans la marche progressive des prix et des rentes, le fermage doit toujours avancer plus lentement, non-seulement pour qu'on ait le temps de s'assurer si la hausse est passagère ou stable, mais, dans ce dernier cas même, afin de laisser au capital le temps de s'accumuler sur la terre, procédé dont le propriétaire est sûr de recueillir à la fin tout l'avantage.

Il n'y a pas de bonne raison pour croire que si, dans l'état actuel du pays, les propriétaires abandonnaient à leurs fermiers la totalité de la rente, le prix du blé baisserait d'une manière sensible. Si la manière

dont nous avons envisagé la question dans les recherches qui précèdent est correcte, les dernières additions faites au produit territorial doivent se vendre à peu près au prix coûtant de la production; et, en faisant abstraction de tout progrès agricoles, le sol ne pourrait en produire une quantité égale à un prix sensiblement inférieur, en supposant la valeur de la monnaie invariable, alors même que toutes les rentes seraient abolies. Si l'on dispensait les fermiers de payer des fermages, cela n'aurait d'autre effet que d'en faire des petits seigneurs, et de leur donner l'envie de faire administrer leurs terres par des régisseurs négligents et insouciants, au lieu d'en surveiller la culture avec l'œil vigilant d'un maître que la crainte de se ruiner empêche d'être négligent, et que la perspective de la concurrence force à être actif. Les exemples les plus nombreux d'une industrie heureuse et d'un savoir bien dirigé, se sont trouvés parmi les fermiers qui ont payé un loyer raisonnable pour leurs terres, qui ont consacré tout leur capital à leur entreprise, et qui sentent qu'il est de leur devoir de la surveiller soigneusement et sans cesse, en y ajoutant encore des capitaux toutes les fois que cela est en leur pouvoir.

Mais lorsque cette louable disposition domine parmi les fermiers, il devient de la plus haute importance pour le progrès des richesses et l'augmentation constante de la rente, qu'ils aient la faculté d'accumuler, comme ils en ont le désir, et rien ne contribue d'une manière plus efficace à donner cette faculté aux cultivateurs qu'une halte imposée au mouvement des fermages pendant que s'élèvent les prix. Ces périodes de prix croissants, lorsqu'elles ne sont pas suivies de quelque mouvement rétrograde, contribuent très puissamment aux progrès de la richesse nationale; et j'oserais même affirmer que, lorsqu'une nation a acquis des habitudes d'industrie et d'économie, de hauts profits temporaires sont une source plus fréquente et plus puissante d'accumulation que toute autre cause qu'on puisse désigner [1]. Cette cause est la seule qui paraisse pouvoir expliquer l'étonnante accumulation qui a dû s'opérer en Angleterre parmi les particuliers, dans le cours de la dernière guerre; accumulation qui a laissé la nation anglaise en possession d'un capital fortement accru, en dépit de l'énorme destruction qui en a été faite annuellement pendant une si longue période.

[1] Adam Smith fait mention des mauvais effets que les gros bénéfices produisent dans les habitudes des capitalistes. Il se peut qu'ils conduisent quelquefois à la dissipation; mais en général, je croirais que la dissipation amène la rareté des capitaux et les profits élevés, bien plus fréquemment que les profits élevés n'amènent la dissipation.

Parmi les causes temporaires qui font hausser le prix, et qui peuvent induire les propriétaires en erreur, il faut compter les fluctuations de la valeur de la monnaie. Quand elles ne paraissent pas de nature à durer longtemps, les propriétaires doivent les considérer comme analogues dans leurs effets aux années où se font les demandes extraordinaires. Mais quand elles se prolongent pendant un temps aussi long qu'elles le firent en Angleterre, il faut bien que les propriétaires règlent leurs fermages d'après l'état des choses, même au risque d'être obligé de diminuer de nouveau le prix des baux, lorsque la monnaie reviendra à son état naturel.

En ne donnant des fermes à bail qu'avec les précautions qu'on vient d'indiquer, les propriétaires peuvent avoir l'espoir bien fondé d'obtenir par la suite une augmentation graduelle et permanente des fermages, et, en général, non-seulement une augmentation proportionnée à la hausse du *prix* des produits, mais une augmentation encore plus forte, provenant de l'accroissement de la *quantité* des produits.

Si des baux également équitables pour le propriétaire et pour les fermiers n'augmentent pas à chaque renouvellement successif et en face d'une culture développée, un peu plus que dans la proportion du prix des produits, il faudra l'attribuer en général à des impôts onéreux.

Quoiqu'il ne soit nullement exact de dire, avec les Économistes, que tout impôt retombe sur le revenu net des propriétaires, il est cependant très exact de dire qu'ils ont peu de moyens de se soustraire à l'action de l'impôt. Il est également vrai qu'ils possèdent un fonds plus disponible et mieux adapté que tout autre pour asseoir des impôts. C'est aussi, ce qui fait qu'ils sont plus souvent assujétis aux impôts directs ou indirects. Et s'il est vrai que les propriétaires payent, comme ils le font en effet, plusieurs des impôts qui frappent le capital du fermier et les salaires du travailleur, aussi bien que la portion de l'impôt qui les atteint directement, ils doivent nécessairement s'en ressentir par la diminution qu'ils éprouveront de la portion du produit total, qui, dans d'autres circonstances, leur serait tombé en partage.

SECTION VIII. — DE LA LIAISON INTIME ET NÉCESSAIRE QUI EXISTE ENTRE LES INTÉRÊTS DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET CEUX DE L'ÉTAT.

Adam Smith a établi que les intérêts du propriétaire foncier « sont intimement liés à ceux de l'État[1], et que la prospérité ou la dé-

[1] Voy. Smith, *Recherches sur la Richesse des nations*. Liv. I, ch. 11.

tresse de l'un entraîne celle de l'autre. » La théorie de la rente, telle que nous venons de la développer dans le précédent chapitre, paraît confirmer fortement cette opinion. Si, dans un état quelconque de fécondité naturelle du sol, les causes principales qui favorisent les intérêts du propriétaire sont l'accroissement du capital et de la population, le développement des procédés agricoles et des demandes de produits, rendues plus considérables par la prospérité du commerce, il est en effet difficile de regarder les intérêts des propriétaires comme séparés des intérêts de la société.

Et cependant M. Ricardo soutient que « l'intérêt du propriétaire foncier est toujours en opposition avec celui du consommateur et du manufacturier[1], » c'est-à-dire avec l'intérêt de tous les autres ordres de l'État. Il a été conduit à cette opinion d'un manière très logique, par le point de vue particulier sous lequel il a envisagé le revenu territorial. Cette manière de juger lui fait dire qu'il est de l'intérêt du propriétaire foncier que les frais de production du blé soient augmentés[2], et que les améliorations introduites dans l'agriculture tendent plutôt à faire baisser qu'à élever la rente.

Si cette manière d'envisager la rente était exacte, et s'il était réellement vrai que les revenus du propriétaire s'accrussent avec la difficulté, et diminuassent avec la facilité de la production, cette doctrine serait incontestablement fondée. Mais si, au contraire, il est reconnu que le revenu du propriétaire dépend réellement de la fertilité naturelle de la terre, des améliorations dans l'agriculture, et des inventions qui économisent la main-d'œuvre, il est permis de croire avec Adam Smith, que l'intérêt du propriétaire n'est point en opposition avec celui de la nation[3].

---

[1] Dans sa 5e édition (ch. 24, p. 399), M. Ricardo reconnaît cependant que le propriétaire a un intérêt *éloigné* dans les améliorations ; mais il insiste toujours, sans raison suffisante, sur le dommage passager que ressent le propriétaire.

[2] *Ibid.*

[3] La connaissance des lois qui règlent le mouvement de la richesse publique nous montre que les intérêts réels des propriétaires fonciers sont loin d'être en opposition avec l'intérêt général, non plus que ceux du capitaliste et des travailleurs. Toutes les classes de la nation sont intéressées à leur prospérité réciproque ; elles se soutiennent et s'alimentent les unes les autres. Mais ce qui fait que les diverses catégories de citoyens qui les composent sont aujourd'hui dans un état d'hostilité, qui semble donner un démenti à cette vérité et s'adressent des récriminations incessantes, c'est que les classes en possession de la puissance ont profité de la faiblesse des autres, pour s'arroger d'injustes monopoles et rançonner le consommateur, c'est-à-

Si des terrains de la plus grande fertilité étaient tellement abondants, relativement à la population, que chaque individu pût s'en approprier autant d'étendue qu'il en voudrait, il n'y aurait ni rente ni propriétaires proprement dits; — c'est une vérité tellement manifeste, qu'il est à peu près inutile de le redire. On conviendra également que si, en Angleterre ou dans tout autre pays, il était possible que le sol devînt tout à coup si fertile, qu'un dixième de son étendue, avec la dixième partie du travail qui y est employé actuellement, pût nourrir au-delà de la population existante, cela ferait pendant quelque temps baisser beaucoup la rente.

Mais il est tout à fait inutile d'insister sur des suppositions sans fondement et d'en tirer des conséquences générales.

Ce qu'il nous importe de savoir, c'est si, dans les limites du globe, et dans les limites plus restreintes encore des pays que nous habitons, si sous l'empire des lois physiques qui influent visiblement sur les produits de la terre et l'accroissement de la population, les intérêts du propriétaire sont en général en opposition avec ceux de la société. Et en considérant le sujet sous ce point de vue, la question peut se décider en invoquant les principes les plus incontestables, confirmés par les faits les plus éclatants.

Quelques suppositions bizarres que nous puissions faire au sujet d'une augmentation soudaine de fertilité, rien de tout ce que nous avons vu ou entendu à ce sujet n'approche en réalité de ce que nous savons, quant à la faculté que possède la population de s'accroître jusqu'au niveau des moyens de subsistance.

Des améliorations dans l'agriculture, quelque importantes qu'elles

---

dire la nation entière; c'est qu'elles ont substitué les lois fragiles et injustes des hommes à l'éternelle équité des lois de la providence. En effet, lorsqu'on voit les propriétaires fonciers de l'Angleterre provoquer, en 1815, la défense de l'importation des bestiaux et des céréales, à une époque où le sol britannique ne produisait pas depuis longtemps le blé nécessaire à la consommation, et où les classes ouvrières étaient réduites aux plus dures extrémités par suite de la cherté du pain et de la viande; lorsqu'on voit, en 1816, les propriétaires français se servir de leur prépondérance dans les Chambres pour consigner à la frontière, par des droits prohibitifs ou soi-disant protecteurs, les fers, les houilles, le bétail étrangers et bien d'autres objets d'utilité universelle ; lorsqu'on voit enfin le monopole agricole imposer tant de charges énormes à la société, dans un but d'intérêt privé et pour grossir ses amples revenus au moyen de la hausse générale des prix, n'est-on pas en droit de dire qu'à aucune des époques de l'histoire, les lois divines, l'ordre naturel des choses et la solidarité qui lie tous les intérêts légitimes, ont rarement été foulés aux pieds d'une manière plus éclatante? (M. M.)

puissent être à la longue, ne sont jamais que partielles et graduelles. Partout où elles ont acquis une certaine étendue, il existe toujours une demande effective de bras : c'est pourquoi l'accroissement de population, occasionné par la facilité devenue plus grande de se procurer la nourriture, rétablit bientôt le niveau avec le produit additionnel. Au lieu de terrains abandonnés, il y a, au contraire, plus de terres en culture, en raison du bas prix des agents de la production, et dans cet état de choses, la rente doit monter au lieu de baisser. Ces résultats me paraissent si complètement confirmés par l'expérience, que je doute qu'on puisse citer un seul exemple dans l'histoire de l'Europe, ou dans celle d'une autre partie du globe, d'une baisse des rentes occasionnée *réellement* par des améliorations dans l'agriculture.

J'ajouterais même que, non-seulement jamais des améliorations dans l'agriculture n'ont fait baisser la rente, mais que, bien au contraire, elles ont été jusqu'à ce jour, et seront probablement à l'avenir, la source *principale* de leur accroissement dans presque tous les pays que nous connaissons[1].

C'est une partie fondamentale de la théorie que nous avons développée dans ce chapitre, que presque tous les pays étant composés d'une série gradué de terrains, la rente doit monter à mesure que la culture s'étend à ceux qui sont moins fertiles ; mais la liaison qui existe entre la rente et la fertilité des terres subsiste avec la même force. Ce sont toujours les terrains fertiles qui payent la grande masse des rentes, et jamais les terres ingrates. Ces dernières ne sont cultivées que par suite de l'accroissement de population, qui met en œuvre toutes les ressources du pays; et quand même il n'y aurait point de terrains ingrats, on aurait encore des rentes. Un territoire limité, quelque fertile

---

[1] Dans un article de *la Revue d'Édimbourg*, sur la Théorie de la rente de M. Jones, l'auteur fait allusion à l'erreur commise par M. Ricardo, relativement à l'influence des améliorations agricoles sur les revenus des propriétaires. Il dit : « Si M. Jones avait été le premier à reconnaître et à rectifier l'erreur de M. Ricar-« do, il aurait rendu un véritable service à la science. » En recherchant alors l'origine de ces rectifications, il parle de ce qui avait été publié dans la seconde édition de l'*Économie politique* de Mac Culloch, un an avant l'apparition de l'ouvrage de M. Jones. Or, comme le rédacteur de l'article s'est empressé d'accuser M. Jones de n'avoir pas su ce qui avait été fait par d'autres, nous croyons devoir lui apprendre que l'erreur en question avait été rectifiée dans cet ouvrage, non pas douze mois, mais *douze ans* auparavant, c'est-à-dire en 1820 et avant la 3e édition de M. Ricardo. L'auteur aurait dû savoir cela.

qu'il fût, serait bientôt peuplé, et la rente hausserait, sans que la production des denrées alimentaires fût devenue plus difficile.

Il est donc évident que la difficulté de production n'aurait aucune espèce de rapport avec l'augmentation de la rente, si elle n'était, comme cela a lieu dans l'état actuel de la plupart des pays, la suite naturelle de l'accroissement du capital et de la population, ainsi que de la baisse des profits et des salaires, ou, en d'autres termes, d'un accroissement de richesse.

Mais, après tout, l'augmentation de rente due à la hausse des prix occasionnée uniquement par la plus grande quantité de bras et de capital nécessaires pour faire produire à des terrains nouvellement cultivés une quantité déterminée de blé, est resserrée dans des limites plus étroites qu'on ne l'a pensé ; car, en jetant les yeux sur la plupart des pays connus, on verra que, dans le fait, ce sont des améliorations dans l'agriculture et l'économie du travail agricole qui ont été jusqu'à ce jour, et qui seront vraisemblablement à l'avenir la source la plus féconde de l'augmentation de la rente.

Nous avons déjà fait voir que le grand accroissement des rentes qui a eu lieu en Angleterre pendant presque tout le dernier siècle, a été dû surtout a des améliorations dans l'agriculture ; car les profits ont plutôt monté que baissé, et les salaires des familles ouvrières n'ont éprouvé que peu ou point de diminution, si on y comprend les secours donnés par les paroisses, et les journées de travail des femmes et des enfants. Il faut donc que cette augmentation des rentes ait été le fruit de méthodes perfectionnées et des capitaux employés dans la culture de la terre, et non un prélèvement fait sur les profits et les salaires, tels qu'ils existaient il y a près d'un siècle. Il est constant que l'accroissement de rente, qu'on a pu observer dans les montagnes de l'Écosse, pendant la moitié du dernier siècle, a été occasionné en grande partie par de plus amples distributions d'engrais, par des procédés plus habiles, par une meilleure rotation de culture et par l'économie des bras.

En Irlande, ni les salaires des travailleurs, ni les profits du capital agricole, ne paraissent susceptibles de subir de réduction considérable ; mais il n'est pas permis de douter qu'on ne puisse y faire augmenter considérablement le revenu foncier, par un système perfectionné d'agriculture et par un commerce florissant, qui pousserait vers les cités industrieuses les fainéants qui, dans le moment actuel, ne sont qu'en partie employés aux travaux de la culture, en même temps qu'il ferait naître un surcroît de demande pour les produits agricoles, le taux des

profits et des salaires restant, d'ailleurs, aussi élevé qu'auparavant [1].

Ces observations sont également applicables à la Pologne et à presque tous les pays de l'Europe. Il n'en est pas un seul dans lequel les salaires réels du travail soient élevés, et à peine peut-on en citer un dans lequel les profits du capital agricole soient considérables. Si l'agriculture de ces pays ne subit point d'améliorations, et si l'accroissement futur de la rente y est subordonné à l'augmentation de prix occasionnée uniquement par l'excédant de travail nécessaire pour la production des denrées alimentaires, je suis porté à croire que cette augmentation se trouvera bientôt arrêtée dans sa marche. Le taux des profits et des salaires n'est pas tel en ce moment qu'il puisse supporter une grande diminution ; et à moins de méthodes agronomiques plus perfectionnées, et surtout d'une plus grande économie de bras dans l'agriculture, il est probable que des terrains *beaucoup plus ingrats*

---

[1] Le taux de la rente territoriale est élevé en Irlande et le produit net considérable. Mais la rente pourrait s'élever davantage, si des intermédiaires parasites, des spéculateurs sans entrailles, toute une hiérarchie de fermiers principaux et de sous-locataires, ne s'interposaient pas entre le propriétaire et le paysan ; le produit net pourrait être plus considérable, si une détestable législation n'empêchait pas toutes les classes de la population de prendre à sa distribution la part qui leur revient naturellement, et ne faisait pas le prélèvement de l'oppression et de l'iniquité.

On ne pourra s'attendre à quelque amélioration, sous ce double rapport, que lorsqu'un changement total aura renouvelé l'organisation économique et politique de ce malheureux pays, qui, six cents ans après l'invasion anglaise, semble être encore au lendemain de la conquête. C'est seulement quand aura cessé l'état de crise et de désordre qui dévore cette race proscrite, vêtue des haillons de la misère anglaise, écrasée sous le poids de la dîme protestante et de la taxe seigneuriale, bannie de la propriété et réduite au régime de la pomme de terre, qui n'en accélère la multiplication que pour donner de nouveaux gages à la détresse et de nouvelles victimes à l'agonie ; c'est seulement quand la condition des paysans cultivateurs et des petits fermiers, que la faim force à renchérir les uns sur les autres pour la location des parcelles de terre à bail, aura été améliorée ; quand les rapports aujourd'hui violents et iniques, et les intérêts réciproques des propriétaires fonciers et des tenanciers auront été réglés équitablement, c'est alors seulement qu'il sera donné à l'Irlande de sortir de l'abîme où elle est plongée, et que, la confiance étant rétablie, le capital pourra féconder le travail industriel, et changer en travailleurs utiles ces *fainéants* de Malthus, dont le plus grand nombre n'a d'autre tort que d'être Irlandais. Alors le capital s'accumulera ; les avances ne manqueront plus à la main d'œuvre ; le fonds destiné à desservir les salaires sera formé, et si la population ne continue pas à se développer immodérément et hors de proportion avec les moyens d'existence dont elle disposera, le rétablissement de l'équilibre, aujourd'hui si profondément altéré entre le capital et le travail, pourra changer la face de l'Irlande et régénérer ce peuple qui désespère et s'éteint. (M. M).

que ceux qui sont cultivés à présent ne pourraient pas payer les frais de culture.

Les contrées fertiles de l'Inde et de l'Amérique méridionale, même, se trouvent dans un état à peu près semblable. D'après tous les renseignements que nous possédons sur ce pays, je ne puis croire que les profits *agricoles* y soient élevés, et il est sûr que les salaires réels du journalier y sont en général fort minimes. Quoique de tels salaires et de tels profits puissent donner une certaine impulsion à la rente, je crois cependant que l'accroissement dont elle est susceptible par cette cause ne peut être qu'insignifiant, si on le compare à ce qu'il pourrait devenir dans un système de culture avancée, de commerce florissant, de consommation plus active, même sans aucun sacrifice de la part du laboureur ou du cultivateur.

Les États-Unis d'Amérique paraissent être le seul pays connu, dans lequel les salaires du journalier et les profits du capital employé à l'agriculture soient assez élevés pour promettre qu'il y ait une augmentation considérable de rente, sans améliorations dans la culture de la terre. Et ce n'est probablement que dans le cas où les connaissances pratiques et les capitaux d'un peuple ancien et industrieux sont employés sur un territoire nouveau, fertile et étendu, placé sous l'influence d'un gouvernement libre, et dans une situation favorable pour l'exportation des produits naturels du sol, qu'un tel état de choses peut exister.

Dans les anciens états, nous savons par expérience que les salaires du journalier peuvent être peu considérables [1], et les profits du cultivateur peu élevés, pendant qu'une immense étendue de bons terrains reste sans culture. Il est en effet évident qu'un système de culture dispendieux et arriéré, joint à une distribution vicieuse de la propriété, qui arrêterait l'essor des demandes, pourrait maintenir les profits de l'agriculture à un taux peu élevé, même dans les contrées les les plus fertiles. Le très grand nombre de bras employés à l'agriculture, dans les pays les plus arriérés, permet de dire que le cas supposé se rencontre assez souvent. Mais il faut convenir que, dans des cas semblables, la grande source de l'augmentation future des rentes tient aux

[1] Si, moitié par indolence, moitié par le défaut de travail, que l'on peut considérer comme la source principale de l'indolence dans ces pays, l'ouvrier agricole ne travaille que deux ou trois jours par semaine, il se peut que les salaires, tout en paraissant fort minimes, relativement aux besoins du travailleur, soient au contraire fort élevés par rapport aux avances du capitaliste.

perfectionnements agricoles, à la demande que fait naître un commerce florissant extérieur et intérieur, et non à l'augmentation de prix due à la somme de travail additionnel nécessaire pour produire une quantité déterminée de blé.

Si cependant, dans un pays qui continue à produire à peu près tout le blé nécessaire pour sa consommation, ou au moins qui continue à desservir une même partie de cette consommation, on voit que les améliorations de toute espèce qui, à notre connaissance, ont pu s'opérer dans l'agriculture, dans les manufactures ou dans le commerce, et au moyen desquelles un pays s'est enrichi, tendent à faire hausser les rentes ; et si on observe de même que tout ce qui appauvrit un pays tend à les faire baisser, il faudra avouer que l'intérêt des propriétaires et celui de l'État sont, dans les circonstances supposées, absolument inséparables.

M. Ricardo, ainsi que je l'ai déjà remarqué, n'envisage les progrès de la rente que sous un seul point de vue très borné. Il l'attribue uniquement à l'augmentation de prix provenant d'une production plus difficile [1]. Mais si, dans beaucoup de pays, il est possible d'augmenter la rente du double ou du triple, moyennant des améliorations dans l'agriculture, tandis qu'il en est peu où elle pourrait être élevée d'un quart, d'un cinquième, et même d'un dixième, par le fait d'une augmentation de prix provenant de nouvelles difficultés de la production. n'est-il pas évident qu'une telle manière d'envisager la rente n'embrasse qu'une très petite partie du sujet, et par conséquent que toute conclusion générale qu'on pourrait en tirer doit être tout à fait inapplicable dans la pratique ?

Quant à des améliorations dans l'agriculture, il est à propos de remarquer que la manière dont M. Ricardo estime l'augmentation ou la diminution de la rente est tout à fait particulière ; et la singularité qu'il introduit dans l'emploi des mots tend à éloigner ses conclusions encore davantage de la vérité, du moins telle qu'on est dans l'habitude de l'énoncer dans la langue de l'économie politique.

En parlant de la répartition de la totalité du produit de la terre et du travail d'un pays entre les trois classes, des propriétaires, des capitalistes et des ouvriers, il ajoute ce qui suit :

---

[1] M. Ricardo paraît toujours croire que de plus grandes difficultés dans la production doivent se compenser par l'augmentation des prix, et qu'en définitive, l'on continuera à produire les mêmes quantités ; mais c'est là une supposition purement gratuite.

« Ce n'est point par la quantité absolue des produits obtenus par chacune de ces trois classes, que nous pourrons juger exactement du taux des profits, de la rente et des salaires, mais bien par la quantité de travail nécessaire à la création de ce produit. Le produit total pourrait doubler par l'effet des améliorations dans l'agriculture et du perfectionnementdes machines; mais si les salaires, les profits des terres et ceux des capitaux doublaient aussi, les rapports entre eux resteraient absolument les mêmes. Si cependant les salaires, au lieu d'éprouver toute cette augmentation, n'avaient haussé que de moitié; si la rente des terres n'avait augmenté que de trois quarts, le reste de l'augmentation portant sur les profits, je crois qu'il serait exact de dire que les profits des terres et les salaires ont baissé, tandis que les profits sur les capitaux se sont accrus. Car si nous possédions une mesure invariable pour la valeur de ces produits, nous trouverions que la classe des ouvriers et des propriétaires a eu en partage une portion moindre, et celle des capitaux une portion plus forte que par le passé [1]. »

Et un peu plus loin, après avoir établi certaines proportions déterminées, il ajoute : « Je dirais alors que les salaires et la rente des terres sont tombés, et que les profits des capitaux ont augmenté, quoique par suite de l'abondance des denrées la *quantité* payée à l'ouvrier et au propriétaire se trouve augmentée dans le rapport de 25 à 44 [2]. »

Evaluer ainsi les rentes et les salaires par leur rapport avec la totalité de la production, me semble introduire dans les recherches une source éternelle de confusion et d'erreur. Car comment faudrait-il s'expliquer dans cette hypothèse? Il faudrait dire que la rente du propriétaire a diminué, et que les intérêts souffrent, lorsqu'il reçoit pour sa rente plus des trois quarts des produits naturels du sol de plus qu'il n'en recevait auparavant, et que moyennant ce surplus, il pourra, suivant la doctrine de M. Ricardo, payer un surcroît équivalent. En appliquant cette manière de parler à l'Angleterre, nous serions forcé de dire que les rentes ont baissé considérablement depuis quarante ans, parce que, tout augmentant de valeur échangeable et commandant plus de blé, plus de numéraire, de travail et d'objets manufacturés, il paraît, d'après les documents du bureau de l'agriculture, que la rente ne forme actuellement qu'un cinquième du produit brut [3], tandis qu'elle en formait jadis le quart ou le tiers.

---

[1] Voyez Ricardo, *des Principes de l'écon. polit.*, ch. 1.
[2] *Ibid.*
[3] Voyez *Reports from the Lords on the Corn Laws*, p. 66.

Si nous parlions de main-d'œuvre, il faudrait dire qu'elle est à bas prix aux États-Unis d'Amérique, quoique nous ayons jusqu'à présent été dans l'habitude de la regarder comme très chère. Par la même raison, il faudrait donc dire que la main-d'œuvre est chère en Suède ; car, quoique le journalier n'y reçoive que de faibles salaires en argent, avec lesquels il ne peut se procurer qu'une bien petite quantité des choses nécessaires et utiles à la vie, cependant, dans la répartition de la totalité des produits d'une culture pénible sur un sol ingrat, il est possible qu'une plus forte proportion en revienne aux laboureurs [1].

M. Ricardo s'est vu conduit à employer ce langage étrange pour avoir sacrifié à une erreur fondamentale et avoir adopté une mesure de la valeur qui varie avec l'objet qu'il s'agit de mesurer.

Si nous pouvions disposer, cependant, d'une mesure des valeurs réellement invariable, le résultat différerait complètement de celui qu'il a établi. Supposons, par exemple qu'un produit de 110 quarters de blé ait été réparti de manière à donner 60 quarters pour le capital et le travail avancés, 40 quarters pour la rente et 10 quarters pour les profits du fermier. Supposons, maintenant, que la force productive du travail ait doublé, et que pour la même somme de capital et de travail, on obtienne 220 quarters au lieu de 110. En divisant ce nouveau produit d'après le système de M. Ricardo, c'est-à-dire en accordant au travail un surplus égal à la moitié de sa part primitive, à la rente un surplus des trois quarts, au capitaliste le reste, le résultat serait celui-ci.

Quand le produit était de 410 quarters,

Le cultivateur recevait...... 60 quarters
Le propriétaire.......... 40
Le capitaliste........... 10

Après l'accroissement du produit jusqu'à 220 quarters,

Le cultivateur recevrait...... 90 quarters
Le propriétaire.......... 70
Le capitaliste........... 60

Maintenant, dans le but de simplifier le calcul, nous traduirons ces

[1] C'est principalement cette application inusitée des termes ordinaires qui rend l'ouvrage de M. Ricardo d'une intelligence si difficile pour bien des personnes. Il faut en effet un effort constant et pénible de l'esprit pour pouvoir se rappeler à tout moment ce que M. Ricardo entend par rente élevée ou réduite, et par salaires hauts ou bas. A d'autres égards le style dans lequel son ouvrage est écrit m'a toujours paru parfaitement clair. Je ne l'ai jamais trouvé obscur que lorsque la manière de voir de l'auteur est erronée, ou lorsqu'il se sert des termes dans une acception inusitée.

différents revenus en monnaie d'une valeur invariable. Supposons que dans le premier cas, chaque quarter ait une valeur de 1 l. st., que le travail de culture occupe quatre hommes pendant toute l'année, et que les avances en travail et en profits accumulés égalent en valeur le salaire de deux hommes. Le capital employé s'éleverait donc à 60 l. st., les salaires à 10 l. st., et l'augmentation du produit général donnerait les résultats suivants :

1° Le prix du quarter tomberait de 1 l. st. à 13 sh. 4 d. [1], les 60 l. st., représentant actuellement le prix des 90 quarters.

2° Le prix du rendement total s'éleverait de 110 l. à 146 l. 13 sh. 4 d., cette somme représentant la valeur de 220 quarters au prix de 13 sh. 4 d. le quarter.

3° La monnaie monterait de 40 l. st. à 46 l. 13 sh. 4 d., cette somme étant le prix de 70 quarters à raison de 13 sh. 4 d. le quarter.

4° Le taux des profits s'éleverait de 16 2/3 p. 100 à 66 2/3 p. 100, la différence consistant dans l'avance de 60 quarters produisant 70 et celle de 90 produisant 150.

5° Les salaires en blé du travail monteraient de 10 à 15 quarters, 90 quarters étant maintenant répartis, au lieu de 60, entre les six cultivateurs; mais la valeur des 90 quarters étant la même que celle des 60 quarters primitifs, la valeur des salaires resterait aussi exactement la même.

Il est parfaitement vrai que les 15 quarters, qui sont payés actuellement à l'ouvrier, peuvent être produits à moins de frais que les 10 quarters, et c'est en raison de ce fait que M. Ricardo considérerait le travail comme ayant baissé. Mais il perd complètement de vue la prodigieuse différence de profits qui accompagne le fait du salaire de l'ouvrier dans les deux cas. Et on peut dire sans doute que lorsque la valeur des marchandises se compose de travail et de profits, leur valeur relative, en supposant les profits égaux, dépendra uniquement de la somme de travail employée; mais on comprend combien il est impossible que ce fait ait lieu lorsque les prix diffèrent essentiellement, comme dans le cas ci-dessus.

Dans l'exemple que nous avons choisi, la différence existe entre un profit de 16 2/3 p. 100 et un autre de 66 2/3 p. 100. En supposant que

[1] M. Ricardo pensait que le prix descendrait à 10 sh., parce qu'il supposait que la même somme de travail et de capital produirait une quantité de blé double. Mais comme, d'après sa supposition, 90 quarters suffiraient au lieu de 120 pour payer les dix travailleurs, il est évident que le prix du quarter tomberait seulement à 13 shell. 4 deniers : la valeur du produit total et de la rente suivrait, d'ailleurs, les mêmes variations.

l'on retire un profit de 16 2/3 p. 100 de la production des 60 quarters qui, dans la première hypothèse, servent à payer les salaires des 6 hommes, la quantité de travail consacrée à leur production serait 5 sh. 14 d. Supposons que l'on retire un profit de 66 2/3 p. 100 des 90 quarters qui, dans le second cas, paient les salaires de ces 6 hommes, la quantité de travail employée serait 3 sh. 6 d. C'est là, évidemment, une très grande différence; mais l'énorme différence qui existe dans le taux des profits, suffit pour la contrebalancer exactement, et pour établir dans les deux cas une égalité parfaite dans la *valeur* du travail des 6 hommes.

Les exemples qui précèdent démontrent encore combien est fondamentale l'erreur qui nous fait considérer la hausse de la rente, mesurée par un étalon fixe, comme dépendant entièrement d'une hausse dans le prix du blé, hausse qui nuirait proportionnellement aux intérêts du consommateur. Nous venons d'étudier un cas où le prix en argent du blé tombait de 1 l. 13 st. 4 d.[1]. le quarter, tandis que la rente en argent s'élevant de 40 l. à 46 l. 13 sh. 4 d. Mais les lois de la population et la tendance naturelle à accumuler ne permettent pas de croire que des profits de 66 2/3 p. 100 et des salaires de 15 quarters par an, pussent se maintenir pendant longtemps, car le nouveau produit, convenablement distribué, aurait nécessairement pour effet d'accroître d'une manière rapide la population et le capital. Et si nous supposions maintenant que les profits et les salaires, redescendent, avec le prix en argent du blé, au taux antérieur, nous trouverions qu'après une période de prospérité générale, où de nouvelles charges n'auraient pas été imposées au capitaliste, au cultivateur ou au consommateur, la rente en blé s'élèverait, sur la même terre, de 40 quarters à 160 quarters, et la rente en argent de 40 l. st à 160 l. st.

Si nous comparons maintenant ce prodigieux accroissement de la rente, occasionné par une grande facilité de production, à l'accroissement qui suivrait, au contraire, de nouveaux obstacles et de nouvelles difficultés, nous verrons l'immense supériorité de la première cause sur la seconde, comme source de revenus.

Les classes ouvrières ne se résigneraient probablement jamais à voir

---

[1] Dans la division proposée, M. Ricardo admet que la demande sera telle, qu'il faudra diviser les produits de la manière qu'il indique. Mais, dans le fait, si les forces productives du travail venaient à doubler tout à coup, il y aurait nécessairement encombrement de blé, et la division du produit s'effectuerait d'une manière bien différente.

se réduire leurs salaires au-dessous de 8 quarters par an ; d'où il suit que le prix en argent du blé ne s'éleverait jamais au-delà de 1 l. à 1 l. 5 sh. Il n'est pas probable non plus que les profits puissent diminuer dans une proportion plus forte que celle de 16 2/3 à 6 2/3 sans arrêter l'accumulation. Dans ces deux cas, la division du produit de 110 quarters s'effectuerait de la manière suivante :

6 ouvriers à raison de 8 quarters par an.	48 qrs.	
Profits sur l'avance de 48 qrs. à raison de 6 2/3 p. 100.	3	1/5
	51 qrs.	1/5

Le reste des 110 quarters, c'est-àdire 58 quarters, 4/5 représentera la rente en blé, et ces 58 quarters 4/5, à raison de 1 l. 5 sh., donneront 73 l. 10 st., qui représenteront la rente en argent.

Il est évident que si nous avions pris pour point de départ des chiffres moins élevés, ainsi 10 ou 9 p. 100 pour les profits, et 9 ou 8 1/2 quarters pour les salaires, l'accroissement de la rente eût été comparativement fort minime, et il est évident encore que, dans les pays où les salaires du travail ont atteint ce que M. Ricardo appelle le prix naturel, c'est-à-dire un prix suffisant pour maintenir seulement une population stationnaire, une simple réduction dans les profits et les salaires ne pourrait jamais produire une hausse permanente dans le prix du blé ou dans la rente.

Le seul doute qui puisse s'élever sur la liaison intime qui unit l'intérêt du propriétaire à celui de l'État, repose sur la question des importations. Or, il est évident qu'en tous cas on ne saurait considérer la position du propriétaire comme plus défavorable que celle de tout autre producteur. Nul doute que les autres nations, venant à nous surpasser dans la construction des machines, les intérêts privés de nos fabricants de lainages, de soieries, de cotonnades, de toiles, n'eussent à souffrir de la concurrence étrangère ; et personne ne songerait à nier que l'immigration de nombreux ouvriers aurait pour effet de réduire les salaires. Sous quelque point de vue qu'on envisage la question, l'intérêt du propriétaire ne nous semble pas devoir être séparé de celui des autres producteurs [1].

Et si nous ajoutons à ceci que dans un régime de liberté absolue

---

[1] Le colonel Torrens termine la seconde édition de son *Traité du commerce libre des céréales*, par le passage suivant : « Les restrictions imposées à l'importation des blés étrangers ne favorisent pas plus l'intérêt des propriétaires que celui des autres classes de la société. » S'il en est ainsi, l'accord entre les intérêts des maîtres du sol et ceux de l'État est encore plus absolu que nous ne l'avions supposé et établi.

dans les échanges, l'intérêt de ceux qui perçoivent la rente territoriale repose directement sur l'augmentation du capital et de la population, alors que pour ceux qui vivent de salaires ou de profits cette augmentation présente des avantages tous au moins hypothétiques, on peut établir en toute sécurité que, plus qu'aucune autre classe de la société, les propriétaires sont intéressés à la fortune, à la prospérité, à la puissance de l'État.

—

SECTION IX. — Observations générales sur le produit net de la terre.

Il semble extraordinaire que l'avantage immense que retire la société de cet excédant des produits de la terre, qui, dans l'ordre des choses, retourne principalement aux propriétaires sous forme de rente, n'ait été jusqu'à ce jour ni parfaitement reconnu, ni parfaitement compris. J'ai dit que cet excédant était un bienfait de la Providence, et je suis fermement convaincu que ce titre est mérité; mais M. Ricardo nous offre sur la matière le passage suivant :

« Rien n'est plus commun que d'entendre vanter la supériorité de la terre sur toute autre source de produits utiles, en raison de cet excédant qu'elle donne sous forme de rente. Et cependant c'est précisément quand les terres sont le plus abondantes, le plus fertiles, le plus productives, qu'elles ne donnent pas de rentes. C'est au moment où le sol s'épuise et où le travail devient moins productif, qu'on détache une partie du produit primitif des portions les plus fertiles, pour constituer une rente. Il est assez singulier que cette qualité de la terre qui aurait dû être regardée comme un désavantage, si on la comparait aux autres agents naturels qui favorisent le manufacturier, ait été considérée au contraire comme ce qui lui donnait une prééminence marquée. Si l'air l'eau, l'élasticité de la vapeur et la pression de l'atmosphère pouvaient avoir des qualités variables; si l'on pouvait se les approprier, et que chacune de ces qualités n'existât qu'en quantité médiocre, tous ces agents donneraient un revenu comme le revenu territorial, à mesure que seraient successivement employées leurs propriétés diverses. A chaque emploi d'une qualité inférieure, la valeur des produits dans la fabrication desquels elle entrerait, hausserait, parce que des quantités égales de travail industriel donneraient moins de produits. L'homme produirait plus à la sueur de son front, la nature ferait moins et la terre ne jouirait plus d'une prééminence fondée sur ses propriétés limitées.

« Si le surplus que rend la terre sous forme de rente est un avan-

tage, il serait alors à désirer que tous les ans les machines récemment construites devinssent moins productives que les anciennes, car cela donnerait infailliblement plus de valeur aux marchandises fabriquées, non-seulement par suite de l'intervention de ces machines, mais de toutes celles du pays, et l'on payerait alors un loyer à tous ceux qui posséderaient les machines les plus productives[1]. »

Ce que nous avons établi dans la dernière section, démontre visiblement le vice de ce raisonnement; mais des considérations nouvelles se pressent ici sous notre plume.

Lorsqu'il est question d'un bienfait de la Providence, nous devons certainement en apprécier la valeur relativement aux lois constitutives de notre nature, et du monde dans lequel nous vivons. Or, si quelqu'un veut se donner la peine de calculer, il verra que, s'il était possible d'obtenir les choses nécessaires à la vie en quantité illimitée, et que la population doublât tous les vingt-cinq ans, la postérité qui aurait pu naître d'un seul couple depuis l'ère chrétienne aurait suffi, non-seulement pour couvrir entièrement toute la terre, de manière que, sur chaque verge carrée, il y eût quatre personnes, mais encore pour remplir également toutes les planètes de notre système solaire, et même toutes les planètes qui tournent autour des étoiles visibles à l'œil nu, — en supposant que chacune d'elles soit le centre d'un système planétaire aussi nombreux que le nôtre. D'après cette loi de la population, qui, tout exagérée qu'elle puisse paraître, énoncée dans ces termes, n'en est pas moins celle qui répond le mieux à la nature et à la condition de l'homme, il est évident qu'il doit exister une limite quelconque à la production de ses subsistances et de quelques autres articles nécessaires à la vie. A moins d'un changement complet dans l'organisation de la nature humaine, et dans la condition de l'homme sur la terre, la totalité des choses nécessaires à la vie ne pourra jamais être fournie en aussi grande abondance que l'air, l'eau, l'élasticité de la vapeur, et la pression de l'atmosphère. Il serait difficile de concevoir un présent plus funeste, et plus propre à plonger l'espèce humaine dans un état d'incurable misère, que la facilité illimitée de produire de la nourriture dans un espace borné. Le créateur bienfaisant, qui connaît les besoins et les nécessités de ses créatures, sous le régime des lois auxquelles il les a assujéties, n'a pas, dans sa miséricorde, voulu nous donner toutes les choses nécessaires à la vie en aussi grande abondance que l'air et

---

[1] Voyez Ricardo, *Des principes de l'Écon. polit.*, ch. 2.

l'eau. Cette réflexion explique parfaitement pourquoi les premiers de ces biens n'existent qu'en quantités bornées, tandis que les seconds nous sont accordés avec profusion. Mais si l'on admet, et on ne saurait s'y refuser, que l'homme, renfermé dans un espace limité, a évidemment besoin que son pouvoir de produire du blé ait des bornes, la valeur de la quantité de terre dont il se trouve réellement en possession dépendra nécessairement du peu de travail nécessaire pour l'exploiter, comparativement au nombre de personnes que cette terre peut nourrir, ou en d'autres termes, cette valeur dépendra de ce même surplus dont M. Ricardo a tant rabaissé l'importance, et qui, suivant les lois de la nature, donne naissance à la rente.

Si les objets manufacturés rapportaient une rente, par l'effet de la gradation de machines supposée par M. Ricardo, l'homme, comme le dit cet auteur, augmenterait le travail de ses bras[1]; et en supposant qu'il pût toujours obtenir la même quantité de produits (ce qui, cependant, est impossible), cet accroissement d'efforts se proportionnerait à l'importance de la rente ainsi créée. Mais le surplus qu'une étendue donnée de terrain rapporte sous forme de rente, est entièrement différent. Au lieu d'être une mesure du surcroît du travail nécessaire pour faire produire à la terre toute la quantité de blé qu'elle peut donner, c'est en définitive une mesure exacte d'un certain *allègement* de travail dans la production de la nourriture, qui est un bienfait accordé à l'homme par une sorte de Providence. Si ce surplus définitif n'est que peu considérable, il faut qu'une grande partie de la société soit constamment occupée à se procurer, par un travail forcé, le simple nécessaire. La société en général se trouvera alors bien chétivement pourvue d'objets d'agrément, et elle aura bien peu de loisir ; tandis que si le surplus est considérable, les arts, les lettres, les objets de luxe, les manufactures, se multiplieront à l'infini.

---

[1] Cela est vrai en supposant que cette gradation conduise à l'emploi de machines moins parfaites, et qu'il soit indispensable de faire usage de quelques-unes d'entre elles comme dans l'hypothèse des terrains, mais non autrement. Ce qui empêche les produits des manufactures de pouvoir être comparés à ceux de l'agriculture, par rapport à la rente, c'est que ces derniers, dans un territoire limité, tendent toujours à acquérir la même valeur échangeable, qu'ils aient coûté peu ou beaucoup de travail ; mais les produits manufacturés, s'ils ne sont pas assujétis à un monopole artificiel, doivent baisser de prix à mesure que s'accroît la facilité de les produire. On ne peut donc pas regarder ce prix comme déterminé d'une manière absolue ; et quand cela se pourrait, la facilité de production dans un cas comme dans l'autre n'en serait pas moins propre à nous donner la mesure du soulagement apporté au travailleur.

Il est assez singulier que M. Ricardo, qui, en général, a fixé son attention sur les résultats permanents et définitifs, assez fortement pour avoir même posé en principe que le prix *naturel* du travail est le prix qui aurait la puissance de maintenir une population stationnaire, alors même qu'un tel prix ne pût pas se réaliser en général sous des gouvernements médiocrement bons, et dans l'état normal des choses pendant des siècles; il est assez singulier, disons-nous, qu'en traitant de la rente, cet auteur ait adopté une marche opposée, et se soit presque entièrement arrêté à considérer des effets passagers.

C'est évidemment par suite de ce système, que M. Ricardo reproche à Adam Smith d'avoir dit que, dans les pays où le riz est la nourriture principale du peuple, une plus forte portion du produit doit appartenir au propriétaire que dans les pays à blé, et qu'en Angleterre la rente hausserait, si la pomme de terre devenait la nourriture favorite du peuple, et se substituait au blé [1]. M. Ricardo ne peut pas refuser d'admettre, et il a admis en effet [2], que dans ces deux cas la rente, doit finir par hausser. Mais il suppose que ce changement doit s'opérer tout à coup, et provient de l'abandon temporaire de la culture de quelques portions de terre. Dans cette supposition même, toutes les terres qui auraient pu être abandonnées, seraient de nouveau cultivées dans bien moins de temps qu'il n'en faudrait pour réduire le prix du travail, dans l'état normal des choses, au taux simplement nécessaire pour maintenir une population stationnaire. Par conséquent, ayant en vue des résultats permanents et définitifs, et tels sont ceux que M. Ricardo a surtout considérés dans tout le cours de son ouvrage, il aurait dû reconnaître la justesse de la proposition d'Adam Smith.

Mais, dans le fait, il est extrêmement probable que, dans ce cas, il n'y aurait pas même baisse temporaire de la rente. Jamais nation n'a changé ni ne changera tout à coup la nature de ses aliments. Ce changement, tant par rapport au nouveau genre de culture qu'il faudrait introduire, et aux nouveaux goûts qu'il faudrait créer, doit nécessairement être très lent. Il est probable que dans la plus grande partie de l'Europe, il ne sera jamais possible de substituer le riz au blé; et, dans les pays où cela pourrait s'effectuer, il faudrait faire de si grands travaux pour les arrosages, qu'il s'écoulerait assez de temps pour donner naissance à une population susceptible de consommer la quantité augmentée de denrées alimentaires produites. Dans les pays à

---

[1] *Richesse des Nations.* Tom. I, liv. I, chap. 11, p. 204.

[2] Voyez Ricardo, *Des Principes de l'Econ. polit.*, chap. 24.

rizières, il est reconnu que les rentes sont très élevées. Le docteur Buchanan, dans son excellent voyage au Mysore, dit que, dans les terrains arrosés au-dessous des Ghâttes, le gouvernement est dans l'usage de prendre pour sa part les deux tiers de la récolte [1]. Voilà une rente au-dessus de ce que pourront probablement jamais payer des terres à blé; et, dans les contrées de l'Inde et d'autres pays où il s'est réellement opéré un changement de culture, et où le riz a remplacé le blé, je suis presque sûr que, non-seulement la rente a haussé considérablement en définitive, mais qu'elle s'est progressivement accrue pendant ce changement.

Quant à la pomme de terre, nous avons bien près de nous un spectacle qui nous permet d'étudier les effets produits par l'adoption de ce tubercule, comme principale nourriture végétale de la plus grande partie d'un peuple. La population de l'Irlande a augmenté plus rapidement pendant le dernier siècle, que celle d'aucun autre pays de l'Europe; et à la manière dont l'Irlande est aujourd'hui gouvernée, il est impossible de donner de raison plausible de ce fait, si ce n'est l'introduction de la pomme de terre et l'usage très étendu qu'on en a progressivement fait. Je suis convaincu que, sans la pomme de terre, la population de l'Irlande n'aurait fait que doubler au lieu d'avoir quadruplé pendant le dernier siècle. Cet accroissement de population a empêché qu'on abandonnât la culture de quelques terres, ou a donné une valeur plus grande aux pâturages naturels, en occasionnant en même temps une grande baisse dans la valeur comparative des salaires en argent. Nous savons par expérience que cette baisse n'a pas été accompagnée d'une hausse proportionnée des profits, et qu'elle a eu pour résultat une hausse considérable des fermages. Le blé, l'avoine et les bestiaux de l'Irlande, sont achetés par l'Angleterre et y obtiennent des prix anglais en argent, tandis que la culture et les soins que ces produits exigent se font moyennant un travail qui n'est payé que la moitié du prix en argent. Cet état de choses doit avoir nécessairement pour effet d'augmenter considérablement ou le revenu provenant des profits, ou celui qui provient de la rente du sol; et nous savons par le fait que c'est le dernier qui a le plus gagné.

Aussi, quoiqu'il puisse résulter de graves erreurs de ne pas distinguer d'une manière très précise le taux purement temporaire des salaires, de leur taux définitif, il n'y aurait aucun danger de tomber dans une semblable erreur si l'on considérait les effets temporaires des changements de nourriture dont nous avons parlé comme étant de la même

---

[1] Vol. II, p. 212.

nature et ayant en dernière analyse les mêmes effets, c'est-à-dire comme tendant toujours à faire hausser la rente. Et je suis convaincu que si nous mettons un peu de justesse dans nos comparaisons, c'est-à-dire si l'on compare des pays où les conditions d'étendue et de capital sont analogues, — ce qui est évidemment la seule manière raisonnable de les comparer, — nous verrons que la rente est en proportion de la fertilité naturelle ou acquise du sol.

Si la fertilité naturelle de l'Angleterre était le double de ce qu'elle est, avec une nation aussi industrieuse et aussi entreprenante, le pays devrait, selon toute théorie exacte, se trouver à présent deux fois plus riche et plus peuplé, et la rente des terres devrait être plus du double de ce qu'elle est en ce moment. Au contraire, si le sol de notre île n'avait possédé que la moitié de sa fertilité actuelle, une seule et petite portion de ce sol, ainsi que je l'ai dit dans un autre endroit, pourrait donner du blé; la richesse et la population du pays seraient restées tout à fait insignifiantes, et la rente ne serait pas à beaucoup près la moitié de ce qu'elle est aujourd'hui. Mais si, dans de pareilles circonstances, la rente et la fertilité vont de pair, c'est employer un mauvais argument contre leur connexion naturelle, que de dire que la rente est plus élevée en Angleterre, là où une grande masse de capital a été employée à la culture de la terre, que dans le pays le plus fertile de l'Amérique méridionale, où, pour la même étendue de territoire, il n'a pas été employé un vingtième de ce capital, et où la population est extrêmement clairsemée.

La fertilité de la terre, soit naturelle, soit acquise, peut être regardée comme la seule source permanente de gros bénéfices sur le capital. Dans un pays exclusivement manufacturier et commerçant, et qui achèterait tout son blé au prix courant des marchés de l'Europe, il est absolument impossible que les rentrées du capital soient pendant longtemps considérables. A des époques reculées de l'histoire, il est vrai, lorsque les grands capitaux étaient extrêmement rares, et qu'ils étaient bornés à un petit nombre de villes, l'espèce de monopole qui en résultait pour quelques branches particulières de commerce et de manufactures, tendait à maintenir les profits élevés pendant un temps plus considérable; et de grands et brillants résultats ont à la vérité été créés par des États presque exclusivement commerçants. Mais dans l'Europe moderne, la grande abondance de capitaux, la facilité des communications entre les différentes nations, et les lois de la concurrence intérieure et étrangère, s'opposent à la possibilité de retirer des profits considérables et permanents de tout autre capital que de celui

qui est employé dans l'agriculture. Aucun État commerçant et manufacturier, dans les temps modernes, quelle qu'ait été la supériorité de son industrie, n'a pu faire des bénéfices permanents, beaucoup plus élevé que le taux moyen des profits dans le reste de l'Europe. Or, il est reconnu que les capitaux, employés avec succès dans des terres d'une assez bonne qualité, peuvent, d'une manière durable et sans crainte d'interruption ou d'obstacle, rapporter vingt pour cent, quelquefois trente ou quarante, et même cinquante et soixante pour cent.

Un exemple frappant de ce que rapportent des capitaux engagés dans l'agriculture, comparativement aux autres emplois, s'est présenté dans le relevé du produit de l'impôt sur les propriétés (*property-tax*) — en Angleterre. Le revenu imposable de la nation, retiré des capitaux employés dans l'agriculture, s'est trouvé assez considérable pour fournir à l'impôt sur les propriétés près de six millions et demi de livres sterlings, tandis que le revenu des capitaux presque aussi importants, employés dans le commerce et les manufactures, ne rapportait à l'impôt que deux millions de livres sterling [1]. Il est, à la vérité, probable qu'une plus grande proportion du revenu des capitaux employés dans le commerce et les manufactures a été soustraite à l'impôt, soit par l'effet de leur subdivision, soit par d'autres causes; mais le déficit qui a pu en résulter ne pouvait en aucune manière balancer les bénéfices extraordinaires des capitaux employés dans l'agriculture [2]. Il est en effet évident, si l'on compare ensemble deux pays ayant chacun le *même* capital et le *même* taux de profits, mais dont l'un possède un territoire suffisant pour produire le blé pour sa consommation, tandis que l'autre est obligé de l'acheter à l'étranger; il est évident, disons-nous, que celui des deux qui possède des terres, surtout si elles sont fertiles, doit être le plus riche, le plus peuplé, et doit avoir un plus fort revenu disponible et imposable.

Un autre avantage inappréciable qui appartient à un sol fertile, c'est que les nations qui jouissent de ce bienfait, ne se voient point obligées de faire beaucoup d'attention aux clameurs les plus tristes et les plus poignantes pour tout ami de l'humanité; telles sont, par exemple, les clameurs des chefs de manufactures et des négociants qui ne veulent payer que de faibles salaires, afin de pouvoir trouver un marché pour

---

[1] Le tableau D comprenait toutes sortes de métiers. La totalité montait à trois millions, dans lesquels les métiers entraient pour un million.

[2] Il faut toujours se rappeler que dans les profits territoriaux d'un pays, il faut comprendre la rente aussi bien que les profits ordinaires de l'agriculture.

y exporter leurs marchandises. Si un pays n'avait d'autre moyen pour devenir riche que de demander le succès dans la lutte à la réduction des salaires, je dirais volontiers : périssent de telles richesses! Mais quoiqu'une nation qui achète la partie principale de sa subsistance aux étrangers soit condamnée à cette dure alternative, il n'en est pas ainsi des propriétaires des terrains fertiles. Les produits spéciaux de chaque pays, quoiqu'ils ne soient peut-être jamais suffisants pour le mettre à même d'importer une quantité considérable de subsistances et d'objets d'utilité ou de luxe, suffisent en général pour donner une pleine activité à la fois au dedans et au dehors; alors qu'en faisant le sacrifice d'une petite quantité de produits, c'est-à-dire en ne poussant pas trop loin la culture et en donnant aux classes pauvres des habitudes de prévoyance [1], on aurait mis le pays en état de maintenir la totalité d'une grande population dans la richesse et l'abondance. Des habitudes de prévoyance dans le mariage, lesquelles seraient pratiquées d'une manière très étendue, parmi les classes ouvrières d'un pays qui dépend essentiellement des manufactures et du commerce, pourraient être dangereuses; mais dans un pays qui possède un sol fertile, de telles habitudes seraient le plus grand de tous les bienfaits imaginables.

Parmi les avantages inappréciables de cette propriété qu'a la terre de rapporter une rente considérable, un des moindres, dans le cours des progrès de la société, n'est pas cette garantie offerte à l'homme, que presque tout son temps ou celui de presque toute la société ne sera pas employé à se procurer le simple nécessaire. Selon M. Ricardo, le revenu total provenant des profits diminuera par les progrès de la richesse [2]; et il me paraît incontestable que le laboureur sera obligé

---

[1] Il est évident que, dans des circonstances semblables, pour ce qui regarde les capitaux, les talents, etc., des terres qui seraient stériles au même degré ne pourraient pas être cultivées, si, par suite des habitudes de prévoyance, les laboureurs étaient bien payés. Mais renoncer à l'accroissement insignifiant de produits et de population qui pourrait résulter de la culture de pareils terrains dans un pays étendu et fertile, ne serait qu'un sacrifice léger et imperceptible, tandis que le bien-être qui en résulterait pour la grande masse de la population, serait d'un prix inestimable.

[2] *Principes d'écon. polit.*, ch. 6. La vérité de cette proposition dépend de cette question : « Le capital d'un pays venant à s'accroître dans de certaines proportions, les profits diminueraient-ils dans une proportion plus grande? » Il est probable que ceci aurait lieu dans le cas où l'accumulation serait portée à un très haut degré, comme dans le terme choisi au hasard par M. Ricardo, dans l'exemple qu'il nous a donné. Quant à moi, je pense que, bien qu'une portion très importante de la société vive des profits du capital, l'accumulation s'arrêterait par suite de l'impuissance ou de l'inutilité des épargnes, avant que le revenu général, tiré des capitaux, ait pu diminuer.

d'employer une plus grande quantité de travail pour obtenir cette portion de son salaire qu'il doit dépenser à l'achat des objets de première nécessité. Ces deux nombreuses classes de la société auront moins de loisirs et moins de ressources pour rétribuer le travail de ceux qui fournissent à la société les merveilles de l'art et de l'intelligence, et qu'il ne faut pas confondre avec ceux qui pourvoient à ses besoins indispensables. Heureusement pour l'espèce humaine, le revenu net des terres, lorsqu'elles sont appropriées, ne peut jamais décroître par les progrès de la culture. Dans quelque proportion que ce revenu se trouve par rapport au produit total, il ira toujours croissant, et il offrira toujours un fonds suffisant pour stimuler et animer toute la société, en lui procurant l'aisance et le loisir.

Si la seule condition par laquelle on pût obtenir des fonds de terres donnant une rente, était que ces terres demeurassent entre les mains des descendants immédiats des premiers possesseurs, dans ce cas, et quoique les avantages qu'on pût retirer d'un tel don devinssent nécessairement beaucoup moindres, cependant, en considérant les effets inévitables qui en résulteraient pour la société, il serait extrêmement imprudent de refuser un tel présent comme étant de peu ou de point de valeur. Mais heureusement l'avantage est attaché au sol et non à tel ou tel propriétaire. Le revenu territorial est la récompense du courage et de la sagesse de nos contemporains, comme il l'a été également de la force et des talents de nos ancêtres. Tous les jours des terres sont achetées avec les fruits de l'industrie et du talent[1]. C'est le gros lot, *otium cum dignitate*, qui est la récompense de tout effort méritoire, et, dans le progrès de la société, il y a tout lieu de croire qu'à mesure que

---

[1] M. Ricardo est lui-même un exemple de ce que je viens d'avancer. Il est devenu aujourd'hui, par ses talents et son industrie, un de nos riches propriétaires fonciers; et certes, je ne pourrais dans toute cette classe choisir un homme plus estimable et plus bienveillant, un homme que les qualités de l'esprit et du cœur rendent plus digne de ce qu'il a gagné, ou qui fasse un meilleur usage de sa fortune.

Il est assez singulier que M. Ricardo, qui reçoit beaucoup de rentes, ait tant déprécié leur importance nationale; tandis que moi, qui n'en ai jamais reçu et ne compte jamais en recevoir, je serai probablement accusé d'en exagérer l'importance. La situation et les opinions différentes de chacun de nous peuvent au moins servir à prouver la sincérité de tous deux, et c'est une forte présomption que, quelle que soit l'illusion que nous ayons pu mettre dans nos doctrines respectives, elle n'est pas à coup sûr due à l'influence dont il est peut-être le plus difficile de se garantir, c'est à dire, aux suggestions imperceptibles de la position particulière et de l'intérêt personnel de chacun.

la terre acquiert plus de prix par l'accroissement du capital et de la population, et par les améliorations dans l'agriculture, les avantages qu'on en retire peuvent se partager entre un nombre beaucoup plus considérable d'individus [1].

Quel que soit donc le point de vue sous lequel on considère le sujet, cette propriété de la terre qui, selon les lois de notre existence, doit aboutir à la rente, peut être regardée comme un don très précieux pour le bonheur de l'espèce humaine; et je suis convaincu que la valeur de ce bienfait ne saurait être méconnue que par des personnes qui n'en comprennent encore ni la nature ni les résultats sociaux.

---

[1] Malthus n'a pas suffisamment distingué, dans les considérations qu'il présente sur le produit net de la terre, les éléments divers qui peuvent, soit se réunir, soit agir seuls ou inégalement pour donner naissance à ce produit. Le produit net dans l'agriculture est susceptible de provenir de la fécondité du sol seulement, ou du capital et du travail qui ont été employés à la culture; il peut donc se décomposer, selon la proportion dans laquelle chacune de ces forces a pris part à l'œuvre de la production, en produit net territorial ou en produit net industriel. Cette proportion varie nécessairement selon la nature des terrains, le chiffre de la population, l'ancienneté des cultures, les circonstances sociales où peut se trouver un pays. Il est important de ne pas oublier cette analyse du produit net, surtout quand il s'agit de déterminer la part que chaque producteur, propriétaire foncier, capitaliste ou travailleur doit recevoir dans la distribution des produits auxquels il a concouru.

Voir du reste sur la théorie de la rente, qui a soulevé parmi les économistes tant de discussions longues et animées, et, il faut le dire, trop souvent stériles, les belles leçons de M. Rossi, et, dans le camp opposé, les ouvrages d'Adam Smith, de J.-B. Say et de M. de Sismondi. (M. M.)

—

CHAPITRE IV.

DES SALAIRES DU TRAVAIL.

—

SECTION I. — DE LA DÉFINITION DES SALAIRES ET COMMENT ILS DÉPENDENT DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE.

Les salaires du travail sont la rémunération accordée à l'ouvrier pour ses efforts.

On peut les diviser en salaires nominaux et en salaires réels.

Les salaires nominaux consistent en argent, car c'est généralement en argent que se payent les ouvriers dans les pays civilisés.

Les salaires réels consistent dans les objets de nécessité, d'utilité ou d'agrément, que les salaires en argent de l'ouvrier lui permettent d'acheter.

Nous avons démontré dans la cinquième section du second chapitre de cet ouvrage, que les salaires moyens d'un certain nombre d'ouvriers agricoles, ou ce qu'on appelle les salaires *types* (*standard wages*) sont toujours de la même *valeur*, c'est-à-dire qu'en tous pays et en tous temps il faut, pour les obtenir, les mêmes frais élémentaires. Mais on sait fort bien que la quantité d'argent, de blé, de produits utiles ou agréables départis à l'ouvrier, est soumise à de grandes variations, qui toutes dépendent des rapports entre la demande et l'offre de ces objets, comparés à la demande et à l'offre du travail.

Si la société peut acheter une certaine somme de numéraire avec des marchandises qui exigent moins de travail, de profits, etc., qu'il n'en faut pour acheter ou obtenir le travail contre lequel ce numéraire a été primitivement échangé, le prix en argent du travail haussera. Si, au contraire, par la rareté du numéraire ou l'abondance du travail, il faut de *plus grands* sacrifices pour obtenir la même quantité de monnaie, le prix en argent du travail baissera. Et quelle que soit d'ailleurs la demande réelle de travail, il est évident que les salaires en argent devront, en moyenne, se proportionner assez exactement aux ressources dont il dépend, pour maintenir l'approvisionnement nécessaire. C'est comme condition indispensable de cet approvisionnement que la valeur des objets de première nécessité aura une si grande influence sur

le prix du travail. Il faut une certaine quantité de ces objets de première nécessité pour permettre à l'ouvrier de maintenir une population stationnaire; il en faut une plus considérable pour lui permettre d'accroître cette population. Par conséquent, quel que soit le prix des choses essentielles à l'existence, les salaires en argent de l'ouvrier devront le mettre à même d'en acheter une portion suffisante, sous peine de n'avoir plus que des approvisionnements insuffisants.

L'influence de l'offre et de la demande sur les salaires en blé du travail est encore bien plus frappante que sur les salaires en argent, et cela parce que les variations qui surviennent pour de courtes périodes dans la quantité générale des blés, sont plus sensibles que dans la masse du numéraire. On a pu généralement observer et reconnaître, suivant les saisons, des altérations profondes dans le prix du blé, pendant que les salaires en argent restaient invariables; mais les changements que subissent d'une manière plus permanente les salaires en blé, sont parfois tout aussi considérables. Lorsque les dernières terres mises en culture sont fertiles et bien exploitées, elles donnent, pour être divisé entre les profits et les salaires, un immense produit; or, la hausse ou la baisse des salaires en blé dépendra de la manière dont s'effectuera cette division et surtout de l'importance du rendement agricole. Ainsi, dans les États-Unis, l'abondance et la fertilité des terres sont telles, qu'elles permettent aux fermiers de donner aux ouvriers de 18 à 20 quarters de froment par an, environ le double de la quantité généralement accordée en Europe, tout en faisant encore de beaux profits. Or, il est reconnu qu'avec 8 et 9 quarters par an, les classes laborieuses ont plus qu'il ne faut pour maintenir leur nombre. La question si l'ouvrier recevra en moyenne 8 ou 9 quarters ou toute autre quantité intermédiaire, dépendra donc uniquement de l'offre et de la demande du blé comparée à l'offre et à la demande du travail, et il est évident que des salaires de 18 quarters ne pourraient être payés pendant longtemps dans des pays où le blé n'aurait pas une valeur essentiellement inférieure, c'est-à-dire ne serait pas le produit d'une petite somme de travail.

Au lieu d'évaluer les salaires en blé ou en objets de première nécessité, étudions-les relativement aux objets d'utilité ou d'agrément qui absorbent généralement les gains des classes ouvrières. Si nous supposons alors que le cultivateur soit payé en blé, ses salaires, évalués en choses utiles ou agréables, dépendront en partie de la quantité de blé qu'il reçoit, et en partie de la valeur en échange du blé, relativement aux autres objets dont il peut avoir besoin, le logement, le chauffage,

les vêtements, le savon, la chandelle, le cuir, etc.; l'un de ces termes se réglant sur les rapports du blé avec le travail, l'autre sur les rapports du blé avec les autres choses. En général, les salaires évalués en objets d'utilité ou d'agrément, sont plus stables que ceux évalués en blé, parce que la plupart de ces objets subissent moins fortement l'influence des saisons, et sont plus réguliers dans leur approvisionnement. Mais si nous comparons directement ces produits avec le travail et non avec le blé, nous verrons que la quantité départie à l'ouvrier dépendra toujours non-seulement des diverses facultés productives du travail, mais encore de l'état général de la demande et de l'offre; l'importance de l'approvisionnement déterminant toujours et en dehors de toute différence dans les facultés productives, la quantité qui doit échoir à l'ouvrier de tous ces objets d'utilité ou d'agrément.

Adam Smith a parfaitement raison lorsqu'il dit que « le prix en argent du travail est nécessairement réglé par deux circonstances, la demande des bras et le prix des choses nécessaires et utiles à la vie [1]. » Mais il est très important pour la parfaite intelligence du sujet d'avoir toujours devant les yeux les causes qui déterminent les prix relatifs du travail et des denrées, et de se faire une idée claire et distincte de l'action constante et prédominante de l'offre et de la demande.

Dans tous les cas qu'Adam Smith a si ingénieusement expliqués et éclaircis, et où se montre une irrégularité apparente dans le payement des différents genres de travail, on verra que les causes auxquelles il attribue justement cette irrégularité sont constamment des causes capables d'influer sur la quantité des individus qui se livrent à chaque sorte de travail. Les cinq circonstances principales qui, selon lui, compensent la modicité du gain pécuniaire de quelques professions, et balancent les gros profits dans d'autres, sont : 1° la nature agréable ou pénible de l'occupation même; 2° la facilité et le peu de frais, ou la difficulté et la grande dépense qu'il faut pour les apprendre; 3° la certitude ou l'incertitude d'avoir de l'emploi dans chaque profession ; 4° le plus ou moins de confiance qu'on accorde à ceux qui exercent une profession ; et 5° la probabilité plus ou moins grande de réussir [2]. Toutes ces causes sont évidemment de nature à produire le résultat dont il s'agit ; et dans bien des cas, il serait difficile d'expliquer leurs effets sur le prix des différents genres de travail, d'après tout autre principe. On voit, par exemple, à peine pourquoi il faut moins de frais pour devenir

---

[1] *Richesse des nations.* Livre, I, ch. 8, page 84.

[2] *Ibid.* Livre I, chap. 10, section 1, page 151.

braconnier que pour être un manouvrier ordinaire, et pourquoi il en faut davantage pour devenir pontonnier; cependant chacun d'eux reçoit une paye très différente. Il n'est pas plus aisé d'apprécier l'effet que doit avoir sur les salaires le plus ou moins de confiance qu'on accorde à un ouvrier, ni le plus ou moins de probabilité de réussir dans chaque genre d'industrie, d'après la quantité de travail qu'il a fallu pour former chaque espèce d'ouvriers. Adam Smith démontre d'une manière satisfaisante que la totalité du corps des avocats ne reçoit pas une rémunération suffisante pour payer les frais que l'éducation de toute cette corporation a coûté[1]; et il est évident qu'un degré remarquable d'intelligence, dans les arts et dans les métiers, se paye cher, sans qu'on fasse bien attention aux efforts qu'il a fallu pour acquérir une supériorité qui, due souvent à des facultés supérieures, a peut-être coûté moins de travail qu'il n'en faut ordinairement pour acquérir une habileté ordinaire. Mais tous ces cas s'expliquent de la manière la plus simple et la plus naturelle, par le principe de l'offre et la demande. Des artistes très distingués se font payer cher en raison de leur petit nombre, que leur supériorité provienne d'un travail extraordinaire ou d'un rare génie, ou, même, de ces deux causes réunies. Las avocats en masse ne sont pas assez récompensés, parce que des motifs autres que le simple espoir du gain multiplient le nombre des candidats dans cette profession, et que le nombre des avocats n'est point réglé selon les frais que coûte leur éducation. Or, dans tous les cas où des désavantages ou des difficultés d'une espèce quelconque sont attachés à certaines occupations, il est évident qu'il faut les payer comparativement plus cher; car, si la rémunération additionnelle ne suffit pas pour balancer de tels désavantages, le nombre de ceux qui se livrent à ces sortes d'occupations diminuera, puisque, d'ailleurs, les choses étant égales, tout le monde préfèrera l'occupation la plus agréable, la moins difficile et la moins incertaine. Le manque d'ouvriers qui provient de ces causes, dès qu'il se produit, fait naturellement monter le prix du travail; et la hausse des prix, après quelques oscillations, s'arrêtera au point où elle sera justement suffisante pour assurer l'approvisionnement nécessaire.

Adam Smith avait en effet reconnu l'influence dominante de l'offre et de la demande dans les cas de cette nature, mais il l'a parfois oubliée : — « Si un genre de travail, dit-il, exige un degré extraordinaire d'adresse et d'intelligence, le *cas* qu'on fait de ce genre de talent don-

---

[1] *Richesse des nations*. Livre I, chap. 10, page 141.

nera à ses produits un prix supérieur à la valeur qu'ils auraient dû avoir d'après le temps qui y a été consacré[1]. » Et dans un autre endroit, en parlant de la Chine, il remarque « que, si dans un tel pays (c'est-à-dire, dans un pays dont les ressources sont stationnaires), les salaires avaient jamais été plus que suffisants pour faire subsister les journaliers, et leur donner les moyens d'élever une famille, la concurrence des journaliers et l'intérêt des maîtres auraient réduit bientôt les salaires au taux le plus bas qui soit compatible avec les *sentiments d'humanité les plus vulgaires*[2]. » Le lecteur verra bien, d'après ce que nous venons d'exposer, que, dans le premier de ces deux exemples, ce n'est point le cas qu'on fait de la dextérité et de l'intelligence de l'ouvrier qui augmente le prix de son ouvrage, mais bien la rareté d'ouvriers habiles, et, par suite, la rareté de leur ouvrage, comparativement à la demande. Et, dans le second cas, ce n'est point le sentiment naturel d'humanité qui empêche les salaires de baisser encore davantage; car si l'humanité s'en mêlait, elle aurait dû intervenir longtemps avant cet état de baisse, et elle aurait pu empêcher la mort prématurée de beaucoup d'individus, occasionnée par une nourriture malsaine ou insuffisante. Mais les impulsions de l'humanité ne peuvent malheureusement pas changer les ressources d'un pays. Tant que ces ressources restent stationnaires, et que les habitudes des classes inférieures les portent à subvenir à peu de frais aux besoins d'une population stationnaire, les salaires des ouvriers seront bien chétifs; mais ils ne peuvent pourtant pas baisser au-dessous de ce qui est nécessaire, dans les habitudes actuelles du peuple, pour faire subsister une population stationnaire. En effet, les ressources du pays étant complètement stationnaires dans le cas ci-dessus, le principe de l'offre et de la demande interviendrait constamment pour interdire des salaires capables d'occasionner une augmentation ou une diminution de population.

—

SECTION II. — DES CAUSES PRINCIPALES QUI INFLUENT SUR LES HABITUDES DES CLASSES OUVRIÈRES.

M. Ricardo a défini le prix naturel du travail « le prix qui fournit aux ouvriers en général, les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution[3]. » Ce prix semble au contraire

---

[1] *Richesse des nations.* Livre I, chap. 6, page 65.

[2] *Ibid.*, ch. 8, p. 93.

[3] Voyez Ricardo, des *Principes de l'Économie politique*, ch. 5, p. 86, 3e édit.

on ne peut moins naturel ; car, dans un état naturel des choses, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas d'obstacles artificiels au progrès de la richesse et de la population, un tel prix ne pourrait, en général, se maintenir dans un pays, que du moment où l'on aurait porté à ses limites extrêmes la culture du sol et le pouvoir d'importer. Mais si ce prix est rare, et si, dans l'état ordinaire des choses, il est fort éloigné de nous dans le temps, on doit évidemment courir grand risque de commettre des fautes graves en considérant les prix courants du travail comme de simples écarts au-dessus et au-dessous de ce prix fixe vers lequel ils doivent bientôt converger.

Le prix naturel ou nécessaire du travail, dans quelque pays que ce soit, me paraît être le prix qui, dans la situation actuelle de la société, est nécessaire pour qu'il y ait un nombre moyen de travailleurs suffisant pour satisfaire à la demande réelle. Et je dirais que le prix courant du travail, c'est le prix actuel du marché, lequel, par l'effet de causes temporaires, est quelquefois au-dessus et quelquefois au-dessous de ce qui est nécessaire pour répondre à la demande [1].

Le sort des classes ouvrières doit évidemment dépendre en partie du taux suivant lequel les ressources du pays et la demande de bras augmentent, et en partie des habitudes du peuple, relativement à sa nourriture, à son habillement et à son logement.

Si les habitudes du peuple restaient stationnaires, la faculté de se marier jeune et d'entretenir une famille considérable, dépendrait de la manière dont les ressources nationales et la demande iraient en croissant. Et, si les ressources du pays restaient stationnaires, l'aisance des classes inférieures de la société dépendrait de leurs habitudes, ou de la quantité de choses nécessaires et utiles qu'elles regarderaient comme indispensables à l'entretien de leurs familles.

Il est cependant rare que ces choses restent stationnaires pendant un temps un peu considérable. La progression dans laquelle les ressources d'un pays s'accroissent est, comme on sait, sujette à de grandes variations, selon la diversité des circonstances ; et les habitudes d'un peuple, quoiqu'elles ne soient ni aussi variables, ni aussi nécessairement soumises aux circonstances du moment, ne peuvent guère être regardées comme stables. En général les ressources et les habitudes tendent à changer en même temps. Lorsque les ressources d'un pays vont en augmentant

---

[1] On pourrait définir tout aussi exactement le taux naturel des profits, le taux nécessaire pour conserver le capital sans accroissement ni diminution. C'est là, en effet, le taux vers lequel les profits tendent constamment.

rapidement, et que l'ouvrier dispose d'une grande quantité de denrées de première nécessité, il est à croire que, s'il a eu l'occasion d'échanger ce qui lui est superflu pour sa nourriture contre des objets d'utilité et de commodité, il prendra du goût pour ces objets, ce qui devra influer sur ses habitudes. D'un autre côté, il arrive en général que, lorsque les ressources d'un pays deviennent presque stationnaires, ces habitudes d'aisance disparaissent peu à peu ; et avant que la population s'arrête, l'aisance générale se trouve essentiellement diminuée.

Toutefois, en partie par des causes physiques, et en partie par des causes morales, l'aisance générale diffère essentiellement dans divers pays, quoique l'accroissement des ressources, destinées à payer le travail, suive la même progression dans chacun d'eux. Adam Smith, en parlant de la mauvaise nourriture du peuple écossais, comparée à celle de leurs voisins les Anglais, appartenant à la même condition, fait la remarque que « cette différence dans la manière de se nourrir est l'effet et non la canse de la différence des salaires dans les deux pays, quoique, par une inconcevable méprise, on l'ait souvent regardée comme la source de cette différence [1]. » Il faut cependant convenir que l'opinion commune, qu'Adam Smith cherche à redresser, n'est pas entièrement fausse. Dans ce cas, comme dans bien d'autres, l'effet devient incontestablement cause à son tour ; et il n'y aucun doute que si les salaires pouvaient se maintenir bas pendant quelque temps, de manière à faire naître parmi les classes ouvrières d'un pays quelconque l'habitude de se marier, sans autre perspective que celle de subsister, de telles habitudes, en fournissant la quantité requise de travailleurs à peu de frais, agiraient constamment de manière à maintenir les salaires à un taux peu élevé.

Il serait fort à désirer qu'on pût déterminer quelles sont les causes principales qui influent sur les différentes manières dont le peuple se nourrit dans chaque pays ; mais il y a dans cette question tant de choses à considérer, qu'on peut à peine se flatter de pouvoir la résoudre d'une manière satisfaisante. Cela doit certainement dépendre des causes physiques du climat et du sol ; mais peut-être plus encore des causes morales, dont l'existence et l'influence tiennent à une foule de circonstances diverses.

Les hauts salaires ou la faculté de disposer d'une grande portion des choses de première nécessité, peuvent produire des résultats bien différents ; tantôt c'est un accroissement rapide de la population, et

---

[1] *Richesse des nations*. Liv. I, ch. 8, page 105.

dans ce cas, les salaires sont principalement employés à l'entretien de beaucoup de familles nombreuses ; tantôt c'est une notable amélioration dans la manière de se nourrir, et une grande aisance qui n'est pas accompagnée d'une accélération proportionnée dans la marche de la population.

Si l'on considère ces différents résultats, on en trouvera les causes évidentes dans la différence des habitudes du peuple dans chaque pays et à des époques diverses. En cherchant à connaître les causes de ces différentes habitudes, nous verrons qu'en général le premier des deux résultats indiqués plus haut, est la suite de tout ce qui, dans les vieilles sociétés [1], contribue à avilir les classes inférieures du peuple, de tout ce qui leur ôte la puissance ou la volonté de juger de l'avenir par le passé, enfin de tout ce qui les porte, pour se procurer les jouissances du moment, à se résigner à vivre ordinairement avec très peu d'aisance et de considération ; le second résultat est, au contraire, l'effet de tout ce qui tend à élever le caractère des classes inférieures de la société, de tout ce qui les rapproche davantage des êtres qui « regardent en arrière et en avant, » et qui par conséquent ne sauraient se soumettre patiemment à la perspective affligeante de se voir privés, eux et leurs enfants, des moyens d'acquérir la considération, la vertu et le bonheur.

Parmi les circonstances qui contribuent le plus à produire le premier genre d'habitudes dont nous venons de parler, les plus puissantes sont le despotisme, l'oppression et l'ignorance : parmi celles qui tendent à faire naître le second genre d'habitudes, il faut mettre au premier rang, la liberté civile et politique, et l'éducation.

De toutes les causes qui tendent à donner des habitudes de prévoyance aux classes inférieures du peuple, la plus essentielle est sans contredit la liberté civile. Il est impossible qu'un peuple s'habitue à former des plans pour l'avenir, s'il n'est pas assuré que ses efforts industrieux, s'ils sont honnêtes et louables, pourront avoir leur plein effet, et s'il n'est pas certain que la propriété qu'il possède ou qu'il peut acquérir, lui sera garantie par un code de lois justes, respectées et appliquées avec impartialité. Mais l'expérience a démontré que la liberté civile ne peut pas être assurée d'une manière stable sans la liberté politique. Par conséquent la liberté politique devient presque aussi essen-

---

[1] Dans les pays neufs comme les États-Unis, les fonds consacrés à la rémunération du travail sont si considérables et s'accroissent si rapidement que, de longtemps peut-être, on n'y sentira pas la nécessité de limiter les mariages précoces.

tielle; et, outre qu'elle est nécessaire sous ce rapport, la tendance évidente qu'elle a d'apprendre aux classes inférieures à se respecter elles-mêmes, en forçant les classes supérieures à les respecter, doit contribuer puissamment à ajouter à tous les bons effets de la liberté civile [1].

Quant à l'éducation, elle peut sans doute devenir générale sous une forme vicieuse de gouvernement, et languir, au contraire, sous un gouvernement bienfaisant à d'autres égards; mais il faut avouer que les probabilités, quant au genre d'éducation et à son influence, sont tout à fait en faveur des bons gouvernements. L'éducation par elle-même ne peut presque rien contre le défaut de garantie de la propriété, mais elle fortifie puissamment tous les bons effets qui doivent résulter de la liberté civile et politique, dont elle est en effet le complément nécessaire.

Selon que les habitudes d'un peuple auront été formées sous l'influence de ces circonstances défavorables ou favorables, les hauts salaires, ou un accroissement considérable du capital destiné à faire subsister les ouvriers, amèneront le premier ou le second des résultats déjà énoncés. Tout au moins produiront-ils des résultats qui se rapprocheront de l'un ou de l'autre, selon les proportions dans lesquelles auront agi toutes les causes qui influent sur les habitudes d'imprévoyance ou de prudence.

On peut citer l'Irlande comme ayant été peut-être pendant le dernier siècle l'exemple le plus marqué du premier résultat. Lorsque la pomme de terre y fut introduite, les classes inférieures de la société étaient dans un tel état d'oppression et d'ignorance, elles étaient si peu respectées des autres, et par conséquent elles se respectaient si peu elles-mêmes, que le peuple, pourvu qu'il pût se procurer de la nourriture à très bon marché, était disposé à se marier, malgré la perspective de souffrir toutes sortes de privations. Le riche capital destiné à la subsistance des ouvriers et produit par la culture de la pomme de terre dans un sol favorable, qui donnait souvent au manouvrier la facilité de disposer d'une quantité de provisions tout à fait extraordinaire pour les autres parties de l'Europe; ce capital, dis-je, étant presqu'exclusivement consacré à l'entretien de familles nombreuses et multipliées, il en résulta un accroissement très rapide de population, avec peu ou point d'amélioration dans la condition générale des travailleurs pauvres et dans la qualité de leur nourriture.

---

[1] Le lecteur curieux d'entrer plus avant dans ce sujet, pourra consulter avec fruit les pages de l'*Essai sur la population* (liv. IV, chap. VI), où Malthus envisage dans toutes ses conséquences, l'influence que la liberté civile et un gouvernement équitable exercent sur les classes laborieuses. (M. M.)

L'Angleterre, dans la première moitié du siècle passé, nous offre au contraire un exemple qui approche assez du second cas supposé. Il est bien connu que pendant cette époque le blé baissa de prix, en même temps que les salaires haussèrent. Pendant les dernières quarante années du XVIIe siècle et les premières dix années du XVIIIe, le prix moyen du blé en Angleterre, comparé aux salaires, fut tel que l'ouvrier pouvait, avec le gain de sa journée, s'acheter deux tiers d'un *peck* de blé. Depuis 1720 jusqu'en 1750, le prix du blé était tellement tombé, pendant que les salaires avaient haussé, qu'au lieu de deux tiers, l'ouvrier pouvait acheter tout un *peck* de blé avec le fruit d'une journée de travail [1].

Cette grande facilité d'acquérir des denrées de première nécessité ne produisit pas cependant une augmentation proportionnée de population. Le peuple anglais vivait à cette époque sous un excellent gouvernement, et il jouissait de tous les avantages de la liberté civile et politique à un degré extraordinaire. Les classes inférieures de la nation, habituées à se voir respectées par les lois et par les classes supérieures de leurs concitoyens, avaient par conséquent appris à se respecter elles-mêmes. Il en résulta qu'au lieu de ne servir qu'à l'accroissement de la population, une portion considérable des nouveaux salaires en blé fut employée par la classe ouvrière à se procurer une nourriture d'une meilleure qualité, et à acquérir un plus haut degré d'aisance et de bien-être.

Il ne paraît pas que, pendant la même époque, les ressources de l'Écosse aient augmenté aussi rapidement que celles de l'Angleterre ; mais, depuis un demi-siècle, le premier pays a peut-être fait des progrès encore plus rapides que le second. Il en est résulté, par l'influence des mêmes causes, que ce surcroît de ressources ne s'est pas borné à produire un accroissement de population, mais qu'il a surtout introduit une grande amélioration dans la nourriture, l'habillement et le logement des classes inférieures de la société.

Le changement général du pain d'une très mauvaise qualité pour le meilleur pain de froment paraît n'avoir eu lieu que dans les comtés du midi et du centre de l'Angleterre, et il pourrait bien avoir été favorisé par des causes accidentelles.

Les perfectionnements dans l'agriculture nationale, joints à l'état des marchés étrangers, ouverts par des primes, paraissent avoir diminué, dans beaucoup de districts, la différence ordinaire qui existe entre

---

[1] Voyez la section IV de ce chapitre.

les prix des différentes sortes de grains. Quoique produit et exporté en très grande quantité, l'orge ne baissa pas de prix autant que le blé. En comparant le terme moyen des vingt années se terminant en 1705 avec celui des vingt années se terminant en 1745, on voit que le prix du *quarter* de blé baissa de 1 liv. 16 sch. 3. d. sterl. à 1 liv. 9 sch. 10 d.; mais la drèche, pendant le même temps, conserva son prix ou monta peut-être même un peu [1]; et comme l'orge ne passe pas pour être une nourriture moins chère que le blé, à moins qu'on ne puisse l'acheter aux deux tiers du prix ordinaire [2], une telle différence relative a dû tendre fortement à favoriser ce changement.

D'après le peu de seigle qu'on exporte, comparativement au blé et à l'orge, on peut conclure qu'on n'en trouve pas un aussi prompt débit dans les marchés étrangers; et cela, joint à l'état amélioré de l'agriculture nationale, a diminué la culture et l'usage du seigle.

Quant à l'avoine, les lois prohibitives et la prime ne lui ont pas été aussi favorables qu'aux autres grains, et la quantité d'avoine qu'on importait surpassait celle qui était exportée. Cela a dû s'opposer à la culture de l'avoine dans tous les districts capables de produire des grains d'un débit plus assuré; tandis que la loi de Charles II, relative aux individus qui achètent du blé pour le revendre, apporta de plus grands obstacles à la distribution de l'avoine qu'à celle de tout autre grain.

Cette loi permettait d'acheter du blé pour le garder et le revendre ensuite, toutes les fois que le prix ne surpasserait pas 48 schellings; l'orge, quand le prix ne dépasserait pas 28 sch.; et l'avoine, tant qu'elle ne vaudrait que 13 sch. 4 d. Le taux fixé du blé et de l'orge était beaucoup au-dessus de leur taux ordinaire et moyen à l'époque de la loi, et par conséquent ne gêna pas souvent la distribution convenable de ces grains; mais, quant à l'avoine, son prix était à peu près de 12 sch. le *quarter*, et par conséquent la limite de 13 sch. 4 d. devait être souvent dépassée [3], et des obstacles devaient continuellement entraver le transport de ces grains des districts où ils étaient récoltés, dans ceux où on en avait besoin. Mais si, par suite des causes que nous venons d'exposer, les classes ouvrières du midi de l'Angleterre ont été en partie entraînées, et en partie forcées à adopter pour leur nourriture principale

[1] Voyez *Eden's state of the Poor Table*. Vol. III, page 79. Dans cette table il est fait une déduction de deux neuvièmes par quarter de huit boisseaux de blé de moyenne qualité, ce qui est trop fort.

[2] Voyez *Tracts on the Corn Trade*, supp., p. 199.

[3] *Ibid*, p. 80.

le blé au lieu des grains moins chers, la hausse des salaires se trouverait ainsi pleinement expliquée, et ne paraîtrait plus incompatible avec le bas prix du froment, fait qui, correspondant avec une demande de bras restreinte, a été regardé par quelques écrivains, comme un évènement si peu probable, qu'ils ont douté de l'exactitude de ces détails historiques. La chose est cependant très possible, soit en supposant que les classes ouvrières adoptent volontairement une meilleure espèce de nourriture, soit qu'elles s'y trouvent en quelque sorte forcées, en raison d'un nouveau système de culture, adapté à des terres bonifiées. Dans les deux cas, les effets observés depuis 1720 jusqu'en 1750 auraient eu également lieu, c'est-à-dire, que la faculté de disposer de plus de denrées de première nécessité aurait existé, sans qu'il y eût un accroissement proportionné de population. Il est probable que ces deux causes ont eu leur part dans le changement en question. L'usage de manger du pain de froment étant devenu général dans quelques districts, il est probable qu'il se sera bientôt répandu dans d'autres, même aux dépens des jouissances d'un genre différent; et toutes les fois que le peuple, pour des causes quelconques, s'est habitué à une certaine espèce d'aliments, ces aliments peuvent encore changer, mais seulement avec difficulté et lenteur. Un pays dont les cultivateurs se sont principalement nourris, pendant de longues années, d'une seule sorte de grain, doit changer tout son système agronomique avant de pouvoir produire une autre sorte de grain en assez grande abondance; et l'obstination avec laquelle toutes les classes du peuple tiennent à leurs habitudes, peut empêcher, dans quelques pays, malgré les forts salaires, l'usage d'une meilleure nourriture, comme cette obstination peut, dans d'autres pays, empêcher le peuple de changer tout à coup sa nourriture pour une moins bonne, malgré la baisse des salaires. Mais l'effet presque exclusif qui pourrait résulter de ces salaires forts ou faibles, serait de donner un grand encouragement à la population, ou d'y mettre un grand obstacle.

SECTION III. — Des causes principales qui influent sur la demande des bras, et sur l'accroissement de la population.

Il existe une autre cause, outre le changement dans les habitudes du peuple, qui empêche la population d'un pays de marcher de front avec les facultés *apparentes* que les journaliers paraissent avoir pour se procurer les moyens de subsistance. Il arrive quelquefois que les salaires en blé se maintiennent un peu au-dessus de ce qu'ils devraient

être, d'après la demande réelle de bras. Cela arrive le plus souvent lorsque le prix des produits bruts de la terre a baissé sans entraîner une baisse égale dans les salaires et de manière à ôter au cultivateur les moyens d'employer autant ou plus de journaliers au même prix. Si la baisse est considérable, et si la valeur moindre des produits n'est pas compensée par une quantité plus forte, il y aura tant de journaliers sans ouvrage, que les salaires, après une époque de grande souffrance, baisseront en général dans la même proportion. Mais si la baisse est graduelle et si la diminution de la valeur échangeable des produits se trouve compensée par leur plus grande quantité, les salaires en argent ne baisseront pas nécessairement. Il en résultera seulement une moindre demande de bras, peut-être pas assez faible pour laisser le nombre existant de journaliers sans ouvrage, mais qui suffira pour empêcher ou diminuer les ouvrages à la tâche, pour ôter l'occupation aux femmes et aux enfants, et pour donner bien peu d'encouragement à la génération de travailleurs qui s'élève. Dans ce cas, la quantité des choses nécessaires à la vie que le journalier et sa famille gagnent par leur travail, peut être réellement moins forte que lorsque, par l'effet de la hausse des prix, la paye journalière du manouvrier ne peut lui fournir qu'une plus petite quantité de blé. Ainsi donc, quoique les classes ouvrières paraissent avoir plus de moyens de se procurer les choses nécessaires à la vie dans le premier cas, le fait est qu'elles en ont moins que dans le second; et, d'après tous les principes généraux, il doit en résulter moins d'encouragement pour l'accroissement de la population.

Ce désaccord entre les salaires apparents et les progrès de la population deviendra encore plus sensible dans les pays qui ont une législation relative aux pauvres, et dans lesquels on est dans l'usage de payer une portion du salaire des journaliers sur le fonds de l'impôt pour les pauvres de chaque paroisse. Si, lorsque le blé renchérit, les fermiers et les propriétaires d'une paroisse maintiennent le prix des salaires peu élevé et accordent un secours suffisant pour l'entretien des enfants, il est évident qu'il n'y aura plus de rapport nécessaire entre les salaires apparents que le journalier reçoit en blé et les moyens réels que les classes ouvrières ont pour entretenir leurs familles. Quand une fois le peuple s'est fait à un tel système, la population peut s'accroître très rapidement, pendant que les salaires des journaliers, abstraction faite de l'assistance des paroisses, ne suffiront guère qu'à entretenir une femme et un enfant, peut-être même le journalier seul, sans femme ni enfant, et cela parce qu'il restera toujours assez d'encouragement

pour les mariages, et assez de ressources pour faire subsister leurs enfants [1].

Lorsque la population d'un pays s'accroît plus rapidement qu'à l'ordinaire, les classes ouvrières ont besoin de pouvoir disposer d'une quantité de subsistances supérieure à celle qu'elles possédaient auparavant, ou du moins qu'elles employaient à l'entretien de leurs familles. Cela peut s'obtenir de différentes manières, savoir : par des salaires réellement plus forts, par l'économie dans les objets d'utilité, par l'emploi d'une qualité de nourriture moins chère, par plus d'ouvrages à la tâche et l'emploi plus général des femmes et des enfants, et par les secours des paroisses. Mais je suis d'avis que l'emploi actuel de la plus grande partie des subsistances est nécessaire pour l'accroissement de la population ; et partout où cet accroissement a eu lieu, quelques-unes des causes qui fournissent une plus grande quantité de subsistances, agiront constamment, et on pourra, en général, en reconnaître l'existence.

Les hauts salaires en blé ou en argent des États-Unis d'Amérique, causés par l'accumulation rapide des capitaux et par la faculté de vendre, au prix des marchés de l'Europe, des produits obtenus avec une quantité de travail comparativement petite, sont incontestablement la cause du progrès très rapide de la population dans l'Amérique du nord. Il s'est trouvé alors que des prix comparativement réduits ont été suivis d'une grande demande de travail; phénomène accidentel assez rare, mais éminemment propre à donner un élan vigoureux à la population.

L'accroissement remarquable de la population de l'Irlande, comparée aux autres pays de l'Europe, a été évidemment causé par l'introduction d'une nourriture moins chère, susceptible d'être produite en abondance, et qui, aidée par l'agriculture du *Cotter system* [2], a fait que l'augmentation de population a devancé la demande de bras.

---

[1] Il est très heureux pour l'Angleterre et pour les classes ouvrières, que le bill adopté par la chambre des communes, tendant à retirer les enfants aux pères qui demandraient des secours, et à entretenir ces enfants sur les revenus publics, n'ait pas été approuvé par la chambre des pairs. Une telle loi aurait introduit un nouveau système de législation sur les pauvres, incomparablement plus mauvais que l'ancien.

[2] Ce système est celui de la culture morcelée, du fermage parcellaire qui a prévalu en Irlande, par suite de la concurrence que se font les paysans cultivateurs qui, pressés par le besoin, renchérissent les uns sur les autres, pour la location des lots entre lesquels le propriétaire a divisé son domaine. Le solliciteur ne s'inquiète guère s'il pourra payer ou non la rente que lui demande le spéculateur sous-fermier,

Le grand accroissement de population, qui depuis quelques années a eu lieu en Angleterre et en Écosse, vient de la faculté que les classes ouvrières ont eue de se procurer une plus grande quantité de nourriture, à la fois par une hausse momentanée des salaires dans les manufactures, par l'usage plus répandu de la pomme de terre, par le plus grand nombre d'ouvrages à la tâche et l'emploi plus étendu des femmes et des enfants, par l'augmentation des secours des paroisses, distribués aux familles, enfin par l'abaissement relatif du prix des marchandises du dehors.

Peut-être plus de ces causes seront-elles généralement mises en jeu par suite d'une hausse des prix, qui, parfois, ôte au journalier une partie des moyens de se procurer les choses nécessaires à la vie, que par l'effet d'une baisse de prix qui augmente, au contraire, la valeur de la journée de travail.

Ce qui est essentiellement nécessaire pour qu'il y ait un accroissement rapide de population, c'est une demande considérable et sou-

---

le délégué du propriétaire qui exploite sa détresse. Il s'agit de bien autre chose pour cet enchérisseur famélique; il s'agit de manger lui et sa famille. Pour le propriétaire, il s'est arrangé de façon à tirer de son terrain le plus fort revenu possible; il exerce en même temps, sur ce troupeau de tenanciers, une influence dont il profite dans les élections; il y a pour lui à la fois profit et considération. Si le fermage promis ne paraît pas à l'échéance, on vendra le mobilier presque nul du tenancier insolvable; on le dépossédera de son petit champ de pommes de terre, et si on ne le jette pas en prison, il soldera son arriéré en travaillant, à la sueur de son front, à une route et à des améliorations agricoles. — Alors le père, la famille entière souffrent ou succombent par le délabrement ou la faim. Mais ils ont pu exister une année sur ce petit terrain; c'est autant de gagné. Pour le reste, advienne que pourra !

C'est sur un chétif coin de terre, dans une hutte de boue (*cotter*), que vit misérablement, et au jour le jour, le petit fermier irlandais. Pourquoi s'imposerait-il des habitudes de prévoyance qui lui pèsent ? Plein d'une confiance aveugle dans sa destinée, il en acceptera toutes les conséquences ! Cet enfant qui s'endort sur les genoux de la mère, au coin du pauvre foyer, cet enfant ne pourra-t-il pas vivre comme a vécu son père, et se faire plus tard à son tour sous-tenancier d'un acre de terre, de deux au plus ? et il faudra bien qu'il ait recours à cette ressource : les autres terres d'Irlande consacrées aux pâturages demandent si peu de bras ! Les temps d'ailleurs deviendront meilleurs, on le lui répète du moins à chaque meeting. Il vivra en proie à toutes les misères qui peuvent accabler une créature humaine, mais il vivra, à la grâce de Dieu. Si ce Dieu semble avoir délaissé les pères, il n'abandonnera peut-être pas les enfants. — Tristes raisonnements de l'ignorance, de la passion ou de la résignation désespérée et fataliste ! — C'est ainsi que la quantité des terrains disponibles restant toujours la même, la population se développe sans limite ni proportion, et que l'augmentation du nombre des créatures n'est, dans ce déplorable pays, que l'augmentation du nombre des malheureux. (M. M.)

tenue de bras. Et cette demande se proportionne à l'accroissement de quantité et de valeur des fonds actuellement consacrés à défrayer le travail, que ces fonds proviennent du capital ou du revenu.

Quelques personnes ont pensé que la demande de bras ne pouvait être proportionnée qu'à l'augmentation du capital circulant. Mais, en réalité, la demande du travail ne se règle nullement sur l'accroissement du capital, quel que soit, d'ailleurs, ce capital, ni même, comme je l'ai cru d'abord, sur l'augmentation de la valeur échangeable de tout le produit annuel. Elle se proportionne uniquement à l'augmentation de quantité et de valeur des fonds actuellement consacrés à la subsistance des travailleurs.

Ces fonds consistent principalement dans les objets de première nécessité, ou dans les ressources indispensables pour payer la nourriture, le logement, le vêtement, le chauffage des classes laborieuses de la société. Or, il est bien évident que si l'on appliquait de la manière la plus judicieuse et la plus habile le capital d'une société à la production de ces choses essentielles, et si, après avoir pourvu aux besoins des cultivateurs et de ceux qui les emploient, on consacrait l'excédant à entretenir des domestiques, des soldats, des matelots, la demande de travail, compatible avec les ressources du pays, atteindrait ses dernières limites, en économisant une grande partie du capital qui, dans la plupart des contrées civilisées, est employé à la production des objets d'art et de luxe [1]. Mais s'il en est ainsi, il est évident que le capital et même la valeur échangeable de tout le produit devra s'accroître sans qu'il y ait accroissement dans la demande de travail. Supposons que le capital circulant, consacré à la production des objets d'agrément ou de luxe, emploie seulement les individus qui eussent été soutenus par l'excédant des choses nécessaires, à titre de travailleurs improductifs [2]. Dans ce cas, non-seulement il n'est fait aucune addition à la somme de travail demandée, mais il arrivera même que si les individus, faisant fonction de domestiques, de soldats, de matelots sont congédiés avant d'avoir pu trouver à s'utiliser dans la production des objets d'agrément

---

[1] J'ai déjà exposé ces vues il y a environ trente ans dans l'édition in-quarto de mon *Essai sur la population* : M. Ricardo les a aussi émises dans sa troisième édition.

[2] Malthus en appliquant ici la qualification d'improductifs aux travailleurs vivant des services qu'ils rendent, reste fidèle à la doctrine qu'il a soutenu au commencement de cet ouvrage, et dans laquelle il considère, comme véritablement producteurs, seulement ceux dont l'activité s'exerce sur les objets matériels.

(M. M.)

ou de luxe, il arrivera, dis-je, que les demandes de bras diminueront en face d'un capital circulant plus considérable. Et si l'on ne peut transformer en objets de première nécessité une large portion de la valeur échangeable des produits d'un pays, il est clair que cette valeur échangeable pourra s'accroître, sans qu'on ait consacré à l'entretien des travailleurs une plus grande somme de ces nécessités.

Mais quoiqu'il soit incontestablement exact de dire que, sans le capital consacré aux objets d'agrément et de luxe, la demande de travail resterait la même, il n'en est pas moins vrai, en fait, que si le revenu net d'un pays ne pouvait servir qu'à la subsistance de domestiques et de soldats, le stimulant de la production dans les sociétés modernes diminuerait considérablement, et que la culture du sol s'opèrerait avec autant d'indolence et de langueur que dans les temps féodaux.

D'un autre côté, si l'excédant de produits dont nous avons parlé ne pouvait servir qu'à la production des objets *matériels* de luxe et d'agrément; si l'on ne pouvait avoir aucun domestique pour prendre soin des maisons, des voitures, des meubles, des chevaux, etc., il est évident que la demande de ces superfluités s'arrêterait bientôt, et que les possesseurs de terres et de capitaux se verraient bien faiblement encouragés à les employer de la manière la plus productive.

Il faut donc reconnaître que le concours de ces deux stimulants peut seul donner à la production, et même à la production des objets de première nécessité, toute l'énergie possible. Et quoique l'accroissement de la valeur des fonds destinés à soutenir les travailleurs ne suive pas exactement l'accroissement de la valeur échangeable du produit total évalué en travail, cependant, quand la proportion des fonctions personnelles ne varie pas considérablement vis-a-vis du travail productif, une augmentation dans la valeur échangeable de ce produit en amène généralement une autre dans la demande du travail. Et cela se conçoit; car l'effet naturel d'une telle augmentation serait d'élever la valeur des fonds destinés à l'entretien des travailleurs.

Quand l'introduction d'un nouveau capital fixe a eu momentanément pour effet de diminuer la demande de travail, il arrive généralement que la valeur du produit total diminue en même temps. En somme, pourtant, l'usage du capital fixe favorise l'abondance du capital circulant; et toutes les fois qu'on peut étendre proportionnellement le marché des produits, il accroît à la fois le capital et le revenu d'un pays, ainsi que la valeur des fonds destinés à soutenir le travail, et crée par cela même une grande demande de travail.

L'augmentation de la valeur totale des objets fabriqués avec du co-

ton, depuis l'introduction des machines perfectionnées, a été, comme on sait, prodigieuse; et il est indubitable que, depuis cinquante ans, le capital circulant et la demande de bras se sont constamment accrus dans cette industrie. Cela est assez prouvé par la grande augmentation de la population de Manchester, de Glasgow, et des autres villes où les manufactures de coton ont été le plus florissantes.

Une semblable augmentation de valeur, quoique moins considérable, a eu lieu dans nos manufactures de quincaillerie, de draps et d'autres produits, et a été accompagnée d'une demande croissante de bras, malgré l'emploi toujours croissant du capital fixe.

Dans notre agriculture même, si les chevaux, — qui, par la quantité de produits qu'ils consomment, sont l'espèce de capital fixe la plus désavantageuse, étaient abandonnés, il est probable qu'une partie des terres qui donnent aujourd'hui du blé resteraient sans culture. Les fonds de terres peu fertiles ne pourraient jamais rapporter assez pour payer le travail de la culture à la bêche, les frais nécessaires pour faire venir des engrais de loin à la brouette, et pour transporter les produits de la terre à des marchés éloignés avec cette même sorte de véhicule. Dans ce cas, il y aurait une grande diminution dans la quantité de blé produite, et par conséquent une grande diminution dans la valeur du produit; de sorte que la valeur des fonds destinés à entretenir le travail venant à baisser, la demande de travail baisserait dans la même proportion [1].

D'un autre côté, si, par l'introduction graduelle d'une plus grande quantité de capital fixe, on pouvait cultiver la terre et en faire porter les produits au marché à bien moins de frais, on pourrait augmenter

[1] On a prétendu dernièrement que la culture à la bêche rapporte à la fois un plus grand produit brut et un plus grand produit net. Je me sens très disposé à me soumettre à l'expérience bien constatée ; mais si l'expérience est favorable à cette opinion, rien ne doit être plus étonnant que de voir encore employer des charrues et des chevaux dans l'agriculture. Et en supposant même que l'usage de la bêche puisse, dans quelques terrains, améliorer la terre au point de payer les frais additionnels du travail, pris séparément, cependant, comme il faut avoir des chevaux pour porter des engrais à des distances considérables, et pour voiturer les produits du sol au marché, le cultivateur ne peut pas trouver son compte à employer des hommes à bêcher les terres, tandis que ses chevaux resteraient oisifs dans l'écurie. D'après ce que l'expérience nous a appris jusqu'à présent, je dirais que c'est le commerce, le prix et l'intelligence, qui pourront rendre productifs les terrains en friche des pays étendus et pauvres, et non la bêche. Et d'ailleurs on ne saurait rien conclure de ce qui se passe sur quelques coins de terre rapprochés des terres et des habitations, relativement à la culture d'un grand pays.

considérablement les produits par la culture et l'amélioration de tous nos terrains en friche ; et si l'emploi de ce capital fixe n'avait lieu que de la seule manière qui nous paraisse réellement possible, c'est-à-dire graduellement, il n'y a pas de doute que la valeur des produits bruts du sol ne se maintînt à peu près à son ancien niveau. L'augmentation considérable de la quantité de ces produits, jointe au plus grand nombre de personnes qui pourraient être employées aux manufactures et au commerce, causerait inévitablement alors une très grande augmentation dans la valeur échangeable de la totalité des produits, accroîtrait les fonds consacrés à l'entretien du travail, et ajouterait ainsi à la demande des bras et à la population.

C'est pourquoi, il est peu à craindre que, dans la pratique, l'emploi des capitaux fixes diminue la demande réelle des bras ; au contraire, c'est là qu'il nous faut chercher la source principale de toute augmentation de travail. En même temps, il est incontestable, ainsi que nous le ferons voir plus au long dans le cours de cet ouvrage, que si le remplacement du capital circulant par le capital fixe se faisait très rapidement, et avant qu'on eût pu trouver un débouché suffisant pour la surabondance des approvisionnements obtenus avec ce capital, et pour les produits des bras laissés sans ouvrage, il est sûr, dis-je, que dans ce cas, une moindre demande de bras et une grande détresse parmi les classes ouvrières de la société se ferait sentir universellement. Mais alors le produit général, ou le capital et le revenu national pris ensemble, baisserait certainement de valeur, par suite de l'excès temporaire de l'approvisionnement par rapport à la demande.

Dans les éléments dont se compose la valeur de la totalité des produits destinés à rétribuer le travail d'un pays, une partie dépend de la valeur d'une certaine portion de ces fonds, c'est-à-dire de leur prix, et une autre portion de leur quantité. La partie qui dépend uniquement du prix est de sa nature moins durable et moins importante que celle qui dépend de la quantité. Une augmentation de prix, lorsque la quantité des produits n'est que peu ou point augmentée, doit être bientôt suivie d'une augmentation à peu près proportionnée des salaires ; tandis que si la quantité des choses nécessaires à la vie que les salaires en argent peuvent acheter, va en diminuant, la population doit s'arrêter, et aucune hausse ultérieure des prix ne peut occasionner une demande effective de bras.

D'un autre côté, si la quantité des produits s'accroît si promptement que la valeur de la totalité diminue par l'effet d'un trop fort approvisionnement, il se peut qu'elle ne puisse pas payer autant de bras pendant une

année que dans le cours de celle qui l'a précédée, et pendant quelque temps la demande d'ouvriers sera restreinte.

Voilà les deux cas extrêmes : l'un provenant de l'augmentation de la valeur sans augmentation de la quantité ; et l'autre, de l'augmentation de la quantité sans augmentation de la valeur.

Il est évident que l'objet qu'il serait le plus désirable d'obtenir, ce serait l'union des deux. Il existe sans doute un heureux point, un juste milieu dans lequel, avec les ressources existantes d'un pays, l'accroissement de la richesse et la demande de bras arrivent simultanément à leur maximum. Le goût des objets d'agrément ou d'utilité n'a pas seulement pour effet de créer une demande de travail plus constante que le goût des domestiques ; en abaissant le prix des produits étrangers, y compris une foule de choses nécessaires aux classes laborieuses, il étend les limites du travail, et par cela même en assure la permanence.

Une augmentation de quantité avec des prix invariables, ou même un peu en baisse, peut occasionner une demande considérable de bras ; mais dans l'état actuel des choses, et d'après la manière dont les métaux précieux se trouvent distribués, une certaine hausse des prix accompagne en général une plus forte demande de produits et de bras. C'est ce double accroissement de la quantité et du prix des produits qui accroît le plus *sûrement* la valeur des fonds destinés à rétribuer le travail, qui crée la plus grande demande de bras, qui excite le plus l'industrie, et qui occasionne en général le plus grand accroissement de population.

SECTION IV. — COUP-D'ŒIL SUR LES SALAIRES EN BLÉ DU TRAVAIL DEPUIS LE RÈGNE D'ÉDOUARD III.

Quelques écrivains très distingués ont pensé que la hausse des prix amenée par une grande importation de numéraire est très défavorable aux classes inférieures de la société. Il y a sans doute quelques époques dans notre histoire qui paraissent venir fortement à l'appui de cette opinion ; mais je crois que, si l'on examine avec plus d'attention ces époques et les circonstances qui s'y rattachent, la conséquence qu'on en a tirée cessera de paraître aussi certaine qu'on a pu le penser en général.

On se convaincra que dans les cas en question, d'autres causes se sont fait sentir, auxquelles il serait plus raisonnable d'attribuer les effets qu'on a eu en vue.

L'époque de notre histoire qu'on cite généralement à ce sujet, c'est

le seizième siècle, depuis la fin du règne de Henri VII, jusqu'à la fin de celui d'Élisabeth. C'est un fait certain que les salaires réels baissèrent pendant cette époque d'une manière extraordinaire, car vers la fin du siècle la journée de travail n'équivalait pas à beaucoup plus d'un tiers de la quantité de blé qu'elle valait au commencement du siècle.

Sir F. M. Eden a observé et établi le prix du blé pendant dix-neuf ans sur les vingt-quatre du règne de Henri VII, et, dans quelques unes de ces années, à deux ou trois époques différentes [1]. En réduisant d'abord les prix divers d'une même année à un terme moyen, et prenant ensuite également la moyenne des prix des dix-neuf années, on trouve que le *quarter* valait 6 sch. 3 1/4 d., le boisseau un peu moins de 9 1/2 d., (de 8,808 l.) et le peck. 2 3/8 d.

D'après une ordonnance de 1495 réglant les salaires, le prix de la journée de travail ordinaire paraît avoir été de 4 d. ou 4 1/2 d., sans la nourriture. Tous les laboureurs et artisans, qui ne sont pas désignés expressément, y sont comptés à 4 d.; mais, dans un autre endroit de cette ordonnance, la journée d'une femme même (je suppose que c'est pendant la fenaison) est fixée à 4 1/2 d., et celle d'un charretier à 5 d.[2].

D'après le prix du blé énoncé ci-dessus, le journalier, avec le salaire de 4 d. gagné dans sa journée, pouvait acheter un *peck* et trois quarts, à un demi-denier (*half a farthing*) près; et si son salaire était de 4 1/2 d., il aurait, à un denier près, pu acheter un demi-boisseau de blé.

Nous avons très peu de documents relatifs au prix de la journée de travail dans le cours des règnes suivants. Il n'y en a point de ceux de Henri VIII, ni d'Édouard et Marie. Le premier dont il soit fait mention, c'est en 1575, et le prix était de 8 d. [3]. En prenant la moyenne des cinq années précédentes, pendant lesquelles il est fait mention du prix du blé, en y comprenant l'année 1575, et ayant auparavant calculé le prix moyen de chaque année, comme nous l'avons déjà dit, on trouve que le *quarter* de blé valait 1 l. 2 sch. 2 d., ce qui fait 2 sch. 9 1/2 d. le boisseau, et 8 1/4 d. le *peck*. A ce prix, la journée de travail pouvait, à un denier près, acheter un *peck* de blé, ou seize dix-septièmes de *peck*.

Voilà donc une diminution de près de moitié dans les salaires estimés en blé; mais à la fin du même siècle, la diminution était devenue encore plus sensible.

---

[1] Voyez *state of the Poor*. Vol. III, p. 41,

[2] Voyez *State of the Poor*. Vol. III, p. 89.

[3] *Id.* p. 40.

La première mention qu'on trouve ensuite du prix de la journée de travail, c'est en 1601, et elle valait alors 10 d. Nous ne parlons pas des règlements de justice dans quelques-uns des comtés du nord de l'Angleterre, qu'on ne peut guère prendre pour mesure exacte des prix dans les comtés méridionaux. En prenant la moyenne du tableau de Windsor pendant cinq années, lequel comprend cependant une année de grande cherté, et en déduisant un neuvième, pour réduire la mesure à celle de Winchester, on voit que le prix du *quarter* de blé était de 2 l. 2. sch., ce qui donne 5 sch. 3 d. pour le boisseau, et 1 sch. 3 1/2 d. pour le *peck*. Une journée de travail aurait, à ce prix, acheté moins de deux tiers d'un *peck* de blé [1].

Voilà, sans contredit, une prodigieuse baisse dans le prix des salaires réels du journalier. Il est néanmoins très important de s'assurer si le taux auquel les prix se sont élevés pendant la hausse ne serait pas aussi extraordinaire que leur abaissement consécutif; et nous verrons qu'il est bien plus difficile de rendre raison des hauts prix du blé pendant le quinzième siècle, que des bas prix du seizième.

Si nous remontons vers le milieu du quatorzième siècle, à l'époque à laquelle fut rendue la première ordonnance générale pour régler le taux des salaires, nous verrons que la condition du journalier était fort au-dessus de ce qu'elle est devenue pendant la plus grande partie du quinzième siècle. On peut prouver ce fait d'une manière incontestable. Des ordonnances ou des règlements qui ont pour objet de fixer le prix du travail, quoique n'atteignant pas toujours leur but immédiat (qui est en général fort injuste, puisqu'il consiste à empêcher le prix du travail de monter), peuvent cependant être regardés comme des témoignages irrécusables du prix du travail à une époque peu éloignée de la promulgation de ces actes. Aucun législateur, même dans les siècles de la plus grande ignorance, n'a pu être assez téméraire pour fixer au travail un prix qui ne se conformât pas un peu à l'expérience passée. Par conséquent, quoiqu'on ne puisse pas compter sur les prix portés dans ces règlements, quant aux temps postérieurs, ils semblent devoir être tout à fait concluants par rapport aux époques précédentes. Dans

---

[1] L'année 1597 paraît avoir été une année d'une cherté extraordinaire, et ne devrait pas être comprise dans une série si courte. Si l'on prend la moyenne de cinq années à commencer de 1598, la journée de travail paraîtra avoir été de cinq septièmes d'un *peck* de blé; et en prenant la moyenne de dix années à compter de la même époque, le journalier aurait gagné par jour quatre cinquièmes de *peck*. Pendant les cinq ans, depuis 1594 jusqu'en 1598 inclusivement, le blé paraît avoir été extraordinairement cher, par suite des mauvaises récoltes.

le règlement en question, il est dit expressément que les domestiques doivent se contenter des livrées et des salaires qu'ils recevaient dans la vingtième année du règne du roi, et deux ou trois ans auparavant [1].

D'après cette ordonnance, qui fut publiée en 1350, la vingtième année du règne du roi, dans le but le plus inique et le plus impolitique, celui d'empêcher le prix du travail de monter après la grande peste, nous pouvons inférer que le prix de la journée de travail était de 1 1/2 d. ou 2 d. environ. A la vérité, il n'y est pas fait mention expresse du travail ordinaire en agriculture; mais la journée des domestiques et des artisans est fixée à 1 1/2 d., celle des charpentiers ordinaires à 2 d., et la journée d'un moissonneur, dans la première semaine d'août, est également fixée à 2 d., — tous sans la nourriture; d'où l'on peut conclure que la journée de travail ordinaire valait aussi souvent 1 1/2 d. que 2 d. [2].

Sir F. E. Eden a réuni des renseignements sur l'état des prix du blé pendant seize années, sur les vingt-cinq d'Édouard III, antérieurement à la date de l'ordonnance. En prenant la moyenne, comme il a déjà été dit, le prix du blé paraît avoir été d'environ 5 sch. 4 d. le *quarter*, ce qui donne 8 d. pour le boisseau, et 2 d. pour le *peck*.

D'après ce prix du blé, si le journalier ne gagnait que 1 1/2 d. par jour, il ne pouvait acheter avec sa journée que trois quarts d'un *peck* de blé; s'il gagnait 2 d., il pouvait acheter tout juste un *peck*. Dans le premier cas, sa journée lui aurait valu moins de la moitié du blé que rapportait une journée de travail du temps de Henri VII; et dans le second cas, sa journée lui aurait rapporté bien peu au-delà de la moitié.

Mais dans la suite du règne d'Édouard III, les journaliers paraissent avoir été encore plus malheureux. On renouvela le règlement des journaliers, et on le fit exécuter, dit-on, avec beaucoup de rigueur, malgré la hausse considérable qui eut lieu dans le prix du blé [3]. D'après la moyenne des treize années sur vingt-six, pendant lesquelles nous savons quel a été le prix du blé, nous voyons qu'il était d'environ 11 sch. 9 d. le *quarter*, ce qui fait à peu près 1 sch. 5 1/2 d. le boisseau, et 4 1/4 d. le *peck*.

D'après ce prix, si les salaires des journaliers n'avaient point haussé, leur condition serait devenue très malheureuse. Un journalier n'aurait même pu acheter un demi-*peck* de blé moyennant une journée de tra-

[1] Voyez *Eden's State of the Poor*. Vol. I, p. 32.

[2] *Id*. p. 35.

[3] Voyez *Eden's State of the Poor*. Vol. I, p. 36 et 42.

vail, ce qui n'est guère qu'un quart de ce qu'il a pu obtenir dans la suite pendant le règne de Henri VII. Il est cependant à peine possible de croire que les salaires n'eussent point haussé en dépit du règlement et de son renouvellement; mais, en supposant même qu'ils eussent monté de moitié, ils n'auraient pas, à beaucoup près, marché de pair avec le prix du blé, qui fit plus que doubler. Aussi pendant les derniers vingt-cinq ans du règne d'Édouard III, les journées de travail estimées en blé furent-elles probablement à aussi bas prix que pendant les vingt-cinq dernières années du règne d'Élisabeth.

Dans les règnes de Richard II et de Henri IV, le prix du blé paraît être tombé presque aussi bas qu'il l'était pendant la première moitié du règne d'Édouard III. Depuis 1377 jusqu'en 1398 inclusivement, le blé valait à peu près 5 sch. 7 d. le *quarter* (2,901 hec.); et depuis 1399 jusqu'en 1411, à peu près 6 sch. 1 d. [1]. Il est impossible de déterminer de combien les salaires ont augmenté pendant ces époques; mais s'ils ont haussé assez pour donner au journalier les moyens de subsister, pendant les dernières vingt-six années du règne d'Édouard III, et qu'ils n'aient pas ensuite baissé, par suite de la baisse consécutive du blé, comme cela est probable, le journalier a dû, pendant ces règnes, avoir été bien payé.

Pendant le règne de Henri V et la première partie de celui de Henri VI, jusqu'à la publication des règlements de 1444, le prix du *quarter* de blé était d'environ 8 sch. 8 d.; cela fait 4 sch. 1 d. pour le boisseau, et 3 1/2 d. le *peck*. Pendant la plus grande partie de ces trente-deux ans, le prix de la journée de travail paraît avoir été d'environ 3 d.; et probablement ce prix ne monta pas au taux fixé en 1444, c'est-à-dire à 4 d. ou 4 1/2 d. jusqu'aux dix années de cherté qui précédèrent le règlement, et pendant lesquelles le prix moyen du *quarter* de blé fut de 10 sch. 8 d. D'après la moyenne de toute cette suite de trente-deux années, la journée de travail paraît avoir valu un *peck* de blé, et peut-être plutôt moins, pendant la plus grande partie de ce temps.

Depuis 1444 jusqu'à la fin du siècle, le prix moyen du blé en argent, était d'environ 6 sch., tandis que les journées de travail continuaient à être payées sur le pied de 4 d. ou de 4 1/2 d. [2]. La journée étant à ce second prix, suffisait pour acheter exactement deux *pecks* de blé, ou un

---

[1] Voyez *Eden's State of the Poor*, *Table of prices*. Vol. III.

[2] M. Hallam, dans son précieux ouvrage sur le moyen-âge, n'a pas fait de distinction entre le règne d'Édouard III et celui d'Henri VI, relativement à la condi-

demi-boisseau et, au premier prix, elle équivalait aux huit neuvièmes d'un demi-boisseau.

Depuis la publication du premier règlement des journaliers, en 1350, jusqu'à la fin du quinzième siècle, il s'écoula cent-cinquante ans pendant lesquels des changements successifs eurent lieu dans la quantité du métal contenu dans une même somme nominale de monnaie; en sorte que la livre d'argent monnayé, qui, dans le milieu du règne d'Édouard III, valait 1 l., 2 sch., 6 d., avait, sous le règne de Henri VII, la valeur de 1 l., 17 sch., 6 d.

On se serait naturellement attendu à voir cette dépréciation de la monnaie se montrer d'abord, et d'une manière plus frappante, dans la valeur de quelque denrée d'exportation, telle que le blé, plutôt que dans le prix du travail: c'est en effet ce qui serait probablement arrivé, comme cela eut lieu dans la suite, sous le règne d'Élisabeth, si le blé n'eût pas été alors à bon marché dans le reste de l'Europe, et surtout en France. Le fait est cependant, que cette grande diminution de la valeur intrinsèque de la monnaie, ne fut nullement compensée par la légère hausse du prix nominal qui se manifesta pendant l'époque dont nous avons parlé; car cette hausse ne fut que depuis environ 5 sch. 4 d., jusqu'à 6 sch. ou 6 sch. 3 d. Par conséquent il est clair que le prix du blé en argent, a dû avoir éprouvé une baisse très considérable.

Mais le prix nominal du travail, au lieu d'éprouver une hausse aussi légère que le blé, monta depuis 1 1/2 d. ou 2 d. jusqu'à 4 d. ou 4 1/2 d., hausse bien plus que suffisante pour balancer la dépréciation de la monnaie; de sorte que le prix du travail s'éleva considérablement, en même temps que le prix métallique du blé baissa. Il est singulier que Adam Smith, dans sa digression relative à la valeur de l'argent, pendant les quatre derniers siècles, n'ait pas fait mention de ce fait; s'il avait connu cette hausse dans le prix métallique du travail, ses principes, qui le portaient à regarder le blé comme une bonne mesure de la valeur, par cela seul qu'il est la meilleure mesure du travail, l'auraient conduit à une conclusion très différente de celle qu'il a tirée. En rapportant nos conclusions au travail que nous avons considéré dans cet ouvrage comme l'étalon de la valeur et qu'Adam Smith lui-même propose à titre de mesure *type*, il résulte que la valeur de l'argent, depuis la moitié du quatorzième siècle jusqu'à la fin du quinzième, alors que les effets dont nous nous occupons étaient les plus sensibles, il ré-

---

tion des classes ouvrières. Les deux époques paraissent avoir été essentiellement différentes sous ce rapport.

sulte, disons-nous, qu'au lieu de doubler presque de valeur, l'argent tomba dans la proportion de 3 à 2 [1].

Ce fut pendant la partie florissante de cette époque, que sir John Fortesque écrivit son ouvrage sur la *Monarchie absolue et limitée*, dans lequel il faisait ressortir la condition prospère et fortunée des paysans anglais, comparée à l'état misérable de ceux de la France [2].

Mais il ne suffit pas de montrer que les classes inférieures du peuple anglais, pendant la dernière moitié du quinzième siècle, étaient beaucoup plus heureuses qu'elles ne l'avaient été pendant le siècle précédent, et qu'elles ne le furent ensuite pendant la dépréciation du numéraire causée par la découverte des mines d'Amérique. Pour montrer que cet état tenait à quelque circonstance particulière, il faut le comparer à la condition du peuple après que la dépréciation du numéraire eut cessé.

Selon Adam Smith, les effets de la découverte des mines d'Amérique paraissaient avoir cessé vers 1638 ou 1640. En 1651 le prix de la journée de travail, telle qu'elle a été fixée par les juges d'Essex, aux assises de Chelmsford; était pour la saison de l'été, les moissons exceptées, de 1 sch. 2 d. C'est une hausse considérable dans le prix métallique du travail depuis le temps d'Élisabeth; mais nous verrons qu'elle est à peine en proportion avec la hausse du prix du blé. Si nous prenons la moyenne des cinq années antérieures à 1651 [3], époque qu'on a dû principalement avoir en vue en faisant le règlement, on voit que le prix du blé dans le marché de Windsor, déduction faite d'un neuvième pour le ramener à la mesure de Winchester, était de 3 l. 4 sch. 7 d. [4] le *quarter*, ce qui ferait revenir le boisseau à environ 8 sch.,

---

[1] Le prix nominal du travail s'éleva de près de 1 1/2 d. ou 2 d. à 4 d. ou 4 1/4 d. Si nous combinons ces deux proportions de 3 à 8 et 4 à 9, et si nous avons soin de corriger le résultat par la différence des quantités de métal contenues dans la même somme nominale, différences qui donnent les rapports de 1 l. 17 sch. 6 d. à 1 l. 2 sch. 6 d., ou celui de 5 à 3, il nous apparaît alors que le prix en numéraire a haussé dans le rapport de 2 à 3, et, par conséquent, que la valeur de l'argent a baissé dans le rapport de 3 à 2.

[2] La hausse du prix en argent du travail, coïncidant avec la baisse du prix en argent du blé, ne prouve pas seulement que l'ouvrier anglais pouvait commander une plus forte quantité de blé qu'à l'ordinaire, mais qu'au même moment il existait une grande demande de travail, et que ceux qui voulaient travailler pouvaient être employés, deux circonstances qui n'arrivent pas toujours ensemble, mais qui, lorsqu'elles concordent, sont éminemment favorables aux classes laborieuses.

[3] Le règlement ayant paru en avril de l'année 1651, cette année n'est pas comprise dans l'évaluation.

[4] Voyez *Encyclopédia Brit.*, *Supp.*, art. *Corn Laws*, où se trouve un tableau avec la déduction du neuvième.

et le *peck* à 2 sch. A ce prix du blé, les salaires étant à 14 d., le journalier n'aurait gagné dans sa journée que sept douzièmes d'un *peck* de blé, c'est-à-dire un *demi-peck* et un douzième.

En 1661, peu après l'avènement de Charles II, les salaires des journaliers furent de nouveau réglés par les juges d'Essex, aux assises de Pâques; et le prix du travail ordinaire pendant la saison de l'été, le temps des moissons excepté, fut maintenu à 14 d. (2 fr. 80 c.)

Si l'on prend la moyenne du prix du blé pendant les cinq années antérieures à 1661, comme nous l'avons déjà fait pour les autres, on voit que le *quarter* valait 2 l. 9 sch. 3 d. Cela fait 6 sch. 2 d. pour le boisseau, et 18 1/2 d. pour le *peck*. Sur ce pied, le journalier gagnait environ trois quarts d'un *peck*. Il est vrai que ce prix moyen du blé est pris sur des années de cherté, mais les salaires ont été fixés précisément dans ce même temps; et il est dit expressément dans le règlement de 1651, qu'il a été fait « après avoir eu égard, et avoir fait une attention toute particulière aux prix de tous les comestibles, de toutes les étoffes pour habillement, soit de toile, soit de laine, et de tous les autres articles nécessaires, dont la cherté est devenue dans les derniers temps plus onéreuse pour les artisans, les journaliers et les domestiques, qu'elle ne l'était jadis [1]. »

Si l'on prend une moyenne des vingt années depuis 1646 jusqu'en 1665 inclusivement, on trouvera que le prix du blé était plutôt au-dessus qu'au-dessous de celui des cinq années antérieures à 1661. Le prix moyen du *quarter* de blé, pendant ces vingt ans, a été de 2 l. 10 sch. 0 3/4 d. [2], ce qui donne 6 sch. 3 d. pour le boisseau, et près de 19 d. pour le *peck*. A ce prix, les salaires étant de 14 d., le journalier pouvait à peine gagner les trois quarts d'un *peck*.

Après 1665 le prix du blé baissa, mais les salaires paraissent avoir baissé en même temps.

En 1682 les salaires, à Bury, dans le comté de Suffolk, étaient fixés à 6 d. pendant l'été, et à 5 d. pendant l'hiver, avec la nourriture; sans nourriture, ils étaient du double. Cela fait 1 sch. pour les journées des mois d'été; et d'après le prix du blé dans les cinq années précédentes, le journalier, en gagnant 1 sch. dans sa journée, pouvait à peine acheter avec cette somme les trois quarts d'un *peck* de blé.

Le prix moyen du *quarter* de blé, depuis 1665 jusqu'en 1700, a été d'environ 2 l. 2 sch. 6 d. Si l'on suppose que la journée du travail va-

---

[1] Voyez *Eden's State of the Poor*. Vol. III, p. 98.

[2] *Windsor Table*, avec la déduction du 1/9e pour la différence des mesures.

lait à peu près 1 sch., cela équivaudrait à environ trois quarts d'un *peck* de blé. Mais il y a lieu de croire que le prix moyen de la journée de travail n'allait pas à un sch.

Dans le règlement des juges de Warwick en 1685[1], il n'était accordé aux journaliers ordinaires que 8 d. par jour pendant les six mois d'été. Sir George Schuckburgh ne met que 7 1/2 d. pour l'intervalle entre 1675 et 1720[2]; et Arthur Young calcule le prix moyen de la journée de travail, pendant tout le cours du XVIIe siècle, à 10 1/4 d.[3]. Si, d'après ces bases, nous estimons la journée de travail, depuis 1665 jusqu'à la fin du siècle, à 10 1/2 d., il s'ensuivra que le journalier, dans le XVIIe siècle, après que la dépréciation de l'argent eut cessé, ne pouvait acheter avec le prix de sa journée que les deux tiers d'un *peck* de blé. Dans la supposition plus favorable qui porte la journée de travail à 1 sch., le journalier aurait pu acheter, ainsi que nous l'avons déjà dit, environ les trois quarts d'un *peck*.

Pendant les vingt premières années du XVIIIe siècle, le blé baissa de prix, mais la baisse ne fut point considérable, et il ne paraît pas que le prix du travail ait augmenté.

En 1725, quelques années après l'époque que nous venons de citer, le prix des journées de travail fut fixé par les juges à Manchester. Les plus habiles laboureurs ne devaient gagner, depuis la mi-mars jusqu'à la mi-septembre, qu'un schelling par jour, sans viande ni boisson; mais les journaliers ordinaires, les faiseurs de haies, les fossoyeurs, les faiseurs de palissades, les batteurs en grange, et d'autres journaliers à la tâche, ne devaient gagner que 10 d. M. Howlett, cité par sir F. Eden[4], ne porte le prix de la journée de travail, même en 1737, qu'à 10 d.; et sir F. Eden, qui écrivait en 1796, remarque que, d'après les renseignements divers qu'il avait recueillis dans différentes parties de l'Angleterre, il se croyait fondé à dire que les salaires des journaliers avaient doublé[5] pendant les dernières soixante années; ce qui ne pourrait guère être vrai, à moins d'admettre que la journée de travail avait été, au commencement du siècle, au-dessous de 1 sch.

Le prix moyen du blé, pendant les vingt premières années du siècle, fut un peu au-dessous de 2 l.; et si la journée de travail n'était que de

---

[1] Voyez *Eden's State of the Poor*. Vol. III, p. 104.

[2] Voyez *Philosophical Transactions for* 1798, part. I, p. 176.

[3] Voyez *Annals of Agriculture*, n° 270, p. 88.

[4] Vol. I, p. 383.

[5] *Ibid.*

10 d. ou 10 1/2 d., elle aurait valu bien moins des trois quarts d'un *peck* de blé. Si le journalier avait gagné 1 sch. par jour, il aurait pu avoir quatre cinquièmes de *peck*.

Depuis 1720 jusqu'en 1755, le blé baissa et resta à ces prix réduits, tandis que la journée de travail paraît avoir valu 1 sch. Pendant ces trente-cinq années, le prix du blé a été d'environ 33 sch. le *quarter*, ou un peu plus de 1 sch. le *peck*; et par conséquent le journalier a pu gagner, en prenant le terme moyen de ces trente-cinq ans, environ un *peck* de blé par jour.

Depuis cette époque, le blé commença graduellement à hausser de prix; mais il ne paraît pas que les salaires des journaliers se soient élevés dans la même proportion. Les premiers renseignements authentiques que nous ayons du prix du travail, depuis que le blé commença à hausser, se trouvent dans les détails publiés par Arthur Young, et recueillis dans les tournées très étendues qu'il fit en 1767, 1768 et 1770, pour connaître l'état de l'agriculture. D'après lui, le résultat général du prix du travail pendant toute l'année était en moyenne de 7 sch. 4 1/4 d. par semaine [1]. En prenant la moyenne de cinq années, depuis 1766 jusqu'en 1770 inclusivement, le prix du *quarter* de blé a été de 2 l. 7 sch. 8 d., ou près de 48 sch. [2]; ce qui ferait 6 sch. pour le boisseau, et 1 sch. 6 d. pour le *peck*. A ces prix du travail et du blé, le journalier aurait gagné très près de cinq sixièmes de *peck*.

En 1810 et 1811, des renseignements fournis par trente-sept comtés, et qui, selon Arthur Young, étaient tout à fait satisfaisants, portaient le taux moyen de l'année, pour les salaires des journaliers, à 14 sch. 6 d. [3] par semaine, ou à peu près 2 sch. 6 d. par jour. Le prix du blé, pendant les cinq années finissant en 1810, a été de 92 sch., et de 96 sch. pour les cinq années expirées en 1811 [4]. Il paraît donc que le prix du travail et celui du blé avaient également doublé; et le journalier, en 1810 et 1811, gagnait à peu près la même quantité de blé qu'il aurait

---

[1] Voyez *Annals of Agriculture*, n° 271, p. 215.

[2] Déduction faite d'un neuvième dans le tableau de Windsor. Arthur Young déduit un autre neuvième pour la qualité, ce qui est certainement trop, par rapport au terme moyen du royaume, auquel les dernières tables des prix s'appliquent. C'est pourquoi j'ai suivi de préférence dans cet ouvrage les prix de Windsor, et je laisse au lecteur le soin de faire telle déduction qu'il jugera convenable pour la qualité; M. Rose pense que cette déduction n'excède pas de beaucoup le terme moyen.

[3] Voyez *Annals of Agriculture*, n° 271, p. 215 et 216.

[4] Voyez *Windsor Table*, *Supp. to Encyclopedia Brit.*, art. *Corn Laws*.

pu gagner quarante ans auparavant, c'est-à-dire cinq sixièmes de *peck*. Les intervalles entre ces époques ont dû nécessairement subir de légères variations, par suite de l'inconstance des saisons et d'un renchérissement accidentel du blé, qui n'a pas été suivi sur-le-champ d'un renchérissement de la main-d'œuvre ; mais, en général, le prix moyen de la journée de travail a dû rester à peu près le même, et pendant des années il est probable que ce prix s'est peu éloigné des cinq sixièmes de 1 *peck*.

Depuis les renseignements fournis par Arthur Young, je ne sache pas qu'il ait été fait, relativement aux salaires en blé des travailleurs agricoles, des calculs suffisamment étendus et complets pour permettre des conclusions générales. Il existe entre les prix du travail, dans différents pays et même dans différentes paroisses assez rapprochées, des différences marquées. Mais les nombreux éléments fournis par le *Rapport sur l'agriculture*, et ceux que j'ai recueillis moi-même en d'autres lieux, me font croire qu'en tenant compte des rapports de l'or et du papier pendant les époques de cherté, la baisse des salaires en argent n'a pas été moindre de 20 et 25 pour 100[1]. Cependant, comme la baisse des prix du blé a été encore plus considérable, le laboureur, dont le travail est constant, peut gagner plus de blé aujourd'hui qu'aux époques de grande cherté. D'après les calculs qui nous ont guidé, nous avons reconnu qu'aux époques où le blé, sur une moyenne de cinq années, valait 12 sch. le boisseau et 3 sch. le *peck*, le laboureur, avec ses 2 sch. 6 d. par jour, ne pouvait acheter plus des cinq sixièmes d'un *peck ;* aujourd'hui il ne gagne pas plus de 20 d. par jour, et cependant le blé valant 52 sch. le *quarter*, ou 6 sch. le boisseau, il peut acheter

---

[1] Dans une infinité de cas, la baisse apparente a été dans le rapport de 15 à 10, et souvent même au-delà. Dans le North-Riding du Yorkshire, les salaires de même nature ont baissé de 3 sch. 6 d. à 2 sch. et 2 sch. 3 d. (*Rapport sur l'agriculture*, Merry, p. 112) ; dans le Shropshire, de 2 sch. 4 d. à 1 sch. 6 d. (White, p. 24) ; dans le Northamptonshire, Leicestershire, Nottingamshire, de 15 sch. et 18 sch. à 10 sch., depuis 1824 (Buckly, p. 398). En Écosse, les salaires pendant la moisson sont descendus de 2 sch. 6 d. et 2 sch. à 1 sch. 6 d. et 1 sch., et aussi de 15 sch. et 12 sch. à 10 et 8 sch. 6 d. (Oliver, p. 118 et 126). En général, dans les basses terres (*lowlands*), la principale portion des salaires du travail se paye en nature, et il est naturel que la valeur de cette portion s'abaisse en même temps que le prix du blé. La portion payée en blé a aussi diminué, mais dans un rapport moindre. Dans un relevé que je reçus il y a quelques années de l'intendance de Kircudbright, où tous les salaires se payent en argent, il se trouve que, de 1811 à 1822, la baisse, pour les salaires d'été, fut de 22 d. à 15 d. et, pour les salaires d'hiver, de 18 d. à 1 sch.

un *peck* tout entier et conserver devers lui un demi-denier (5 cent.). Avec un salaire de 2 sch. par jour, il pouvait acheter près de 1 *peck* 1/4. Si le prix du *quarter* de blé était de 48 sch., au lieu de 52 sch. le *quarter*, chiffre plus élevé que la moyenne des dernières années, le laboureur qui gagnerait 12 sch. par semaine, ou 2 sch. par jour, pourrait acheter 1 *peck* 1/5. En gagnant seulement 20 d. par jour, il pourrait encore obtenir 1 *peck* 1/9 ; ce qui dépasse encore la quantité qu'il a pu se procurer depuis 1575, époque où l'on réglemente, pour la première fois, le prix du travail sous le règne d'Élizabeth.

Il est donc parfaitement évident que pendant quelques années, peut-être même depuis le commencement de la guerre, les laboureurs constamment occupés ont pu, en dépit des lois sur les céréales, acheter une quantité de blé plus qu'ordinaire. Le malheur de notre époque, quant aux ouvriers agricoles, naît de l'avilissement des prix du blé, comparés à la cherté du travail et aux autres avances du fermier. Ainsi écrasé, le fermier cultive sans ardeur, et il en résulte qu'un nombre considérable de travailleurs ne trouvent d'ouvrage que pour le compte des paroisses. Rien ne saurait mieux démontrer jusqu'à quel point une demande active de travailleurs dépend de l'accroissement des fonds destinés à les soutenir, et *non d'une baisse proportionnelle dans leur valeur*.

SECTION V. — DES CONCLUSIONS QUE L'ON DOIT TIRER DU PRÉCÉDENT APERÇU DES PRIX DU BLÉ ET DU TRAVAIL PENDANT LES CINQ DERNIERS SIÈCLES.

Le coup d'œil que nous venons de jeter sur les prix du blé et du travail pendant les cinq derniers siècles, peut nous conduire à quelques conclusions importantes.

En premier lieu, il me semble que la grande baisse des salaires réels du travail, qui eut lieu dans le seizième siècle, a dû avoir pour cause principale la hausse extraordinaire et très forte qu'ils avaient éprouvée auparavant, et non la découverte des mines d'Amérique et la baisse qui en est résultée dans la valeur du numéraire. Lorsqu'on compare les salaires des journaliers, pendant la dernière moitié du quinzième siècle, avec ce qu'ils étaient avant et après cette époque, on voit que cet état de choses tenait évidemment à des causes particulières, et qu'il ne pouvait par conséquent se prolonger.

Cela est en effet évident, non-seulement en comparant ces salaires avec ceux des époques antérieures et postérieures, mais en faisant attention à leur valeur réelle. Des journées de travail qui rapportaient près de deux *pecks* ou un demi-boisseau de blé au journalier, devaient

faciliter les mariages les plus précoces, et fournir les moyens d'entretenir les familles les plus nombreuses. C'est à peu près le prix de la journée de travail aux États-Unis d'Amérique ; et dans un pays tel qu'était l'Angleterre, même à cette époque, de tels salaires n'ont pu exister que par suite de causes temporaires. Parmi ces causes, il faut compter l'amélioration générale du système de culture après l'abolition du servage, qui rendit le blé plus abondant ; le progrès comparativement rapide du commerce et des manufactures, et la grande demande de bras qui en fut le résultat ; tandis que, en raison des guerres de France et des guerres civiles entre les maisons de York et de Lancastre, et avant tout, peut-être, par le changement très lent qui s'est opéré dans les habitudes d'un peuple qui venait d'être affranchi, cet accroissement de produits et de demandes n'avait peut-être pas encore été suivi d'un effet proportionné sur la population.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que le blé était alors à très bas prix en France [1] comme en Angleterre ; et il est impossible que le prix de la main-d'œuvre ait pu s'élever et se maintenir dans ce dernier pays pendant une période de soixante à soixante-dix ans, sans que, par l'effet d'une ou de plusieurs causes particulières, l'accroissement de la population n'ait été retardé, comparativement à la production du blé et à la demande de bras.

C'est cependant le fait de l'élévation des salaires pendant le quinzième siècle, plutôt que les causes qui ont pu les rendre tels, qui fait en ce moment l'objet principal de nos recherches. Quant à l'exactitude du fait, il est impossible d'en douter ; et le fait une fois admis, il s'ensuit que des salaires si élevés auraient dû baisser de beaucoup dans le cours du siècle suivant, si l'on n'avait pas découvert les mines d'Amérique.

Il n'est pas aisé de déterminer quel effet la dépréciation du numé-

---

[1] C'est un fait très curieux que le prix métallique du blé en France s'est constamment maintenu extrêmement bas depuis 1444 jusqu'en 1510 (voyez *Richesse des Nations*, édition de Garnier, tome II, p. 184), et cela précisément pendant que ce prix était bas en Angleterre. Adam Smith est disposé à attribuer cette baisse et ce bas prix à une diminution de la quantité des métaux précieux fournis par les mines, comparée à la demande (liv. I, chap. 11) ; mais cette raison n'explique nullement le renchérissement de la main-d'œuvre estimée en argent, en Angleterre, pendant que le prix métallique du blé y allait en baissant. Rien ne peut rendre raison de ce fait, si ce n'est l'abondance relative du blé comparé avec le travail ; et cela n'a rien de commun avec les mines. Les bas prix en France tenaient probablement à l'abolition du servage, et à l'extension de l'agriculture sous le règne de Charles VII et de ses successeurs immédiats, après que les dévastations commises par les Anglais eurent cessé.

raire peut avoir eu en aggravant la misère croissante des classes inférieures de la société, qui serait toujours survenue indépendamment de cette dépréciation. Mais en voyant les salaires encore plus réduits pendant le dix-septième siècle, après que la dépréciation des métaux précieux eut cessé, et d'après ce qui est arrivé pendant les dernières années (ce dont nous parlerons bientôt plus au long), je ne suis pas très disposé à croire que l'influence d'une hausse générale dans le prix du blé, causée par un changement dans la valeur de l'argent, et non par de mauvaises récoltes, puisse s'étendre, pour les classes ouvrières, au-delà de quelques années. Il est cependant très certain que l'état des classes ouvrières allait en empirant de jour en jour, pendant que s'opérait la dépréciation du numéraire, par suite de la découverte des mines d'Amérique ; et, quelle qu'en fût la cause, les générations d'alors ont dû comparer leur situation avec ce qu'elle avait été auparavant, d'après leur propre souvenir et celui de leurs pères. Cela dut inévitablement exciter de très grandes plaintes ; et après que la condition du peuple fût devenue comparativement très malheureuse, comme cela arriva vers la fin du règne d'Élisabeth, cet état de détresse dut probablement conduire à faire prendre les mesures relatives aux pauvres, qui ont marqué cette époque de notre histoire.

Une autre conclusion qu'on peut tirer de la revue que nous venons de faire, c'est que, pendant le cours de cinq cents ans, la journée de travail en Angleterre a valu plus souvent moins que plus d'un *peck* de blé ; que cette mesure de blé peut être aussi regardée comme approchant d'un terme moyen, ou plutôt comme ayant été un peu au-dessus du point autour duquel les prix courants des journées de travail ont oscillé dans leurs variations, causées par l'état de la demande et de l'offre ; et qu'enfin la population d'un pays peut s'accroître avec une certaine rapidité, alors même que les salaires des journaliers sont au-dessous de ce point.

La journée de travail en France, pendant les deux derniers siècles, paraît avoir valu assez constamment environ la vingtième partie d'un *setier* de blé [1], ce qui fait un peu plus de cinq sixièmes d'un *peck;* mais au moment même de la révolution, à l'époque du voyage d'Arthur Young en France, la journée de travail ne valait qu'environ trois quarts d'un *peck*. Elle paraît avoir haussé depuis la révolution, de manière à valoir plus d'un *peck*.

La troisième conséquence qu'on peut tirer de cet aperçu, c'est que

---

[1] *Richesse des Nations*, liv. I, chap. 11, p. 327.

l'état des saisons exerce une influence très marquée sur le prix du blé, non-seulement accidentellement et pendant deux ou trois ans, mais même pendant quinze ou vingt années consécutives. Une suite de mauvaises récoltes paraît rendre nul tout l'effet des autres causes qu'on peut supposer avoir la plus grande influence sur le prix. Nous en trouvons un exemple dans ce qui arriva sous Édouard III, après la grande peste. On aurait pu croire que les terrains fertiles étant à cette époque en abondance par rapport à la population, le blé aurait dû être à très bon marché. Il s'est au contraire maintenu cher pendant les vingt-cinq années suivantes, ce qui ne peut s'expliquer que par l'effet des mauvaises récoltes. Un autre fait de la même nature était survenu sous le règne d'Édouard II, pendant lequel le prix moyen du blé fut constamment plus du double de ce qu'il avait été pendant la plus grande partie du règne d'Édouard Ier, et de ce qu'il fut pendant la dernière moitié de celui d'Édouard III, résultats évidemment dus à de mauvaises récoltes.

Nous trouvons un autre cas semblable pendant les guerres civiles du dix-septième siècle. Bien loin de croire qu'un des effets des guerres civiles soit de faire nécessairement renchérir le blé, je suis de l'avis de sir F. Eden, qui attribue en partie le haut prix de la main-d'œuvre et le bas prix du blé, pendant le quinzième siècle, aux guerres civiles des maisons d'York et de Lancastre, qui occasionnèrent une destruction d'hommes, plus forte que ne fut la diminution de l'agriculture. Mais dans les guerres civiles du dix-septième siècle, cette baisse des prix ne se reproduisit pas. Au contraire, dans l'intervalle entre 1646 et 1665, le prix du blé s'est maintenu en France, ainsi qu'en Angleterre, plus haut qu'on ne l'avait vu pendant vingt années de suite auparavant, et plus haut qu'il ne l'a été pendant un même espace de temps depuis cette époque, en exceptant toutefois l'état des prix en Angleterre, pendant les guerres de la révolution française. Ces années de disette arrivent souvent pendant des époques moins longues, et influent essentiellement sur l'état du journalier pendant dix ou cinq ans. C'est dans la continuation des mauvaises années, et dans d'autres circonstances qui les accompagnent, qu'il faut chercher la raison pour laquelle les salaires en argent haussent ou restent tels qu'ils étaient auparavant.

Les époques où les salaires en blé ont été le plus faibles, sont toujours celles où un renchérissement considérables de blé, a eu lieu dans des circonstances peu favorables à une hausse proportionnée dans le prix du travail. Cela est plus sujet à arriver dans les mauvaises années, quand le pouvoir de disposer des bras moyennant les anciens salaires,

n'augmente nullement en proportion du prix du blé. Cela peut aussi arriver pendant qu'une baisse dans la valeur du numéraire se fait sentir, si des causes antérieures ont favorisé extraordinairement le progrès de la population. Dans ce cas, quoique les ressources du pays puissent croître rapidement, la population peut se développer encore plus vite, et faire que les salaires du journalier ne montent pas en proportion de la baisse de la valeur de l'argent. C'est à cette cause que je suis très disposé à attribuer la hausse insuffisante des salaires en argent, pendant les règnes de Henri VIII, de Marie, d'Édouard VI et d'Élisabeth. L'état du pays, pendant la première partie du seizième siècle, a dû être un puissant stimulant à la population; et eu égard au taux extrêmement élevé des salaires en blé à cette époque et à la nécessité où ils étaient de baisser graduellement, ce stimulant a dû continuer à opérer avec une activite considérable pendant la plus grande partie du siècle. Dans le fait, on se plaignait hautement de la population à la fin du quinzième siècle et au commencement du seizième; et on a reconnu qu'il y avait surabondance de population à la fin du seizième siècle. Ce fut ce changement dans l'etat de la population, et non la découverte des mines d'Amérique, qui occasionna une baisse aussi remarquable des salaires estimés en blé.

Si, au moment de la découverte des mines d'Amérique, les classes ouvrières n'eussent reçu que les mêmes salaires qu'elles paraissent avoir gagnés dans la dernière moitié du règne d'Édouard III, et si le même accroissement de capital et de ressources était survenu pendant le seizième siècle, je n'ai pas le moindre doute que les salaires en argent auraient haussé aussi vite que le prix métallique du blé. En effet, lorsqu'une baisse dans la valeur du numéraire est accompagnée, comme cela arrive souvent, d'un accroissement rapide de capital, il existe une raison particulière pour que, dans l'état actuel des choses, le prix du travail se ressente plus de cet accroissement que les autres denrées. C'est que l'encouragement qu'une telle augmentation de ressources donne à la population, ne peut commencer à augmenter le nombre d'individus en état de travailler, qu'au bout de seize ou dix-huit ans[1]; et que pendant cet intervalle, la demande des bras, comparée au nombre des ouvriers, se trouverait être plus forte que la demande de la plupart des autres denrées, comparée à l'offre de ces mêmes denrées.

---

[1] Cependant il est à remarquer que l'accroissement des ressources destinées à rétribuer le travail exercerait bientôt une certaine influence, en diminuant la mortalité à la fois parmi les adolescents et les adultes. (M. M.)

C'est par cette raison que, dans la baisse de la valeur du numéraire qui eut lieu depuis 1793 jusqu'en 1814, et qui fut incontestablement accompagnée d'un grand accroissement de capital et d'une forte demande de bras, je suis intimement persuadé que, si l'on n'avait pas empêché par des moyens artificiels le prix de la main-d'œuvre de s'élever, il serait monté plus haut en proportion que le prix moyen du blé. D'après les derniers renseignements authentiques, relatifs au prix du travail avant 1814, il paraît, selon Arthur Young, que, en prenant la moyenne des relevés fournis par trente-sept comtés, la semaine des journaliers était, en 1810 et 1811, de 14 sch. 6 d.; or, ce prix, comparé aux salaires de 1767, 1768 et 1770 [1], est égal à la hausse du prix du blé pendant la première époque. Or, il est constant que dans plusieurs comtés et districts du midi de l'Angleterre, les salaires, en 1810 et 1811, ont été maintenus, contre nature, aussi bas que 12 sch., 10 sch., 9 sch., et même 7 sch. 6 d., par l'effet du funeste système d'entretenir les enfants aux dépens des paroisses; et on peut certifier que si un pareil système n'eût pas été suivi dans une grande partie de l'Angleterre, les salaires des journaliers auraient monté dans une proportion plus forte que le prix du blé.

Cette conclusion reçoit une nouvelle confirmation de ce qui s'est passé en Écosse et dans quelques parties du nord de l'Angleterre. Dans ces districts, tous les rapports s'accordent à dire que la hausse des salaires des journaliers a été en effet plus forte que la hausse du blé, et que la condition du journalier s'est améliorée d'une manière sensible jusqu'en 1814. Et cela, en dépit même des impôts, dont plusieurs, par leur poids accablant, ôtaient à l'ouvrier les moyens de se procurer beaucoup de choses utiles ou agréables, quoiqu'ils n'aient que peu diminué les moyens de se procurer les choses de première nécessité.

En considérant, dans le cours de cette investigation, les salaires du travail estimés en blé, il ne nous a pas toujours été possible d'établir une distinction entre les effets d'une baisse des prix du blé et une hausse des prix du travail. Lorsqu'on compare simplemement ces deux objets ensemble, les résultats sont précisément semblables; mais leurs effets, quant à l'encouragement qu'ils donnent à la population, sont quelquefois très différents, ainsi que je l'ai déjà fait entendre. Il est indubitable qu'un grand encouragement donné à l'accroissement de la population peut être compatible avec la baisse du prix des produits naturels du sol, parce que, malgré cette baisse, la valeur échangeable de la totalité des

---

[1] Voyez *Annals of Agriculture*, n° 271, p. 215 et 216.

produits d'un pays peut aller toujours en croissant, par rapport au nombre des bras; mais il peut arriver quelquefois qu'une baisse dans le prix des produits du sol soit accompagnée d'une diminution des moyens et de la volonté d'employer des ouvriers, et, dans ce cas, la demande de bras et l'encouragement à la population ne seront pas proportionnés au taux apparent des salaires du travail évalués en blé.

Si le journalier gagne un *peck* de blé au lieu d'en gagner les trois quarts, par l'effet d'une hausse des salaires occasionnée par la demande de bras, il est sûr que tous les ouvriers qui voudront et qui pourront travailler trouveront de l'emploi, et probablement aussi leurs femmes et leurs enfants. Mais si l'ouvrier ne gagne ce surplus de blé qu'en raison d'une baisse dans le prix du grain, qui diminue le capital du fermier, l'avantage sera plutôt apparent que réel; et quoique la main-d'œuvre puisse, pendant quelque temps, ne point éprouver de baisse nominale, cependant, comme la demande de bras peut rester stationnaire et même se ralentir, le prix courant du travail ne donnera pas la mesure certaine de ce qu'auraient pu rapporter les efforts réunis d'une grande famille, et le redoublement d'activité de son chef dans les ouvrages à la tâche [1].

Il est donc évident que les mêmes salairescourants estimés en blé peuvent avoir, selon la diversité des circonstances, des effets différents, quant à la demande de travail et à la situation des classes laborieuses [2].

On doit aussi faire attention qu'en estimant les salaires du travail en grain, j'ai constamment choisi le plus cher de tous, le froment. J'ai pris le grain, à l'exclusion de toutes les autres denrées de première nécessité, parce que j'ai voulu éviter de compliquer la question ; et j'ai donné la préférence au froment, parce que c'est la nourriture principale de la plus grande partie de la population de l'Angleterre. Mais il est clair que dans des temps ou des pays dans lesquels la nourriture principale du peuple ne se compose pas de froment, les salaires en blé qu'une famille peut gagner ne seront pas une mesure exacte de l'encouragement donné à la population. Quoique les salaires en blé puissent être inégaux à deux époques différentes, ou dans deux pays quelconques, cependant si, dans un de ces cas, le peuple consomme habituellement un grain inférieur, l'encouragement à la population pourra être le même. Le

---

[1] Dans les circonstances ordinaires, il se pourra qu'on ait communiqué plus d'énergie au travail, sans accroître en même temps la population.

[2] On peut vérifier fréquemment ceci dans le *Rapport sur l'agriculture*.

journalier irlandais n'a pas, pour nourrir une famille nombreuse avec du froment, les mêmes moyens que le journalier anglais; mais le premier peut, en général, faire subsister une famille beaucoup plus nombreuse avec les aliments dont il se nourrit habituellment; et voilà pourquoi la population s'est accrue bien plus rapidement, pendant le siècle dernier, en Irlande qu'en Angleterre.

Il résulte donc de tout ceci que pour se faire une idée exacte de la demande de travail, de l'encouragement donné à la population et de la situation des travailleurs, il faut s'en rapporter, avant tout, à l'accroissement des ressources destinées à maintenir le travail, et non à l'accroissement de la fortune générale, du capital ou de la valeur en échange du produit total.

Secondement, dans l'évaluation de ces fonds nous devons examiner avec leur quantité, leur valeur générale, et faire la part de cette fraction des salaires qui ne consiste pas en blé.

Troisièmement, en évaluant la somme des subsistances et objets de première nécessité gagnés par les classes ouvrières, somme qui affecte si profondément leur situation, il faut faire une distinction précise entre les gains de toute une famille à une époque où le travail est rare et à une époque, au contraire, où les bras font défaut à la tâche.

Il est essentiel de se rappeler, en même temps, que la faculté d'acquérir une grande quantité d'objets de première nécessité ou d'agrément, naît de deux causes; soit d'un accroissement rapide dans la quantité et la valeur des fonds destinés à rétribuer le travail, soit des habitudes de prévoyance et d'économie des classes laborieuses. Enfin, comme le premier de ces moyens de bien-être n'est pas à la disposition des ouvriers, et n'a d'ailleurs qu'une durée passagère, il faut reconnaître que la grande ressource, la ressource permanente pour eux, se trouve dans ces habitudes prudentes qui, convenablement pratiquées, peuvent leur assurer, en proportion suffisante, les nécessités et les agréments de la vie, depuis les premières jusqu'aux dernières phases de la civilisation.

Je n'ai rien dit de la hausse ou de la baisse des salaires, d'après le langage de M. Ricardo. Ces salaires sont essentiellement déterminés par le taux des profits et seront étudiés dans le chapitre suivant. Ils exercent une bien faible influence sur la condition de l'ouvrier; car, relativement à la forme des produits qu'il obtient, ses salaires sont bas aux États-Unis et élevés dans certains pays où il est presque affamé. S'il est vrai, en effet, que les salaires et les profits s'évaluent par des proportions, il en résulterait, comme l'assure M. Ri-

cardo, que ces deux termes ne pourraient ni baisser ni hausser simultanément. Les salaires s'élevant, les profits devraient fléchir et réciproquement. Telle est la conséquence nécessaire du langage adopté.

Mais M. Ricardo a été, je crois, le premier à donner un tel sens au mot salaire. Les profits, l'intérêt, ont constamment été et seront constamment déterminés par des proportions ; mais les salaires s'évaluent toujours, soit par la quantité de monnaie que gagne l'ouvrier, soit par la quantité d'objets de première nécessité ou d'agrément que cet argent lui permet d'acheter. Pour une époque assez longue, c'est même sur ce dernier élément qu'ils se règlent.

Rappelons-nous que tel est le sens habituellement attribué au terme salaires, excepté dans le cas où le mot proportionnel s'y trouve joint, en raison de considérations spéciales. D'où il résulte que, suivant la langue commune, à la fois plus usitée et plus correcte, nous voyons fréquemment des profits élevés et des salaires élevés, des profits minimes et des salaires minimes exister simultanément. En nous servant de ces expressions *haut* et *bas*, *élevé* et *minime*, il faut donc, pour les profits, se régler sur le *taux* ou la *proportion*, et, pour les salaires, sur leur *quantité* ou *montant*.

—

CHAPITRE V.

DES PROFITS DU CAPITAL.

—

SECTION I.— DE LA NATURE DES PROFITS ET DE LEUR ÉVALUATION.

On appelle ordinairement profits du capital, la portion du revenu national qui est payée au capitaliste pour l'usage de ses fonds (*stock*). Mais le terme fonds n'est pas une expression aussi propre dans ce cas que le mot capital. Fonds est un terme général, sous lequel on peut comprendre toutes les possessions matérielles d'un pays, et toute sa richesse réelle, quel qu'en soit l'emploi; tandis que par capital on entend cette portion particulière des produits, ou de la richesse accumulée, qui est *destinée* à être employée, en vue de certains profits, dans la production et la distribution de la richesse future. On se sert cependant assez souvent de l'une et de l'autre expression indistinctement, et on peut le faire peut-être sans commettre d'erreur notable; mais il est toujours bon de se rappeler que tout fonds n'est pas, à proprement parler, un capital, quoique tout capital soit un fonds; et, par conséquent, que le capital peut s'accroître en raison d'une altération dans la masse des fonds consacrés à la production, alors même que le montant du fonds ou de la richesse du pays resterait le même.

Les profits du capital consistent dans la différence entre la valeur des avances nécessaires pour créer un produit et celle de la chose produite : ces avances se composent en général d'accumulations obtenues au moyen d'une certaine quantité de salaires, de rentes, de taxes, d'intérêts et de profits.

Le taux des profits s'établit par la différence qui existe entre la valeur de la chose produite et celle des avances nécessaires à la production, comparée à la valeur de ces mêmes avances. Quand la valeur du produit est grande relativement à celle des frais, l'excédant étant considérable, le taux des profits est élevé. Quand la valeur du produit dépasse faiblement le montant des avances faites, l'excédant diminue et le taux des profits devient minime.

Les variations dans le taux des profits dépendent donc des causes qui

altèrent le rapport entre la valeur des avances nécessaires à la production, et celle des choses produites.

On le sait, les profits s'évaluent, dans la pratique, au moyen d'une comparaison entre le prix en argent des produits et le montant des frais. Et comme la monnaie, pendant la durée passagère d'une opération commerciale, est généralement considérée comme mesurant la valeur et non la quantité des choses, il en résulte que les profits sont toujours évalués, dans la pratique, par le rapport des valeurs et non par le rapport des quantités entre les produits et les avances. Il serait impossible, en effet, de prendre, pour base de cette comparaison, la quantité, car les avances nécessaires à la production ne sont jamais de même nature que les choses produites : et cette dissemblance fait que les *quantités* ne sont pas susceptibles d'une comparaison. On ne saurait comparer des souliers ou du drap avec du blé ou du travail, sous le rapport de la quantité.

La nécessité d'évaluer à la fois les avances et les revenus du capital au moyen de la *valeur* et non de la *quantité*, est même tellement importante, qu'il peut être utile de mettre en lumière la différence qui existe entre les résultats de ces deux modes d'évaluation.

De tous les objets créés par le travail de l'homme, il n'en est pas dans lequel une aussi grande portion des avances se trouve être identique avec la nature du produit obtenu, que dans la culture du blé. Voyons ce qui se passe réellement dans la production de cette denrée importante.

Le fermier paye ses ouvriers en argent. Supposons que ces salaires, joints aux autres déboursés en argent s'élèvent à 200 liv. st., que le blé valant 2 liv. le *quarter*, on puisse acheter 100 quarters avec les 200 liv. st., déboursés; qu'enfin le taux des profits soit de 20 pour cent, et donne, dans le cas actuel, un rendement de 120 quarters, ou 20 pour cent en quantité. Si maintenant l'année prochaine est une année de mauvaise récolte et ne produise que 100 quarters au lieu de 120, il n'y aura aucun excédant du revenu sur la dépense, et il semble que le capital ne doive plus avoir de ressource actuelle. Mais sa position serait-elle en réalité aussi désespérée ? Loin de là : elle pourrait même s'être améliorée. Comme je l'ai établi plus haut, les profits s'évaluent en réalité par la valeur et non par la quantité : et la véritable question consiste dans le *prix* du produit comparé aux *avances*, et non dans l'excédant du rendement en blé sur les avances en blé. Heureusement pour la société, la nature des choses est telle, qu'une diminution dans la quantité d'un article en élève aussitôt le prix : et la diminution d'un sixième

dans l'approvisionnement du blé, en ferait probablement monter la valeur, bien au-delà d'un cinquième. En limitant néanmoins cette hausse à un cinquième, la valeur en argent du blé serait alors de 48 sch. le *quarter*, et la vente de 83 1/3 *quarters*, suffirait pour remplacer le capital déboursé, et laisser encore 20 pour cent de bénéfice au capitaliste ; en d'autres termes, elle donnerait le même profit, avec un rendement égal seulement aux avances en blé, qu'avec un rendement plus considérable de 20 pour cent.

D'un autre côté, si l'avance de 200 liv. st. avait été faite dans une année peu féconde, et où le blé valait 48 sch. le quarter, les déboursés en blé seraient représentés par 83 1/3 quarters, et une bonne récolte survenant, qui porterait le rendement à 120 quarters, il semblerait que les bénéfices des fermiers dussent être de 45 pour cent. Mais comme les bénéfices s'évaluent par la valeur et non par la quantité, et comme le prix du blé aurait fléchi de 48 sch. à 40 sch., il s'ensuit qu'il faudrait 100 *quarters* pour remplacer actuellement les 200 liv. st., et que le produit définitif des 120 *quarters* serait de 20 pour cent et non de 45 pour cent.

D'où il résulte que si les profits du cultivateur s'estimaient en raison de la quantité, ils sembleraient varier entre zéro et 45 pour cent, au moment même où, estimés en raison de la valeur, comme le veut la pratique, ils ont été chaque année de 20 pour cent.

Dans les exemples ci-dessus, j'ai supposé que le prix du produit total, et le taux des profits restaient invariables. Mais, dès le jour où le prix du produit total, altéré par l'état du marché, ne serait plus vis-à-vis du montant des frais dans le rapport de 120 à 100, les profits augmenteraient ou diminueraient si la valeur du produit total s'élevait, c'est-à-dire si ce produit, composé de 100 ou de 120 quarters, venait à se vendre pour 260 liv. st., au lieu de 240, il est évident qu'il en faudrait une moindre portion pour remplacer les 200 liv. st. déboursées, et que les profits seraient de 30 pour cent au lieu de 20 pour cent [1].

D'un autre côté, si le prix du produit total venait à tomber, sous l'influence des mêmes causes, et ne donnait plus que 220 liv. st., au

---

[1] Il arrive souvent que la hausse du prix des produits agricoles dépasse celle admise par nous. M. Tooke dit, dans ses ***Détails sur les prix élevés et bas***, que, par suite d'une hausse qui porta le prix du blé de 48 sch. à 75 sch. le *quarter*, en 1795 et 1796, les fermiers et les propriétaires, toutes déductions faites, ont dû se partager un excédant de bénéfice net de 12 à 14 millions st. par an ; il ajoute, p. 303 et 305 de la 2ᵉ édition, qu'en 1800 et 1801 ce bénéfice fut encore plus considérable.

lieu de 240 liv. st., il en faudrait une plus grande portion pour reconstituer les 200 liv. st. avancées, et les profits descendraient de 20 pour cent à 10 pour cent.

On dira peut-être que ces variations dans la masse des produits sont purement temporaires, et qu'il faut avoir égard à l'excédant moyen et non aux variations que subit cet excédant par le fait des saisons. Mais on peut répondre, que la valeur de la récolte totale du fermier ne s'élevant pas en proportion de l'abondance de ces récoltes, et ne diminuant pas en raison de leur insuffisance, il est évident que l'excédant moyen de la valeur n'equivaudrait jamais à l'excédant moyen du produit.

Le blé, par sa qualité d'aliment nécessaire, est le seul objet dans la production duquel on puisse établir une comparaison entre la quantité avancée et la quantité produite : et cependant, même dans ce cas unique, nous avons reconnu que la cause qui règle les profits n'est pas le rapport entre les quantités, mais bien le rapport entre les valeurs.

Dans l'industrie manufacturière ou commerciale, il est complètement impossible d'établir la moindre comparaison entre les avances et les produits, sous le rapport de la quantité.

Quelques développements que reçoivent les forces créatrices de l'industrie, la baisse à peu près proportionnelle que fait subir aux produits l'état de l'offre et de la demande, s'oppose à tout changement continu dans la division du produit, et laisse, par conséquent, bientôt au capitaliste la même somme, ou à peu près la même somme de profits. L'ouvrier reçoit plus en *quantité*, mais exactement la même chose en *valeur*. Et c'est surtout par l'utilité que les produits de son travail ont pour lui, comme consommateur, qu'ils améliorent sa condition. Tout ceci est parfaitement applicable aux produits du commerce, que des transports plus faciles ou un rayon d'approvisionnement plus étendu tendent à rendre moins chers.

Il demeure donc prouvé que les profits se mesurent invariablement par la valeur et jamais par la quantité.

Mais nous avons démontré, dans le second chapitre de cet ouvrage, que la valeur de chaque marchandise ou de toutes les marchandises réunies, se règle sur l'état du marché, sur les rapports de l'offre et de la demande, et peut se mesurer au moyen de la quantité de travail type que ces marchandises peuvent rétribuer. Nous avons aussi démontré, qu'en raison de la brièveté du temps qui s'écoule entre l'avance du capital et le rendement, cette valeur peut être exactement exprimée en monnaie. C'est pourquoi, dans toute industrie, l'on peut déterminer à l'avance les frais à faire, soit que ces frais augmentent, soit qu'ils di-

minuent; tandis que la valeur du produit et la portion de cette valeur qui doit remplacer les avances, ne peut être connue qu'au moment où se vend le produit.

La variété des profits, dans la production de chaque marchandise, dépend donc de l'excédant de la valeur du produit vendu, sur le montant connu des avances; et cet excédant lui-même dépend de la situation du marché. C'est là une proposition universelle et également applicable, lorsque les profits sont affectés par des circonstances temporaires ou permanentes, lorsque les forces productives du travail sont grandes ou petites, croissantes, stationnaires ou en voie de décadence.

Et cette proposition est absolument la même que celle qui règle les profits sur cette fraction du produit total qui, sous forme de salaires, sert à rétribuer le travail consacré à l'obtenir [1].

Cette proposition apparaît d'une manière évidente dans tous les cas où il s'agit seulement du travail et des profits du travail. Si l'on dépense en main-d'œuvre 100 liv. st., et que le résultat au bout de l'année soit de 110, 120 ou 130 liv. st., il est clair que, dans ces trois cas, les profits seront proportionnels à la portion du produit total nécessaire pour rétribuer le travail.

Si la valeur du produit sur le marché est de 110 liv. st., la portion requise pour payer les ouvriers équivaudra au 10/11 de la valeur du produit, et les profits seront de 10 p. 100. Si cette valeur est de 120 liv. st., la portion requise sera de 10/12, et le profit 20 p. 100; enfin si elle s'élève à 130 liv. st., la portion nécessaire sera 10/13, et les profits atteindront 30 p. 100.

Mais on demandera comment nous pourrons comparer la valeur du produit avec le travail nécessaire pour l'obtenir, quand les avances du capitaliste ne consistent pas seulement en travail.

Pour des cas de ce genre, il se présente un moyen très simple, que voici : On m'accordera qu'en général le capitaliste attend un profit égal de toutes les portions de capital qu'il a avancées. Supposons qu'une certaine fraction de ses avances consiste en salaires, un quart, par exemple, et que les trois autres quarts consistent en travail et profits accumulés, joints à d'autres frais, tels que rentes, taxes, intérêts. Dans ce cas, un quart de la valeur du produit obtenu sert à remplacer, avec un bénéfice proportionné, cette partie du capital qui a été consacrée à

---

[1] Sauf quelque différence dans l'expression, cette proposition est celle de M. Ricardo; mais nous verrons, dans une section prochaine, qu'il l'a appliquée d'une manière peu exacte.

rémunérer le travail. Les trois autres quarts donnent le bénéfice sur les autres avances; et il sera rigoureusement vrai de dire que les profits du capitaliste varient avec les variations de valeur du quart du produit total, comparé avec la quantité de travail employée; en d'autres termes, que les profits dépendent de l'importance et de la valeur du produit qui sert à rétribuer le travail.

Comme exemple, supposons qu'un fermier emploie dans la culture d'une certaine surface de terrain une somme de 2000 liv. st., sur lesquelles il dépense 1500 liv. st. en semences, chevaux de travail, intérêts sur ses capitaux, fixes et circulants, rentes, dîmes, impôts, détérioration des instruments, etc., plus 500 liv. st. en salaires; supposons encore que le rendement, au bout de l'année, soit de 2400 liv. st., il est clair que la somme nécessaire pour rembourser les avances, étant de 2000 liv. st., les profits du fermier s'élèveront à 400 liv. st., soit 20 p. 100. Et il est également évident, qu'en prenant un quart de la valeur du versement reçu, soit 600 liv. st., et en le comparant avec le montant des salaires payés, le résultat nous aurait donné le même taux pour les profits.

Il n'est pas de circonstance, quelque compliquée qu'on la suppose, qui ne puisse être facilement résolue d'une manière analogue.

Quand on dit que les profits reposent sur la répartition du produit entre le travailleur et le capitaliste, on n'entend évidemment pas exclure les ouvriers et les capitalistes qui ont fourni cette portion considérable des avances qui ne consistent pas en salaires; et il nous faut alors ou déterminer exactement la somme de travail et de profits accumulés dans ces avances, ce qui n'est pas toujours facile, ou adopter le moyen ci-dessus, qui nous donne immédiatement la proportion du produit qui sert à payer les salaires du travail. Le résultat est absolument le même que si nous avions mesuré toutes les avances en travail *type*, et que si nous avions déterminé le taux des profits par l'excédant de la valeur du produit sur les sommes nécessaires pour rétribuer le travail.

Le lecteur observera que si nous admettons la valeur du capital fixe comme faisant partie des avances, nous devons admettre ce qui reste de ce capital au bout de l'année comme faisant partie du revenu annuel. Sans cette rectification préalable, il arriverait que, dans les branches de l'industrie où se trouve engagée la plus grande quantité du capital fixe, la valeur du capital, comparée à celle du produit, nous paraîtrait aussi plus considérable, et que le taux des profits y semblerait moins élevé. Mais quoique le capitaliste considère naturellement tout ce qu'il consacre à la production comme du capital avancé, en réalité

cependant les avances annuelles consistent en capital circulant, en déperdition et intérêts du capital fixe, joints à l'intérêt sur cette portion de son capital circulant qui lui sert à faire successivement ses payements annuels.

Le relevé suivant puisé dans le premier rapport des inspecteurs des manufactures (p. 34) renferme, sous le titre de *dépenses imprévues*, une nouvelle classe d'avances :

Capital engagé dans les bâtiments et machines. . . l. st.	10,000
Fonds de roulement.	7,000

L. st.	500	Intérêt à 5 p. 100 sur les 10,000 l. st. de capital fixe.
	350	Intérêt à 5 p. 100 sur le fonds de roulement.
	150	Loyer, taxe, impositions.
	650	Fonds d'amortissement de 6 1/2 p. 100, pour l'usure du capital fixe.
	1,100	Dépenses imprévues, charbon, huile, transport, etc., etc.
	2,750	
	2,600	Appointements et salaires.
L. st.	5,350	

Filé, 363,000 liv. de fil, d'une valeur de l. st. 16,000.

Coton brut employé dans la fabrication, environ 400,000 liv. à 6 d.	10,000
Dépenses comme ci-dessus.	5,350
Total. . . . . l. st.	15,350

La valeur du coton filé et rendu étant de l. st. 16,000, il reste donc l. st. 650 au manufacturier, soit un profit de 4.2 sur une mise de fonds de l. st. 15,350.

Les salaires des ouvriers ou du travail, immédiatement employés à fabriquer le fil, forment environ un sixième des avances, et la comparaison de ces avances, avec le sixième de la valeur du produit obtenu, indiquera d'une manière très claire le *taux* du profit sur l'ensemble des avances.

En appelant l'attention toute particulière du lecteur sur les profits que l'on peut considérer comme appartenant au travail immédiatement consacré à la production, notre prétention n'a été en aucune façon de proposer, pour la détermination des profits, un moyen préférable à celui qui consiste dans la comparaison des avances annuelles en argent avec les recettes annuelles aussi en argent. Notre intention a été de démontrer que ces deux procédés s'accordent parfaitement (excepté dans

le cas fort rare d'un changement dans le prix du travail, ou d'une altération dans la valeur de la monnaie pendant l'espace qui sépare l'époque des avances de celle des rentrées); et que nous prenions le cas le plus simple, celui où les avances consistent en travail seulement; ou le plus complexe, celui dans lequel le travail ne constitue qu'une faible partie des avances, nous reconnaîtrons toujours que les profits varient selon le rapport de cette partie du produit total qui sert à payer les salaires du travail consacré à la production.

—

SECTION II. — DU PRINCIPE QUI LIMITE LES PROFITS.

Nous avons établi dans la précédente section, que les variations du taux des profits dépendent des causes qui altèrent le rapport entre la valeur des avances nécessaires à la production, et celle des produits obtenus.

Les deux principales causes qui affectent ces proportions sont, d'abord, la nature productive ou improductive des derniers capitaux engagés dans la terre, qui a pour résultat de laisser pour l'entretien des ouvriers une part plus ou moins considérable dans la valeur du produit : c'est ce qu'on peut appeler le principe *restrictif* des profits. Secondement, les variations imposées au produit d'une même somme de travail par l'état de l'offre et de la demande, lesquelles variations font qu'une portion plus ou moins grande de ce produit retourne aux ouvriers employés : c'est ce qu'on peut appeler le principe *régulateur* des profits. Cette seconde cause modifie constamment la première; mais il est utile de les étudier séparément.

Si la première de ces causes agit seule et que les salaires en blé de chaque journalier soient toujours les mêmes, dans ce cas, et en supposant que les connaissances pratiques en agriculture n'éprouvent point de changement, et qu'il n'y ait pas moyen de tirer du blé des pays étrangers, le taux des profits doit baisser régulièrement et sans interruption, à mesure que la société se développe, et qu'il devient nécessaire d'avoir recours à des machines inférieures qui exigent plus de travail pour être mises en activité.

Il importe peu, dans ce cas, que les derniers terrains mis en culture et destinés à produire des denrées alimentaires aient donné une rente dans leur état inculte. Il est sûr que le propriétaire de ces terrains ne consentirait pas à les donner à bail, à moins de pouvoir obtenir un revenu au moins égal à celui qu'il en tirait auparavant. C'est là une condition absolument essentielle pour que les plus mauvais terrains soient

mis en culture dans un pays florissant. Le fermage payé, le restant du produit se partagerait presque entièrement entre le capitaliste et les laboureurs. Il est clair que, si le nombre des travailleurs nécessaires pour obtenir un produit déterminé allait toujours en augmentant, les salaires de chaque journalier restant les mêmes, la portion affectée à la rémunération du travail irait continuellement en empiétant sur la portion destinée à payer les profits [1]. Le taux des profits continuerait, par conséquent, à diminuer régulièrement, jusqu'à ce que, faute de pouvoir ou de volonté d'épargner, le progrès de l'accumulation eût cessé.

Dans ce cas, et en supposant qu'il y ait une demande égale pour toutes les portions du produit total [2], il est évident que les profits du capital employé dans l'agriculture seront en raison de la fertilité des terrains cultivés en dernier lieu, ou du montant des produits obtenus moyennant une quantité donnée de travail. Et comme les profits dans un même pays tendent à se mettre de niveau, leur taux général suivrait la même marche.

Mais il ne faut qu'un moment de réflexion pour se convaincre que la supposition que nous venons de faire d'une constante uniformité dans les salaires en blé des journaliers, est non-seulement démentie par l'état réel des choses, mais qu'elle implique contradiction.

Le progrès de la population est réglé presque exclusivement par la quantité des choses nécessaires à la vie départies au journalier; et si cette quantité n'avait jamais été au-delà de ce qui serait suffisant pour faire subsister la population existante, les classes ouvrières ne

---

[1] Une autre conséquence pourrait encore résulter de l'augmentation du nombre des bras, dans l'hypothèse que Malthus suppose ici, et dans le cas où la quotité du capital resterait toujours la même : les profits du capitaliste pourraient s'élever par la baisse des salaires du travailleur. — Ceci prouve que le taux plus ou moins élevé des profits ne dépend pas seulement de l'augmentation, du dépérissement ou de la sécurité plus ou moins assurée du capital, mais aussi du rapport qui existe entre la somme des avances qu'il peut faire au travail et le nombre des travailleurs qui se présentent sur le marché. (M. M.)

[2] Il est nécessaire de poser ainsi la question; car, pour ce qui regarde les principaux produits de l'agriculture, il peut se faire que toutes les portions n'en aient pas une valeur égale. Un fermier qui ferait cultiver sa terre par des domestiques qu'il logerait, nourrirait et habillerait à ses frais, pourrait faire toujours les mêmes avances, et elles pourraient avoir à un haut degré la même valeur en usage; mais en cas d'engorgement, par suite de la perte d'un débouché accoutumé ou d'une année d'abondance extraordinaire, une partie de la récolte pourrait n'avoir aucune valeur, soit d'usage, soit d'échange, et les profits des fermiers ne pourraient nullement être calculés d'après l'excédant de la *quantité* produite, sur les avances faites pour la production.

pourraient pas s'accroître, et il ne saurait y avoir aucune nécessité de cultiver progressivement des terrains plus ingrats. D'un autre côté, si les salaires effectifs des journaliers étaient assez élevés pour permettre et favoriser un accroissement de population, la supposition qu'ils se maintiendraient toujours au même taux impliquerait contradiction; car il y aurait dans ce cas accroissement prolongé de la population, après que l'accumulation du capital et les moyens de faire subsister ce surcroît d'individus auraient cessé entièrement.

Il est donc impossible de supposer, pour les salaires en blé, un taux *naturel* et *constant*. Or, si nous ne pouvons fixer le prix réel du travail, il faut qu'il varie suivant les progrès du capital et du revenu, et d'après la demande de bras comparée à l'offre.

Nous pouvons cependant, si cela nous convient, supposer une progression uniforme de capital et de population, ce qui ne veut pas dire, dans ce cas, que le *taux* de cette progression soit égal et permanent, mais seulement que cette progression vers le point le plus élevé, s'opère sans accélération ou ralentissement temporaire. Et avant d'arriver à l'état actuel des choses, il peut être curieux de savoir de quelle manière cela influerait sur les profits, dans la supposition que nous venons de faire.

A l'époque où un pays fécond commence à être cultivé par des colons civilisés, et tant qu'il y a des terres fertiles en abondance, il n'y aura qu'une très petite portion de la valeur du produit payée sous forme de rente. La force productive du travail étant considérable, si on divisait presque totalement le produit entre les salaires et les profits, les ouvriers pourraient en obtenir une plus grande part, alors qu'il resterait une *proportion* suffisante pour donner de beaux profits. De cette manière, les salaires et les profits seraient en même temps élevés.

A mesure que la société fera des progrès, si le territoire est borné, et si les terres sont de diverses qualités, il est très clair que les facultés productives du travail appliqué à la culture de la terre diminueront graduellement; et, comme une quantité déterminée de capital et de travail donnerait successivement des rentrées de plus en plus faibles, il resterait évidemment un produit chaque jour moindre à partager entre le travail et les profits.

Si, pendant que les facultés productives du travail diminuent, les besoins physiques du journalier venaient aussi à diminuer dans la même proportion, dans ce cas, la même *part* du produit total pourrait rester au capitaliste, et le *taux* des profits ne baisserait pas nécessairement. Mais les besoins physiques du journalier sont toujours les mêmes; et quoique dans la marche de la société, par suite de la rareté croissante des sub-

sistances, relativement au nombre des travailleurs, ces besoins soient en général moins amplement satisfaits, et quoique les salaires effectifs du journalier baissent graduellement, il est clair pourtant qu'il y a une limite qu'on ne saurait dépasser, et qui probablement n'est pas fort éloignée [1]. Il est absolument nécessaire que le journalier puisse avoir à sa disposition une quantité de nourriture suffisante pour sa subsistance

---

[1] L'expérience, contrairement à l'assertion de Malthus, a montré avec une trop affligeante certitude que les besoins physiques d'une même race de travailleurs sont susceptibles d'éprouver des variations extrêmes et des révolutions dont l'humanité ne peut souvent que gémir. Les uns, plus heureux ou plus sages, ont reçu une ample part; d'autres ont à peine touché une gerbe dans la grande moisson des fruits du travail. Si, d'un côté, les besoins du travailleur anglais sont devenus plus exigeants avec les moyens de les satisfaire; si l'habitude lui a rendu de première nécessité des objets de consommation qui paraissent du luxe à l'ouvrier français ou allemand, et, à plus forte raison, au cultivateur indien, on ne peut méconnaître, d'autre part, que les besoins de l'Irlandais ne soient descendus jusqu'à ce dernier degré de satisfaction qui, pour la nature de l'alimentation, fait entrer l'homme dans une ignoble concurrence avec les animaux. Il se revêt des haillons de l'ouvrier anglais, sans plus de répugnance que celui-ci endosse la défroque de la noblesse ou de la bourgeoisie. Des habitudes contractées de longue date ont nivelé les impressions de ces deux catégories de salariés.

Comment un être humain peut-il être descendu aussi bas dans l'échelle des besoins ? C'est qu'une misère permanente, légale, a changé en lui les instincts les plus légitimes de la nature et gâté l'homme. En Angleterre, le salaire se mesure, en thèse générale, sur le froment; en Irlande, c'est sur la pomme de terre. Des besoins inégaux se sont formés sous l'empire d'une rémunération inégale. Chez les uns, le désir de pourvoir à des besoins plus étendus est un stimulant énergique pour la production de la richesse et redouble l'activité de l'individu. Les déshérités des biens de ce monde ne dirigent guères leurs efforts que vers un seul but, le soutien de l'existence. Le cercle étroit où sont contenus leurs besoins, s'ils ne font aucune tentative pour le franchir, ne laisse place qu'à un seul sentiment, l'inertie; qu'à une seule chance d'avenir, l'épuisement graduel de toutes les ressources, ou, tout au moins, l'immobilité d'une situation désespérante, qui est ce qu'il y a de plus contraire à la dignité et à la destinée humaines. Malthus, d'accord avec Ricardo, a pensé que le prix du travail suit naturellement la proportion des besoins du travailleur. Les faits donneraient plutôt raison, ce nous semble, à l'opinion contraire. Ne serait-il pas plus exact de dire, que ce sont les besoins qui se réduisent au niveau des salaires ?

Quant à cette limite nécessaire, que notre auteur assigne à la main-d'œuvre, combien de fois les crises industrielles et les effets d'une politique violente, indépendamment de toute autre cause, n'ont-ils pas contrarié ce vœu philanthropique de Malthus, qui était aussi celui de Smith, et poussé l'abaissement du salaire jusqu'à l'homicide ? — Spectacle cruel pour l'humanité, menace pour la sécurité des États, sujet de pieuse et infatigable investigation pour la science !

(M. M.)

et celle d'une famille, dont le nombre soit précisément suffisant pour maintenir une population stationnaire. C'est pourquoi, si on livrait successivement à la culture des terres moins fertiles qui exigeassent plus de travail, il serait impossible que les salaires en blé de chaque journalier pussent supporter une diminution proportionnée à celle du produit; une plus grande part de la totalité reviendrait nécessairement aux travailleurs, et le taux des profits continuerait régulièrement à baisser jusqu'à ce que l'accumulation du capital eût cessé.

Telle sera la marche nécessaire des profits et des salaires dans le cours de l'accumulation progressive du capital, en tant qu'il est consacré à la culture progressive de terrains nouveaux et moins fertiles, ou à de nouvelles améliorations de ceux déjà cultivés; et, dans la supposition qu'on vient de faire, le taux des profits et celui des salaires seront l'un et l'autre plus hauts au commencement, et baisseront ensuite ensemble d'une manière régulière et graduelle, jusqu'à ce que l'un et l'autre s'arrêtent en même temps, et que la demande pour un accroissement de produits cesse de se faire sentir.

On pourra cependant demander ce que deviennent les profits du capital employé dans les manufactures et dans le commerce, deux genres d'industrie qui ne ressemblent point à l'agriculture, et dans lesquels, non-seulement les facultés productives du travail ne diminuent pas nécessairement comme dans l'agriculture, mais où, au contraire, elles prennent souvent un grand accroissement.

Dans la culture de la terre, la cause immédiate et principale de la diminution nécessaire des profits, c'est la quantité plus considérable de travail requise pour obtenir le même produit. Dans les manufactures et dans le commerce, c'est la baisse dans la valeur échangeable de la même somme de produits.

Les frais nécessaires pour la production du blé augmentent continuellement par l'effet inévitable de causes physiques, tandis que les frais de production des articles manufacturés et de commerce diminuent quelquefois ou restent souvent stationnaires, et, dans tous les cas, augmentent bien plus lentement que les frais nécessaires pour produire du blé. C'est pourquoi, lorsque les profits viennent à baisser dans l'agriculture, il est évidemment plus avantageux de reporter le capital dans les manufactures ou le commerce; et le capital sera par conséquent dirigé dans ces nouveaux canaux, jusqu'à ce que l'abondance des produits industriels amène une baisse générale. Mais nous avons démontré que la valeur de la même quantité de travail restait toujours invariable; il est donc évident que si la valeur des produits baisse, alors que la quan-

tité de travail et la valeur du capital nécessaires à la production restent invariables, les profits devront baisser. Enfin, il est encore évident que cette baisse continuera, jusqu'à ce que les profits dans les manufactures et le commerce aient été réduits au niveau des profits agricoles. On voit donc ainsi que dans le progrès des améliorations, à mesure que des terrains de plus en plus ingrats sont livrés à la culture, le taux des profits doit être limité par les qualités productives des terrains cultivés les derniers. Si on ne peut faire produire aux terrains livrés les derniers à la culture qu'un certain excédant de valeur, sur ce que vaut au plus bas le capital dépensé à l'obtenir, il est évident que les profits en général ne pourront pas s'élever plus haut que ne le permettra cet excédant. Dans l'échelle montante, c'est une limite qu'on ne peut pas dépasser; mais une limite est essentiellement différente d'un régulateur. Dans l'échelle descendante, et pendant que la terre reste fertile, les profits peuvent baisser à un degré quelconque. Il n'y a ici aucune nécessité qui règle et détermine le taux des profits; et au-dessous de la limite que l'état réel de la terre puisse assigner, il reste un vaste champ pour l'action du principe régulateur.

—

SECTION III. — DU PRINCIPE RÉGULATEUR DES PROFITS.

La seconde cause qui influe sur les profits, consiste dans les variations de la valeur du produit obtenu avec la même quantité de travail et la même somme de capital. Ces variations que détermine le rapport de l'offre et de la demande peuvent s'appeler le principe régulateur des profits; et l'on peut dire, que dans les limites extrêmes posées par la nature, il sert de mesure à leurs fluctuations, soit permanentes, soit éphémères.

Ces fluctuations dans la valeur du produit naissent principalement de l'abondance ou de la rareté du capital,— y compris les fonds destinés à rétribuer le travail, — comparativement au travail que ce capital maintient en activité.

C'est évidemment là une cause qui, en répartissant au travailleur une *portion* plus ou moins grande du produit, doit influer puissamment sur les profits. Et si, dans un sol riche et neuf, des fluctuations considérables se manifestaient dans le montant du capital, du produit et du travail, on pourrait voir se manifester plus rapidement encore les effets que détermine la première cause.

Afin de mieux montrer la puissance de l'action exercée par la se-

conde cause sur les profits, étudions-la séparément. Supposons qu'au moment où les capitaux et la production d'un pays s'accroissent rapidement, la population, frappée par quelque influence mystérieuse, s'arrête et ne répond plus aux besoins du travail. Dans ce cas, on verrait s'établir une gradation dans le rapport du capital et du produit avec le travail, et cette gradation se retrouverait conséquemment dans le taux des profits.

Les capitaux et les produits s'accroissant plus rapidement que le travail, les profits s'abaisseraient naturellement ; et, d'un autre côté, s'il arrivait que l'accroissement du capital et de la production avait lieu au moment où, par des causes secrètes, la population se verrait forcément devancée, les profits, malgré la fertilité du sol et l'abondance des aliments, s'abaisseraient graduellement jusqu'au terme où, par des réductions successives, le pouvoir et la volonté d'accumuler disparaîtraient. Or, cette situation se réaliserait rapidement, dans le cas où les individus engagés dans des services personnels s'élèveraient en grand nombre, et par la vertu de l'épargne, au rang de travailleurs productifs.

Dans de telles circonstances, les profits subiraient une diminution progressive, parfaitement analogue à celle qu'entraînerait l'augmentation du capital, dans l'état actuel des choses. Mais l'effet serait tout autre sur les salaires et sur les rentes. Ce que nous avons déjà établi relativement à la rente, nous indique qu'elle ne serait pas très élevée dans le pays supposé plus haut. Ainsi, nous avons admis qu'au sein d'un terrain éminemment fertile, mais inculte, la population reste stationnaire, et le nombre des bras limités. C'est pourquoi la demande de terrains riches, comparés à l'offre, serait relativement peu considérable. Et quant à la totalité du produit national, la portion qui consisterait en rente dépendrait principalement du degré de fertilité des terres cultivées avant le temps d'arrêt imprimé à la population, et aussi du produit qu'on aurait pu retirer des terrains en friche.

Quant aux salaires, ils s'élèveraient progressivement en objets de première nécessité, de commodité ou de luxe, de manière à placer le travailleur dans une situation qui continuerait à s'améliorer, jusqu'au moment où s'arrêterait l'accroissement du capital.

En un mot, sur les trois grandes portions dans lesquelles se partage la masse des produits, c'est-à-dire la rente, les profits et les salaires, les deux premières seraient à bas prix, parce que l'offre des terres et des capitaux serait en abondance par rapport à la demande, tandis que les salaires des journaliers seraient très élevés, en raison du nombre comparativement peu considérable de bras. Le prix de chacune de ces

choses se trouverait ainsi réglé, d'après le grand principe de l'offre et de la demande.

Si, au lieu de supposer que la population est retardée par quelque influence particulière, nous faisons la supposition bien plus naturelle d'un territoire limité ayant des terres à peu près d'une même qualité, et d'une si grande fertilité qu'elles permettent l'emploi d'un capital très borné, les effets sur les profits du capital seront précisément les mêmes que dans le dernier cas ; mais les effets sur la rente et les salaires seraient très différents. Si toutes les terres venaient à être cultivées, et qu'il ne fût plus possible d'y employer de nouveaux capitaux, il est hors de doute que les rentes seraient très élevées, et les profits ainsi que les salaires très faibles. La concurrence des capitaux toujours croissants dans les manufactures et dans le commerce réduirait le taux des profits, tandis que le principe qui règle la population continuerait à faire augmenter le nombre des individus des classes ouvrières, jusqu'à ce que les salaires en nature fussent assez bas pour empêcher un plus grand accroissement de population. Il est probable, qu'en raison de la fertilité de la terre, et du grand nombre de personnes employées dans les manufactures et dans le commerce, les exportations deviendraient considérables, et l'argent aurait très peu de valeur. Le prix métallique du blé et les salaires en argent seraient peut-être aussi hauts que lorsque la production totale coûterait le double ou le triple en travail. La nourriture constituerait alors un monopole rigoureux ; les rentes monteraient à un point extraordinaire sans le concours des mauvais terrains, ni des gradations de cultures, et les profits pourraient baisser au point justement suffisant pour conserver le capital existant, sans qu'il y eût besoin d'aucun travail additionnel pour obtenir la nourriture du journalier.

Les effets qui résulteraient évidemment des deux suppositions que nous venons de faire, prouvent clairement que la quantité croissante de travail nécessaire pour la culture des terrains plus ingrats, n'est pas, en théorie, nécessaire pour faire descendre les profits, du taux le plus élevé au taux le plus bas.

Au surplus, la première de ces deux suppositions montre le ressort extraordinaire que possèdent les classes ouvrières de la société, lorsqu'elles veulent en faire usage. Le ralentissement comparatif de la population, que nous regardions comme l'effet de quelque influence surnaturelle, pourrait en réalité provenir de la prudence des pauvres, et il serait incontestablement suivi du résultat indiqué. Il est naturel que les classes ouvrières trouvent dur que, sur la grande masse des

produits tirés de la terre et obtenus par le moyen du capital et du travail national, il ne revienne à chaque ouvrier qu'une si faible part. Mais cette répartition se trouve actuellement déterminée, et doit toujours l'être à l'avenir par les lois flexibles de l'offre et de la demande. Si le marché est comparativement mal pourvu de journaliers, les propriétaires fonciers et les capitalistes seront obligés d'accorder une plus grande part du produit à chaque ouvrier. Mais si le nombre des ouvriers est considérable, il est de toute impossibilité que chacun d'eux puisse continuer à jouir longtemps d'une part aussi forte. Les riches n'ont pas le pouvoir, et il n'est pas possible de leur supposer à tous la volonté de tenir le marché mal fourni d'ouvriers. Et cependant, tout effort pour améliorer la condition des pauvres en général, qui ne tend pas à diminuer le nombre des ouvriers, est on ne peut plus puéril et illusoire. Il est donc tout à fait évident que l'instruction et la prudence des pauvres mêmes, sont les *seuls* moyens qui puissent entraîner une amélioration générale et durable dans leur état. Ils sont en effet les arbitres de leur propre sort; et tout ce que les autres individus peuvent faire pour eux, pèse comme la poussière dans une balance, si on le compare à ce qu'ils peuvent faire pour eux-mêmes. Ces vérités sont tellement essentielles au bonheur de la grande masse de la société, qu'il faut saisir toutes les occasions de les répéter.

Mais, abstraction faite de tout effort particulier de prudence de la part des classes laborieuses, il est certain que la quantité des ouvriers et celle des capitaux ne vont pas toujours de pair. En réalité, il y a souvent entre elles une certaine distance, et cela pendant un temps considérable; tantôt la population augmente plus vite que le capital, et quelquefois le capital s'accroît plus vite que la population.

Il est évident, par exemple, que, par la nature même de la population et le temps requis pour la croissance des hommes destinés au travail, une augmentation soudaine de capital ne peut augmenter dans la même proportion le nombre des individus capables de travailler, en moins de seize ou de dix-huit ans. D'un autre côté, lorsque le capital reste stationnaire par le défaut de volonté d'accumuler, il est bien constant que la population en général continue à s'accroître plus vite que le capital, jusqu'au moment où les salaires des ouvriers se trouvent réduits au chiffre qui, dans les habitudes actuelles du pays, n'est que simplement suffisant pour maintenir une population stationnaire.

Ces époques, pendant lesquelles le capital ne marche pas de front avec la population, sont évidemment assez longues pour altérer la

proportion dans laquelle sont payés les salaires du travail, et par conséquent pour influer sur le taux de profits.

Le taux des profits dépend même si essentiellement de la division du produit, sous l'empire des rapports de l'offre et de la demande, qu'en comparant ensemble deux pays, on verra que ce taux est moins élevé dans celui où le travail agricole est le plus productif.

Et cependant, si l'on cherchait à estimer le taux des profits dans un pays quelconque d'après cette cause seule, pendant dix ou vingt ans, on aboutirait inévitablement dans la pratique aux plus graves erreurs.

En Pologne et dans quelques autres pays de l'Europe, où le capital est rare, on assure que les profits sont plus forts qu'aux États-Unis d'Amérique; et cependant, il est probable que les derniers terrains livrés à la culture en Amérique, sont plus fertiles que les dernières terres cultivées en Pologne. Mais aux États-Unis, le journalier gagne peut-être la valeur de dix-huit ou vingt *quarters* de blé par an, tandis qu'en Pologne il ne gagne que la valeur de huit ou neuf *quarters* de seigle. Cette différence dans le partage du produit doit occasionner une différence extraordinaire dans le taux des profits. Et cependant les causes qui déterminent cette répartition, loin d'être tellement temporaires de leur nature, qu'on puisse les négliger sans risque, peuvent au contraire agir avec une grande énergie, pendant un temps presque illimité. Les États-Unis ont un territoire tellement vaste, qu'il est possible que le prix de la main-d'œuvre n'y éprouve pas de baisse essentielle pendant des siècles; et les effets d'un capital peu abondant, mais stationnaire, sur une population exubérante, mais stationnaire aussi, pourraient subsister à jamais.

En m'arrêtant si longtemps à examiner les puissants effets qui doivent être la suite inévitable de la proportion qui existe entre le capital et le nombre des ouvriers, et en cherchant à montrer la nécessité de tenir compte de l'influence de la demande et de l'offre ou de la concurrence, dans toute explication des circonstances qui règlent les profits, je n'ai pas eu l'intention de rabaisser l'importance de la cause qui naît de l'affaiblissement graduel des forces productives, sur les derniers terrains mis en culture. Elle est en effet d'une nature assez énergique pour l'emporter, en définitive, sur toutes les autres. Et cependant, si l'on cherchait à évaluer le taux des profits pendant dix ou vingt ans, dans un pays quelconque, d'après cette cause seule, on arriverait inévitablement, dans la pratique, aux conclusions les plus erronées.

La valeur des rentes sur l'État, constituées à long terme, a une tendance naturelle et constante à s'abaisser à mesure qu'elles approchent

du terme où elles doivent expirer. Et cependant, il est bien reconnu que pour une durée comparativement fort courte de quatre-vingt-dix années, on a vu des annuités se maintenir pendant vingt ans, non-seulement sans dépréciation, mais encore en augmentant réellement de valeur. Néanmoins, quand ces annuités à long terme approchent de l'époque où elles doivent expirer, leur valeur doit, par ce seul fait, diminuer au point, qu'aucune demande, provenant de la grande abondance d'argent, ne pourra maintenir la valeur de ces effets. De même, quand la culture de la terre est poussée aussi loin que cela est praticable, c'est-à-dire, quand le travail de l'homme ne peut guère faire produire aux terrains cultivés les derniers que ce qu'il faut pour entretenir une famille, de manière que la population se maintienne dans un état stationnaire, il est clair qu'aucune autre cause isolée, ni même le concours de plusieurs causes, ne pourrait empêcher les profits de baisser au taux le plus bas nécessaire pour maintenir le capital existant. Mais quoique le principe que nous venons d'étudier exerce à la longue la plus haute influence, il est cependant extrêmement lent et graduel dans son développement; et tandis qu'il arrive presque imperceptiblement à son but définitif, la seconde des causes ci-dessus énoncées ne cesse de produire des effets qui dominent entièrement l'action de ce principe, et qui, pendant vingt, trente, et même cent années consécutives, donnent au taux des profits une marche tout-à-fait différente de celle qu'il eut prise, sous l'influence de la première cause.

—

SECTION IV. — DE L'INFLUENCE PRATIQUE DES CAUSES QUI AGISSENT SUR LES PROFITS.

Nous allons maintenant examiner les causes qui, dans l'état actuel des choses et particulièrement en Angleterre, influent sur les profits. Il sera facile de nous convaincre que, non-seulement les deux causes déjà énoncéesexercen t ici leur influence supérieure, mais que d'autres viennent y joindre leur action, en les modifiant de diverses manières.

Lorsque, par l'accroissement du capital et de la population, la culture descend aux terrains inférieurs, les profits, en tant qu'ils dépendent, du moins, de la fertilité naturelle du sol, descendent graduellement; mais si des perfectionnements agricoles suivent cette extension de culture, il peut se faire que non-seulement ces profits ne baissent pas, mais encore qu'ils s'élèvent dans de certaines proportions. Il n'est pas aisé de dire jusqu'à quel point, et pendant combien de temps, cette circonstance peut interrompre le progrès des profits provenant de la

première cause. Mais comme il est certain que dans un pays étendu, composé de terres peu différentes dans leurs facultés naturelles de production, la baisse des profits occasionnée par cette cause ne serait que très lente, il est à croire que, pendant un temps considérable, les améliorations dans l'agriculture, en y comprenant naturellement le perfectionnement des instruments et des machines qui servent à la culture de la terre, ainsi que le progrès des méthodes agronomiques, il est à croire, dis-je, que toutes ces améliorations feraient plus que balancer l'effet de la première cause.

Une seconde circonstance qui contribuerait à produire le même effet, ce serait un redoublement d'activité personnelle parmi les classes ouvrières. L'activité des hommes diffère beaucoup d'un pays à l'autre, et dans un même pays à des époques différentes. Le travail qu'un Hindou, ou un Indien de l'Amérique méridionale fait dans un jour, ne saurait se comparer à celui d'un Anglais; et on a même prétendu que, quoique le prix des journées de travail en Irlande ne soit que la moitié de ce qu'il est en Angleterre, l'ouvrage ne revient réellement pas à meilleur marché dans le premier pays que dans le second ; quoiqu'il soit reconnu que des ouvriers irlandais une fois en Angleterre, aidés de bons exemples et encouragés par des salaires suffisants, sont capables de travailler autant que leurs camarades anglais.

Ce dernier exemple suffit pour prouver combien l'activité personnelle des classes ouvrières diffère dans un même pays à des époques différentes, et combien doit par conséquent être inégal le produit d'un nombre donné de journées de travail, pendant que la société s'élève de l'insouciance du sauvage à l'activité de l'homme civilisé. Cette activité, il est vrai, paraît, jusqu'à un certain point, se manifester toujours lorsque le besoin s'en fait sentir le plus, c'est-à-dire lorsqu'il y a beaucoup d'ouvrage à faire et peu d'ouvriers pour l'exécuter. L'activité personnelle de l'Indien de l'Amérique méridionale, de l'Hindou, du serf polonais et du paysan irlandais, peut varier en effet beaucoup d'ici à cinq cents ans.

Une troisième circonstance qui n'est pas rare, peut encore produire un effet considérable sur les profits, c'est la hausse inégale de quelques portions du capital, lorsque le prix du blé monte par suite d'un surcroît de demande. Une telle hausse, lorsqu'elle se continue pendant quelque temps, entraîne généralement l'augmentation du prix du travail et la baisse de la valeur de la monnaie. De plus, elle a pour effet de modifier profondément le prix d'un grand nombre de denrées nationales, par l'inégale pression des impôts et l'inégal accroissement du prix des mar-

chandises étrangères, et aussi des marchandises fabriquées dans le pays avec des matières premières achetées au-dehors. La hausse du blé et des salaires au-dedans n'élèvera pas proportionnellement le prix de ces produits. En tant que ces mêmes produits, réunis aux taxes, forment une portion du capital du fermier, il en faudra une quantité moindre pour le rétablir, et cela en raison de l'augmentation de leur valeur. Cette remarque s'applique au cuir, au bois, au savon, à la chandelle, aux cotonnades, aux lainages, etc., toutes productions qui entrent plus ou moins dans le capital du fermier ou dans les salaires du travail, et obéissent plus ou moins, quant à leurs prix, aux lois de l'importation.

Une quatrième circonstance qui favorise l'accroissement des profits, c'est la baisse qu'amènent dans le prix de certains produits manufacturés importants, comparés au blé, les perfectionnements mécaniques. Ces perfectionnements produisent toujours une diminution dans les salaires en nature du travailleur, mais sans entraîner toutefois une diminution proportionnelle dans son bien-être. Or, si le prix en argent des produits du fermier s'accroît, sans que s'accroisse en même temps le prix du travail et des objets dont il fait l'avance, ses profits doivent nécessairement grandir.

Il nous semble donc, qu'en pratique et dans l'état actuel des choses, la baisse qu'entraîne nécessairement, dans les profits agricoles, le surcroît de travail consacré à produire la même quantité de nourriture, peut être tellement combattue et tellement maîtrisée par d'autres causes, que l'action exercée par la concurrence des capitaux peut encore avoir une grande influence.

Les faits à l'appui de cette conclusion sont nombreux et irréfutables. On peut dire, effectivement, que les différences observées dans le taux des produits chez plusieurs peuples, aux époques de guerre ou de paix, naissent principalement de l'abondance ou de la rareté du capital et des profits comparés à la demande, et non de la puissance plus ou moins productive du travail agricole. A tous les faits déjà cités, j'en ajouterai un seul qui me paraît plus que suffisant, pour résoudre la question ; et comme c'est dans notre propre pays que ce fait est survenu, nous sommes parfaitement à même d'en faire l'examen le plus approfondi.

Depuis l'avènement de Georges II, en 1727, jusqu'au commencement de la guerre en 1739, l'intérêt de l'argent était fort peu au-delà de 3 p. 0/0. Les effets publics qui avaient été réduits à 4 p. 0/0, montèrent immédiatement après cette réduction. D'après Chalmers, le taux *na-*

turel de l'intérêt se maintint régulièrement à 3 p. 0/0 [1]; et nous voyons, par un discours de sir John Barnard, que les rentes de l'État à 3 p. 0/0 se vendaient avec avantage sur la place. En 1750, après la fin de la guerre, les 4 p. 0/0 furent réduits à 3 1/2 pendant sept ans, et depuis ce temps-là ils sont toujours restés réduits à 3 p. 0/0 [2].

Abstraction faite du temps de la guerre, nous avons une époque de vingt-deux ans, pendant laquelle le taux général de l'intérêt a été entre 3 1/2 et 3 p. 100.

Les variations temporaires dans la valeur des effets publics, ne sont pas sans doute une mesure exacte du taux des profits, ni même du taux de l'intérêt ; mais lorsque la valeur de ces effets reste presque invariable pendant quelque temps, on doit les regarder comme approchant d'une mesure exacte de l'intérêt. Et toutes les fois que les créanciers d'un gouvernement aiment mieux consentir à une grande réduction des intérêts qu'ils recevaient auparavant, qu'à être remboursés de leurs créances, c'est la preuve la plus décisive de la grande difficulté de trouver des placements avantageux pour les capitaux, et c'est, par conséquent, la preuve la plus convaincante qu'on puisse donner de la faiblesse des profits.

Après un intervalle de près de soixante-dix ans, depuis le commencement de l'époque citée ci-dessus, et de quarante ans depuis son expiration, période pendant laquelle une grande accumulation de capital avait eu lieu, et une quantité extraordinaire de nouveaux terrains avaient été mis en culture, nous trouvons une série de vingt ans, pendant lesquels le taux courant de l'intérêt a été au-dessus plutôt qu'au-dessous de 5 p. 100 ; et il y a certainement tout lieu de croire, d'après la rapidité extraordinaire avec laquelle s'opérait le remplacement des capitaux après leur destruction, que le taux des profits en général était tout à fait en proportion de ce taux élevé de l'intérêt.

On sait combien il était difficile d'emprunter sur hypothèque pendant une grande partie de cette époque, et quoique le poids de la dette publique eût pu naturellement exciter quelques craintes et engager les possesseurs de fonds disponibles à les placer de préférence sur hypothèque territoriale, il paraît cependant, d'après les rapports d'Arthur Young, que le pied sur lequel on achetait des biens-fonds était, en 1811, de 29 1/4 années de revenu, et, quarante ans auparavant, de 32

[1] Voy. ***Evaluation de la puissance de la Grande-Bretagne***. Chap. 7, p. 115.
[2] ***Id***. chap. 7, p. 120.

32 1/2 [1], ce qui est la preuve la plus palpable qu'on puisse concevoir, d'une augmentation des profits du capital engagé dans l'agriculture.

La nature de ces faits, et l'état des choses aux époques où ils arrivèrent, font voir de la manière la plus évidente que l'excès ou le manque *relatif* de capital a, selon toute probabilité, un rapport intime avec eux : car ils eurent lieu dans un des cas cités, pendant la paix, lorsqu'il n'y avait qu'une faible demande pour les produits de l'agriculture ; et dans l'autre, dans un état de guerre accompagné d'une demande extraordinaire pour ces produits. Maintenant la question qui reste à décider, c'est de savoir, si les circonstances que nous avons énoncées dans cette section, suffisent pour expliquer en théorie, comment ce principe peut avoir son plein effet, malgré l'accumulation croissante du capital et la culture progressive de nouveaux terrains, de manière à faire que les profits soient faibles à l'origine et forts vers la fin de ces progrès agronomiques. Quoi qu'il en soit, il faut donner une explication des faits, car ils sont manifestes et frappants. D'autres du même genre se reproduisent même si fréquemment, qu'il m'est impossible de ne pas les regarder, comme les témoignages les plus certains de la fausseté de toute théorie des profits qui ne serait pas d'accord avec eux.

Au commencement de la première des deux époques dont il a été fait mention, on sait que le prix du blé était tombé ; cependant les salaires des ouvriers non-seulement n'avaient pas baissé dans la même proportion, mais bien des auteurs les ont même considérés comme ayant monté. Adam Smith regarde la baisse du blé et la hausse des salaires des journaliers, pendant les soixante premières années du dernier siècle, comme un fait établi [2] ; mais Arthur Young, dans les recherches très utiles sur les prix du blé et des journées de travail, publiées dans les *Annales d'agriculture*, paraît croire, avec quelque raison, que ce fait n'est pas suffisamment authentique, et qu'il se trouve d'ailleurs un peu en contradiction avec la faible demande qu'il paraît y avoir eue de bras et de produits, et le progrès comparativement lent de la population, que l'on a à signaler pendant l'époque en question [3]. Mais, en admettant même un prix stationnaire du travail, accompagné d'un prix

---

[1] *Annals of Agriculture*, n° 270, p. 96 et 97, et n° 271, p. 215. M. Young fait paraître une grande surprise sur ces résultats, et ne semble pas bien comprendre que le nombre d'années de revenu qu'on donne pour l'achat d'un fonds de terre n'a rien à faire avec les prix, et n'indique que l'abondance ou la rareté du capital flottant, comparé au moyen de le faire valoir.

[2] *Richesse des nations*. Liv. I, chap. 11, p. 278

[3] *Annals of Agriculture*, n° 270, p. 265.

décroissant du blé, la diminution des profits de l'agriculture se trouvera expliquée sur le champ. Un tel état des prix a pu à lui seul être plus que suffisant pour compenser les effets provenant de ce que des terres assez fertiles se trouveraient encore incultes. Si nous ajoutons que les autres déboursés appartenant au capital du fermier, tels que le cuir, le fer, le bois de charpente, etc., avaient, dans cette supposition, haussé de prix, tandis que les principaux produits du sol allaient en baissant, l'explication du taux réduit des profits de l'agriculture se conçoit facilement, même dans un pays encore fertile. Quant au taux réduit des profits du commerce et des manufactures, il s'expliquerait tout naturellement par la proportion entre le capital et le nombre des ouvriers.

Dans l'époque suivante, depuis 1793 jusqu'en 1813, il est probable que toutes toutes les circonstances dont il a été fait mention dans cette section, ont concouru à faciliter l'intervention du principe qui repose sur le rapport entre le capital et le nombre des ouvriers.

D'abord il est incontestable que pendant ces vingt ans, beaucoup d'améliorations se sont opérées dans l'agriculture, tant par rapport aux méthodes de culture en général, qu'aux instruments qui y sont employés ou qui tendent à faciliter, d'une manière quelconque, les opérations nécessaires pour faire apporter au marché les produits du sol. En second lieu, l'usage plus général de donner des ouvrages à la tâche, pendant ces vingt ans, et l'emploi plus grand des femmes et des enfants, produisirent sans contredit un grand redoublement d'activité personnelle; et il fut nécessairement fait plus d'ouvrage par le même nombre de personnes et de familles, que par le passé.

Si à ces deux causes nous ajoutons la baisse qu'entraîne dans la valeur des objets manufacturés, l'emploi de machines perfectionnées et la hausse du prix du blé, par suite de la multiplication des demandes; si nous admettons, en même temps que la valeur de la plupart des marchandises étrangères et indigènes ne s'est pas accrue dans la même proportion, nous verrons que l'effet produit par le défrichement des terrains inférieurs doit très probablement se trouver annulé. Dans la situation actuelle d'un grand nombre de pays et dans leur état probable d'ici à quelques siècles, nous pouvons admettre, en toute sécurité, cette hypothèse, lorsqu'elle sera nécessaire pour le raisonnement.

Ainsi je ne doute pas, par exemple, que le taux des profits ne s'élève pendant les vingt premières années du vingtième siècle et ne dépasse la moyenne des vingt années dans lesquelles nous entrons actuellement; en admettant, cependant, que cette dernière période plus rap-

prochée de nous s'écoule au milieu d'une paix profonde et d'une grande abondance de capitaux, tandis que l'autre époque serait caractérisée par la guerre, par des capitaux insuffisants pour répondre aux besoins, par un commerce en voie de développement, enfin par une demande plus considérable de produits agricoles, analogue à celle qui se manifesta de 1793 à 1815.

S'il en est ainsi, — et tout justifie notre supposition, — il en résulte que dans l'état actuel des choses et de la plupart des nations, le taux des profits, pour des époques limitées, dépendra plus des causes qui influent sur l'abondance ou la rareté des capitaux et sur les conditions du marché, que de la fertilité des derniers terrains mis en culture. Insister sur ce dernier fait comme sur la seule, ou même la principale cause qui agisse sur les profits, c'est donc marcher vers des conclusions radicalement erronées. En étudiant les causes de la baisse des profits, Adam Smith a omis cette considération importante et sa doctrine en a été compromise ; mais dans ce qu'il dit relativement à l'abondance, à la lutte des capitaux, il se rapproche beaucoup plus de la vérité [1] que ceux qui s'appuient uniquement sur la nature des dernières terres exploitées.

Les preuves de ce principe se montrent chaque jour dans des cas particuliers, individuels. Si on dépense 100 l. st. pour produire douze cents mètres de calicot, qui se vendent à raison de 120 l. st., le profit sera de 20 pour 100. D'un autre côté, si la rente ne donne que 110 l. st., le profit sera seulement de 10 pour 100 ; dans les deux cas, la valeur de l'étoffe sera déterminée par l'état de l'offre et de la demande. Les salaires en argent du travailleur et la valeur de l'argent pourront rester les mêmes ; mais il faudra une autre quantité de produits pour reconstituer le capital [2]. Dans le premier cas, il faudra mille mètres ; dans le second, près de onze cents. Il n'en est pas moins évident que ce surcroît de produits nécessaires pour rétablir le capital est la *conséquence*, et non la *cause* de la baisse des profits. La cause réelle, c'est la baisse dans la valeur du produit obtenu avec la même quantité de travail ou de capital.

Si, au lieu de supposer que la même quantité de produits a été obtenue avec la même somme de capital et se vend à différents prix, nous

---

[1] Il faut convenir qu'en parlant des effets de l'accumulation et de la concurrence sur les profits, Adam Smith a eu en vue un territoire limité, une population et une demande bornées ; mais l'accumulation du capital, dans de telles circonstances, comprend toutes les causes qui peuvent influer sur les profits.

[2] Le lecteur sait quelles corrections il faut faire pour le capital fixe.

supposons que les prix et les quantités produites varient en même temps, ce qui est l'état actuel des choses, il n'en sera pas moins vrai que les profits se règlent sur cette portion du produit qui sert à reconstituer le capital; et cela, indifféremment, que la quantité attribuée aux profits soit de cent ou de quatre cents mètres, que le travail consacré à la culture soit plus ou moins productif; car les profits dépendent de la *proportion* des valeurs, et non de leur quantité.

On dira peut-être, et avec raison, que les prix ordinaires des marchandises ne se règlent pas sur l'état accidentel du marché, mais sur les frais ordinaires de la production. Mais des profits ordinaires sont une des conditions nécessaires de l'approvisionnement continu des marchandises, et par conséquent un des éléments du prix qu'elles coûtent au consommateur. Or, les profits se déterminent spécifiquement par l'état général de l'offre comparée à la demande des produits obtenus avec la même somme de capital. Si une somme de fonds annuelle de 100 l. st. donne un produit qui, sur une moyenne de dix à douze ans, se vende 120 l. st., le taux ordinaire des profits sera alors descendu à 10 pour 100. La proportion destinée à rétablir le capital sera de 10/11, au lieu de 10/12 dans le dernier cas; et il est évident que cet accroissement se trouve être le résultat d'une diminution dans la valeur du produit créé avec le même capital primitif de 100 l. st.

Il semble donc que les profits, soit actuels, soit moyens, dépendent toujours de la différence dans la valeur des produits obtenus avec la même somme de capital, laquelle valeur est elle-même déterminée par l'état actuel ou ordinaire du marché et le rapport de l'offre à la demande.

Si maintenant, ce que je crois avoir établi, le travail est la mesure de la valeur, tout ceci revient à dire que les profits se règlent sur cette partie de la valeur du produit qui sert à rétribuer le travail; d'où il résulte, comme conséquence directe, que les profits ne baissent jamais, qu'au moment où la valeur du produit créé par la même quantité de travail diminue, et ne s'élève jamais qu'au moment où s'accroît la valeur de ce produit[1].

---

[1] L'éditeur anglais ajoute à ce passage la note suivante : « Il faut remarquer que les différentes causes qui influent, en réalité, sur les profits, et que l'auteur a énumérées dans cette section, se réduisent en définitive à une des deux grandes classes étudiées dans les deux sections précédentes. Ainsi les perfectionnements agricoles ou le redoublement de l'activié des agriculteurs, et par suite, l'augmentation de produits créés avec la même quantité de travail, appartient évidemment à ce qu'il a appelé le principe *restrictif* des profits ; tandis que les différentes circonstances qui affectent la valeur d'une même quantité de pro-

SECTION V. — OBSERVATIONS SUR LA THÉORIE DES PROFITS, DE M. RICARDO.

Selon M. Ricardo, les profits se règlent d'après les salaires, s'élèvent ou s'abaissent avec eux, ou, comme il l'a dit lui-même plus nettement dans une autre partie de son chapitre sur les profits [1] : « En « tous temps et en tous lieux, les profits dépendent de la quantité « de travail nécessaire pour fournir à l'ouvrier les objets essentiels à « son existence, sur les terres ou avec les capitaux qui ne donnent pas « de rente. »

Il est sous-entendu ici que les seules avances se réduisent à des salaires. Dans ce cas, les objets de première nécessité distribués à dix laboureurs doivent avoir été produits par moins de dix hommes, sous peine d'une disparition totale des profits. De plus, il est évident que les profits sur les objets destinés à rétribuer les dix laboureurs dépendent de la différence entre la totalité du produit et cette portion reconnue nécessaire pour payer les neuf, huit ou sept ouvriers dont le travail a servi à produire les salaires des dix autres.

On voit donc que la proposition de M. Ricardo se réduit absolument à dire que les profits se règlent sur la valeur de cette partie du produit qui sert à rétribuer le travail. Jusque-là cette théorie est parfaitement correcte. Mais dans l'application qu'il en a faite, il y a joint deux suppositions purement gratuites, et qui rendent l'ensemble de son raisonnement essentiellement faux. Ainsi il admet [2] :

1° Que les marchandises dont la production a exigé la même somme de travail se trouvent avoir toujours, en moyenne, la même valeur;

2° Que la valeur de la même quantité de travail varie dans le rapport même de cette portion du produit qui sert à rétribuer l'ouvrier. Cette valeur si changeante une fois prélevée sur le montant *présumé* invariable du produit, le reste détermine le taux des profits.

Si ces deux assertions étaient justifiables en fait, la théorie serait parfaitement exacte. Mais nous avons prouvé, dans la quatrième section du second chapitre, que les marchandises qui ont coûté la même

---

duits, obtenus avec un travail égal, appartiennent au principe *régulateur*. » Le lecteur aura sans doute remarqué, à son tour, que cette observation est tout au moins inutile, Malthus ayant pris soin d'avertir, au commencement de cette section, que les développements qu'elle contient ne sont qu'une conséquence des principes dirigeants qu'il avait posés, au sujet des variations des profits du capital. (M. M.)

[1] *Principes d'économie politique*, chap. 6, p. 108 et 128, 3e édition anglaise.

[2] *Ibid*, p. 111.

somme de travail et de capital sont soumises à de grandes variations de valeur, variations qui proviennent de la différence du taux et du montant des profits, qui doivent être ajoutés à la quantité de travail accumulé et immédiat consacré à les produire. De plus, nous avons démontré, dans la sixième section du même chapitre que, quelque variable qu'on suppose la quantité ou la proportion du produit réparti à chaque travailleur, la valeur de cette quantité et de cette proportion restera toujours la même.

Les profits se règlent donc évidemment sur un tout autre principe que celui établi par M. Ricardo. Au lieu d'être fixés par la valeur changeante d'une certaine quantité de travail employé, comparée à la valeur connue de l'objet produit, ils se règleront, au contraire, sur la valeur *variable* de cet objet, comparée à la valeur *connue* d'une certaine quantité de travail appliqué. C'est le renversement même de ses conclusions.

La vérité de cette opinion paraîtra encore plus frappante, si nous adoptons la supposition relative à la manière de se procurer les métaux précieux; supposition d'après laquelle ils se maintiendraient exactement à la même valeur, c'est-à-dire, si nous supposons qu'on les obtienne constamment par une même quantité de travail, et sans d'autres avances, sous forme de capital, que le simple nécessaire pour la subsistance d'un seul jour. Il est hors de doute que, dans ce cas, les métaux précieux conserveraient, plus complètement que dans tout autre, une valeur égale, puisqu'ils coûteraient la même quantité de travail qu'ils pourraient acheter. Mais, dans cette supposition, le prix métallique du travail resterait constamment le même. Nous ne pouvons cependant pas croire un seul moment, que cette impossibilité d'une hausse ou d'une baisse dans le prix métallique du travail, puisse en aucune manière empêcher ou interrompre la marche ordinaire des profits. L'accumulation constante des capitaux et la difficulté croissante de se procurer des subsistances, feraient infailliblement baisser les profits. Toutes les denrées à la production desquelles la même quantité de travail continuerait à être employée, avec l'aide cependant de capitaux de nature et de valeurs diverses, baisseraient de prix, et cela précisément au même degré dans lequel le prix de la denrée aurait pû être modifié auparavant par les profits. Et quant au blé, pour la production duquel plus de travail serait nécessaire, le prix métallique de cette denrée hausserait, malgré le capital dépensé pour la faire venir, précisément autant qu'il le faudrait pour réduire les salaires en blé au point de maintenir la population stationnaire. Dans ce cas, tous les effets sur les profits, que M. Ricardo attribue à l'augmentation des salaires

en argent, auraient lieu pendant que ces salaires et la valeur de l'argent se maintiendraient précisément au même taux. Il est évident que dans ce cas, les profits ne peuvent se régler que par le principe de la concurrence ou de la demande et de l'offre, qui déterminerait le degré dans lequel le prix des denrées doit baisser. Le prix de ces denrées, comparé [illegible] constant du travail, serait le régulateur principal du taux des profits.

Supposons maintenant, avec M. Ricardo, que l'or, au lieu d'être obtenu par le travail seul, exige le concours d'une certaine masse de capitaux circulants; on verra alors, comme nous l'avons déjà exprimé, que l'état des prix et la hausse du travail, tels qu'il les a entrevus dans la marche de l'agriculture, sont dus à une *baisse* dans la valeur de la monnaie, et non à une *hausse* dans la valeur du travail.

Pour mettre plus vivement en lumière un point aussi fondamental dans une théorie exacte des profits, supposons un pays approvisonné d'or par ses propres mines, et que l'on puisse toujours extraire de ces mines la même quantité de métal, avec la même somme de travail et de capital. Supposons encore qu'à une certaine époque, l'accumulation du capital ait devancé la demande effective des produits aux taux antérieurs, et voyons quelle serait l'influence de toutes ces choses sur le prix des marchandises et du travail. Il est évident que toutes ces marchandises que l'on continuerait à obtenir avec la même quantité de travail et la même somme de capital, baisseraient de valeur en raison de la surabondance. L'or, comme les autres, devenant plus commun, il en résulterait une division nouvelle du produit entre les travailleurs et les capitalistes : il en serait distribué une moins grande quantité à titre de profits et une plus grande quantité sous forme de salaires. Conséquemment les profits descendraient et les salaires en argent monteraient. Il resterait seulement à savoir, si la hausse des salaires en argent doit être considérée comme une hausse dans la valeur du travail ou une baisse dans la valeur de la monnaie. M. Ricardo a adopté la première explication, et il a basé tous ses calculs relatifs à la rente, aux salaires, aux profits sur cette donnée. Si la valeur du produit obtenu avec la même quantité de travail isolément, ou de travail joint à des capitaux [1], devait

[1] M. Ricardo se sert souvent des expressions *quantité de travail* et *quantité de travail et de capital*, quoiqu'il ne soit guère possible d'admettre que des machines et des objets divers puissent être estimés et comparés par rapport à la quantité. Les expressions qui conviennent pour designer les avances, d'après lesquelles s'évaluent les profits, sont ou la *quantité de travail* ou la *valeur du capital*. Elles sont équivalentes et donnent les mêmes résultats.

rester la même, comme il le suppose d'ailleurs, il est évident qu'une plus grande portion du produit servant alors à rétribuer le travail, la valeur du travail hausserait. Mais si la valeur du produit baisse, l'accroissement de la part affectée aux salaires ne signifiera plus que la valeur du travail s'est élevée, mais bien que l'ouvrier reçoit en plus grande quantité un objet qui a baissé de valeur. Et l'état de l'offre comparée à la demande, ainsi que les frais élémentaires de la production, prouvent assez que, dans le cas supposé, l'objet a réellement diminué de valeur. Nous avons admis que l'approvisionnement était devenu plus considérable, en raison de l'accroissement du capital, et sans que la puissance productive du travail ait varié. Un tel fait doit nécessairement amener la baisse des profits, et cette baisse continuera, tant que la concurrence des capitaux restera la même. Mais si le *taux des profits* a baissé, les frais de production ont dû baisser aussi. Dans ce cas, les conditions d'approvisionnement d'une certaine quantité d'or consisteront dans l'avance de la même somme de travail, avec la même somme de capital, mais avec des profits moins élevés. D'où il suit que le prix naturel de l'or sera moins élevé qu'auparavant pour l'acheteur.

Si l'on admet avec M. Ricardo qu'il faille une plus grande quantité de travail pour produire le blé qui sert à rétribuer le travail, on doit admettre en même temps tout ceci. Mais comme il se trouve qu'une baisse proportionnelle des profits a eu lieu, la diminution des éléments qui constituent les profits balance[1] l'augmentation des éléments du travail, laissant ainsi la *valeur* du travail sans changement, alors que l'accroissement du prix qu'il obtient naît de la baisse survenue dans la valeur de la monnaie. Maintenant, les conclusions de M. Ricardo lui-même démontrent que la valeur de la monnaie a dû nécessairement faiblir. D'après sa théorie, les prix des marchandises fabriquées avec des machines ordinaires resteront, dans le développement de la culture, à peu près les mêmes, tandis que le travail et toutes les matières premières hausseront. En mesurant donc la valeur de la monnaie par sa faculté générale d'acheter, on arrive à établir nettement sa dépréciation. Elle achète de certains objets la même quantité qu'auparavant, et, d'un bien plus grand nombre, elle ne peut acheter qu'une quantité moindre.

Si donc, dans le système de M. Ricardo, les marchandises produites avec la même somme de travail *paraissent* avoir la même valeur, cela vient uniquement de ce qu'il adopte pour mesure une monnaie qui, par

---

[1] Cet équilibre se produit, comme nous l'avons dit, dans les frais élémentaires des salaires variables d'un certain nombre d'hommes qui ne change pas.

sa composition même où il entre des profits, varie nécessairement avec les fluctuations de valeur des objets qu'elle est destinée à mesurer.

Mais relativement au grand principe *restrictif* qui, dans son système, parait régler seul les profits, c'est-à-dire, la difficulté croissante de produire des aliments, nous dirons que ce principe détermine uniquement la limite des profits possibles. Ainsi, il indique jusqu'à quelle hauteur ils peuvent s'élever et jusqu'où ils peuvent descendre. Dans le fait il agit constamment. Et s'il n'est pas combattu par d'autres influences, il tend à abaisser le taux des profits agricoles, et bientôt après à réagir sur toutes les autres industries. Mais, dans tous les cas, il agit constamment d'après les lois de l'offre et de la demande et de la concurrence.

Les raisons particulières qui font que les profits baissent par suite de l'épuisement graduel des terres sont, qu'en raison de la nature des objets de première nécessité et du sol qui les a produites, leur prix et leur utilité ne peuvent jamais s'accroître aussi rapidement que les frais nécessaires pour les obtenir. Quoique la valeur d'une quantité donnée de produits s'élève par suite du surcroît du travail consacré à leur production, l'état du marché fait néanmoins baisser la valeur du produit moindre obtenu avec la *même* quantité de travail, vu la puissance qu'a ce produit de payer de nouveaux ouvriers. Les bornes assignées au renchérissement futur du blé et à la demande qui en est faite, nous apparaissent ainsi fort distinctement. En négligeant, pour le moment, la question des importations, nous verrons que ces bornes se dressent précisément au moment où le produit des derniers terrains cultivés ne sert plus qu'à remplacer le capital et à faire vivre la population consacrée à les exploiter. Dans ce cas, les profits peuvent même atteindre leur minimum théorique. L'accumulation constante du capital *tendra* constamment à les faire descendre à ce niveau extrême, et ils ne sauraient jamais s'élever plus haut que le leur permet l'état de la terre.

Une grande abondance de capital, supérieure à l'importance des demandes, pourra cependant les faire descendre plus bas encore, même dans un territoire fertile. En réalité, ils sont rarement aussi élevés qu'ils pourraient l'être, eu égard à la condition actuelle du sol, combinée avec la quantité de nourriture assignée au laboureur aussi mesquinement que possible; d'un autre côté, ils sont rarement assez élevés pour arrêter l'accumulation ultérieure.

Il serait impossible de déterminer à l'avance les effets que produirait sur les profits des capitaux tout accroissement de fonds, ou

même tout accroissement dans la somme de travail nécessaire pour produire une quantité donnée de blé [1]. Quelque grande qu'on suppose l'augmentation du capital seul, on sait que certaines circonstances peuvent empêcher pendant longtemps la plus petite altération dans les profits. Et même, dans le cas où s'accroîtrait la somme de travail nécessaire pour produire le blé, c'est au principe de l'offre et de la demande, aux lois de la concurrence qu'il faudrait s'adresser pour savoir si l'accroissement du prix du blé aurait pour effet de rejeter *presque toutes* les nouvelles charges de la production sur l'ouvrier ou sur le capitaliste, ou de répartir la perte plus équitablement entre les deux, — ce qui arrive généralement.

Toute théorie des profits, établie en dehors du principe de l'offre et de la demande et de la concurrence, est donc nécessairement incomplète et inexacte.

---

[1] On a souvent avancé que les profits dépendent exclusivement de la puissance productive du travail. Si, par puissance productive du travail, on entend dire la *quantité* de produit obtenue au moyen d'une quantité donnée de travail, l'expérience de tous les jours prouve le peu de solidité d'une telle proposition. Si l'on entend exprimer la puissance de produire de la *valeur*, il est évident alors que les profits reposent sur cette faculté productive. Cette vérité est renfermée dans la définition même des profits, c'est-à-dire l'excédant de valeur du produit sur celle des avances ou d'une quantité connue de travail avancé. C'est précisément ce que nous avons exposé plus haut; mais il est bon de ramener toujours les termes à leur véritable signification.

CHAPITRE VI.

DE LA DISTINCTION ENTRE LA RICHESSE ET LA VALEUR.

—

Adam Smith dit avec raison qu'un homme est riche ou pauvre, selon le degré dans lequel il peut se procurer les choses nécessaires, utiles et agréables à la vie. Il suit de cette définition, que si la main libérale de la nature prodiguait toutes ces choses à chaque habitant d'un pays, de manière à satisfaire amplement tous ses désirs, un tel pays serait riche au plus haut degré, quoiqu'il ne possédât rien qui eût une valeur échangeable ou qui pût payer une seule heure de travail.

Dans un tel état de choses, la richesse n'a certainement rien de commun avec la valeur échangeable. Mais cet état de choses n'existe pas, et n'existera probablement jamais. Et comme la nature, dans sa liberté, ne donne gratuitement à l'homme qu'un petit nombre des choses nécessaires, utiles et agréables à la vie, et, de plus, comme le grand stimulant du travail, c'est le désir de posséder ce qui ne peut s'acquérir que moyennant quelque effort ou sacrifice, on verra que, dans la situation actuelle de l'homme sur la terre, la richesse et la valeur échangeable, quoique étant des choses tout à fait distinctes, ont cependant plus de rapports entre elles que quelques personnes ne l'ont pensé.

La différence devient parfaitement visible, quand on considère les quantités différentes d'une même denrée qui, dans des circonstances diverses, ont une valeur égale. Les bas ne perdent pas la moitié de la propriété qu'ils possèdent de contribuer au bien-être et à la commodité de celui qui les porte, par cela seul qu'au moyen de machines perfectionnées, on peut les fabriquer à moitié prix, ou, ce qui revient au même, parce que leur valeur échangeable a été réduite de moitié. On conviendra sans difficulté, que l'homme qui possède deux paires de bas de la même qualité, au lieu d'une seule paire, possède réellement, pour ce qui regarde les bas, le double de choses utiles à la vie.

Cependant, et même dans ce cas, il n'est pas, sous tous les rapports, deux fois plus riche. Si en effet, il a destiné ces bas à son propre usage, il est réellement plus riche du double, mais s'il veut les échanger contre

d'autres objets, sa richesse ne se trouve plus doublée [1]; car avec une paire de bas, on peut dans certaines circonstances, acheter plus de travail et d'autres denrées qu'avec deux ou même trois paires. C'est ce qui arrive, quand on introduit de grands perfectionnements dans les machines qui servent à fabriquer les bas. Dans tous les cas semblables, la nature de la différence entre la richesse et la valeur est suffisamment marquée.

Mais lorsqu'on compare des objets de nature différente, il n'y a aucun autre moyen d'estimer le degré de richesse que la possession et la jouissance de ces objets donnent au possesseur, que de les estimer respectivement d'après leur valeur relative d'échange. Si un homme a une certaine quantité de tabac, et un autre une certaine quantité de mousselines, il est impossible de déterminer lequel des deux est le plus riche, autrement qu'en observant combien de valeurs chacun obtient en échange au marché. Et même, si un pays exporte du blé et importe des dentelles et de la batiste, quoique le blé ait une valeur d'utilité plus marquée et plus positive que toute autre marchandise, il faudra faire l'évaluation précisément de la même manière. Les objets de luxe sont une partie de la richesse, aussi bien que les objets de première nécessité. Le pays n'aurait point reçu des dentelles et de la batiste en échange pour son blé, si sa richesse ou la somme totale de ses produits nécessaires, utiles ou de luxe, ne se trouvait augmentée par suite d'un tel échange, et cet accroissement de richesse ne peut se mesurer d'aucune autre manière, que par l'accroissement de valeur qui en résulte, et qui est fondé sur ce que les objets importés sont plus recherchés et plus estimés que ceux qu'on exporte en échange.

La richesse cependant, il faut le reconnaître, n'augmente pas toujours dans la même proportion que la valeur ; car une augmentation de valeur, peut quelquefois accompagner une diminution réelle des objets

---

[1] Il est inexact d'avancer que le possesseur d'un objet, que le perfectionnement de la puissance productive a permis d'établir à un taux inférieur à celui auquel il était coté auparavant, ne dispose pas d'une valeur plus forte qu'avant cette baisse de prix. Qu'il consacre cet objet à sa consommation personnelle, ou qu'il l'échange contre d'autres objets, peu importe ; le fond de la question est toujours le même. Le possesseur de bas, dans les circonstances où le place l'auteur, est réellement plus riche de tout ce que la baisse de prix lui a permis d'épargner. Il jouit d'un revenu plus grand, d'une faculté d'acheter plus étendue. L'épargne qu'il fait est, s'il ne veut pas l'employer à une destination reproductive, une somme disponible qu'il peut consacrer à se procurer des objets autres que des bas, et à encourager d'autres branches de la production générale. (M. M.)

de consommation ; mais elle n'augmente pas non plus en raison de la simple quantité des choses qu'on comprend sous la dénomination de richesse, parce que les différents objets dont cette quantité se compose peuvent ne pas être assez en rapport avec les besoins et les moyens de la société, pour acquérir la valeur qui leur est propre. La plus utile des denrées, quant à ses propriétés intrinsèques, si la quantité en est excessive, perd non-seulement sa valeur d'échange, mais encore le pouvoir de satisfaire aux besoins de la société, relativement à sa quantité totale. Une partie de cette denrée perd par conséquent sa qualité de richesse. Si tout à coup les chemins de fer ou de terre et les canaux de l'Angleterre étaient bouleversés et détruits, de manière à empêcher tout transport et échange de marchandises, il n'y aurait d'abord aucune diminution de produits, mais il y aurait à l'instant même une effrayante diminution et de valeur et de richesse. Une grande quantité de marchandises perdraient tout à coup leur valeur, parce qu'elles seraient devenues absolument inutiles; et quoique d'autres objets monteraient de valeur dans certains endroits, cependant, d'après le défaut général de moyens d'acheter, cette hausse partielle ne compenserait nullement la baisse générale. La totalité de la valeur échangeable des produits, estimée en travail, en blé ou en argent, se trouverait diminuée de beaucoup ; et il est tout à fait évident que la richesse nationale serait essentiellement réduite, c'est-à-dire, que la société ne pourrait pas à beaucoup près satisfaire ses besoins aussi bien que par le passé.

Il paraît donc que la richesse d'un pays dépend en partie de la masse des produits obtenus par le travail national, et en partie de l'équilibre qui s'établit entre ces produits et les besoins, les facultés de la population existante, de manière à leur donner une valeur.

Mais le rapport le plus intime qui existe, peut-être, entre la richesse et la valeur, tient à ce que la seconde est constamment nécessaire pour la production de la première. Dans l'état actuel des choses, il est impossible d'acquérir une quantité un peu considérable de richesse sans se donner beaucoup de peine ; et à moins que le prix que les individus ou la société mettent à l'objet produit ne compense le sacrifice qu'on a fait pour l'obtenir, une telle richesse cessera d'être produite à l'avenir. Si la production d'un tel objet n'exige que du travail, comme cela arrive pour ramasser des crevettes, ou pour cueillir des mûres ou des fraises des bois, et quelques autres occupations purement manuelles, il est évident que cette richesse ne sera recueillie, et ne servira à satisfaire certains besoins de la société, qu'autant que sa valeur

totale pourra rétribuer une somme de travail égale à celle qu'il a fallu pour l'acquérir.

Si la nature de l'objet que l'on désire se procurer exige des avances sous forme de capital, comme cela arrive le plus souvent, quelle que soit d'ailleurs la personne qui fournisse ce capital, que ce soient les ouvriers eux-mêmes ou d'autres individus, — la production de l'objet n'aura pas lieu, à moins que le prix que la société attache à ce produit, autrement dit sa valeur d'échange, ne suffise non-seulement pour rembourser toutes les avances qui ont été faites afin de l'obtenir, mais encore pour payer les profits ordinaires du capital, c'est-à-dire pour rétribuer une somme de travail additionnel égale à ses profits.

C'est donc évidemment la valeur attachée aux produits, ou le sacrifice en travail et en autres objets qu'on est disposé à faire, afin d'acquérir ces produits, qu'on peut regarder, dans l'état actuel de la société, comme la seule cause de l'existence de la richesse ; et cette valeur repose sur les besoins de l'espèce humaine, et sur la propriété que possède chaque produit de satisfaire ces besoins, indépendamment de la quantité réelle de travail que ces choses ont pu coûter, soit pour les recueillir, soit pour les créer. C'est cette valeur qui est non-seulement le grand stimulant à la production de toute espèce de richesse, mais qui est également le grand régulateur des formes que prendra la richesse, et des quantités relatives dans lesquelles elle existera. Aucune espèce de richesse ne peut être pendant longtemps apportée au marché, à moins que quelque portion de la société ne lui reconnaisse une valeur égale à son prix naturel ou nécessaire, et n'ait les moyens et la volonté de faire un sacrifice proportionné pour l'acquérir. Un impôt peut faire cesser tout à coup la création d'un produit, si personne dans la société n'est disposé à y mettre un prix égal aux nouveaux frais qu'il faut ajouter à sa production. Et d'un autre côté, la quantité d'un produit ira toujours en augmentant, aussi longtemps que le nombre des personnes qui peuvent et qui veulent y mettre un tel prix ira en croissant.

En un mot, le prix courant des choses est la cause immédiate de tous les grands efforts auxquels la société se livre pour produire la richesse ; ce prix courant exprime toujours—quand les rapports de l'argent au travail sont bien connus— d'une manière claire et non équivoque, la valeur échangeable des produits dans le temps et le lieu où ils sont échangés, et il ne diffère du prix naturel et nécessaire qu'autant que l'état *actuel* de la demande et de l'offre, par rapport à chaque objet en particulier, peut différer de l'état *ordinaire* et *moyen*.

M. Ricardo est, je pense, le premier écrivain remarquable, qui se soit

attaché à établir nettement la distinction qui existe entre la valeur et la richesse. Il me paraît avoir rendu en cela un service réel et incontestable à l'économie politique ; mais l'opinion toute particulière qu'il a eue de la valeur échangeable en la faisant reposer sur la quantité de travail consacrée à la production, l'a conduit à exagérer l'importance de cette distinction.

S'il était vrai que la grande mesure de la valeur en échange des marchandises fût réellement celle qu'il préconise, cette valeur dépendrait uniquement des difficultés de la production et ne serait plus pour nous qu'une mesure imparfaite de la richesse. Si, au contraire, la mesure générale de la valeur d'une marchandise est, comme je crois l'avoir montré, la quantité de travail qu'elle peut commander, on se trouve avoir ainsi un étalon parfaitement intelligible et avec lequel on peut évaluer la richesse, de la manière la plus approximative.

On peut donc dire, en envisageant avec justesse la masse des valeurs dans tout pays, que les causes générales et permanentes qui tendent à accroître le plus puissamment la richesse, tendent aussi à accroître la valeur, et cela, malgré le peu d'accord qui existe en général dans le développement de ces deux termes. De plus, si l'on envisage la totalité des produits d'un pays, on verra que l'abondance a généralement pour effet d'en faire hausser la valeur, à moins qu'il ne s'agisse cependant de ces crises temporaires nommées encombrement, trop plein. Car il faut reconnaître que, dans les circonstances de ce genre, la richesse entière d'un pays serait loin d'être en proportion avec un accroissement de produits aussi exceptionnel.

Il serait certainement à désirer qu'on pût évaluer la richesse des différentes nations, de manière à en faire sortir des rapports sérieux et féconds. Mais évaluer ces richesses au moyen de la *quantité* prise isolément et sans avoir égard à la valeur des produits, serait faire l'opération la plus futile, la plus illusoire. A quoi arriverait-on, en effet, si l'on se prenait futilement à comparer la quantité de vin produite en France avec la quantité de suif fabriquée en Russie, ou encore si l'on mettait en rapport l'étain de Cornouailles avec la masse des cotons bruts recueillis aux États-Unis ?

Nous ne ferions pas faire un pas de plus à la question, si nous prenions comme mesure de la richesse, cet élément d'appréciation que nous donne la quantité de travail immédiat accumulé dans la production de certaines marchandises. En effet, nous nous trouverions avoir laissé ainsi de côté toute cette portion de richesse qui

dérive de la fertilité du sol, des produits spéciaux au pays, et de cette grande masse de profits que donnent les capitaux fixes et circulants.

Il n'en serait plus de même, si nous prenions comme mesure générale de la richesse d'un pays, la quantité de travail type que le produit total de ce pays peut commander ou obtenir en échange. Cette mesure comprendrait, en effet, tous les avantages départis à certains pays par la nature spéciale de leurs productions, la supériorité naturelle ou acquise de leur sol, l'ensemble des profits qu'ils retirent de leurs capitaux fixes et circulants. La quantité de travail contre lequel s'échangerait le produit total, d'après le prix actuel en argent du travail et des différentes marchandises à telle époque déterminée, pourrait être considérée comme une appréciation suffisamment approximative du revenu brut du pays; et l'excédant de ce revenu sur la valeur du travail immédiat et accumulé, consacré à le produire, deviendrait ainsi une évaluation de ce qu'on a souvent appelé le revenu net, c'est-à-dire la masse des rentes, des profits, des impôts obtenus au moyen de ces avances.

Les résultats produits par ce système d'évaluation correspondraient assez bien, en général, avec ceux qu'on obtiendrait en appréciant la richesse relative des différents pays au moyen d'observations attentives et pratiques.

Ainsi, un pays agricole, pourvu d'un terrain peu fertile et d'une population généralement employée à la culture, serait considéré par tous comme un pays pauvre. Étudiée au moyen du critérium proposé, la valeur de sa production totale apparaîtrait, tout d'abord, comme très minime, relativement à l'étendue du territoire; en creusant plus avant dans cette étude, on verrait que la quantité de travail type que cette valeur pourrait rétribuer, dépasserait de bien peu la quantité de travail consacrée à la produire.

Un pays presque exclusivement voué à l'agriculture, mais possédant un sol fertile, nous paraîtrait avoir un revenu brut plus considérable et une population beaucoup plus dense, les deux territoires ayant la même étendue, que celle du pays étudié plus haut. De plus, on y trouverait un corps nombreux et opulent de propriétaires fonciers faisant vivre des légions d'employés et de domestiques; enfin, au haut de l'échelle sociale serait probablement un souverain rendu puissant et riche par la force militaire que les revenus du pays lui permettraient d'entretenir. Ce pays se ferait remarquer par l'importance relative de

son produit net, et par le vaste excédant de la quantité du travail que ce produit lui permettrait de rétribuer, comparativement à la quantité qui a été employée pour obtenir ce produit.

Les pays presque exclusivement voués au commerce et à l'industrie sont généralement peu étendus; mais sur un territoire restreint, vivent des populations nombreuses et circulent des produits abondants. Cette grande richesse d'hommes et de produit net est néanmoins peu sensible, et il faut avoir recours à notre système pour la mettre en saillie. Nous verrons alors que la richesse du pays est considérable, relativement à la superficie du pays; mais nous verrons aussi que l'excédant de travail, rétribué par la valeur totale du produit, n'est pas aussi fort que dans l'exemple précédent.

Si, maintenant, nous supposons un peuple doué de tous les avantages que nous avons répartis plus haut entre trois pays différents; si nous lui accordons un territoire fertile et bien cultivé, une industrie et un commerce en pleine activité, il est évident qu'il devra offrir à l'œil de l'observateur tous les signes de l'opulence, de vastes fortunes territoriales et industrielles, de grands et magnifiques monuments, des revenus considérables, des classes vivant au sein d'un loisir tout aristocratique.

En y appliquant notre critérium, nous aurions indubitablement à y constater une richesse énorme. Il est probable qu'un tel pays n'entasserait pas sur un petit espace un nombre d'hommes et de produits aussi considérable que celui qu'on retrouve en Hollande, à Hambourg, à Venise, dans toutes les contrées où se pressent les cités et où agissent exclusivement l'industrie et le commerce; mais il serait plus riche, relativement à la population. Si, par suite de la fécondité du sol et du perfectionnement des méthodes de culture, il arrivait qu'un petit nombre de bras fût seul consacré à la terre; si, d'un autre côté, les goûts de la nation étaient de nature à encourager la production des objets d'agrément ou de luxe, plutôt que les services purement domestiques et personnels, la plupart de ces objets, ainsi que les produits naturels, acquerraient, relativement à la population, une valeur exceptionnelle. C'est ce qui arriverait, surtout dans le cas où l'on aurait eu à faire agir de grands capitaux fixes et des machines perfectionnées. Il est facile de concevoir en effet que, dans de telles circonstances, la valeur du produit total s'accroisse suffisamment pour commander le travail d'un nombre de familles trois ou quatre fois supérieur au nombre de celles actuellement engagées dans la production : il est sous-en-

tendu que ce travail serait évalué d'après le taux moyen des salaires payés aux travailleurs agricoles [1].

On comprendra parfaitement que le travail, acheté ou rétribué par les marchandises, ne peut être employé et considéré que comme une mesure. Dans le fait, il se rapporte aussi peu à la quantité de travail actuellement consacré à la production générale du pays, qu'une mesure linéaire de mille pieds au nombre de pieds-de-roi, qui peuvent exister dans la ville où aurait été prise cette longueur de mille pieds.

Encore moins avons-nous voulu dire qu'une mesure des valeurs pouvait nous servir à apprécier d'une manière satisfaisante toutes les variations de la richesse. Il est certains points où cette mesure se trouve évidemment en défaut. Et, d'abord, elle n'indique pas exactement la richesse des classes laborieuses de la société, ce qui est un vice capital. Secondement, comme elle ne tient pas compte de la valeur relative des métaux précieux, elle ne peut indiquer l'excédant de travail que tel pays peut acheter, relativement à un autre pays moins avancé. Troisièmement, elle n'indique pas suffisamment la somme des objets d'agrément ou de luxe qui dérivent d'une plus grande habileté et de machines perfectionnées. Il serait peut-être utile de déterminer jusqu'à quel point, dans le premier cas, on pourrait prendre, pour évaluer la richesse d'un pays, un moyen terme entre le blé et le travail, au lieu de la mesure du travail type; et jusqu'à quel point, dans le second, peut-être même dans le troisième cas, on pourrait étendre ces observations au travail étranger, au lieu de les rattacher exclusivement au travail indigène [2].

Ce nouveau procédé n'aurait peut-être pour résultat que de bannir la simplicité et la facilité, sans racheter ces deux inconvénients par une exactitude suffisante. Mais qu'une mesure de la valeur puisse ou ne puisse pas servir à mesurer la richesse, il n'en est pas moins vrai qu'on ne saurait prétendre évaluer approximativement la richesse d'un pays, sans s'appuyer sur la valeur. Une étude attentive du sujet nous indique, entre la valeur et la richesse, des rapports si intimes, que la mesure de celle-ci peut, à elle seule, nous servir dans la pratique

---

[1] Cette évaluation serait nécessairement toute conjecturale. Mais le sol étant très fertile, et une grande partie de la valeur des produits industriels et des marchandises venant des profits du capital fixe, la conjecture acquerrait un certain caractère de vérité. Ainsi, en Angleterre, la valeur du produit annuel suffirait pour acheter le travail d'un nombre de famille double de celui actuellement en activité, si ce travail était payé au taux moyen du travail agricole.

[2] C'est ce que j'avais fait dans ma première édition.

pour apprécier l'opulence des différentes nations que nous voulons comparer entre elles. Il suffit, pour ne pas être exposé à des conclusions erronées, de connaître les vices de cette mesure, les points sur lesquels elle nous fait défaut : or, nous venons d'indiquer toutes ces circonstances [1].

[1] En comparant les États-Unis avec la plupart des autres pays, on évaluerait leur richesse trop bas, si l'on ne tenait pas compte de la grande quantité de blé accordée à l'ouvrier, du haut prix métallique du travail, ou du bas prix de la monnaie, toutes choses qui permettent à l'ouvrier américain d'acheter, en grande quantité, les produits étrangers.

En comparant l'Angleterre avec les pays du continent, il suffirait de tenir compte de l'infériorité de la valeur des monnaies.

LIVRE II.

CHAPITRE I.

DES PROGRÈS DE LA RICHESSE.

SECTION I. — EXPOSÉ DE L'OBJET PARTICULIER DE CES RECHERCHES.

Il n'existe guère de recherche plus curieuse, ou qui, par son importance, soit plus digne d'attention, que celle qui retrace les causes pratiques qui s'opposent aux progrès de la richesse dans différents pays, qui les arrêtent ou qui les retardent, alors que les éléments de la production n'éprouvent comparativement aucune diminution, ou sont, pour le moins, suffisants pour amener un accroissement considérable des produits et de la population.

Dans un ouvrage antérieur[1], j'ai recherché quelles étaient les causes qui, en réalité, maintiennent la population au niveau des moyens d'approvisionnement existants. Mon but, en ce moment, est d'indiquer quelles sont les causes principales qui influent sur cet approvisionnement, ou qui développent la puissance de la production sous forme d'une richesse croissante.

Au nombre des causes fondamentales, nécessaires, qui influent sur la richesse des nations, il faut incontestablement mettre au premier rang celles qui ont rapport à la politique et à la morale. La garantie des propriétés, sans laquelle, complète ou partielle, il ne saurait y avoir d'encouragement à l'industrie individuelle, dépend, avant tout, de la constitution politique d'un pays, de la bonté de ses lois et de la manière dont elles sont exécutées. Et ces habitudes qui tendent à rendre les hommes à la fois laborieux et probes, et qui sont par conséquent les plus favorables à la production et à la conservation de la richesse, reposent principalement sur les mêmes causes combinées avec l'instruc-

[1] *Essai sur le principe de population.*

tion morale et religieuse. Ce n'est cependant pas mon intention d'examiner ici à fond ces causes, toutes graves et influentes qu'elles puissent être ; je me bornerai principalement à l'examen des causes immédiates et directes de l'accroissement de la richesse, soit qu'elles proviennent de la politique et de la morale, soit qu'elles tiennent à d'autres circonstances plus essentiellement et plus directement du ressort de l'économie politique.

Il existe un grand nombre de pays qui ne diffèrent pas essentiellement sous le rapport des garanties accordées à la propriété, de l'instruction morale et religieuse de la nation, et qui néanmoins, possédant des avantages naturels à peu près égaux, font des progrès très différents vers la richesse. Voilà ce que je me suis surtout proposé d'expliquer dans ces recherches, en essayant également de rendre raison de certains phénomènes que nous rencontrons sur notre route, toutes les fois que nous jetons un coup d'œil sur les différents états de l'Europe ou du monde. Je veux parler des pays qui, avec de grands moyens de production, sont comparativement pauvres, et de ceux qui, avec de faibles moyens de production, sont comparativement riches.

Si les richesses réelles d'un pays qui n'est point exposé à de fréquentes déprédations, où à voir ses récoltes souvent ravagées, ne se trouvent pas, au bout d'un certain temps, à peu près en proportion avec la force productive de ce pays, c'est qu'il y a là manque d'un stimulant suffisant pour encourager une production constante. La question pratique qu'il faut résoudre, c'est donc de savoir quels sont les stimulants qui favorisent le plus directement, le plus puissamment la création constante et le progrès de la richesse.

—

SECTION II. — DE L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION, CONSIDÉRÉ COMME STIMULANT A L'ACCROISSEMENT CONTINU DE LA RICHESSE.

Plusieurs auteurs pensent que l'accroissement de la population est le seul stimulant nécessaire pour l'accroissement de la richesse ; car la population étant la grande source de consommation, doit, dans leur opinion, maintenir la demande d'un surcroît de produits, et, par suite, amener un accroissement soutenu dans les approvisionnements.

Il est impossible de nier que l'accroissement de la population ne soit un élément puissant et nécessaire de toute demande croissante ; mais il est évident, en pratique aussi bien qu'en théorie, que l'accroissement de population seul, ou, pour parler avec plus de précision, l'effort que fait la population pour atteindre la limite des subsistances, n'offre point

un stimulant assez puissant pour faire que l'augmentation de la richesse se continue. Si le besoin ou l'envie que peuvent avoir les classes ouvrières de posséder les choses nécessaires et utiles à la vie, était un stimulant suffisant pour engager à produire, aucun état en Europe, ni même dans le monde, n'aurait pu rencontrer d'autre limite à sa richesse que ses facultés productives ; et la terre aurait, il y a longtemps, contenu pour le moins dix fois autant d'habitants qu'elle en nourrit aujourd'hui sur sa surface [1].

Mais tous ceux qui connaissent la nature de la demande effective, comprendront parfaitement que, partout où le droit de propriété individuelle est établi, et où les besoins de la société sont satisfaits au moyen de l'industrie et des échanges, le désir qu'un individu quelconque peut avoir de posséder les choses nécessaires, utiles ou purement agréables, quelque fort qu'il soit, ne contribuera en rien à les faire produire, s'il n'existe pas ailleurs une demande correspondante pour quelques-unes des choses que cet individu possède. Un homme qui ne possède que son

---

[1] L'essentiel, pour déterminer si le développement de la population est favorable ou non à l'accroissement de la richesse, est de savoir de quels éléments se compose cette population. Si elle n'offre que des hommes qui, voués à l'impuissance par l'inertie de leur volonté, l'influence du climat, la dégénération de l'espèce ou la faute des institutions ne rendent pas hommage, par des efforts soutenus et intelligents, à la grande loi sociale du travail, sa multiplication est funeste à la prospérité et à la morale publiques. Une telle population grossit les rangs de la nation et les désorganise, sans en augmenter les revenus. Son existence est un mal social.

Mais, si au lieu de ces légions d'êtres improductifs et nécessairement déshérités, une nation présente le spectacle d'une race de travailleurs, énergique et éclairée, prévoyante et assidue, pourvue à la fois de cette dignité personnelle qui est l'inspiration du travail et de ce génie industriel qui en est le couronnement, alors, il n'y aura pas à craindre les nouvelles recrues qui viendront prendre place à côté de ces travailleurs, qui ne les auraient pas appelés à la lumière et aux exigences de cette vie, s'ils n'avaient pas eu les moyens de leur en préparer les voies. Chacun de ces nouveaux venus devient une force productive et un capital accumulé. Il en combine les profits avec le salaire de son travail ; et ces deux rémunérations s'identifient tellement dans sa personne, qu'il ne sait plus distinguer la force que Dieu lui a donnée de celle qu'il s'est donnée à lui-même. Il consomme, mais il crée et épargne. D'ouvrier, il est capable de monter au rang d'entrepreneur ; les classes supérieures de la société n'ont pas de bornes qu'il ne puisse prétendre à franchir. Il se développe dans la plénitude de sa puissance et de sa liberté. La vie moyenne s'étend, et il reste longtemps à son poste, utile à lui-même et à son pays. La pondération entre le fonds des avances et des consommations et la quantité des travailleurs, ne peut être que soigneusement maintenue ; garantie nécessaire au bien-être des peuples, dont les infaillibles effets sont de payer le travail du jour et d'assurer celui du lendemain. Telle est la seule population qui contribue au développement progressif de la richesse, la seule dont la science et la philanthropie puissent approuver l'accroissement. (M. M.)

travail, ne fait de demande de produits qu'autant que ceux qui en ont à leur disposition ont besoin de son travail. Et aucun travail productif ne sera jamais demandé, à moins que le produit qui doit en résulter n'ait une valeur plus forte que celle du travail qui a été employé à la créer. Il ne saurait y avoir un plus grand nombre de bras employés dans un genre quelconque d'industrie, par le seul motif de la demande que peuvent faire des produits de cette industrie les personnes qui y sont occupées. Il n'est point de fermier qui voulût se donner la peine de surveiller le travail de dix journaliers de plus, par le seul motif que la totalité de son produit rapportera au marché un excédant de prix égal à la somme additionnelle qu'il a donnée en payement à ses journaliers. Il faut, dans l'état prévu de la denrée en question sur le marché, quelque chose qui soit antérieur et étranger à la demande occasionnée par les nouveaux ouvriers, pour que le fermier soit amené à consacrer un nombre plus considérable de bras à la production de cette denrée.

On dira peut-être que l'accroissement de population doit faire baisser les salaires, et que, en diminuant ainsi les frais de production, il doit en résulter une augmentation des profits des capitalistes, et un encouragement à la production. Il est sans doute possible qu'un effet temporaire de cette espèce puisse avoir lieu, mais cet effet ne peut être évidemment que très restreint. La baisse des salaires ne peut aller au-delà d'un certain terme, non-seulement sans arrêter le progrès de la population, mais encore sans la faire rétrograder ; et avant que ce terme soit atteint, il arrivera probablement que l'accroissement des produits, causé par le travail du nombre additionnel de bras, aura assez fait baisser la valeur de ces produits, pour réduire les profits du capitaliste et l'amener à employer moins de bras [1]. Les producteurs des objets de première nécessité trouveraient certainement alors les fonds nécessaires pour rétribuer un plus grand nombre de travailleurs ; mais si les demandes effectives se trouvaient satisfaites, et qu'en dehors des con-

---

[1] L'influence de l'abaissement des salaires sur le développement de la production, est certainement limitée par la cause dont parle Malthus ; mais son action s'exerce bien plus généralement dans un sens contraire à l'accroissement des produits. La baisse du prix de la main-d'œuvre, dans une industrie spéciale, a pour effet de décourager les autres industries. Si elle pèse sur tous les travailleurs, toutes les branches de la production nationale en souffrent également. Dans ces deux cas, qui, dans leurs conséquences, sont identiques, le travailleur vendant moins cher ses services, est réduit à ne pouvoir acheter qu'une moins grande quantité d'objets. Les débouchés de l'industrie sont évidemment moins étendus. La diminution du coût de ces objets, susceptible d'être occasionnée par le retrait

sommations essentielles, il ne se fût pas établi le goût des objets de luxe ou des domestiques, il n'y aurait rien au monde qui pût exciter les producteurs à accroître le nombre de leurs ouvriers.

Il est donc évident, en théorie, qu'un accroissement de population, lorsqu'il n'y a pas d'occupation pour un nombre plus considérable d'ouvriers, doit être bientôt arrêté par le défaut d'emploi, et par la chétive subsistance de ceux qui sont employés, et ne saurait offrir l'encouragement nécessaire pour une augmentation de richesse proportionnée à la faculté de production.

Et s'il restait encore quelques doutes sur la *théorie* énoncée, un appel à l'*expérience* les ferait certainement disparaître. Il est à peine possible de porter nos regards sur aucune nation du monde, sans y trouver une confirmation frappante de ce que nous venons d'avancer. La richesse actuelle de la plupart des états connus est, presque universellement, fort au-dessous de leurs facultés productives ; et il arrive souvent que le progrès de la richesse est moins rapide dans les pays où l'encouragement donné par la population est le plus fort, c'est-à-dire, là où la population tend le plus fortement à atteindre la limite des subsistances. Il est évident que l'unique moyen raisonnable, le seul moyen même, par lequel nous puissions juger de l'effet produit par la population, quand elle agit seule à titre de stimulant de la richesse, consiste à porter nos regards sur les pays où, par l'excès de la population comparativement aux fonds destinés à faire subsister les classes laborieuses, l'aiguillon du besoin est le plus fort. Et si dans ces pays, qui possèdent néanmoins de grands pouvoirs de production, le progrès de la richesse est très lent, c'est assurément la preuve la plus évidente qu'il soit possible de déduire de l'expérience, que la population seule ne saurait créer une demande effective de richesse.

Supposer un accroissement réel et permanent de la population, c'est admettre précisément ce qui est en question. Il serait tout aussi raison-

---

souvent imprévu d'un grand nombre de consommateurs, ne peut-être qu'un incident passager. Les capitaux deviennent plus timides, la production se resserre, et en définitive, la quantité des objets consommables diminue sur le marché. — Les choses se passent ainsi, dans l'hypothèse où la baisse des salaires ne vient pas de l'introduction de moyens mécaniques perfectionnés. Dans le cas où elle est amenée par cette cause, la situation change de face. Le résultat définitif d'une baisse qui alors n'est que partielle et momentanée, ne peut être que l'extension de la production et du travail général, l'acheminement graduel des salaires vers un taux plus élevé et des moyens de consommation plus étendus mis à la disposition du travailleur. (M. M.)

nable de supposer une augmentation subite de la richesse ; car un accroissement réel et permanent de population ne peut exister sans une augmentation de richesse, dans une proportion égale ou presque égale. La véritable question, c'est de savoir si les encouragements donnés à la population, ou même si la tendance naturelle que la population a de s'accroître au-delà du capital qui doit la faire subsister, sont ou non, pris isolément, des stimulants suffisants pour accroître la richesse. Or, l'Espagne, le Portugal, la Pologne, la Hongrie, la Turquie et beaucoup d'autres pays de l'Europe, presque toute l'Asie, et la plus grande partie de l'Amérique, répondent nettement et négativement à cette question.

SECTION III. — DE L'ACCUMULATION OU DE L'ÉPARGNE QU'ON FAIT SUR LE REVENU EN VUE DU CAPITAL, CONSIDÉRÉE COMME STIMULANT A L'AUGMENTATION DE LA RICHESSE.

Ceux qui n'admettent pas que la population seule soit un stimulant suffisant pour l'augmentation de la richesse, sont en général disposés à tout rapporter à l'accumulation. Il est incontestable qu'aucun accroissement de richesse permanent et soutenu ne peut avoir lieu sans un accroissement constant de capital ; et je ne saurais être de l'avis de lord Lauderdale, qui croit que cet accroissement peut s'effectuer de toute autre manière qu'en épargnant sur le fonds qui aurait pu être destiné à la consommation immédiate, et en ajoutant ces épargnes au capital qui doit rapporter un profit, ou, en d'autres termes, en convertissant le revenu en capital[1].

Il nous reste à examiner quel est l'état de choses qui dispose en général une nation a accumuler; et ensuite, quel est l'état de choses qui tend à rendre cette accumulation plus productive, et qui conduit à un accroissement additionnel et soutenu du capital et de la richesse.

Il est possible, sans doute, au moyen de l'économie, de consacrer tout d'un coup une quantité plus grande qu'à l'ordinaire du produit d'un pays quelconque, à la subsistance des ouvriers productifs ; et il est bien certain que les ouvriers ainsi employés sont des consommateurs, tout aussi bien que les domestiques. En ce qui regarde les ouvriers, il

---

[1] Voyez l'ouvrage de lord Lauderdale, intitulé : ***Recherches sur la Nature et l'Origine de la richesse publique***, ch. 4 . *de l'Épargne*, p. 198 , deuxième édition anglaise. Lord Lauderdale me semble avoir été aussi exagéré en désapprouvant l'accumulation, que d'autres auteurs en la recommandant outre mesure. Cette tendance à adopter des opinions extrêmes me paraît être la source principale des erreurs qui se sont introduites dans l'économie politique, c'est-à-dire, dans une science qui vit de réserve et de rapports bien déterminés.

n'y aurait donc point de diminution de consommation ni de demande. Mais nous avons déjà fait voir que la consommation et la demande, occasionnées par les personnes employées dans un travail productif, ne peuvent jamais être un encouragement suffisant à l'accumulation et à l'emploi du capital. Et quant aux capitalistes eux-mêmes, réunis aux propriétaires et autres personnes riches, on suppose qu'ils ont résolu d'être économes, et, en se privant de leurs jouissances, de leur luxe ordinaire, d'épargner sur leurs revenus pour ajouter à leur capital. Je demanderais comment il est possible, dans de telles circonstances, de supposer que le surcroît de produits obtenus avec un plus grand nombre d'ouvriers productifs, puisse trouver des acheteurs, sans qu'il y ait une telle diminution de prix, que la valeur des produits vienne à tomber au-dessous des frais de production, ou, pour le moins, à diminuer beaucoup les moyens ou la volonté d'épargner.

Quelques auteurs de beaucoup de mérite ont pensé que, quoiqu'il puisse y avoir aisément un engorgement partiel de certains produits, il est impossible qu'il y ait un engorgement de tous les produits en général; car, d'après leur manière d'envisager le sujet, des produits s'échangeant toujours contre d'autres produits, une moitié doit servir à acheter l'autre, et la production étant ainsi la seule source de la demande, la surabondance de l'approvisionnement d'un article prouverait seulement qu'il y a défaut d'approvisionnement de quelque autre produit; — la surabondance générale de tous les produits étant regardée comme impossible. M. Say, dans son bel ouvrage sur l'économie politique, a même poussé la chose si loin, qu'il assure que la consommation d'une denrée, en l'enlevant du marché, diminue la demande, et que la production d'une denrée augmente la demande dans la même proportion.

Cependant cette doctrine, avec toute l'extension qu'on lui a donnée, me semble tout à fait fausse, et en contradiction manifeste avec les grands principes qui règlent l'offre et la demande.

Il n'est pas du tout vrai, dans le fait, que des produits soient toujours échangés contre d'autres produits. La plus grande partie des produits s'échange directement contre du travail productif ou des services personnels; et il est clair que cette masse de produits, comparée au travail contre lequel elle doit être échangée, peut baisser de valeur par l'effet de sa surabondance, précisément de la même manière qu'une seule denrée baisse de valeur par l'excès de l'approvisionnement, relativement au travail ou à la monnaie.

Dans le cas supposé, il y aurait évidemment une quantité extraordi-

naire de produits de toute espèce sur le marché, parce que les ouvriers improductifs seraient devenus, par l'effet de l'accumulation du capital, des ouvriers productifs; tandis que le nombre total des ouvriers étant le même, et les moyens et la volonté d'acheter étant supposés moindres chez les propriétaires fonciers et les capitalistes, les produits devraient nécessairement baisser de valeur, relativement au travail, de manière à réduire considérablement les profits, et à empêcher pendant quelque temps une nouvelle production. Mais c'est là précisément ce qu'on entend par le mot engorgement, qui, dans ce cas, est évidemment général et non partiel.

M. Say, M. Mill [1] et M. Ricardo, qui sont les pricipaux auteurs de ces nouvelles doctrines, me semblent être tombés dans quelques erreurs fondamentales, d'après la manière dont ils ont envisagé cette question.

En premier lieu, ils ont considéré les produits comme s'ils étaient autant de chiffres ou de signes algébriques dont il s'agirait de comparer ensemble les rapports, au lieu de les regarder comme des articles de consommation qui doivent, par conséquent, être étudiés dans leurs rapports avec le nombre et les besoins des consommateurs.

Si les produits n'étaient comparés et échangés que les uns avec les autres, il serait vrai, en effet, que si ces produits augmentaient simultanément dans les mêmes proportions, ils continueraient à conserver la même valeur relative. Mais si nous les comparons, comme nous devons certainement le faire, avec le nombre et les besoins des consommateurs, nous verrons qu'un grand accroissement de produits avec un nombre de consommateurs comparativement stationnaire, et avec des besoins réduits par les idées d'économie, doit nécessairement occasionner une grande baisse dans la valeur des produits estimée en travail. De sorte que, tout en *coûtant* la même quantité de travail que par le passé, le même produit ne pourrait plus en *payer* autant; et par

---

[1] M. Mill, dans une réponse à M. Spencer, publiée en 1808, a exposé dans toute sa latitude cette idée, que c'est avec des produits qu'on achète des produits, et qu'une moitié des produits doit toujours offrir un débouché pour l'autre moitié. La même doctrine paraît avoir été adoptée dans sa plus grande extension par l'auteur d'un article ingénieux sur les lois des céréales, inséré dans le Supplément de l'*Encyclopédie Britannique*, et dont j'ai déjà fait mention dans un des précédents chapitres. Ces écrivains ne paraissent pas savoir, ce qui est pourtant incontestable, que la demande se détermine toujours par *la valeur*, et l'offre par *la quantité*. Deux boisseaux de blé sont le double d'un boisseau, relativement à l'offre; mais il arrive souvent que deux boisseaux ne sont pas autant demandés qu'un seul.

là, le pouvoir d'accumuler, et les motifs pour le faire, se trouveraient fortement diminués.

On a soutenu que la demande n'est autre chose que l'offre d'échanger un produit contre un autre qui aurait nécessité la même quantité de travail. Mais est-ce là tout ce qui constitue la demande effective? Quoique chaque produit puisse avoir coûté la même quantité de travail et de capital pour sa production, et soit exactement l'équivalent de l'autre dans l'échange, cependant, pourquoi ces deux produits ne pourraient-ils pas être abondants, au point de ne pouvoir pas payer plus de travail qu'ils n'en ont coûté, en d'autres termes, pour ne plus offrir de profits? Et dans ce cas, comment la demande pour ces produits pourrait-elle être effective? Serait-elle suffisante pour encourager constamment leur production? Non assurément. Il est possible que les rapports entre les produits n'aient point changé; mais leurs rapports avec les besoins de la société, et avec la main-d'œuvre nationale et étrangère, peuvent avoir éprouvé des changements très importants [1].

On conviendra sans peine, que si un nouveau produit est mis en vente, lequel, en raison du travail qu'il a coûté, possède une valeur courante exceptionnelle, il se produira nécessairement une augmentation dans la demande; car cela suppose, non un simple accroissement de

---

[1] Les variations qui ont lieu dans le taux général des profits étant communes à tous les produits, ne doivent pas affecter, comme de raison, leur valeur relative, c'est-à-dire, que si les produits montent *universellement* à un prix plus élevé, ou descendent à un chiffre inférieur, ou tombent même au-dessous de leurs frais de production, ils continueront à garder la même proportion qu'auparavant les uns à l'égard des autres. Mais personne ne prétendra que la demande qu'on en fait, dans l'acception ordinaire du mot, pût être la même dans tous les cas. Lors donc que M. Mill énonce que l'égalité de la demande et de l'offre consiste en ce « que les marchandises produites par une certaine quantité de travail, s'échangent contre des marchandises qui ont été produites par une quantité égale, (*Éléments d'éc. polit.*, 3e édition, p. 259) il se sert du terme *demande* dans un sens tout à fait différent de celui qu'il a ordinairement. La demande et l'offre (comme il les entend), peuvent-être égales, lorsque, par suite d'un ralentissement général du commerce, les marchandises se vendent à un prix bien inférieur à leurs frais ordinaires de production; ou lorsque, par l'effet d'une prospérité exceptionnelle, elles se vendent bien au-delà de ces frais, c'est-à-dire, lorsque, d'après Adam Smith et le langage généralement usité, on pourrait dire que l'offre ou bien excède de beaucoup la demande, ou tombe bien au-dessous.

Dans tout le chapitre d'où le passage précédent est emprunté, M. Mill emploie le mot *demande* comme s'il était synonime d'*extension de la consommation*. Par accroissement ou diminution de la demande, il entend tout simplement une plus ou moins grande quantité de marchandises achetées ou vendues. Ce que signifie

quantité, mais bien un accroissement de valeur dû à ce que ce produit se trouve mieux adapté aux goûts, aux besoins et à la consommation de la société. La grande difficulté consiste à fabriquer ou à obtenir de tels produits; car ils ne sont certes pas la suite naturelle d'une accumulation de capital et d'un accroissement de denrées, et cela plus particulièrement lorsqu'une telle accumulation et un tel accroissement ont été occasionnés par le resserrement de la consommation, ou par une disposition à renoncer aux goûts et aux besoins qui constituent les éléments mêmes de la demande.

Tout en maintenant, en thèse générale, que le capital ne saurait être surabondant, M. Ricardo est forcé de faire la concession suivante. Il dit : « Il n'y a qu'un seul cas, et celui-là n'est que temporaire, dans lequel l'accumulation du capital, accompagnée du bas prix des subsistances, puisse amener une baisse des profits ; cela arrive, lorsque les fonds destinés à faire subsister les ouvriers s'accroissent plus vite que la population. Dans ce cas, les salaires seront forts et les profits faibles. Si tout le monde renonçait à l'usage des objets de luxe, et ne songeait qu'à accumuler, il se produirait une quantité d'objets de première nécessité dont il ne pourrait pas y avoir de consommation immédiate. Il pourrait

---

généralement ce mot, c'est la hausse ou la baisse d'une quantité déterminée de la valeur de ces marchandises.

Une erreur qui n'a pas la même importance, mais à peu près du même genre, se rencontre dans les ouvrages du colonel Torrens. Il représente la ***demande effective et profitable***, comme consistant dans le pouvoir d'échanger des marchandises pour une quantité des éléments formant le capital plus grande que celle qui a été dépensée pour les produire (***Essai sur la richesse***, p. 360).

Cette conception de la demande, quoique plus proche de la vérité que celle qui précède, est cependant incorrecte. Ce qui entre principalement dans le capital, et ce qui en compose souvent la plus grande partie, c'est la nourriture et le vêtement; et le colonel Torrens l'admet, puisqu'il représente les frais de production, comme consistant dans l'avance d'un nombre donné de quarters et d'objets propres au vêtement. Maintenant, quoiqu'un homme puisse vendre sa marchandise pour une plus grande quantité de blé ou d'habillements qu'elle ne lui en a coûtée, il peut cependant arriver que le blé et l'habillement, une fois obtenus, ne peuvent pas, par suite d'un changement dans leurs rapports avec le travail, commander les services du même nombre d'hommes employés à la production de la marchandise contre laquelle ils ont été échangés. Dans ce cas, le profit ***apparent*** doit être considérablement réduit, ou même peut entièrement disparaître. Il est donc inutile de mesurer la demande d'une marchandise, par la quantité d'une autre marchandise qui peut être donnée en échange, puisque nous recourrons, en dernière analyse, au travail, comme étant la seule mesure de la valeur réelle de chaque chose et de la demande effective qui en est faite. (***Note de l'éditeur anglais.***)

incontestablement y avoir engorgement général dans ces produits, et par conséquent, il se pourrait qu'il n'y eût ni demande pour une quantité additionnelle de ces articles, ni profits à espérer par l'emploi d'un nouveau capital. En cessant de consommer, on cesserait de produire. » Et il ajoute : « Cette concession n'est pas en opposition avec le principe général [1]. » Je ne suis nullement de l'avis de M. Ricardo, car sa dernière remarque me paraît renverser complètement le principe général. En supposant même avec M. Ricardo — ce qui d'ailleurs n'est pas vrai — qu'un accroissement de population puisse remédier au mal, comme la loi de la population exige, pour qu'il y ait un plus grand nombre d'ouvriers en état de travailler, un intervalle de seize ou dix-huit ans, et comme la conversion du revenu en capital peut s'effectuer bien plus promptement, il s'ensuit que les fonds destinés à entretenir les ouvriers s'accroissent bien plus rapidement que la population. Mais, si toutes les fois que cela a lieu, il peut y avoir un engorgement général des produits, comment peut-on poser en principe que le capital n'est jamais surabondant, et que, parce que les produits peuvent conserver leur même valeur relative, l'engorgement ne peut être que partiel et jamais général [2] ?

---

[1] Ricardo, ***Principes de l'économie politique***, ch. 21.

[2] Une longue polémique s'est engagée, au sujet de l'engorgement général (*general glut*) des produits, entre J.-B. Say et Malthus, dont Sismondi partage la doctrine. Nous renvoyons le lecteur, pour l'étude approfondie de cette question, aux lettres qui ont été échangées entre les deux illustres adversaires (***Mélanges et correspondance d'économie politique*** par J.-B. Say. Voyez aussi le *Cours d'Économie politique*, troisième partie, ch. 2.) Après un débat où l'amour de la vérité est la seule passion qui se soit fait sentir, les opinions de tous deux ont fini par se rapprocher. « Notre discussion sur les débouchés, écrit J.-B. Say, qui ne se préoccupait pas assez des engorgements partiels, commence à n'être plus qu'une dispute de mots. » Il ne s'agissait en effet que de tomber d'accord sur ce qu'il faut entendre par produit. L'économiste français refuse cette qualité à toute chose dont la vente qu'on en peut faire ne rembourse pas les frais qui ont été consacrés à sa création. Or, il est évident qu'il ne peut y avoir surabondance de produits de cette espèce; car la condition indispensable d'un produit, dans le sens restreint que le contradicteur de Malthus attache à ce mot, est de trouver des consommateurs disposés à payer les avances qui sont nécessaires pour l'amener sur le marché, de répondre, non-seulement à un besoin dont les moyens de satisfaction peuvent être problématiques, mais à un besoin qui se traduit par un achat, en un mot, à une demande réelle et effective. Du moment qu'on donne le nom de produit à un objet, seulement quand il entre dans la consommation, il ne peut y avoir encombrement. Tout débat devait donc cesser là où les termes de la question impliquent contradiction.

Qu'il nous soit permis de faire remarquer que l'entente qui a rapproché les deux illustres maîtres, est cependant plutôt apparente que réelle. Refuser à un objet la

Une autre erreur fondamentale, dans laquelle les auteurs déjà cités et leurs disciples paraissent être tombés, c'est de n'avoir pas eu égard à l'influence d'un principe aussi général et aussi important dans l'organisation humaine que celui de l'indolence ou de l'amour du repos.

On a supposé [1] que, si un certain nombre de fermiers et de manufacturiers étaient dans l'habitude d'échanger les uns avec les autres l'excédant de leur nourriture et de leur habillement, et si tout à coup leurs facultés productives augmentaient tellement que les uns comme les autres pussent, à l'aide du même travail, produire des objets de luxe, outre les articles qu'ils obtenaient auparavant, il ne se présenterait aucune difficulté quant à la demande, car une partie des objets de luxe que le fermier produirait s'échangerait contre une partie des objets de luxe produits par le manufacturier. Le seul résultat, résultat on ne peut plus heureux, serait que les deux contractants se

---

qualité de produit, par cela seul qu'il ne se vend pas, n'est-ce pas un étrange abus de mots, un compromis qui est loin d'être aussi solide qu'ingénieux? Qu'est-ce que produire, selon J.-B. Say lui-même? c'est créer de la valeur, c'est donner de l'utilité à une chose qui n'en avait pas, utilité qui ne peut se constater que par un échange. Or, parce qu'une marchandise n'a pas de débouché, est-elle moins pourvue de valeur, est-elle moins denuée d'utilité? Une certaine somme de travail et de capital n'a-t-elle pas été employée à sa confection? Refuserez-vous le nom de producteurs à ceux qui y ont concouru à l'aide de leurs avances ou de leur main-d'œuvre, par cela seul que l'objet qui est sorti de leurs mains reste sur le marché? De quel nom, d'ailleurs, appellera-t-on cet objet, tant qu'il restera dans cet état? Ce qu'il fallait dire, c'est qu'alors il est pourvu seulement d'une valeur en usage. Par conséquent, il peut défrayer les mêmes besoins qu'auparavant, et même, par suite de sa dépréciation, des besoins plus étendus, et l'affluence d'un nombre plus grand de consommateurs lui conserve un prix quelconque, bien qu'insuffisant pour en couvrir tous les frais élémentaires. Or, tout ce qui satisfait un besoin est une richesse, et tout ce qui est une richesse créée par l'homme, est un produit. Il n'y a pas de valeur à l'état latent. Le défaut de ce produit, c'est qu'il est privé d'une valeur en échange suffisante. Les moyens de l'acheteur ne sont pas au niveau de ses désirs. Il n'a pas assez produit pour pouvoir acheter. La production générale ne s'est pas développée simultanément et avec la même intensité. Pour que les échanges soient nombreux et faciles, il ne suffit pas qu'il se fabrique une grande quantité de produits, ni que ces produits soient dans un rapport régulier les uns à l'égard des autres, il faut encore qu'ils soient convenablement distribués entre les mains de la population. Or, par suite de la manière inégale dont les fruits du travail se répartissent, des atteintes multipliées qui sont portées à la libre et naturelle circulation des valeurs, les débouchés, c'est-à-dire les hommes ayant quelque chose, sont restreints et exposés à des perturbations imprévues, qui, en diminuant la somme des salaires, compromettent le placement des produits. (M. M.)

[1] *Édinburgh review*, n° 64, p. 471.

trouveraient mieux pourvus et en possession de plus de jouissances.

Mais dans cet échange de jouissances mutuelles, on suppose deux choses, qui sont précisément les deux points en discussion. On suppose que les jouissances du luxe sont toujours préférées à l'indolence, et que chacune des deux classes de contractants consomme ses profits comme des revenus. Nous examinerons bientôt quel pourrait être l'effet du désir de faire des épargnes dans de telles circonstances. Si l'on préférait l'indolence aux objets de luxe, il en résulterait évidemment une moindre demande en face de ressources productives plus amples et aussi un manque d'emploi pour les ouvriers. Le cultivateur, pouvant dans ce cas se procurer les choses nécessaires et utiles à l'usage desquelles il était accoutumé, moyennant moins d'efforts et de peine, et n'ayant pas encore contracté un goût décidé pour les rubans, la dentelle et les velours, aimerait probablement mieux se livrer à l'indolence, et travailler moins à la terre; tandis que le manufacturier, voyant ses velours n'avoir qu'un faible débit, serait porté à en discontinuer la fabrication, et tomberait presque nécessairement dans les mêmes habitudes d'indolence que le premier. L'histoire de l'espèce humaine prouve suffisamment qu'un goût prononcé pour les objets de luxe, tel qu'il le faut pour stimuler convenablement l'industrie, bien loin de se manifester rapidement au moment où le besoin s'en fait sentir, se déveveloppe au contraire très lentement; et, il suffit de jeter un simple coup d'œil sur quelques unes des nations connues, pour se convaincre que c'est une très grave erreur de croire que les hommes produisent et consomment tout ce qui est en leur pouvoir de produire et de consommer, et qu'ils ne préfèrent jamais l'indolence aux fruits de l'industrie. Mais j'aurai occasion d'examiner ce sujet dans la section suivante, et j'y renvoie le lecteur.

On a prétendu que c'est précisément le défaut de production de la part des oisifs qui arrête la demande pour les créations de l'industrie, et que du jour où ces oisifs produiraient, la surabondance disparaîtrait. Mais cette remarque est complètement en dehors de la question. Il s'agit, en effet, de déterminer si, dans l'état actuel des goûts et des habitudes de la société, tous les individus désireux de produire et d'épargner en desservant ces goûts et ces habitudes, pourraient être sûrs de trouver des demandes proportionnées à la quantité de marchandises qu'ils apporteraient sur le marché, et cela de manière à prévenir ce qu'on appelle un encombrement ou une baisse considérables des profits. Ce qui arriverait sous l'empire d'autres goûts et d'autres habitudes, forme une tout autre question.

On a dit encore qu'il n'y avait jamais répugnance à consommer, mais seulement à produire. Or, quelle est, en fait, la disposition des chefs de manufactures, quand ils produisent à outrance et consomment avec économie? Leur désir d'acheter des marchandises pour leur consommation est-il proportionné à leurs moyens? L'usage qu'ils font de leurs capitaux ne démontre-t-il pas que leur but et leur volonté est de produire, non de consommer? D'ailleurs, comment s'accroîtrait le capital national, s'il ne se trouvait dans chaque pays un certain nombre d'individus disposés à consommer moins qu'ils ne produisent?

Une troisième erreur, la plus grave de celles que les auteurs déjà cités ont commises, consiste à supposer que l'accumulation assure la demande, ou que la consommation des ouvriers employés par les individus dont le but est d'économiser, crée une demande réelle de denrées, suffisante pour encourager d'une manière soutenue l'accroissement de la production.

M. Ricardo dit que, « si on donnait 10,000 l. st. à un homme qui possède déjà 100,000 l. de rente, il ne les serrerait pas dans son coffre; il augmenterait sa dépense de 10,000 l., il les emploierait d'une manière productive, ou il prêterait cette somme à quelque autre personne pour ce même résultat. Dans tous les cas, la demande s'accroîtrait, mais elle porterait sur des objets divers. S'il augmentait sa dépense, il est probable qu'il emploierait son argent à des constructions, à des meubles, ou à tout autre objet d'agrément. S'il emploie les 100,000 l. d'une manière productive, il consommera plus de subsistances, d'objets d'habillement et de matières premières, qui pourront servir à mettre à l'œuvre de nouveaux ouvriers. Ce serait toujours une *demande*[1]. »

D'après ce principe, on a supposé que si la portion la plus riche de la société renonçait à ses jouissances habituelles d'aisance et de luxe, dans le but d'accumuler, le seul effet qui en résulterait serait de porter presque tout le capital national vers la production des choses nécessaires, — ce qui conduirait à un grand accroissement de la culture et de la population. Mais c'est là précisément le cas dans lequel M. Ricardo reconnaît qu'il pourrait arriver un encombrement général; car la quantité de denrées nécessaires, produites alors, dépasserait la demande. Cet état de choses ne pourrait pourtant pas se continuer, car la baisse qui en serait la suite arrêterait à la fois la culture et l'accumulation du capital.

---

[1] *Princ. d'écon. polit.*, ch. 21, p. 561, 2e édit. anglaise.

Il est donc évident que sans une dépense qui encourageât le commerce, les manufactures et les services personnels, les propriétaires fonciers n'auraient pas de raison assez forte pour bien cultiver. Un pays tel que l'Angleterre, de riche et peuplé qu'il est, deviendrait par suite de semblables habitudes d'économie, infailliblement plus pauvre, et serait comparativement dépeuplé.

Le même genre de raisonnement convient évidemment au cas que nous avons supposé plus haut. Pendant que les fermiers seraient disposés à consommer les objets de luxe produits par les manufacturiers, et ces derniers à consommer ceux du fermier, tout marcherait bien; mais si l'une des parties, ou toutes les deux s'avisaient d'épargner afin d'améliorer leur condition, et de pourvoir à l'entretien et à l'avenir de leurs familles, l'état des choses deviendrait très différent. Le fermier, au lieu de se donner des rubans, de la dentelle et du velours [1], se contenterait de vêtements plus simples; mais par cette économie, il ôterait au manufacturier les moyens de lui acheter autant de produits que par le passé; il n'y aurait évidemment point de débouchés pour les résultats de tant de travail employé à la terre, travail dont la force productive se trouverait même fort augmentée. Par la même raison, le manufacturier, au lieu de se donner la jouissance de prendre du tabac et de manger du sucre et des raisins, pourrait préférer de s'en priver pour faire des économies, en songeant à l'avenir; mais il ne pourrait pas le faire, par suite de la parcimonie des fermiers et du défaut de demande pour les produits manufacturés [2].

Il pourrait y avoir des deux côtés une accumulation des objets ordinaires de nourriture et d'habillement jusqu'à une certaine limite;

---

[1] *Édinburgh review*, n° 64, p. 471.

[2] Des économistes, voués à la théorie, et craignant de paraître attacher trop d'importance au numéraire, se sont montrés peut-être trop disposés à l'écarter de leurs raisonnements. C'est une vérité abstraite que nous avons besoin de denrées et non d'argent. Mais dans le fait, il n'est aucune denrée contre laquelle il nous soit possible de vendre tout de suite nos marchandises, qui puisse remplacer convenablement l'agent de la circulation, et, comme lui, nous donner les moyens de pourvoir à la subsistance de nos enfants, d'acheter des biens-fonds ou de disposer de main-d'œuvre et de provisions dans un ou deux ans. Sans un agent de la circulation, il est absolument impossible de faire des économies un peu considérables; et les manufacturiers eux-mêmes n'avanceraient que bien lentement, s'ils étaient forcés d'accumuler en nature tous les salaires de leurs ouvriers. Nous ne devons donc pas nous étonner s'ils ont plutôt besoin d'argent que d'autres marchandises; et dans des pays civilisés, nous pouvons être bien sûrs que, si le fermier ou le manufacturier ne peut pas vendre ses produits de manière à en tirer un profit estimé en argent, son industrie se ralentira bientôt. L'agent de la

mais le montant de cette accumulation ne pourrait qu'être extrêmement restreint. Ce serait en pure perte que le fermier continuerait à cultiver sa terre, dans le but unique de fournir de la nourriture et des vêtements à ses laboureurs. Il ne ferait rien pour sa propre utilité ni pour le bien-être de sa famille, s'il ne consommait pas lui-même le surplus du produit de ces laboureurs, ou s'il ne pouvait le réaliser sous une forme telle qu'il pût le transmettre à ses descendants. Si c'était un tenancier, il perdrait entièrement le surcroît de ses soins et de ses peines; et si c'était un propriétaire qui, sans avoir le moindre égard aux débouchés et comptant sur l'avenir, se déciderait à faire cultiver son domaine de manière à lui faire produire le plus grand revenu net, il est bien sûr que la portion considérable de ce revenu qui ne serait pas nécessaire, soit pour sa propre consommation, soit pour acheter des vêtements pour lui et pour ses laboureurs, se trouverait absolument perdue. S'il ne voulait pas employer ce surplus à l'achat d'objets de luxe, ou à l'entretien d'ouvriers improductifs, il ferait tout aussi bien de le jeter à la mer. Économiser ce surplus, c'est-à-dire en faire usage pour tenir plus de laboureurs employés sur la terre, ce serait, comme je l'ai déjà dit, se ruiner lui et sa famille; ce serait se mettre dans l'impossibilité d'obtenir plus tard une masse considérable de produits disponibles, sans revenir sur ses pas, congédier la moitié de ses ouvriers et les plonger dans la détresse qui suit le manque d'ouvrage.

Il serait encore plus inutile aux manufacturiers de continuer à faire du drap au-delà de leurs propres besoins et de ceux des agriculteurs. Le nombre des manufacturiers dépendrait même entièrement de la demande des agriculteurs, car les premiers n'auraient de moyens d'acheter leur subsistance qu'autant que les seconds auraient besoin des produits de leur industrie. Il ne faudrait qu'une population peu considérable pour fournir, à l'aide de bonnes machines, des vêtements simples à une société ainsi composée, et elle n'absorberait qu'une petite portion du surplus ordinaire du produit des terres fertiles et bien cultivées. Il y aurait donc évidemment un manque général de demandes, soit de produits, soit d'ouvriers; et de même qu'il est certain qu'un penchant convenable pour consommer, peut maintenir une proportion convenable entre l'offre et la demande,—quels que soient les pouvoirs de la production, — il paraît tout aussi certain que la passion d'accumuler doit inévitablement donner naissance à une quantité de denrées supérieure à

---

circulation remplit une fonction si importante dans la distribution de la richesse, et dans l'encouragement de l'industrie, qu'on ne peut pas négliger d'y avoir égard dans le raisonnement, sans s'exposer à des erreurs.

celle que l'organisation et les habitudes de la société peuvent permettre de consommer [1].

Mais, s'il en est ainsi, c'est assurément une très grave erreur que d'assimiler la passion de la dépense à celle d'accumuler, comme si elles étaient l'une et l'autre de la même nature; et de considérer aussi la demande destinée à la nourriture et aux vêtements des ouvriers employés productivement, comme assurant une telle demande de denrées et de tels profits sur le capital employé à la production de ces denrées, qu'on en vienne à solliciter toutes les forces productives du sol, à les faire concourir, avec l'activité humaine, à créer la plus grande masse possible de produits bruts et manufacturés.

Si dans un système d'épargne, tout ce qui serait perdu par le capitaliste était gagné par le travailleur, l'obstacle à l'accroissement de la richesse ne serait que temporaire, ainsi que le dit M. Ricardo, et les suites n'en seraient point à craindre. Mais si la transformation du revenu en capital, poussée au-delà d'un certain point, doit, en diminuant la demande effective pour les produits, laisser les classes ouvrières sans ouvrage, il est évident que les habitudes de parcimonie poussées trop loin peuvent être suivies, tout d'abord, des effets les plus désastreux et causer ensuite un déclin sensible et permanent dans la richesse et la population.

Nous ne voulons pourtant pas dire que la parcimonie, ou même une diminution temporaire de la consommation [2], ne soit souvent éminemment utile, et, parfois même, absolument nécessaire au développement de la richesse. Les folles dépenses peuvent certainement ruiner un état; et une diminution des dépenses habituelles peut être nécessaire dans ce cas. Il y a plus, lorsque le capital d'un pays est insuffisant relativement à la demande de ses produits, une économie temporaire de consommation devient nécessaire, afin de fournir cette somme de capital qui, seule, peut donner les moyens d'augmenter les consommations à l'avenir. Tout ce que je prétends, c'est qu'aucune nation ne peut *jamais* devenir riche par l'accumulation d'un capital provenant d'une diminution permanente de consommation, parce qu'une telle accumulation,

---

[1] Le lecteur doit s'être déjà aperçu que je ne partage point les craintes de M. Owen à l'égard des effets permanents des machines. Mais je suis décidément d'opinion que, sur ce point, la raison est, de son côté, contre ceux qui pensent que l'accumulation assure la demande effective.

[2] L'économie ou la transformation du revenu en capital peut s'effectuer sans qu'il y ait la moindre diminution de la consommation, si c'est le revenu qui s'accroît le premier.

dépassant de beaucoup ce qui est nécessaire pour satisfaire à la demande effective des produits, perdrait bientôt en partie son utilité et sa valeur, et, par suite, le caractère de richesse.

Les lois qui règlent le taux des profits et le progrès du capital ont une ressemblance très singulière et frappante avec les lois qui règlent le taux des salaires et le progrès de la population.

M. Ricardo a très clairement démontré que le taux des profits doit baisser, et que les progrès de l'accumulation doivent finir par s'arrêter au milieu même des circonstances les plus favorables, par la difficulté croissante d'obtenir la subsistance des ouvriers. J'ai, de la même manière, tâché de prouver, dans mon *Essai sur le principe de la population*, que dans les circonstances les plus favorables à la culture que l'on puisse concevoir dans l'état actuel du globe, les salaires du journalier deviendraient plus faibles, et que la marche de la population se trouverait enfin arrêtée par la difficulté croissante d'obtenir les moyens de subsistance.

Mais M. Ricardo ne s'est point contenté de prouver cette proposition. Il ne s'est pas contenté de montrer que la difficulté d'obtenir la subsistance du journalier est la seule cause *absolument nécessaire* de la baisse des profits, en quoi je suis pleinement et entièrement de son avis ; mais il a été plus loin, et il a assuré qu'il n'y a *point d'autre cause* de la baisse des profits qui, dans l'état actuel des choses, ait quelque degré de stabilité [1]. Dans cette seconde proposition, il me semble être tombé précisément dans l'erreur que j'aurais faite moi-même si, après avoir montré que la libre puissance de développement des races humaines est sans comparaison plus grande que celle de la terre pour produire des subsistances dans les circonstances les plus favorables ; si, dis-je, après cela j'avais admis que la population ne saurait être surabondante que dans le cas où l'on aurait épuisé tout le pouvoir qu'a la terre de suivre les progrès de la population. J'ai cependant soutenu, dans tout le cours de mon ouvrage, que la population pouvait être surabondante, et même excessive, comparativement à la demande des bras et aux moyens de subsistance existants, quoiqu'elle pût à très juste titre être regardée comme insuffisante et même très insuffisante par rapport à l'étendue du territoire et aux facultés qu'il possède de produire sans cesse de nouvelles subsistances. J'ai soutenu que, dans ce cas, malgré l'insuffisance reconnue de population et quoiqu'il fût évidemment à désirer

[1] J'entends par là un degré de permanence telle qu'il puisse équivaloir au taux ordinaire des profits.

qu'elle s'accrût beaucoup, il serait cependant inutile et absurde d'encourager directement la naissance de plus d'enfants ; car l'effet d'un tel encouragement, tant qu'il n'y aurait ni plus de demande des bras, ni plus de ressources pour payer leur travail, ne pourrait être autre que d'accroître la détresse et la mortalité, sans accroître la population au moins d'une manière sensible.

Je crois que le même raisonnement doit s'appliquer au taux des profits et au progrès du capital. Tout en convenant qu'il existe à peine un seul pays dans les quatre parties du monde dans lequel il n'y ait insuffisance de capital, et dans la plupart des pays, cette insuffisance est très grande par rapport au territoire et même à la population ; tout en convenant en même temps qu'il serait extrêmement désirable qu'il y eût un accroissement de capital, je soutiendrai cependant que, là où la demande des produits ne serait pas suffisante pour donner des profits raisonnables aux producteurs, et où les capitalistes ne sauraient ni à quoi ni comment employer leurs capitaux avec avantage, l'action d'économiser sur les revenus pour ajouter aux capitaux, n'aurait d'autre effet que d'affaiblir avant le temps la tendance à accumuler, et de nuire aux capitalistes, sans accroître utilement le capital réel et régulier.

La première chose dont on ait besoin dans ces deux cas, avant même tout accroissement de capital et de population, c'est une demande effective de produits, c'est-à-dire une demande faite par ceux qui ont les moyens et la volonté d'en donner un prix suffisant. Et quoique de gros profits ne soient pas suivis d'un accroissement de capital, d'une manière aussi certaine que les forts salaires sont suivis d'un accroissement de population, je crois cependant que cet effet a lieu plus généralement qu'il ne le paraît. Dans beaucoup de pays, en effet, on croit souvent que les profits sont élevés, parce que l'intérêt de l'argent est fort, tandis qu'ils sont réellement faibles ; de plus, le risque qu'on court en plaçant un capital, produit exactement le même effet que les profits réduits : il diminue les motifs pour accumuler, et restreint les bénéfices de l'accumulation. Il faut admettre en même temps que l'amour des folles dépenses, et la répugnance décidée à économiser, peuvent maintenir les profits constamment élevés. On peut, il est vrai, résister aux plus puissants stimulants, dans des circonstances particulières ; mais il sera toujours certain que l'encouragement naturel et légitime à l'accroissement du capital, c'est cette augmentation du pouvoir et de la volonté d'épargner, occasionnée par des profits réguliers et forts ; et dans des circonstances tant soit peu semblables, cet accroissement du pouvoir et

de la volonté d'épargner doit presque toujours être suivi d'un accroissement proportionné de capital.

Un des exemples les plus frappants de la vérité de cette observation, et une nouvelle preuve de la singulière analogie qui existe entre les lois qui règlent l'accroissement du capital et celui de la population, se trouve dans la rapidité avec laquelle le capital détruit est remplacé pendant une guerre qui n'interrompt point le commerce. Les emprunts faits par le gouvernement transforment le capital en revenu, et augmentent la demande en même temps qu'ils diminuent, tout d'abord, les moyens d'approvisionnement [1]. Il doit en résulter nécessairement un accroissement des profits. Cela augmente naturellement la force et les bénéfices de l'accumulation ; et si seulement les mêmes habitudes d'épargner se maintiennent parmi les capitalistes, le recouvrement du capital détruit doit être rapide, par la même raison précisément qui fait que la population se renouvelle rapidement, lorsque, par une cause quelconque, elle a été subitement détruite.

Il est actuellement bien reconnu, que ce serait une erreur grossière de croire que, dans le second cas, le même degré d'accroissement pourrait avoir lieu sans une diminution antérieure de la population ; car ce sont précisément les forts salaires causés par la demande des bras qui rendent l'accroissement de la population si rapide. D'après le même principe, je regarde comme une erreur tout aussi grossière de supposer que, sans la perte antérieure du capital occasionnée par les dépenses en question, le capital s'accumulerait aussi rapidement ; car ce sont précisément les forts profits du capital causés par la demande des denrées, et par la demande subséquente des moyens de production, qui donnent à la fois le pouvoir et la volonté d'accumuler.

---

[1] On détourne le capital des emplois seuls où l'on peut s'en passer le plus aisément. On ne le distrait presque jamais de l'agriculture. Il n'y a rien de plus commun, ainsi que je l'ai dit dans le chapitre de la rente, que des profits augmentés, non-seulement sans qu'il y ait aucune portion de capital distrait de l'agriculture, mais avec un surcroît constant de capital additionnel. L'invariabilité des prix, supposée par M. Ricardo, rend absolument impossible d'expliquer en théorie l'état réel des choses. Si on considère le capital comme n'étant pas sous l'influence de la demande et de l'offre, le fait si familier du remplacement rapide du capital pendant une guerre serait tout à fait inexplicable. Le capital engagé dans la terre pendant les guerres de la révolution, s'est prodigieusement accru sous l'action de profits élevés. Quelques négociants et manufacturiers ont pu subir des pertes, mais le taux élevé des profits semble les avoir balancées, et au-delà. L'on ne saurait non plus douter de l'accroissement des capitaux engagés dans le commerce et l'industrie.

C'est pourquoi, tout en admettant que les lois qui règlent l'accroissement du capital ne sont pas tout à fait aussi évidentes que celles qui règlent l'accroissement de la population, il faut reconnaître qu'elles sont précisément de la même espèce ; et il serait aussi insensé, pour parvenir à l'augmentation permanente de la richesse, de continuer à convertir le revenu en capital, sans qu'il y ait, d'ailleurs, une demande suffisante pour les produits de ce capital, que de continuer à encourager les mariages et la naissance des enfants, sans qu'il y ait une demande de bras et un surcroît de fonds pour nourrir cet excédant de population [1].

SECTION IV. — DE LA FERTILITÉ DU SOL, CONSIDÉRÉE COMME STIMULANT POUR L'ACCROISSEMENT CONTINU DE LA RICHESSE.

Quand on dit que la fertilité du sol n'offre pas un stimulant suffisant et sûr pour l'accroissement continu de la richesse, il faut toujours se rappeler qu'un sol fertile est la condition naturelle la plus puissante qu'un pays puisse posséder pour parvenir à la richesse. Lorsqu'on parle du peu de richesse d'un tel pays, ce n'est pas d'une manière absolue, mais seulement par comparaison, c'est-à-dire relativement à ses moyens naturels de production. La proposition, prise dans ce sens, n'admet que peu ou point d'exceptions. On pourrait peut-être dire, même, qu'il n'y a pas d'exemple dans les temps modernes d'un pays étendu et très fertile qui ait tiré tout le parti possible de ses ressources naturelles ; tandis qu'il y a eu bien des exemples de pays peu étendus et stériles qui, dans les limites resserrées de leur territoire, ont accumulé, au moyen du commerce étranger, un degré de richesse bien supérieur à la part qui devait leur appartenir d'après les ressources de leur sol.

Un petit corps de nation occupant dans l'intérieur d'une contrée un territoire riche et étendu, réparti en grandes divisions et défavorablement placé par rapport aux débouchés, pourrait subsister longtemps avant de devenir riche et de se peupler, et cela malgré la fertilité du sol et la facilité de production qui en résulte. La nature d'un tel sol ferait que, dans son état inculte, il rapporterait un profit ou une rente au pro-

---

[1] Voyez la Correspondance de Malthus et de J.-B. Say (*Mélanges*, p. 214 et suiv.). Les questions qui forment la fin de cette section y sont discutées fort au long, sans qu'aucun des deux adversaires fasse le sacrifice de ses conclusions. Ce débat se représentera du reste dans le courant de ce chapitre, et spécialement dans la section 9. (M. M)

priétaire. Celui-ci sentirait la valeur de sa propriété, qui serait pour lui une source de profits, aussi bien que de puissance et d'agrément ; et quoique sa propriété pût donner beaucoup plus de produits bruts que n'en pourraient consommer les personnes placées sous sa dépendance et lui-même, il ne serait nullement disposé à souffrir que d'autres individus s'en emparassent pour la partager à leur gré. Il est probable qu'il donnerait à bail, pour une rente modique, des portions considérables de son terrain. Mais le fermier de ces portions n'aurait qu'un bien faible motif pour développer toutes les ressources de la terre et pour encourager l'accroissement rapide de la population, s'il ne trouvait un débouché étranger pour les produits naturels du sol, et si les objets qui contribuent à la commodité et à l'agrément de la vie, n'étaient encore que peu connus chez ce peuple. Il pourrait, en employant dix familles, obtenir peut-être, par la fertilité du sol, de la nourriture pour cinquante; mais il ne trouverait point de débit pour ce surcroît de denrées, et s'apercevrait bientôt qu'il a perdu et son temps et son activité en surveillant le travail de tant d'individus. Il se déciderait donc à n'employer qu'un moindre nombre de journaliers ; ou si, par des raisons d'humanité ou par tout autre motif, il en conservait plus qu'il n'en faut pour approvisionner le marché, dans la supposition qu'ils fussent passablement industrieux, il se soucierait fort peu de leur activité, et ses ouvriers contracteraient naturellement les habitudes les plus indolentes. Dans de telles circonstances, ces habitudes gagnent naturellement et les maîtres et les serviteurs, et une fois formées, il faut bien du temps et de bien puissants stimulants pour s'en débarrasser.

On a prétendu que ceux qui ont à leur disposition des provisions et des objets de première nécessité ne peuvent pas manquer longtemps d'ouvriers qui les mettent en possession des objets les plus utiles, les plus désirables pour eux [1]; mais cette proposition paraît être contredite par l'expérience. Si l'établissement, le développement et le perfectionnement des produits indigènes étaient chose si aisée, nos ancêtres ne seraient pas restés pendant tant de siècles si mal pourvus de ces objets, et ils ne se seraient point vus forcés de dépenser la majeure partie du produit immédiat de la terre à l'entretien d'une nombreuse suite de gens oisifs. Ils ont pu se montrer disposés, lorsque l'occasion s'en présentait, à échanger l'excédant des produits naturels de leurs terres pour celles des marchandises étrangères qui pouvaient leur être connues, et dont ils avaient appris à apprécier la valeur. Mais c'eût

---

[1] Ricardo, *Des principes de l'économie politique*, ch. 21, p. 342, 3e édit.

été pour eux une chose très difficile, et peu en harmonie avec leurs habitudes et leurs connaissances, de consacrer leurs revenus à l'établissement de manufactures sur leurs domaines. La terre, quoique fertile, pourrait néanmoins ne pas produire les matériaux les plus indispensables. Les machines nécessaires et l'adresse, l'intelligence, l'activité propres à en diriger l'emploi, manqueraient inévitablement d'abord, et ne se développeraient que très lentement dans l'état de choses que nous avons supposé. Il est donc tout naturel que, se trouvant pourvu des choses les plus grossières et indispensables, dont on a toujours besoin et qui sont toujours produites dans l'enfance de la société, un grand seigneur préférât se distinguer par l'étalage d'un petit nombre de magnifiques produits de l'étranger, et par une suite nombreuse de serviteurs, plutôt que par la possession d'une grande quantité d'objets manufacturés d'un travail grossier, et dont la fabrication exige des soins très actifs et persévérants.

Il est cependant incontestable, pour ce qui regarde individuellement tout ouvrier doué d'un certain degré d'activité et d'intelligence, que moins il emploiera de temps à se procurer de la nourriture, et plus il pourra en consacrer à acquérir des objets d'utilité et de luxe; mais faire l'application de cette vérité à des nations en masse, et en tirer pour conclusion que plus la facilité d'obtenir des subsistances sera grande, plus le peuple sera pourvu des objets d'utilité et de luxe, serait donner un nouvel exemple des conclusions hasardées et chimériques auxquelles on arrive souvent, faute d'avoir suffisamment tenu compte du changement que l'application d'une proposition peut apporter dans les principes sur lesquels elle repose. Dans le cas dont nous nous occupons, toute la question roule sur la supposition d'un degré donné d'activité et d'intelligence, et sur les moyens d'employer l'une et l'autre. Mais si, après avoir obtenu les choses nécessaires à la vie, l'ouvrier regarde l'oisiveté comme une plus grande jouissance que toutes celles qu'il pourrait se procurer par un surcroît de travail, la proposition cesse d'être vraie. Et dans le fait, tout ce que nous savons sur les nations, aux différentes époques de leur civilisation, nous porte à croire que cette préférence donnée à l'oisiveté est très générale dans l'enfance des sociétés, et qu'elle n'est pas du tout rare dans les pays les plus avancés en civilisation.

Il y aurait, en effet, fort peu d'objets utiles et d'agrément dans la société, et ils seraient en bien petite quantité, si les individus qui sont les principaux agents de leur production, n'avaient pour y travailler d'autre motif que celui d'en jouir. C'est le besoin des *choses nécessaires* qui excite principalement les classes ouvrières à produire des objets de luxe; et si

ce besoin qui les stimule cessait de se faire sentir, ou devenait beaucoup plus faible, de manière qu'on pût obtenir les choses nécessaires à la vie avec très peu de travail, il y a lieu de croire que, au lieu de consacrer plus de temps à la production des choses utiles, on restreindrait le travail qu'elles provoquent.

Dans les premières phases de l'agriculture, alors que des terrains riches sont seuls exploités, comme la quantité de blé produit est plus forte comparativement à la quantité de travail nécessaire pour le faire venir, il ne doit y avoir qu'une petite portion de la population employée à l'agriculture; le plus grand nombre pourvoit aux autres besoins de la société. Tel serait sans doute l'état des choses, s'il était vrai que, dès que les moyens de faire subsister les ouvriers existent, il ne peut pas y avoir de difficultés pour leur faire produire des objets d'une valeur proportionnée; ou s'il était vrai encore que plus il sera facile d'obtenir des subsistances, plus il sera consacré de temps à la production des choses d'agrément et de luxe. Mais, que voit-on en effet lorsqu'on porte les regards sur des pays arriérés? On y voit, presque sans exception, un nombre de cultivateurs relativement plus fort que dans les pays où l'accroissement de population a rendu nécessaire d'avoir recours à des terrains moins fertiles; de plus, on y voit que le temps consacré à la production des objets d'utilité et de luxe est au contraire moins considérable.

Parmi les pays étendus de l'Europe, et même du globe, l'Angleterre est celui qui, sauf une ou deux exceptions, paraît avoir poussé le plus loin son agriculture; et, quoique les qualités naturelles de son sol ne tiennent pas une place bien élevée dans l'échelle comparative de la fertilité, il y a cependant une moindre proportion d'individus employés à l'agriculture, et une plus forte quantité de personnes occupées à la production des objets utiles et de luxe, ou vivant de l'intérêt de leur argent, que dans tout autre pays du monde. D'après un calcul de Susmilch, où il fait, pour chaque pays, le dénombrement des différentes proportions de la population qui habite les villes, et qui n'est point employée à l'agriculture, la plus forte proportion est de sept à trois, c'est-à-dire de sept individus habitant la campagne contre trois qui résident dans les villes [1]; tandis qu'en Angleterre la proportion des per-

---

[1] Susmilch, vol. III, p. 60. Dans les pays étrangers, bien peu de gens vivent à la campagne s'ils ne sont employés à l'agriculture; mais il n'en est point ainsi en Angleterre

sonnes occupées à la culture de la terre, comparativement au reste de la population, n'est pas tout à fait de deux à trois [1].

Voilà un fait très extraordinaire, et qui présente un exemple frappant du danger qu'il y a, en économie politique, à conclure des qualités physiques des matières sur lesquelles on agit, sans donner la même attention aux qualités morales des agents.

C'est sans contredit la qualité distinctive d'un sol très fertile, s'il est exploité par des gens doués d'un certain degré d'activité et d'intelligence, que de donner une grande quantité de produits, comparativement au nombre des bras employés ; mais, si la facilité de production que possèdent les terrains fertiles a, dans certaines circonstances, l'effet d'empêcher le développement de l'industrie et de l'habileté, la terre, relativement au nombre de bras qui la cultivent, peut devenir réellement moins productive que si elle n'était pas aussi remarquable par sa fertilité.

---

[1] Les données sur lesquelles Malthus se fonde pour établir la proportion de la population urbaine et de la population rurale, sont extraites d'une statistique publiée en 1811, d'après les relevés des registres des paroisses. Le recensement de 1831, selon M. Porter (*Progress of Great Britain*, t. III, p. 42) a donné, quant à la répartition de la population totale, dans l'Angleterre proprement dite, les résultats suivants :

Sur 3,814,276 individus âgés de 20 ans, on comptait :

Employés aux travaux agricoles.	2,470,111 individus.
Dans le commerce et les manufactures. . .	1,880,768
Dans des travaux divers.	698,588
Domestiques.	132,811
Clergé et professions libérales.	273,904

Les tables criminelles pour l'Angleterre et le pays de Galles, d'après la classification qu'elles établissent entre les comtés agricoles et les comtés manufacturiers, donnent les chiffres suivants :

Comtés agricoles	2,561,417
— manufacturiers	8,588,254

Dans les comtés classés comme agricoles, la population représente de 56 à 45 p. 100 du nombre des habitants ; dans les comtés classés comme manufacturiers et mixtes, la proportion de la population rurale n'est plus que de 29 à 4 p. 100.

La proportion entre les industriels et les agriculteurs est du reste fort difficile à préciser en Angleterre, où beaucoup de travaux industriels sont accomplis dans les campagnes, et où l'agriculture a pris tous les caractèrss de l'industrie manufacturière : de vastes exploitations ; la concentration des capitaux et des habitants ; le travail salarié substitué au travail indépendant et le prolétariat ; le travail par bandes (*gang system*) au lieu du travail individuel ; l'emploi des femmes et des enfants, qui en plusieurs localités sont soumis à un apprentissage préalable ; l'élévation, mais aussi l'instabilité des salaires ; enfin la démoralisation qui se fait sentir dans les grands foyers de production. (M. M.)

D'après le même principe, l'homme qui peut obtenir la subsistance nécessaire pour sa famille, moyennant le travail de deux jours par semaine, a la puissance physique de travailler bien plus longtemps, pour obtenir des choses d'agrément et de luxe, que l'homme qui est forcé d'employer quatre jours pour se procurer la nourriture ; mais, si la facilité d'obtenir des subsistances fait naître des habitudes d'oisiveté, ces habitudes doivent lui faire préférer le luxe de l'oisiveté à celui des objets qui embellissent la vie ; et, dans ce cas, il pourra consacrer moins de temps à travailler pour acquérir ces superfluités, et en être plus mal pourvu que s'il avait été forcé de travailler davantage pour se procurer de la nourriture.

Parmi le grand nombre de pays qui peuvent plus ou moins servir d'exemple, et confirmer par leur état actuel la vérité de ces propositions, il n'en est peut-être aucun qui parle d'une manière plus frappante que les possessions espagnoles, en Amérique, dont M. de Humbold a publié une si intéressante description.

En parlant des différentes plantes cultivées dans la Nouvelle-Espagne, il dit au sujet de la banane : « Je doute qu'il existe une autre plante sur le globe qui, sur un si petit espace de terrain, puisse produire une masse de substance nourrissante aussi considérable [1]. » Il calcule dans un autre endroit plus particulièrement que, « dans un pays éminemment fertile, un demi-hectare, ou un arpent légal cultivé en bananes de la grande espèce, peut nourrir plus de cinquante individus, tandis qu'en Europe, le même arpent ne donnerait par an, en supposant le huitième grain, que 576 kilogrammes de farine de froment, quantité qui n'est pas suffisante pour la subsistance de deux individus : aussi rien ne frappe plus l'Européen récemment arrivé dans la zone torride, que l'extrême petitesse des terrains cultivés autour d'une cabane qui renferme une famille nombreuse d'indigènes [2]. »

Il paraît encore qu'il ne faut qu'un travail insignifiant pour la culture du bananier, et qu'il « se perpétue sans que l'homme y mette d'autre soin que de couper les tiges dont le fruit a mûri, et de donner à la terre une ou deux fois par an, un léger labour en piochant autour des racines [3]. »

Combien est immense la puissance productive décrite en ces quelques lignes ! Que de ressources pour une richesse sans bornes, si on

---

[1] *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, t. III, liv. IV, ch. 9, p. 28.

[2] *Ibid.*, t. III, liv. IV, ch. 9, p. 36.

[3] *Ibid.*, p. 28.

les mettait dûment à profit ! Et cependant, quel est l'état actuel des choses dans ces contrées fertiles ? Écoutons M. de Humboldt : « On entend souvent répéter dans les colonies espagnoles, que les habitants de la région chaude (*tierra caliente*) ne pourront sortir de l'état d'apathie dans lequel ils sont plongés depuis des siècles, que lorsqu'une *cédule royale* ordonnera la destruction des bananiers. Le remède est violent et ceux qui le proposent avec tant de chaleur, ne déploient généralement pas plus d'activité que le bas-peuple qu'ils veulent forcer au travail, en augmentant la masse de ses besoins. Il faut espérer que l'industrie fera des progrès parmi les Mexicains, sans qu'on emploie des moyens de destruction. En considérant d'ailleurs la facilité avec laquelle l'homme se nourrit dans un climat où croissent les bananiers, on ne doit pas s'étonner que dans la région équinoxiale du nouveau continent, la civilisation ait commencé dans les montagnes, sur un sol moins fertile, sous un ciel moins favorable au développement des êtres organisés, où le besoin même réveille l'industrie.

« Au pied de la Cordillière, dans les vallées humides des intendances de Vera-Cruz, de Valladolid ou de Guadalaxara, un homme qui emploie seulement deux jours de la semaine à un travail peu pénible peut fournir de la subsistance à une famille entière [1]. »

Il paraît donc que l'extrême fertilité de ces contrées, au lieu d'offrir un encouragement suffisant pour l'accroissement rapide de la richesse, a, au contraire, dans les circonstances où se trouvent réellement placés ces pays, produit cette insouciance qui les maintient dans la misère, et qui arrête l'essor de leur population. Et même, quant à l'article important des subsistances, la paresse et l'imprévoyance de ces peuples ne leur permettent pas d'adopter les mesures propres à les garantir contre les effets des mauvaises années. M. de Humboldt dit que les famines sont communes à presque toutes les régions équinoxiales ; et il ajoute que, « sous la zone torride, où une main bienfaisante semble avoir répandu le germe de l'abondance, l'homme insouciant et phlegmatique éprouve périodiquement un manque de nourriture que l'industrie des peuples cultivés éloigne des régions les plus stériles du Nord [2]. »

Il se peut cependant que l'ardent climat des plaines de la Nouvelle-Espagne, et leur insalubrité, comparativement aux régions plus élevées, aient contribué à maintenir ces pays dans la misère et à res-

---

[1] *Essai politique sur la Nouvelle Espagne*, t. III, liv. IV, ch. 9, p. 38.

[2] *Ibid.*, t. I, liv. II, ch. 3, p. 358.

treindre la population, quoique ces causes ne soient certainement pas de nature à avoir invinciblement arrêté l'essor des naissances. Mais si nous gravissons les Cordillières, nous arrivons à des climats qui semblent être les plus beaux du globe, et cependant la scène qui s'offre à nos regards n'est pas essentiellement différente.

La nourriture principale des classes inférieures, au sein des peuplades qui habitent les plaines élevées des Cordillières, est le maïs; et cette plante, quoique moins productive que le bananier, par rapport au travail qu'elle exige, l'est cependant infiniment plus que les céréales en Europe, et même aux États-Unis. M. de Humboldt dit que « la fécondité du *thaolli* ou maïs mexicain, est au-delà de tout ce que l'on peut imaginer en Europe. La plante, favorisée par de fortes chaleurs et par beaucoup d'humidité, acquiert une hauteur de deux à trois mètres. Dans les belles plaines qui s'étendent depuis San Juan del Rio à Quiretaro, par exemple, dans les terres de la grande métairie de l'Espagne, un fanègue de maïs en produit quelquefois huit cents; des terrains fertiles en donnent, année commune, trois à quatre cents. Dans les environs de Valladolid, on regarde comme mauvaise une récolte qui ne donne que cent trente ou cent cinquante fois la semence. Là où le sol est le plus stérile, on compte encore soixante ou quatre-vingts grains. On croit qu'en général le produit du maïs peut être évalué dans la région équinoxiale du royaume de la Nouvelle-Espagne, à cent cinquante pour un [1] ».

Cette grande fertilité produit, comme on pouvait s'y attendre, son effet naturel; elle rend extrêmement aisée la tâche de nourrir une famille dans les temps ordinaires.

Dans la ville même de Mexico, où les provisions sont beaucoup plus chères que dans la campagne, par l'effet des mauvaises routes et des frais de transport, les gens de la plus vile populace peuvent, suivant M. de Humboldt, gagner leur subsistance en travaillant un ou deux jours par semaine [2]. « Les rues de Mexico fourmillent de vingt à trente mille malheureux (*Saragates*, *Guachinangos*), dont la plupart passent la nuit à la belle étoile, et s'étendent le jour au soleil, le corps tout nu enveloppé dans une couverture de flanelle. Cette lie du peuple, Indiens et Métis, présente beaucoup d'analogie avec les Lazzaronis de Naples. Paresseux, insouciants, sobres comme eux, les guachinangos n'ont cependant aucune férocité dans le caractère; ils ne demandent

---

[1] *Essai politique sur la Nouvelle Espagne*, t. III, liv. IV, ch. 9, p. 56.

[2] *Ibid.*, t. II, liv. II, ch. 7, p. 37.

jamais l'aumône : s'ils travaillent un ou deux jours par semaine, ils gagnent ce qu'il leur faut pour acheter du pulque ou de ces canards qui couvrent les lagunes mexicaines, et que l'on rôtit dans leur propre graisse. »

Mais ce tableau de la misère ne se borne point à la lie du peuple dans une grande ville. « Les Indiens mexicains, en les considérant en masse, présentent le tableau d'une grande misère. Relégués dans les terres les moins fertiles, indolents par caractère, et plus encore par suite de leur situation politique, les natifs ne vivent qu'au jour le jour[1]. »

On ne peut pas espérer que des gens qui ont de telles habitudes, prennent des mesures pour se garantir du manque éventuel de la récolte du maïs, accident auquel ce grain est particulièrement sujet. Aussi, quand la récolte fait défaut, sont-ils exposés à la plus affreuse misère. En parlant en général des obstacles qui s'opposent au progrès de la population, M. de Humboldt semble regarder la famine et les maladies qu'elle occasionne, comme l'obstacle le plus terrible et le plus destructif de tous. « Les Indiens Américains (dit-il), comme les habitants de l'Indostan, sont accoutumés à se contenter de la moindre quantité d'aliments qu'exige le besoin de la vie; ils augmentent en nombre sans que l'accroissement des moyens de subsistance soit proportionnel à cette augmentation de population. Indolents par caractère, et surtout à cause de la position dans laquelle ils se trouvent sous un beau climat, sur un sol généralement fertile, les indigènes ne cultivent en maïs, en pommes de terre et en froment que ce qu'il leur faut pour leur propre nourriture, ou tout au plus ce que requiert la consommation des villes et celle des mines les plus voisines. » Et plus loin il dit : « Le défaut de proportion qui existe entre les progrès de la population et l'accroissement de la quantité d'aliments produite par la culture, renouvelle le spectacle affligeant de la famine chaque fois qu'une grande sécheresse ou quelque autre cause locale a gâté la récolte du maïs[2]. »

Ces détails sont une preuve frappante de l'indolence et de l'imprévoyance qui règnent parmi le peuple. De telles habitudes doivent opposer de terribles obstacles à l'accroissement rapide de la richesse et de la population. Là où elles se sont une fois enracinées, il n'y a pas d'espoir qu'elles changent, si ce n'est par l'action

---

[1] *Essai politique sur la Nouvelle Espagne*, t, I, liv. II, ch. 6, p. 429.

[2] *Ibid.*, t. I, liv. II, ch. 5, p. 355 et 356.

graduelle et lente de stimulants puissants et efficaces. Tant que la répartition extrêmement inégale de la propriété foncière subsistera, et que le commerce étranger n'offrira pas un débouché suffisant pour les produits bruts du sol, ces stimulants ne pourront se présenter que très lentement et d'une manière insuffisante.

Il est impossible de douter un seul instant que l'indolence des indigènes ne soit considérablement aggravée par suite de leur situation politique; mais ce qui prouve que, malgré cette situation, le peuple cède généralement aux stimulants ordinaires, c'est la culture rapide qui se développe dans le voisinage des mines nouvelles, là où il s'établit une demande active de bras et de produits. « Bientôt le besoin réveille l'industrie; on commence à labourer le sol dans les ravins et sur les pentes des montagnes voisines, partout où le roc est couvert de terreau : des fermes s'établissent dans le voisinage de la mine : la cherté des vivres, le prix considérable auquel la concurrence des acheteurs maintient tous les produits de l'agriculture, dédommagent le cultivateur des privations auxquelles l'expose la vie pénible des montagnes [1]. »

Si tels sont les effets d'une demande réellement active de produits et de bras, il n'est pas possible de se tromper sur la cause principale de l'état arriéré de la culture dans lequel se trouve la plus grande partie du pays. Excepté dans le voisinage des mines et près des grandes villes, la demande des produits n'est pas assez active pour engager les grands propriétaires à cultiver, d'après un bon système, l'immense étendue de leurs fonds de terre, et la population qui, ainsi que nous l'avons fait voir, cherche à atteindre la dernière limite des subsistances, excède en général la demande de bras ou le nombre des personnes que le pays peut employer d'une manière régulière et constante dans l'état actuel de son agriculture et de ses manufactures.

Placés au milieu de terrains fertiles et abondants, il paraît que les indigènes en sont souvent bien mesquinement pourvus. Ils cultiveraient volontiers des portions de districts très étendus appartenant aux grands propriétaires, et certes ils en tireraient d'amples moyens de subsistance pour eux-mêmes et pour leurs familles; mais en raison de l'ignorance et de la paresse des indigènes, et aussi de l'insuffisance des demandes, des fermiers de cette espèce ne pourraient peut-être pas payer un fermage égal au produit des terres incultes, et dans ce cas, on leur permettrait rarement d'exploiter ces domaines; il en résulte que des terres qui auraient pu nourrir des milliers d'indi-

---

[1] *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, t. III, liv. IV, ch. 9, p. 12.

vidus, ne servent qu'à élever quelques centaines de têtes de bétail.

En parlant d'une partie de l'intendance de Vera-Cruz, M. de Humboldt s'exprime ainsi : « Aujourd'hui des espaces de plusieurs lieues carrées sont occupés par deux ou trois cabanes, autour desquelles errent des bœufs à demi-sauvages. Un petit nombre de familles puissantes, et qui vivent sur le plateau central, possèdent la plus grande partie du littoral des intendances de Vera-Cruz et de San-Luis Potosi. Aucune loi agraire ne force ces riches propriétaires de vendre leurs majorats, s'ils persistent à ne pas vouloir défricher eux-mêmes des terres immenses qui en dépendent [1]. »

Des propriétaires tels que ceux dont parle M. de Humboldt, peuvent très souvent être détournés de cultiver leurs terres, soit par caprice, soit par insouciance. En général, on pourrait cependant s'attendre à voir ces motifs céder, au moins en grande partie à l'influence toute puissante de l'intérêt personnel. Mais le partage vicieux des propriétés territoriales empêche que cet intérêt agisse avec autant de force qu'il devrait le faire pour développer l'agriculture. Tant que le commerce étranger ne suffira pas pour donner de la valeur aux produits naturels du sol, et tant que l'établissement général des manufactures n'aura pas ouvert des débouchés à l'industrie nationale, la demande que les grands propriétaires peuvent faire de bras sera bientôt remplie, et les classes laborieuses n'auront plus rien au-delà de leur travail à pouvoir leur donner pour l'usage de leurs terres. Quoique ces propriétaires aient amplement les moyens de faire subsister une population plus forte sur leurs domaines, le peu de nouvelles jouissances que cela pourrait leur procurer, si toutefois ils obtenaient ces jouissances, suffirait rarement pour vaincre leur indolence naturelle et pour balancer les inconvénients ou les peines inhérents à un autre système. Quant à l'encouragement que donnent à l'accroissement de la population la division et la subdivision des terres à mesure que de nouvelles familles voient le jour, le pays en est privé par suite de l'état primitif de la propriété, et par les usages et des habitudes féodales que cet état tend nécessairement à faire naître. Dans de telles circonstances, si un manque comparatif de commerce et de manufactures, que la grande inégalité des propriétés tend plutôt à perpétuer qu'à corriger, empêche cette extension de la demande des bras et des produits, qui peut seule vaincre la répugnance à se reproduire qu'entraîne une telle inégalité, il est évident que l'Amérique espagnole pourra rester pendant

[1] *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, t. II, liv. III, chap. 8, p. 342.

des siècles mal peuplée et pauvre, comparativement à ses ressources naturelles.

L'Amérique espagnole est en effet restée dans cet état. Car, malgré l'accroissement de population et de richesse, qui a été considérable, surtout dans ces dernières années, et depuis que le commerce avec la métropole est devenu plus libre, cet accroissement est resté cependant, à tous égards, fort au-dessous de ce qu'il aurait dû être, même sous un gouvernement tel que celui de l'Espagne, si la richesse du sol avait été mise à profit au moyen d'une meilleure division de la propriété foncière, ou par une demande plus forte et plus constante des produits naturels du sol.

M. de Humboldt remarque que « les personnes qui ont réfléchi sérieusement sur la richesse du sol mexicain savent que, par le moyen d'une culture plus soignée, et sans même supposer des travaux extraordinaires pour l'irrigation des champs, la portion de terrain déjà défriché pourrait fournir de la subsistance pour une population huit à dix fois plus nombreuse. » Et il ajoute avec beaucoup de raison : « Si les pleines fertiles d'Atalisco, de Cholula et de Puebla ne produisent pas des récoltes plus abondantes, la cause principale doit être cherchée dans le manque de consommateurs, et dans les entraves que les inégalités du sol opposent au commerce intérieur des grains, surtout à leur transport vers les côtes qui sont baignées par la mer des Antilles[1]. » Dans l'état actuel de ces districts, la cause principale et immédiate qui retarde la culture, c'est en effet le manque de consommateurs, c'est-à-dire le défaut de facilité pour vendre les produits à un prix qui suffise pour encourager une bonne culture, et pour mettre les fermiers à même de donner aux propriétaires, pour l'usage de leurs terres, quelque chose dont ils aient besoin. Et rien met plus obstacle à l'établissement d'un tel prix que les entraves naturelles ou artificielles apportées au commerce intérieur et extérieur.

Il paraît que la lenteur des progrès que la Nouvelle-Espagne a faits dans la richesse et la population, comparativement à ses immenses ressources, a eu plutôt pour cause le manque de demande que le manque de capital ; cela semble prouvé par l'état actuel de son capital, qui d'après M. de Humboldt, est plutôt surabondant qu'insuffisant. En parlant de la culture du sucre, qu'il croit pouvoir réussir parfaitement dans la Nouvelle-Espagne, il dit : « La Nouvelle-Espagne, outre l'avantage de sa population, en a encore un autre très important, celui d'une masse

---

[1] *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*. Tome III, liv. IV, chap. 9, p. 89.

énorme de capitaux amoncelés chez les propriétaires de mines ou entre les mains de négociants qui se sont retirés du commerce [1].

L'état de la Nouvelle-Espagne, tel qu'il est décrit par M. de Humboldt, prouve clairement dans son ensemble :

1° Que le pouvoir de nourir des travailleurs peut dépasser la volonté qu'on a de le faire ;

2° Que le temps qu'on consacre à travailler pour se procurer les choses d'utilité et d'agrément est loin d'être considérable, relativement à celui qu'on consacre à créer des subsistances ;

3° Que le défaut de richesse dans un pays fertile peut être plutôt l'effet du manque de demande que de capitaux.

Et en général, que la fertilité de la terre n'est pas, en elle-même, un stimulant suffisant pour l'accroissement permanent de la richesse.

Il n'est cependant pas besoin d'aller si loin que les possessions espagnoles d'Amérique pour s'assurer de la vérité de ces propositions. L'état de l'Espagne même, et celui de la plupart des pays de l'Europe, conduiraient aux mêmes conclusions. Nous n'avons pas même besoin d'aller plus loin que l'Irlande pour trouver une ample confirmation de leur justesse.

La culture de la pomme de terre, et son emploi comme nourriture générale des classes inférieures du peuple en Irlande, sont cause que le terrain et le travail nécessaires pour la subsistance d'une famille y sont incomparablement moindres que dans la plupart des pays de l'Europe. Cette facilité de production, lorsqu'elle n'est point accompagnée, d'une suite de circonstances heureuses propres à concentrer toute sa puissance sur l'accroissement de la richesse, produit un état de choses qui se rapproche, sous bien des rapports, de celui des pays plus arriérés en civilisation et en culture.

Ce qui caractérise surtout l'Irlande, c'est la faculté qu'elle possède, et qu'elle déploie actuellement, de nourrir une population plus nombreuse que celle que le pays peut employer ; et l'effet naturel et nécessaire de cet état de choses, c'est une indolence générale. Les propriétaires fonciers et leurs principaux fermiers, possédant des subsistances et des objets de première nécessité, ou ayant des moyens très faciles de se les procurer, ont toujours des ouvriers en abondance à leur disposition ; mais ces ouvriers ne trouvant point d'emploi suffisant dans les fermes où ils sont établis, ont rarement les moyens de fournir à leurs propriétaires les objets qui leur sont *le plus utiles et désirables*. Quelquefois, il est

---

[1] *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*. Tome III, liv. IV, chap. 10, p. 178.

vrai, par suite de la concurrence, de très forts fermages ont été donnés pour de petites portions de terrains propres à la production des pommes de terre. Mais comme le moyen de payer de tels fermages doit dépendre, en grande partie, de la facilité d'avoir de l'ouvrage, le nombre des familles vivant sur un domaine et pouvant payer de gros fermages en argent, doit avoir évidemment des bornes. Il y a, en effet, raison de croire que le paysan irlandais (*cotter*, *cottager*) s'est souvent trouvé dans l'impossibilité de payer le fermage stipulé ; et on reconnaît généralement que les plus intelligents propriétaires irlandais, conduits par des motifs d'humanité et d'intérêt, s'occupent en ce moment des moyens d'arrêter, dans leurs domaines, cette surabondance de population, qui, en même temps qu'elle donne naissance à un degré excessif de pauvreté, de misère et d'indolence, offre rarement à celui qui emploie des ouvriers, une compensation dans le bas prix de leurs salaires, pour le nombre plus considérable de bras qu'il est obligé de payer pour tel ou tel travail. Les propriétaires en Irlande sont aujourd'hui généralement convaincus qu'un plus petit nombre de journaliers plus laborieux les mettrait à même d'obtenir un produit plus considérable pour la consommation des villes et des manufacturiers. De plus, ces journaliers contribueraient beaucoup plus à accroître la richesse générale du pays, leur condition serait bien plus heureuse, et ils pourraient payer au propriétaire un fermage plus considérable et mieux assuré pour ses terres. On a donc raison de dire que les possesseurs de subsistances et des choses de première nécessité en Irlande, ne peuvent pas, en retour, obtenir les objets qui leur sont le plus utiles et le plus désirables.

Tout le monde connaît l'indolence des laboureurs en Irlande. Que cette indolence provienne de ce que, dans l'état actuel des choses, ils ont réellement fort peu de quoi s'occuper, ou bien d'une disposition naturelle à l'oisiveté que des stimulants ordinaires ne sauraient vaincre, il n'en est pas moins vrai que le temps considérable qui reste à leur disposition, après la production des choses nécessaires, ne sert certainement pas à leur procurer les choses d'agrément et de luxe. Le triste vêtement et le logement plus triste encore du paysan irlandais, sont aussi connus que le loisir dont il jouit, et qu'on pourrait s'attendre à le voir employer à se pourvoir amplement de toute sorte de choses utiles. On peut dire cependant, et avec raison, pour justifier le paysan irlandais, que ce n'est pas dans l'état de société où il s'est vu placé qu'on peut connaître de quoi il est capable; car il s'est trouvé privé des motifs qui, pour l'ordinaire, donnent naissance aux habitudes industrieuses. Dans presque toutes les parties de l'île, surtout dans le midi

et l'ouest, la population des cantons ruraux dépasse les besoins de l'agriculture. Le peuple aurait donc beau être porté au travail, il ne pourrait jamais trouver à être employé régulièrement aux travaux agricoles. Dans les régions montueuses du pays principalement consacrées aux pâturages, cette impossibilité de trouver de l'ouvrage est surtout frappante. Une petite ferme au milieu des montagnes de Kerry, est peut-être capable de faire subsister une famille nombreuse, dans laquelle il y a plusieurs garçons adultes; mais les travaux de la ferme se réduisent à fort peu de chose, et ce sont les femmes qui en font la majeure partie. Ce qui reste à faire aux hommes ne suffit pas pour les employer pendant un nombre d'heures égal à un seul jour par semaine; et la conséquence en est qu'on les voit inactifs partout, comme si le temps n'était pour eux d'aucune utilité.

On croirait qu'ayant tant de loisir, ils s'occuperaient à bâtir de meilleures maisons, ou au moins à les rendre plus commodes, et à les tenir propres et soignées. Mais, quant au premier objet, il se peut qu'il y ait quelque difficulté de se procurer des matériaux; et quant au second, nous savons par expérience que le paysan irlandais n'en comprend pas l'utilité, ou ne comprend pas que cela puisse le dédommager des peines qu'il se donnerait.

Ils pourraient aussi cultiver ou acheter les matières premières de leur habillement, pour les travailler chez eux; et c'est en effet ce qu'ils font jusqu'à un certain point; car la plus grande partie des étoffes de lin et de laine dont ils sont habillés, ce sont eux-mêmes qui les fabriquent. Mais ils ne peuvent acheter les matières premières qui ne sont pas indigènes, sans une grande difficulté, en raison du bas prix métallique des salaires; et il ne faut pas s'étonner si, en préparant ces matières pour les rendre propres à faire des vêtements, ils cèdent souvent aux instigations de la paresse, trop puissantes en général pour l'humaine faiblesse, lorsqu'il n'est question que d'un travail qu'on peut différer ou négliger, sans autre inconvénient que d'être obligé de porter pendant quelque temps de plus de vieilles hardes, et cela dans un pays où l'usage est certainement favorable à cette insouciance.

Si le paysan irlandais pouvait trouver un débouché pour le produit de ses travaux domestiques, qui lui assurât constamment de l'emploi à un prix raisonnable en argent, ses habitudes changeraient probablement bientôt; mais on n'a peut-être jamais vu un corps de nation considérable, dont les habitants aient acquis des habitudes d'ordre et d'industrie, là où ils n'étaient pas parvenus à se faire employer d'une manière régulière et constante, et là où, pour être constamment et

utilement occupés, il leur fallait déployer un degré extraordinaire de prévoyance, d'activité et de force de caractère.

On dira peut-être que c'est le capital seul qui manque en Irlande, et que si le pays en était pourvu, toute la population trouverait aisément de l'emploi. Il est hors de doute qu'une des choses dont l'Irlande a le plus besoin, c'est de capitaux; mais je crois que ce serait une grande erreur de supposer que l'importation d'une grande masse de capitaux, si elle était possible, suffirait pour atteindre sur-le-champ le but désiré, et pour créer une somme de richesse proportionnée au nombre des bras qui paraissent prêts à travailler à la produire. Le montant du capital qui pourrait être employé en Irlande à fabriquer des marchandises pour l'exportation, dépendrait évidemment de l'état des marchés étrangers; et le montant des fonds qui pourraient être employés aux objets manufacturés pour la consommation du pays, dépendrait de la demande de l'intérieur. La tentative de s'ouvrir un marché étranger à force de capital, doit nécessairement occasionner une baisse anticipée des profits, et peut, après de grandes pertes, devenir même tout-à-fait infructueuse. Quant à la demande de l'intérieur, tant que les habitudes de la grande masse du peuple seront telles que nous les voyons aujourd'hui, cette demande ne saurait en aucune manière suffire pour faire écouler les produits créés par la masse des nouveaux capitaux. Dans un pays où l'on se procure les aliments avec si peu de travail et dont la population est encore égale ou peu s'en faut aux produits, il est peut-être impossible que le temps qui n'est pas consacré à la production de la subsistance, puisse créer une quantité proportionnée de richesse, à moins qu'il n'y ait un goût très décidé pour les objets d'utilité et de luxe parmi les classes inférieures, et des moyens de les acheter suffisants pour en faire naître la demande. Mais tout le monde sait combien le goût du paysan irlandais pour de semblables objets est encore loin d'être formé. Ses besoins sont peu nombreux, et il est dans l'habitude de les satisfaire principalement en famille. Par suite du bas prix de la pomme de terre, qui est la principale nourriture des classes inférieures, les salaires du journalier sont très faibles, et la portion d'argent qui lui reste, après s'être procuré les choses de première nécessité, est à peine suffisante pour payer quelques objets utiles. Toutes ces circonstances sont on ne peut plus défavorables à cet accroissement de richesse qui résulte de la fabrication des articles destinés à la consommation de l'intérieur. On sait combien les goûts et les habitudes d'un peuple nombreux sont lents à changer. Dans l'intervalle, l'emploi de capitaux peu proportionnés avec la marche des choses, ne pourrait

certainement pas rapporter des profits assez considérables pour encourager l'accumulation soutenue du capital et son application au même emploi. On peut dire en général que la demande est tout aussi nécessaire à l'accroissement du capital, que l'accroissement du capital l'est à la demande. Ils agissent l'un sur l'autre, se prêtent un appui mutuel, et aucun des deux ne peut marcher avec vigueur, si l'autre reste fort en arrière.

Dans l'état actuel de l'Irlande, je suis porté à croire que le temps d'arrêt subi par ses manufactures est venu plutôt d'un défaut de demande que d'un manque de capital. La détresse particulière que ce pays a éprouvée à la conclusion de la dernière guerre, a été incontestablement due à cette cause, quelle qu'ait pu être la destruction de capital depuis cette époque. Autrefois les grands dommages éprouvés par les manufactures de l'Irlande venaient des restrictions injustes et impolitiques qui lui étaient imposées par l'Angleterre, et dont l'effet était d'empêcher ou de restreindre la demande pour les produits des fabriques irlandaises.

L'Irlande manque, d'ailleurs, d'une des causes principales de toute prospérité : une sécurité parfaite dans la propriété. Il serait impossible de déterminer l'influence que produirait l'immigration des capitaux anglais dans ce pays, tant qu'on n'aura pas remédié à un vice aussi grave. Une réforme de cette importance aurait nécessairement pour effet d'accroître la demande et l'offre des capitaux; mais tout porte à croire que dans l'état actuel des choses, des avances de fonds produiraient de faibles résultats. Le gouvernement peut aider avantageusement à la prospérité du pays par des établissements spéciaux, des voies de communication rapides et générales; mais tout ce qui aboutirait à y lancer forcément de nouveaux capitaux destinés à étendre la culture, aurait pour effet de créer une demande de travail à laquelle il serait impossible de satisfaire pendant longtemps, et qui tendrait à paralyser les efforts individuels et à jeter les classes laborieuses dans la pauvreté et la détresse.

L'état de l'Irlande, relativement au temps et au travail nécessaires pour la production de la subsistance de ses habitants, offre les plus étonnantes ressources pour le développement de la richesse manufacturière et commerciale. Si, par le moyen d'un système perfectionné d'agriculture, on y faisait venir les subsistances et les matières premières nécessaires pour la population, en employant le travail rigoureusement nécessaire pour que tout cela se fît de la meilleure manière, et si le reste de la population, au lieu de mener une vie désœuvrée

était occupé aux manufactures et au commerce dans de grandes villes florissantes, l'Irlande deviendrait incomparablement plus riche que l'Angleterre. Voilà tout ce qu'il faudrait pour ouvrir une libre carrière à ses grandes ressources naturelles. Or, pour arriver à un tel état de choses, un immense capital est sans doute nécessaire, mais il ne faudrait l'employer que dans la mesure graduelle des besoins, pour qu'il produise tous ses avantages; car un accroissement prématuré de capital aurait des effets bien moins profitables et permanents, qu'un changement dans les goûts et les habitudes des classes inférieures de la nation, dans le mode de rémunération pour le travail, dans l'organisation générale de la société [1], qui leur donnerait à la fois la volonté et les moyens d'acheter des produits nationaux ou étrangers.

On peut donc dire que l'état de l'Irlande conduit aux mêmes conclusions que celui de la Nouvelle-Espagne. Il prouve:

Que le pouvoir de nourrir des travailleurs peut souvent dépasser la volonté qu'on a de le faire;

Que le peu de travail requis pour se procurer la subsistance ne fait pas toujours qu'on emploie plus de temps à acquérir les choses utiles et d'agrément;

Que le défaut de richesse, dans un pays fertile, peut être plutôt l'effet du manque de demande que du manque de capitaux;

Et en général, que la fertilité de la terre n'est pas en elle-même un stimulant suffisant pour l'accroissement permanent de la richesse.

SECTION V. — DES INVENTIONS QUI ÉPARGNENT LA MAIN-D'ŒUVRE, CONSIDÉRÉES COMME STIMULANT POUR L'ACCROISSEMENT CONTINU DE LA RICHESSE.

Il est rare que des inventions qui ont pour objet d'épargner la main-d'œuvre, acquièrent une grande extension, à moins qu'il n'y en ait un besoin bien prononcé. Ces inventions sont l'effet naturel des progrès de la civilisation, et dans leurs formes les plus perfectionnées, elles viennent en général au secours de l'affaiblissement des facultés productives de la terre. La fertilité de la terre, étant un don de la nature, existe, que l'on en ait besoin ou non; elle doit, par conséquent, surpasser pendant bien des siècles le pouvoir que nous avons de l'épuiser entièrement. Les inventions qui remplacent la main-d'œuvre par des machines, étant au contraire le résultat du génie de l'homme, et lui étant

[1] Rien n'est plus favorable à la demande qu'une proportion considérable des classes moyennes de la société.

suggérées par ses besoins, elles ne doivent que rarement les dépasser.

Mais les mêmes lois s'appliquent à ces inventions et au travail manuel de l'homme. Tout cela tient à la facilité de production ; et, dans les deux cas, on ne peut faire un usage entier de cette facilité, à moins que le pouvoir qui en résulte de fournir des produits ne soit accompagné d'une extension convenable du débouché.

Aussitôt qu'une machine est inventée, qui, en épargnant la main-d'œuvre, fournit des produits à un prix plus bas qu'auparavant, l'effet le plus ordinaire qui se manifeste, c'est une extension de demande pour des objets qui par leur bon marché sont mis à la portée d'un plus grand nombre d'acheteurs ; et cette extension est telle, que la valeur de toute la masse des objets fabriqués par ces nouvelles machines surpasse de beaucoup celle des produits qui étaient manufacturés auparavant. Malgré l'économie de la main-d'œuvre, ce genre d'industrie se trouve donc employer plus de bras qu'auparavant.

Un exemple frappant de cet effet s'est manifesté dans les machines employées à filer et à tisser le coton en Angleterre. La consommation des étoffes de coton s'est si fort accrue dans le pays et dans l'étranger, par suite du bon marché, que la valeur de la totalité de ces étoffes et du fil de coton surpasse actuellement, d'une manière extraordinaire, leur ancienne valeur. D'un autre côté, l'accroissement rapide de la population des villes de Manchester, de Glasgow, etc., depuis trente ans, prouve assez combien, sauf quelques exceptions temporaires, le travail dans les manufactures de coton s'est accru, malgré l'introduction des machines.

Lorsque l'introduction des machines produit cet effet, il n'est pas aisé de calculer jusqu'à quel point elles tendent à enrichir une nation, ou à augmenter la valeur et la quantité des produits indigènes et étrangers.

Si pourtant le produit, à la création duquel on applique des machines, n'était pas d'une nature telle que sa consommation pût augmenter par le bas prix, l'accroissement de richesse qui en résulterait ne serait ni aussi considérable, ni aussi certain. L'effet des machines pourrait néanmoins être très avantageux ; mais l'importance de cet avantage[1] tien-

---

[1] La manière dont je m'exprime ici me fait trouver étrange d'avoir été rangé par M. de Sismondi au nombre des ennemis des machines. Si le lecteur veut bien peser attentivement ce que je dis, il verra, je pense, qu'il m'était impossible d'en dire davantage sans m'écarter de la vérité. Soutenir, en effet, que dans tous les cas, il en résulterait *le même avantage* et la même facilité de placements pour les capitaux, me semble, je l'avoue, une assertion aussi peu exacte en théorie qu'en pratique.

drait à des circonstances accidentelles. Supposons que plusieurs capitalistes emploient chacun 20,000 l. st. dans un genre de manufacture d'une consommation bornée, et qu'on introduise des machines qui, en épargnant la main-d'œuvre, les mettent à même de satisfaire à la demande actuelle pour l'article en question, moyennant un capital de 10,000 l. st. au lieu de 20,000. Dans ce cas, quelques dizaines de 1,000 l. se trouveraient sans emploi, ainsi que les ouvriers que ces capitaux servaient à payer. D'un autre côté, il y aurait une portion de revenu disponible avec laquelle on pourrait acheter plus de produits; et ce surcroît de demande serait sans doute assez avantageux pour engager à donner une autre direction aux capitaux hors d'emploi. Il faut toutefois se rappeler que ce ne serait pas là une nouvelle demande; et même après qu'elle aurait été satisfaite, elle ne pourrait que remplacer la diminution de capital et de profits occasionnée dans une certaine branche d'industrie par l'emploi d'autant de fois 10,000 l. substitués à 20,000. Mais, toutes les fois qu'on distrait le capital d'un emploi pour le diriger ailleurs, on éprouve presque toujours une perte considérable[1]. Lors même que tout le restant serait immédiatement employé, la valeur en serait moindre. Et en définitive, à moins qu'on ne prît plus de domestiques à gages, il y aurait beaucoup d'individus sans ouvrage. Ainsi donc, le pouvoir que la totalité de l'ancien capital aurait de payer la même quantité de travail qu'auparavant, dépendrait évidemment de la possibilité de dégager les capitaux de leurs anciens emplois, sans les diminuer, et de pouvoir leur trouver sur-le-champ un nouveau placement aussi avantageux.

Mais cette prétendue facilité à appliquer immédiatement de nouveaux capitaux à de nouvelles industries, sans en diminuer le rapport, me semble complètement démentie par l'expérience générale. La supposition qu'on fait ici repose sur un état de choses tout à fait différent de celui que nous présentent nos grandes manufactures, c'est-à-dire un état dans lequel l'abaissement du prix amené par l'emploi des

---

[1] Cette perte porte surtout sur cette partie du capital qui est engagée dans une industrie. Les bâtiments, les ateliers, les outils, le mobilier, les améliorations incorporées au sol, perdent la plus grande partie de leur valeur. Cet effet désastreux se fait surtout ressentir dans les pays anciennement civilisées, là où les travaux des générations éteintes ont laissé de lentes et considérables accumulations. Plus facile à déplacer et à transformer que le capital fixe, le capital circulant est beaucoup moins affecté d'un changement, surtout s'il est permis de le prévoir et de s'y préparer, en donnant à cette partie du capital une direction plus intelligente, ou en le consacrant à d'autres emplois. (M. M.)

machines agrandit le marché, et augmente par cela même la masse et la valeur du produit total. Pour mettre ce principe à l'épreuve, poussons-le encore plus loin, et supposons que, sans aucune extension des débouchés étrangers pour nos marchandises, on pût, par le moyen des machines, obtenir tous les objets dont on fait usage aujourd'hui, en n'employant que le tiers du travail qu'on y met actuellement. Y aurait-il alors quelque probabilité pour que la masse des capitaux sans emploi pût être avantageusement placée, ou que la masse des ouvriers sans ouvrage pût trouver les moyens de se procurer une portion suffisante du produit national? Si quelques autres branches du commerce étranger étaient susceptibles d'acquérir un grand développement par le moyen du capital et du travail qui n'auraient plus d'emploi, le cas changerait entièrement, et les retours de ces nouveaux travaux pourraient fournir des stimulants suffisants pour maintenir la valeur du revenu national. Mais, s'il n'était possible d'obtenir qu'un surcroît de produits indigènes, il y aurait tout lieu de craindre un ralentissement dans les efforts de l'industrie. Le paysan qui, pour avoir de quoi acheter du thé ou du tabac, pourrait être disposé à travailler quelques heures de plus, pourrait aimer mieux ne rien faire que d'avoir un nouvel habit. Le fermier ou le petit propriétaire foncier, qui pourrait obtenir les objets ordinaires d'utilité ou d'agrément à un tiers de leur ancien prix, pourrait bien ne pas travailler avec tant d'activité pour se procurer un excédant de produit territorial. Et le commerçant ou le marchand qui continuerait à faire des affaires avant d'avoir les moyens de boire du vin de Bordeaux et de Champagne, et d'en donner à ses amis, pourrait regarder la possession d'un surcroît de denrées indigènes comme ne valant en aucune manière le sacrifice de soins aussi assidus.

On a dit que là où il y a un revenu prêt pour la demande, il est impossible qu'il y ait la moindre difficulté dans l'emploi du travail et du capital qui peut satisfaire à cette demande; car le possesseur de ce revenu, plutôt que de ne le point dépenser, serait prêt à acheter une table ou une chaise qui aurait coûté le travail de cent ouvriers pendant un an. Cela peut être vrai, dans le cas de revenus fixes en argent acquis par héritage, ou avec peu ou point de peine. On sait bien que plusieurs des patriciens romains, qui devaient principalement leurs immenses richesses à la facilité des moyens de pillage, donnaient quelquefois les sommes les plus énormes pour des objets d'un luxe fantastique. Il est sûr qu'une plume suffit pour faire pencher la balance, lorsqu'il n'y a rien du côté opposé. Mais, dans les pays où le montant du revenu national dépend en grande partie de l'emploi du travail, de l'activité et de soins atten-

tifs, il faut qu'il y ait quelque chose dans les objets qu'on veut acquérir qui les rende désirables par eux-mêmes, afin de compenser les peines qu'on se donne pour les obtenir. Car autrement tout effort cesserait, et l'expérience prouve assez, par le nombre de personnes qui se retirent tous les jours des affaires, tout en ayant l'espoir le mieux fondé d'augmenter encore leur fortune, que la plupart des hommes mettent certaines bornes, — quelque variables qu'elles soient d'ailleurs, — à la somme de choses utiles et agréables pour la possession desquelles ils sont disposés à travailler. Il y en a bien peu qui consentent à travailler dans un comptoir pendant six ou huit heures par jour pour avoir les moyens d'acheter des objets, dont le seul mérite consiste dans la quantité de travail que leur production à coûté.

Il est vrai néanmoins que tout grand revenu qui se crée dans un pays sous forme d'une grande somme de rentes, de profits et de salaires, doit être contraire à toute baisse essentielle dans la valeur de ce revenu. Hume [1] a fait la remarque très juste que, lorsque les affaires d'une nation sont arrivées à ce degré, c'est-à-dire, lorsque, par le moyen du commerce étranger, cette nation a acquis les goûts nécessaires pour donner de la valeur à une quantité de travail qui n'est point employée à la production des choses réellement nécessaires, elle peut perdre une partie de ce commerce, et rester cependant grande et puissante, par suite des efforts extraordinaires qui seraient faits par les capitalistes et par les habitants industrieux qui chercheraient à perfectionner les manufactures nationales, afin de satisfaire les goûts déjà formés, et d'offrir aux revenus déjà créés des moyens de dépense. Mais, en supposant possible que le revenu d'une telle nation pût se maintenir, il n'y a pas la moindre probabilité qu'il pût s'accroître; et il est presque sûr qu'il ne serait pas aussi considérable, sans le débouché offert par le commerce étranger.

Je crois qu'on sera convaincu de ceci, si l'on fait attention à la quantité de machines que l'Angleterre exporte, principalement par l'emploi de ses belles marchandises, et si l'on étudie la nature des retours qu'elle obtient en échange. D'après les tableaux du commerce pour l'année expirant le 5 janvier 1818, on voit que trois seuls articles dans la fabrication desquels on emploie des machines, c'est-à-dire les cotonnades, les lainages, la quincaillerie, y compris les ouvrages en acier, etc., sont estimés au-delà de 29,000,000 de l. st. Et parmi les principaux articles imposés, on compte le café, l'indigo, le sucre, le thé, les soies, le tabac, les vins, le coton et la laine, dont la valeur totale

---

[1] *Essays*. Vol. I, p. 293.

monte à plus de 18,000,000 sur les 30! Comment, le demanderai-je, pourrions-nous obtenir ces objets précieux du dehors, si nous n'avions pas donné plus d'extension à nos exportations, par l'emploi des machines? Et d'ailleurs, comment trouverait-on dans notre pays des matières capables de remplacer ces produits importés, et qui eussent les mêmes effets pour encourager l'agriculture, et favoriser l'accumulation du capital et l'accroissement de la population? Si à ces considérations on ajoute les fortunes qui ont été faites dans ces manufactures pour lesquelles le marché s'est agrandi de jour en jour, et qui ont constamment exigé plus de capital et plus de bras; si l'on compare cet état de choses avec la nécessité de chercher constamment de nouveaux emplois pour le même capital et les mêmes ouvriers, déplacés par chaque nouvelle invention de machines, on se convaincra que l'état de l'Angleterre eût été totalement différent de ce qu'il est à présent, que ce pays n'aurait jamais acquis le même revenu en rentes, en profits et en salaires, si le talent qui a été déployé dans l'invention des machines, n'eût point été accompagné d'une extension correspondante dans les débouchés offerts aux objets fabriqués par ces machines.

On peut douter avec raison, en supposant aujourd'hui une interruption de notre commerce avec l'étranger, qu'on pût trouver dans le pays les moyens de remplacer le thé, le café, le sucre, les vins, la soie, l'indigo, le coton, etc., de manière à maintenir la valeur de notre revenu actuel. Mais très certainement, si depuis le temps d'Édouard Ier, la division de la propriété foncière n'avait pas varié et si les débouchés pour nos produits étaient restés stationnaires au dehors, nos revenus territoriaux, et encore moins les revenus commerciaux et industriels, n'auraient pas approché de ce qu'ils sont aujourd'hui.

Même dans l'état actuel de division de la propriété foncière en Europe, qui est incomparablement préférable à ce qui existait il y a cinquante ans, la plupart des pays dont elle se compose se trouveraient comparativement dépeuplés sans le commerce et les manufactures. Otez l'impulsion donnée par les bénéfices de ces industries, et il ne pourra y avoir de motifs suffisants pour engager les grands propriétaires à vendre une partie de leurs vastes domaines, ou à les faire cultiver avec soin.

Selon Adam Smith, les manufactures les plus importantes des pays du nord et de l'ouest de l'Europe furent établies pour imiter des articles étrangers, dont le goût s'était introduit par suite du commerce extérieur ou par le perfectionnement graduel des produits indigènes qu'on

chercha à rendre propres à l'exportation [1]. Dans le premier cas, on fait dépendre l'origine même des manufactures d'une extension antérieure du marché, et de l'importation d'articles étrangers, et, dans le second, le but principal et l'utilité des perfectionnements introduits dans la fabrication des produits indigènes, paraît être de les rendre propres à un marché étranger, sans lequel les avantages locaux qu'on peut en tirer seraient en grande partie perdus.

Pendant le cours de la dernière guerre, nous avons eu un puissant auxiliaire dans nos machines à vapeur, qui nous ont mis à même de disposer d'une quantité prodigieuse de produits et de bras étrangers [2]. Mais combien l'effet de ces machines n'eût-il pas été affaibli, si nous n'avions pu exporter nos marchandises de coton, nos lainages et notre quincaillerie?

Si l'on pouvait exploiter avantageusement les mines d'Amérique par le moyen de machines, et si le roi d'Espagne pouvait augmenter à son gré les droits de manière à tirer le plus grand parti de cet avantage, quel immense revenu ne pourrait-il pas en recueillir! Mais il est évident que les effets de semblables machines deviendraient tout à fait insignifiants, si le marché pour les métaux précieux se trouvait borné aux pays adjacents. Dans ce cas, le principal effet de l'introduction des machines serait de mettre des capitaux et des bras hors d'emploi.

Sous le régime des faits actuels, la population et la richesse de Manchester, de Glasgow, de Leeds, etc., ont éprouvé un grand accroissement depuis quelques années, par suite de la demande croissante pour les produits de leurs manufactures, qui ont exigé tous les jours plus d'ouvriers pour les faire marcher; mais si on n'avait eu besoin que d'un plus petit nombre d'individus, par suite de l'économie de travail due aux machines, et du manque d'extension du marché, il est évident que ces villes auraient été comparativement pauvres et mal peuplées. Il est

---

[1] *Richesse des nations*, liv. III, ch. 3, p. 501.

[2] La force incalculable que l'Angleterre a empruntée, dans les guerres de la révolution et de l'empire, à la puissance des agents mécaniques appliqués à l'industrie, a été ainsi caractérisée par un grand homme d'état de l'Angleterre : « Si nous avons glorieusement terminé la lutte où nous avons été engagés pendant un quart de siècle, a dit Huskisson, nous le devons aux ressources que nous a créées le génie de M. Watt, lorsqu'il a perfectionné les machines à vapeur. Sans les améliorations mécaniques et physiques qui ont donné à l'industrie et à la richesse de ce pays un développement graduel et assuré, nous aurions été contraints de subir une paix humiliante bien avant l'époque où la victoire a favorisé nos armes. » (M. ML)

impossible de juger jusqu'à quel point le capital et la main-d'œuvre épargnés par l'introduction des machines dans un district auraient pu en enrichir d'autres; et l'on peut là-dessus faire telle assertion qu'on voudra, car il est impossible d'en vérifier la vérité par un appel aux faits. Mais je demanderai s'il y a le moindre fondement à dire que le capital épargné à une époque quelconque dans ces manufactures, serait non-seulement conservé et employé autre part, mais qu'il le serait d'une manière aussi profitable, et créerait dans d'autres industries une valeur échangeable égale à celle qu'il aurait pu créer à Manchester et à Glasgow, avec des débouchés croissants? En un mot, y a-t-il quelque raison plausible pour assurer que si l'exportation de la valeur de 20 millions de livres sterling que nous envoyons à l'étranger en ce moment était tout à fait arrêtée, soit par l'effet des progrès de l'industrie rivale des pays étrangers, soit par suite des prohibitions, cela ne nous empêcherait point de trouver pour notre capital et notre travail un emploi aussi avantageux, aussi lucratif pour les individus, et aussi productif de richesse pour le pays relativement à la valeur échangeable de son revenu?

Tout pays a sans contredit la faculté de consommer ses produits, quelque forte qu'en soit la quantité, comme tout homme qui se porte bien a la *faculté* d'appliquer son esprit et son corps à un travail productif, pendant dix ou douze heures par jour. Mais ce sont là des vérités stériles, qui ne conduisent pas nécessairement à des résultats pratiques, par rapport à l'accroissement de la richesse. Si nous ne pouvions point exporter nos cotonnades, il est bien certain que, tout en conservant le pouvoir de les consommer toutes nous-mêmes à des prix rémunérateurs pour les producteurs, nous n'en aurions pas la volonté. Aussi la quantité produite serait-elle diminuée. La conservation de la richesse nationale et de notre revenu, dépendrait entièrement de la possibilité d'employer le capital qui serait dégagé du commerce des cotons, de manière à lui faire produire des objets auxquels on mettrait autant de prix et qu'on consommerait avec autant d'empressement que les articles importés auparavant du dehors. Il n'y a point de magie, de prodige dans les marchés étrangers. C'est dans chaque pays que la demande et la consommation définitives doivent toujours se réaliser; et si l'on pouvait produire chez soi des objets qui exciteraient le peuple à travailler un assez grand nombre d'heures par jour, qui procureraient autant de jouissances et qui feraient naître une consommation de la même *valeur*, les marchés étrangers deviendraient inutiles. Nous savons cependant par expérience, que bien peu de pays sont capables de

produire des choses qui puissent, sous tous les rapports, tenir lieu de celles que le commerce peut apporter de terroirs et de climats différents. Sans un tel commerce, et avec un grand accroissement des moyens de production, il est fort à craindre de voir diminuer l'industrie, la consommation et la valeur échangeable; et ce danger se réaliserait indubitablement, si le bas prix des produits indigènes occasionné par l'usage des machines, stimulait l'esprit d'économie au lieu de la prodigalité.

Mais il est reconnu que la facilité de production a la plus grande tendance à ouvrir des débouchés, soit dans le pays même, soit à l'étranger. C'est pourquoi, dans l'état actuel de presque tous les pays, il y a peu de mauvais effets durables résultant de l'introduction des machines. Il est toujours à présumer que leur emploi doit tendre à accroître considérablement la richesse et la valeur. Il faut pourtant convenir que les grands avantages qui résultent de la substitution des machines au travail manuel, dépendent de l'extension du marché pour les objets produits, et du surcroît d'encouragement donné à la consommation; car, sans cette extension du marché et ce surcroît de consommation, ces avantages doivent en grande partie disparaître. Ainsi que la fertilité de la terre, l'invention de bonnes machines donne naissance à un développement prodigieux de production. Mais ni l'une ni l'autre de ces deux forces ne peut être mise pleinement en activité, si la situation et les circonstances, ou si les habitudes et les goûts de la société s'opposent à la création de débouchés suffisants pour les produits, et à un accroissement convenable dans la consommation.

Les trois causes qui favorisent le plus la production, sont l'accumulation du capital, la fertilité du sol, et les inventions qui épargnent la main-d'œuvre. Elles agissent dans le même sens; et comme elles tendent toutes à faciliter l'approvisionnement, indépendamment de l'état de la demande, il n'est pas vraisemblable qu'aucune d'elles isolément, ou toutes réunies, puissent offrir un encouragement suffisant à l'accroissement de la richesse.

SECTION VI. — DE LA NÉCESSITÉ DU CONCOURS DES FACULTÉS PRODUCTIVES AVEC LES MOYENS DE DISTRIBUTION, POUR ASSURER L'ACCROISSEMENT CONTINU DE LA RICHESSE.

Nous avons fait voir que les facultés productives, quelque puissance qu'elles puissent atteindre, ne sont pas, par elles-mêmes, suffisantes pour assurer la création d'un degré proportionné de richesse. Quelque chose de plus paraît nécessaire pour donner une pleine activité à ces

facultés : c'est une demande réelle et que rien n'arrête, pour tout ce qui est produit. Ce qui me semble contribuer le plus puissamment à ce résultat, c'est que la distribution des produits et leur conformité avec les besoins des consommateurs, soient de nature à accroître constamment la valeur échangeable de la masse totale. Dans une section précédente consacrée à la différence entre la richesse et la valeur, nous avons reconnu que ce qui rapproche le plus ces deux termes, c'est le rôle nécessaire que joue la valeur dans la production de la richesse. En effet, tant que le prix qu'un individu ou une société attachent à une chose, autrement dit la valeur qu'ils lui accordent, ne suffit pas pour compenser les frais de production, on peut être assuré que cette chose ne sera pas produite de nouveau.

Dans les cas particuliers, la faculté de produire certains objets est plus ou moins active, selon l'étendue de la demande effective pour ces produits ; et, ce qui engage le plus à les produire, c'est leur haut prix courant, ou l'accroissement de leur valeur échangeable, avant qu'un surcroît de capital et de travail ait été consacré à les produire.

De même, ce qui favorise le plus la production constante de la totalité des denrées, c'est une augmentation de la valeur échangeable de leur masse totale, avant l'emploi d'une plus grande somme de capital et de travail.

Nous avons dit, dans une des sections précédentes, que si toutes les grandes routes et les canaux d'un pays étaient détruits, et qu'il y eût de grandes entraves à la distribution des produits, la valeur totale de ces produits baisserait considérablement. Il est clair en effet, que si leur distribution ne se trouvait pas en rapport avec les besoins, les goûts et les moyens de la population existante dans différentes localités, la valeur des produits pourrait baisser au point de devenir relativement insignifiante. D'après ce même principe, si les moyens de distribuer les produits d'un pays devenaient encore plus faciles, et si ces produits étaient encore mieux adaptés qu'à présent aux besoins, aux goûts et aux facultés des consommateurs, il est indubitable qu'il en résulterait un grand surcroît de la valeur de la totalité des produits.

Mais, pour mieux faire comprendre combien la distribution tend à augmenter la masse de la valeur échangeable, nous n'avons qu'à consulter l'expérience. Avant l'établissement de bonnes routes et de canaux en Angleterre, le prix des produits, dans beaucoup de cantons ruraux, était extrêmement modique, comparativement au prix des mêmes produits sur les marchés de Londres. Les moyens de distribution étant devenus plus aisés, le prix des produits de la campagne haussa

à la campagne, et celui de certaines denrées de Londres, envoyées dans l'intérieur pour y être échangées contre les produits de l'agriculture, haussèrent à Londres, et cette hausse fut plus forte que la baisse des produits de la campagne sur les marchés de Londres, et que celle des produits de Londres sur les marchés de l'intérieur. C'est pourquoi la valeur de tout le produit, c'est-à-dire, de tous les objets d'approvisionnement fournis par Londres et par les campagnes pris ensemble, augmenta considérablement ; et, tandis que l'extension de la demande encourageait ainsi l'emploi d'une plus grande somme de capital, la hausse temporaire des profits occasionnée par cette extension, devait contribuer puissamment à fournir le surcroît de capital requis. Je crois qu'une meilleure distribution des marchandises d'un pays, fruit de communications plus faciles, a toujours eu pour effet d'accroître la valeur et la quantité du produit total.

Le numéraire, qui est notre mesure la plus usuelle de la valeur, peut en général convenir, pendant de courtes époques, pour déterminer un accroissement dans la valeur du produit total ; et, quoique considérée abstractivement, la richesse soit presque indépendante de l'argent, néanmoins, dans l'état actuel des relations mutuelles entre les différents pays du monde, il est rare qu'il se manifeste une grande augmentation ou diminution de la valeur métallique de tous les produits d'un pays, sans qu'il y ait en même temps un accroissement ou une diminution de demande pour ces produits, comparativement à la quantité qui en est offerte.

Cependant il arrive certainement que pour des époques d'une certaine étendue, la valeur du lingot éprouve des variations non-seulement dans tous les pays en général, mais dans quelques-uns en particulier, et je ne prétends pas nier qu'un pays puisse trouver le moyen d'accroître sa richesse après une baisse dans le prix métallique de tous ses produits. C'est pourquoi, quand il y a doute relativement au changement de la valeur des marchandises, il faut recourir à cet étalon dont j'ai essayé d'établir l'utilité et l'exactitude, et dont Adam Smith lui-même a dit : « Le travail, sachons-le bien, le travail seul, et non telle « ou telle espèce de marchandise, est la mesure réelle de la valeur de « l'argent et de toutes les autres marchandises [1]. »

La richesse générale et la richesse individuelle, naissent toujours de la demande effective. Toutes les fois que la demande des produits est grande, c'est-à-dire toutes les fois que la valeur échangeable de toute

---

[1] Liv. I, ch. 2, p. 258.

la masse rétribue plus de bras qu'à l'ordinaire sans augmentation du capital consacré à la production, il faut s'attendre aussi exactement à voir un accroissement général des produits, qu'à voir s'accroître la masse de tel ou tel objet lorsque son prix courant hausse. Et, d'un autre côté, toutes les fois que les produits d'un pays estimés d'après le travail qu'ils peuvent payer, baissent de valeur alors que la somme des avances reste la même, il est évident que les moyens et la volonté d'acheter la même somme de travail diminueront en même temps, et que l'accroissement des produits sera arrêté pour quelque temps.

M. Ricardo, dans son chapitre sur la valeur et les richesses, a dit : « Une certaine quantité de vêtements et de vivres suffira aux besoins et à l'entretien d'un même nombre d'hommes, et fera faire la même quantité d'ouvrage, que ces objets soient le fruit du travail de cent hommes ou de deux cents; mais ils auront double valeur si deux cents hommes ont été employés à les produire [1]. » Mais, même en adoptant sa propre estimation de la valeur, cette proposition ne sera pas exacte. Les vêtements et les vivres qui n'auraient coûté que cent journées de travail, ne pourraient jamais, excepté dans l'état de choses le plus anormal, créer la même quantité d'ouvrage que s'ils avaient nécessité deux cents journées. Faire une telle supposition, c'est admettre que le prix du travail estimé en choses de première nécessité, est le même dans tous les temps et dans tous les pays, et qu'il ne dépend point de l'abondance ou de la rareté des produits comparés au travail ; cette supposition est contraire à l'expérience universelle. Neuf *quarters* de blé peuvent peut-être payer une année de travail d'un journalier en Angleterre, mais seize *quarters* suffiront à peine pour en payer autant aux États-Unis d'Amérique. L'immense variété des salaires en blé, dans des pays divers et aux mêmes époques, ou encore dans le même pays à différentes époques, démontre très clairement que la propriété qu'ont les objets de première nécessité de créer du travail, naît de leur *valeur* et non de leur quantité. Elle prouve aussi que tout ce qui tend à accroître ou à diminuer leur valeur, accroît et diminue en même temps cette propriété.

Cette observation s'applique aussi justement aux articles dits de luxe ; car, bien que ces articles ne constituent pas, par eux-mêmes, une partie des choses servant à maintenir le travail ordinaire, un accroissement dans leur valeur n'en donne pas moins à ceux qui les produisent le pouvoir d'acheter une plus grande quantité d'objets de pre-

[1] Ricardo, *Principes d'Économie politique*, chap. 20.

mière nécessité; ce qui doit stimuler au plus haut degré le développement de la production. C'est pourquoi, dans tous les cas, une augmentation soutenue de la valeur des produits estimée en travail, semble être d'une nécessité absolue pour qu'il y ait un accroissement de richesse constant et non interrompu; car il est clair que sans une augmentation de valeur, il serait impossible de mettre plus de travail en œuvre. Et pour maintenir cette valeur, il faut qu'une distribution effective du produit ait lieu, et qu'il y ait une proportion convenable entre les objets de consommation et le nombre, les besoins et les moyens des consommateurs, ou, en d'autres mots, entre la quantité des objets produits et la demande qui les sollicite.

Nous avons déjà fait voir que la valeur du produit total ne peut se maintenir dans le cas d'une accumulation rapide de capital occasionnée par une diminution positive et soutenue de la dépense et de la consommation des classes supérieures de la société [1]. On conviendra pourtant sans la moindre difficulté qu'épargner sur le revenu pour ajouter au capital, est une condition absolument nécessaire pour le progrès de la richesse. Comment donc cette épargne peut-elle s'effectuer sans causer la diminution de capital qu'on redoute?

Elle peut avoir lieu, et c'est ce qui arrive presque toujours, par l'effet d'une augmentation antérieure de la valeur du revenu national, et dans ce cas l'économie peut s'effectuer non-seulement sans qu'il y ait aucune diminution de demande et de consommation, mais encore avec un accroissement réel de la demande, de la consommation et de la valeur, pendant tout le cours de cet acte. Et c'est en effet cette augmentation antérieure dans la valeur du revenu national, qui donne le plus grand encouragement à l'accumulation, et la rend capable en même temps de favoriser la production constante de la richesse.

M. de Sismondi, dans son dernier ouvrage, en parlant des limites de l'accumulation, s'exprime ainsi : « On ne fait jamais après tout qu'échanger la totalité de la production de l'année contre la totalité de la production de l'année précédente [2]. » Si cela était exact, il serait dif-

---

[1] Sect. 3 de ce chapitre.

[2] *Nouveaux Principes d'Économie politique*, t. I, p. 106 (2e édit. 1827). Je suis parfaitement de l'avis de M. Sismondi, quant à plusieurs de ses principes qui ont rapport à la consommation et à la demande ; mais je ne crois pas que ses idees sur la formation du revenu national, duquel dépend toute augmentation de consommation et de demande, soient justes. Je ne saurais non plus, en aucune manière partager ses craintes au sujet des machines, et encore moins admettre le vœu qu'il manifeste de voir intervenir fréquemment le gouvernement, dans le but

ficile d'expliquer comment la valeur du produit national pourrait jamais s'accroître. Mais le fait est qu'un grand surcroît de produits peut s'ouvrir sur-le-champ un débouché suffisant, et éprouver par conséquent une grande augmentation de valeur échangeable, quand ces produits sont si bien distribués et si bien adaptés aux goûts et aux besoins de la société, qu'ils font naître le désir de faire un sacrifice proportionné pour les acquérir et pour les consommer. Dans le fait, un accroissement de valeur de ce genre a lieu toutes les fois que les débouchés extérieurs s'agrandissent. Et il est évident que le même accroissement se manifesterait dans le cas où la production et la distribution des marchandises du pays s'effectueraient de la manière la plus propre à satisfaire aux goûts et aux désirs des consommateurs nationaux.

La fortune d'un pays, quoique nécessairement plus lente à faire que celle des commerçants, s'acquiert en général par les mêmes moyens, c'est-à-dire par *des épargnes*, mais par des épargnes faites sur de plus forts profits, et qui ne supposent nullement une diminution dans les dépenses consacrées aux objets de luxe et d'agrément.

Beaucoup de négociants ont fait de grandes fortunes, tout en augmentant plutôt qu'en diminuant chaque année leur dépense en objets de luxe, d'agrément et de bienfaisance. Le montant du capital de l'Angleterre est immense, et il a certainement reçu de grands développements depuis vingt-cinq ans; mais en portant nos regards en arrière, nous ne voyons guère de traces d'une diminution de la dépense consacrée à l'entretien des ouvriers improductifs. S'il se trouvait cependant quel-

---

de protéger des individus et des classes entières de la société contre les suites de la concurrence. Pour ce qui regarde la population, il s'est mépris sur les opinions exposées dans mon ouvrage, plus que je n'aurais pu le croire de la part d'un écrivain aussi habile et aussi distingué. Il prétend que mon raisonnement est tout à fait sophistique, parce que j'ai mis en opposition l'accroissement *virtuel* de la population avec l'accroissement *positif* des subsistances. Mais j'ai très certainement comparé l'accroissement *virtuel* de la population avec l'accroisement *virtuel* des subsistances, et l'accroissement *positif* de la population avec l'accroissement *positif* des subsistances; et la plus grande partie de mon ouvrage est consacrée à cette seconde comparaison. Le fait est que M. Sismondi manifeste des craintes bien plus fortes que moi sur les dangers d'une surabondance de population, et il propose toutes sortes de moyens bizarres pour la réprimer. Quant à moi, je n'ai jamais recommandé et jamais je ne proposerai d'autres moyens, que de faire connaître aux classes ouvrières la manière dont leurs intérêts peuvent être compromis par un trop grand accroissement du nombre des travailleurs, et d'abroger les lois qui tendent d'une manière positive à décourager les habitudes de prudence et de prévoyance, ou d'affaiblir les effets de ces lois.

ques traces d'une telle diminution, cela serait exactement conforme à la théorie que nous venons d'établir; car cela n'aurait eu lieu qu'à une époque où, par l'effet de circonstances particulières, la valeur du produit national ne se serait pas soutenue, et aurait par conséquent entraîné une grande diminution dans les dépenses et dans la production de la richesse.

On dira peut-être que trop insister sur la distribution, et mesurer la demande d'après la valeur échangeable de la totalité des produits, c'est mettre le revenu brut d'un pays au-dessus de son revenu net, et favoriser le système d'agriculture et de manufactures qui emploie à la production de chaque objet le plus grand nombre de bras. Mais j'ai déjà fait voir que l'économie et le perfectionnement de la main-d'œuvre, soit dans l'agriculture, soit dans l'industrie manufacturière, en donnant au pays les moyens de pousser la culture jusque sur des terrains moins fertiles, — sans qu'il y ait diminution des profits, — et d'étendre en même temps les débouchés pour les produits manufacturés, doivent tendre à accroître la valeur échangeable de la totalité des produits, et il est incontestable que telles ont été les sources principales de l'étonnant et rapide accroissement qu'a pris, depuis trente ou quarante ans, la valeur de la richesse nationale en Angleterre.

S'attacher donc principalement au revenu brut d'un pays plutôt qu'à son revenu net, ce n'est en aucune manière déprécier les avantages prodigieux qu'on retire des connaissances pratiques et des machines, c'est tout simplement reconnaître dans la valeur de la totalité des produits l'importance qui lui appartient à juste titre. Aucune manière de considérer la richesse nationale ne peut être tant soit peu satisfaisante, si elle ne se rapporte qu'au revenu net. C'est en rapportant tout exclusivement au revenu de la terre, que les Économistes français du XVIIIe siècle ont compromis l'utilité pratique de leurs ouvrages; et les écrivains qui font consister la richesse en rentes territoriales et en profits, à l'exclusion des salaires, tombent dans une erreur exactement du même genre, quoique d'une moindre importance. Ceux qui vivent des salaires d'un travail productif ou improductif, reçoivent et dépensent, sans comparaison, la plus grande partie du produit annuel ; ils payent une somme très forte d'impôts pour le maintien du gouvernement, et ils représentent avant tout, la force physique de l'État. Avec des habitudes de prévoyance, cette classe nombreuse pourrait être presque aussi heureuse que les deux autres, et peut-être y trouverait-on un nombre plus grand d'individus dont le bonheur surpasserait celui des autres classes, quoique sa proportion avec la totalité ne fût peut-être pas aussi con-

sidérable. C'est pourquoi, si l'on considère à la fois la part du produit annuel qui revient à la classe de ceux qui vivent de salaires, et les moyens de santé et de bonheur que cette classe pourrait en tirer, on doit la regarder comme formant la partie la plus importante de la société ; et toute définition de la richesse qui supposerait une diminution du nombre des individus de cette classe telle, que la totalité de la population n'eût plus besoin pour sa consommation que d'un moindre produit annuel, serait erronée.

Dans le premier chapitre de cet ouvrage, après avoir dit que la richesse consiste dans « les objets matériels qui sont nécessaires, utiles et agréables à l'espèce humaine, » j'ai établi, comme conséquence, qu'un pays était riche ou pauvre selon que ces objets étaient abondants ou rares, relativement à l'étendue de son territoire. Je suis forcé de convenir que cette définition ne comprend pas ce qu'on peut appeler la somme du produit disponible, ou le fonds imposable ; elle me semble cependant bien plus correcte que toute autre dans laquelle on n'aurait égard qu'à ce fonds disponible comme l'ont fait les Économistes français en le réduisant au revenu net, et M. Ricardo en s'attachant simplement aux rentes et aux profits. Que dirions-nous de la richesse de ce pays, dans le cas où il serait possible de concevoir que la rente et les profits restassent les mêmes, tandis que sa population et ses produits se trouveraient réduits de deux tiers ? Le pays serait certainement beaucoup plus pauvre, d'après la définition que nous avons donnée ; et je crois que peu de gens seraient disposés à contester la justesse de cette conclusion.

Il serait certainement à désirer que, dans une définition de la richesse, on eût égard au produit disponible, aussi bien qu'à la quantité et à la valeur positive ; mais une telle définition paraît, par sa nature même, être impossible, parce que, dans chaque cas particulier, c'est une affaire d'opinion de savoir quel est l'accroissement du produit disponible qui doit être regardé comme équivalant à une diminution donnée du produit brut.

Il faut donc se contenter de considérer en général le montant et la valeur du produit national ; on peut ensuite ajouter comme une considération distincte, et cependant très importante, qu'il est des pays qui, possédant la même quantité et la même valeur de produits, en ont une plus ou moins grande proportion de disponible. Sous ce rapport, un pays dont le territoire est fertile, possède sans contredit d'immenses avantages sur ceux dont la richesse dépend presque entièrement des manufactures. Avec une population égale, avec le même taux des pro-

fits, la même quantité et la même valeur des produits, la nation riche en territoire aura, sans comparaison, une plus grande portion de richesse disponible : —en d'autres termes, une plus grande partie de la population pourra vivre dans le loisir ou engager ses services personnels, sans nuire à la fortune publique.

Heureusement, il est bien rare que nous ayons besoin de calculer le degré d'avantage et de désavantage qui peut résulter de l'accroissement du revenu net aux dépens du revenu brut. L'intérêt de chaque capitaliste, quel que soit l'objet de son industrie, le porte constamment à épargner le travail ; et la théorie, d'accord avec l'expérience, nous montre qu'en parvenant à ce but, on augmente les facultés productives ; ce qui donne les moyens d'accroître, au plus haut degré possible, la quantité et la valeur du produit brut [1], pourvu que la distribution et la consommation du surcroît des produits, suffisent pour accroître sans cesse leur valeur échangeable.

Le lecteur verra, d'après ce qui a été dit dans cette section, qu'en insistant sur le principe de distribution comme sur une des principales sources de la richesse, je n'ai pas entendu limiter ma proposition à ces lois de bon sens, qui font par exemple qu'on n'apporte pas sur un marché des cotons qui *ne sont pas* demandés au lieu de laines qui *sont* demandées. Continuer à produire des cotons alors que l'on peut re-

---

[1] D'après ce que je viens de dire, le lecteur s'apercevra que je ne suis nullement de l'avis de M. Ricardo, dans son chapitre ***Du Revenu brut et du revenu net.*** Je n'hésiterais pas un moment à dire qu'un pays qui possède un revenu net provenant de rentes de terres et de profits, et qui fournit des subsistances et des vêtements pour cinq millions d'hommes, est incontestablement plus riche et plus puissant que si ce revenu net était obtenu par le travail de sept millions d'hommes au lieu de cinq, en les supposant également bien nourris. Le produit total serait plus grand dans le second cas ; et sur les deux autres millions de travailleurs, quelques-uns pourraient sans doute disposer d'une partie de leurs salaires. Mais je demanderai encore ce que deviendront le capital et la nation après un tel changement? Il est évident qu'une portion considérable doit devenir surabondante et inutile. Je suis cependant entièrement de l'avis de M. Ricardo, en approuvant toute nouvelle économie dans le travail, et toute invention de machines; mais c'est parce que je crois qu'elles tendent à augmenter le produit brut, et à donner plus d'emploi à une population croissante et à un capital plus considérable. Car si l'économie du travail était accompagné des effets indiqués par M. Ricardo, dans l'exemple dont il se sert, je me joindrais à M. Sismondi et à M. Owen, pour la regarder comme une grande calamité.

Dans sa dernière édition, M. Ricardo a mis en note qu'il s'était peut-être trop avancé sur ce sujet, et que le travailleur pourrait avoir une portion du produit net ; mais il n'a rien changé au texte.

cueillir des profits bien plus élevés dans la production des laines, est une de ces absurdités qui ne sauraient trouver place en aucun pays. La distribution dont je parle ici est moins facile à exécuter. C'est un heureux accord entre les marchandises et les goûts ou les besoins des cultivateurs; et cet accord s'établit surtout par la facilité des relations commerciales de peuple à peuple. Or, un tel équilibre, qui doit résulter de l'introduction des produits étrangers, du perfectionnement de l'agriculture, de l'accroissement des classes moyennes, ne peut s'établir que difficilement et à la longue. On sait, en effet, qu'accroître les rapports de la demande avec l'offre, sans diminuer l'approvisionnement, est une tâche peu aisée. De nouveaux débouchés, l'extension des marchés actuels, intérieurs et extérieurs, peuvent sans doute stimuler et satisfaire, en même temps, nos besoins; mais ce sont là toutes choses qu'un peuple ou un gouvernement peut fort rarement accomplir à volonté.

L'accroissement des produits et de la valeur s'opère en général simultanément; et cet état de choses est le plus favorable aux progrès de la richesse. L'accroissement de la quantité des produits dépend principalement des facultés productives, et l'augmentation dans la valeur de ces produits dépend de leur distribution. La production et la distribution sont deux grands éléments de la richesse, lesquels, combinés dans de justes proportions, sont capables de porter les richesses et la population de la terre dans un espace de temps peu considérable, à leurs dernières limites possibles; tandis que chacun de ces éléments, isolé ou combiné avec l'autre en de mauvaises proportions, ne produit, après des milliers d'années, que ces rares richesses et ces rares populations qui se trouvent actuellement disséminées sur toute la surface du globe.

SECTION VII. — DE LA DISTRIBUTION QUI RÉSULTE DE LA DIVISION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE, CONSIDÉRÉE COMME MOYEN D'AUGMENTER LA VALEUR ÉCHANGEABLE DE LA TOTALITÉ DES PRODUITS.

Les causes les plus favorobles à l'accroissement de valeur qui dépend de la distribution, sont : 1° la division de la propriété foncière; 2° le commerce intérieur et extérieur; 3° l'entretien de consommateurs improductifs, en d'autres termes, de consommateurs qui peuvent acheter des produits matériels, sans contribuer directement à leur création.

A l'origine d'une nouvelle colonisation, il est de la plus haute impor-

tance que la division et la subdivision de la terre s'opèrent facilement. Sans la facilité d'obtenir de petites portions de terre, lorsqu'on a accumulé un petit capital, et d'établir de nouveaux propriétaires sur les fonds de terre, à mesure que de nouvelles familles sortent du tronc commun, il est impossible que le principe de la population puisse se développer. Cette facilité d'établir des enfants sur les fonds de terre est encore d'une nécessité plus absolue dans l'intérieur d'un territoire dont la situation n'est pas favorable au commerce extérieur et intérieur. De semblables pays peuvent rester pendant des siècles très mal peuplés, en dépit du principe ascendant de la population, si, par l'effet des lois et des coutumes relatives à la propriété foncière, il y a beaucoup d'entraves à la distribution; tandis que la facilité de diviser et de subdiviser la terre à mesure qu'il s'élève de nouvelles familles, peut, avec un commerce comparativement insignifiant, faire naître un besoin réel de population, et créer des produits d'une valeur d'échange assez considérable. Un tel pays aurait probablement un petit produit net comparativement à son produit brut; il posséderait aussi fort peu de produits manufacturés et commerciaux; cependant, son produit réel et sa population pourraient être considérables, et ces résultats seraient dus surtout à la distribution de produits qui résulte de la facile division des fonds de terre.

L'accroissement rapide des États-Unis d'Amérique, pris dans leur ensemble, a sans contredit été singulièrement aidé par le commerce étranger, et surtout par la facilité de vendre les produits naturels du sol obtenus avec peu de travail, contre des produits de l'Europe, qui, créés dans le pays, en eussent exigé beaucoup. Mais la culture d'une grande partie du territoire intérieur a dépendu surtout de la cause que nous venons d'énoncer. La facilité avec laquelle de simples artisans eux-mêmes, avec de l'industrie et une économie de quelques années, ont pu devenir cultivateurs et propriétaires de petits fonds de terre, a donné un puissant essor au prix des salaires en argent, —ce qui n'aurait pu avoir lieu sans le commerce étranger; et ces deux causes réunies ont produit l'augmentation extraordinaire qui a marqué annuellement le progrès des sociétés de l'Amérique septentrionale, lorsqu'on les compare à toutes celles qui nous sont connues.

A la chute de l'empire romain et durant le régime féodal, la division la plus inégale et la plus vicieuse de la propriété foncière s'est trouvée établie dans presque toute l'Europe. Dans quelques états, les lois qui protégeaient et qui perpétuaient cette division ont perdu beaucoup de leur force. Par l'influence du commerce et des manufactures,

leur effet est même devenu comparativement nul. Mais, dans d'autres pays, ces lois conservent encore une grande force, et mettent de sérieuses entraves à l'accroissement de la richesse et de la population. Un très grand propriétaire, entouré de paysans très pauvres, offre l'exemple du mode de distribution territoriale le plus défavorable à la demande effective.

Adam Smith a fort bien fait voir combien la culture avait dû être négligée, et jusqu'à quel point elle l'a été en effet par les grands propriétaires du moyen âge. C'étaient non-seulement de mauvais cultivateurs qui ne bonifiaient pas leurs terres, et à qui il a manqué peut-être pendant assez longtemps le goût des produits fabriqués. Mais en leur supposant même ces goûts au point où on les a portés de nos jours, le nombre peu considérable des grands propriétaires aurait empêché leur demande de donner naissance à une masse un peu importante de richesse manufacturière. On cite le grand faste des princes et des nobles à toutes les époques de l'histoire. Le plus difficile n'était pas cependant d'inspirer aux riches le goût du luxe; la grande difficulté consistait à morceler leurs immenses propriétés, et à créer un grand nombre de consommateurs qui eussent le pouvoir et la volonté d'acheter les résultats du travail productif. Il est évident que cela ne pouvait s'effectuer que très graduellement. Il est très probable que le goût croissant pour le luxe a contribué puissamment à remplir ce but; mais de tels goûts seuls, s'ils n'avaient pas été accompagnés d'une meilleure division de la propriété, auraient été tout à fait insuffisants. Le possesseur de nombreux domaines, une fois qu'il aurait fait meubler magnifiquement son manoir ou son château, et qu'il se serait donné de riches habits et de beaux carrosses, ne les aurait pas changés tous les deux mois, par cela seul qu'il aurait eu les moyens de le faire. Au lieu de prendre plaisir à ces changements inutiles et incommodes, il est à croire qu'il aurait préféré avoir un plus grand nombre de domestiques et de gens oisifs à sa suite, n'exiger que de modiques fermages pour conserver toujours une grande influence sur ses fermiers, et sacrifier peut-être le produit d'une portion considérable de ses terres pour augmenter son gibier, et pour jouir librement et sans réserve du plaisir de la chasse. Trente ou quarante propriétaires ayant des revenus de 1,000 à 5,000 l. st., feraient naître une demande effective bien plus forte pour du pain de froment, de la bonne viande et des produits manufacturés, qu'un seul propriétaire ayant 100,000 l. st. de rente.

A la vérité, il est physiquement possible qu'une nation qui n'a qu'un corps comparativement peu nombreux de très riches propriétaires, et

une masse très considérable de pauvres ouvriers, donne aux produits du sol et des manufactures le plus grand développement avec les ressources du pays et le talent de ses habitants. Pour atteindre ce résultat, il faut supposer parmi les riches une passion pour la consommation des objets manufacturés et pour les produits du travail productif, beaucoup plus forte qu'elle ne s'est jamais montrée dans la société. C'est pourquoi on n'a jamais connu de pays remarquable par un grand développement de ressources naturelles, et où le sol ait appartenu à un petit nombre comparatif de grands propriétaires,— quelque riches et raffinés qu'ils aient pu être, d'ailleurs. On a toujours vu, en fait, que la richesse excessive du petit nombre n'équivaut nullement, quant à la demande réelle, à la richesse plus modique du grand nombre. Un corps considérable de manufacturiers et de marchands ne peut trouver de débit pour ses produits que dans la nombreuse classe de consommateurs au-dessus de celle des simples artisans et ouvriers. Et nous savons par expérience que la richesse manufacturière est à la fois l'effet d'une meilleure distribution de la propriété, et la cause des nouvelles améliorations dans cette distribution, par cet accroissement des classes moyennes de la société, qui est le résultat infaillible de l'accroissement du capital manufacturier et mercantile.

Mais, quoiqu'il soit vrai que la division de la propriété foncière et la diffusion du capital manufacturier et mercantile dans de certaines limites, soient de la plus haute importance pour l'accroissement de la richesse, il n'est cependant pas moins vrai que, au-delà de certaines limites, ces deux causes doivent s'opposer au progrès de la richesse autant qu'elles ont dû l'accélérer auparavant. Lancé à une certaine élévation, le projectile ira loin; si cette élévation est plus grande ou plus petite, il ne franchira qu'un espace moins étendu. Dans un pays qui aurait un nombre comparativement petit de riches propriétaires préférant le faste des domestiques et l'influence territoriale à une grande quantité de produits manufacturés et d'articles de commerce, les moyens d'obtenir les produits du travail productif seraient fort au-dessus de la volonté de les consommer, et le progrès de la richesse se trouverait arrêté par le défaut de demande effective [1]. D'un autre côté, le nombre excessif de petits propriétaires de terre et de capital rendrait

[1] Il est peut-être à la rigueur possible de concevoir une passion pour le faste des domestiques, qui engagerait les propriétaires à cultiver les terres de la manière la plus avancée, pour en tirer les moyens d'entretenir un nombreux domestique. Cela revient au même que le desir de la reproduction dont nous avons parle

impossibles toutes les grandes améliorations dans la culture, toutes les grandes entreprises dans le commerce et les manufactures, et toutes les merveilles décrites par Adam Smith comme en étant le résultat. Dans ce cas, le progrès de la richesse se trouverait arrêté par le défaut de facultés productives.

Je crois qu'il faut admettre comme une vérité que tous les grands résultats en économie politique, relativement à la richesse, tiennent à des *proportions* [1]; et c'est parce qu'on n'a pas fait attention à cette importante vérité, qu'on a commis tant d'erreurs en voulant prédire les conséquences futures. C'est par la même raison qu'on a vu plusieurs nations s'enrichir quand on s'attendait à les voir s'appauvrir, et que d'autres se sont appauvries quand on s'attendait à les voir s'enrichir [2]; enfin, c'est ainsi que les opinions les plus contradictoires ont été émises sur la question de savoir quels sont les encouragements les plus efficaces pour faire accroître la richesse. Mais, dans toute cette partie du sujet, il n'y a pas d'exemple plus frappant de l'influence des proportions sur la production de la richesse, que dans la division de la propriété foncière ou mobilière; pas d'exemple où il soit mieux démontré que la division, dans de certaines limites, doit être avantageuse, et que, poussée trop loin, elle devient nuisible à l'accroissement de la richesse.

Il se fait dans ce moment en France une expérience dangereuse sur les effets d'une grande subdivision de la propriété. La loi des successions y prescrit le partage égal de toute espèce de propriété entre les enfants, sans reconnaître le droit d'aînesse et sans faire de distinction de sexe, et elle ne permet de disposer que d'une petite portion par testament.

Cette loi n'a pas encore été assez longtemps en exécution pour qu'on puisse juger des effets qu'elle doit avoir sur la richesse et la propriété nationales [3]. Si l'état actuel de la propriété en France paraît favorable

---

dans une des sections précédentes. Une telle passion, poussée aussi loin que nous le supposons, est à la vérité *possible*, mais il n'y a guère de supposition qui soit moins probable.

[1] La prédominance des proportions ne s'étend pas seulement sur l'économie politique, elle embrasse l'ensemble des faits naturels et artistiques.

[2] Ceci a été démontré d'une manière frappante par les prédictions qui annonçaient, comme devant suivre le retour de la paix, un énorme développement de richesse.

[3] Qu'il nous suffise de dire ici que l'expérience a justifié chez nous les espérances des partisans les plus zélés de la division des propriétés, et que la richesse nationale, ainsi que les populations vivant de la culture parcellaire et de l'exploitation individuelle, n'ont eu qu'à se féliciter d'un changement qui a donné à l'in-

à l'industrie et à la demande, on ne saurait en tirer aucune induction favorable pour l'avenir. Il est universellement reconnu qu'une certaine division des propriétés est extrêmement désirable, et il reste encore tant de traces dans presque toute l'Europe des propriétés immenses transmises depuis les temps féodaux, qu'il est peu de pays où une loi semblable à celle de France ne fût utile, en favorisant le développement de la richesse pendant un certain nombre d'années. Mais une telle loi continue d'une manière permanente à régler la transmission de la propriété en France; si aucun moyen de l'éluder n'est trouvé, et si ses effets ne sont pas mitigés par une prudence excessive dans les mariages, prudence que la loi tend certainement à décourager, il y a tout lieu de croire que le pays, au bout d'un siècle, sera tout aussi remarquable par sa misère que par l'égalité extraordinaire des fortunes. Les possesseurs des petites fractions de fonds de terre se trouveront, comme cela se voit toujours, dans le dénûment, et devront périr en grand nombre dans chaque année de disette. Il n'y aura guère de riches que les personnes qui recevront des salaires du gouvernement.

Dans cet état de choses, et en considérant que la propriété ne donne que peu ou point d'influence pour contenir en même temps le pouvoir des rois et la violence du peuple, il est impossible de concevoir comment un gouvernement mixte, tel que celui qui est actuellement établi en France, pourrait se maintenir. Je ne crois pas non plus qu'un état de choses dans lequel il y aurait tant de gens pauvres, pût être favorable à l'existence et à la durée d'une république. Et si d'ailleurs on considère combien il est difficile d'établir une république bien constituée, et combien les chances contre sa durée sont fortes, ainsi que l'expérience et l'histoire de tous les pays nous le prouvent, on peut affirmer hardiment que rien ne nous permet de croire qu'une pareille forme de gouvernement puisse se maintenir d'une manière stable [1].

---

dustrie des travailleurs plus robustes et moins inquiets, qui, ravis à l'asservissement du métier, sont à l'abri des chômages et de l'instabilité du travail manufacturier, et jouissent de tous les avantages matériels et moraux attachés à la propriété territoriale. (M. M.)

[1] Je ne conçois pas comment les richesses sont un élément nécessaire des républiques. Au surplus, sans entrer dans une discussion sur le mérite de chaque forme de gouvernement par rapport au bonheur des peuples, je répondrais seulement à M. Malthus que, pour ce qui est de leur durée, c'est une vérité historique que les républiques grecques, celle de Carthage, la république romaine, les républiques italiennes du moyen âge ont existé aussi long-temps que bien des monarchies, et sans éprouver plus de changements dans leurs constitutions.

(*Note du premier traducteur*).

L'état de propriété que nous venons de décrire serait précisément celui qu'il faudrait pour établir un despotisme militaire. Si le gouvernement n'adoptait pas le principe des états d'Orient dans lesquels le chef se regarde comme le seul propriétaire du sol, il pourrait au moins mettre à profit une idée des Économistes français du XVIII siècle, en se déclarant copropriétaire des biens-fonds; et en y joignant quelques autres impôts peu nombreux, il pourrait tirer de cette source (qui serait encore assez féconde, quoique les propriétaires fonciers, en raison de leur nombre, fussent pauvres) les moyens de faire de l'armée le corps le plus riche de la société et de lui donner une influence tellement prépondérante, que rien ne saurait lui résister. Le despote pourrait bien être changé de temps en temps, comme cela arrivait aux empereurs romains détrônés par les gardes prétoriennes, mais le despotisme resterait certainement assis sur des bases fort solides [1].

---

[1] Ce paragraphe et le précédent contiennent une doctrine qui me paraît aussi erronée que dangereuse; elle n'est appuyée ni sur le raisonnement ni sur l'expérience, et l'autorité de M. Malthus ne me semble pas suffisante pour l'établir en dogme. Des auteurs les plus distingués ont déjà répondu d'avance aux opinions de cet écrivain, et des plumes plus habiles que la mienne prendront sans doute en France la défense d'une loi dont la nécessité a été universellement sentie lorsqu'elle fut établie, et dont les effets salutaires n'ont cessé de se manifester depuis cette époque. Il y a bien plus longtemps qu'une loi à peu près semblable existe aux États-Unis, et elle n'y a produit que d'excellents résultats : il en est arrivé autant à tous les pays qui ont adopté une pareille législation. M. Sismondi dit avec raison, dans ses *Nouveaux Principes d'Économie politique* (liv. III, chap. II, p. 271), que : « Toutes les aristocraties qui se sont maintenues dans l'Univers, en Grèce, dans la république romaine, à Florence, à Venise, dans toutes les républiques italiennes du moyen-âge, dans toutes celles de la Suisse et de l'Allemagne, ont été régies par la loi du partage égal entre les enfants. Des fortunes colossales s'y sont maintenues pendant plusieurs siècles, même lorsqu'elles etaient engagées dans le commerce, comme celles des Strozzi et des Médicis à Florence, ou des Fugger à Augsbourg. L'on a rarement vu dans ces familles un grand nombre de frères, et elle ne s'en sont pas éteintes plus rapidement. » Cela suffirait pour prouver que M. Malthus n'a pas moins tort d'attribuer les effets les plus funestes à la loi française en question, que de comprendre parmi ces effets l'imprévoyance des pères quant au nombre de leurs enfants; car rien au contraire ne contribue tant à rendre prudent un père de famille qui aime ses enfants que la certitude que tous ses biens seront également partagés entre eux; et j'ajouterai même, que rien ne fortifie tant le père dans l'amour pour tous ses enfants qu'une semblable disposition législative. Dans presque toutes les familles où il y a un majorat, l'aîné seul des fils est considéré; ses frères et ses sœurs sont regardés comme des êtres d'un ordre inférieur; on leur laisse le soin de faire leur fortune par leurs propres efforts; on marie les filles, ou on les relègue dans des couvents, dans les pays catholiques. Ce sont cependant, de l'aveu même de M. Malthus, ces enfants qui n'ont que de

Il est à peine nécessaire d'examiner si la richesse de l'empire britannique gagnerait essentiellement à la division des propriétés territoriales qui résulterait de l'abolition du droit d'aînesse et des majorats, si l'on n'intervenait pas dans les dispositions testamentaires. Il est généralement reconnu que ce pays, dans son état actuel et sous les lois qui le régissent, offre l'aspect d'une richesse plus grande que celle d'aucun autre état moderne ayant un territoire considérable, surtout si on com-

---

très petites fortunes et qui souvent n'héritent même rien, et les classes industrieuses et commerçantes dans lesquelles les biens se partagent également entre les enfants, qui font fleurir les nations et qui réparent sans cesse les maux infinis causés par le droit d'aînesse, les majorats, les substitutions et autres privilèges, dont par une contradiction manifeste et inconcevable, M. Malthus est à la fois l'antagoniste et le partisan.

Quant à la vérité banale que tout a des bornes, il fallait, pour en faire une application utile à la question présente, que M. Malthus prouvât d'abord que l'effet de la loi sur laquelle il se récrie tant, était de produire une *trop grande* subdivision de la propriété ! c'est ce qu'il n'a pas même tenté de faire, et il aurait infailliblement échoué s'il avait essayé de prouver une chose qui est évidemment fausse en principe, et qui est démontrée fausse par l'expérience. Il existe en effet tant de causes qui tendent à rompre l'égalité entre les fortunes, dans les sociétés civilisées, que tous les efforts du législateur ne peuvent en dernière analyse produire d'autres effets que de rendre l'inégalité moins grande. C'est là tout ce que la loi du partage peut produire, ce qu'elle a déjà produit en France et ce qu'elle y produira toujours, ainsi que dans tout autre état où elle sera adoptée. A moins d'une loi agraire qui partage sans cesse les propriétés foncières en lots égaux, il n'y aurait jamais cette excessive égalité de fortunes que M. Malthus redoute ; et, nous savons combien dans l'ancienne Rome ces partages renouvelés à plusieurs époques ont été insuffisants pour s'opposer à la grande inégalité des fortunes, contre la quelle les citoyens romains n'ont cessé de réclamer, dès les premiers temps de la république.

Je ferai encore un emprunt à M. Sismondi, pour montrer combien la crainte de M. Malthus est peu fondée sur l'opération d'une loi, dont je pourrais dire qu'il n'a calculé les effets que virtuellement. « Lorsque les paysans sont propriétaires, la population agricole s'arrête d'elle-même au moment où elle a atteint une division des terres suffisantes pour que chaque famille soit appelée au travail, et puisse par lui vivre dans l'aisance. Dès lors, quand il y a plusieurs fils dans une famille, les cadets ne se marient pas jusqu'à ce qu'ils trouvent une femme qui leur apporte quelque propriété. S'ils quittent la maison paternelle, c'est pour travailler en journée ; mais au milieu des paysans cultivateurs, le métier de journalier n'est pas un état, et l'ouvrier qui n'a que ses bras ne trouvera guère un père assez imprudent pour lui donner sa fille. » (liv. VII, chap. 8, p. 359). Et il ajoute dans la page suivante, en parlant des paysans journaliers non-propriétaires, que « ils calculent des probabilités au lieu d'une certitude ; ils s'en remettent au hasard sur ce qu'ils ne peuvent juger : ils comptent sur leur bonheur, ils se marient beaucoup plus jeunes, ils élèvent beaucoup plus d'enfants, justement parce qu'ils savent moins comment ils les établiront. » C'est pourquoi les Romains les avaient nommés prolétaires, ou

pare cet état de choses aux ressources réelles du pays. Par l'extinction successive de quelques familles considérables, par l'imprudence naturelle de quelques autres, et surtout par l'accroissement extraordinaire des manufactures et du commerce, les immenses domaines qui couvraient jadis tout le pays ont été en grande partie morcelés, malgré le droit d'aînesse. Le petit nombre de ceux qui restent peuvent être de quelque utilité en excitant les négociants et les chefs de manufactures à

---

destinés à propager l'espèce; et c'est cette classe des non-propriétaires qui a de tout temps été regardée comme étant essentiellement imprudente et imprévoyante. M. Malthus, après l'avoir reconnu pleinement pour l'Irlande, veut, je ne sais pas pourquoi, que la loi du partage égal, qui doit augmenter le nombre des propriétaires, les rende nécessairement imprévoyants en France.

Je n'ajouterai qu'un mot au sujet de l'étrange supposition de la perspective d'un despotisme militaire, qui serait la suite de cette loi fatale. Jamais le grand nombre de fortunes modiques n'a été et ne sera favorable à un despotisme quelconque, et moins encore au despotisme militaire, dont les éléments essentiels sont de grandes fortunes parmi les favoris du tyran et les chefs subalternes, et une nation composée de prolétaires. Jamais une nation de petits propriétaires, attachés au sol et à leurs propriétés, n'a été essentiellement conquérante ni disposée à accorder tout au gouvernement, ni à payer de grandes armées permanentes; et personne n'a plus en horreur la vie militaire, vie d'oisiveté et de dépendance, que le cultivateur laborieux, indépendant, attaché à sa proprieté, à sa famille, aux lois et à la patrie. Tels sont les sentiments du propriétaire d'un fonds de terre, surtout lorsqu'à ces qualités il réunit les avantages d'une bonne éducation, telle que tous les hommes sensés cherchent à la faire répandre en France dans toutes les classes de la société.

Cependant M. Malthus convient pleinement de l'utilité de la loi française qui règle le mode de succession, et il avoue qu'elle pourrait produire les plus heureux effets dans presque tous les états de l'Europe; ce n'est qu'à la longue qu'elle lui paraît funeste. Je regrette que M. Malthus n'ait pas jugé à propos de poser la limite qu'il croit dangereux de dépasser, et de nous dire pendant combien d'années une telle loi peut être utile, et après quelle époque il faut l'abroger ou la modifier. Je crois que M. Malthus aurait été plus d'accord avec lui-même si, au lieu de parler de la durée de la loi, il eût désigné le point où la subdivision des propriétés devrait s'arrêter. Mais dans un cas comme dans l'autre, il aurait également tort de vouloir que le gouvernement intervînt dans des affaires que l'intérêt des particuliers règlera toujours beaucoup mieux que toutes les lois possibles. Toutes les fois que la subdivision des heritages sera trop grande, et ne présentera plus à chaque héritier la perspective de faire valoir avec avantage sa part de la succession, il la cédera à un autre, comme cela arrive tous les jours. D'ailleurs, la diversité des occupations, des goûts et des talents fait que, sur plusieurs frères, il n'y en a souvent qu'un seul qui suit la carrière de l'agriculture, et c'est celui-là qui reste le propriétaire ou l'administrateur de tous les biens-fonds du père, d'après un arrangement fait avec ses autres frères, et dicté par l'intérêt commun de tous. Il est donc de la dernière évidence qu'il existe une raison plus puissante que toutes les dispositions législatives pour que la subdivision des proprietés ne puisse jamais atteindre

consacrer toute leur intelligence et tous leurs efforts pour parvenir à amasser de grands capitaux, afin de pouvoir le disputer en richesse aux grands propriétaires fonciers. Si par l'abolition du droit d'aînesse, les propriétés territoriales se morcelaient à l'infini, il n'est pas probable qu'il y eût beaucoup de grands capitaux parmi les négociants; et, dans ce cas, il y aurait incontestablement beaucoup de pouvoir productif de perdu [1].

---

ce degré imaginaire de morcellement, que M. Malthus paraît avoir calculé d'après les mêmes bases que l'accroissement virtuel de la population. Certes, si le partage des successions suivait toujours en proportion décroissante les subdivisions des familles, il y aurait des descendants des plus riches propriétaires fonciers de nos jours, à qui, dans un siècle, il ne resterait pas assez de terre pour faire venir un rosier. Mais l'absurdité même de ce résultat suffit pour prouver que l'hypothèse est inadmissible, car il faudrait qu'une loi forçât chacun à garder sa part d'une succession, pour qu'on pût se résoudre à se charger d'une propriété dont l'exploitation n'offrirait aucun avantage. En un mot, si la loi en question a des inconvénients, ils se réduisent à ceux qui sont inhérents à la nature humaine; et la preuve qu'ils ne sont pas bien considérables, c'est qu'ils se sont rarement fait sentir parmi les classes de la société qui ne possèdent point le triste privilège de sacrifier tous leurs enfants à un seul; nous n'avons pas encore vu les classes industrieuses de la société en général réclamer le funeste privilège des majorats; et, si des particuliers en instituent, c'est évidemment par ostentation et non par intérêt pour leur postérité. (*Note du premier traducteur*).

[1] Si l'on considère un État comme un individu, et si l'on entend par richesse la somme de toutes les valeurs, l'Angleterre est certainement arrivée à un très-haut degré de richesse. Mais, si l'on compte pour quelque chose les hommes, il faut convenir qu'il n'est peut-être pas un seul pays de l'Europe où le nombre des malheureux soit plus grand, comparativement à la population, à la fertilité et à l'étendue du sol, qu'en Angleterre. C'est peut-être le seul pays où une grande partie de la classe ouvrière soit réduite à la mendicité, et où la moindre interruption du commerce extérieur menace des centaines de milliers d'ouvriers de la plus affreuse misère.

Le reste de ce paragraphe est, pour moi, tout à fait incompréhensible. M. Malthus admet que ce sont des citoyens qui ont fait leur fortune par eux-mêmes et qui ont reçu de leurs pères une part égale avec leurs frères, qui ont réparé les maux causés par la trop inégale répartition des propriétés. Les cadets des familles dans lesquelles il y a un majorat, sont aussi les artisans de leur propre fortune; et M. Malthus est déjà convenu, dans un autre endroit de cet ouvrage, que les plus grandes améliorations dans l'agriculture en Angleterre avaient été faites par les fermiers, c'est-à-dire par des gens qui reçoivent et qui transmettent leurs biens par un partage égal entre les enfants. A quoi donc les majorats et les droits d'aînesse sont-ils utiles ? L'avantage que M. Malthus leur attribue est tout à fait frivole; il est impossible qu'il puisse penser sérieusement que les négociants et les cadets de famille ont besoin de voir des nobles et des possesseurs de majorats étalant un grand luxe devant leurs yeux, pour être excités à travailler afin de parvenir à l'aisance, et de l'aisance à la richesse. Le sentiment qui pousse l'homme ci-

Mais, quoi qu'il en soit, il est certain que les classes moyennes de la société se sont constituées en corps nombreux dans ce pays, et que le droit d'aînesse, en forçant les cadets des familles nobles et des grands propriétaires de terre, à faire partie des rangs les plus élevés de ces classes, a, dans le fait, anéanti toutes les distinctions fondées sur le rang et la naissance, et ouvert au mérite personnel les routes vers la richesse et les honneurs. Il est probable que l'obligation imposée en général aux cadets de famille d'être les artisans de leur propre fortune, a donné un plus haut degré d'énergie et d'activité aux efforts que chacun d'eux a faits dans sa profession et dans le commerce, que cela n'aurait eu lieu si la propriété territoriale avait été plus également partagée. En définitive, le pays possède une classe très nombreuse de consommateurs effectifs, qui tirent leurs revenus de l'exercice de différentes professions, du négoce, des manufactures, du commerce en gros et en détail, des salaires de différentes sortes, de l'intérêt de la dette publique et des dettes privées; et ces consommateurs sont peut-être plus dans le cas de contracter des goûts propres à encourager la richesse que les possesseurs de petits fonds de terre.

Dans cet état de choses qui, dans son extension actuelle, est presque propre à l'Angleterre, il y aurait de la témérité à conclure que la nation deviendrait plus riche, si le droit de primogéniture était aboli [1]. Mais lors même qu'on pourrait décider la question affirmativement,

---

vilisé à faire tous ses efforts pour acquérir le bien-être et la richesse est implanté dans le cœur humain, et il se manifeste avec bien plus de force dans les pays où l'absence des privilèges augmente le nombre des concurrents, que dans ceux où ces privilèges nuisent au libre exercice de l'industrie. Témoin les villes libres d'Allemagne, les républiques Italiennes, la Hollande, les États-Unis, d'un côté, et l'Espagne, l'ancienne France et tous les pays à privilèges féodaux, de l'autre : et certes, l'Angleterre même, ne peut pas soutenir, à cet égard, de parallèle avec l'accroissement de la richesse des États-Unis. (*Note du premier traducteur*).

[1] Une telle abolition aurait nécessairement en Angleterre les mêmes effets qu'elle a eus en France ; les terres seraient mieux partagées et le nombre des propriétaires fonciers ne serait pas borné à un nombre extrêmement petit, comme il l'est en ce moment ; il y aurait moins de parcs pour la chasse, et les terres employées à élever des chevaux de luxe pourraient donner assez de blé pour nourrir un nombre d'hommes bien plus grand. Enfin, la partie aisée de la nation serait deux fois plus nombreuse, et le nombre des prolétaires diminuerait de beaucoup. Mais une population, qui n'est certainement pas trop forte, si on la compare à l'étendue du pays, à ses richesses, à son immense commerce, à son industrie, à sa navigation, à ses colonies, cesserait de paraître surabondante, et une si grande partie des classes ouvrières ne se verrait point réduite à l'indigence.

(*Note du premier traducteur*).

cela ne suffirait nullement pour justifier une pareille innovation. Dans tous les cas de cette nature, il faut s'élever à des considérations plus importantes que celles qui n'ont pour objet que la simple richesse.

C'est une vérité historique incontestable que le premier établissement, la conservation et les améliorations postérieures de notre constitution actuelle, et des libertés et priviléges qui ont si longtemps distingué la nation anglaise, sont dus fondamentalement à l'aristocratie territoriale. Et jusqu'à présent nous n'avons point d'expérience qui puisse nous faire croire que sans une aristocratie, laquelle ne peut certainement se maintenir dans un état permanent sans le droit d'aînesse, il soit possible de conserver pour l'avenir la constitution et les libertés ainsi établies. Si donc nous mettons du prix à la constitution de l'Angleterre, si nous sommes persuadés que, quelles que soient ses imperfections, elle a, dans le fait, garanti plus de liberté à une plus grande masse d'individus pendant un plus long espace de temps, qu'en un mot, elle a produit un meilleur gouvernement qu'aucune autre constitution dont l'histoire ait fait mention, il serait on ne peut plus déraisonnable de tenter un changement qui ébranlerait tout l'édifice, et de se lancer dans ce vaste océan des expériences, où les chances sont si terribles et si contraires à la réalisation de nos doctrines [1].

Il n'est pas aisé de juger jusqu'à quel point l'abolition du droit d'aînesse et des majorats subdiviserait la propriété foncière en Angleterre. Si nulle restriction n'était mise à la faculté de tester, il se peut que les anciennes habitudes conservassent pendant quelque temps plusieurs domaines dans leur intégrité; mais il est probable qu'une subdivision considérable des terres aurait graduellement lieu; et, s'il n'y avait qu'un

[1] Ces réflexions figuraient déjà dans ma première édition, en 1820. — Depuis ce temps, des circonstances impérieuses ont fait naître une réforme plus prématurée et plus large que la prudence ne l'aurait peut-être voulu, si l'époque et les circonstances avaient pu être maîtrisées. Cependant, on peut remarquer que tout ce qui a été fait, a pour but de rapprocher le mécanisme de la constitution de sa perfection théorique. Il y a toute raison de croire, que la grande majorité des classes moyennes de la société, qui ont profité de l'extension des franchises électorales, s'apercevront bientôt que leurs propres intérêts, et que le bien-être de ceux qui dépendent d'elles, souffriront de certaines mesures qui ne tendent à rien moins qu'à semer le désordre et à compromettre la sécurité de la propriété. Si elles comprennent toute l'importance de cette vérité incontestable, et si elles agissent conformément à leurs convictions, il n'est pas douteux que le retrait de ces mesures fâcheuses qui, avec une certaine apparence de raison, ne pourraient qu'ouvrir plus tard un large champ aux discordes et aux soulèvements populaires, placera la constitution anglaise sur une base plus solide et plus étendue que jamais

petit nombre de fonds de terre rapportant au delà de 1000 l. st. par an, les classes commerçantes, n'ayant plus à rivaliser avec les propriétaires fonciers, ralentiraient leurs efforts pour acquérir des richesses [1]. Si, même, les négociants et les manufacturiers continuaient toujours à acquérir de grandes richesses, excités, soit par la concurrence entre eux-mêmes, soit par l'ambition politique, ils deviendraient les seules personnes capables d'avoir une grande influence dans l'État, et le gouvernement tomberait presque exclusivement entre leurs mains. Or, il est vraisemblable que dans l'une ou l'autre de ces suppositions, il serait impossible de conserver notre constitution actuelle. Dans le premier

---

[1] Les aristocraties issues du commerce sont loin d'être assises sur des fondements aussi stables, que celles dont la base repose sur la propriété du sol. Celles-ci, dont l'origine remonte presque toujours à la dépossession violente de la conquête, trouvent dans la terre, maintenue dans les mêmes familles par des lois de succession et ainsi soustraite au morcellement et à l'aliénation par l'abdication forcée de la volonté des possesseurs, un principe certain de durée et de fixité. Le sol, dépôt inaliénable des familles privilégiées, est le fondement du droit politique, le titre qui confère le pouvoir; et le moindre changement dans la constitution territoriale ne peut aboutir qu'à une révolution dans l'état social. La conservation du régime foncier est invariablement liée au maintien du régime politique.

Il en est autrement d'une aristocratie qui tire sa source de la richesse mobilière, dont les membres se composent de manufacturiers et de commerçants, et dont la force repose tout entière sur l'intégrité du capital. Les fortunes mobilières étant dénuées de la fixité inhérente au sol, aucune loi ne peut absolument en régler la possession, en continuer l'hérédité, en maîtriser la distribution dans un intérêt politique. Admettant, par sa nature, la pratique plébéienne des partages héréditaires, elle se soustrait ainsi aux entraves de la jurisprudence fidei-commissaire et à l'immobilité de la hiérarchie. Moins aisée à déterminer, elle est sujette à plus de fluctuations. Comme le revenu industriel constitue, sinon un droit, du moins une recommandation puissante pour aspirer aux premières magistratures, il y a autant de condidats nouveaux que de citoyens nouvellement parvenus au degré d'opulence admis par les mœurs ou fixé par les lois. Le gouvernement est ouvert à toutes les recrues de la grande richesse mobilière. Le capital étant la base de la puissance, cette puissance incertaine diminue avec sa deperdition ou s'accroît avec ses profits. Et si la prospérité de ces pays de manufactures et de commerce maririme vient à dépérir, il en reste beaucoup moins de traces que dans les contrées agricoles, où le capital est solidement répandu sur la surface de la terre en bâtiments et en améliorations foncières.

Nous nous refusons de croire cependant, avec Malthus, qu'une aristocratie de grands propriétaires soit la clef de voûte de tout édifice social. Une aristocratie manufacturière et commerciale, appuyée sur un peuple de petits propriétaires qui cultivent le sol, fournirait des garanties de stabilité, sinon aussi solides, du moins suffisantes pour le maintien de l'ordre social et le développement progressif des institutions, et en outre, plus conformes à l'équité. Lorsqu'il y a une classe intéressée à résister aux réformes prématurées et aux désordres, qui ne veut pas que

cas, où la prospérité de chaque individu serait si peu considérable et si égale, l'État tendrait à la démocratie ou au despotisme militaire ; et les chances seraient toujours beaucoup plus fortes en faveur de ce dernier régime. Dans le second cas, quelle que fût la forme du gouvernement, les négociants et les manufacturiers auraient la plus grande influence dans ses conseils ; et Adam Smith a déjà fait cette observation très judicieuse, que l'intérêt de ces classes ne les dispose pas toujours à donner les conseils les plus salutaires [1].

Quoiqu'il soit donc vrai qu'une distribution de la propriété territo-

la société aille trop vite dans la voie où les idées démocratiques veulent la pousser trop rapidement ; lorsque cette classe, comme cela se passe en France, consacre une partie de ses revenus à acquérir les jouissances de la propriété foncière, et prend ainsi l'un de ses points d'appui sur le sol ; lorsqu'une telle classe exerce avec justice et dignité une prépondérance honorablement acquise, sans avoir besoin de la vaine rivalité de la propriété territoriale pour accroître une fortune privée et publique qui peut très bien, ainsi que cela se voit parmi nous, aux États-Unis et en Hollande, se développer sous l'empire d'une ambition légitime, d'une loyale concurrence et des stimulants naturels à l'homme, il y a suffisamment d'aristocratie pour servir de contrepoids aux tendances désordonnées d'une démocratie envahissante, et pour réaliser toutes les conditions de bien-être, de sécurité et de justice distributive, compatibles avec le progrès régulier de la prospérité nationale. (M. M.)

[1] Les deux cas supposés par M. Malthus n'en font réellement qu'un seul ; car les négociants et les manufacturiers qui ont fait fortune chercheront toujours à acquérir des fonds de terre, soit qu'ils se retirent de leur commerce, soit qu'ils continuent à s'y livrer. C'est ce qu'on voit dans tous les pays du monde civilisé. Par la même raison ils deviendront les plus forts possesseurs de terres, et par conséquent leur intérêt s'identifiera avec celui de la grande majorité de la nation, et cela d'autant plus certainement que toutes les constitutions modernes attachent des privilèges au revenu territorial. Ils ne seront plus redoutables, et ils ne pourront donner que de salutaires conseils. Les négociants et les manufacturiers n'en donnent jamais de mauvais que dans les pays où ils forment une classe aristocratique privilégiée, et dans ceux où ils sont opprimés par l'aristocratie territoriale, et où les mauvaises lois et les impôts onéreux sur l'agriculture, les empêchent de devenir propriétaires de terre.

J'ai déjà, dans une autre note, fait voir le peu de fondement de cette tendance supposée au despotisme militaire qui, selon M. Malthus, serait inhérente à une subdivision de propriétés telle qu'il n'y aurait que peu de fonds de terre rapportant au delà de 1000 l. st., ou 25,000 fr. de rente. Cette crainte est évidemment chimérique, et elle n'est fondée ni sur le raisonnement ni sur les faits historiques.

Quant à l'aristocratie féodale de l'Angleterre, elle a sans doute rendu des services à la nation, à l'époque où cette aristocratie était le seul corps qui pût balancer le pouvoir de la couronne. Cela ne prouve nullement que l'aristocratie anglaise soit aujourd'hui aussi nécessaire aux intérêts de la grande masse du peuple anglais qu'elle a pu l'être jadis. (*Note du premier traducteur.*)

riale, meilleure que celle qui existe en ce moment en Angleterre, serait possible, et quoiqu'il soit également vrai que, pour rendre cette distribution meilleure, il faudrait la rendre plus égale, il y aurait peut-être de l'imprudence à abolir la loi de primogéniture. L'abrogation de cette loi conduirait probablement à une subdivision des terres plus grande que celle qui est nécessaire pour favoriser la richesse nationale, et sauvegarder des intérêts d'un ordre plus relevé, et qui tendent à protéger une nation à la fois contre la tyrannie du despotisme des chefs, et contre la fureur du despotisme de la populace [1].

Mais, quelles que soient les dispositions que la sagesse et la prudence des législateurs puissent leur dicter au sujet des lois sur les successions, il faudra toujours reconaître que la division des propriétés territoriales est un des plus puissants moyens de distribution de la richesse; car elle tend à maintenir, à augmenter la valeur échangeable et à encourager la production future. De plus, cette nouvelle distribution continuera, à mesure qu'elle s'étendra, à produire un effet de jour en jour plus favorable sur la richesse, jusqu'à ce qu'elle se rencontre avec le principe contraire, et commence à diminuer les facultés productives. Cela doit arriver tôt ou tard, selon des circonstances qui dépendent principalement de l'activité du commerce étranger et intérieur, et de la masse des consommateurs effectifs qui existent en dehors des propriétaires fonciers. Si la demande est grande, abstraction faite de l'agriculture, une légère diminution dans les facultés productives peut faire pencher la balance; et tout changement qui sera défavorable à l'accumulation, aux entreprises et à la division du travail, sera désavantageux aux progrès de la richesse. Mais, si le pays est mal situé pour le commerce étranger; si ses goûts, ses habitudes et les communications intérieures ne sont pas de nature à encourager un commerce actif au dedans, rien ne pourra faire naître une demande suffisante de produits, si ce n'est une subdivision facile des propriétés foncières; sans une telle subdivision, un pays peut avoir de grandes ressources naturelles, et cependant rester dans un état de léthargie avec un sol sans culture, et une population peu nombreuse et cependant livrée à toutes les horreurs de la famine [2].

---

[1] Le meilleur moyen d'éviter ces dangers, c'est d'empêcher qu'il n'y ait des gens assez puissants pour devenir des oppresseurs, ni une classe assez pauvre et malheureuse pour être à chaque moment prête à quitter ses occupations pour s'insurger en devenant ainsi le jouet et la victime des factions

(*Note du premier traducteur*).

[2] La question des transmissions héréditaires et de la division de la propriété

SECTION VIII.— DE LA DISTRIBUTION RÉSULTANT DU COMMERCE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR, CONSIDÉRÉE COMME MOYEN D'AUGMENTER LA VALEUR ÉCHANGEABLE DES PRODUITS.

La seconde cause essentiellement favorable à cette augmentation de la valeur échangeable qui dépend de la distribution, c'est le commerce intérieur et extérieur.

Tout échange qui se fait dans un pays entraîne une distribution des produits mieux adaptée aux besoins de la société. C'est, relativement à chacune des deux parties contractantes, l'échange d'un produit dont on a moins besoin contre un autre qui convient davantage, et cet échange doit par conséquent élever la valeur des deux produits. Si deux districts, dont l'un posséderait une riche mine de cuivre, et l'autre une mine d'étain également riche, avaient toujours été séparés par une rivière ou une montagne impossible à franchir, il est indubitable que dès qu'une communication s'ouvrirait entre les deux districts, il y aurait une demande plus forte et un plus haut prix donné pour l'étain, ainsi que pour le cuivre. Cette élévation dans le prix des deux métaux pourrait n'être que temporaire, mais elle contribuerait cependant beaucoup à fournir le capital additionnel nécessaire pour satisfaire au surcroît de la demande, et les capitaux des deux districts, ainsi que le produit des deux mines, atteindraient en quantité et en valeur un degré auquel ils ne seraient jamais parvenus sans cette nouvelle distribution du produit, ou sans un autre évènement qui eût un effet semblable.

Les Économistes français du XVIIIe siècle, en cherchant à prouver que le commerce est de sa nature improductif, ont toujours soutenu qu'il n'a d'autre effet que d'égaliser les prix qui peuvent être trop hauts dans un endroit, et trop bas dans un autre. En somme, disaient-ils, le montant des valeurs est le même après que l'échange s'est effectué. Cette proposition doit être regardée comme n'ayant point de fonde-

---

territoriale, indépendamment des formes et des systèmes de culture dont elle peut être accompagnée, a été traitée, sous le point de vue qui nous occupe, par des économistes éminents, tant en France (voir les écrits de MM. Sismondi, Rossi, Dunoyer) qu'en Angleterre. Il n'est pas étonnant que de notables dissentiments aient éclaté entre eux dans une question si vaste, si compliquée, et qui touche aux problèmes les plus importants de l'ordre social. Mais ces dissentiments ne donnent pas le droit de taxer légèrement de banalité et de tendances despotiques, les opinions d'un homme, dont la réputation scientifique est l'une des plus hautes de notre temps, les intentions éminemment respectables, et qui a donné des gages éclatants à la liberté. Nous avons cependant cru, malgré cela, et quoiqu'il ait quelquefois exagéré la pensée de Malthus, devoir conserver la plupart des notes que le premier traducteur a jointes à cette section. (M. M.)

ment, et des faits incontestables peuvent en démontrer la fausseté. La hausse des prix, qui se manifeste d'abord par l'effet de l'extension du marché, est indubitable. Si à cela on ajoute l'effet occasionné par la demande de nouveaux produits, et les moyens qui résultent d'une accumulation rapide pour satisfaire à cette demande, il est impossible de douter un seul instant de la tendance directe que tout commerce intérieur a d'augmenter la valeur des produits nationaux.

Si le commerce intérieur ne tendait pas à augmenter la valeur des produits nationaux, on ne s'y livrerait point. Car, c'est cette augmentation de valeur qui donne des bénéfices aux négociants intéressés; et si des marchandises de Londres n'avaient pas un prix plus fort à Glasgow qu'à Londres, et si d'autres marchandises de Glasgow ne se vendaient pas plus cher à Londres qu'à Glasgow, les négociants qui s'appliqueraient à échanger les articles de chacune de ces deux villes pour ceux de l'autre, n'en tireraient eux-mêmes aucun profit, ni personne non plus. Il serait tout à fait futile d'échanger une sorte de produits contre une autre, si, après cette nouvelle distribution des différentes marchandises, les parties intéressées ne se trouvaient pas dans une condition meilleure qu'avant la transaction. Donner un article en échange contre un autre n'a rien de commun avec la demande effective, à moins que l'article reçu n'excède tellement en valeur le travail consacré à produire l'article dont on s'est défait, qu'il puisse en résulter des bénéfices suffisants pour que les capitalistes intéressés se trouvent avoir les moyens et la volonté de diriger plus de travail vers le même genre de commerce.

On a dit que l'industrie d'un pays doit se mesurer par l'étendue de son capital, et que la manière dont ce capital est employé, quoiqu'elle puisse apporter quelque différence dans les jouissances des habitants, n'influe que très peu sur la *valeur* du revenu national. Cela peut être vrai dans une supposition, mais dans une supposition seule : c'est dans le cas où l'on pourrait persuader aux habitants de mettre autant de prix aux productions indigènes, autant d'empressement à les acquérir et à les consommer, et d'être aussi disposés à faire un rude travail et de grands sacrifices pour les obtenir, que pour les objets créés au dehors. Mais est-il permis de faire une telle supposition? C'est précisément par suite du peu d'empressement qu'on met à acheter des produits indigènes, que le négociant les échange contre d'autres que l'on recherche davantage. Si l'on pouvait changer les besoins et les goûts des habitants de Glasgow, au point de leur faire mettre autant de prix à la grande quantité de marchandises de coton qu'ils produisent, qu'aux

différents articles qu'ils pourraient recevoir en retour à une époque de prospérité commerciale, on n'entendrait plus parler de la détresse de ces fabricants. On peut accorder que la quantité d'industrie productive d'un pays est à peu près proportionnée à la quantité du capital employé; mais la valeur du revenu sera plus ou moins grande, selon le prix courant des objets produits. Ces prix courants doivent évidemment dépendre de l'échange réciproque des marchandises; par conséquent, la valeur du revenu, jointe au pouvoir et à la volonté de l'augmenter, doit dépendre de cette distribution des produits qui les met plus en rapport avec les besoins et les goûts de la société.

La totalité des produits d'une nation peut être considérée comme ayant un prix courant en argent et en travail. Lorsque ce prix courant est élevé, c'est-à-dire lorsque le prix des produits monte au point de donner un excédant de travail plus considérable qu'auparavant sur ce que leur production a coûté, pendant que le même capital et le même nombre de bras restent employés à cette production, il est évident qu'il y aura chaque année plus de travail additionnel mis en œuvre, et l'accroissement de la richesse sera certain et rapide. D'un autre côté, lorsque le prix courant des produits est tel qu'on ne dispose que d'une quantité de travail dépassant fort peu ce que la production a coûté, il est également évident que la richesse ne s'accroîtra que très lentement,— peut-être, même, restera-t-elle stationnaire.

L'agent de la circulation joue partout un rôle très important dans la distribution des produits; et, ainsi que je l'ai insinué dans une note, ce serait obscurcir nos raisonnements et non les éclaircir, que de ne pas prendre cet objet en considération. Il n'est pas aisé, en effet, sans le secours d'un agent de la circulation, de déterminer si les produits d'un pays sont distribués de manière à acquérir leur pleine valeur.

On dira peut-être que, si les fonds destinés à payer le travail se trouvent à une époque quelconque en grande abondance, l'on doit présumer que ces fonds pourront mettre à notre disposition une quantité de travail plus grande qu'à l'ordinaire. Mais assurément ils ne pourront pas payer plus de travail, et même pas autant, si leur distribution est vicieuse. Or, dans un pays qui possède un agent de la circulation, la preuve positive que cette distribution est vicieuse, c'est que la totalité des produits ne s'échange pas contre une aussi forte somme de l'agent de la circulation qu'auparavant, et que par conséquent les producteurs se voient forcés de vendre avec une grande diminution de profits en argent, ou même avec une perte positive.

Depuis la récolte de 1815 jusqu'à celle de 1816, en Angleterre, on

ne peut pas douter que les fonds destinés à payer le travail n'aient été fort considérables. Le blé était surtout abondant, et aucune autre denrée ne manquait, et cependant c'est un fait reconnu qu'un grand nombre d'ouvriers cessèrent d'avoir de l'ouvrage, en partie parce qu'on ne pouvait, et en partie parce qu'on ne voulait pas employer la même quantité de bras qu'auparavant. Comment expliquerons-nous ce fait? Comme nous l'avons déjà dit, il ne serait pas aisé d'en rendre raison sans prendre en considération l'agent de la circulation ; car autrement il est très difficile de prouver que la distribution est vicieuse. Mais dès que nous portons nos regards sur l'agent de la circulation, l'explication du fait en question devient parfaitement claire. Tout le monde sait que les produits naturels du sol étaient tombés d'environ un tiers de leur valeur en argent. Or, si le fermier n'a vendu ses produits que deux tiers du prix qu'ils lui rapportaient auparavant, alors que le prix vénal du travail restait le même, il est évident qu'il lui aura été tout-à-fait impossible de faire exécuter la même quantité de travail, et d'employer autant de capital dans sa ferme que l'année précédente. Et lorsqu'il y eut ensuite une grande baisse du prix métallique de tous les produits manufacturés, occasionnée en grande partie par cette baisse antérieure des produits naturels du sol, il est également évident que les manufacturiers n'ont pu conserver les moyens de payer le travail d'un même nombre d'ouvriers qu'auparavant. Au milieu de l'abondance des choses nécessaires, ces deux importantes classes de la société ont dû avoir réellement moins de moyens d'employer des ouvriers. D'un autre côté, tous ceux qui possédaient des revenus fixes, auront eu plus de moyens de payer du travail, mais sans se trouver disposés à étendre leur demande dans la même proportion ; et le résultat général a dû être analogue aux effets d'une distribution partielle des produits, causée par l'interruption des relations accoutumées du commerce intérieur. Il a pu y avoir pendant quelque temps la même quantité de marchandises produites, et même davantage, mais leur distribution n'étant pas telle que l'offre se trouvât partout en proportion de la demande, la totalité des produits dût diminuer de valeur échangeable, et tout le pays dût éprouver un ralentissement marqué de la production. Il s'ensuit que les classes ouvrières peuvent cesser d'avoir de l'ouvrage au milieu de l'abondance des choses nécessaires, toutes les fois que ces choses ne se trouvent pas entre les mains de ceux qui ont en même temps les moyens et la volonté d'employer une quantité proportionnelle de bras.

Aussi longtemps que cette baisse du prix métallique des produits

continuera à diminuer les moyens de payer le travail, un grand découragement devra évidemment se faire sentir dans la production; et si après que les travailleurs se seront accommodés au taux nouveau des prix, la distribution des produits, les goûts et les habitudes générales ne développent pas suffisamment la consommation, les principes les plus clairs de l'économie politique font voir que les profits du capital peuvent rester, pendant un temps indéterminé, plus bas que l'état du pays ne le rendrait nécessaire, et que l'obstacle à la production peut être aussi durable que la distribution vicieuse des produits, et que les goûts et les habitudes défavorables qui l'ont fait naître.

Il n'est guère possible qu'un changement de valeur essentiel ait lieu dans l'agent de la circulation d'un pays, sans altérer la distribution de ses produits. Il faut convenir que l'usage imprudent du papier-monnaie est la cause principale de ces changements. Mais, même sans papier-monnaie ou avec un papier-monnaie d'une valeur égale à celle des espèces métalliques, tout pays est sujet à éprouver des changements dans la valeur de ses produits, comparée à celle de sa monnaie; et, comme ces changements doivent avoir un grand effet, temporaire ou permanent, sur la distribution des produits, vouloir raisonner sur ces matières sans avoir égard aux effets d'un agent aussi puissant, serait fermer les yeux pour ne point voir la vérité. Avant donc d'adopter, en dernière analyse, le pouvoir de disposer du travail national et étranger, comme la meilleure mesure pratique de la valeur des produits, il convient d'abord d'examiner quelle est la valeur en espèces métalliques, afin de pouvoir déterminer si la distribution de ces produits est telle qu'elle puisse donner les moyens de payer une somme de travail proportionnée à leur accroissement. Si la valeur métallique des produits d'un pays augmente au point de pouvoir rétribuer chaque année une quantité croissante de travail national et étranger, on peut être à peu près sûr que ce pays avance sans obstacle vers la richesse et la prospérité. Mais, lorsqu'il n'y a qu'un accroissement des produits, il est impossible de dire sans autre examen, si la manière dont ils sont distribués n'est pas plus propre à retarder qu'à encourager le progrès de la richesse nationale.

Il a été pleinement établi et convenu que, dans tout pays, il doit à la longue arriver une époque de stagnation, occasionnée par la difficulté d'obtenir des subsistances. Mais, le peu de disposition à consommer en grande quantité les produits indigènes, et l'impuissance de faire des échanges avantageux, peuvent causer et ont souvent causé une stagnation semblable dès les premiers progrès d'une nation. Aucun

pays ayant des débouchés très bornés au dedans et au dehors, n'est jamais parvenu à accumuler un grand capital, parce qu'un marché si borné s'oppose à la formation de ces besoins, de ces goûts, de ces désirs de consommation, qui sont absolument nécessaires pour maintenir le prix courant des produits, et pour faire naître une demande croissante de ces produits et du capital qui doit servir à les créer. La distribution des marchandises qui naît du commerce intérieur est le premier pas vers un accroissement considérable de la richesse et du capital; et, s'il avait été impossible de faire des échanges en Angleterre à de plus grandes distances que cinq milles, il est probable qu'on n'aurait jamais pu employer un cinquième de notre capital actuel, avant que l'encouragement effectif à l'accumulation et au progrès ultérieur de la richesse n'eût cessé.

Les motifs qui engagent des particuliers à se livrer au commerce étranger sont précisément les mêmes que ceux qui font échanger des marchandises entre les parties les plus éloignées d'un même pays, c'est-à-dire l'augmentation du prix courant des produits dans chaque localité. Le surcroît de profits que chaque individu fait de cette manière, ou le maintien des profits qui auraient baissé si le capital avait été employé sur les lieux, doit donc être regardé comme augmentant d'autant la valeur des produits nationaux.

M. Ricardo commence son chapitre sur le commerce étranger, en disant que, « le commerce étranger, quelle que soit son importance, ne saurait augmenter tout à coup les valeurs nationales, quoiqu'il contribue puissamment à accroître la masse des choses utiles, et par conséquent celle des jouissances. » Cet exposé est parfaitement d'accord avec la manière particulière dont M. Ricardo envisage la valeur; il la regarde comme dépendant uniquement du travail qu'une chose a coûté. Quelque abondants que soient les retours du négociant, et quelque grand que puisse être l'excédant de leur valeur sur celle des exportations, dans l'acception ordinaire du mot valeur, il est certain que le travail employé à produire ces objets d'exportation restera d'abord le même. Mais comme c'est un fait incontestable que les retours d'un commerce extraordinairement avantageux s'échangent contre des quantités extraordinaires d'argent, de travail et de produits indigènes; et comme c'est cette possibilité d'obtenir en échange plus d'argent, plus de travail, plus de ces produits, que le négociant a réellement en vue, quand il parle de l'extension du marché étranger et d'un commerce avantageux, il me semble qu'un tel état de choses qui peut durer, et qui souvent dure en effet assez longtemps pour produire les plus importants résultats,

est par lui seul une preuve péremptoire et décisive que ces vues sur la valeur échangeable sont essentiellement incorrectes.

De plus, comme le fait très bien observer M. Ricardo, le fait d'importer cinquante tonneaux de vin, au lieu de vingt-cinq, n'affecte en rien les intérêts du négociant, si d'ailleurs la valeur des cinquante tonneaux n'est pas plus forte. Les profits, je l'ai déjà dit, se déterminent par la *valeur*, et non par la quantité. Le but réel de tout négociant, quand il entreprend un commerce extérieur, est d'en retirer, pour ses capitaux, un bénéfice plus considérable que s'il les avait engagés dans le pays même. Et toutes les fois que le commerce extérieur est favorable et prospère, ce but se trouve immédiatement atteint.

M. Ricardo paraît croire que la valeur d'un certain genre de produits ne peut pas augmenter, si celle de quelques autres ne diminue [1]. Cela peut encore être vrai, d'après ses idées sur la valeur, mais n'a aucun fondement si nous le jugeons avec les vues plus larges que l'expérience nous revèle sur la valeur échangeable. Si une puissance étrangère quelconque faisait présent à un négociant de certaines marchandises d'un genre nouveau qui lui rapporteraient à Londres 50,000 l. st., la richesse de ce négociant s'accroîtrait du montant de cette somme; et qui, le demanderai-je, perdrait à cela? Il est vrai, sans doute, que les acheteurs de ces marchandises seraient peut-être obligés de renoncer à l'usage de quelques articles qu'ils étaient auparavant dans l'habitude d'acheter [2], et il pourrait en résulter une diminution proportionnée de demande dans quelque branche d'industrie; mais, pour compenser cette diminution, le négociant enrichi achèterait une plus forte quantité de marchandises, peut-être jusqu'à la concurrence de la totalité des 50,000 l, st. Il empêcherait ainsi toute baisse générale dans la valeur des produits indigènes consommés dans le pays, tandis que la valeur du produit étranger qui aurait été ainsi consommé, augmente-

---

[1] Il me semble que si les deux premières phrases de ce chapitre de M. Ricardo sur le commerce étranger étaient bien fondées, il n'existerait point de relation commerciale entre les nations.

[2] Cela pourrait cependant ne pas arriver. La grande tentation offerte aux consommateurs déciderait peut-être quelques personnes à dépenser ce qu'ils pourraient autrement économiser; et dans bien des cas la richesse nationale, au lieu de perdre à ce changement, pourrait au contraire y gagner. L'augmentation des consommations occasionnerait une augmentation proportionnée des prix courants et des profits. L'augmentation des profits rétablirait bientôt le capital qui, pendant un court espace de temps, aurait été distrait de sa destination, et le pays aurait contracté les habitudes d'une plus grande consommation, en même temps qu'il aurait acquis des moyens proportionnés à ces nouvelles habitudes.

rait de tout le montant de la valeur du nouveau produit importé. Je ne vois point de différence entre un présent envoyé par l'étranger et les profits extraordinaires d'une nouvelle branche de commerce extérieur, quant à leurs effets sur la richesse d'un état. Ils tendent également à accroître la richesse de la nation, en augmentant à la fois la quantité et la *valeur* des produits obtenus.

On croira peut-être que la valeur en *argent* du produit total ne peut s'accroître sans une importation de numéraire; mais, dans le fait, une extension avantageuse du commerce étranger est précisément l'état de choses qui conduit le plus directement à l'importation du numéraire [1]. Car, qu'est-ce que le négociant qui exporte regarde précisément comme une extension avantageuse du commerce étranger lorsqu'il trafique avec des peuples civilisés? C'est sans contredit de pouvoir vendre ses exportations à l'étranger pour une valeur estimée en numéraire, — plus forte qu'à l'ordinaire. Et en effet, si les marchandises qu'il voudrait prendre en retour ne se vendaient pas chez lui à un prix tellement supérieur que l'importation en devînt profitable, il préférerait prendre une

---

[1] L'importation du numéraire n'est pas nécessaire pour une hausse des prix; car il n'y a pas de rapport nécessaire entre une quantité d'argent et une échelle donnée de prix.— Si une certaine quantité d'argent est échangée contre une certaine quantité de marchandises, leur prix sera naturellement représenté par cet argent. Mais si l'argent est échangé contre une moitié seulement des marchandises, la totalité des marchandises vaudra deux fois l'argent; et si l'argent ne s'échange que pour un tiers, leur prix total sera égal à trois fois le montant de l'argent. La quantité de marchandises et la quantité de l'argent peuvent donc rester les mêmes, et néanmoins les prix peuvent ou hausser ou baisser.

C'est ce qui est pleinement démontré par ce qui arrive quand il y a disette ou surabondance d'un produit dont la consommation est très étendue. — Prenons le blé pour exemple : — On sait que la valeur totale en argent d'une récolte médiocre est *plus grnade*, et que la valeur totale d'une récolte surabondante est *moindre* que celle d'une récolte ordinaire, tandis que les prix des autres objets restent les mêmes. Dans de pareilles circonstances, il est hors de doute que le prix de la totalité du produit agricole et manufacturier (ou sa valeur estimée en argent) sera plus petit ou plus grand que d'ordinaire, quoiqu'il n'y ait que la même quantite d'argent en circulation; ce qui s'explique très facilement. Ceux qui ont plus ou moins à payer pour leur blé, ont naturellement *plus* ou *moins* à dépenser pour d'autres objets. Mais, par contre, les moyens qu'ont les fermiers d'acheter d'autres objets sont *accrus* ou *diminués* exactement dans la même proportion Si j'ai un produit qui, vivement demandé, monte de 10 l. st. à 20, l'acheteur doit renoncer à la demande qu'il peut faire d'autres objets dans la proportion des 10 liv. qu'il donne en plus pour l'objet dont je suis détenteur. Mais ma demande pour d'autres objets se sera accrue de 10 liv. à 20; cela peut arriver et arrive effectivement, sans qu'un schelling soit ajouté à la circulation.

(*Note de l'éditeur anglais*).

partie ou la totalité de ses retours en numéraire. Mais si le rapport entre le montant de cette importation et les retours en marchandises est le même qui existe entre tout le numéraire du pays et la totalité de ses produits, il est évident qu'aucune raison ne peut empêcher les produits du pays de continuer à circuler à leurs anciens prix, — en exceptant toutefois les articles qui ont à redouter la concurrence directe des marchandises étrangères, exception qui ne serait jamais suffisante pour empêcher le renchérissement de la masse totale des produits.

Je suis donc d'un avis tout à fait opposé à celui qu'a exprimé M. Ricardo dans le passage suivant : « La demande des produits de l'étranger et de ceux du pays réunis est, quant à leur valeur, bornée dans tous les cas par le revenu et par le capital national. Si l'un augmente, l'autre doit diminuer [1]. » Il me semble que, dans presque tous les cas d'un commerce étranger avantageux, c'est un fait incontestable que la demande des produits étrangers et indigènes, pris ensemble, s'accroît réellement, et que l'augmentation de la valeur des produits étrangers n'entraîne pas une diminution proportionnée dans la valeur des produits indigènes.

Je serais cependant prêt à admettre que la demande des produits étrangers et nationaux, pris ensemble, est bornée par la valeur du revenu et du capital national; mais, selon la manière d'envisager le sujet, le revenu national, qui se compose de la somme totale des rentes, des profits et des salaires, se trouve tout à coup et positivement *augmenté* par l'accroissement des profits du négociant étranger, sans qu'il y ait une diminution proportionnée de revenu dans aucune autre branche. M. Ricardo pense au contraire que, quoique la masse des produits soit augmentée, le revenu national, quant à sa valeur, reste le même.

Tout le monde conviendra que l'augmentation dans la *quantité* des produits est un des effets les plus désirables à attendre du commerce étranger; mais j'appelle plus particulièrement l'attention du lecteur sur un autre effet extrêmement important qui l'accompagne dans presque tous les cas, et qui est rejeté expressément par M. Ricardo; je veux parler de l'accroissement de la valeur échangeable. Ce second effet est tellement nécessaire pour faire naître un stimulant qui excite continuellement à l'industrie productive, et qui maintienne constamment de grands approvisionnements de denrées, que, dans le petit nombre de cas où cet effet ne se manifeste pas, on s'aperçoit à l'instant même d'une stagnation dans la demande des bras, d'un temps d'arrêt dans les progrès

[1] Ricardo. *Principes d'Économie politique*, chap. 7.

de la richesse. Une extension du commerce étranger, d'après la manière dont M. Ricardo l'envisage, devrait, selon moi, nous placer souvent dans la situation où s'est trouvée l'Angleterre au commencement de 1816, alors que l'abondance, le bas prix du blé et d'autres denrées, résultant de l'insuffisance de la demande, vinrent diminuer tellement la valeur du revenu national, qu'il ne suffisait plus à payer la même quantité de travail au même prix. Il en résulta, qu'au milieu de l'abondance, des milliers d'ouvriers se virent privés d'ouvrage; — ce qui est un avant-coureur très affligeant, mais presque inévitable d'une baisse des salaires en argent. Or, cette baisse pouvait seule rendre le revenu général du pays suffisant pour donner de l'occupation au même nombre d'ouvriers, et permettre à la nation de reprendre un élan progressif, après avoir traversé une époque si désastreuse pour l'accroissement de la richesse.

M. Ricardo paraît toujours croire qu'il est tout à fait indifférent pour l'ouvrier de pouvoir acquérir une plus grande quantité des choses nécessaires à la vie, par l'effet de la hausse du prix métallique du travail, ou par la baisse du prix métallique des subsistances; mais ces deux cas, malgré la ressemblance apparente de leurs effets, peuvent être, et sont en général essentiellement différents. Une augmentation des salaires, qu'elle soit nominale ou réelle, suppose toujours que la distribution de la richesse actuelle donne à cette richesse une valeur croissante, qu'elle assure à toutes les classes ouvrières une occupation constante, et crée une demande pour des produits nouveaux et pour les capitaux avec lesquels on doit les obtenir. En un mot, c'est le signe infaillible de la vigueur et de la prospérité nationales. Tandis que la baisse générale du prix métallique des choses nécessaires provient souvent d'une distribution si vicieuse des produits indigènes, qu'il est impossible de leur conserver leur valeur totale. Dans ce cas, une suspension de travail et une détresse temporaires sont inévitables, même dans les circonstances les plus favorables; et bien des fois même, comme on peut le voir en jetant un regard sur les différents pays du globe, cette baisse dans le prix métallique des choses nécessaires est accompagnée d'une longue cessation de travail et de la misère la plus affreuse, — suite des pas rétrogrades de la richesse et de sa diminution permanente.

Le lecteur doit être pleinement convaincu qu'une forte baisse dans le prix de certains produits, soit par l'effet du perfectionnement des machines, soit par suite du commerce étranger, est parfaitement compatible avec un accroissement considérable et soutenu, non-seule-

ment de la valeur échangeable du produit total d'un pays, mais encore de la valeur échangeable de ses produits spéciaux. Il a déjà été dit à plusieurs reprises que la valeur totale des marchandises de coton fabriquées dans ce pays s'est prodigieusement accrue, malgré la grande diminution de leur prix. On peut en dire autant du thé, dont la livre se vendait beaucoup plus cher qu'à présent, lors de sa première importation ; et il n'est guère douteux que si nous cherchions à faire du vin chez nous en cultivant la vigne dans des serres chaudes, la valeur totale de ces vins serait bien au-dessous de ce que nous en consommons à présent, et donnerait infiniment moins d'encouragement à l'industrie.

Les causes qui font augmenter la demande effective pour certains produits sont très faciles à concevoir ; mais on a regardé, avec raison, comme plus difficile à expliquer, cette activité générale de la demande qui se fait quelquefois si fortement sentir dans toute l'étendue d'un pays, et qui forme un contraste si frappant avec cette situation que les négociants désignent en disant le calme plat du commerce. Quant à la cause principale et immédiate de cette augmentation générale de la demande effective, il me semble certain qu'elle consiste en ce que les produits sont tellement distribués, et mis à la portée des besoins et des goûts de la société, que leur prix vénal équivaut à une plus grande quantité de travail national et étranger ; et je suis disposé à croire que, si l'on soumettait à cette épreuve tous les cas remarquables qui se sont présentés, on ne la trouverait que rarement ou jamais en défaut.

Il est impossible, par exemple, de douter un seul instant que l'accroissement annuel des produits des États-Unis estimés, soit en numéraire, soit en travail national et étranger, n'ait été plus considérable que celui d'aucun autre pays connu, et que cet accroissement ne soit dû en grande partie au commerce étranger, lequel, malgré la grande facilité de la production indigène, a donné au blé et aux autres produits naturels du sol, une valeur égale à celle qu'ils ont dans beaucoup de pays de l'Europe. Il a par conséquent donné aux Américains le pouvoir de disposer des produits et du travail des autres pays, dans des proportions qui semblent extraordinaires, lorsqu'on les compare avec le travail qui a été employé aux objets que les Américains donnent en échange. Il est également indubitable que, depuis 1793 jusqu'en 1814, la valeur échangeable de la totalité des produits en Angleterre, estimée soit en travail national et étranger, soit en espèces métalliques, a reçu un grand accroissement chaque année. On a reconnu presque unanimement que l'extension de notre commerce étranger avait favorisé très puissamment cet accroissement de valeurs et de richesses ; et, jusqu'à l'année 1815,

aucun signe ne semblait indiquer que la valeur croissante de nos importations eût la moindre tendance à diminuer la valeur de nos produits indigènes. La valeur des uns et des autres, estimée en métal ou en travail, augmenta beaucoup et en même temps.

Mais, tandis que dans tous les pays sur lesquels il nous est possible d'avoir quelques notions, une augmentation de la valeur accompagne toujours l'accroissement de la prospérité et des richesses, je suis porté àcroire qu'on ne pourrait citer un seul exemple d'un pays faisant un commerce florissant, possédant une abondance croissante de denrées, et dans lequel la valeur de la totalité des produits estimée en travail national et étranger, aille en diminuant ou, même, reste stationnaire. Et des deux voies qu'indique M. Ricardo, dans son chapitre du commerce étranger, pour l'accumulation du capital, c'est-à-dire, d'une part, l'*accroissement du revenu* par suite de l'augmentation des profits, et, de l'autre, *la diminution de la dépense* due au bas prix des denrées [1], je crois que la seconde n'a jamais été, et ne pourra jamais devenir un stimulant efficace au développement permanent et non interrompu de la richesse.

Le commerce étranger, — ainsi que tout échange duquel il résulte une distribution mieux adaptée aux besoins de la société,— tend naturellement et *immédiatement* à augmenter la valeur de cette portion du revenu national qui se compose de profits, sans causer de diminution proportionnée dans aucune autre branche. C'est précisément cet accroissement *immédiat* du revenu national, résultant de l'échange de ce qui a moins de valeur dans le pays contre ce qui en a davantage, qui donne à la fois et le pouvoir et la volonté d'employer plus de travail, et qui fait naître cette demande active de bras, de produits et de capital, qui accompagne d'une manière frappante et presque universelle un commerce étranger florissant; tandis que l'abaissement de valeur amené par la surabondance des produits, commencerait évidemment par diminuer le pouvoir d'employer le même nombre d'ouvriers. Il s'ensuivrait infailliblement, avec une diminution générale de la demande, un engorgement temporaire de bras, de produits et de capitaux, accompagné de cette détresse qui est la suite ordinaire de tout engorgement.

M. Ricardo ne voit dans le commerce étranger qu'un moyen d'obtenir des produits à *meilleur marché*. Mais c'est ne faire attention qu'à la moitié des avantages de ce commerce, et je suis même fortement disposé à croire que ce n'en est pas même reconnaître la moitié. Au

[1] Ricardo. *Principes d'Économie politique*, chap. 7, p. 152, 2e édit.

moins, quant à notre commerce, cette part des avantages est comparativement insignifiante. La grande masse de nos importations se compose d'articles à l'égard desquels il est impossible d'élever la question de savoir s'ils pourraient être produits chez nous à aussi bas prix que dans les pays étrangers. Si nous ne pouvions pas tirer de l'étranger les soies, le coton, l'indigo, le thé, le sucre, le café, le tabac, les vins de Porto, de Xérés, de Bordeaux et de Champagne, les amandes, les raisins secs, les oranges, les citrons, les diverses épices et drogues, ainsi que beaucoup d'autres produits particuliers aux climats étrangers, il est sûr que nous en serions tout à fait privés. Il serait tout à fait absurde de chercher à calculer sur leur bas prix l'avantage de les importer, en comparant cette dépense avec la quantité de travail et de capital que ces objets aurait pu coûter, si on avait essayé de les produire chez nous. Jamais, en effet, une semblable tentative ne pourrait venir à l'esprit de personne. Si, par supposition, il était possible de faire chez nous du bon vin de Bordeaux à 10 l. st. la bouteille, peu de gens en boiraient, peut-être même personne, et, par conséquent, la quantité de travail et de capital réellement employée en ce moment à l'acquisition de ces denrées est sans comparaison plus grande qu'elle ne le serait, si nous ne les importions pas.

Il est donc évident qu'il faut estimer l'avantage que nous retirons d'un tel commerce, d'après un principe différent. C'est d'après le principe simple et évident qui a été souvent indiqué comme le fondement de toute transaction d'échange, soit à l'intérieur, soit à l'étranger, c'est-à-dire l'accroissement de valeur qui résulte de l'échange d'un objet dont on a moins besoin, contre un autre qui nous est plus utile. Quand nous aurions, moyennant l'exportation de nos produits indigènes, obtenu en retour toutes les denrées étrangères dont nous avons parlé ci-dessus, nous serions fort embarrassés de dire si la *somme totale* des choses que nous possédons s'est accrue ou diminuée, mais nous aurions la certitude entière que la nouvelle distribution de produits qui s'est opérée, en nous fournissant des objets beaucoup plus en rapport avec nos besoins et nos goûts que les articles que nous avons exportés en échange, a incontestablement augmenté la valeur échangeable de ce que nous possédons, ainsi que nos moyens de jouissance et notre richesse. En considérant donc les effets du commerce étranger sur la valeur échangeable, sous un point de vue différent de celui qu'a choisi M. Ricardo, je soutiens que l'extension des débouchés est, dans sa tendance générale, favorable au plus haut degré, à cet accroissement de valeur et de richesse qui provient de la distribution.

—

SECTION IX. — DE LA DISTRIBUTION OCCASIONNÉE PAR LES SERVICES PERSONNELS ET PAR LES CONSOMMATEURS IMPRODUCTIFS, CONIDÉRÉE COMME MOYEN D'AUGMENTER LA VALEUR ÉCHANGEABLE DE LA TOTALITÉ DES PRODUITS.

La troisième cause fondamentale qui tend à maintenir et à augmenter la valeur des produits en favorisant leur distribution, c'est l'emploi d'un certain nombre d'individus engagés dans des services personnels, ou l'entretien d'un nombre convenable de consommateurs qui ne produisent pas directement les choses matérielles.

Nous avons déjà montré que, sous l'empire d'une accumulation rapide de capital, ou, pour mieux dire, pendant la transformation rapide des individus voués aux services personnels en ouvriers productifs, la demande, comparée à l'offre des produits matériels, doit manquer avant le temps, et détruire tous les motifs qui font accumuler, avant que cette accumulation ait été arrêtée par l'épuisement du sol. Il s'ensuit que, à moins de supposer la consommation des classes productives plus forte qu'elle ne l'est en effet, surtout lorsque ces classes marchent rapidement dans la voie des épargnes, il est absolument nécessaire qu'un pays qui a de grands moyens de production, possède un corps de consommateurs qui ne soient pas directement engagés dans la production [1].

Les lois primordiales de la nature ont réglé la fertilité de la terre,

---

[1] C'est ainsi que J.-B. Say, dans sa deuxième lettre à Malthus, réfute cette assertion. « Que désignez-vous par ce corps nombreux de consommateurs improductifs, si nécessaire aux producteurs? Sont-ce les propriétaires de terres et de capitaux? Sans doute ils ne produisent pas directement; mais leur instrument produit pour eux. Ils consomment la valeur à laquelle ont concouru leurs terres et leurs capitaux. Ils concourent donc à la production, et ne peuvent acheter ce qu'ils achètent qu'en raison de ce concours. S'ils y contribuent en outre par leurs travaux, et joignent à leurs profits comme propriétaires et capitalistes d'autres profits comme travailleurs, produisant davantage, ils peuvent consommer davantage; mais ce n'est point en leur qualité de non-producteurs qu'ils augmentent les débouchés de la production.

Désignez-vous les fonctionnaires publics, les militaires et les rentiers de l'État? Ce n'est pas non plus en leur qualité de non-producteurs qu'ils favorisent les débouchés. Je suis loin de contester la légitimité des émoluments qu'ils reçoivent; mais je ne puis croire que les contribuables fussent très embarrassés de leur argent dans le cas où les receveurs des contributions ne viendraient pas à leur secours; ou leurs besoins seraient plus amplement satisfaits, ou bien ils emploieraient ce même argent d'une manière reproductive. Dans l'un et l'autre cas, l'argent serait dépensé, et favoriserait la vente de produits quelconques égaux en valeur à ce qu'achètent maintenant ceux que vous appelez consommateurs improductifs. Ce n'est donc pas à cause des consommateurs improductifs que la vente est favorisée, mais bien à cause de la production de ceux qui fournissent à leur dépense;

le pouvoir donné à l'homme de substituer l'action des machines au travail manuel, et les motifs qui l'excitent à agir sous le régime de la propriété individuelle, de manière à permettre qu'une certaine portion de la société pût jouir de loisirs; et si cette fraction privilégiée rejetait ce don bienfaisant, non-seulement la société perdrait un bien positif qui eût pu être obtenu, mais encore elle souffrirait en masse de cette abnégation de quelques-uns.

Nous avons déjà dit que les investigations de l'économie politique n'allaient pas jusqu'à pouvoir déterminer quelle est la proportion entre les classes productives et ces classes engagées dans des services personnels qui offrent le plus grand encouragement à l'accroissement sou-

---

et, dans le cas où les consommateurs improductifs viendraient à disparaître, ce qu'à Dieu ne plaise, il n'y aurait pas un sou de débouchés fermés. »

La polémique qui s'est engagée sur ce point important de l'économie politique entre J.-B. Say et Malthus, a porté celui-ci à tempérer dans cette nouvelle édition ce que ses opinions avaient de trop absolu, à en donner une explication plus nette et plus étendue, en sorte que les dissentiments qui séparaient les deux illustres économistes ont, en grande partie, disparu. — L'argument capital qui a été opposé à cette doctrine de Malthus, la vérité qu'on lui reproche d'avoir toujours méconnue, c'est que la consommation qui se propose la reproduction des valeurs fournit un débouché tout aussi abondant que la consommation purement improductive. Or, cette vérité se trouve enseignée dans plusieurs endroits de cet ouvrage, et ne pouvait évidemment échapper à un esprit aussi pénétrant que celui de Malthus. Il suffit, pour se convaincre de l'importance que Malthus attache à ce caractère de la consommation reproductive, de se reporter à la section de cet ouvrage, où il traite du travail productif (page 52), et où il établit nettement que les produits annuellement épargnés sont aussi régulièrement consommés que ceux qui sont annuellement dépensés, mais qu'ils sont consommés par d'autres personnes.

Mais il est un fait dont Malthus n'a peut-être pas tenu suffisamment compte : c'est que l'encouragement donné à l'industrie par la consommation reproductive est non-seulement égal, mais encore plus grand et plus durable que celui que lui offre la consommation improductive. Dans celle-ci, la somme dépensée stérilement sous le rapport économique, d'une manière coupable peut-être sous le rapport moral, n'occupe les travailleurs qui l'ont défrayée avec leurs produits qu'une seule fois. La valeur de ces produits est complétement anéantie. Mais il en est tout autrement dans la consommation reproductive : là il n'y a pas destruction, mais transformation de valeurs. Or l'accroissement de capitaux, qui résulte de cet heureux emploi, réclame de nouveaux travailleurs et leur donne une occupation soutenue. Non-seulement plus d'ouvriers vivent de ce surcroît de travail industriel, et la somme des salaires augmente, mais le fermier, l'entrepreneur, le capitaliste voient leurs profits s'accroître et leurs forces productives prendre un plus large développement. Il est certain que rien n'est plus favorable que ce redoublement d'activité industrielle et cette augmentation du revenu de toutes les classes, à l'ouverture de nouveaux débouchés, à l'extension de la consommation et par conséquent à cet encouragement que Malthus craint de voir manquer à la production. (M. M.)

tenu de la richesse. Cela doit dépendre d'un grand nombre de circonstances, et surtout de la fertilité du sol et des progrès dans l'invention des machines. Un sol fertile et un peuple ingénieux peuvent non-seulement entretenir une proportion considérable de consommateurs improductifs sans désavantages, mais ils peuvent avoir un besoin absolu de cette classe de consommateurs, pour donner de l'activité à leurs facultés productives. Au contraire, avec un sol ingrat et une population peu industrieuse, vouloir entretenir une classe de consommateurs improductifs, serait vouer à l'abandon la culture de beaucoup de terrains, et conduirait infailliblement à l'appauvrissement et à la ruine du pays.

Une autre cause qui rend impossible d'établir quelle proportion entre les classes directement productives et les classes indirectement productives est la plus favorable à l'accroissement de la richesse, c'est la différence dans l'importance des consommations faites par les producteurs eux-mêmes.

On dira peut-être qu'on ne peut avoir aucun besoin de consommateurs improductifs, si ceux qui sont occupés à la production font une consommation suffisante pour maintenir la valeur des produits.

Quant aux capitalistes dont les fonds sont ainsi engagés, ils ont certainement le pouvoir de consommer leurs profits, ou le revenu qu'ils tirent de l'emploi de leurs capitaux; et s'ils consommaient tout ce revenu, — sauf ce qui pourrait être ajouté à leur capital avec avantage, — de manière à favoriser l'accroissement de la production et l'augmentation de la consommation, dans ce cas il n'y aurait guère besoin de consommateurs improductifs. Mais une telle consommation est incompatible avec les habitudes actuelles de la plupart des capitalistes. Le but principal de toute leur vie, c'est de parvenir à amasser une fortune à force d'économie, parce qu'ils sentent qu'il est de leur devoir d'assurer l'existence future de leurs familles, et parce qu'il est impossible qu'ils dépensent fort agréablement leur revenu, alors qu'ils sont obligés de passer peut-être sept à huit heures par jour dans un comptoir.

Il a été établi comme une sorte d'axiôme par quelques auteurs, que les besoins des hommes peuvent être considérés comme étant dans tous les temps proportionnés à leurs facultés. Or, cette proposition n'est pas toujours vraie, même dans le cas où une fortune s'acquiert sans travail; et, quant à la grande masse des capitalistes, l'expérience contredit complètement la proposition. Dans les temps prospères, l'épargne des négociants et des manufacturiers grandit beaucoup plus rapidement

que ne pourrait le faire le capital national, de manière à maintenir la valeur des produits. Mais si cela est exact par rapport à la grande majorité des individus de ces classes, en les prenant l'un dans l'autre, il est tout à fait évident qu'avec leurs habitudes actuelles, ils ne peuvent pas s'offrir les uns aux autres un débouché suffisant pour l'échange de leurs différents produits.

Il faut donc qu'il y ait une classe nombreuse d'individus ayant à la fois la volonté et la faculté de consommer plus qu'ils ne produisent, pour que les classes mercantiles puissent continuer à étendre leur commerce et à réaliser leurs profits. Dans cette classe, les propriétaires fonciers occupent, sans contredit, le premier rang; mais si la grande classe des individus voués aux services personnels ne leur venait en aide, la consommation des propriétaires, jointe à celle des capitalistes mêmes et de leurs ouvriers, pourrait se trouver encore insuffisante pour maintenir et augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits, c'est-à-dire pour faire que la baisse du prix soit plus que compensée par le surcroît de la quantité des produits. Dans ce cas, les capitalistes ne pourraient même pas conserver leurs habitudes d'économie : il faudra qu'ils consomment plus, ou qu'ils produisent moins; et, lorsque le simple plaisir de faire de la dépense, sans le secours d'une position meilleure et d'un rang plus avancé est mis en parallèle avec le travail prolongé qu'exigent les affaires pendant la plus grande partie de la journée, il est probable qu'un grand nombre de capitalistes donneront la préférence à la seconde alternative, et produiront moins. Mais si, pour mettre d'accord la demande avec l'offre, c'est une diminution permanente de production qui a lieu et non une augmentation de consommation, la somme de la richesse nationale, qui se compose de ce qui est produit et consommé, et non de l'excédant des produits par-delà les consommations, doit se trouver décidément diminuée.

M. Ricardo parle souvent de l'économie comme si c'était un but et non un moyen. Cependant, même par rapport aux individus pour lesquels cette manière de voir se rapproche le plus de la vérité, il faut avouer que le but ultérieur de l'épargne, c'est de pouvoir dépenser et jouir. Mais, pour ce qui regarde la richesse nationale, il est impossible de jamais considérer l'économie autrement que comme un moyen. Toutefois, si les produits sont déjà si abondants qu'il ne s'en consomme pas une quantité suffisante, le capital ainsi épargné ne peut avoir pour effet que d'augmenter encore l'abondance des produits et de faire baisser davantage des profits déjà réduits, ce qui est d'une très mince utilité.

L'épargne nationale, considérée comme moyen d'accroître la production, est donc restreinte dans des limites beaucoup plus étroites que l'épargne privée. En même temps que quelques individus continuent à faire de la dépense, d'autres peuvent continuer à faire des économies très considérables; mais les économies nationales, par rapport à la masse totale des producteurs et des consommateurs, doivent être nécessairement limitées par la somme qui peut être employée avec avantage à satisfaire à la demande des produits; et pour faire naître cette demande, il faut qu'il y ait une consommation suffisante, soit parmi les producteurs eux-mêmes, soit dans les autres classes de consommateurs.

Adam Smith a fait l'observation « que le désir des aliments est borné dans chaque homme par le peu de capacité de son estomac; mais le goût des objets utiles et des ornements destinés aux édifices, à l'habillement, aux équipages et à l'ameublement, paraît ne point avoir de limites, ou ne pas en avoir de certaines. » C'est une vérité incontestable que ce désir n'a pas de limites certaines; mais supposer qu'il est sans bornes, c'est aller trop loin, si l'on considère combien il doit, dans le fait, se trouver restreint par le penchant à l'indolence, ou par le désir général qu'ont tous les hommes d'améliorer leur condition et de pourvoir à l'existence future de leurs familles. Ce mobile est, de l'aveu d'Adam Smith même, plus fort en général que le mobile qui excite à dépenser [1]. Mais c'est assurément faire l'application la plus manifestement fausse de cette proposition, quelque sens raisonnable qu'on puisse lui donner, que de dire qu'il n'y a d'autre limite à l'épargne et à l'emploi du capital que la difficulté de se procurer des subsistances. On fonde ainsi une doctrine sur le désir *illimité* de l'espèce humaine pour consommer, et ensuite on suppose ce désir *limité* par la volonté d'épargner; on dénature ainsi complètement les prémisses, et cependant on soutient encore que la doctrine est vraie. Qu'une consommation faite par les producteurs ou par d'autres ait toujours lieu en quantité suffisante pour maintenir et augmenter de la manière la plus efficace la valeur échangeable de tous les produits, et je serai très disposé à convenir qu'il n'y a d'autres bornes à l'emploi du capital national que les limites qui restreignent le pouvoir de faire subsister la population. Mais il me semble tout à fait évident en théorie, et universellement confirmé par l'expérience, que l'emploi du capital qui s'est trop rapidement accru, peut trouver, et trouve souvent en effet une limite, longtemps avant

---

[1] *Richesse des nations*, tome I, liv. II, chap. 2, p. 348.

qu'il y ait une difficulté réelle de se procurer les moyens de subsistance. Il semble encore démontré que le capital et la population peuvent à la fois, et pendant des époques très longues, dépasser la demande effective pour les produits.

Quant aux besoins de la société en général, j'ajouterai que c'est, à mon avis, envisager la question d'une manière partielle et étroite que de considérer uniquement le penchant à dépenser ce que l'on possède réellement. C'est agiter une partie très peu importante de la question que d'établir qu'un homme ayant 100,000 l. st. de rente ne refusera pas l'offre de 10,000 l., ou de poser en principe général, que les hommes ne sont jamais disposés à refuser les moyens d'accroître leur influence et leurs jouissances. Le fond de la question, relativement aux besoins de l'espèce humaine, porte sur le pouvoir que ces besoins ont d'exciter les hommes à faire les efforts nécessaires pour acquérir les moyens de dépenser. Il est hors de doute que la richesse produit des besoins; mais c'est une vérité encore plus importante, que les besoins produisent la richesse. Chacune de ces deux causes agit et réagit sur l'autre; mais quant à la prééminence et à l'importance relative de chacune, l'avantage appartient aux besoins qui excitent à l'industrie; et pour ce qui est de ces besoins, il paraît qu'au lieu d'être toujours prêts à seconder les facultés physiques de l'homme, ils exigent pour se développer le concours de tous les encouragements et de tous les efforts. La plus grande de toutes les difficultés qui se présentent lorsqu'il s'agit de convertir des pays barbares et mal peuplés en états civilisés et populeux, c'est de leur inspirer les besoins les mieux calculés pour diriger leurs efforts vers la production de la richesse. Un des plus grands bienfaits du commerce étranger, et la raison qui l'a toujours fait regarder comme un élément presque indispensable pour le progrès de la richesse, c'est la tendance qu'il a d'inspirer de nouveaux besoins, de faire naître de nouveaux goûts et de fournir des stimulants nouveaux pour l'activité et l'industrie de tous. Même les pays avancés en civilisation ne peuvent se passer d'aucun de ces stimulants. Ce n'est pas une occupation bien amusante que de passer huit heures par jour dans un comptoir; aussi ne s'y soumet-on plus, une fois qu'on est parvenu à se procurer les choses nécessaires ou utiles dont on a ordinairement besoin, qu'autant que des motifs suffisants pour faire un tel sacrifice se présentent à l'esprit de l'homme qui se livre aux affaires. Parmi ces motifs, il faut compter certainement le désir de grandir en considération, et de rivaliser avec les propriétaires, quant aux jouissances qui résultent du loisir et de la possession des objets de luxe indigènes ou étrangers.

Mais le désir de réaliser une fortune, afin d'assurer le bien-être futur de sa famille, est peut-être le motif le plus général qui engage ceux dont le revenu dépend de leur intelligence et de leurs efforts à persévérer dans le travail. Quelque éloge qu'on puisse faire de la parcimonie ou de l'économie considérée comme un devoir *public*, il est indubitable que, dans des cas innombrables, c'est un devoir *privé* des plus sacrés, des plus obligatoires; et si un motif si légitime, si méritoire qui fait persévérer dans l'industrie, était le moins du monde affaibli, la richesse et la prospérité du pays en souffriraient singulièrement. Mais si, faute d'autres consommateurs, les capitalistes étaient forcés de consommer tout ce qui ne pourrait pas être ajouté avec avantage au capital national, les motifs qui les soutiennent dans leurs occupations journalières perdraient beaucoup de leur force, et les mêmes facultés de production ne seraient plus mises en action.

Il est donc clair que, dans l'état ordinaire de la société, les producteurs propriétaires et les capitalistes, quoiqu'ils en aient les moyens, n'ont pas la volonté de consommer autant qu'il le faudrait. Et quant à leurs ouvriers, il faut convenir que s'ils en avaient la volonté, ils n'en auraient point les moyens. Il est en effet très important de se convaincre qu'aucun pouvoir de consommer de la part des classes ouvrières ne peut par lui seul, et d'après les motifs ordinaires qui influent sur l'homme, fournir assez d'encouragement pour l'emploi du capital. Ainsi que je l'ai déjà dit, personne n'emploiera jamais un capital pour répondre simplement à la demande provoquée par les personnes qui travaillent pour lui. A moins que les ouvriers ne produisent un excédant de valeur audelà de ce qu'ils consomment, excédant dont le capitaliste puisse avoir besoin lui-même en nature, ou qu'il puisse échanger avantageusement contre quelque objet qu'il désire posséder pour le moment ou dans l'avenir, il est évident qu'il n'emploiera pas son capital pour nourrir ces ouvriers. Seulement, quand ce surcroît de valeur se trouve créé et fournit des motifs assez puissants pour engager à l'économie et à l'emploi des capitaux, le pouvoir de consommer qu'ont les ouvriers doit accroître considérablement la demande nationale, et donner lieu à l'emploi d'un capital beaucoup plus fort.

Il est fort à désirer que les classes ouvrières soient bien payées, par une raison bien plus importante que toutes les considérations relatives à la richesse; je veux dire, pour le bonheur de la grande masse de la société. Mais une grande augmentation de consommation parmi les classes ouvrières doit beaucoup augmenter les frais de production ; elle doit aussi faire baisser les profits, et diminuer ou détruire les motifs

qui engagent à accumuler, avant que l'agriculture, les manufactures et le commerce aient atteint un haut degré de prospérité. Si chaque travailleur venait à consommer le double du blé qu'il consomme à présent, un tel surcroît de demande, bien loin d'encourager la richesse, ferait probablement abandonner la culture de beaucoup de terrains, et amènerait une grande diminution du commerce intérieur et extérieur [1].

On pourra peut-être penser que les propriétaires fonciers ne manqueraient pas de suppléer au défaut de demande et de consommation qui pourrait exister parmi les producteurs, et que ces deux classes réunies préviendraient tout ce qui approcherait d'une surabondance de capital. Il n'est pas aisé de déterminer, d'après l'expérience, quel pourrait être le résultat de la distribution la plus favorable de la propriété foncière, mais l'expérience nous apprend certainement que sous l'influence de cette distribution, telle qu'elle existe actuellement dans la plupart des pays de l'Europe, la demande des propriétaires, jointe à celle des producteurs, n'a pas toujours suffi pour lever tous les obstacles qui rendent difficile l'emploi du capital. L'exemple cité dans un des chapitres précédents, et qui est arrivé dans ce pays au milieu du siècle passé, prouve qu'il y a eu beaucoup de difficulté dans le placement des capitaux, sans quoi les créanciers de l'état n'eussent jamais préféré la réduction de

---

[1] Cette crainte de Malthus nous semble dénuée de fondement. Si la consommation des travailleurs doublait, cela supposerait que leurs moyens d'acheter, c'est-à-dire leurs salaires, auraient doublé, soit par l'accroissement de la somme des capitaux, soit par la diminution du nombre des bras disponibles, ou par toute autre cause analogue ; car on ne peut supposer que cette extension de la consommation vienne d'un développement rapide, ce qui est peu naturel, des besoins d'une classe qui, de l'aveu même de notre auteur, n'a souvent que le strict nécessaire pour subsister. Le contraire de ce qu'avance Malthus arriverait dans une pareille situation. — La culture des terres à blé augmenterait dans le pays aux dépens des autres cultures, les propriétaires trouvant leur profit à défrayer une demande réelle de denrées, dont la consommation, indispensable au soutien de l'existence, est soumise à moins de vicissitudes que toute autre. D'un autre côté, le commerce intérieur et extérieur ne pourrait manquer de prendre une grande extension, par suite du développement de la consommation générale, sous l'empire de salaires devenus plus élevés et d'une grande activité industrielle. La richesse nationale ne pourrait donc que s'accroître dans les circonstances dont il s'agit.

De plus, il est à remarquer que la demande provoquée par le travailleur en personne ne peut jamais être égale à la totalité du produit auquel il a concouru. Si elle s'étendait jusque-là, il n'y aurait pas de profits pour le capital qui serait absorbé par le payement des salaires, et par conséquent nul intérêt pour le capitaliste à faire des avances à la production et à employer des travailleurs. L'existence du profit qui est fait sur un objet, présuppose une demande indépendante de celle du travailleur qui a pris part à la production de cet objet. (M. M.)

l'intérêt de 4 p. 100, à 3 et demi et ensuite à 3, au remboursement du capital de leurs créances. Ce qui prouve pleinement que cette diminution dans le taux de l'intérêt et des profits fut causée par une surabondance de capital et un manque de demande de denrées, plutôt que par la difficulté de la production territoriale, c'est le bas prix du blé à cette même époque, et le changement très remarquable qui s'est opéré ensuite dans l'intérêt et dans les profits.

Un exemple semblable eut lieu en Italie en 1685, lorsque le Pape ayant réduit l'intérêt de sa dette de 4 à 3 p. 100, la valeur du principal monta ensuite à 112; et néanmoins les états du Pape n'ont jamais été assez bien cultivés pour qu'un taux aussi bas de l'intérêt et des profits pût provenir de la difficulté de procurer des subsistances à l'ouvrier. Si la distribution de la propriété avait été plus favorable, nul doute que la demande pour les produits de l'agriculture et des manufactures, aurait pu suffire pour empêcher, pendant bien des années, l'intérêt de l'argent de baisser au-dessous de 3 p. 100. Dans ces deux cas, on le voit, la demande des propriétaires s'est jointe à celle des classes productives.

Mais si les entrepreneurs d'industrie, par l'effet du louable désir qu'ils ont d'améliorer leur condition, et de pourvoir aux besoins d'une famille, ne consomment pas assez pour donner un encouragement suffisant à l'accroissement de la richesse; si les ouvriers producteurs, en augmentant leur consommation, nuisent plus à l'accroissement de la richesse en diminuant le pouvoir productif, qu'ils ne peuvent le favoriser en augmentant la demande des produits; si enfin, la dépense des propriétaires, jointe à celle des deux classes précédentes, se trouve être insuffisante pour maintenir et augmenter la valeur des choses produites, par qui la consommation requise se fera-t-elle, si ce n'est par les ouvriers improductifs d'Adam Smith?

Il doit y avoir dans tout État un corps d'individus voués à différents genres de services personnels; car, outre les serviteurs à gages dont on a besoin, il faut qu'il y ait des hommes d'état pour gouverner, des soldats pour défendre le territoire, des juges et des avocats pour administrer la justice et protéger les droits des individus, des médecins et des chirurgiens pour traiter les maladies et panser les blessures, des prêtres pour instruire les ignorants et pour administrer les consolations de la religion. On n'a jamais connu de nation civilisée qui ait existé sans renfermer une certaine portion de toutes ces classes de la société, outre celles qui sont directement employées à la production. Elles paraissent donc, jusqu'à un certain point, absolument nécessaires. Mais c'est peut-être une des plus importantes questions pratiques qui puissent se présenter à notre

examen, que de savoir si ces classes, quelque nécessaires et utiles qu'elles puissent être, ne doivent pas cependant être considérées comme enlevant à un pays une certaine quantité de ses produits matériels, et tendant à diminuer son pouvoir d'entretenir une population considérable ; ou si, au contraire, elles offrent de nouveaux stimulants à la production, et tendent à donner à la richesse nationale un développement qu'elle ne pourrait jamais atteindre sans elles.

La solution de cette question dépend évidemment, en premier lieu, de la solution d'une question fondamentale, à savoir si le capital d'un pays peut ou ne peut pas être surabondant ; c'est-à-dire si les motifs qui engagent à accumuler, peuvent être affaiblis ou détruits par le défaut d'une demande effective, longtemps avant de l'être par la difficulté d'obtenir la subsistance des ouvriers. Et en second lieu, si, en admettant la *possibilité* d'une telle surabondance, il y a des raisons suffisantes pour croire que ce soit un événement probable dans les habitudes actuelles de l'espèce humaine.

Dans le chapitre sur les profits, et plus particulièrement dans la troisième section du présent chapitre, où j'ai considéré l'effet de l'accumulation comme excitant à l'accroissement de la richesse, je me flatte d'avoir résolu d'une manière satisfaisante la première de ces questions. Et dans la présente section, j'ai fait voir que les habitudes, les usages actuels des classes productives, chez les nations les plus cultivées, ne les portent pas à consommer, lors même qu'elles sont aidées par les propriétaires, une assez grande proportion de ce qu'elles produisent, pour empêcher qu'elles n'éprouvent souvent de la peine à trouver un emploi pour leurs capitaux. Nous pouvons donc conclure, sans craindre de nous tromper, que cette catégorie de citoyens est non-seulement nécessaire pour le gouvernement, la protection, la santé et l'instruction d'une nation, mais qu'elle est nécessaire encore pour mettre en jeu l'activité indispensable à l'entier développement à ses ressources physiques.

Quant aux individus compris dans les classes qui ne sont pas employées à la production ou à la distribution des objets matériels, il est évident que ceux qui sont payés volontairement par les particuliers paraissent devoir être les plus utiles en encourageant l'industrie, et les moins susceptibles de nuire en influant sur les frais de production. On peut présumer que personne ne prend un domestique à son service, à moins d'avoir de quoi lui payer ses gages, et que l'espoir de se procurer cet agrément est un motif aussi puissant pour l'engager au travail que l'envie d'avoir des rubans et des dentelles.

Il faut aussi observer que les domestiques sont des agents sans les-

quels les classes élevées et moyennes ne pourraient pas utiliser leurs ressources au profit de l'industrie. Il n'est personne qui, possédant un revenu de cinq cents livres sterling et plus, consentirait à avoir des maisons, de riches ameublements, des habits, des chevaux, des voitures, s'il fallait balayer soi-même ses appartements, brosser et laver ses meubles et habits, étriller ses chevaux, enfin faire sa cuisine et surveiller le garde-manger. Remarquons de plus que les services personnels, domestiques ou purement intellectuels, volontairement payés, se distinguent essentiellement du travail nécessaire à la production. Ils sont payés sur le revenu et non sur le capital : ils n'ont aucune tendance à accroître les frais de production et à abaisser les profits. Au contraire, tout en laissant les frais de production dans le même état, ils élèvent les profits, en stimulant la demande des produits matériels.

Toutefois, pour faire voir l'importance de la doctrine des *proportions* et démontrer que la richesse des nations dépend beaucoup plus de la proportion des parties dont elle se compose, que d'aucune règle positive sur les avantages du travail productif comparé aux services personnels, il n'est peut-être pas inutile de rappeler au lecteur que, quoique l'emploi d'un certain nombre de personnes comme domestiques soit, sous tous les rapports, désirable, il n'y a peut-être pas un goût plus nuisible au progrès de la richesse que celui qui donnerait une préférence marquée au plaisir d'avoir des domestiques à son service, plutôt qu'à la possession des produits matériels. On peut cependant s'en rapporter là-dessus, presque toujours, aux penchants des individus, et l'on conviendra en général que la question n'offre guère de difficulté par rapport aux classes qui vivent d'une rétribution volontaire, quoiqu'elle soit beaucoup plus difficile à résoudre quand il s'agit des classes qui sont payées sur le produit des impôts.

Pour ce qui regarde ces dernières classes, qui comprennent les hommes d'état, les soldats, les matelots, et ceux qui vivent sur les intérêts de la dette publique, il faut convenir qu'ils contribuent puissamment à favoriser la distribution et la demande; ils provoquent souvent une division des propriétés plus favorable aux progrès de la richesse; ils assurent la consommation nécessaire pour donner l'encouragement convenable à la production; et le désir de conserver les mêmes jouissances tout en payant un impôt, doit souvent exciter les efforts de l'industrie avec autant d'énergie que le désir de payer un avocat ou un médecin. Toutefois, pour balancer ces avantages, qui en eux-mêmes sont incontestables, il faut convenir que des impôts imprudemment levés peuvent arrêter les progrès de la richesse soit à leur origine,

soit plus tard [1]; et il faut même dire que les impôts, même ceux qui sont le plus judicieusement assis, peuvent à la longue devenir onéreux au point d'obstruer tous les canaux du commerce étranger et domestique, et d'empêcher presque la possibilité d'accumuler.

L'effet que la grande classe des consommateurs improductifs qui subsistent au moyen de l'impôt peut produire sur la richesse nationale, doit donc varier selon les pays; elle dépend entièrement des facultés productives de ces pays, et de la manière dont les impôts y sont levés. Comme il n'est pas probable que de grandes facultés de production soient mises en jeu, ou que lorsqu'elles sont une fois en activité, elles puissent s'y maintenir sans une grande consommation, je suis assez porté à croire qu'il a dû se présenter réellement des cas où la richesse nationale a été puissamment encouragée par la consommation des personnes qui vivent du produit de l'impôt. Cependant l'impôt est un stimulant dont il est si facile d'abuser de toutes les manières, et, d'un autre côté, il est d'une nécessité si absolue pour les intérêts généraux de la société que la propriété individuelle soit regardée comme sacrée, que c'est seulement avec la plus grande circonspection qu'on peut confier à un gouvernement quelconque les moyens de changer la distribution de la richesse dans des vues d'intérêt général. Mais lorsque, soit par nécessité, soit par erreur, une différente distribution s'est réellement opérée, et que le mal, pour ce qui regarde la propriété individuelle, a été fait, il serait assurément très imprudent de tenter, au prix d'un grand sacrifice temporaire, de revenir à la distribution antérieure, sans avoir dûment considéré auparavant si cela serait réellement avantageux, c'est-à-dire sans déterminer si, dans les circonstances où se trouve le pays, et en prenant en considération ses facultés productives, il n'y aurait pas plus à perdre par le manque de consommation, qu'à gagner par la diminution des impôts.

Si l'on n'éprouvait aucune sorte de difficulté pour le placement des

---

[1] Si l'on obligeait le cultivateur d'une certaine portion de terrain fertile, à entretenir deux hommes et deux chevaux pour le service de l'État, cela pourrait, dans quelques cas, avoir l'effet de l'engager à cultiver davantage, à créer plus de richesses qu'il n'en aurait produit s'il en eut été autrement, et lui laisserait cependant la même fortune personnelle sans accroître celle de la nation ; mais si l'on imposait une pareille charge au cultivateur d'une portion égale de mauvais terrain, cette propriété pourrait dès le moment même ne plus valoir la peine d'être exploitée, et, par une conséquence naturelle, ce fonds de terre serait abandonné. De lourdes taxes levées indistinctement sur le produit brut, pourraient repandre sur-le-champ la désolation dans un pays susceptible, sous un meilleur système d'administration, de produire une richesse considérable.

capitaux, et si le prix du travail était assez bas, le chemin pour arriver à la richesse nationale serait direct sans être toujours facile, et notre seul but serait d'économiser sur le revenu, et d'empêcher l'augmentation des consommateurs improductifs. Mais s'il est vrai que les plus grands pouvoirs de production deviennent comparativement inutiles sans une consommation effective[1], et qu'une distribution convenable des produits est aussi nécessaire pour l'accroissement soutenu de la richesse que les moyens qui servent à la produire, il s'ensuit que, dans des cas de cette nature, la question dépend des proportions; et prétendre que, dans toutes les circonstances, la diminution d'une dette nationale et la suppression des impôts, doivent nécessairement tendre à augmenter la richesse nationale, et donner de l'occupation aux classes ouvrières, serait le comble de la témérité.

Je ne suis cependant pas moins pénétré des maux qui résultent d'une grande dette nationale. Quoique, sous plusieurs rapports, cette dette soit un instrument utile de distribution, il faut convenir que l'instrument est très embarrassant et très dangereux. D'abord, le revenu nécessaire pour payer les intérêts d'une telle dette ne peut être levé qu'au moyen d'impôts; et comme l'impôt, pour peu qu'il soit poussé au-delà de certaines bornes, ne peut guère manquer de porter atteinte aux facultés productives, il y a toujours danger d'affaiblir un des éléments de la richesse, pendant que nous nous occupons d'en fortifier un autre. La seconde objection importante à opposer à une grande dette nationale, c'est la tendance parmi tous ceux qui n'y sont pas immédiatement intéressés, et par conséquent parmi la grande masse de la population, à croire que l'extinction de la dette apporterait un soulagement prompt et efficace; il suffit que cette croyance, bien ou mal fondée existe, pour rendre cette sorte de revenu jusqu'à un certain point précaire, et pour exposer un pays aux risques d'une grande révolution dans les fortunes. La troisième objection contre une telle dette, c'est qu'elle aggrave considérablement les maux qui proviennent des variations dans la valeur de la monnaie. Quand la monnaie baisse de valeur, les personnes qui possèdent des rentes viagères, comme celles qui ont des revenus fixes, se trouvent très injustement privées de la part qui leur appartient dans le revenu national; quand la monnaie hausse de valeur, le poids des

[1] Une consommation *effective* est celle qui est faite par ceux qui ont le pouvoir et la volonté de payer pour un produit un prix tel, que l'offre de celui-ci continue à *s'effectuer* sans une baisse des profits qui n'est pas réclamée par l'état de la terre.

impôts nécessaires pour payer l'intérêt de la dette, peut s'aggraver au point de causer une grande détresse parmi les classes productives [1]; et cette sorte de souffrance qui se fait sentir tout à coup, doit nécessairement diminuer beaucoup la confiance qu'on a dans le placement de l'argent dans les fonds publics.

D'après ces motifs, et par d'autres encore, il serait peut-être à désirer qu'on diminuât graduellement la dette, et qu'on veillât à ce qu'elle ne s'accrût pas dans l'avenir, lors même qu'il serait reconnu que ses effets passés ont été favorables à la richesse, et que la distribution des produits qui en a été la suite a, dans les circonstances actuelles, plus que compensé les entraves imposées au commerce.

En somme, l'utilité des consommateurs improductifs vient de ce qu'ils maintiennent entre les produits et la consommation un équilibre qui tend à donner la plus grande valeur d'échange aux fruits de l'industrie nationale. Si le travail improductif prédomine, la petite quantité comparative de produits matériels apportés au marché abaissera la valeur de la totalité des produits, en raison de la réduction dans la quantité. Si, d'un autre côté, les classes productives surabondent, la valeur de la totalité des produits tombera en raison de l'excès d'approvisionnement. Il est évident que c'est d'une certaine proportion entre ces deux classes que résulte tout accroissement de valeur, ainsi que le pouvoir de disposer d'une plus grande quantité de travail national et étranger; et l'on peut conclure en sûreté que parmi les causes nécessaires pour opérer une distribution propre à maintenir l'équilibre et à augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits, il faut placer l'entretien d'un certain nombre de consommateurs non engagés dans la production immédiate des objets matériels. Pour que cette classe puisse servir d'encouragement à la richesse, il faut que son nombre varie dans chaque pays et à chaque époque, suivant les facultés produc-

---

[1] Dans tout pays qui a une grande dette publique, c'est un des devoirs les plus sacrés pour ceux qui sont à la tête du gouvernement de prévenir toutes les variations dans la monnaie courante autres que celles qui tiennent nécessairement à la valeur mobile des métaux précieux. Je suis parfaitement convaincu des avantages temporaires qu'on peut tirer d'une baisse dans la valeur de l'argent; et il se peut qu'une partie de la détresse éprouvée l'année dernière, — quoique cette cause n'ait pu être que très peu importante, — ait été occasionnée par les mesures qu'on a adoptées en dernier lieu pour rendre à la monnaie sa véritable valeur. Mais il faut convenir qu'une mesure quelconque de cette nature était devenue indispensable; et M. Ricardo a des droits à la reconnaissance de son pays pour en avoir suggéré une qui a rendu la transition plus aisée qu'on ne pouvait raisonnablement s'y attendre. — Cette note a été écrite en 1820.

tives; et le résultat le plus favorable naît évidemment de la juste proportion de ce nombre avec les ressources naturelles du sol, l'habileté industrielle et les goûts de la nation.

—

SECTION X. — APPLICATION DE QUELQUES-UNS DES PRINCIPES PRÉCÉDENTS A LA DÉTRESSE QUE LES CLASSES OUVRIÈRES ONT ÉPROUVÉE DEPUIS 1815, SUIVIE DE QUELQUES OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

On a dit que la détresse que les classes ouvrières ont subie depuis 1815, en Angleterre, a été causée par le manque d'un capital suffisant pour donner de l'emploi à tous ceux qui en demandent.

J'admets sans difficulté que le capital national n'est pas en rapport avec la population; j'admets aussi que le capital et le revenu ensemble ne sont pas aussi considérables qu'ils l'étaient avant 1815, et qu'une telle disproportion explique parfaitement la très grande détresse des classes ouvrières. Mais admettre que le capital est insuffisant par rapport à la population, et le regarder comme insuffisant par rapport à la demande qui en est faite et à la demande des choses qu'il sert à produire, c'est chose très différente [1]. On confond très souvent les deux cas, parce que l'un et l'autre amènent la détresse des classes ouvrières; mais ils sont essentiellement distincts, ils s'annoncent par des symptômes différents, et ils exigent des remèdes tout à fait opposés.

Supposons que le quart du capital d'un pays soit détruit tout à coup, ou qu'il passe en entier dans une autre partie du globe, sans qu'il survienne aucune autre cause qui fasse diminuer la demande; cette diminution de capital causera certainement une grande détresse parmi les classes ouvrières, mais les capitalistes restants en tireront de grands avantages. Les produits en général deviendraient rares, et renchériraient en raison de l'insuffisance des moyens de production. Rien ne serait plus aisé que de trouver un placement avantageux pour des fonds, mais il serait difficile de trouver des fonds pour tous les emplois dans lesquels ils manquent; — par conséquent le taux des profits

---

[1] C'est une contradiction dans les termes que de dire que le travail est surabondant comparativement au capital, et que le capital est en même temps surabondant comparativement au travail.—Mais il n'y a pas contradiction à dire que les travailleurs et le capital peuvent être tous deux surabondants, comparativement aux moyens de les employer d'une manière profitable. Je n'ai jamais soutenu la première proposition, quoiqu'on ait prétendu le contraire; mais la seconde a été si pleinement établie par l'expérience, que je suis surpris de la persistance avec laquelle certains écrivains lui refusent leur assentiment.

serait très élevé. Dans cet état de choses, une demande immédiate et pressante de capitaux doit se faire sentir, en raison de la demande également immédiate et pressante pour les produits, et le seul remède à ce mal serait de satisfaire à cette demande de capital, de la seule manière praticable, c'est-à-dire en épargnant sur le revenu pour ajouter au capital. Cet accroissement de capital, ainsi que je l'ai déjà dit, s'effectuerait précisément d'après le même principe qu'un accroissement de la population à la suite d'une grande destruction d'hommes, en supposant qu'il y eût un besoin immédiat et pressant de bras, indiqué par le taux élevé des salaires effectifs payés au journalier.

D'un autre côté, si le capital national se trouvait diminué par la suspension de quelques branches de commerce auparavant très florissantes, et qui auraient absorbé des fonds très considérables, ou même si une partie du capital venant à disparaître, le revenu des propriétaires se trouvait diminué, l'état des choses, sauf la pénurie des pauvres, serait presque exactement l'opposé. Le reste des capitalistes ne pourrait pas tirer le moindre avantage d'évènements qui auraient fait diminuer la demande dans une proportion plus forte que le capital. Les denrées seraient partout à bas prix. On aurait beau chercher des placements pour le capital, on n'en trouverait que difficilement, et les profits seraient réduits. Il ne pourrait pas y avoir de demande pressante et immédiate de capital, car il n'y aurait point de demande pressante et immédiate de produits. Dans de telles circonstances, épargner sur les revenus pour ajouter au capital, au lieu de porter remède au mal, ne ferait qu'aggraver la détresse des capitalistes et grossir le courant du capital, qui irait s'écoulant hors du pays. Les souffrances des capitalistes s'accroîtraient, précisément d'après le principe qui aggraverait celles des classes ouvrières, si on les encourageait à se marier et à avoir des enfants à la suite d'une grande destruction d'individus, alors même que cette destruction aurait déterminé une perte de capital et abaissé les salaires. La population pourrait être insuffisante, et il pourrait être fort à désirer qu'elle devînt plus considérable; mais si les salaires continuaient à être très modiques malgré la diminution des bras, dans ce cas, donner de l'encouragement à la naissance d'un plus grand nombre d'enfants, ce serait plutôt encourager le malheur et la mortalité que favoriser la population.

Je demanderai maintenant de laquelle de ces deux suppositions l'état actuel de l'Angleterre [1] se rapproche le plus? C'est assurément de la se-

[1] J'ai cru devoir maintenir ces réflexions telles que je les ai écrites en 1820.

conde. Il est incontestable que nous avons éprouvé dernièrement une grande perte de capital. Pendant presque tout le cours de la dernière guerre, la destruction prodigieuse de capital faite par le gouvernement fut plus que réparée par l'action combinée de nos facultés productives, d'une consommation et d'une demande considérables. Il faudrait, pour en douter, fermer les yeux sur l'état comparatif du pays en 1792 et en 1815. Les deux dernières années furent cependant extrêmement dispendieuses, et comme elles firent place à une époque remarquable par une stagnation extraordinaire de demande, la destruction de capital qui eut lieu pendant ce temps ne fut peut-être pas réparée, Mais cette stagnation même fut beaucoup plus désastreuse dans ses effets sur le capital national, et encore plus sur le revenu national, que ne l'avait été aucune destruction antérieure de capital. Elle commença certainement par une baisse extraordinaire de la valeur des produits naturels de la terre, qui alla, à ce qu'on croit, à près d'un tiers. Quand cette baisse eut amoindri les capitaux des fermiers, et plus encore leurs revenus, ceux des propriétaires et de tous les individus dont les intérêts tenaient d'une manière quelconque à l'agriculture, en d'autres termes, les moyens que toutes ces personnes avaient d'acheter des objets manufacturés et des produits étrangers, éprouvèrent nécessairement une grande diminution. L'insuffisance des demandes à l'intérieur remplit tous les magasins de marchandises qui n'avaient point de débit, ce qui força les manufacturiers à en faire, à tout risque, des envois considérables à l'étranger. Mais cette exportation excessive engorgea tous les marchés étrangers, et empêcha nos négociants de recevoir des retours proportionnés à leurs envois; tandis que, en raison de la diminution des revenus nationaux, aggravée par une dépréciation subite et extraordinaire de la monnaie, ces mêmes retours, déjà si insignifiants, ne trouvèrent dans le pays qu'une demande très insuffisante, et il en résulta une diminution proportionnée dans les profits des négociants et des manufacturiers, et par conséquent dans leur dépense.

Pendant que ces changements défavorables s'opéraient dans les fermages et les profits, le puissant encouragement qui avait été donné à la population pendant la guerre, continuait à fournir avec profusion un surcroît de travailleurs, dont le nombre se trouva grossi par les soldats et les matelots licenciés; cela, joint à la suspension de la demande par suite des pertes essuyées par les fermiers et les négociants, fit baisser les salaires, et subir au pays une diminution générale du capital et du revenu, — diminution sentie, non-seulement dans la dépréciation de la monnaie, mais encore dans la valeur métallique des produits, et dans le travail

domestique et étranger dont cette valeur peut disposer. Pendant les quatre ou cinq années après la guerre, et par suite du changement dans la distribution et la demande des produits nationaux qui en résulta, la production éprouva un terrible échec, et la population, en suivant l'impulsion qui lui avait été donnée, s'est accrue, non-seulement plus rapidement que la demande des bras, mais plus vite encore que la quantité réelle des produits ; cependant ces produits, quoique certainement insuffisants par rapport à la population, sont surabondants si on les compare à la demande effective qui en est faite, et au revenu qui doit les acheter. Quoique la main-d'œuvre soit à bon marché, nous n'avons ni les moyens ni la volonté de l'utiliser entièrement, non-seulement parce que le capital national se trouve diminué par rapport au nombre des ouvriers, mais encore parce que, en raison de la diminution des revenus du pays, les denrées que ces ouvriers pourraient produire n'ont pas assez de débit pour assurer des profits modérés sur un capital réduit.

Mais quand les profits sont faibles et incertains, quand les capitalistes ne savent comment employer avec sûreté leurs capitaux, et lorsque par ces motifs les fonds passent à l'étranger ; en un mot, lorsque toutes les circonstances, démontrent qu'il n'y a point une demande effective de capitaux dans le pays, n'est-ce pas contrevenir en vain et en pure perte au premier, au plus important et universel de tous les principes de l'économie politique, celui de la demande et de l'offre, que de conseiller l'épargne et la conversion en capital d'une plus grande somme de revenus ? N'est-ce pas tout comme si on conseillait le mariage à des malheureux qui meurent de faim et qui cherchent à émigrer [1] ?

Je sais bien qu'on a attribué à d'autres causes l'abaissement des profits du capital, et cette difficulté de placement, que je regarde, moi, comme une preuve décisive que ce n'est point de capitaux que le paysan a un besoin immédiat ; mais quelles que soient ces causes, une augmentation dans la proportion entre le capital et le revenu ne peut que

---

[1] L'assimilation manque d'exactitude. Les deux termes de la comparaison sont loin de se rencontrer dans leurs conséquences. Il y a cette différence entre eux que le mariage donne le jour à des enfants auxquels s'attachent de nouveaux besoins dont la satisfaction provoque une déperdition de valeurs, tandis que les capitaux ne sont accompagnés d'aucun besoin, n'exigent aucune consommation qui soit une perte pour la richesse nationale, et sont au contraire des instruments qui concourent à la satisfaction des besoins et des goûts, et au développement de la production générale. (M. M.)

les aggraver. Pour ce qui regarde ces causes, parmi lesquelles on cite la culture des mauvais terrains, les restrictions imposées au commerce et des taxes écrasantes, j'ai bien de la peine à admettre pour nos malheurs, une théorie qui se trouve en contradiction avec la théorie de notre prospérité. Pendant que nos plus mauvais terrains étaient en culture, pendant que sévissaient des restrictictions commerciales exceptionnelles, pendant que diminuaient les importations de blé et que les impôts s'accroissaient démesurément, le pays, de l'aveu de tout le monde, augmentait en richesse avec une rapidité inconnue jusqu'alors. Et depuis que la culture de quelques-uns de nos terrains peu fertiles a été abandonnée, depuis que la paix a fait cesser plusieurs des restrictions à notre commerce, et introduit, malgré les lois sur les céréales, une grande quantité de blé; enfin, depuis que la nation a été soulagée du fardeau de dix-sept millions de livres sterling d'impôts, nous avons eu à subir des désastres meurtriers.

Je suis loin de vouloir conclure de ces faits frappants que des entraves au commerce et de lourds impôts soient avantageux à un pays. Mais ces faits prouvent certainement que, quelles que soient les entraves que ces causes puissent opposer dans l'avenir au progrès de notre richesse, il faut chercher ailleurs les sources de notre détresse présente. Il serait extrêmement difficile de dire jusqu'à quel point notre système artificiel, et surtout l'effet produit sur une grande dette nationale par les variations monétaires, ont pu aggraver les maux que nous avons soufferts. Mais je suis parfaitement convaincu qu'une nation qui ne cultiverait point de terrains ingrats, qui ne payerait point d'impôts, et dont le commerce ne serait pas soumis à de nouvelles mesures restrtctives, pourrait cependant éprouver une grande partie de ces mêmes maux [1].

---

[1] L'opinion que Malthus expose ici a été développée plus longuement par lui dans le livre III de son *Essai sur le principe de la population*. On aimera sans doute à trouver ici l'expression plus nette encore de sa pensée. « On dit que la taxe est la seule cause de la stagnation extraordinaire dans la demande de travail ; cependant, je suis fermement convaincu que si les taxes disparaissaient en entier demain, cette stagnation, au lieu d'être à sa fin, serait aggravée. Un tel évènement causerait une grande hausse générale dans la valeur du moyen de circulation, et apporterait avec lui ce découragement à l'industrie qui accompagne toujours une telle secousse. Si, comme on l'a dit, les classes laborieuses payent à présent en taxes plus que la moitié de ce qu'elles reçoivent, il faudrait être bien peu versé dans les principes sur lesquels se règlent les salaires, pour supposer que, si les marchandises à l'achat desquelles on les emploie baissaient de moitié par la suppression des taxes, ces salaires eux-mêmes pourraient encore continuer d'avoir la même valeur nominale.

Si un grand pays, d'une fertilité considérable, doué d'un bon système de communications intérieures, était entouré d'une muraille qu'il ne fût pas possible de franchir, tout le monde conviendra qu'un tel pays pourrait être assez riche, mais non pas autant que s'il possédait un commerce extérieur. Supposons ensuite que le pays en question se

---

S'ils la conservaient, ne fût-ce que pour peu de temps, tandis que toutes les marchandises auraient baissé, et que l'instrument de circulation aurait été réduit à proportion, on verrait à la fois nombre d'ouvriers manquer d'occupation.

Les effets des taxes sont sans doute dans plusieurs cas pernicieux à un très haut degré; mais on peut regarder comme une règle, soumise à peu d'exceptions, que le soulagement obtenu en supprimant une taxe n'est nullement égal au tort qu'on fait en l'imposant; et généralement on peut dire que le mal propre à la taxe consiste dans l'obstacle qu'elle oppose à la production, plus que dans la diminution qu'elle occasionne dans la demande. Quant à toutes les marchandises, celles du moins dont la production a lieu, ainsi que la demande à l'intérieur, il est certain que la conversion du capital en revenu (effet naturel des emprunts) accroît nécessairement le rapport de la demande à l'offre, et que la conversion du revenu des individus en revenu du gouvernement (effet des taxes convenablement imposées), quelque dure qu'elle puisse être pour les individus ainsi taxés, ne peut avoir aucune tendance à diminuer le montant géneral de la demande. Elle diminuera naturellement les demandes des personnes taxées en diminuant leurs pouvoirs d'acquérir; mais les pouvoirs du gouvernement et de ses employés augmenteront au même degré que les pouvoirs des personnes taxées auront diminué. Si une terre de 5,000 l. st. de rente est grevée d'une hypothèque de 2,000 liv. st., deux familles, l'une et l'autre d'une très bonne situation pécuniaire, peuvent vivre sur la rente qu'elle donne, et faire toutes deux de grandes demandes pour des maisons, des meubles, des équipages, des draps, des étoffes de soie, de coton, etc. L'homme qui possède la terre est certainement beaucoup plus mal placé que si l'acte d'hypothèque avait été brûlé; mais les manufacturiers, qui fournissent les soies, les draps, les cotons, etc., seraient si loin de profiter de la combustion de cet acte, qu'il s'écoulerait un temps considérable avant que les nouveaux besoins et les nouveaux goûts du propriétaire enrichi eussent établi la première demande; et si celui-ci prenait fantaisie de dépenser sa rente additionnelle en chevaux, en chiens et en gens de service, ce qui est probable, non-seulement les manufacturiers et les ouvriers qui avaient fourni auparavant leurs toiles, leurs draps et leurs cotons, seraient privés d'occupation, mais aussi la demande substituée serait beaucoup moins favorable à l'accroissement du capital et des ressources générales du pays.

« Cet exemple représente, de plus près qu'on ne serait porté à le croire assez généralement, les effets d'une dette nationale sur les classes ouvrières, et fait sentir la grande erreur que l'on commet en envisageant exclusivement l'accroissement de demande que l'extinction de la dette produisait de la part d'une partie considérable de la communauté, comme si cet accroissement de demande n'était pas contrebalancé, et souvent même plus que compensé par la perte de la demande des créanciers et du gouvernement.

« Ces observations ne tendent point à faire entendre qu'une dette nationale ne puisse pas être augmentée au point de devenir très préjudiciable à l'État. La di-

livre graduellement à une consommation plus considérable, qu'à cet effet il déploie une grande habileté dans l'œuvre de la production, et n'économise que cette portion de son revenu annuel qui pourrait être ajoutée avec le plus d'avantage à son capital, — le reste du revenu étant dépensé en denrées de consommation et en services per-

---

vision et la distribution de la propriété, qui est si avantageuse quand elle n'est portée qu'à un certain dégré, est fatale à la production quand elle est poussée à l'extrême. La division d'une terre de 5,000 liv. st. de rente tendra généralement à accroître la demande, à exciter la production, et à améliorer l'état de la société, tandis que la division d'une terre de 80 liv. de rente sera suivie généralement d'effets directement contraires. Mais, indépendamment de la probabilité que la division de la propriété occasionnée par la dette nationale sera, dans plusieurs cas, portée plus loin, la division même s'opère par des moyens qui quelquefois embarrassent beaucoup la production. Cet embarras a lieu nécessairement à un certain point dans toute espèce de taxe ; mais, dans les circonstances favorables, il est surmonté par le stimulant donné à la demande. D'après l'accroissement prodigieux du produit et de la population pendant la dernière guerre, on peut bien présumer que le pouvoir de produire n'a pas été essentiellement arrêté, malgré l'énorme montant de la contribution ; mais, dans l'état des choses depuis la paix, avec une baisse très extraordinaire de la valeur échangeable des produits bruts de la terre, accompagnée d'une grande diminution des moyens de circulation, l'accroissement du fardeau de la taxe doit beaucoup ajouter à l'action des autres causes qui découragent la production. Cet effet a été ressenti à un haut degré ; mais la détresse, qui en est le résultat, s'est déjà fort adoucie ; et parmi les classes marchandes et manufacturières, où la plupart des individus sont sans occupation, le mal provient évidemment moins du besoin de capital et des moyens de production, que du manque d'un marché pour les ouvrages faits à mesure de leur production : privation pour laquelle l'abolition des taxes, quelque convenable et même nécessaire qu'elle puisse être comme mesure permanente, n'est certainement pas un remède immédiat et spécifique. »

Ce sujet a été, parmi plusieurs autres, l'objet d'un long débat entre l'auteur et J.-B. Say. On en verra tous les éléments dans la correspondance à laquelle nous avons déjà renvoyé (p. 259). Le lecteur y trouvera aussi quelques bonnes pages où est discutée la question qui a été abordée par notre auteur dans la section précédente, à savoir, les avantages dont une dette publique peut être susceptible.— Nous ajouterons seulement ici que le remboursement de la dette anglaise que Malthus semble regarder comme devant être funeste à la prospérité publique, nous semblerait devoir produire des résultats tout à fait opposés. Les créanciers du trésor étant remboursés donneraient à leurs capitaux, dont le bon emploi entre les mains de l'État pouvait être problématique, une destination productive, et en tireraient un revenu. Les sommes que les contribuables payent actuellement aux créanciers de l'État seraient employées et dépensées par eux ; les produits deviendraient moins chers de tout le montant de la diminution de l'impôt. Ainsi, la consommation prendrait un essor beaucoup plus rapide, et le fonds, qui défraie les salaires, serait sensiblement augmenté.— Il n'y a rien en tout cela que de favorable à la nation. (M. M.)

sonnels, ce pays pourrait évidemment, sous l'influence d'une telle balance de produits et de consommation, voir sa richesse et sa population augmenter avec une rapidité considérable. Mais si, d'après le principe posé par M. Say, que la consommation d'un produit en diminue d'autant la demande; si, dis-je, la nation venait à diminuer grandement et généralement ses consommations, en ajoutant ainsi à son capital, il est indubitable, d'après les principes fondamentaux de la demande et de l'offre, que les profits des capitalistes seraient bientôt annihilés, quoiqu'il n'y eût point de mauvais terrains en culture, et que, de plus, la population se trouverait sans ouvrage et réduite à mourir de faim, quoique ne payant pas un seul impôt, et jouissant d'un commerce libre.

L'état de l'Europe et des États-Unis d'Amérique peut, jusqu'à un certain point, être assimilé à celui que nous venons de supposer comme exemple; et la stagnation qu'on a si généralement éprouvée et dont on s'est si vivement plaint depuis la fin de la guerre, me paraît inexplicable d'après les principes de ceux qui pensent que les facultés productives sont le seul élément de richesse, et en concluent que, si les moyens de production étaient augmentés, la richesse s'accroîtrait certainement dans la même proportion. Or, il est incontestable que les pouvoirs productifs se sont augmentés par la cessation de la guerre, et qu'il y avait à cette époque plus de bras et plus de capitaux prêts à être employés à un travail productif; mais, malgré cette augmentation évidente, nous n'entendons parler dans tout le pays que d'embarras et de détresse, au lieu d'y voir régner le bien-être et l'abondance. Les États-Unis d'Amérique, qui possèdent les ressources naturelles les plus extraordinaires, ont surtout éprouvé des embarras très remarquables, et auxquels on pouvait à peine s'attendre. Tout au moins ces embarras ne sauraient-ils être attribués ni à la culture de terrains ingrats, ni aux restrictions commerciales, ni à de trop fortes taxes. L'aspect général du monde commercial, depuis la fin de la guerre, prouve clairement que, pour qu'il y ait un accroissement soutenu de la richesse, il faut quelque chose de plus que l'accroissement des forces productives.

Je suis prêt à convenir que la transition de la guerre à la paix, dont on a tant parlé, a été une des causes principales des effets observés, mais je n'admets pas qu'elle ait agi comme on l'entend ordinairement. On dit généralement qu'on n'a pas eu le temps de faire passer le capital des emplois où il était surabondant dans d'autres où il manquait, et de rétablir ainsi l'équilibre convenable. Mais ce déplacement n'a pu exiger autant de temps qu'il s'en est écoulé depuis la fin de la

guerre jusqu'à ce jour, et je demanderai encore une fois, quelles sont les branches d'industrie qui, manquant de fonds, doivent, d'après cette théorie, être fort nombreuses et suffire pour absorber tout le capital surabondant? Et cette surabondance est telle, de l'aveu de tout le monde, que les marchés de l'Europe sont en ce moment encombrés des produits d'une infinité d'industries. Les possesseurs de capitaux flottants savent très bien qu'il n'existe point de branche d'industrie sans capitaux; et si la transition dont on parle doit rendre raison des évènements, il faut qu'elle ait produit quelque autre effet, outre celui qui provient de la difficulté de déplacer le capital. Je crois que cet effet consiste dans une grande diminution de demande comparée à la somme des approvisionnements. Les changements nécessaires dans les allures du commerce ont pu s'effectuer dans l'espace d'un an ou deux; mais la diminution générale de la consommation et de la demande, causée par la transition d'une guerre telle qu'a été la dernière, à un état de paix, doit se continuer pendant un espace de temps très considérable. Les impôts aujourd'hui abolis et l'excédant des gains des individus sur leur dépense, qui ont été si largement mis à profit pendant la guerre, sont actuellement en partie épargnés, et le montant de l'épargne est probablement assez considérable. Je ne doute pas, par exemple, que dans notre pays, un très grand nombre de personnes n'aient saisi l'opportunité d'épargner une portion de l'impôt sur les propriétés actuellement supprimé, surtout ceux qui ne jouissent que d'un revenu viager, et qui, contre tous les principes équitables de l'impôt, avaient été imposés au même taux que les personnes dont les revenus provenaient d'une propriété réalisée. Cette économie est aussi naturelle que bien entendue, et ne fournit aucune objection contre l'abolition de l'impôt, mais elle contribue à expliquer la cause de la diminution de la demande des produits, comparativement à leur offre depuis la paix. Si quelques-uns des gouvernements des principaux États engagés dans la guerre dépensaient le produit des contributions qu'ils levaient sur le peuple, de manière à créer une demande de bras et de denrées plus forte, plus assurée que celle des particuliers qui sont aujourd'hui en possession de ce revenu; si, de plus, cette différence de dépense était de nature à durer quelque temps, la prolongation des effets causés par la transition de la guerre à la paix n'a rien qui doive nous étonner.

Cependant les changements qui ont eu lieu si généralement, doivent avoir des effets très différents dans chaque pays du monde commercial selon la diversité des circonstances dans lesquelles chacun d'eux s'est trouvé placé; et on verra qu'en général, les pays qui ont souffert le

plus par la guerre sont ceux qui ont souffert le moins par la paix. Dans les pays qui, avec des moyens de production médiocres ou insuffisants, ont eu de grandes charges à supporter, il n'est guère possible que la richesse nationale n'ait fait halte pendant la guerre, ou n'ait même réellement rétrogadé. De tels pays ont dû nécessairement se trouver soulagés par un état de choses qui leur permet d'accumuler actuellement du capital, condition sans laquelle aucun état ne peut accroître sa richesse d'une manière permanente. Mais dans les pays où les charges de la guerre rencontraient de grandes facultés productives, et paraissaient en créer encore de plus grandes; dans les pays où l'accumulation, bien loin d'être contrariée, était au contraire accélérée, et où la consommation prodigieuse des produits était suivie d'approvisionnements énormes qui stimulaient la richesse d'une façon encore inconnue, les effets de la paix ont dû être très différents. Dans de tels pays, il est naturel de croire qu'une grande diminution de consommation et de demande a dû opposer un obstacle décidé au progrès de la richesse, et occasionner une détresse très générale et très forte, tant parmi les capitalistes que parmi les classes ouvrières. L'Angleterre et les États-Unis se rapprochent le plus des pays dont nous venons de parler. Ils souffrirent moins que les autres par la guerre, ou plutôt ils s'enrichirent par elle, et ils souffrent actuellement plus que tous les autres par la paix.

Il est impossible de ne pas regarder comme déplorable une époque pendant laquelle la paix semble avoir été évidemment la source de la détresse du pays; mais il faut bien faire attention que c'est aux circonstances très singulières qui accompagnèrent la dernière guerre que l'on doit attribuer un fait aussi choquant. Il n'en fut pas de même dans la guerre d'Amérique, ni dans les guerres antérieures ; et, si nous avions tenté de pareils efforts, sans avoir les mêmes moyens de les soutenir, c'est-à-dire sans avoir pu disposer de la majeure partie du commerce du monde, et d'une puissance mécanique jusqu'alors inouïe, nous aurions pu nous trouver dans un état tel que la fin des hostilités fût un véritable bienfait. Quand Hume et Adam Smith [1] prédirent que la dette nationale portée un peu plus loin qu'elle ne se trouvait de leur temps, amènerait probablement une banqueroute, la cause fondamentale et très naturelle de leur erreur fut de ne pas avoir pu prévoir l'immense accroissement de nos pouvoirs producteurs. Des dépenses qui auraient absolument écrasé le pays en 1770, pourraient n'être guère au-delà de

---

[1] *Richesse des nations*, tome II, liv. v chap. 3, page 644.

ce qu'il a fallu en 1816 pour mettre en œuvre ses prodigieuses facultés de production. Mais c'est précisément en proportion de ces moyens de production, et de la facilité avec laquelle on pouvait pourvoir à une grande consommation sans nuire à l'accumulation rapide du capital, qu'a dû se développer la détresse que les capitalistes et les ouvriers ont éprouvée par l'effet d'une diminution considérable et subite de la dépense.

C'est pourquoi il y a raison de douter qu'il soit sage de pourvoir aux dépenses d'une guerre longue et dispendieuse par le moyen de subsides levés annuellement, ainsi que l'ont recommandé quelques écrivains distingués. Si le pays est pauvre, un tel système d'impôts pourra étouffer entièrement tous ses efforts et diminuer graduellement son capital effectif. Chaque année il deviendra plus difficile de payer les mêmes subsides, et enfin le pays se trouvera forcé de se soumettre à ses ennemis, par l'impossibilité absolue de continuer plus longtemps à leur opposer une résistance énergique. Si, au contraire, le pays est riche, et possède de grands moyens de production, susceptibles encore d'être développés davantage par l'effet d'une grande consommation, il pourra payer de lourds impôts sur son revenu, et conserver toutefois des moyens suffisants pour accumuler ; mais si cela durait pendant un certain temps, et si les habitudes du peuple s'accommodaient à cette échelle de dépense publique et privée, il n'est guère possible de douter que, à la fin de la guerre, alors qu'on remettrait aux contribuables une si grande masse d'impôts, la juste proportion entre les productions et la consommation ne se trouvât complètement détruite, et qu'il ne s'ensuivît une époque, plus ou moins longue, pendant laquelle se ferait sentir, dans toutes les branches de l'industrie productive, une stagnation accompagnée de la détresse générale qui en est d'ordinaire la suite. Le mal qui résulte de l'établissement d'un impôt n'est que très rarement compensé par sa suppression. L'on doit toujours se rappeler que la disposition à faire de la dépense se trouve dans chaque individu puissamment combattue par l'amour de l'indolence et par l'envie d'épargner, dans le but d'améliorer sa condition et de pourvoir aux besoins d'une famille. Toutes les théories basées sur cette supposition que le genre humain produit et consomme toujours autant qu'il en a le pouvoir, sont fondées sur le défaut de connaissance de la nature de l'homme, et des motifs qui influent d'ordinaire sur sa conduite.

Mais, dira-t-on peut-être, puisqu'on admet que le capital national, comparé à la population, a diminué depuis la paix, soit par les pertes non réparées qu'il a essuyées dans les deux dernières années de la lutte,

soit encore plus par la diminution de consommation et de demande qui a suivi la fin de la guerre, comment pourra-t-on jamais recouvrer ce capital, si nous ne mettons pas beaucoup d'activité à accumuler? Je ne prétends nullement dire qu'il ne faille pas accumuler, car il est très vrai qu'il n'y a pas d'autre moyen de recouvrer notre capital perdu. Tout ce que je veux dire, c'est que, en cherchant à atteindre le but si désirable de recouvrer et d'augmenter notre capital, nous ferions bien de prêter l'oreille aux préceptes déduits des grandes lois fondamentales, qui manquent rarement de nous indiquer la bonne route. La population peut être extrêmement faible par rapport au territoire d'un pays, et cependant si les salaires se maintenaient toujours très bas, et si les habitants commençaient à émigrer, les lois fondamentales de la demande et de l'offre nous apprendraient qu'un changement dans cet état de choses devient nécessaire, avant même qu'il fût désirable de voir multiplier les mariages,—fait qui, dans les circonstances supposées, n'atteindrait pas le but. Par la même raison, si une partie de nos profits est détruite, et que, malgré cela, les profits du capital restant soient peu élevés; si de plus ces accidents entraînent des pertes fréquentes et laissent les capitaux au-dehors, les grandes lois générales de la demande et de l'offre ne peuvent pas nous fournir une preuve plus claire de la nécessité de faire quelque réforme préliminaire avant de pouvoir accumuler avec profit.

Ce dont l'Angleterre a besoin en ce moment, c'est d'un accroissement du revenu national, d'un accroissement de la valeur vénale de la totalité des produits, et du pouvoir que cette valeur a d'acheter du travail national et étranger. Quand nous y serons parvenus, — ce qui ne peut s'obtenir que par l'augmentation stable des profits, — nous pourrons commencer de nouveau à accumuler, et notre accumulation pourra alors nous être profitable. Mais, si au lieu de prendre notre épargne sur des profits augmentés, nous la prenions sur notre dépense; si, au moment même où l'approvisionnement des produits, comparé à la demande qui en est faite, nous avertit clairement que la proportion entre le capital et le revenu est déjà trop forte, nous persistions à économiser sur notre revenu pour grossir encore davantage notre capital, tous les principes généraux concourent à démontrer que, dans ce cas, nous aggraverions nécessairement nos maux, au lieu de les soulager.

Et comment, demandera-t-on, pourrons-nous obtenir cet accroissement de revenu? Quelles mesures faudra-t-il prendre pour élever la valeur échangeable de la totalité de nos produits, et pour préparer les

voies à l'épargne future, dont tout le monde reconnaît la nécessité? J'ai cherché à résoudre ces questions dans la dernière section de ce très long chapitre *Des causes immédiates du progrès de la richesse*, où j'ai fait voir que le concours des moyens de distribution et des pouvoirs de production est absolument nécessaire pour donner une impulsion convenable et soutenue à l'accroissement de la richesse, et que les trois causes qui, en favorisant la distribution, tendent à maintenir et à augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits, sont la division de la propriété foncière, l'extension du commerce intérieur et extérieur, et l'entretien d'un nombre de consommateurs improductifs, qui se proportionne exactement aux forces de la production.

Il suffit d'énoncer ces trois causes pour faire voir qu'elles sont beaucoup moins sous notre pouvoir immédiat que les procédés ordinaires d'accumulation. S'il était vrai que, pour donner de l'ouvrage à tous les journaliers qui en manquent, et pour créer en même temps un débouché suffisant pour tout ce qu'ils peuvent produire, il n'y eût besoin que d'épargner un peu plus sur le revenu du pays pour ajouter à son capital, je suis intimement persuadé qu'il ne manquerait pas de personnes prêtes à contribuer à cette espèce de charité, et qu'un changement dans la condition des classes ouvrières ne tarderait pas à s'opérer. Mais comme la théorie et l'expérience nous apprennent qu'une telle mesure n'apporterait point remède au mal, et que ce n'est que l'augmentation de la valeur échangeable de la totalité des produits qui peut faire revivre une demande salutaire et effective de bras, il faut convenir qu'on peut bien éprouver de l'hésitation à l'égard des premiers pas qu'il serait à propos de faire pour atteindre le but de nos vœux.

Il est cependant de la plus haute importance de connaître quel est l'objet immédiat que nous devons nous proposer, afin que, si nous ne pouvons rien faire d'efficace pour en approcher, nous n'allions pas, par ignorance, travailler à l'éloigner. Pour ce qui regarde la première cause fondamentale dont j'ai fait mention comme tendant à augmenter la valeur échangeable des produits nationaux, c'est-à-dire la division des propriétés territoriales, j'ai donné les raisons qui me font penser que, dans l'état actuel et particulier de ce pays, l'abolition du droit d'aînesse produirait plus de mal que de bien, et cependant, il n'existe aucun autre moyen d'effectuer une division différente des terres qui soit compatible avec le respect dû à la grande loi fondamentale de la propriété, loi de l'observation de laquelle dépendent tous les progrès qu'une nation peut faire en civilisation et en richesse. Mais puisque la *distribution* de la richesse, maintenue dans de certaines limites, est une des causes

principales de son accroissement, et puisque la prudence nous défend d'employer des moyens directs pour changer la divisien actuelle de la propriété foncière dans ce pays, on peut à juste titre demander si les maux qui résultent de la dette nationale ne sont pas plus que compensés par la meilleure distribution de la propriété et par l'accroissement des classes moyennes, qui en sont des suites nécessaires; et si, en économisant pour pouvoir payer la dette, on ne ferait pas un sacrifice pénible, sacrifice qui, tout en produisant certains avantages, nous laisserait une distribution beaucoup moins favorable de la richesse? En réduisant de beaucoup la dette nationale, si cela était en notre pouvoir, nous pourrions peut-être nous placer dans une position plus sûre, ce qui est, sans contredit, une considération importante; mais combien se tromperaient douloureusement dans leurs calculs, ceux qui croient qu'une grande réduction de la dette ou son extinction totale et immédiate, pourrait nous enrichir et donner de l'emploi à nos ouvriers [1]!

---

[1] Voyez la note de la page 373. — Nous croyons devoir conserver ici quelques observations que ce passage de Malthus a suggérées à M. Constancio. Nous n'insérons ces remarques, écho affaibli des plaintes éloquentes de Sismondi, qu'avec les réserves que nous avons déjà énoncées précédemment.

« Ce paragraphe, qui contient le résumé de la doctrine de M. Malthus sur ce point important, me paraît renfermer un raisonnement extrêmement vicieux. J'ai déjà, dans une autre note, cherché à montrer la futilité des arguments ou plutôt des assertions que M. Malthus emploie pour prouver que la division actuelle des propriétés en Angleterre est à peu près telle qu'elle doit l'être, et qu'en France l'effet de la loi du partage égal entre les enfants doit par la suite rendre cette division beaucoup trop grande. Mais voici que M. Malthus convient lui-même que la division actuelle de la propriété foncière en Angleterre est tellement vicieuse qu'il est forcé de regarder la dette nationale comme un grand bien, par cela seul que, en compensation de tous les maux qu'elle enfante et dont elle menace encore la nation, elle produit l'immense avantage d'égaliser un peu plus les fortunes! C'est une bien triste ressource que d'être réduit à opposer un mal très grand à un autre encore plus terrible, en s'éloignant toujours des remèdes qui seuls peuvent guérir radicalement. Puisque la division des terres est la source principale de la richesse et du bien-être de tout pays, n'est-il pas absurde de dire que, dans une nation qui sur onze millions d'habitants ne compte qu'environ trente mille propriétaires fonciers, la division de la propriété territoriale est satisfaisante? Et ensuite, ayant une fois admis qu'en effet cette division est trop inégale, n'est-il pas singulier de voir M. Malthus repousser l'abolition des majorats et autres priviléges qui seule peut faire disparaître cette inégalité, et chercher le remède à un si grand mal dans la dette nationale, dont les funestes effets ont été démontrés par les écrivains modernes les plus distingués de l'Angleterre et de la France? Ils ont fait voir jusqu'à la dernière évidence, que les avantages de toute dette nationale ne sont que passagers et souvent illusoires, tandis que ses conséquences désastreuses sont de nature à compromettre le bonheur des nations pendant des siècles.

Quant à la seconde cause principale qui fait augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits, c'est-à-dire, l'extension de commerce intérieur et extérieur, il est bien connu que nous ne possédons aucun moyen d'augmenter l'un ou l'autre au gré de nos désirs, quoique

---

M. Malthus se donne une peine infinie dans la dernière section de ce chapitre pour expliquer les causes de la détresse que l'Angleterre éprouve depuis la paix, détresse qui a étonné tous les observateurs superficiels, éblouis par la brillante mais illusoire prospérité antérieure de l'Angleterre. Je conviens de la justesse de la plupart des observations que M. Malthus fait à ce sujet, et je crois à la réalité des causes qu'il assigne, et à leur opération ; mais je pense que, s'il fût remonté plus haut, il aurait aperçu une cause plus générale et par conséquent beaucoup plus importante de la transition que l'Angleterre a faite de l'état d'une prospérité éblouissante et colossale à celui d'une misère dont aucune nation de l'Europe n'a offert depuis des siècles le spectacle. C'est certainement une question de la plus haute importance que de pouvoir déterminer comment une nation parvenue, de l'aveu de tout le monde, au faîte des grandeurs, à la domination des mers, au commerce presqu'universel, au plus haut degré d'industrie agricole et manufacturière, avec le plus fort capital qu'aucun peuple ait jamais possédé, comment cette nation, dis-je, n'ayant pas éprouvé de désastre marquant pendant la guerre, et l'ayant terminée avec tant de succès, a pu passer si rapidement de cet état florissant à un autre que M. Malthus appelle, avec raison, un état de souffrance presque insupportable.

Je suis intimement convaincu, je le répète, que ce sont les causes assignées par M. Malthus qui ont produit le changement en question, et que c'est à la diminution de la consommation et de la demande, à la stagnation soudaine de plusieurs branches de commerce, et à la destruction de beaucoup de capital qu'il faut surtout attribuer la détresse de l'Angleterre depuis la paix. Mais je demanderai pourquoi ces causes ont produit des effets si soudains et si terribles, et pourquoi il est si difficile de les réparer ? C'est-là le point véritablement important : car la détermination de ces questions doit nous apprendre quelle est la richesse la plus désirable pour une nation et la moins sujette au danger d'événements qui peuvent se présenter à tous moments, et qui exposent, pour ainsi dire, le bien-être de la majorité des individus d'une nation aux chances d'un jeu de hasard.

Si on évalue la richesse d'une nation par la valeur totale de ses produits et par la masse des capitaux employés à cette production, cette évaluation se réduira à une addition d'arithmétique. Mais si l'on veut juger du bien-être d'un peuple, ou calculer la stabilité de sa prospérité future d'après cette base, on commettra la même erreur que si l'on calculait la puissance, la richesse et la prospérité d'un état d'après la quantité numérique de ses habitants, ou, pour mieux dire, ce serait confondre les ressources des gouvernements avec celles des particuliers. Ce qui caractérise véritablement le bien-être d'une nation, c'est de posséder une population proportionnée à la fertilité de son territoire et à l'industrie de ses habitants, et, par conséquent, d'avoir assez de richesse pour que le plus grand nombre des individus en possèdent une part suffisante pour satisfaire à leurs besoins et à ceux de leurs familles, moyennant un travail modéré. Le pays qui approchera le plus de cette condition sera le plus prospère, quoiqu'il puisse ne pas être, somme totale, le

nous puissions les entraver tous les deux de mille manières. Il n'est pas, à la vérité, possible d'attribuer les interruptions subites du commerce à des causes qui remontent très haut; et cependant, il est assez prouvé que notre commerce a beaucoup souffert de restrictions inutiles, et qu'il

---

plus riche. Par opposition, un pays peut posséder d'immenses capitaux, une prodigieuse industrie, une masse incalculable de produits et un très grand commerce intérieur et extérieur; mais, si toutes ces richesses sont mal réparties, si le petit nombre seul y est propriétaire, si le très grand nombre n'y vit que des fruits du travail corporel, et s'il y a une proportion de bras employés dans les manufactures trop forte comparativement au nombre de ceux qui travaillent à l'agriculture, ce pays sera sans cesse exposé aux calamités que l'Angleterre éprouve, toutes les fois que des causes sans cesse renaissantes et qui peuvent et doivent se reproduire dans l'avenir, mettront des entraves à la consommation et à la demande de ses produits. La condition d'un tel pays sera d'autant plus malheureuse que les maux une fois causés par ces évènements sont très difficiles à réparer, ou sont même irréparables tant que le pays conserve une distribution vicieuse de la propriété, et tant que subsiste une trop forte disproportion entre le nombre des possesseurs et celui des journaliers. C'est bien ici le cas de dire, avec M. Malthus, que toute l'économie politique tient à des proportions. L'effet de ces proportions est tel que, longtemps même avant les catastrophes produites par la stagnation du commerce dans les pays dont la prospérité ou la misère dépend en grande partie de la vente de leurs produits à l'étranger, la condition d'une grande partie des classes productives est déplorable. Pour que le gouvernement puisse entretenir une puissante marine, une armée nombreuse et un corps très considérable d'employés; pour que les riches propriétaires fonciers puissent posséder d'immenses parcs, de superbes équipages et une nombreuse suite de domestiques; pour qu'ils puissent se livrer à un luxe effréné; pour que les négociants et les chefs de manufactures rivalisent de luxe avec eux, il faut que le pauvre laboureur, et surtout le malheureux ouvrier en manufactures, après avoir épuisé son corps par un travail journalier très pénible et souvent au-dessus de ses forces physiques, aille encore mendier des secours pour pouvoir nourrir sa famille! Tel est cependant le tableau réel que l'Angleterre nous offre, non-seulement depuis la paix, mais longtemps avant et surtout depuis 1793, époque à laquelle la Grande-Bretagne prit un élan inconnu jusqu'alors dans la carrière de l'industrie manufacturière et chercha à remplacer celle de toutes les nations dans tous les marchés de l'univers. Depuis le commencement de la guerre, l'Angleterre n'a cessé de s'enrichir; mais l'aisance générale dont les classes ouvrières jouissaient auparavant a de jour en jour diminué, peut-être dans une proportion encore plus forte; et la stagnation du commerce à la conclusion de la guerre n'a fait qu'aggraver un mal dont les germes existaient depuis longtemps.

La situation actuelle de l'Angleterre a été un effet forcé du système politique suivi par son gouvernement depuis l'époque où ce pays a commencé à acquérir une grande prépondérance maritime et commerciale, et surtout après la révolution française. Il y a un siècle que l'Angleterre cherche à occuper le premier rang parmi les puissances, et depuis 1792, son gouvernement, d'accord avec l'aristocratie nobiliaire et le haut commerce, craignant d'un côté les progrès des principes de la révolution française qui menaçaient de détruire les privilèges et l'influence exclu-

pourrait gagner beaucoup par leur abolition. Tant qu'on aura besoin de lever, au moyen d'impôts, des sommes considérables pour subvenir aux dépenses du gouvernement et pour payer les intérêts de la dette nationale, il ne sera nullement prudent de renoncer à une ressource aussi équitable et aussi productive que le revenu des douanes. Dans le

sive que ces deux classes exercent dans l'État, et se flattant d'ailleurs de profiter des troubles de la France pour écraser cette rivale dangereuse, n'épargna rien pour lui susciter des ennemis et pour lui faire une guerre à mort. Pour y parvenir, il fallait faire d'énormes dépenses; pour y faire face, des emprunts successifs étaient nécessaires, et pour payer les intérêts, de nouveaux impôts devenaient indispensables. Un tel système n'aurait jamais pu se prolonger sans une prodigieuse extension de toutes les branches d'industrie et de commerce, et on a livré des batailles et des combats sur terre et sur mer pour s'ouvrir de nouveaux débouchés ou pour ne pas perdre ceux dont on était déjà en possession. Je ne prétends pas décider si l'Angleterre a eu tort ou raison; ce qui me paraît incontestable, c'est qu'en partant des principes dont je viens de parler, elle ne pouvait pas agir autrement; mais ce qui doit faire présumer que les hommes qui ont dirigé ses conseils se sont trompés, c'est l'état de détresse où nous la voyons réduite après des triomphes qui, certes, ont surpassé son attente. Que serait-elle donc devenue si elle eût échoué dans la lutte contre sa rivale? Et pourquoi la France dont les pertes de tout genre, depuis 1815, sont, sans comparaison au-dessus de celles de la Grande-Bretagne, et dont la population a continué à s'accroître dans une proportion bien plus forte que celle de l'Angleterre; pourquoi, dis-je, la masse de la nation française, après tant de malheurs et de revers inouïs, souffre-t-elle moins, et se trouve-t-elle même dans un état d'aisance comparative? Pourquoi, enfin, les classes inférieures de la société y sont-elles aujourd'hui moins malheureuses que les mêmes classes en Angleterre?

M. Malthus répond, que les nations qui ont souffert le moins ou qui même ont gagné pendant la guerre, ont dû souffrir le plus par l'effet de la paix; et, sous ce rapport, il compare la détresse de l'Angleterre depuis la paix à celle que les États-Unis ont éprouvée depuis la même époque. Il est difficile de dire quels sont les grands états dont la situation s'est améliorée depuis la paix, et il y a de fortes raisons de croire que la plupart souffrent autant et plus qu'ils ne souffraient pendant la guerre, quoique peut-être le mal ne soit pas précisément de la même nature. Quant aux États qui se sont décidément enrichis pendant la guerre et qui ont conservé cette richesse acquise jusqu'au moment de la paix, je ne connais que la Grande-Bretagne; et quoiqu'il soit très facile à concevoir de quelle manière la paix a diminué sa prospérité, on ne pourrait jamais comprendre comment une diminution subite de demande pour ses produits a pu occasionner tout à coup une détresse qui dure depuis cinq ans, et à laquelle on cherche en vain des remèdes, si on ne remontait pas aux sources auxquelles le gouvernement britannique doit sa force, et une grande partie du peuple anglais son malheur. Ces sources sont, ainsi que je l'ai déjà dit, la trop inégale répartition de la richesse, la trop grande extension donnée à l'industrie manufacturière et au commerce étranger, et le nombre trop considérable d'individus n'ayant d'autre propriété que leur travail, et dont la subsistance journalière dépen de la vente des produits qu'ils fabri-

règlement du tarif des droits d'entrée, il est aussi très naturel que les produits de l'étranger soient les plus fortement imposés, lorsqu'ils sont de la même espèce que les produits nationaux qui ont été assujétis à un droit, ou quand ils sont de nature à ce que, par des raisons qui inté-

---

quent, laquelle peut être contrariée, retardée ou soudainement arrêtée ou diminuée par mille causes imprévues, surtout lorsqu'elle dépend des moyens, des goûts changeants, du caprice, de la législation variable des nations étrangères et des suites des progrès incalculables de l'industrie des autres peuples industrieux. Aucune autre nation ne se trouvant dans cette dépendance de l'étranger pour la vente d'une grande partie de ses produits et surtout de ceux qu'on peut aisément remplacer, aucune n'a dû souffrir autant que l'Angleterre de l'échec qu'a éprouvé son commerce. La détresse des autres nations, et surtout celle de la France, est comme les moyens d'existence des habitants, plus également répartie dans toutes les classes; chacun porte à peu près sa part du fardeau, tout ne tombe pas sur le pauvre journalier comme en Angleterre, et l'on n'a vu nulle part les ouvriers de tout genre en état d'insurrection presque permanente pour obtenir de quoi se nourrir, ni plus du dixième de la population d'un pays florissant réduite à vivre d'aumônes!

La comparaison avec les États-Unis manque de justesse à plusieurs égards. Cette république ne s'est point enrichie pendant sa dernière guerre avec l'Angleterre, et c'est au contraire pendant cette guerre qu'elle a commencé à éprouver les maux dont elle souffre encore, et qui sont dus en grande partie à la trop rapide extension de son commerce extérieur. En cela, sa position a quelque ressemblance avec celle de l'Angleterre; mais je suis étonné qu'un homme de la sagacité de M. Malthus n'ait pas vu dans ce qui s'est passé aux États-Unis une nouvelle preuve du vice radical du système anglais. Pourquoi les pertes énormes essuyées par les États-Unis, dont le capital est insignifiant et dont les ressources sont encore bien faibles comparativement à la Grande-Bretagne; pourquoi, dis-je, ces pertes n'ont-elles pas réduit un ou deux millions de citoyens américains à la mendicité? On sait que la population des États-Unis diffère en ce moment peu de celle de l'Angleterre, et on sait aussi qu'il n'y a point dans le premier pays, ni d'impôts pour les pauvres, ni les immenses fortunes des particuliers qui permettent de lever par souscription des sommes énormes pour venir au secours des malheureux journaliers sans ouvrage. Cependant, non-seulement la détresse n'y a pas approché de celle que l'Angleterre éprouve, mais elle a même commencé à diminuer il y a longtemps, malgré le discrédit des banques et d'autres calamités nationales. La raison en est très simple : c'est qu'il y a beaucoup plus de propriétaires aux États-Unis et moins de simples journaliers, beaucoup plus de gens cultivant la terre pour leur propre compte, et un nombre très peu considérable d'ouvriers en manufactures; et, quoique le nombre des négociants et armateurs soit peut-être déjà trop considérable, la nature des exportations de leur sol les expose à beaucoup moins de chances subites et ruineuses, parce que ce sont en général des objets de première nécessité dont il n'est pas aussi facile de se passer que de mousselines, et que peu de nations peuvent fournir dans la même quantité et au même prix.

D'après tout ce que je viens d'exposer, je ne suis pas surpris si M. Malthus

ressent la santé, le bonheur et la sûreté de la nation, on puisse désirer les voir produire dans le pays. Mais il ne paraît pas qu'il y ait de bonnes raisons pour la prohibition absolue d'aucune espèce de produits, et il est à peu près sûr qu'en suivant ce principe, on pourrait accorder une

---

trouve si difficile d'opposer un remède efficace aux maux qui pèsent sur son pays, et s'il redoute tant l'extinction et même la trop rapide diminution de la dette nationale, et un système d'épargne, et s'il propose des moyens tellement insuffisants pour accroître les revenus de la nation. En effet, vouloir conserver la division actuelle de la propriété et la dette nationale, et cependant demander des remèdes pour des maux qui découlent de ces deux sources, c'est comme si un homme attaqué d'une maladie générale, fruit de l'intempérance et de la débauche, exigeait qu'un médecin le guérît radicalement pendant qu'il continuerait à se livrer aux mêmes excès que par le passé.

En un mot, la prospérité des États est comme la santé du corps humain ; l'une et l'autre dépendent de la juste proportion des forces et de leur équilibre. Toutes les fois que dans une nation les classes les plus nombreuses n'ont presque rien, et que celles dont le nombre est le moins considérable ont presque tout, l'État est frappé d'une maladie mortelle ; s'il développe une grande énergie et s'il fait de grands efforts pendant quelque temps, on peut les comparer aux mouvements extraordinaires du système musculaire dans l'état convulsif, qui font bientôt place à la prostration générale. »

Il est difficile d'admettre avec Malthus que les taxes n'ont exercé aucune influence décisive sur la détresse des classes laborieuses, à l'époque dont il est question. Pour soutenir la guerre contre l'Empire et soudoyer les armées continentales qu'elle lançait contre la France, l'Angleterre a été obligée de faire d'immenses sacrifices. Elle a emprunté à ses capitalistes des sommes énormes, que ceux-ci ont versé dans ses coffres, sachant bien que le gage du paiement de leurs revenus, c'était le travail de toute la population laborieuse de la Grande-Bretagne. A une certaine époque, elle offrit jusqu'à 10 p. 100 à ses prêteurs. Or, qui a payé ces intérêts, rempli ces promesses et satisfait les exigences des créanciers de l'État? Ce sont les produits des taxes ; et il est facile de se convaincre que ces taxes pesaient surtout sur les objets de première nécessité, sur la consommation des ouvriers : la taxe sur la drèche s'éleva de 10 sh. 6 d. en 1800, à 34 sh. en 1810 ; la bière forte, de 9 sh. 5 d. à 17 sh. 10 d. ; le thé, de 20 p. 100 à 96 p. 100 ; l'impôt sur le tabac fut doublé dans la même période ; le sel fut porté de 14 sh. à 19 sh. 9 d. Au sortir de la guerre, en 1815, l'aristocratie territoriale se faisait adjuger le monopole de la nourriture du peuple par l'interdiction de l'entrée des blés étrangers ; et en 1816, 2,731 marchands et 37 banquiers étaient déclarés en état de faillite ! Il résulte de ces faits, que le poids de la guerre a porté presque exclusivement sur les classes laborieuses, que les riches se sont enrichis, que les pauvres sont devenus plus pauvres encore, et que, tandis que les uns trouvaient dans le privilège de la loi sur les céréales les moyens de combler le déficit que la guerre avait fait dans leurs revenus et de les accroître d'une manière démesurée, les autres voyaient leurs sacrifices rester sans compensation et leur détresse s'aggraver. Il est incontestable que ces faits et les conséquences qu'ils ont amenés, ont été l'une des causes les plus actives de la misère qui a pesé après la guerre sur les ouvriers anglais. (M. M.)

bien plus grande liberté au commerce étranger, en même temps qu'on tirerait un plus fort revenu des douanes. J'ai déjà, dans plus d'un endroit, expliqué pourquoi, dans tous les cas possibles, il me semble fort à désirer que nous puissions constamment produire chez nous à peu près tout le blé dont nous avons besoin pour notre propre consommation. Mais je ne vois pas de raison suffisante qui doive nous faire préférer les vins du Portugal et les soieries de Londres aux vins et aux soieries de la France. Par cela même qu'il y a en ce moment plus de capital et de travaux britanniques employés à acheter du vin de Bordeaux qu'il n'y en aurait de dépensés si nous tentions de le fabriquer chez nous, on aurait droit d'attendre, dans le cas d'un commerce plus étendu avec la France, que plus de capital britannique serait employé à acheter des vins et des soieries de France qu'il n'y en a actuellement d'employé à acheter des vins de Portugal et à fabriquer les soieries de Spitalfields et de Derby.

Mais il faut en même temps remarquer que, toutes les fois qu'il s'agit de calculer les effets que de tels changements doivent produire dans l'avenir, il est toujours de notre devoir, surtout dans la situation dans laquelle se trouve actuellement la nation, de faire attention au sage avis que nous a donné Adam Smith. Parfaitement convaincu des avantages d'un commerce entièrement libre, il fait la remarque suivante[1] : « Le cas où l'on peut quelquefois mettre en question jusqu'à quel point et de quelle manière il convient de rétablir la libre importation des marchandises étrangères, après qu'elle a été interrompue pendant quelque temps, c'est lorsque certaines manufactures, par le moyen des droits élevés et des prohibitions dont on a frappé toutes les marchandises étrangères qui peuvent entrer en concurrence avec leurs produits, ont acquis un si grand développement, qu'elles emploient un grand nombre de bras. L'humanité peut, dans ce cas, exiger que la liberté ne soit rendue au commerce que par une gradation lente, et avec beaucoup de ménagement et de circonspection. Si l'on ôtait tout à coup tous ces droits et ces prohibitions, il pourrait être versé dans le marché du pays des marchandises étrangères de la même qualité et à un prix si inférieur, que des milliers d'individus se trouveraient sur-le-champ privés de leur occupation ordinaire et de tout moyen de subsistance. » Cet avis salutaire que nous donne Adam Smith s'applique certainement d'une manière très frappante au commerce des soieries; et, quelque dé-

---

[1] *Richesse des nations*, liv. IV, chap. 2, p. 56.

sirable, quelque vraiment utile qu'il soit d'ouvrir le commerce avec la France (qui pourrait en douter!), il n'est pas moins vrai que l'admission soudaine et imprudente d'une grande quantité de soieries françaises tendrait à aggraver la détresse actuelle de nos classes ouvrières, au lieu de la soulager [1].

Dans tous les cas où, par suite de circonstances particulières, la détresse du pays peut s'aggraver par la liberté accordée à certains genres de commerce assujétis auparavant à des restrictions, la valeur de la totalité des produits estimée en travail domestique et étranger, se trouvera pendant quelque temps diminuée. Mais, en général, ainsi que j'ai cherché à le prouver dans la huitième section de ce chapitre, la tendance naturelle et permanente de toute extension du commerce intérieur et étranger, c'est d'augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits. Cela a lieu surtout lorsque, au lieu de changer la direction du commerce, on peut lui donner un plus grand développement; dans ce cas, l'avantage est complet et sans mélange de mal partiel ou temporaire. Les produits du pays, étant mieux distribués et mieux adaptés aux besoins et aux goûts des consommateurs, acquerront bientôt une plus grande valeur courante, en faisant hausser en même temps le revenu national, le taux normal des profits et les salaires des ouvriers.

---

[1] L'évènement va bientôt décider si cette opinion de Malthus est fondée. Continuateur des idées libérales d'Huskisson, qui était parvenu, en 1826, malgré les clameurs des fabricants, a faire convertir la prohibition contre les soieries étrangères en un droit de 30 p. 100, sir Robert-Peel vient de faire adopter, par le Parlement, le principe que les droits sur l'importation des soieries ne devra pas excéder 15 p. 100. Ce grand homme d'État s'exprimait ainsi, à ce sujet, dans la séance de la Chambre des communes du 28 janvier dernier: « Je crois qu'en réduisant le montant des droits perçus sur les soieries, vous ne porterez aucune atteinte aux intérêts nationaux. Vous arriverez, au contraire, c'est ma profonde conviction, à stimuler l'activité croissante du fabricant anglais, et en même temps vous diminuerez les profits du contrebandier, vous attaquerez dans sa source un trafic déshonnête et immoral. » En effet, malgré l'essor qu'a pris la fabrication anglaise depuis 1826, où l'abolition des droits a eu pour résultat de stimuler le zèle des manufacturiers et de développer la consommation, il a été importé de France en Angleterre, de 1827 à 1841, une quantité de 5,344,416 livres de tissus de soie, et il n'en a été déclaré à la douane anglaise que 2,691,866 livres; ce qui donne une différence de 50,37 p. 100 au profit de la contrebande. Ces chiffres sont empruntés à M. Porter (*Progress of Great Britain*, tome III, p. 142), qui, contrairement à l'avis de Malthus, pense qu'une introduction soudaine de soieries françaises n'aurait aucun effet sensible sur les salaires des ouvriers employés dans la fabrication analogue en Angleterre. (M. M.)

Pour ce qui regarde la troisième cause de l'accroissement de la valeur échangeable de la totalité des produits, c'est-à-dire l'entretien de consommateurs improductifs, quoiqu'il soit hors du pouvoir de beaucoup de personnes d'être de quelque utilité à cet égard, d'autres peuvent cependant y contribuer ; et certes, il doit être avantageux de bien savoir la vérité, quelle qu'elle soit, relativement aux effets du travail improductif, afin de ne point poursuivre un but qui doit nuire au progrès de la richesse, et de ne pas nous récrier contre ce qui, au contraire, doit tendre à la favoriser. Quelque mesure qu'on juge à propos d'adopter par rapport à la diminution du nombre des consommateurs improductifs, dans l'intention de nous placer dans une situation plus sûre, nous serons conduits à n'agir qu'après une mûre délibération, si nous ne nous laissons pas entraîner par cette persuasion qu'en diminuant le nombre des individus de cette classe, nous procurerons un soulagement immédiat aux classes ouvrières [1].

Il est important aussi, dans les efforts que nous faisons pour venir actuellement au secours des classes ouvrières, de se convaincre qu'il serait à désirer qu'on les employât à ces sortes de travaux dont les produits ne soient pas mis en vente sur les marchés, tels que la réparation des routes et les travaux publics. On ne pourrait pas objecter à cette manière d'employer une forte somme, levée au moyen de l'impôt, que cela tendrait à diminuer le capital affecté au travail productif; car, jusqu'à un certain point, c'est là précisément ce dont nous avons besoin ; mais ce système aurait peut-être pour effet de ne pas laisser apercevoir assez le manque réel de demande na-

---

[1] Malthus présente, dans le chapitre 4 du troisième livre de son ***Essai sur la population***, les considérations suivantes qui se rattachent à ce sujet. « Si nos ancêtres avaient contracté et nous avaient transmis des habitudes de frugalité et d'activité telles, que les classes supérieures ne consommassent aucun superflu, qu'on ne nourrît aucun cheval de luxe et qu'on ne vît sur notre sol aucune terre inculte, il y aurait, sans doute, entre l'état où nous serions et l'état où nous sommes, une bien grande différence quant à la population absolue, mais probablement il n'y en aurait aucune dans la situation des classes inférieures : ni le prix du travail, ni la facilité d'élever une famille n'auraient changé....... Si la nourriture qui se consomme en superflu peut, en temps de cherté, s'appliquer à d'autres emplois, c'est une ressource dont le pauvre profite ; ce sont des greniers d'abondance qui s'ouvrent précisément au moment du besoin, et les classes inférieures du peuple en tirent, sous ce rapport, quelque avantage. » La nécessité d'un pareil fonds de réserve pour faire face aux époques de disette, est l'un des arguments les plus concluants qu'on puisse opposer aux systèmes qui prêchent une distribution artificielle de la richesse, basée sur l'égalité absolue des fortunes. (M. M.)

tionale pour les bras, en empêchant ainsi la population de s'adapter graduellement à la diminution de cette demande. On pourrait cependant trouver un puissant correctif à cet inconvénient, dans la valeur des salaires qu'on accorderait aux ouvriers [1]. Tout bien considéré, j'ose dire que l'emploi des pauvres à la réparation des routes et aux travaux publics, et la disposition des propriétaires et des gens riches, à bâtir, à améliorer, à embellir leurs domaines, et à employer des ouvriers et des domestiques à gages, sont les seuls moyens à l'aide desquels nous puissions porter directement remède aux maux qu'a fait naître le dérangement de la proportion entre les produits et la consommation, dérangement occasionné par le nombre de soldats, de matelots, et d'autres individus employés pendant la guerre, et qui ont été subitement convertis en ouvriers productifs.

Si par l'action d'une de ces causes, ou de toutes les trois réunies, nous pouvons obtenir que la proportion entre l'approvisionnement et la consommation soit plus avantageuse, et cela au point d'augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits, le taux des profits pourra alors continuer à hausser autant que la qualité des terrains cultivés, jointe à l'intelligence des cultivateurs, le permettra, ce qui est loin de pouvoir se réaliser en ce moment. Et aussitôt que le capitaliste pourra commencer à faire des épargnes sur des profits assurés et croissants, au lieu de les devoir à la diminution de sa dépense, c'est-à-dire aussitôt que le revenu national, estimé en numéraire, et le pouvoir qu'ont ces espèces de mettre en œuvre du travail domestique et étranger, commenceront à augmenter tous les ans et d'une manière soutenue, on pourra alors avec succès et sans danger commencer à recouvrer notre capital perdu, en employant le moyen ordinaire d'économiser une partie du revenu augmenté pour ajouter à notre fonds.

C'est une opinion assez répandue, surtout parmi les classes mercantiles, que rien n'augmenterait aussi promptement et avec autant d'efficacité le revenu et la consommation de la nation qu'une émission considérable de papier-monnaie. Mais ceux qui ont adopté cette opinion, se sont trompés sur la nature du grand et incontestable avantage que

---

[1] Il est permis de contester, d'une part, la possibilité d'établir avec une rigoureuse exactitude, en vue du résultat qu'on se propose, la quotité du salaire alloué aux ouvriers employés à des travaux publics, et, d'autre part, l'efficacité et les résultats économiques du moyen proposé par l'auteur, sans parler des inconvénients qu'il y aurait à charger le gouvernement du rôle de régulateur général de l'offre et de la demande et de l'équilibre des bras et des capitaux. (M. M.)

la richesse nationale peut tirer quelquefois d'une dépréciation de l'agent de circulation. L'effet essentiel de cette dépréciation c'est d'enlever à ceux qui ont des revenus fixes une partie de leur propriété, et de donner plus de moyens d'acquérir les produits du pays à ceux qui achètent et vendent. Quand le budget des dépenses d'une nation est tel qu'il y a de la difficulté à y pourvoir, tout ce qui tend à faire passer une plus grande quantité de produits dans les mains des capitalistes, doit augmenter les facultés productives, et, par conséquent, offrir les moyens nécessaires pour couvrir les dépenses publiques. Et quoique l'acte du parlement qui impose à la banque des restrictions, s'il était prolongé au-delà de ce qu'exige la nécessité du cas, ne puisse être regardé que comme une injustice qu'on fait aux possesseurs de revenus fixes, je demeure bien convaincu que la dépréciation de la monnaie, et la facilité qui en est résultée pour le crédit, en opérant de la manière que nous avons décrite, doit avoir puissamment contribué à nous faire recouvrer l'immense capital détruit, avec une rapidité dont on n'avait jamais eu d'exemple chez aucune nation.

Mais si, dans ce moment, nous faisions une semblable émission de papier, l'effet en serait très différent. Peut-être une augmentation subite de la monnaie, et la facilité de faire des emprunts qui s'ensuivrait, pourraient, quelles que fussent les circonstances, donner un élan temporaire au commerce, mais cet élan ne serait que temporaire. Sans une grande dépense de la part du gouvernement, et la fréquente conversion du capital en revenu, les grandes facultés de production acquises par les capitalistes, agissant sur les ressources amoindries de ceux qui n'ont que des revenus fixes, ne pourraient qu'occasionner un engorgement de produits encore plus grand que celui qu'on éprouve maintenant; et l'expérience nous a suffisamment fait voir que, dans de telles circonstances, le papier-monnaie n'a pas la puissance de soutenir les prix. Dans l'histoire de nos opérations de crédit, on verra que l'abondance ou la rareté de la monnaie a suivi et aggravé les effets des prix élevés ou réduits, mais que rarement ou jamais cette abondance ou cette rareté n'a précédé ces changements de prix; et il faut se rappeler qu'à la fin de la guerre les prix fléchirent avant que la diminution de la monnaie en circulation eût commencé à se manifester. Ce fut, en effet, l'état déplorable des prix qui causa la ruine des banques provinciales, et qui fit voir sur quels frêles fondements reposait l'excessive émission de notre papier-monnaie. La réduction subite de la quantité du papier en circulation accrut sans contredit à un haut degré la détresse des négociants et de la nation, et c'est par cette même raison que nous devons

employer tous les moyens qui sont en notre pouvoir pour qu'un tel évènement ne se reproduise plus par la suite, non pas en faisant de vains efforts pour soutenir les prix, à l'aide d'émissions forcées de papier et au mépris des lois de l'équité et des grands principes de l'approvisionnement et de la demande, mais par le seul moyen efficace, c'est-à-dire en maintenant constamment notre papier au niveau de la valeur du numéraire qu'il est destiné à représenter, et en empêchant qu'il n'éprouve d'autres variations que celles auxquelles sont sujets les métaux précieux.

Par rapport à la doctrine fondamentale que j'ai cherché à prouver dans la dernière partie de cet ouvrage, c'est-à-dire que le progrès de la richesse repose sur des éléments proportionnels, on m'objectera peut-être que cela mène nécessairement à des différences d'opinion, et jette dans la science de l'économie politique une incertitude qu'on ne supposait pas lui être inhérente. Si pourtant cette doctrine, après un mûr examen, est reconnue vraie, si elle rend bien raison des faits tels que nous les observons, et explique logiquement pourquoi on s'est si souvent trompé dans les conjectures sur l'avenir, il faut avouer qu'on se trouve avoir aussi pleinement répondu à de telles objections. Il n'est pas possible que nos désirs et nos opinions donnent plus de certitude à une science qu'elle n'en possède en elle-même ; mais il est évident que nous pouvons la rendre beaucoup plus incertaine dans son application, en la supposant tout autre qu'elle n'est réellement.

Néanmoins, quoiqu'il nous soit impossible de poser une règle certaine pour s'enrichir, et qu'on ne puisse pas dire qu'une nation accroîtra sa richesse précisément en raison des économies qu'elle fera sur son revenu pour ajouter à son capital, toutefois dans les parties même les plus incertaines de la science, dans celles qui ont rapport aux proportions entre la production et la consommation, nous ne manquons pas de guides, et si nous faisons attention aux importantes lois de la demande et de l'offre, elles nous conduiront en général vers la bonne route. M. Ricardo a justement dit que « il est aussi impossible au fermier et au manufacturier de vivre sans profits, qu'à l'ouvrier d'exister sans salaires. Le motif qui les excite à l'accumulation diminuera à chaque diminution de profits, et il cessera entièrement quand ils seront tellement minimes, qu'ils ne leur offriront plus un dédommagement suffisant de leur peine, et du risque qu'ils courent nécessairement en employant leur capital d'une manière productive [1] ». M. Ricardo applique ce pas-

---

[1] Ricardo, *Principes d'Économie politique*, chap. 6.

sage à la baisse définitive et nécessaire des profits, occasionnée par l'état du sol. Moi, je l'appliquerais à tous les temps, à toutes les époques qui se succèdent, depuis le premier âge de la culture jusqu'au dernier. Toutes les fois que le capital s'accroît trop vite, les motifs pour accumuler diminuent, et il se manifeste naturellement une tendance à dépenser plus et à épargner moins. Lorsque les profits montent, le motif qui fait accumuler augmente aussi, et on se trouve porté à dépenser une moindre portion des gains, et à en épargner une plus forte. Cette tendance, agissant sur les individus, les conduit vers un juste milieu, auquel ils parviendraient plus souvent, s'ils n'en étaient détournés par de mauvaises lois ou par des conseils peu sages. Si tout homme qui économise sur son revenu est nécessairement un ami de son pays, il s'ensuit que tous ceux qui dépensent leurs revenus, quoiqu'ils ne soient pas positivement des ennemis de leur pays comme les dissipateurs, doivent cependant être considérés comme manquant à leur devoir, qui est de concourir au bonheur de la patrie, et de donner l'occupation aux classes ouvrières. Ceci paraîtra sans doute fort peu agricole à ceux qui dépensent dans leurs maisons, dans leur ameublement, dans leurs équipages et dans leur table des sommes, qui admettraient certainement une grande réduction, tout en n'entraînant qu'un bien léger sacrifice de bien-être réel. Mais si, en effet, l'économie est un bien ou un mal pour une nation, suivant les circonstances où elle se trouve et si c'est le taux des profits qui indique le mieux ces circonstances, certes voilà un cas dans lequel l'intérêt individuel n'a pas besoin de secours étrangers.

L'économie, ainsi que je l'ai déjà dit, est, dans bien des circonstances, un devoir privé des plus sacrés. Il n'est pas aisé de dire jusqu'à quel point le juste sentiment de ce devoir, joint à ce désir d'améliorer notre condition, qui est si fortement gravé dans le cœur de l'homme, peut quelquefois, et dans certains états de la société, faire naître des tendances parcimonieuses qui ne permettent pas de donner tout l'encouragement possible à l'accroissement de la richesse nationale; mais, que cette disposition, abandonnée à elle-même, devienne jamais trop forte ou non, personne ne peut songer à l'entraver, pas même dans tout ce qu'elle peut avoir de capricieux. Il n'y a cependant pas de raison pour qu'on l'encourage davantage en la caractérisant de devoir public. Le marché pour le capital national sera pourvu, tout comme les autres marchés, sans démonstrations patriotiques; et en livrant toute la question relative à l'économie, aux inspirations spontanées de l'intérêt et aux sentiments de chaque individu, nous nous conformerons mieux au grand principe

d'économie politique établi par Adam Smith, et à sa maxime générale, que la richesse des nations n'est jamais mieux assurée que lorsqu'on permet à chaque individu, aussi longtemps qu'il se conforme aux règles de la justice, de poursuivre ses intérêts d'après ses propres vues.

Il faut cependant avouer que cette même doctrine et toutes les doctrines fondamentales de cet ouvrage tendent à prouver, ainsi qu'il a été dit dans l'avant-propos, que la science de l'économie politique a plus de rapport avec la morale, et la politique qu'avec les mathématiques. Mais cette vérité, quoiqu'elle porte atteinte à l'exactitude des principes de la science, n'en diminue cependant point l'importance; car une science qui, comme l'économie politique, embrasse quelques-unes des questions le plus intimement liées au bien-être de la société, ne peut jamais manquer d'offrir le plus haut degré d'intérêt. Son étude tend à produire les résutats les plus utiles dans la pratique, et à empêcher de grands maux. Et si ses principes sont soigneusement établis sur une expérience assez large, il y a tout lieu de croire, d'après ce qui a déjà été fait, que, toutes les fois qu'ils seront judicieusement appliqués, ils tromperont rarement notre juste attente.

On fera peut-être aux doctrines émises dans la dernière partie de cet ouvrage une autre objection que je tiens beaucoup à repousser. Si les principes que j'ai posés sont vrais, il s'ensuit que la suppression soudaine des impôts sera certainement et fréquemment suivie, surtout pour les classes laborieuses de la société, d'effets très différents de ceux qu'on en attend généralement. Peut-être même pourrait-on en tirer une conclusion en faveur des impôts. Mais la conclusion rigoureuse que l'on doit en tirer, c'est qu'il ne faut jamais établir ou aggraver un impôt qu'en cas de nécessité absolue, et qu'il faut surtout faire tous les efforts compatibles avec l'honneur et la sûreté d'une nation, pour empêcher les dépenses publiques de devenir tellement excessives, qu'on ne puisse les prolonger ou les suspendre sans conduire à la ruine ou au dérangement des finances.

En admettant même que la pression d'un budget colossal et des impôts destinés à l'alimenter puisse, dans des circonstances spéciales, et avec des forces productives extraordinaires, donner une impulsion puissante à la richesse; en admettant, dis-je, ce fait, comme les pouvoirs de production, quelque grands qu'ils puissent être, doivent s'épuiser à la longue par des emprunts excessifs, et comme il en doit résulter la misère des classes laborieuses, soit que l'on continue le même système, soit qu'on cherche à revenir sur ses pas, il vaudrait assurément mieux pour la société qu'une telle richesse n'eût jamais existé.

Elle ressemble à l'énergie contre nature excitée par l'action de ces violents stimulants qui ne doivent jamais être administrés qu'en cas de nécessité absolue, à cause de l'épuisement qui en est la suite [1].

Dans mon *Essai sur la population*, j'ai fait l'observation suivante : « Dans tout le cercle des évènements humains, je doute qu'il y ait une source plus féconde de malheurs, ou qui produise invariablement des effets plus désastreux que l'élan soudain que prend la population à la suite de deux ou trois années d'abondance, élan qui doit nécessairement être arrêté par l'effet du premier retour de la disette, ou même par des années de moyennes récoltes [2] » La grande demande de bras qui eut lieu pendant la dernière guerre, a du produire un effet entièrement semblable, et qui a même été aggravé par le temps de sa durée ; et comme c'est là un état de choses essentiellement temporaire, il est évidemment du devoir de tous les gouvernements, s'ils prennent le moindre intérêt au bonheur de leurs sujets, d'éviter, autant que cela sera en leur pouvoir, toutes les guerres et toutes les dépenses excessives ; mais s'ils ne peuvent pas éviter de faire la guerre, au moins faut-il qu'ils en règlent les charges de manière à les rendre supportables à la nation pendant la durée des hostilités. Il faut aussi qu'ils évitent autant que possible, au moment de la paix, un trop grand dérangement dans l'état de la demande. On peut à juste titre déplorer qu'une telle masse d'impôts et une telle consommation aient jamais eu lieu, et qu'une impulsion si puissante, mais si passagère, ait été donnée à la richesse et à la population de notre pays ; mais c'est une question très différente de savoir, puisque le mal existe, quel est le meilleur remède à lui opposer. Si la population avait pris un grand développement pendant quelques années d'abondance, nous devrions certainement faire les plus grands efforts pour empêcher, au moyen de l'importation, la détresse qui pourrait être causée par le retour de récoltes moyennes. Lorsque le corps humain a été soumis à l'action d'un stimulant très énergique, l'on doit assurément avoir soin de ne pas l'en priver trop subitement. De même, lorsque le pays est malheureusement soumis à l'action excitante d'une dépense excessive et prolongée, c'est agir contre les lois de l'analogie et les vrais principes que de chercher le remède à ce mal dans une grande et soudaine réduction de la consommation.

Il y a tout lieu de croire que les classes ouvrières éprouveraient

---

[1] Ce passage répond suffisamment aux reproches qui ont été adressés à Malthus, au sujet de ses opinions sur les effets des impôts. (M. M.)

[2] Tome II, p 170, de ma 4e édition.

une perte grave, si l'objet qu'elles paraissent désirer si ardemment était atteint. Pour ceux qui vivent de revenus fixes, c'est un bien très grand et sans mélange que d'être allégés des impôts; pour les négociants et les marchands, c'est quelquefois un bien et quelquefois un mal, suivant les circonstances; mais, quant aux classes ouvrières, il n'y a point de suppression d'impôts, ni d'abaissement dans le prix du blé, qui puissent compenser pour elle le manque d'ouvrage. Si la demande générale de bras vient à manquer, et surtout si elle manque tout à coup, les classes laborieuses seront malheureuses au milieu de l'abondance; si, au contraire, la demande d'ouvriers est considérable, ils seront comparativement riches au milieu de la cherté[1].

Exposer ces faits, ce n'est point plaider la cause des impôts; c'est au contraire présenter une des raisons les plus fortes contre eux, c'est faire voir qu'ils sont un grand mal, non-seulement lorsqu'on les établit, mais encore et surtout lorsqu'on cherche par la suite à les supprimer. Ils ressemblent aux règlements malentendus du système mercantile cités par Adam Smith, et qui, quoiqu'on en reconnaisse les pernicieux effets, ne peuvent être abolis sans causer un mal notable pendant un nombre d'années assez considérable.

Les théoriciens sont sujets, dans leurs spéculations, à négliger ces intervalles de transition; mais des époques de huit ou dix ans, qui se renouvellent fréquemment, constituent des périodes assez importantes dans la vie de l'homme. Et selon que ces époques sont heureuses ou malheureuses, elles offrent une forte somme de félicité ou de détresse, et laissent le pays dans des situations très différentes, au moment où elles se terminent. Dans des temps prospères, les manufacturiers réalisent souvent des fortunes assez considérables pour se garantir de presque toutes les menaces de l'avenir; mais malheureusement les classes ouvrières, qui ont leur part dans la prospérité de la communauté, en ont une encore plus forte dans l'adversité générale. Elles éprouvent la plus grande détresse pendant l'époque de la réduction des salaires, et n'en sont pas suffisamment récompensées lorsque le taux des salaires s'élève. Les variations doivent toujours leur être plus nuisibles qu'avantageuses; et si nous avons à cœur, ce qui doit être l'objet principal de nos recherches, les moyens d'améliorer le sort et d'augmenter le *bonheur* de la grande masse de la société, notre but doit être

---

[1] Quelque minime que soit le prix des subsistances, si les ouvriers n'ont pas de travail, il faudra qu'ils aient recours à la charité.

autant que possible, de maintenir la paix et de régulariser nos dépenses[1].

[1] Malthus complète cette idée de la manière suivante, dans son *Essai sur le principe de la population*. (Liv. II, ch. 13.) « Toutes choses égales, d'ailleurs, on peut dire que les divers pays sont peuplés en proportion de la quantité d'aliments qu'ils produisent ou que l'on peut s'y procurer ; et que le *bonheur* y est en raison de la libéralité qui règne dans la répartition de ces aliments, ou, en d'autres termes, en raison de la quantité d'aliments que peut acheter l'ouvrier par une journée de travail. » Et plus loin, il ajoute : « Il est un objet plus intéressant encore que la détermination des causes qui règlent la richesse des nations, c'est la recherche des causes qui influent sur le bonheur des classes inférieures, qui forment malheureusement la partie la plus nombreuse des grandes nations. » Ces nobles pensées sont bien éloignées, on le voit, de la dureté systématique qu'il semble être de mode de reprocher aux doctrines de l'illustre économiste qui fut aussi un véritable philanthrope. Ce qui n'empêchera pas que nous ne lisions encore dans les écrits de ses détracteurs, que l'économiste anglais a sacrifié sans pitié l'homme à la richesse, la production au bonheur de ceux qui y concourent, le but au moyen, tant l'audace des systèmes est aveugle et l'orgueil de l'esprit inflexible ! Mais de pareilles assertions ne pourront plus faire fortune qu'auprès de ceux qui acceptent sans contrôle des opinions toutes faites ou jugent un auteur sans prendre la peine de le lire. (M. M.)

FIN DES PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LES PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

DES DÉFINITIONS

EN

ÉCONOMIE POLITIQUE,

PRÉCÉDÉES

DE RECHERCHES SUR LES RÈGLES QUI DOIVENT GUIDER LES ÉCONOMISTES DANS LA DÉFINITION ET L'EMPLOI DES TERMES DE LA SCIENCE,

SUIVIES

DE REMARQUES SUR LE DÉSACCORD DE LEURS ÉCRITS AVEC CES RÈGLES;

par

MALTHUS.

INTRODUCTION.

C'est en 1827 que Malthus publia son livre des *Définitions en économie politique.* Ce nouvel ouvrage de l'illustre auteur de l'*Essai sur la population* et des *Principes d'Économie politique*, reçut un brillant accueil, qui fut justifié par l'influence qu'il exerça sur les esprits, et il est regardé, en Angleterre, comme l'un des plus beaux monuments de la science économique.

Tous les grands ouvrages dont la science s'honore avaient alors paru, toutes les théories fondamentales qui se partagent son domaine avaient été exposées par leurs auteurs; Malthus résolut de les juger au point de vue de la logique, de vérifier leur exactitude technique et la concordance de leur nomenclature. Ce fut cette pensée qui lui inspira ce nouvel ouvrage, qui était un service de plus rendu à des études auxquelles il consacra sa vie et à des vérités qui étaient pour lui un culte. Fonder l'unité de la science, en faisant ressortir les dissidences de ses écrivains pour les conduire à un mutuel accord, en commentant l'emploi de ses termes pour en définir irrévocablement les acceptions, tel fut le but qu'il se proposa. Il l'atteignit, du moins en Angleterre, où les bases qu'il a posées n'ont pas peu contribué à fixer les incertitudes qui obscurcissaient le langage des économistes. Cette revue des écoles diverses, en même temps qu'elle était une critique de la science et une histoire de la formation successive des idées qui la constituent, était aussi un enseignement de ses doctrines et un résumé de ses lois principales. L'année même où parurent les *Définitions*, J.-B. Say, qui était en plusieurs points l'adversaire de l'auteur, sans cesser d'en être l'ami, l'apprécia en ces termes dans la *Revue encyclopédique* [1], « Ces définitions,

[1] Tome XXXIII, page 495.

et les développements qui les précèdent ou qui les suivent, jetteront beaucoup de jour sur plusieurs questions d'économie politique, et seront très utiles aux français qui sont jaloux de se familiariser avec le langage des économistes anglais; car on doit cette justice à l'estimable auteur de cet ouvrage, qu'avec un amour sincère de la vérité, son langage est simple et clair... Au milieu de toutes ces disputes, des vérités jaillissent; on rectifie de fausses notions et la science gagne du terrain. »

Nous croyons avec l'éminent auteur du *Traité d'économie politique*, qu'elle en eût gagné davantage en France, si le livre de Malthus y eût été connu. J.-B. Say avait annexé, l'année précédente, à la quatrième édition de son Traité, un *Epitome* où il détermine la signification qu'il attache à chacun des mots du dictionnaire de la science; mais cet utile ouvrage, que Malthus a souvent mis à profit dans la seconde partie du sien, où il se propose le même objet, était purement dogmatique; et il n'entrait pas dans le plan de l'auteur de mettre en regard les opinions de tous les économistes, de les discuter, et d'essayer, par la critique comparée des formules qui en sont le symbole, une tentative de conciliation. L'œuvre de l'auteur anglais qui, lors de son apparition n'avait pas trouvé de traducteur, ne saurait donc manquer d'être de la plus grande utilité aux lecteurs français et à la consolidation de la science économique dans notre pays.

Nous espérons que le résultat nous donnera raison d'en avoir jugé ainsi. M. Alc. Fonteyraud, dont la connaissance approfondie de la langue de l'original, et les travaux estimés sur la situation économique de l'Angleterre nous rendent ici la collaboration précieuse, a bien voulu se charger de faire passer dans notre langue le livre des *Définitions;* et nous ne doutons pas que le mérite littéraire de sa traduction ne soit apprécié à sa juste valeur par ceux qui prendront la peine de comparer le texte anglais à la version française.

On peut différer d'avis sur la certitude comparée des sciences physiques et des sciences morales et politiques, mais on ne saurait révoquer en doute le désavantage de ces dernières, sous le rapport de la fixation scientifique des termes dont elles se servent. Dans l'étude des sciences physiques, où la réalité extérieure de l'objet nous force à nous appuyer continuellement sur les choses, l'esprit, en opérant sur les

mots et sur les idées, opère, en quelque sorte, sur les choses elles-mêmes. Dans les sciences morales, au contraire, où l'objet ne tombe pas sous les sens, cet objet nous échappe facilement, et nous sommes exposés à opérer sur des idées sans modèle. De là une confusion et une obscurité qu'on a reproché aux sciences morales comme un témoignage de leur faiblesse, et qui ne sont en réalité qu'un résultat fâcheux de la nature des phénomènes qu'elles embrassent. En prononçant les mêmes mots, on croit s'accorder à exprimer les mêmes idées, quoique d'ordinaire les uns ajoutent à une idée complexe des idées partielles qu'un autre en retranche. Il arrive alors que des combinaisons d'idées différentes n'ont qu'un même sens, et que les mêmes mots ont dans différentes bouches, et souvent dans la même, des acceptions tout à fait opposées. Cette délicatesse naturelle du sujet exige donc l'attention la plus soutenue et la connaissance approfondie de toutes les parties dont se compose une science.

L'économie politique, sous le rapport du langage, se trouve dans des conditions moins favorables que les autres sciences morales. Venue la dernière de toutes, parce que la détermination de ses principes exige une certaine série de phénomènes incompatibles avec une situation politique où ne peut s'opérer le libre développement des forces complexes et mobiles de la société, elle a trouvé les termes qui désignent les idées dont elle s'occupe, rigoureusement definis par les logiciens, ou arbitrairement fixés par le langage vulgaire. Il a fallu, pour créer la langue économique, dégager les termes de l'alliage qui en altérait la pureté scientifique, et s'éloigner, en beaucoup de points, des acceptions généralement admises, tout en s'efforçant de s'en rapprocher le plus possible, afin de se faire mieux comprendre de la foule. Il est difficile, pour ceux qui étudient comme pour ceux qui enseignent, d'oublier complètement le sens usuel des mots que l'économie politique s'est appropriés en les déterminant; et cette tyrannie du langage commun, qui est une source d'embarras pour le début des uns, a été une cause fréquente d'erreurs pour les écrits des autres. Souvent des termes que leur généralité ne permettait pas de circonscrire et de plier aux exigences d'une analyse rigoureuse, se sont imposés sans appel à la science, comme le mot *travail*, ce principal instrument de production.

qui signifie plutôt le résultat de la force productive qui réside dans l'homme, que cette force elle-même, l'effet que la cause. D'un autre côté, la difficulté de ranger sous une dénomination unique des faits dont la nature est complexe et le mouvement varié, a obligé les économistes à étendre le sens assigné à certains mots par l'usage commun, et a en forcer la signification, comme dans le mot *terre*, auquel les fondateurs de la science ont attaché certaines idées, que la raison souffre de voir confondues dans la même appellation. Si l'on ajoute à ces obstacles, que la création de la langue économique a particulièrement rencontrés, la métamorphose que certains mots subissent sous la plume inocemment nuisible des ignorants, et sous celles des intéressés, qui s'efforcent d'obscurcir, afin de les discréditer, des principes qui contrarient leurs vues, parce qu'ils sont impartiaux comme la vérité et inflexibles comme la justice; si l'on réfléchit, en outre, à la diversité naturelle de l'esprit des penseurs et à l'influence que les faits extérieurs et le milieu où ils ont vécu ont exercé sur eux, on ne s'étonnera plus des divergences qui règnent dans la nomenclature économique.

Mais ce qui semblera un sujet d'étonnement légitime, c'est que les adversaires de l'économie politique se soient fait un argument des dissidences qui altèrent l'unité de sa langue, pour nier la science elle-même. De pareilles attaques montrent une grossière ignorance de la manière dont se forment les sciences, et se précise leur langage. Une science, qui est la possession d'un certain ordre de vérités, est le produit de l'élaboration des siècles; elle ne s'étend qu'avec les faits, ne se consolide qu'avec l'expérience, ne grandit que par la discussion. Chacun de ses progrès jaillit d'une polémique qui, en s'exerçant sur les signes de la pensée, porte sur la pensée elle-même. Des dissentiments multipliés ont entouré le berceau de toutes les sciences. Les annales de l'esprit humain prouvent que ce n'est qu'après avoir passé par l'épreuve préliminaire de débats agités entre les écoles diverses, qu'elles sont arrivées à un certain degré de certitude et qu'elles ont acquis droit de cité dans le domaine des connaissances humaines.

S'il est vrai qu'une science solidement établie ne se reconnait qu'à une langue universellement acceptée, il ne reste plus à l'esprit humain qu'à s'humilier bien profondément : car quelle est la science qui puisse se

vanter de posséder cette consécration, d'une nomenclature incontestée? Combien de dissentiments ne se sont pas produits même dans la chimie, depuis Lavoisier, son organisateur? Sans parler des sciences naturelles, parmi les sciences morales les plus avancées, en est-il une qui soit parvenue à donner une définition fixe et incontestée de ses principaux éléments? Qui ne sait que la jurisprudence en est encore à chercher une définition pour le droit, l'esthétique pour le beau? La philosophie qui du sein des hauteurs où elle habite laisse parfois tomber d'orgueilleux dédains sur l'économie politique, par l'organe de certains adeptes auxquels échappe la relation intime et nécessaire qui unit l'utile au juste, la philosophie aurait-elle la prétention d'être seule affranchie de la loi commune? Demandez-lui de se définir : autant d'écrivains différents, autant de définitions différentes. Rien de plus contradictoire, de plus incertain ; à moins que vous n'acceptiez comme incontestable cette définition du célèbre métaphysicien Wolf, proclamée comme une grande découverte : « La philosophie est la science du possible en tant que possible. » — Ce qui est possible, mais peu probable. Que de discussions sur le mot métaphysique, depuis les commentateurs Alexandrins d'Aristote jusqu'à Schelling! Il serait facile de multiplier ces exemples, que nous sommes bien loin de considérer comme un reproche ou une cause d'interdiction pour la philosophie. Nous ne poussons pas l'exaltation de la logique verbale jusqu'à croire que l'idée est l'esclave nécessaire du mot. Ces discordances dans l'unité de son langage empêchent-elles la philosophie d'exister par elle-même, d'être le centre d'un mouvement intellectuel qui est l'un des faits caractéristiques de notre temps, de constituer l'une des études les plus attrayantes, le plus noblement désintéressées qui puissent être proposées aux méditations des hommes? Qui oserait le soutenir? La philosophie est une science, et une science aussi réelle que les sciences physiques, parce qu'elle a ses racines dans l'âme de l'homme, comme l'économie politique dans la société humaine; parce qu'elle porte, comme les autres sciences, sur un ordre de faits qui est une matière bien déterminée d'observations, qui ne peut se confondre avec aucune autre et qui a exercé à toutes les époques les méditations de génies puissants auxquels l'économie politique peut trouver des rivaux, sans leur opposer des ennemis.

Est-il raisonnable de se montrer plus exigeant envers l'économie politique à peine sortie de sa période de formation, et sur laquelle moins de deux générations ont passé, qu'à l'égard de la philosophie qui, de l'aveu de ses sectateurs, a commencé avec le premier homme et défraie une section tout entière de l'Académie des sciences morales et politiques ? Si la philosophie s'était acharnée à chercher, pour elle-même, une définition qui obtînt une adhésion unanime, elle n'eût pas avancé d'un seul pas depuis l'école de Thalès. Mais elle a passé outre, et elle a eu raison. C'est ce qu'a fait l'économie politique.

Un imposant ensemble de vérités déduites des rapports qui découlent de la nature même des choses, de principes incontestés d'une application sûre et d'un but certain suffit à son ambition et prouve assez ce qu'elle vaut. Elle n'hésite nullement à avouer ce qui lui manque ; mais elle a assez de ce qui lui reste pour être une belle science, une science qui n'est pas seulement un noble sujet d'investigation et un aliment substantiel pour la pensée, mais encore un puissant instrument de prospérité et de progrès pour l'humanité.

Si l'on pénètre, du reste, au fond des choses, on s'apercevra facilement, et nous en avons donné plusieurs exemples dans les notes dont nous avons accompagné les *Principes d'économie politique*, que ces divergences d'opinions, dont on se fait une arme contre elle, sont souvent plutôt apparentes que réelles ; et nous ne craindrions pas d'être taxé de partialité par ceux dont une étude consciencieuse justifie la compétence, en soutenant que l'économie politique est, de toutes les sciences morales, celle qui possède le plus grand nombre de principes hors de toute contestation et le criterium de certitude le plus assuré. Nous espérons que l'ouvrage que nous publions aujourd'hui aura une heureuse influence dans notre pays sur les progrès de la science, en rendant ses affirmations plus précises, son langage mieux circonscrit, sa valeur moins contestée, et en opérant, entre les esprits, un rapprochement qui ne peut que tourner au profit des idées auxquelles la science économique attache le bien-être, la liberté et la communion fraternelle des nations.

M. MONJEAN.

—

PRÉFACE.

—

On s'est plaint fréquemment des dissidences qui séparent les économistes, et, il faut l'avouer, on s'en est plaint à trop juste titre. Au premier rang des causes qui ont amené ces dissidences, il faut placer les différentes interprétations données aux mêmes termes par divers auteurs.

Le but de cet écrit est d'appeler l'attention de tous sur un obstacle qui entrave l'étude de l'économie politique, et qui a acquis une gravité réelle. Mais, pour atteindre ce but, il ne suffisait pas d'établir des règles pour la définition, l'usage des termes de la science, et de mettre ces règles en pratique, il fallait indiquer les difficultés qui se sont glissées dans les ouvrages les plus estimés, par suite de la négligence avec laquelle on semble avoir traité la nomenclature économique. Ceci m'a naturellement amené à discuter certains principes, certaines questions de classification qu'il était urgent tout d'abord de décider, comme devant être les bases de tout système visant à l'exactitude en fait de définition et d'application des termes.

Tels sont les motifs qui m'ont dirigé dans la discussion et la distribution du sujet.

—

DES DÉFINITIONS

EN

ÉCONOMIE POLITIQUE.

CHAPITRE I.

RÈGLES POUR LA DÉFINITION ET L'USAGE DES TERMES EN ÉCONOMIE POLITIQUE.

Les mots qui servent à exprimer une définition mathématique peuvent varier, mais le sens qu'emporte cette définition est constamment le même. Ainsi on peut définir la ligne *droite :* la trace d'un point qui se meut directement vers un autre point; ou, encore, le plus court chemin d'un point à un autre; mais dans les deux cas, il sera impossible de se méprendre sur la nature des lignes qui se rapprochent de cette définition ou s'en éloignent.

Il n'en est pas de même quand il s'agit de sciences moins exactes. Les classifications de l'histoire naturelle, en dépit de tous les efforts, de toute la sagacité qu'on y a consacrés, sont cependant encore tellement vagues, qu'il est parfois difficile de déterminer le point précis où s'arrêtent tel genre, telle espèce, et de ne pas déclasser les individus. La difficulté s'accroît encore dans les sciences morales et politiques. La signification que différentes personnes attribuent aux termes de la science, varie suivant leurs habitudes, leurs opinions, leurs lumières, et cette diversité est une source continuelle d'équivoques et d'erreurs. Les mots de vertu, moralité, équité, charité, sont certainement des plus usités; et cependant on est fort peu d'accord sur la nature des actions qui pourraient se ranger sous chacune de ces belles désignations.

Les mots de liberté, liberté civile, liberté politique, gouvernement constitutionnel, etc. etc., prennent fréquemment des significations diverses entre les mains de différentes personnes et se dérobent ainsi à tout contrôle.

On a souvent dit de l'économie politique qu'elle se rapproche des sciences exactes et mathématiques. Mais je crains, surtout après les altérations récemment introduites dans les définitions et les doctrines d'Adam Smith, qu'elle ne se rapproche davantage des sciences morales et politiques [1].

On semble fort peu d'accord, jusqu'à présent, sur la meilleure définition à donner de la richesse, du capital, du travail productif, de la valeur, et sur ce qu'il faut entendre par salaires réels, — par profits, — par le mot de travail, — par la demande, etc., etc., etc [2].

Pour remédier à ces indécisions, suivies de tant de divergences, on a pensé qu'il serait utile de créer une nomenclature plus parfaite et plus précise. Les inconvénients d'une nouvelle nomenclature se trouvent compensés, je l'avoue, et au-delà, par l'utilité qui en résulte dans des sciences telles que la chimie, la botanique, la zoologie, où il s'agit de classer, de décrire une immense variété d'objets peu connus, de manière à graver dans notre esprit leurs caractères distinctifs. Mais, dans les sciences morales et politiques, où les termes généraux sont en petit nombre et pénètrent dans le langage habituel, une telle réforme ne serait pas admise. En admettant même qu'elle le fût, elle ne donnerait pas à cet ordre de sciences l'impulsion féconde que communiquèrent à la botanique, à la zoologie, à la chimie, les nomenclatures de Linnée, Lavoisier et Cuvier.

Il s'agit dès-lors d'examiner quelles sont les règles les plus claires, les plus naturelles à suivre dans la définition et l'application des termes employés en économie politique. Ce à quoi il nous faudra surtout viser, c'est à avoir des définitions qui nous permettent d'expliquer, de la manière la plus précise et la plus convenable, la nature et les sources de la richesse des nations. Ces définitions obtenues, il faudra s'attacher ensuite à en faire un bon emploi. Quant aux règles qui devront nous guider principalement, on pourrait peut-être les ramener aux quatre suivantes :

Premièrement. Lorsqu'on emploie des termes qui se reproduisent fréquemment dans la conversation des personnes instruites, il faut s'attacher à les définir, à les appliquer de manière à leur conserver le sens

---

[1] Voyez sur ce point ce que dit l'auteur, page 1, ainsi que la note de J.-B. Say. (M. M.)

[2] Le lecteur pourra s'étonner de voir que le sens de tous ces termes, après avoir été déterminé depuis si longtemps par Adam Smith, et l'avoir été, suivant moi, avec une grande précision, ait été dernièrement mis en question et altéré ; cela est étrange, en effet, mais cela est vrai.

qui leur est attribué le plus ordinairement. C'est la meilleure autorité qu'on puisse invoquer pour établir la signification des mots.

Secondement. Lorsque la multiplicité des termes ne permet pas de les sanctionner par un usage général, la meilleure autorité que l'on puisse invoquer est celle des représentants les plus illustres de la science, surtout s'il en est un, parmi tous, que le consentement unanime ait revêtu du titre de fondateur. De cette manière, que les termes soient nouveaux, nés avec la science elle-même, ou qu'ils aient simplement pris un nouveau sens en changeant de terrain, ils seront connus et compris de la majorité des lecteurs.

On observera sans doute que ce culte pour des autorités consacrées nous enchaîne au passé et paralyse les progrès futurs. Cela est parfaitement vrai, et je n'entendrais nullement proposer aux économistes « *jurare in verba magistri* », s'il était parfaitement démontré qu'une modification dans les mots fût utile et contribuât à faire marcher la science. Mais il faut reconnaître que dans les sciences spéculatives, il est peu de définitions qui ne soulèvent des objections plausibles et même sérieuses; et si nous nous décidions à en créer de nouvelles toutes les fois que celles déjà admises paraîtraient incomplètes, nous produirions une instabilité fâcheuse et continuelle dans la théorie, sans pour cela atteindre le but proposé.

Parfois, cependant, des changements deviennent nécessaires, et alors il nous semble que les règles à suivre doivent être celles indiquées dans le paragraphe suivant.

Troisièmement. Il faut d'abord que la modification proposée détruise radicalement les objections faites aux termes anciens, et ne soulève pas, en même temps, d'autres objections, égales ou même plus fortes. En un mot, il faut que cette modification paraisse clairement *utile* en facilitant les progrès de la science. Toute réforme est en elle-même un mal, et ne devient légitime, acceptable, qu'à force d'utilité et d'avantages.

Quatrièmement. Il faut encore que les nouvelles définitions concordent avec celles qui constituent le fond de la science, et que les mêmes termes conservent toujours le même sens. Dans le cas cependant où des habitudes invétérées auraient donné plusieurs significations au même mot, il deviendrait nécessaire de préciser celle que l'on adopte, soit par une note, soit par les développements du texte même.

Ces règles me semblent devoir nous guider de la manière la plus sûre, la plus naturelle dans les définitions de l'économie politique. Des changements qui seraient faits en dehors de ces sages prescriptions,

loin d'activer la marche de la science, mettraient en question ses progrès, peut-être même sa solidité.

Ces règles, cependant, qui, par leur clarté, leur netteté, paraissent devoir s'imposer à l'attention des penseurs, ont été trop souvent méconnues, oubliées par les économistes. Nous aurons peut-être contribué à démontrer leur importance, et à les faire entrer dans la pratique, en indiquant combien s'en sont écartés les écrivains les plus célèbres et les plus respectés.

—

CHAPITRE II.

DE LA DÉFINITION DE LA RICHESSE PAR LES ÉCONOMISTES FRANÇAIS.

Nous ne nous arrêterons pas aux erreurs, aux fausses désignations, aux équivoques du système mercantile; c'est un terrain indigne de la science. Mais la doctrine des Économistes français du XVIIIe siècle, par sa valeur logique, par ses tendances à la précision, mérite de nous arrêter. Cependant, nous devons dire en commençant, que leur définition de la richesse viole la première et la plus importante des règles qui doivent diriger les savants dans l'emploi des mots. La richesse, les richesses, l'opulence, sont des termes qui appartiennent au langage usuel; et s'il faut avouer que peu de personnes pourraient décrire nettement ce qu'elles entendent quand elles parlent de la richesse d'un pays, il n'en est pas moins vrai que tous ceux qui emploient ce terme dans sa signification ordinaire, l'appliquent *également* au produit net et au produit brut de tous les pays. Il est certain que deux pays jouissant du même produit brut et du même produit net, peuvent néanmoins différer essentiellement, quant à la distribution des éléments principaux de la richesse, tels que de bonnes maisons, de beaux meubles de bons habits, de bonnes voitures. Ainsi, il se peut que, dans un cas, toutes ces choses appartiennent à quelques grands propriétaires et à un petit nombre de manufacturiers et de commerçants; il se peut que dans l'autre elles soient entre les mains d'un nombre de propriétaires égal ou supérieur, et d'une proportion infiniment plus considérable de manufacturiers et de commerçants. Il suffirait, pour produire une telle différence, de la conversion d'un certain nombre d'oisifs et de valets en agents producteurs— le montant du produit brut, du produit net et de la population restant, d'ailleurs, le même dans les deux cas. D'où il résulte qu'en mettant en regard la richesse de différents pays, on arriverait à des résultats complètement opposés, suivant qu'on attribuerait au mot *richesse* le sens

indiqué par les Économistes, ou le sens indiqué par l'usage. Cette seule considération suffit pour ôter aux œuvres des Économistes une grande partie de leur valeur pratique [1].

CHAPITRE III.

DE LA DÉFINITION ET DE L'EMPLOI DES TERMES PAR ADAM SMITH.

En examinant les définitions et les termes proposés par Adam Smith dans sa *Richesse des nations*, on découvre qu'il s'est moins fréquemment et moins sérieusement écarté des règles établies précédemment, que les écrivains qui l'ont suivi et contredit. Il semble, plus qu'aucun autre, avoir eu constamment en vue, un résultat essentiel, celui d'exposer, de la manière la plus intelligible, les causes de la richesse des nations, et de conserver aux termes leur signification la plus ordinaire. Si, donc, il s'est trompé, sous ce rapport, ce n'a pas été en tombant dans l'erreur commune et en modifiant le sens des mots, mais bien en

---

[1] Malthus semble penser que les Économistes du XVIIIe siècle déniaient la qualité de richesse à l'une ou à l'autre de ces deux divisions de la production agricole, qu'ils appellent produit brut et produit net. Le produit brut et le produit net, qui n'en est qu'un démembrement, sont *également* rangés par Quesnay dans la catégorie des richesses. « Le produit des terres, dit le plus profond vulgarisateur des doctrines du fondateur de l'École physiocratique, Mercier de La Rivière (*Ordre naturel des sociétés politiques*, chap. 2), se divise en produit *brut* et en produit *net*. Comme en général un produit ne s'obtient que par le moyen de dépenses préalables, il commence d'abord par être un produit brut, c'est-à-dire une masse plus ou moins forte de productions, chargée de restituer la valeur de toutes les dépenses qui l'ont fait naître. Quand sur cette masse ces mêmes dépenses ont été reprises, le surplus qui reste est un produit net. Il est tout gain pour la société, parce qu'il est par lui-même, et à tous égards, *un accroissement de richesses* pour la société. » Cependant il est vrai de dire que l'école tout entière n'était pas d'accord sur la définition de la richesse, puisque le même auteur, contredisant formellement la première assertion, dit, au chap. 14 du même ouvrage : « J'entends par le terme de *richesse* une masse de valeurs *disponibles*, de valeurs qu'on puisse consommer au gré de ses désirs, sans s'appauvrir, sans altérer le principe qui les reproduit sans cesse. Il n'y a que le *produit net* des cultures qui soit richesse, puisqu'il est dans la masse des productions la seule partie dont nous puissions disposer pour nos jouissances. Le surplus de cette masse n'est pas disponible pour nous, il appartient à la culture ; c'est elle qui tous les ans doit le consommer ; nous ne pouvons le lui dérober que nous n'en soyons punis par l'extinction de nos richesses... Le seul produit net est richesse. » Ce passage d'un auteur, qu'il avait étudié et qu'il cite souvent, suffit pour prouver que l'assertion de Malthus n'est pas entièrement dénuée de fondement.

ne donnant pas à ses définitions une précision et une netteté suffisantes, ou en s'écartant parfois des limites qu'il s'était tracées lui-même.

Ainsi, sa définition de la richesse n'est pas suffisamment rigoureuse, et il ne s'y est pas toujours conformé. Cependant, il n'est pas douteux que par ce terme de *richesse* il entend tous les produits matériels, nécessaires, utiles ou agréables à l'homme, et qui ne lui ont pas été distribués en quantité illimitée par la nature. Or, je suis persuadé que c'est là le sens le plus généralement admis et celui qui peut le mieux servir à nous expliquer les causes de la richesse des nations.

En prenant pour mesure de la valeur d'une marchandise la somme de travail qu'elle peut rétribuer, il n'a pas appuyé, suivant moi, sa théorie sur des raisons assez concluantes. Il n'a pas établi, non plus, d'une manière parfaitement claire, s'il a en vue le travail qu'une marchandise peut rétribuer ou le travail consacré à la produire. Il lui est souvent arrivé, encore, de négliger dans la pratique la mesure choisie par lui et d'y substituer, par exemple, la quantité de blé qu'une marchandise peut servir à acheter ; or, le blé, considéré comme mesure de la valeur, a

---

On n'en saurait dire autant de sa seconde observation, d'où il ressort que les Physiocrates ne pouvaient se faire une idée exacte de la prospérité nationale et de la distribution de la richesse dans un pays. Le même auteur nous en fournira la preuve : « Le meilleur état possible d'une nation, dit Mercier de La Rivière dans le même chapitre, est évidemment celui où est attachée la plus grande somme possible de jouissances et la plus grande sûreté ; il consiste dans la plus grande masse possible de valeurs *disponibles*. Car ce sont les seules dont nous puissions toujours jouir, et sur lesquelles la sûreté puisse s'établir... La plus grande richesse possible ne peut être que le résultat de la plus grande abondance possible des productions nationales, jouissant constamment de leur meilleur prix possible, prix qui ne peut régner dans une nation que par le moyen de la plus grande liberté possible dans le commerce. » Quesnay, de son côté, posait ce principe dans son *Tableau économique* (4e observation) : « C'est par l'ordre de la distribution des dépenses, selon qu'elles reviennent ou qu'elles sont soustraites à la classe productive, selon qu'elles augmentent ses avances ou qu'elles les diminuent, selon qu'elles soutiennent ou qu'elles font baisser le prix des productions, qu'on peut calculer les effets de la bonne ou mauvaise conduite d'une nation. » Selon Dupont de Nemours (*Abrégé des Principes de l'économie politique*), « la science economique n'est autre chose que la connaissance des voies naturelles de la distribution de la part de tous et de chacun. » Et il ajoute : « Il est de la première importance de bien déterminer la part qui doit être restituée à la terre, parce que, si on ne lui rend pas, personne n'en aura plus, et que, plus on l'a lui fera bonne et forte, meilleure sera celle des autres. » On est d'autant plus surpris de voir Malthus commettre cette inadvertance, qu'il est de tous les économistes anglais, si l'on en excepte Adam Smith, celui qui a le mieux connu les Physiocrates, auxquels il se rattache étroitement par ses doctrines sur la nature de richesse, le travail productif et la production territoriale. (M. M.)

des propriétés essentiellement distinctes de celles du travail. Cependant, et en dépit de ces anomalies, il a évidemment conservé aux mots *travail* et *valeur* le sens qui leur est généralement attribué, et sauf quelques exceptions, il s'est servi du travail, considéré comme mesure des valeurs, de la manière la plus propre à élucider les vérités de la science.

On a souvent reproché à Adam Smith d'avoir donné au terme *productif* un sens inusité et inexact. Mais si nous examinons la manière dont on emploie ce terme dans la conversation, nous reconnaîtrons qu'il sert à désigner tout ce qui peut être considéré comme cause, relativement à un effet quelconque; et cela indépendamment du sens spécial qu'on voudrait y attacher. Ainsi, nous disons que telles et telles choses produisent les meilleurs effets; d'autres, au contraire, les plus mauvais effets; que d'autres, enfin, ne produisent aucun effet sensible; par là, nous entendons que telles choses causent d'excellents effets, d'autres, de détestables effets, et que telles autres ne causent aucun effet perceptible. Et ces effets peuvent, d'après le texte de la discussion, s'appliquer indifféremment à la santé du corps, à la culture de l'esprit, à l'organisation sociale ou à la richesse d'un pays.

Or, Adam Smith avait porté ses recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Après avoir restreint l'application du terme *richesse* aux seuls objets matériels, et avoir indiqué le travail humain comme la principale source de toute richesse, il vit clairement qu'il était nécessaire d'établir une certaine distinction entre les différents genres de travail. Indépendamment de leur utilité propre, tous les différents ordres de travail, ont, en effet, une influence essentiellement distincte sur la production de ces mêmes richesses dont il recherchait l'origine. Il appela les uns *productifs*, ou productifs de richesse, les autres, *improductifs*, ou non productifs de richesse. Et sachant que toute tentative faite pour évaluer les mille circonstances qui peuvent contribuer indirectement à la production des richesses, aurait pour effet de confondre la production et la consommation dans un chaos d'équivoques et de subtilités, il a décrit le travail productif de manière à faire voir clairement qu'il entendait par là un travail si directement créateur de richesse, qu'on peut en tenir compte et le retrouver dans la quantité et la valeur des objets produits.

Il ne paraît donc pas que, dans l'application des mots *productif* et *improductif*, il ait le moins du monde violé les usages de la conversation et du style ordinaires. Si même, nous examinons sérieusement et impartialement les conséquences qui résulteraient d'une confusion

entre les différents ordres de travail, nous reconnaîtrons que les termes dont il se sert sont merveilleusement adaptés au but qu'il se propose. Ce but, on le sait, était d'exposer clairement, et d'une manière satisfaisante, les causes de la richesse des différentes nations, d'après la valeur attribuée généralement à ce mot de richesse, et indépendamment des théories spéciales de chacun [1].

Là où Adam Smith s'est surtout égaré, quant à l'emploi des termes, c'est dans l'application du mot *réel*. Il dit et répète fort distinctement que la valeur *réelle* d'une marchandise est la quantité de *travail* qu'elle sert à acheter, par opposition à sa valeur *nominale*, qui est sa valeur en numéraire ou en tout autre objet désigné. Si, maintenant, il en vient à appliquer le mot réel aux salaires, il lui donne un sens tout à fait différent; il dit que les salaires *réels* du travail sont les objets de nécessité ou d'agrément que l'argent reçu par l'ouvrier lui permet d'acquérir. Or, il est impossible que ces deux manières d'appliquer le mot *réel* soient exactes et se concilient. Si la valeur du travail varie constamment avec la quantité variable des objets de nécessité et d'agrément qu'il peut procurer à l'ouvrier, c'est être par trop inconséquent que d'en faire une mesure de valeur. Si, d'un autre côté, on peut s'en servir comme d'une mesure pour la valeur réelle des marchandises, n'en résulte-t-il pas nécessairement que la valeur moyenne d'une quantité donnée de travail d'une certaine nature, ne peut jamais être considérée comme soumise aux différentes quantités de marchandises avec lesquelles on peut l'échanger? Adam Smith semble même avoir parfaitement compris ceci dans le cinquième chapitre de son premier livre. Il y est dit que lorsque la quantité des marchandises échangées contre le travail, augmente ou diminue, ce sont les marchandises qui varient, non le travail [2].

Pour rester dans le vrai, il nous faut donc cesser de donner au mot *réel* l'une ou l'autre des significations adoptées par Adam Smith.

Si ce terme n'avait jamais eu en économie politique d'autre sens que celui choisi par Adam Smith, il serait évidemment avantageux de le maintenir; l'expression de *valeur réelle* répondrait parfaitement aux nécessités du raisonnement, et nous éviterait toutes les explications qui résulteraient de l'emploi de quelque nouveau mot, tel que positif, ab-

---

[1] Voyez, comme complément des remarques de Malthus, sur les dénominations employées par Ad. Smith, les deux premiers chapitres des *Principes*. (M. M.)

[2] Voyez les observations que Malthus présente sur cette matière dans son *Essai sur la population*, p. 19 et 452. (Édition Guillaumin.) (M. M.)

solu, intrinsèque, naturel. Mais l'adjectif *réel* a été fréquemment appliqué au salaire par un grand nombre d'écrivains, qui ont voulu désigner ainsi, par opposition au salaire nominal, la somme réelle d'aliments et de bien-être que l'ouvrier peut acheter. L'affaire n'est donc pas si facile à arranger, et il faut aviser, de toute nécessité, à décider laquelle des deux significations doit être rejetée, laquelle doit être maintenue.

En nous reportant aux règles établies précédemment, nous verrons que le terme *réel*, quand il s'applique aux moyens d'échange, semble indiquer le pouvoir de commander, d'acheter les objets de nécessité, d'utilité ou d'agrément, plutôt que le pouvoir d'acheter du travail. Une certaine quantité de richesse est évidemment plus *réelle* qu'une certaine quantité de travail, si, d'ailleurs, nous conservons au mot réel sa valeur habituelle; mais si nous persistons à l'appliquer au salaire, il nous faudra exprimer par les adjectifs absolu, intrinsèque, positif, naturel, ce qu'Adam Smith désigne par le mot réel, en parlant de la valeur. Il serait encore plus à désirer que les économistes s'entendissent pour assigner un sens spécial au mot valeur, par opposition au mot prix. Ainsi, toutes les fois qu'on désigne la valeur d'une marchandise, sans désigner en même temps un objet spécial servant de mesure, on se servirait du mot *valeur*, comme on se sert du mot *prix* pour indiquer le prix en argent, toutes les fois que l'on ne fait pas suivre ce mot de la désignation d'une marchandise spéciale [1].

Cependant, si l'on trouve que le mot *réel*, dans le sens qui lui a été primitivement et généralement attribué par Adam Smith, s'est à la longue imposé aux esprits, de manière à n'être que difficilement écarté; si, de plus, on pense qu'il faille ajouter parfois ce qualificatif au mot valeur, afin de faciliter les explications; enfin, si pour exprimer la pensée d'Adam Smith, le terme réel, semble préférable aux mots intrinsèque, positif, absolu, naturel, il y aurait peu d'inconvénients à lui laisser sa signification première. Seulement, en parlant des salaires du travail, il faudrait le considérer comme indiquant les objets qui satisfont à nos besoins, à notre bien-être, à nos plaisirs. Au lieu de salaires *réels*, il faudrait dire alors salaires en blé, en marchandises, ou en tout autre objet. Mais l'autre changement me parait infiniment plus simple, et, par suite, infiniment préférable.

---

[1] Cette distinction est aujourd'hui adoptée par tous les économistes. — C'est un point de doctrine arrêté que le *prix* d'une chose est sa *valeur* exprimée en monnaie, ou, en d'autres termes, la quantité de monnaie que l'on consent à donner pour l'obtenir. (M. M.)

CHAPITRE IV.

DE L'EMPLOI DU MOT UTILITÉ, PAR M. SAY.

Ce serait m'exposer à des dissertations infinies et à des répétitions constantes que de prendre une à une les principales définitions des économistes du continent, et de confronter la manière dont ils ont employé les termes de la science, avec les règles que nous avons déjà établies. Mais, je ne puis passer sous silence un exemple dans lequel M. Say s'en est écarté d'une manière flagrante. Je puise cet exemple dans le chapitre de son bel ouvrage qui traite du mot *utilité*.

Tous ceux qui ont étudié le livre de M. Say, reconnaîtront, tout d'abord, qu'il a donné au mot *utilité* un sens complètement différent de celui qui lui est assigné dans la conversation ordinaire, ou même dans les livres de ceux que l'on considère comme les meilleures autorités dans les questions d'économie politique. Partant de ce principe qu'une chose n'a de prix qu'autant qu'elle est utile à tel ou tel individu, il en est venu à identifier étrangement l'utilité avec la valeur, et à proclamer l'utilité d'une marchandise proportionnelle à sa valeur. Or, on s'accorde généralement pour distinguer entre ce qui est *utile* et ce qui est *cher*, entre ce qui peut satisfaire les besoins reconnus et universels de l'humanité, et ce qui répond seulement aux goûts capricieux de quelques-uns. Il a ainsi méconnu la première, la principale de toutes les règles à observer dans l'emploi des termes techniques.

Secondement, il combat ouvertement l'usage des économistes les plus distingués, et plus particulièrement l'autorité d'Adam Smith, qu'il considère cependant lui-même comme le véritable fondateur de la science. Adam Smith, en effet, a manifesté très nettement son opinion à ce sujet en opposant la valeur en usage à la valeur en échange, et il a appuyé cette distinction fondamentale sur la comparaison entre les qualités spéciales du diamant et de l'eau. Dans l'application qu'il a faite du mot utilité, M. Say a donc violé la seconde aussi bien que la première des règles établies.

Troisièmement, les objections — si même il y a eu des objections — que soulevait l'emploi des anciens termes, richesse et valeur, ne me paraissent nullement avoir été assez graves pour motiver l'adoption d'un nouveau mot. Le but de M. Say semble avoir été de démontrer que le mot production ne veut pas dire production d'une matière nouvelle dans ce monde; mais je ne puis croire que les Économistes eux-mêmes l'aient compris ainsi; et, quant à Adam Smith, sa définition de la pro-

duction exclut entièrement une telle pensée : « Il est un genre de travail, dit-il, qui ajoute à la valeur de l'objet auquel on l'applique ; on l'appelle *productif* en raison de cette production de valeur [1]. » Il n'est nullement question ici, on le voit, de créer une matière nouvelle. Et comme M. Say, après avoir dit que les richesses sont proportionnelles à la valeur [2], observe que dans l'état normal des choses, leur valeur donne la mesure exacte de leur utilité, il est difficile de comprendre les avantages qu'il espérait recueillir en introduisant ainsi le mot utilité comme synonyme des termes *valeur* et *richesse.*

Quatrièmement, comme les termes *utile* et *utilité* sont d'un usage continuel, comme ils ont un sens bien déterminé pour tous, comme il serait difficile de leur en substituer d'autres, il devient à peu près impraticable de leur attribuer la nouvelle signification proposée par M. Say. Il me semble même impossible de ne pas leur conserver quelquefois leur sens habituel : M. Say s'y est vu contraint et cette concession forcée faite aux usages généraux doit nécessairement introduire de l'incertitude et de l'obscurité dans la langue de l'économie politique.

Déjà M. Say avait considéré comme semblables ou même comme parfaitement identiques, les deux termes de richesse et valeur, entre lesquels M. Ricardo a établi une différence si juste et si essentielle. Maintenant, il va plus loin : il introduit dans la science un nouveau terme qu'il distingue à peine, dans l'application, des deux autres. Il était donc inutile d'adopter le nouveau terme : et on avouera que cette manière d'enrichir la nomenclature d'une science est une violation des règles que nous avons posées précédemment [3].

---

[1] *Richesse des nations*, liv. II, chap. 3, p. 410.

[2] *Traité d'écon. polit.*, liv. I, chap. 1, p. 2, 4, 4e édition.

[3] On ne voit pas aisément comment l'auteur du *Traité d'économie politique* s'est écarté de l'usage, en appelant *utiles* les choses qui satisfont les besoins des hommes, de quelque manière que ce soit. A-t-il décliné l'autorité d'Adam Smith, en disant qu'il y a des utilités qui n'ont pas de valeur, comme celle de l'eau, de l'air, de la lumière du soleil, et d'autres qui ont de la valeur, comme celles qui sont le fruit d'un travail quelconque? Était-il superflu de poser l'économie politique sur ses véritables bases, en montrant que c'est l'industrie qui, en donnant de l'utilité aux choses, crée des richesses? Enfin, M. Malthus peut-il reprocher à un auteur de n'avoir pas fait concorder ce mot avec tous les autres, lorsque cet auteur est le premier qui, dans un *epitome* joint à son ouvrage, a marqué les liaisons qui rattachent chacun de ses principes à tous les autres? (*Note de J.-B. Say.*)

La critique de Malthus sur l'emploi que J.-B. Say avait fait du mot utilité, a donné lieu à une discussion qui se trouve dans le volume des *Mélanges* et *Correspondance*. J.-B. Say s'efforce d'établir (p. 288 et 307) qu'il n'a jamais attribué de

CHAPITRE V.

DE LA DÉFINITION ET DE L'APPLICATION DES TERMES, PAR M. RICARDO.

Quoique le critérium proposé par M. Ricardo pour la valeur soit évidemment incomplet, il n'en a pas moins, suivant moi, rendu un grand

---

la valeur qu'à l'utilité qui a été donnée par l'industrie, et que, bien loin de confondre l'utilité avec la valeur, il distingue toujours l'utilité qui se paye et celle qui ne se paye pas.

Malthus répond de la manière suivante à ces observations :

« Je conviens, quoique peut-être je ne l'aie pas exprimé assez clairement dans mon livre, que vous n'attribuez pas de la valeur à toutes sortes d'utilités qui ne sont pas le résultat d'un travail, que vous faites une distinction non moins juste qu'importante entre les richesses sociales et les richesses naturelles, et que vous considérez les premières comme ayant une valeur d'échange que les autres n'ont pas ; mais je soumets à votre candeur de décider si ce que j'ai dit dans la dernière partie de la phrase citée dans votre lettre, ne doit pas être considéré comme une explication de ce qui se trouve dans la première partie, et si la dernière partie n'est pas complètement justifiée par la doctrine contenue dans ce passage de votre dernière édition que je viens de me procurer. » La chose la plus inutile et même la plus incommode, comme un manteau de cour, a ce qu'on appelle ici son utilité, si l'usage dont elle est, quel qu'il soit, suffit pour qu'on y attache un *prix*. Le prix est la *mesure de l'utilité qu'elle a*, *au jugement des hommes*, de la satisfaction qu'ils retirent de sa consommation. »

J'avoue que l'espèce d'*utilité* caractérisée par le terme *inutile* est fort distincte de l'utilité à laquelle vous faites allusion, lorsque vous dites que le prix d'une chose est la *mesure de l'utilité qu'elle a.*

De même, lorsque vous citez le cas dans lequel l'utilité d'un objet *ne vaut pas ce qu'elle coûte*, le sens dans lequel le mot *utilité* doit être pris est tout à fait différent de celui qu'on lui donne communément. Dans le nouveau sens que vous lui donnez, vous seriez forcé d'avouer que la quantité de nourriture qui vaut, suivant le cours du jour, 1000 liv. st., n'est pas plus utile qu'un diamant du même prix, et partant, excepté dans le cas d'un don gratuit de la nature, la signification des mots *utilité* et *valeur* se trouverait identique.

Or, ce langage me semble, non-seulement contraire à l'usage commun, mais tout à fait incommode. Si l'on employait ainsi les termes *utile* et *utilité*, comment exprimer ce que nous avons souvent occasion d'exprimer, je veux dire la différence essentielle qui existe entre ce qui peut véritablement rendre un service à tous les hommes, et ce qui a simplement un prix élevé et ne peut satisfaire que les caprices d'un petit nombre d'hommes? Je conviens que tout ce qui peut passer pour une richesse, tout ce qui a du prix, a une sorte d'utilité, et qu'on peut en tirer parti ; et je n'aurais aucune objection contre cette proposition, que la *production* n'est qu'une *production d'utilité*, si elle ne conduisait pas à cette conséquence, que le prix et la valeur sont la mesure de l'utilité. Mais comme vous en tirez cette conséquence, et comme l'application du mot *utilité*, dans ce sens, n'est pas nécessaire à l'explication de la production, je crains d'être obligé de soutenir l'opinion que ce mot doit conserver son acception ordinaire. » (M. M.)

service à l'économie politique en traçant une ligne de démarcation parfaitement nette entre la richesse et la valeur. D'autres écrivains avaient sans doute entrevu cette différence, mais aucun d'eux ne l'avait indiquée d'une manière aussi forte et n'y avait attaché autant d'importance. Il se trouve parfaitement d'accord avec Adam Smith dans la définition suivante de la richessse : « Tout homme est pauvre ou riche suivant la somme de bien-être et de jouissances qui est à sa portée [1]. » A ceci, il joint une observation d'une grande justesse : « La valeur diffère donc essentiellement de la richesse, car la valeur ne dépend pas de l'abondance, mais de la difficulté ou de la facilité à produire [2]. » Plus loin il dit : « Après avoir donné de la richesse la description que j'ai moi-même adoptée, Adam Smith s'est cependant écarté de ses propres idées. Il a dit qu'un homme est riche ou pauvre suivant la quantité de travail qu'il peut acheter ou rétribuer. Or, cette définition diffère essentiellement de l'autre et est évidemment incorrecte. Supposons, en effet, que les mines deviennent plus fécondes, l'exploitation plus facile, et que par suite l'or et l'argent baissent de valeur; supposons encore que la somme de travail consacrée à la fabrication du velours ait diminué de manière à réduire de moitié le prix de cette étoffe, il est évident que la richesse de tous ceux qui consomment ces objets se sera nécessairement accrue. Tel homme achètera plus d'argenterie, tel autre plus de velours ; mais il ne s'ensuit pas qu'ils pussent acheter ou rétribuer une plus grande somme de travail, car la valeur échangeable de l'argenterie et du velours ayant baissé, il en faudra davantage pour représenter le salaire d'une journée de travail. On ne peut donc évaluer les richesses d'après la quantité de travail qu'elles peuvent acheter [3]. »

Je suis parfaitement d'accord avec M. Ricardo dans l'expression de ces remarques. S'il est vrai que les richesses consistent dans les choses nécessaires, utiles ou agréables à l'homme; s'il est encore vrai que la même quantité de travail peut, à différentes époques, en différentes circonstances, produire une quantité très différente des nécessités ou des agréments de la vie, il est bien évident que le pouvoir d'acheter du travail ou d'acheter ces mêmes objets diffère essentiel-

---

[1] *Richesse des nations*, liv. I, chap. 5, p. 37.

[2] *Principes d'écon. polit.*, chap. 20, p. 320; 3e édit.

[3] *Ibidem.*, chap. 20, p. 326; 3e édit. angl. Je ferai remarquer, en passant, que M. Ricardo attribue ici, au travail considéré comme mesure de la valeur échangeable, le sens légitime et non celui que suppose la théorie. Il mesure la valeur échangeable de l'argenterie et du velours, par la quantité de travail qu'ils peuvent rétribuer et non par celle que leur production a exigé.

lement. En réalité, l'un nous donne la valeur, l'autre la richesse [1].

Mais, quoique M. Ricardo ait complètement réussi à démontrer qu'Adam Smith s'était contredit lui-même et s'était trompé en confondant la valeur avec la richesse, il a été moins heureux en développant sur la valeur les vues particulières qui forment la partie dominante de son œuvre.

Il ne s'est pas borné à dire que ce qu'il entend par *valeur d'une marchandise* se trouve déterminé par la quantité de travail qui a été employée; mais il a établi, en substance, que les marchandises s'échangent entre elles, relativement à la quantité de travail manuel qu'elles ont coûté, — y compris le travail consacré aux matériaux, aux instruments qui servent à les produire.

Or, l'expérience universelle contredit cette proposition. L'observation la plus légère suffit pour nous démontrer qu'en tenant compte de tous les accidents temporaires qui viennent altérer l'ordre naturel des choses, les marchandises soumises à cette loi d'échange sont bien moins nombreuses que celles qui en sont complètement indépendantes. D'ailleurs, M. Ricardo lui-même admet de notables exceptions à sa règle, et si nous examinons les classes de marchandises qui forment ces exceptions, celles où les quantités de capital fixe sont différentes, celles où la période nécessaire pour la reconstitution du capital circulant varie constamment; en un mot, si nous faisons l'énumération des cas exceptionnels, nous les trouverons tellement nombreux que la règle pourra être considérée comme l'exception et l'exception comme la règle.

Et cependant, après avoir admis lui-même tout ceci, il procède absolument comme s'il n'existait aucune exception à sa règle. Ainsi, il estime la valeur des salaires d'après la somme de travail humain qu'ils représentent, et comme il est incontestable, en tenant compte de cet élément seul, que la valeur des salaires tend à s'élever par le progrès des cultures et de la civilisation, il a attribué l'abaissement de profits, qu'on observe généralement dans les pays riches, à l'accroissement de valeur des salaires. En fait, il a basé toute sa théorie des profits, celle que l'on a considérée comme un coup de maître dans la science, sur la baisse et la hausse de la valeur des salaires. « Dans tout cet ouvrage, dit-il, j'ai essayé de démontrer que le taux des profits ne peut s'accroître que par la baisse des salaires [2]. » Plus loin il ajoute : « Les profits — on ne

---

[1] V. sur la distinction de la richesse et de la valeur, et les idées de Ricardo à ce sujet, le chap. 6 des *Principes*. (M. M.)

[2] *Principes d'écon. polit.*, chap. 7, p. 137; 3e édit. angl. — V. plus haut, p. 80.

saurait trop le répéter — dépendent des salaires; des salaires réels et non des salaires nominaux; du nombre de journées de travail nécessaires pour produire les livres sterling payées annuellement à l'ouvrier, et non de la quantité numérique de ces mêmes livres[1]. »

Suivant M. Ricardo, les salaires réels sont donc déterminés par la somme de travail consacrée à différents produits, que reçoit l'ouvrier en échange de son propre travail; il importe peu, d'ailleurs, que cette rémunération lui soit octroyée sous forme de nourriture et de vêtements, ou sous forme d'argent. La signification ainsi attribuée à ces mots salaires réels, et sur laquelle repose toute la théorie de M. Ricardo sur les profits, est tout-à-fait inusitée. Il y a plus, elle contredit ouvertement les règles qui nous doivent guider dans l'application des termes de la science.

Et d'abord, personne, avant l'époque où écrivit M. Ricardo, n'avait jamais entendu, ni vu employer le terme de salaires réels dans un sens aussi étrange; personne n'avait entendu dire que l'accroissement des salaires effectifs ou réels impliquait une diminution dans les moyens de subsistance et dans le bien-être des classes laborieuses. Et cependant, telle est la conclusion vers laquelle nous entraîne le sens adopté par M. Ricardo. Parlant des modifications introduites par la civilisation dans les rapports du propriétaire avec l'ouvrier, après avoir décrit la fortune sans cesse croissante du premier, il dit: « Le sort de l'ouvrier sera moins heureux; il recevra plus de salaire en argent, cela est vrai — l'argent sert ainsi à M. Ricardo pour mesurer les salaires réels, — mais son salaire en blé sera moins considérable; et non-seulement il ne pourra plus acheter autant de blé, mais encore sa condition générale sera devenue moins favorable. » Avec des salaires réels croissant toujours, « sa condition empirera alors que le propriétaire verra grandir sans cesse son bien-être et ses jouissances[2]. »

Secondement, avant M. Ricardo, je n'avais vu aucun auteur considérer les termes *salaires*, *salaires réels*, comme indiquant des proportions. Les profits, il est vrai, s'évaluent par proportions; et c'est à juste titre qu'on a toujours le taux des profits par une quotité de tant pour cent sur la valeur des avances faites. Mais on avait toujours pensé que les salaires haussent ou baissent, non en raison de la proportion qu'ils gardent relativement à la totalité du produit obtenu avec une certaine quantité de travail, mais bien en raison de la quantité plus ou moins

---

[1] *Principes d'écon. polit.*, chap. 7, p. 152.

[2] *Idem,* chap. 5, p. 98, 3e édit.

grande de tel ou tel produit reçu par l'ouvrier, ou encore, de la quantité plus ou moins grande de bien-être et de jouissances que ce produit lui permet d'acheter. Adam Smith, parmi tant d'autres, a souvent employé l'expression *salaires réels*, mais toujours dans le sens le plus naturel, et comme indiquant les objets de nécessité et d'agrément qui, suivant les sentiments et le langage ordinaire de tous, semblent plus *réels* que l'argent, ou que tout autre article dont on peut se servir pour rétribuer le travail. Ce sens établi par Adam Smith et continué par la plupart des économistes, fait paraître d'autant plus étrange la nouvelle interprétation de M. Ricardo.

Troisièmement, il n'y avait aucune objection à opposer au sens précédemment adopté. Ce sens était à la fois naturel et utile, et il n'était nul besoin d'une interprétation nouvelle, d'une explication inusitée. On pouvait très facilement, très clairement décrire l'effet des salaires sur les profits, en établissant que les profits se règlent sur cette proportion du produit total qui sert à rétribuer le travail; et cela, sans donner à cette proportion, petite ou grande d'ailleurs, le nom de *salaires réels du travail*, et sans certifier que la valeur des salaires venant à s'élever, celle des profits doit baisser dans la même proportion. Dire que les profits se règlent sur cette portion du produit total qui retourne au travail, c'est émettre une proposition qui, exprimée clairement, correctement, a tous les caractères de la vérité et se trouve confirmée par l'expérience universelle. Mais dire que les profits venant à baisser la valeur des salaires s'élève proportionnellement, c'est émettre une proposition qui ne peut être vraie que dans le cas ou des marchandises produites avec la même somme de travail auraient toujours la même valeur. Or, une telle similitude ne se rencontre peut-être pas une fois sur cinq cents; et cela, non par suite de causes accidentelles et transitoires, mais bien par suite de cet état normal et nécessaire des choses qui tend, dans la marche des civilisations, à accroître constamment la quantité du capital fixe, et à rendre plus inégal, plus variable, le temps nécessaire pour la rentrée du capital circulant. D'où il faut conclure que l'adoption d'un nouveau sens pour le terme *salaires réels* ne se recommande nullement par une utilité plus grande.

Quatrièmement, le nouveau sens attribué au terme *salaires réels* n'a pas été suivi d'une manière rigoureuse; et dans l'application qui en a été faite à des opinions et à des faits anciens, on n'a pas tenu suffisamment compte des nouvelles conditions de raisonnement qu'il impose. Ce défaut est, je le sais, à peu près inévitable toutes les fois qu'on emploie d'une façon nouvelle des termes déjà vieux et déjà familiers à tous;

mais il est surtout remarquable dans l'emploi que fait M. Ricardo de sa monnaie artificielle comme mesure des salaires effectifs. Ainsi, il dit : « Il peut être bon d'observer qu'Adam Smith et les écrivains qui l'ont suivi, ont tous, sans exception, soutenu qu'une hausse dans le prix du travail entraîne nécessairement une hausse dans le prix de toutes les marchandises. J'espère avoir réussi à démontrer qu'il n'en est rien; que les seules marchandises destinées à hausser sont celles qui nécessitent moins de capitaux fixes que le signe, l'objet servant à évaluer les prix, et que, quant à celles qui exigent plus de capitaux fixes, elles baissent positivement de valeur au moment où s'élevent les salaires. Au contraire, si les salaires venaient à diminuer, les seules marchandises destinées à baisser seraient celles qui représenteraient moins de capitaux fixes que le signe adopté pour évaluer les prix; toutes celles qui en représenteraient davantage hausseraient certainement de prix [1]. »

Il est clair, maintenant, que ces effets de la hausse ou de la baisse des salaires, viennent exclusivement de ce que ces salaires ont été évalués dans la monnaie fictive de M. Ricardo. Envisagée de cette manière, et de cette manière seule, sa pensée serait exacte. Mais ni Adam Smith, ni aucun de ses sectateurs n'ont songé, avant M. Ricardo, à évaluer de la sorte le prix des salaires. En prenant, comme ils l'ont fait, pour signe représentatif, la monnaie réelle du pays, on reconnaît l'exactitude de leurs propositions. Suivant Adam Smith, qui estime la valeur des marchandises d'après la quantité de travail qu'elles peuvent servir à rétribuer, dès que les salaires en argent haussent généralement, la valeur de la monnaie baisse en proportion. M. Ricardo, lui-même, dit que le prix des marchandises augmente toutes les fois que la valeur de la monnaie tombe.

Aussi, la différence entre M. Ricardo et Adam Smith vient-elle, dans cette circonstance, de ce que M. Ricardo a oublié qu'il attribuait au terme *prix du travail* une signification différente de celle qu'il avait dans la proposition qu'il réfute.

Il en est de même pour la conclusion vraiment surprenante de cet auteur, relativement aux effets du commerce extérieur. Il dit que « l'extension du commerce extérieur ne peut jamais avoir pour effet d'accroître le montant de la *valeur* dans un pays. » Et cette assertion naît évidemment de ce qu'il emploie le terme valeur dans un sens complètement distinct de celui qui avait été adopté par ses devanciers.

Si la valeur des marchandises étrangères importées doit être déter-

---

[1] *Principes d'écon. polit.*, chap. 1, sect. 6, p. 45, 5e édit.

minée par la quantité de travail consacrée à produire les marchandises qui doivent aller les payer au-dehors, il en résulte évidemment,—quels que soient d'ailleurs les retours,—que cette valeur n'est pas susceptible d'accroissement. Mais si l'on calcule la valeur des marchandises étrangères, de la manière ordinaire, c'est-à-dire par l'argent, le travail, ou l'ensemble des objets qu'elles achèteront ici, il est incontestable alors, que l'effet *immédiat* de toute transaction profitable aux commerçants qui l'ont conçue sera d'accroître la somme des valeurs dans le pays. La valeur des retours, comparée avec celle des envois, serait, dans cette branche particulière de commerce, plus considérable que de coutume ; et il est certain que cet accroissement ne serait annulé ou contrebalancé par aucune diminution dans un autre genre d'affaires. Dans le fait, il n'est rien de plus ordinaire que de voir s'élever simultanément, sous l'influence d'un commerce prospère, la valeur de l'ensemble des marchandises; — que cette valeur soit exprimée en travail ou en argent.

Il faut donc reconnaître que M. Ricardo est loin d'avoir été constamment attentif, rigoureux, dans la définition ou l'application des termes dont il s'est servi pour le développement des principes fondamentaux de la science. Et je ne doute pas que cette négligence ne soit une des causes qui ont fait de ses ouvrages quelque chose d'incompréhensible pour un grand nombre de lecteurs [1]. Lorsque des termes consacrés par un long usage, sont détournés de leur vieille signification, il est presque impossible à l'écrivain de ne pas faire parfois un retour vers le passé, et extrêmement difficile pour le lecteur d'avoir constamment à l'esprit le nouveau sens que l'auteur veut lui imposer.

CHAPITRE VI.

DE LA DÉFINITION ET DE L'APPLICATION DES TERMES PAR M. MILL, DANS SES ÉLÉMENTS D'ÉCONOMIE POLITIQUE [2].

Dans ses *Éléments d'économie politique*, M. Mill déclare franchement qu'il ne prétend à aucune découverte, à aucune création. Son but principal semble avoir été de nous offrir, sous une forme concentrée et d'une

---

[1] Ricardo a avoué lui-même que sa théorie de la rente n'avait pas été comprise par plus de vingt-cinq personnes en Angleterre. Ajoutons qu'elle était comprise par moins de personnes encore en France, avant la lumineuse exposition qu'en a faite M. Rossi dans son Cours. (M. M.)

[2] Les *Éléments d'économie politique* du célèbre auteur de l'*Histoire de l'Inde anglaise* ont été traduits, en 1823, par M. Parisot, sur la première édition anglaise,

manière méthodique, la substance de l'ouvrage de M. Ricardo. Pour la définition et l'application des termes, il ne s'écarte guère de M. Ricardo, mais il est peut-être utile d'indiquer ici quelques passages où il a modifié les définitions de cet auteur sans les améliorer, et d'autres où il en a même accru l'inexactitude et l'obscurité.

En débutant dans la question de la valeur, il en décrit les causes, les éléments, d'une manière bien moins correcte que M. Ricardo. Il dit que « la valeur des marchandises se calcule sur la *quantité* de capital et de travail nécessaire pour les produire [1] »; mais ceci est évidemment faux et ne s'accorde en aucune façon avec ce qu'il dit plus loin relativement au régulateur de la valeur. Il peut être juste de calculer la valeur du travail par sa *quantité;* mais comment peut-on estimer par la *quantité* la valeur de différentes sortes de machines et de matières premières? La *quantité* de matière première contenue dans une pièce de calicot commune et grossière, peut représenter quatre et cinq fois la quantité contenue dans une pièce de mousseline délicate, légère, et qui aura nécessité le même travail, et cependant la valeur de cette matière première, l'influence qu'elle exerce sur le prix de la marchandise, peuvent être bien moindres. En somme, on ne saurait calculer la valeur d'un produit quelconque par son volume, sa quantité, et on se trompe essentiellement, quand on dit que la valeur des marchandises se règle sur la quantité de capital et de travail nécessaire pour les produire.

Poursuivant ensuite ses recherches et analysant avec soin les faits qui déterminent la proportion des différentes marchandises au moment de l'échange, M. Mill observe que « comme tout capital consiste en marchandises, il s'ensuit naturellement que le premier capital créé a dû l'être par la seule puissance du travail. Les premières marchandises n'ont pu être faites avec aucune autre marchandise produite antérieurement. Mais si les premiers produits, et par suite le premier capital ont eu pour source unique le travail, la valeur de ce capital, la quantité des autres marchandises contre lesquelles il pouvait s'échanger, ont donc nécessairement dû être estimés en travail. C'est là une conséquence immédiate de la proposition que nous venons d'établir, et où l'on voit que lorsque le travail est le seul instrument de production, la valeur

---

Cet ouvrage parfaitement intelligible, quoique très abstrait, est un excellent résumé des idées de Smith et sutout de Ricardo, sur la production et la distribution de la richesse, et de celles de Malthus sur la population. La seconde édition a été publiée en 1824; cette édition est celle à laquelle Malthus renvoie dans ce chapitre. (M. M.)

[1] *Élém. d'écon. polit.*, chap. 2, sect. 3, p. 75.

échangeable se détermine par la quantité de travail que nécessite la production de toute marchandise. Cela une fois admis, il en résulte forcément que la valeur d'échange de tous les produits se détermine par la quantité de travail [1]. »

Or, cette conséquence forcée, et qui se trouve émise avec tant d'assurance, ne me semble découler en aucune façon des raisonnements qui précèdent, ni même de tout ce que l'auteur y a pu ajouter. J'admets que les premières marchandises, immédiatement complétées et consommées aient été le produit du travail seul; j'admets que leur valeur ait pu être alors déterminée par la quantité d'un tel travail; mais il n'en est pas moins impossible que ces marchandises aient servi, à titre de capital, dans la production de certaines autres denrées, sans que le capitaliste, privé pendant quelque temps de ses avances, ait exigé une rémunération sous forme de profits.

Aux premiers âges de la société, et en raison de la rareté comparative des avances faites au travail, la rémunération due au capitaliste est très élevée et réagit sérieusement sur la valeur des marchandises. Plus tard, si les profits affectent encore profondément la valeur du capital et des marchandises, c'est par suite de l'accroissement des capitaux engagés et de la lenteur avec laquelle s'opère la rentrée du capital circulant avancé par le producteur. Dans les deux cas, le taux auquel les marchandises s'échangent entre elles est essentiellement affecté par la limite très variable des profits. C'est pourquoi je ne saurais appuyer M. Mill quand il dit : « La proportion des différentes marchandises au moment de l'échange, se règle évidemment et en dernier ressort sur la quantité de travail [2]. »

C'est pour les mêmes motifs que M. Mill se trompe, quand il définit le capital du travail accumulé. Peut-être serait-ce du travail et des profits accumulés; mais certainement ce n'est point du travail seul, à moins d'étendre aux profits le nom de travail. M. Mill n'a pas su voir cette conséquence, et cela explique comme quoi il a déserté le drapeau de M. Ricardo dans sa seconde édition, et comme quoi il s'est hasardé à dire : « Les profits sont, en réalité, la mesure de la quantité du travail. [3] » Mais comme cet abus de mots, étrange et particulier, me semble provenir de M. Mac Culloch, il vaut mieux en laisser l'examen au cha-

---

[1] *Élém. d'écon. polit.*, chap. 3, sect. 2, p. 92.

[2] *Id.* chap. 3, sect. 2, p. 94.

[3] *Id.* chap. 3, sect. 2, p. 95.

pitre dans lequel j'étudierai la manière dont cet auteur a défini et appliqué les termes de notre science.

Dans un ouvrage qui, comme celui de M. Mill, a toute l'apparente précision de la logique, on pouvait s'attendre à trouver une grande rigueur dans les définitions, une grande uniformité dans l'application des termes, une fidélité constante aux mêmes interprétations; mais en tout cela le lecteur se trouve complètement désappointé. Ainsi, il est très difficile de décider, d'après les raisonnements de M. Mill, si la valeur des marchandises varie dans le rapport des frais de production, ou dans le rapport de la propriété qu'elles ont d'acheter d'autres marchandises;— deux choses qui diffèrent cependant beaucoup.

Au commencement de la septième section du chap. 3 intitulé « *qu'est-ce qui règle la valeur de la monnaie*, » il dit :

« Par *valeur de la monnaie*, il faut entendre ici la proportion dans laquelle elle s'échange contre d'autres marchandises, ou la quantité qui en est nécessaire pour obtenir d'autres objets. »

Voilà certes une description bien vague, bien élastique de la valeur de la monnaie; à tout prendre même, elle est de beaucoup inférieure à ce qu'on a voulu dire par *la faculté générale d'acheter.* Quels sont ces objets dont on demande ici une certaine quantité? Et si les frais de production de ces objets varient, la monnaie se trouve-t-elle affectée dans la même proportion?

Mais nous trouvons dans la section suivante une définition de la valeur bien différente et bien supérieure à la fois. Il y est dit, que « l'or et l'argent sont, en réalité, des marchandises. Les frais de production déterminent donc la valeur de ces objets comme la valeur des produits ordinaires. »

Maintenant, les frais de production déterminant la valeur de la monnaie, il en résulte que lorsque les dépenses consacrées à produire une certaine quantité de monnaie restent les mêmes, la valeur reste aussi la même. Mais il est évident que, sous ce rapport, la valeur de la monnaie peut rester invariable, tandis que par suite des changements survenus dans les frais de production des marchandises en général, la quantité d'objets contre lesquels la monnaie s'échange pourra être essentiellement différente. Lequel de ces deux termes faudra-t-il donc adopter comme le véritable critérium de la valeur? Il serait fort à désirer, certes, que les disciples en économie politique eussent des notions fixes sur ce sujet, et cependant M. Mill ne leur offre aucun secours, aucun moyen de conviction. Livré à lui-même, il lui faut se confier à sa

propre perspicacité et choisir, du mieux qu'il peut, entre deux significations fort différentes.

Mais la plus grave confusion dans laquelle se soit perdu M. Mill est peut-être celle que nous allons indiquer dans l'emploi des termes : *offre et demande.* Nous nous occuperons sérieusement de cette confusion parce qu'elle aboutit à des conséquences fort graves et parce que, mieux que tout autre économiste, il peut en revendiquer la triste propriété.

Et d'abord, il n'est personne qui, en étudiant la langue de l'économie politique, soit dans les livres, soit dans la conversation, n'ait vu que le terme *demande* prend deux significations bien distinctes. L'une, indique la quantité de marchandise consommée; l'autre, l'importance du sacrifice que les acheteurs sont disposés à faire pour en obtenir une partie. Dans le premier cas, un accroissement de demande se trouve rarement lié à un accroissement de valeur ou à toute nouvelle impulsion donnée à la production. En effet, plus s'accroît généralement cette sorte de demande et plus les offres sont abondantes, plus la valeur s'abaisse. C'est de l'autre signification, seule, que nous parlons quand nous comparons la demande avec l'offre, afin de déterminer la valeur et le prix des marchandises. Or, ainsi ramené à ce dernier sens, qui est peut-être le plus usité, tout accroissement dans l'offre diminue la demande, tandis que toute diminution l'accroît.

Secondement. Lorsque la quantité d'une marchandise amenée sur le marché répond exactement aux besoins de ceux qui peuvent et veulent se la procurer, en donnant le prix naturel et nécessaire, la demande peut alors, et alors seulement, être dite égale à l'offre. En effet, si la quantité que désirent les consommateurs, — ceux-là qui consentent à donner le prix naturel et nécessaire, — excède l'offre, on dit que la demande dépasse l'offre et l'on voit les prix s'élever au-dessus des frais ordinaires de production; si, au contraire, les besoins des consommateurs n'atteignent pas les proportions de l'offre, la demande est dite moins forte que l'offre, et les prix descendent au-dessous des frais ordinaires de production. Tel est le langage adopté par Adam Smith et par la plupart des économistes; tel est encore le langage de la conversation habituelle quand elle roule sur de pareils sujets. Il paraît difficile, en effet, de concevoir en quelle autre circonstance l'on pourrait dire, avec justesse, que l'offre égale la demande; en effet, il faudrait admettre que cette égalité se maintiendrait alors même qu'une marchandise se vendrait au double ou à moitié prix seulement des frais de production.

Troisièmement. Il faut admettre avec les meilleurs autorités, que ces mots : *engorgement*, *encombrement d'une marchandise*, indiquent, dans les approvisionnements, comparés à la demande, une abondance suffisante pour abaisser les prix au-dessous des frais de production. En élargissant ce fait, en l'étendant à l'ensemble du marché, et en supposant dans toutes les marchandises une surabondance qui fasse baisser tous les prix au-dessous des frais ordinaires de production et du prix naturel, nous aurons imaginé ce qu'on appelle un engorgement *général.*

Ces définitions préliminaires une fois établies, nous examinerons quelques-uns des arguments au moyen desquels M. Mill s'efforce de démontrer que l'offre et la demande s'égalisent toujours dans l'ensemble des marchandises; qu'une surabondance dans certaines sortes de marchandises doit être nécessairement compensée par l'insuffisance de telle ou telle autre denrée que, par conséquent, un encombrement *général* est chose impossible [1].

Si M. Mill avait toujours vu dans la *demande d'une marchandise* la quantité consommée, il aurait pu maintenir la formule qu'il a mise en tête de la troisième section de son quatrième chapitre : *la consommation est équivalente à la production.* Cette formule, en réalité, ne signifie rien, si ce n'est que les marchandises venant à être produites en assez grande quantité pour que les prix descendent beaucoup au-dessous des frais de production, il se trouverait encore des consommateurs : — ce qui est tout simplement une banalité. Mais M. Mill a donné au mot demande une acception telle qu'il ne lui est même plus permis de se réfugier à l'ombre de cette banalité. Il dit : « Il est évident que tout ce qu'un homme a produit, en dehors des choses réservées à sa consommation personnelle, constitue un fonds, un approvisionnement qu'il faut échanger contre d'autres marchandises. Sa volonté d'acheter, ses moyens d'acheter, en d'autres termes, sa demande est donc exactement égale au montant de ce qu'il a produit en dehors de sa consommation [2]. »

---

[1] La doctrine qui se fonde sur cette idée que les produits ne s'achètent qu'avec les produits, et qu'il ne peut, par conséquent, y avoir encombrement de choses qui se fournissent un débouché mutuel, avait déjà été développée par James Mill en 1808. Mais la première édition du *Traité d'écon. polit.* de J.-B. Say, où cette doctrine se trouve formellement exposée, avait paru cinq années auparavant, en sorte que, quoiqu'en dise M. Mac Culloch dans son dernier ouvrage (*The Litterature of political economy*), l'honneur d'avoir découvert et mis dans tout son jour la véritable théorie des débouchés doit être rapporte tout entier à l'économiste français. (M. M.)

[2] *Élém. d'écon. polit.*, chap. 4, sect. 3, p. 225. Si la demande de chaque indi-

Il est évident qu'ici M. Mill emploie le terme demande dans le sens du sacrifice que l'acheteur peut faire pour obtenir la marchandise mise en vente, en d'autres termes, dans le sens de ce que l'auteur appelle fort exactement ses moyens d'acheter. Mais il est clair que ces moyens d'acheter ne sont pas proportionnés à *la quantité* de la marchandise qu'il a produite et dont il veut se défaire, mais bien à la *valeur en échange* de cette marchandise. Et à moins que la valeur d'une marchandise ne soit équivalente à sa quantité, il sera faux de prétendre que la demande et l'offre soient constamment égales pour tout individu. Les lois bien reconnues de l'offre et de la demande nous enseignent que lorsque la quantité s'accroît, la valeur baisse et fait baisser avec elle les moyens d'acheter de chaque producteur [1].

M. Mill demande « ce qu'on veut dire réellement quand on dit que l'offre et la demande sont toujours proportionnelles? » Cela signifie, dit-il, que les marchandises produites au moyen d'une certaine quantité de travail s'échangent contre des marchandises produites avec la même somme de travail. Suivons ce principe et tout le reste devient clair. Ainsi, si une paire de souliers a nécessité le même travail qu'un chapeau, tant que le chapeau s'échangera contre une paire de souliers, l'on verra l'offre et la demande marcher d'accord. S'il arrivait que les souliers diminuassent de valeur, comparativement aux chapeaux, ou, ce qui revient au même, si les chapeaux renchérissaient, comparativement aux souliers, il en faudrait conclure qu'on aurait amené sur le marché plus de souliers que de chapeaux. Les souliers seraient alors en excès. Pourquoi? Parce que la somme de travail consacrée à les créer ne s'échangerait pas contre le produit d'une même somme de travail. Par la même raison les chapeaux seraient en quantité insuffisante, parce que le travail consacré à les produire s'échangerait contre une plus grande somme de travail appliquée à produire des souliers [2].

J'ai suivi de fort bonne grâce, comme on voit, la fameuse formule qui, suivant M. Mill, doit rendre le reste si clair : et cependant les con-

---

vidu équivalait à l'offre, suivant le sens exact de l'auteur, il en résulterait qu'il trouverait toujours à vendre la marchandise à un prix qui restituerait les frais de production, plus un profit légitime : et en ce cas un engorgement, même *partiel*, serait impossible. L'argument prouve donc trop. Il est fort étrange que M. Mill n'ait pas été frappé de ce qui frappe tout le monde ; c'est que l'offre se proportionne toujours à la *quantité*, et la demande à la *valeur*.

[1] V. sur cette question, la section 3 du premier chapitre des *Principes*, et la note de l'éditeur anglais (p. 281). (M. M.)

[2] *Élém. d'écon. polit.*, chap. 4, sect. 3, p. 233.

clusions auxquelles il aboutit me semblent tout aussi obscures que jamais. C'est, du reste, ce qu'on devait attendre d'une proposition qui contredit ouvertement ce qu'on veut exprimer, en disant que l'offre et la demande sont proportionnelles. Nous l'avons déjà dit, en effet, ce qu'on veut exprimer par ces mots, c'est que l'offre alors suffit pour répondre aux besoins de tous les consommateurs qui veulent et peuvent donner le prix naturel et nécessaire. Dans des cas pareils, il arrivera nécessairement que la marchandise se vendra à ce taux qu'Adam Smith appelle le *prix naturel*.

Si donc M. Mill n'est pas prêt à soutenir que, dans le cas même où une marchandise se vendrait à un prix trois fois plus ou moins élevé que le prix de revient, on peut encore dire que l'offre équivaut à la demande, il lui sera impossible de conserver sa définition. Ainsi, il ne niera pas, par exemple, que les chapeaux et les souliers ne puissent se vendre au-dessous des frais de production, alors même que ces deux articles s'échangeraient, de telle sorte que les chapeaux produits par une certaine somme de travail, serviraient à acheter des souliers produits par la même somme de travail. Mais cela seul nous autorise-t-il à dire que l'offre des chapeaux et des souliers est proportionnée à la demande, alors que ces objets sont tellement abondants qu'ils ne trouvent pas dans l'échange sur le marché les conditions indispensables pour assurer à l'avenir leur production et leur approvisionnement? Supposons même que tous deux se vendant au-dessous des frais de production, les souliers descendent en valeur au-dessous des chapeaux : qu'en résultera-t-il? Suivant M. Mill, « les souliers seraient alors en excès. Et pourquoi? Parce que le travail qu'ils ont coûté ne pourrait pas s'échanger contre le produit d'une même quantité de travail. Mais, par la même raison, les chapeaux seraient trop nombreux; car le travail consacré à les produire ne trouverait pas à s'échanger contre une même somme de travail qui aurait servi à créer un autre produit[1]. »

On admettra, je pense, que si dans le cas précédent les souliers sont en quantité excessive, ce n'est pas en raison des motifs indiqués par M. Mill. Comment prétendre d'ailleurs, avec quelque justesse, qu'il y aurait insuffisance de chapeaux, alors que l'on suppose dans l'exemple même qu'ils ne trouveraient pas à s'échanger contre une somme de travail égale à celle dont ils sont le produit?

Le cas proposé par M. Mill prouve donc mieux que toute dissertation

---

[1] *Élém. d'écon. polit.*, chap. 4, sect. 3, p. 234.

combien sa définition et sa formule, qui devaient tout éclaircir, ne servent en réalité qu'à compliquer la question. Donner pour origine à l'abondance ou à la rareté d'une marchandise, l'abondance ou la rareté d'une autre denrée, c'est donner du sujet une opinion complètement fausse et aboutir aux conclusions les plus absurdes. C'est à peine si, au début de la société et au moment où s'introduit dans les civilisations la division du travail, la demande des souliers comparée à l'offre se trouve altérée, affectée par les rapports qui existent entre la demande et l'offre des chapeaux. L'état actuel de la société dans ce pays, où il a été souvent question d'un encombrement général, fait qu'il serait encore bien plus illogique d'attribuer la demande d'une certaine classe de marchandises à d'autres causes qu'a celles résultant des frais de production.

Le cultivateur de houblon, qui porte cent sacs de houblon à la foire de Weyhill, ne songe pas plus à l'offre des chapeaux et des souliers qu'aux taches qui déparent le soleil. A quoi pense-t-il donc alors? et contre quoi désire-t-il échanger son houblon ? M. Mill croit qu'on ferait preuve d'une grande ignorance en économie politique en disant que ce qu'il veut, c'est de l'argent. Je consens cependant à donner cette triste preuve, et je n'hésite pas à déclarer que ce que le cultivateur veut, c'est de l'argent. Or, cet argent il devra l'obtenir, dans l'état actuel de la société, en échange de la denrée qu'il apporte sur le marché, et cela sous peine de ne pouvoir plus continuer son métier. En effet, il lui faut tout d'abord payer le fermage de sa houblonnière en argent; secondement, il lui faut payer, encore en argent, ses sacs, ses perches, ses outils, etc.; troisièmement, payer, toujours en argent, les nombreux ouvriers qu'il occupera l'année prochaine; quatrièmement, enfin c'est avec l'argent représenté par tous les autres articles amenés sur le marché qu'il pourra calculer ses bénéfices.

Il est vrai, parfaitement vrai, que les propriétaires et les ouvriers payés en numéraire, l'échangeront, en définitive, contre des objets de consommation : l'avare, seul, pouvant se contenter d'une contemplation béate pour l'argent *en nature*. Mais il se pourrait que, tout en dépensant beaucoup en chaises de postes, en soupers fins et en domestiques, le propriétaire fût disposé à accepter des mains du cultivateur de houblon les articles qu'il pourrait obtenir à la foire en échange de son produit. Quant à l'ouvrier, maintenant, quoique le cercle de ses dépenses soit bien plus restreint et se réduise presque entièrement à la nourriture et au vêtement, il est cependant certain que la faculté d'acheter une certaine quantité de travail ne peut jamais être exactement,

ni même approximativement représentée par une certaine quantité de blé et d'habits. En fait, l'ouvrier de ce pays est payé en argent; et tandis que la rémunération du travail en argent reste souvent invariable pendant longtemps, le prix en argent du blé varie, au contraire, perpétuellement. De sorte qu'à de certaines années, l'ouvrier peut recevoir avec le même salaire nominal une quantité de blé double de celle des autres années.

On voit, dès-lors, combien on altère, on fausse l'aspect réel des choses, combien on obscurcit le sujet au lieu de l'élucider et de le simplifier, lorsqu'on représente la demande de souliers comme déterminée par l'approvisionnement des chapeaux, et la demande du houblon par l'offre du drap, du fromage ou même du blé. En réalité, cette doctrine qui veut que la moitié des marchandises d'un pays constitue toujours pour l'autre moitié une vente et une demande proportionnelle, est purement hypothétique. Les grands producteurs, qui sont aussi les grands vendeurs, avant de s'inquiéter de l'offre des chapeaux, des souliers et du drap, — toutes choses qui absorberaient peut-être la dixième partie de la dixième partie de ce qu'ils auront amené au marché, — ces grands producteurs, dis-je, se seront sérieusement occupés des moyens de reconstituer leur capital, et auront examiné si, à ce capital, viendraient se joindre des profits convenables. Quel que soit, d'ailleurs, le nombre des actes intermédiaires qui s'accomplissent dans l'échange des marchandises, — que les producteurs les expédient en Chine[1] ou les réservent à la consommation intérieure, la question, relativement aux conditions du marché, reste toujours la même. Elle dépend uniquement de ceci : les producteurs peuvent-ils ou ne peuvent-ils pas retrouver leurs avances avec des profits suffisants qui leur permettent de continuer avec fruit leur industrie?

Mais en quoi consistent leurs capitaux? Adam Smith nous l'a dit : c'est en outils avec lesquels on travaille, c'est en matériaux que l'on

---

[1] Le commerce extérieur est certainenent un commerce purement d'échange ; mais la question de savoir si les lainages trouvent un débouché d'une valeur analogue aux États-Unis ne dépend pas de ce qu'ils achètent autant de tabac que de coutume, mais si le tabac, ou quelque autre marchandise que ce soit, achètera l'argent ou le travail anglais aux fabricants anglais, de manière à faire prospérer leurs affaires. Si les lainages et le tabac sont au-dessous de leurs frais de production, estimés en argent ou en travail, les deux contractants peuvent éprouver une perte, sans que le taux auquel les deux articles s'échangent cesse d'être le même que de coutume. Telle est la réponse aux observations critiques que M. Say m'a adressées il y quelques années.

met en œuvre, c'est dans les moyens de commander et de rétribuer la quantité de travail nécessaire. Aussi le colonel Torrens a-t-il bien raison lorsqu'il dit : « Un accroissement de production dans ces articles qui ne forment pas partie constituante du capital, ne peut créer un accroissement de demande effective ni pour ces articles eux-mêmes, ni pour tous les autres objets qui constituent essentiellement le capital. » On peut même le considérer, peut-être, comme côtoyant la vérité, lorsqu'il dit : « La demande effective consiste dans la faculté et le désir de certains consommateurs de donner pour des marchandises, soit par un échange immédiat, soit par une série d'échanges détournés, une plus grande somme d'éléments constitutifs du capital que celle engagée dans les frais de production [1]. » Mais, dans ces dernières paroles, le colonel me semble être bien loin de l'état actuel et véritable des choses. Si nous remarquons l'œuvre directe du travail dans la production de la plus grande partie des marchandises; si, de plus, nous nous rappelons que les matières premières et les machines, ces deux autres branches de capital, sont, avant tout, le résultat du travail, nous reconnaîtrons évidemment que la faculté de reconstituer un capital dépend principalement de la faculté d'acheter et rétribuer du travail. Mais une quantité donnée de ce que le colonel Torrens appelle : éléments constitutifs du capital, ne représentera jamais une quantité donnée de travail. Par conséquent, si tel produit a nécessité une certaine somme de travail, il faudra, suivant les époques, les circonstances, une quantité variable de ces éléments constitutifs pour déterminer la même demande effective. On est donc bien loin de la vérité, quand on dit que si les élémens du capital, représentés par cent dix quarters de blé et cent dix vêtements, s'élevaient à « deux cent vingt quarters de blé et deux cent vingt assortiments d'habits, la demande effective pour l'article doublerait immédiatement [2]. »

On s'écarte bien plus encore de la vérité quand on dit « que l'accroissement de l'offre est la cause, la seule cause de l'accroissement des demandes effectives [3]; » et il est fort heureux pour l'humanité que cette proposition soit fausse. En effet, si elle était exacte, démontrée, combien ne serait-il pas difficile à une société de reprendre ses forces, de renaître après une déperdition temporaire de nourriture et de vêtements! Mais les lois bienfaisantes de la nature veulent que cette

[1] *De la Product. de la rich.*, chap. 6, sect. 6, p. 349.
[2] *Id.*, p. 343.
[3] *Id.*, p. 34[illegible]

diminution, dans de certaines limites du moins, accroisse la demande effective, au lieu de l'affaiblir. La théorie de l'offre et de la demande prouve que la nourriture et le vêtement, ainsi amoindris, haussent immédiatement de valeur; et l'expérience universelle nous enseigne, comme fait positif, que le prix monétaire des aliments et des vêtements qui subsistent hausserait pendant quelque temps dans une proportion plus forte que celle de la diminution en quantité, — le prix en argent du travail restant d'ailleurs le même. La conséquence nécessaire sera alors de pouvoir mettre en mouvement une plus grande somme de forces productives [1].

Il n'est peut-être rien d'aussi fatal à toute explication juste, raisonnée des faits réels de la société, que l'assertion suivant laquelle les salaires naturels du travail en nourriture et en vêtements seraient toujours à peu près les mêmes, et suffiraient à entretenir une population stationnaire. Les causes qui en général retardent ou accélèrent la marche des sociétés humaines, entraînent dans les salaires réels du travail des variations souvent fort graves, fort imposantes. Les marchandises en masse, et plus particulièrement le blé, sont dans un état d'oscillation perpétuelle; elles baissent ou haussent de prix suivant l'état du marché, les rapports de l'offre et de la demande, tandis que le prix monétaire du travail reste à peu près invariable. Dans le cas d'un renchérissement du blé et des marchandises, les salaires réels d'une journée ordinaire de travail diminuent nécessairement. L'ouvrier obtient alors une portion moindre de ce qu'il produit; les profits haussent immédiatement; les capitalistes peuvent rétribuer une plus grande somme de travail; plus de bras sont mis à l'œuvre, et l'excédant de produit qui en résulte devient le remède naturel applicable aux faits qui avaient produit cette hausse temporaire dans le prix en argent des marchandises. D'un autre côté, si le prix monétaire du blé et des autres marchandises vient à diminuer comparativement au prix monétaire du travail, il est

[1] Il est étonnant que des économistes renommés se servent, pour élucider leur pensée, de toute autre chose que de l'argent. Je suppose qu'ils craignent qu'on ne leur impute la pensée que la richesse consiste dans l'argent. Mais quoiqu'il soit certainement vrai que la richesse ne consiste pas dans l'argent, il est également exact que l'argent est un des agents les plus puissants de la distribution de la richesse; et ceux qui, dans un pays où les échanges se font à l'aide de l'argent, persistent néanmoins dans la tentative d'expliquer les principes de la demande et de l'offre, et les variations des salaires et des profits, en prenant pour base principalement les chapeaux, les souliers, le blé, les vêtements, etc., devront nécessairement tomber dans l'erreur.

évident que le journalier pourra acheter plus de blé avec son salaire : il obtiendra une portion plus considérable de ce qu'il produit; les profits baisseront nécessairement; les capitalistes ne pourront rétribuer qu'une plus petite somme de travail; moins d'individus seront constamment employés, et l'affaiblissement de production qui en découlera remédiera à cette situation relative de l'offre et de la demande qui aura déterminé une baisse monétaire dans le prix des marchandises. L'action de ces mouvements réparateurs, destinés à prévenir une surabondance ou une disette permanente, est tellement naturelle, tellement constatée par l'expérience universelle, qu'il est impossible de concevoir comment une prétendue loi sur l'offre et la demande, diamétralement opposée à cette marche des faits économiques, a pu avoir la moindre autorité.

Il faut se rappeler que relativement à un encombrement, la question n'est pas de savoir s'il est temporaire ou permanent, mais bien s'il est particulier ou général. Les causes indiquées plus haut tendent puissamment à prévenir la permanence d'une disette ou d'un trop plein, et à régler l'offre des marchandises de manière qu'elle amène toujours le prix naturel. Mais cette tendance vers un équilibre parfait ne prouve en aucune façon que la surabondance et la disette des marchandises soient choses inouies; elle ne le prouve pas plus que la tendance mystérieuse et bienfaisante de la nature à guérir elle-même certaines maladies, sans le secours de la science, ne prouve que ces maladies n'ont jamais existé.

Mais revenons plus particulièrement à M. Mill. Après avoir proclamé que l'offre c'est la demande, et que la demande c'est l'offre, et l'avoir proclamé si fréquemment, que le lecteur, ainsi balancé entre ces deux faits, ne sait plus où chercher la vérité, l'auteur arrive à une conclusion qui prouve, par son désaccord avec la théorie et la pratique, que ses prémisses sont fausses, ou que ce qu'il appelle sa chaîne de raisonnements indissolubles, n'est qu'une série d'anneaux épars et isolés. Il dit : « Comme l'ensemble des demandes et l'ensemble des offres dans un pays doivent constamment s'équilibrer, il est évident qu'il ne pourra jamais y avoir surabondance dans certains cas, et, par suite, baisse de la valeur en échange jusqu'au-dessous des frais de production, sans qu'aussitôt se révèle une insuffisance correspondante qui portera la valeur échangeable au-delà des frais de production. La doctrine des encombrements se trouve donc ainsi réfutée par une chaîne de raisonnements indissolubles. »

Si on compare simplement les marchandises entre elles, nul doute

qu'elles ne puissent toutes hausser ou baisser simultanément; mais si on les compare, comme le veut le passage ci-dessus, aux frais de production, il est évident que, suivant la théorie la plus rigoureuse, elles peuvent toutes s'élever ou baisser de valeur en même temps. Que sont en effet les frais de production? Ils représentent, soit la quantité d'*argent* nécessaire pour payer le travail consacré à la marchandise elle-même et aux outils, aux matériaux employés dans la production, plus les profits ordinaires à retirer des avances faites; ou bien encore ils représentent la quantité de travail *en nature* consacré à la production d'une marchandise et aux outils, aux matériaux nécessaires, — y compris une somme additionnelle de travail équivalente aux profits légitimement dûs sur les avances faites.

Maintenant il est évident, en théorie, que toutes les marchandises produites dans ce pays peuvent baisser de valeur, relativement à tel ou tel produit du Mexique. Il est tout aussi évident que les marchandises produites par le travail anglais peuvent baisser relativement à ce travail même, soit par un approvisionnement excessif, soit par suite de demandes moins considérables. Si maintenant nous descendons de ces vérités théoriques admises par tous et partout, aux faits mêmes, nous voyons de nos propres yeux, nous apprenons de la bouche des autres que de très grandes quantités de marchandises tombent parfois au-dessous des frais de production, — que ces frais soient d'ailleurs évalués en argent ou en travail. Et cela, sans qu'il y ait le moindre prétexte pour dire qu'il existe telle autre masse de marchandise dont le prix s'est élevé proportionnellement bien au-dessus des frais de production [1].

---

[1] Les observations que Malthus avait présentées dans ses *Principes*, en ce qui regarde l'encombrement des marchandises, avaient amené J.-B. Say à avouer que sa théorie des débouchés, telle qu'il l'avait développée dans la quatrième édition (1819), de son *Traité d'économie politique*, ne s'appliquait pas à toutes les phases de la production. « Je confesserai, écrivait l'économiste français à son adversaire, (*Mélanges et correspondance*, p. 290), que ma doctrine des débouchés que vous avez combattue dans vos autres ouvrages et dans celui-ci, est, en effet, sujette à quelques restrictions. Je l'ai tellement senti, que dans la cinquième édition de mon Traité, publié en trois volumes, à la fin de l'année dernière (1826), j'ai exposé cette restriction, quoique MM. Ricardo, Mill et Mac Culloch aient adopté ma doctrine à cet égard, et que le ministère actuel de la Grande-Bretagne en ait fait la base de son nouveau système commercial. »

C'est en ces termes que J.-B. Say exprime la restriction dont il est question (6e édit., p. 138, édit. Guillaumin.) « Au-delà d'un certain point les difficultés qui accompagnent la production, et qui sont, en général, surmontées par les services productifs, s'accroissent dans une proportion rapide, et ne tardent pas à surpasser

A ne prendre que ces dernières années, il est avéré que les cotonnades, les lainages, les toiles, les soieries sont descendus au-dessous du prix de revient, y compris les profits ordinaires. En cavant au plus bas, on peut dire que l'ensemble de ces produits représente une valeur approximative de soixante-dix millions de livres sterling. Maintenant, s'il est vrai que cette belle richesse manufacturière ait baissé de valeur jusqu'à descendre au-dessous des frais de production par suite d'une production exagérée, d'un commerce excessif et aussi des secousses que ces désordres impriment au crédit et à la circulation, quel sera l'homme assez crédule pour croire qu'il ait dû se produire, suivant les paroles de M. Mill : « Une disette correspondante, et par cela même une hausse dans la valeur en éch nge de certaines autres productions? » Je doute, pour ma part, qu'on puisse même citer pour une valeur de un million sterling de marchandises ayant dépassé les frais de production, alors que d'autres marchandises valant soixante-dix millions descendaient bien au-dessous.

D'où il suit que si un encombrement général peut se définir : la baisse d'un grande masse de marchandises au-dessous des frais de production sans une hausse proportionnelle dans un autre masse de marchandises tout aussi considérable, la conclusion de M. Mill contre l'existence de tout engorgement général, — conclusion fondée sur une prétendue « chaîne de raisonnements indissolubles » — ne repose sur aucune base.

Si des faits aussi bien établis que ceux qui précèdent se trouvaient

---

la satisfaction qui peut résulter de l'usage qu'on fait du produit. Alors on peut bien creer une chose utile, mais son utilité ne vaut pas ce qu'elle coûte, et elle ne remplit pas la condition essentielle d'un produit, qui est d'egaler tout au moins, en valeur, ses frais de production. Quand on a obtenu d'un territoire toutes les denrées alimentaires qu'on en peut obtenir, si l'on fait venir de plus loin de nouvelles denrées alimentaires, leur production peut se trouver tellement dispendieuse que la chose procurée ne vaille pas ce qu'elle coûte. Si le travail de trente journees d'homme ne pouvait les nourrir que pendant vingt jours, il ne serait pas possible de se livrer à une semblable production ; elle ne favoriserait pas le developpement de nouveaux individus qui, par conséquent, ne formeraient pas la demande de nouveaux vêtements, de nouvelles habitations, etc. « A la verite, le nombre des consommateurs etant borné par les denrées alimentaires, leurs autres besoins peuvent se multiplier indefiniment, et les produits capables de les satisfaire peuvent se multiplier de même et s'echanger entre eux. Ils peuvent se multiplier egalement pour former des accumulations et des capitaux. Toutefois, les besoins devenant de moins en moins pressants, on conçoit que les consommateurs feraient graduellement moins de sacrifices pour les satisfaires ; c'est-a-dire qu'il serait de plus en plus difficile de trouver dans le prix des produits une juste indemnite de leurs frais de production. » V. plus haut la note de la page 283. (M. M.)

contredits, ou si on ne leur accordait pas dans l'élaboration des théories économiques une place importante, il faudrait renoncer pour toujours à puiser quelque utilité dans la science [1].

M. Mill a couvert de son autorité les vues personnelles de M. Ricardo sur la question des salaires. Il dit : « Telle est la part de l'ouvrier, tel le taux de son salaire; et, *vice versâ*, tel est le taux des salaires, telle la part de marchandises ou de signes représentatifs de marchandises qu'il reçoit [2]. » Peut-être le terme *taux des salaires* dont se sert M. Mill pour exprimer cette portion du produit qui retourne à l'ouvrier, est-il, à certains égards, préférable au terme *salaires réels* employé par M. Ricardo; mais il soulève encore de grandes objections en ce qu'il nous apparaît comme une expression déjà vieille, déjà familière, et revêtue néanmoins d'un sens complètement nouveau. Avant M. Ricardo et M. Mill, personne n'avait songé à considérer les expressions, *salaires élevés*, *salaires minimes*, comme désignant la portion de produit attribuée à l'ouvrier. Dans le fait il n'existait, même en économie politique, aucun terme qui eût cette signification particulière; et cependant un terme de cette nature était devenu indispensable pour expliquer clairement la théorie des profits. Il fallut en choisir un qui n'eût pas déjà un sens spécial, défini dans le langage ordinaire. M. Mac Culloch se servit alors de l'expression *salaires proportionnés*, qui ne me semble soulever aucune objection.

En somme, il faut reconnaître que dans ses *Éléments d'Économie politique*, M. Mill est resté peu fidèle aux règles salutaires qui doivent guider les économistes dans la définition et l'emploi des termes. Ses expressions sont rarement consacrées par des autorités respectées et rarement maintenues avec rigueur et logique.

—

CHAPITRE VII.

DE LA DÉFINITION ET DE L'APPLICATION DES TERMES, PAR M. MAC CULLOCH, DANS SES « PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE. »

Quelque inattentifs, insouciants qu'aient été MM. Ricardo et Mill dans la définition et l'emploi des termes, M. Mac Culloch, je le crains, les a encore dépassés. Il semble même que, loin de devenir plus scrupuleux en approfondissant une question, il redouble alors d'audace et de légèreté.

---

[1] V. la note de la page 285.

[2] *Élém. d'écon. polit.*, chap. 2, sect., 2, p. 41.

Les propagateurs d'une science désirent, en général, se servir de termes bien définis : leur but principal est donc de rechercher des distinctions caractéristiques plutôt que des analogies partielles. M. Mac Culloch, au contraire, semble n'avoir en vue que les ressemblances : et partant de ce principe, il est conduit à confondre les objets matériels et immatériels, le travail productif et improductif, le capital et le revenu, la nourriture de l'ouvrier et l'ouvrier lui-même, la production et la consommation, enfin le travail avec les profits.

Toute personne qui lira avec attention l'ouvrage de M. Mac Culloch, verra que cette manière de voir ressort de tout ce qui a été exposé dans ses *Principes d'Économie politique.*

Voici la définition de la richesse donnée par M. Mac Culloch[1], définition qu'il considère comme inattaquable : — « La richesse se compose de tous les articles ou produits qui ont une valeur échangeable et sont nécessaires, utiles, ou agréables[2]. »

Peut-être n'est-on pas complètement inattaquable quand on se sert du mot *valeur* dans une définition de la richesse[3]. C'est un peu comme si on expliquait *ignotum per ignotius.* Mais indépendamment de cette objection, les termes de la définition sont tels, qu'on ne sait si elle comprend les biens immatériels. En général ces biens ne sont pas désignés par les mots *articles, produits;* et si on reconnaît que l'auteur les a voulu comprendre dans cette expression, c'est par une remarque générale faite sur ma définition de la richesse, — que je limite aux seuls objets matériels, — et par une définition subséquente du travail. Cette définition embrasse tous les biens créés par l'industrie de l'homme.

Dans un article sur l'économie politique publié dans le supplément à l'*Encyclopédie Britannique*, M. Mac Culloch avait exclu cette nature de biens de sa définition de la richesse et les raisons sur lesquelles il

---

[1] *Princ. d'écon. polit.*, part. I, p. 5.

[2] Cette définition de la richesse, qui méconnaît complètement l'importance de la valeur en usage, dont la valeur en échange n'est en réalité qu'un démembrement et une forme passagère, et qui aboutirait à faire regarder comme dénué de toute richesse un pays où toutes choses seraient dans une abondance telle que les habitants, supposés pourvus de tout, n'auraient nul besoin de recourir à l'échange, soulève de graves objections qu'il n'entre pas dans notre plan de discuter ici. Voyez, à ce sujet, les observations de Malthus, page 25 de ce volume, et les troisième et quatrième leçons du Cours de M. Rossi, qui ne laissent prise à aucun doute sur ce qu'il y a d'erroné à fonder l'idée de la richesse sur la valeur échangeable. (M. M.)

[3] La même observation peut s'appliquer à J.-B. Say. Dans la première édition de

appuie cette exclusion auraient suffi pour me convaincre, si déjà je ne les avais adoptées. Ainsi il dit : — « Si l'économie politique devait mettre en discussion la production et la distribution de tout ce qui est utile ou agréable, elle renfermerait en elle-même toutes les autres sciences : la meilleure Encyclopédie serait alors le meilleur Traité d'Économie politique. La santé est chose utile et délectable ; il faudrait donc insérer la médecine dans le catalogue de la science des richesses : la liberté civile et la liberté religieuse sont éminemment utiles, il faudra donc que la science des richesses comprenne la science politique ; le jeu d'un grand acteur est chose agréable, il faudra donc, pour compléter la science de la richesse, y introduire des discussions sur les principes de l'art scénique, et ainsi de suite. De telles définitions sont encore plus dangereuses qu'utiles. Elles ne peuvent avoir pour effet que d'offrir sur le but et les limites de la science des notions confuses, compliquées et même d'empêcher le lecteur de se faire une idée bien nette des recherches auxquelles il se livre [1]. »

Partant de ces idées, il avait limité la richesse aux seuls objets matériels ; mais, par une étrange inconséquence, il a compris, dans le même traité, sous le nom de travail productif, toutes ces différentes sources de biens qu'à si juste titre il avait exclus de sa définition pre-

---

son *Traité d'économie politique* (p. 165. — 1803), l'illustre économiste, adoptant l'idée de Smith et de Malthus, qu'il devait combattre plus tard, professait que les créateurs de produits immatériels ne concourent pas à l'œuvre de la production, et que leur revenu n'est qu'un prélèvement fait sur les travaux des classes productives qui perdent nécessairement alors ce que ceux-ci gagnent. « Toute l'industrie des médecins, disait-il, quelque étendue qu'elle soit, toute celle des administrateurs de la chose publique, des juges, des gens de lois, des militaires, des prêtres, des comédiens, des chanteurs, des domestiques, n'augmenteraient jamais d'une obole la masse des richesses sociales. » On voit que cette doctrine présente une analogie sensible avec celle des Économistes du siècle dernier, dont Adam Smith a dit que s'ils n'ont pas trouvé la vérité, ce sont eux du moins qui en ont rapproché le plus. (M. M.)

[1] Ces observations ont été principalement dirigées contre cette définition de la richesse proposée par lord Lauderdale : — *Tout ce que l'homme recherche comme lui étant utile ou agréable ;* mais elles atteignent aussi justement celle de M. Mac Culloch, que nous avons reconnue s'appliquer aux objets seuls qui possèdent une valeur échangeable. Suivant les paroles mêmes de M. Mac Culloch, on achèterait la santé au médecin, et le plaisir au théâtre à l'acteur ; et quant aux bienfaits de la liberté civile et religieuse, il est impossible de ne pas convenir qu'on doit nécessairement en payer la jouissance aux bons gouvernements. M. Hallam a dit, avec quelque vérité, que les libertés de l'Angleterre ont été, pour la plupart, obtenues par des achats successifs faits à la couronne.

mière. Il devait, cependant, s'apercevoir bientôt de l'inconséquence qu'il y avait à composer la richesse d'objets matériels seulement, et à dire ensuite que tout travail est également productif de richesse, soit qu'il crée des objets matériels, soit qu'il donne des produits immatériels. Aussi, pour s'affranchir de cette faute de logique, a-t-il modifié la définition en laissant de côté le terme *produits matériels*. Il nous reste maintenant à déterminer si, en agissant de la sorte, il ne s'est pas complètement écarté des règles qui doivent nous diriger dans le maniement des termes.

La définition de la richesse, telle qu'elle se trouve expliquée par ce qu'il dit ultérieurement du travail productif, comprend donc tous les biens qui dérivent du service des domestiques, des suivants, quelque soit, d'ailleurs, leur nombre.

Maintenant, supposons deux pays fertiles doués d'une population et d'une opulence égales. Dans l'un de ces deux pays, les propriétaires mettent tout leur orgueil, toute leur jouissance, à entretenir une suite nombreuse de serviteurs et de valets; dans l'autre, ils appliquent leurs rentes principalement à l'achat de produits manufacturés et de denrées exotiques. Il est évident que la différence des résultats, dans les deux cas, se manifesterait comme je l'ai déjà indiqué en parlant des Économistes du XVIII siècle. Dans le pays où les goûts, les habitudes des propriétaires les porteraient à préférer les créations de l'industrie et de l'art, on verrait d'abord s'établir une meilleure division des terres; secondement, en supposant le même capital agricole, il se formerait un capital industriel et commercial bien plus considérable; troisièmement, la forme tout entière de la société serait complètement différente. Dans un des deux pays, nous verrions un nombre considérable d'individus vivant sur les profits du capital; dans l'autre, il y en aurait, comparativement, fort peu; d'une part, la classe moyenne serait étendue, forte; de l'autre, la société serait divisée entre quelques propriétaires privilégiés et opulents et leurs nombreuses suites de domestiques; d'une part, enfin, nous trouverions en abondance de bonnes maisons, de bons meubles, de bons habits, de bonnes voitures; de l'autre, tous ces éléments de bien-être seraient le partage du très petit nombre.

Je le demande, maintenant, ne serait-ce pas donner le démenti le plus audacieux au langage, aux sentiments, aux vues de tous, que de considérer ces deux pays comme également riches?

M. Mac Culloch a découvert, cependant, qu'il y avait analogie entre le résultat accompli par le domestique et celui que donne le travail du manufacturier ou de l'agriculteur. Il dit : « Le but de tous nos efforts

est le même; c'est-à-dire, d'accroître la somme de notre bien-être et de nos jouissances. Il faut laisser à chacun le soin de déterminer quelle somme de jouissances il veut retirer du service de ses domestiques et quelle somme des différentes créations de l'industrie et de l'art.[1] »

J'admets volontiers que le troisième valet qui se carre derrière une voiture et semble n'avoir d'autre utilité que de fatiguer les chevaux, d'alourdir et user la voiture, j'admets, dis-je, que ce valet même, serve à caresser le désir, les goûts d'un homme tout aussi bien que peut le faire le fabricant de rubans ou de dentelles. J'admets, plus volontiers encore, qu'il est parfaitement absurde et tyrannique de se mêler de la façon dont les individus dépensent leurs revenus. Mais en faut-il conclure que, si ces différentes natures de travail ont des effets divers sur la fortune d'un pays, il ne faille pas les désigner par des noms qui puissent servir à expliquer la portée, le caractère de ces effets? M. Mac Culloch peut parfaitement découvrir certaines analogies entre la viande et le sel qui l'assaisonne : convenablement mélangés, tous deux contribuent à former un aliment nutritif et agréable, et l'on peut laisser, en général, à chaque individu, le soin de déterminer les proportions du mélange; mais faut-il donc, pour cela, confondre les substances et affirmer qu'elles sont *également* nutritives? Faut-il définir et appliquer nos termes de manière à laisser conclure de nos raisonnements que si chacun de nous composait son repas d'une part égale de viande et de sel, il y puiserait les mêmes sucs nourriciers, les mêmes éléments de force et de santé?

Mais M. Mac Culloch assure que le goût des choses produites par les ouvriers improductifs d'Adam Smith « a exactement le même effet sur la richesse publique que le goût du tabac, du champagne et de toute autre superfluité[2]. » On ne peut nier cette proposition, quand on a défini la richesse de manière à laisser croire que les jouissances offertes à quelques grands seigneurs, par un orgueilleux étalage de valets, entrent en ligne de compte aussi dans la statistique de la richesse d'un pays, bien que la masse des produits manufacturés et des denrées exotiques. Mais, ni M. Chaptal, dans son évaluation de la fortune publique en France, ni M. Colquhoun, dans sa statistique de l'Angleterre, n'ont fait figurer ces jouissances dans leurs savantes colonnes. Et certes, si la richesse désigne réellement ce qu'elle désigne

[1] *Princ. d'écon. polit.*, part. 4, p. 406.
[2] *Id.*, p. 410.

dans la conversation ordinaire et dans les écrits des plus hautes autorités de l'économie politique, l'influence qu'exerce sur la richesse d'une nation le goût des objets de comfort et de luxe, nous paraîtra essentiellement distincte de l'effet produit par le goût des domestiques et des serviteurs. L'échange des productions ordinaires de la terre contre des objets manufacturés, du tabac, du champagne, crée nécessairement du capital; et plus se multiplient ces échanges, plus s'accroissent les avantages qui résultent de l'augmentation du capital et d'une meilleure organisation sociale. L'échange des denrées de première nécessité contre des services personnels, poussé au-delà d'une certaine limite, tend évidemment à arrêter l'accroissement du capital; poussé encore plus loin, il s'oppose entièrement à toute accumulation et maintient fatalement le pays dans un état voisin de la barbarie.

Délivré pour un moment du joug de ses propres définitions, M. Mac Culloch observe fort justement que « le grand problème pratique compris dans cette partie de l'économie politique qui traite de la production de la richesse, peut se réduire à une simple discussion sur les meilleurs moyens à employer pour produire avec la plus petite somme de travail la plus grande somme d'objets nécessaires, utiles ou agréables[1]. » Mais avec les ouvriers improductifs d'Adam Smith il est impossible d'obtenir une telle économie de travail. Les avantages suprêmes que l'on peut retirer du capital, des machines, de la division du travail, sont ici complètement méconnus et annulés. Dans une infinité de cas, même, l'économie de travail dont parle l'auteur, agirait en sens inverse du but qu'on se propose, et qui est l'étalage d'une suite nombreuse et l'orgueilleux plaisir de commander du geste à une cohorte de domestiques.

Maintenant, s'il est vrai que le travail nécessaire pour créer des objets de comfort et de luxe, entraîne infailliblement la création et la distribution d'une nouvelle somme de capital; s'il est vrai que, par suite, il ouvre carrière aux avantages qui doivent résulter de l'économie du travail et de la mise en activité des machines, alors que le travail, dit improductif par Adam Smith, est impuissant à créer aucun de ces bienfaits, je demanderai si ces deux circonstances ne tracent pas à elles seules une ligne de démarcation assez profonde et qui justifie amplement la classification d'Adam Smith; je demanderai encore si elles ne démontrent pas l'utilité qu'on en peut tirer pour l'explication des *causes* productives de la richesse des nations.

---

[1] *Princ. d'écon. polit.*, part. 2, p. 71. Ces paroles n'ont aucune signification s'il est vrai que tous les genres de travail contribuent également à la richesse nationale.

D'ailleurs, il est si difficile de rester fidèle à une définition qui contredit ouvertement les usages ordinaires de la conversation et les idées admises par tous, que si M. Mac Culloch, lui-même, voyageait dans deux pays constitués comme nous l'avons indiqué plus haut, l'un avec une industrie et un commerce florissants, l'autre avec la même population, la même richesse alimentaire, et ne distribuant à la masse des habitants que le *panem et circenses;* si, dis-je, il parcourait ces deux pays, il n'hésiterait pas, j'en suis sûr, à dire que le dernier est *pauvre* et le premier *riche.*

Or, quelle est la cause nécessaire de cette différence? Adam Smith l'expliquerait d'une manière fort simple et fort satisfaisante. Il dirait que le nombre et l'action des ouvriers qu'il appelle producteurs ont été bien plus importants dans l'un des deux pays : —ce qui me semble une explication fort nette et fort concluante. Mais quant à M. Mac Culloch, j'avoue ne pas comprendre comment il rendra compte de ces faits avec des doctrines qui n'établissent aucune différence entre les différentes natures de travail [1].

Peut-être dirait-il, cependant, après s'être recueilli, que sa définition de la richesse ne l'oblige nullement à reconnaître qu'il y ait la moindre différence entre la fortune de ces deux pays. Dans ce cas, il sera permis de dire, je pense, que sa définition viole ouvertement toutes les règles qui doivent nous guider dans la signification et l'emploi des termes. En effet elle est contraire au sens attribué au mot richesse, dans la conversation ordinaire; contraire au sens adopté par les écri-

---

[1] Ni Smith, ni Mac Culloch, ni Malthus, ne peuvent résoudre cette question par la production, parce que c'est une question de consommation. Tout travail qui se paie produit une utilité qui est une richesse. Toute consommation détruit une richesse. Mais la consommation reproductive remplace la richesse consommée; tandis que la consommation improductive ne remplace rien. Du reste, le riche qui consomme le service de ses laquais, ou le drap de ses habits, produit le même effet quant à la richesse générale.

Un pays qui a beaucoup de manufactures s'enrichit parce qu'il *consomme reproductivement.* (*Note inédite de J.-B. Say.*)

On est véritablement surpris de voir M. de Saint-Chamans s'étayer de l'opinion de Malthus, au sujet de l'influence de la consommation sur la production, pour émettre les doctrines les plus inconcevables, et travestir de la manière la plus étrange celles de l'auteur dont il invoque l'autorité! « Dans ces derniers temps, dit M. de Saint-Chamans (*Du système d'impôt,* page 311), on a voulu mettre l'industrie, c'est-à-dire la production, sur le pinacle; on a prétendu qu'il n'y avait qu'elle de nécessaire dans un pays. Remettons-la à sa place; renversons-la de son trône usurpé; replaçons-y les riches oisifs qui ne peuvent dépenser noblement leur fortune sans enrichir leur pays, et qui représentent la con-

vains qui font autorité dans la science[1]. Loin de détruire les petites difficultés qui accompagnaient les définitions antérieures, elle les aggrave, enfin, elle donne un tel démenti à nos habitudes, à nos sentiments, qu'il est à peu près impossible d'en suivre logiquement les conséquences [2].

La définition que M. Mac Culloch nous donne du capital a exactement le même caractère que celle de la richesse. Ainsi, elle est tellement vaste qu'elle détruit toute précision et qu'elle mélange des choses qui avaient toujours été fort judicieusement séparée. Du reste, M. Mac Culloch semble attacher fort peu d'importance à l'altération d'une définition. Le passage suivant paraîtra fort extraordinaire à tout le monde : « On peut définir le capital d'un pays, cette portion de l'industrie nationale, qui tend directement à améliorer la condition humaine et à faciliter la production. Cette définition diffère de celle donnée par le docteur Smith et adoptée par la plupart des autres économistes. Le produit total de l'industrie d'un pays peut être considéré comme formant la fortune générale; mais le capital comprend seulement cette fraction de la richesse totale, qui est employée dans la production d'un certain genre de marchandises. L'autre fraction, celle qui sert à entretenir les habitants, sans intérêt de reproduction, a reçu le nom de *revenu* et ne paraît contribuer en aucune façon à l'accroissement de la richesse.

« Cette distinction paraît ne reposer sur aucune base solide. Telles portions de l'*avoir* brut d'une nation, employées sans vues immédiates

sommation. La consommation est la véritable reine des états de Plutus; elle règne, commande, féconde. La production marche à sa suite comme une esclave; épie tous ses caprices pour la prévenir, et ne peut qu'obéir. Je conclurai que la consommation est la principale source de la richesse; aussi la seule manière d'appauvrir un État est de diminuer la consommation. »

La raison est confondue d'un pareil langage. On croirait entendre un homme qui, tandis que vous cherchez comment on pourrait augmenter la masse d'eau qui alimente une fontaine publique, vous dirait : « Maladroits, ne voyez-vous pas que l'eau vient parce qu'on en tire! » Pour que le riche consomme, il faut qu'il achète; pour qu'il achète, il faut qu'il ait des revenus; or, d'où viennent ses revenus? d'une production quelconque. Il faut toujours remonter là. Il n'y a point de consommation qu'il n'y ait eu une production préalable. La consommation stérile est une fin, et n'est pas un moyen. Ce sont là des vérités du plus simple bon sens. (M. M.)

[1] M. Mac Culloch insiste longuement sur l'extrême importance de l'accumulation relativement à l'accroissement de la richesse. Mais comment en viendra-t-on à accumuler les biens créés par le travail des domestiques?

[2] Voyez p. 21 et suiv. de ce volume.

de production, sont fort souvent les plus productives en réalité. Ainsi, les fonds qu'employèrent Arkwright et Watt, pour leur consommation personnelle, fonds sans lequel ils n'auraient pu subsister, a été envisagé, classé comme *revenu;* et, cependant, il est évident qu'il contribua bien plus puissamment à accroître leur fortune que des sommes égales consacrées à rétribuer les artisans dont ils utilisaient les bras. Il est toujours fort difficile de déterminer si telle portion de la fortune générale est ou n'est pas employée productivement; et toute définition du capital qui visera à résoudre cette difficulté, aboutira, en définitive, à embrouiller, à obscurcir une question qui, en elle-même, est surabondamment simple. Nos propres vues sur la matière nous font considérer comme capital tout ce qui peut contribuer directement à entretenir un homme ou à l'aider dans l'acquisition ou la production des marchandises. Mais, quant à la manière d'employer un objet, nous croyons qu'il faut voir là, ce qui y est réellement d'ailleurs, une question parfaitement distincte des choses qui servent à caractériser nettement un capital. Tout nous dit, *à priori*, que le cheval attelé au tilbury d'un élégant, peut être aussi productivement employé que s'il traînait le haquet d'un brasseur; et quelque différents que puissent être les résultats obtenus dans les deux hypothèses, l'identité du cheval n'en est nullement affectée. Dans les deux cas, il a la propriété d'aider à la production, et tant qu'il conservera cette propriété, on devra le regarder, à part toute autre considération, comme représentant une fraction du capital du pays [1]. »

Si de pareilles doctrines étaient admises dans la science, il faudrait dire aussitôt adieu à toutes ces classifications, à toutes ces désignations caractéristiques qui nous aident si puissamment à expliquer le mouvement progressif de la civilisation matérielle. Si la distinction établie entre la masse des produits d'un pays et cette partie de la masse qui se trouve consacrée à certaines productions, ne repose sur aucune base sérieuse, on peut se demander sur quelles bases plus sérieuses repose la différence entre l'ensemble de la population mâle d'un pays et les diverses classes de médecins, d'avocats, de manufacturiers et d'agriculteurs? Toutes peuvent se ranger effectivement sous la dénomination générale d'hommes; mais il n'en est pas moins fort utile de les distinguer nettement par des dénominations qui révèlent les fonctions spéciales de chacun.

Le pain que je consomme moi-même ou que je donne à un domes-

---

[1] *Princ. d'écon. polit.*, part. 2, p. 92.

tique, forme une partie du produit général du pays et peut n'être pas différent de celui qui est avancé à l'ouvrier des manufactures ou de l'agriculteur. Lorsque je consomme ce pain ou le fais consommer par mon domestique, j'atteins certainement un but sérieux et important; je conserve la vie, la santé d'un individu, mais je ne le fais qu'en diminuant d'autant ma fortune. Si je donne, au contraire, comme salaires, le même morceau de pain à un ouvrier industriel ou agricole, je n'en retirerai pas, personnellement, un service aussi nécessaire, aussi direct, mais ma fortune en profitera et grandira immédiatement. N'est-il pas, dès-lors, essentiel de caractériser par des appellations distinctes les différences profondes que peuvent nous présenter, dans leurs résultats, les mêmes avances[1] ?

C'est pourquoi le revenu et le capital ont été constamment séparés dans le langage ordinaire comme dans les écrits des meilleurs économistes. Par le mot revenu, on a voulu désigner ce qui est dépensé en vue d'un bien-être ou de plaisirs immédiats; par le mot capital, ce qui est dépensé en vue d'un profit futur. Mais, d'après le système exposé par M. Mac Culloch dans les lignes précédentes, c'est la faculté d'accomplir certaines fonctions particulières, et non l'accomplissement habituel de ces fonctions qui justifie et motive des désignations particulières. Ainsi, ce cheval qui entraîne rapidement un coupé dans un de nos parcs pourrait être attelé au baquet d'un brasseur ou au charriot d'un fermier; de là, « quelque différents que puissent être les résultats obtenus, dans les deux cas l'identité du cheval n'en est nullement atteinte. Dans les deux hypothèses il a la propriété d'aider à la production, et tant qu'il conservera cette propriété, on devra le regarder, à part toute autre considération, comme représentant une fraction du capital du pays. »

Il me paraîtrait tout aussi raisonnable de dire qu'un homme, par cela seul qu'il pourrait remplir les fonctions de juge, doit en recevoir immédiatement le titre. En effet, qu'il siège ou non dans une de nos cours, l'identité de l'homme est incontestable; dans les deux cas, il possède au même degré la faculté de statuer sur une cause, de diriger un débat, et tant qu'il conservera cette faculté, on devra le regarder, à part toute autre considération, comme un des magistrats du pays. On prétend que les Français s'extasient sur le petit nombre des juges en Angleterre. Si cette nomenclature élastique était adoptée, leur étonnement cesserait bientôt.

---

[1] L'auteur s'aperçoit lui-même, ici, que c'est une question de consommation. (*Note inédite de J.-B. Say*).

La totalité des revenus de chacun, de quelque manière que ces revenus puissent être actuellement employés, pourrait, à la rigueur, être annexée à la subsistance de l'homme. Donc, suivant les définitions de M. Mac Culloch, tous les revenus sont un capital. Mais cette extension extravagante donnée à la signification d'un terme ne paraît pas même le satisfaire. Il va plus loin : il trouve moyen de créer une analogie entre l'homme qui travaille et le cheval qui travaille, et il est ainsi conduit à dire [1] : — « Quelque vaste que puisse paraître tout d'abord le sens attribué au mot capital, je suis convaincu qu'on devrait lui donner encore plus d'ampleur. Au lieu de limiter le terme capital à cette portion des produits du travail qui sert à entretenir l'existence humaine et à faciliter la production, rien ne s'opposerait, ce semble, à ce qu'on admît l'homme lui-même comme faisant partie du capital national. L'homme est aussi bien le produit du travail que les machines construites par ses efforts intelligents ; et il me semble que dans toute dissertation économique on devrait le considérer sous le même point de vue [2] »

Qu'il y ait une certaine analogie entre un homme et un cheval qui travaillent, nul ne songe à le nier; mais est-ce là une raison suffisante pour les ranger tous deux sous la désignation de capital? La question n'est pas de savoir s'il existe entre ces deux objets des ressemblances de détail, mais s'ils ne sont pas séparés par des différences caractéristiques. Or, il y a évidemment dans les recherches économiques une

---

[1] *Princ. d'écon. polit.*, part. 2, p. 114.

[2] L'assimilation que M. Mac Culloch s'efforce d'établir entre l'application à l'œuvre productive des forces libres et réfléchies de l'homme, et celle de la force aveugle et materielle du capital, en confondant ces agents si distincts sous la même dénomination, révolte la raison et est l'un des exemples les plus frappants des aberrations qui peuvent se glisser dans les recherches economiques. Comment s'etonner, en entendant professer de pareilles doctrines, qui immolent ainsi, de propos délibéré, l'esprit à la matière, la réflexion à l'instinct, de la déconsidération qui s'attache, dans certains esprits, à l'économie politique? N'est-ce pas là, en effet, introniser le matérialisme dans la science? Il est difficile de pousser plus loin que M. Mac Culloch ne l'a fait, dans cette circonstance, l'esprit de système, l'abus des mots et les prétentions de la logique. Du reste, il est facile de s'expliquer les préoccupations auxquelles il a obéi et comment il a pu tomber dans cette grossière erreur. Adoptant l'idée exclusive de Ricardo, qui fait du travail l'instrument unique de la production, M. Mac Culloch n'a-t il pas été amené forcément, sous peine d'etre taxé d'inconséquence avec le principe qu'il avait admis, à ranger sous la notion du travail le capital, cet autre instrument de production, et de ne pas le reconnaître comme un agent *sui generis?* Professant, comme nous l'avons vu, que le caractère fondamental de la richesse réside dans la valeur échangeable des objets,

différence suffisante entre un homme libre, un cheval, une machine, un produit alimentaire, pour nécessiter des désignations spéciales, surtout lorsqu'une des principales préoccupations — la plus élevée même de toutes les préoccupations de l'économiste — a été d'assurer en tous temps à l'homme une quantité suffisante de tous les produits créés par son industrie. Ici toute confusion devient donc impossible.

On a dit jusqu'à présent que le bonheur des classes ouvrières de la

---

et que l'abaissement du prix de revient est le principal résultat que l'activité sociale doit s'efforcer d'atteindre, M. Mac Culloch n'était-il pas d'accord avec lui-même, en portant son attention exclusivement sur la masse des richesses produites, susceptibles d'être échangées et de procurer un bon profit à l'entrepreneur, sur le produit net enfin, sans s'inquiéter de distinguer la nature et le caractère des agents qui avaient concouru à ce résultat, le piston de la machine ou l'effort musculaire du cheval de labour, de l'acte volontaire et libre de l'homme?

Cette doctrine, que Malthus réfute ici sous le rapport purement technique, a été, de la part de M. Rossi, l'objet d'une réponse, où se retrouve toute la hauteur de vues et la pénétration de l'éminent économiste qui, le premier, a su animer la science économique du spiritualisme le plus élevé, et revendiquer les droits de la dignité humaine trop souvent méconnus par des écrivains, dont les déplorables tendances philosophiques n'ont pas peu contribué à déplacer l'économie politique de sa véritable base. La réfutation de M. Rossi, insérée dans le *Journal des Économistes* (tome VI, p. 115), s'adresse à une note annexée par Mac Culloch à l'édition qu'il a donnée d'Adam Smith, et où il présente le travail comme synonyme d'action, d'opération quelconque. Le lecteur nous saura gré, sans doute, de mettre devant ses yeux la belle protestation du savant professeur.

« Nous ne saurions accepter cette doctrine, dit M. Rossi; elle repose, ce nous semble, sur une double erreur, et jetterait beaucoup de confusion dans la science. M. Mac Culloch se fonde d'abord sur l'usage général : dans la langue commune on dit, en effet, des animaux, qu'ils travaillent. En se conformant à cet usage, en l'étendant même aux machines et aux autres moyens de production, M. Mac Culloch fait, ce nous semble, le contraire de ce qu'on devait attendre d'un homme de science. Le procédé scientifique consiste à separer chaque terme technique de l'alliage que le vulgaire y a mêlé. Au lieu d'exclure le sens métaphysique, M. Mac Culloch l'exagère. On dit d'un cheval de labour qu'il travaille, comme on dit d'un habile chien d'arrêt qu'il calcule, qu'il prévoit, qu'il raisonne. L'homme a toujours prêté ses sentiments, ses passions, sa force ou ses faiblesses, aux êtres qui lui sont supérieurs et à ceux qui le suivent dans l'ordre de la création. Dans son langage, il a toujours abaissé les êtres divins, et élevé les animaux jusqu'à lui. Mais, encore une fois, qu'est-ce que la science, avec sa rigueur et sa précision, peut avoir de commun avec ces créations de l'imagination et ces licences de l'art? M. Mac Culloch ne veut pas seulement de la poésie de la langue ordinaire, il y ajoute. Outre les bœufs et les chevaux, il fait *travailler* le feu, le vent, la vapeur. Il ose ce qu'oserait à peine un poëte.

société dépend principalement de la rapidité avec laquelle s'accroît le capital d'un pays comparativement à sa population ; mais il est évident que si le capital d'un pays comprend la population, cette proposition manque de sens. Et cependant je ne sache pas d'auteur qui ait reproduit aussi fréquemment cette proposition que M. Mac Culloch. La nécessité à laquelle il semble obéir si souvent en attribuant à des termes nouveaux une signification ancienne, et cela en dépit de ses propres réformes, prouve mieux que toute dissertation l'extrême difficulté que

---

Et pourquoi tant de hardiesse? Parce que l'action de ces forces est un moyen de production comme le travail de l'homme. C'est dire, en d'autres termes, qu'il faut supprimer la distinction de la terre du capital et du travail, faire de toutes choses un pêle-mêle : juste le contraire de ce qui distingue les connaissances scientifiques des notions confuses du vulgaire.

Parce que des agents très divers concourent au même but, il ne faudra plus tenir compte des caractères particuliers et distinctifs de chacun de ces agents! Disons-le, il n'est pas plus raisonnable de confondre Watt et Jacquard avec une chaudière et une navette, qu'il ne le serait de parler de Marlborough et de Turenne comme on parlerait d'un affût et d'un mortier.

Est-ce là une simple question de mots, de propriété de langage? Ne fût-elle autre chose, la question ne serait pas sans quelqu'importance ; car, en adoptant la signification qu'on voudrait donner au mot de travail, et qui est parfaitement inutile, puisqu'il ne manque pas d'expressions pour indiquer d'une manière générale la force et la puissance de tous les instruments producteurs, on s'expose à des équivoques incessantes, et on jette l'esprit du lecteur dans la perplexité, toutes les fois qu'on n'a pas soin d'ajouter au mot travail une qualification précise.

Mais ce n'est pas seulement pour généraliser une expression qu'on applique ainsi le mot travail à tous les agents de la production. Ce qu'on veut établir par là, c'est qu'en réalité il n'y a aucune différence essentielle entre le travail de l'homme et l'action des machines, et qu'en ce qui concerne les doctrines et les conclusions de la science des richesses, ces deux forces sont à tous égards identiques. Qu'on dépense, dit-on, la même somme en salaires, en entretien de chevaux, en louage de machines, le produit obtenu par chacun de ces moyens aura la même valeur. Il n'y a donc pas de distinction à faire, car la science économique s'occupe-t-elle d'autre chose que de la valeur en échange?

La réponse est facile. Le travail de l'homme peut être considéré dans ses rapports avec les travailleurs, avec les entrepreneurs, avec l'État. Sous ces divers points de vue, le travail de l'homme se distingue profondément de l'action du capital, même pour l'économiste.

Le travailleur, c'est de l'homme que nous parlons, est doué de liberté ; il a des droits. S'il travaille, c'est pour lui-même ; c'est pour obtenir des jouissances matérielles et des jouissances morales. Ne se livrât-il au travail que pour remplir un devoir, toujours est-il que c'est en lui-même, dans son activité morale, que se trouve le principe de son action, la cause de son fait.

Voit-on là des considérations purement métaphysiques et complétement étrangères à la science économique, à la théorie de la production? Il est, nous le savons,

l'on éprouve à rester constamment fidèle dans ses raisonnements à des définitions inusitées et de date récente.

C'est ainsi que dans sa triste dissertation sur les effets de l'absentéisme en Irlande, une des raisons par lesquelles il croit démontrer que l'absence des propriétaires ne diminue en rien la richesse de ce pays, est que ces propriétaires *n'en détournent aucun capital, mais seulement les sommes qu'ils dépenseraient pour leur bien-être et leurs jouissances.* Or, s'il est vrai que le capital d'un pays soit, comme le veut

---

des hommes qui n'aperçoivent aucun rapport entre les éléments moraux de notre nature et l'économie politique. A leurs yeux, le travailleur n'est qu'une machine. Il n'est pas de ce lieu de signaler toutes les conséquences de cette étrange façon de penser : disons seulement, et cela suffit pour indiquer toute la portée de ces doctrines, que c'est là une économie politique qui n'appartient qu'aux pays d'esclavage. Là, et là seulement, l'ouvrier est une machine et fait partie du capital; parce que là la nature humaine a été foulée aux pieds et la loi de Dieu méconnue. Dans le pays de liberté, le travailleur est un agent de la production, mais un agent *sui generis.*

Libre, il travaille ou il ne travaille pas ; il travaille avec plus ou moins d'intelligence, de soin, d'ardeur, de dévoûment ;

Il s'engage pour un temps plus ou moins long ;

Il débat le prix de son travail ;

Il se marie ou il ne se marie pas ;

Il consomme plus ou moins, selon qu'il est prévoyant ou imprudent, économe ou dissipateur ;

Il peut passer d'un travail a un autre travail, d'un entrepreneur à un autre entrepreneur, même d'un pays dans un autre pays, selon le taux des salaires, suivant son goût, son caprice. Omnivore, facilement polyglotte, pouvant à la rigueur se plier aux mœurs, aux usages, aux institutions de tous les pays, le travailleur peut modifier les conditions des marchés ; il peut transporter sa puissance d'un lieu dans un autre lieu, enrichir un État, en appauvrir un autre. La révocation de l'édit de Nantes donna des tisserands et autres travailleurs à l'Angleterre, à la Suisse, à la Prusse, et la production française s'en trouva profondément affectée.

Voyez ce qui se passe dans les colonies anglaises. Beaucoup de nègres émancipés ont refusé leur travail aux producteurs de sucre. Un salaire élevé, de jolies habitations, d'autres avantages encore, n'ont pu décider les affranchis à cultiver ces champs qui avaient été le théâtre de leur servitude, et qui leur rappelaient leurs souffrances et leur abaissement. Ils ne se croient libres qu'en faisant autre chose que ce qu'ils faisaient étant esclaves ; tout engagement les effraie comme une sorte d'asservissement ; pour sentir la liberté, le nègre a besoin de pouvoir se dire impunément : Aujourd'hui, je ne veux pas travailler. C'est une des funestes conséquences de l'esclavage, que le dégoût qu'il inspire pour tout travail suivi et régulier. Précisément parce qu'on avait rabaissé l'esclavage à l'état de la machine, il s'éloigne aujourd'hui avec effroi de ces occupations prévues, à jour et heure fixes, qui lui rappellent ces temps où le fouet du commandeur lui disait à chaque instant dans son brutal langage : Tu n'as pas de volonté.

M. Mac Culloch, *cette portion de l'industrie nationale* qui tend directement à améliorer la condition humaine et à faciliter la production, » il en résulte que les propriétaires enlèvent à l'Irlande un capital énorme. Tout le monde reconnaîtra en effet que le blé, les bestiaux, le beurre, produits sur leurs domaines, peuvent servir directement à entretenir notre existence; et ce sont toutes ces choses qui, après le règlement des lettres de change, vont en définitive et en réalité payer leurs rentes en Angleterre.

La production du sucre a diminué, surtout à la Jamaïque : les colons effrayés ont dû recourir à toutes sortes d'expédients pour remplacer, par des travailleurs étrangers, les ouvriers qu'ils avaient à côté d'eux, mais qui leur refusaient tout service. Plusieurs producteurs ont dû renoncer à toute exploitation; d'autres n'ont pu se procurer le travail qui leur était nécessaire qu'avec d'énormes sacrifices. Comment affirmer, en présence de ces faits, qu'il n'y a aucune différence entre l'action d'une machine et le travail de l'homme?

Evidemment nul ne le dira, en considérant le travail dans ses rapports, soit avec les travailleurs, soit avec les entrepreneurs.

Les travailleurs repoussent avec horreur l'esclavage, précisément parce qu'ils les confond avec les bêtes de somme et les machines. Les entrepreneurs des pays à esclaves ne sont pas en général favorables à l'émancipation, parce que, comme producteurs, ils trouvent plus commode et plus économique de faire mouvoir des hommes réduits à l'état de machines, que de traiter avec des hommes libres.

La différence entre le travail de l'homme et la puissance du capital n'est pas moins sensible, lorsqu'on considère le travail dans ses rapports avec l'Etat. Qu'il y ait sur le marché trop ou trop peu de bœufs, de chevaux, de machines à vapeur, les pouvoirs publics s'en inquiètent peu. Si le commerce est libre, si des lois absurdes n'entravent pas le jeu de l'offre et de la demande sur les divers marchés du monde, l'équilibre ne tardera pas à se rétablir, et les oscillations du capital n'intéressent guère la paix publique. En est-il de même des oscillations du travail?

Si le capital abondait beaucoup plus que le travail, les salaires s'élèveraient, et les capitalistes verraient leurs profits s'abaisser; il y aurait des perturbations dans les fortunes privées, mais nul trouble dans l'état. Mais si le contraire arrivait; si, par une cause quelconque, des multitudes de travailleurs manquaient d'emploi, si l'émigration leur devenait impossible, et qu'ils errassent dans les rues, en proie à la faim, à la misère, au désespoir, la société pourrait-elle fermer les yeux et dire froidement ce qu'elle dirait d'un excédant de bœufs ou de moulins à vent? Sous une forme ou sous une autre, le pays viendra au secours de ces infortunés, qui sont des hommes, et parce qu'ils sont des hommes. On peut, sous l'empire de quelque idée spéculative ou de quelque passion politique, discuter avec violence la question de savoir si, en venant au secours du pauvre sans travail, la société accomplit un devoir strict ou fait un acte de charité; toujours est-il que pendant la discussion les secours ne manqueront pas, et que la logique ne fera jamais oublier à une société chrétienne qu'elle a des entrailles. Or, ces secours à des hommes qui ne peuvent pas se procurer un travail utile, modifient le produit net de

M. Mac Culloch semble encore recommander l'émigration comme un des meilleurs moyens pour soulager la détresse de l'Irlande, en altérant ainsi les proportions entre le capital et le travail. Mais si, d'après ses propres idées, l'homme doit être considéré dans toutes les dissertations économiques comme un capital, et cela au même titre que les machines et la nourriture, l'émigration d'une partie de la population doit avoir pas pour résultat d'enlever au pays une portion du capital national, — ce qui paraîtra à tout le monde chose dangereuse. Quels

---

l'industrie sociale. C'est une dépense à la charge de la communauté, dépense qui serait en définitive encore plus considérable, si la société, sourde à la voix de l'humanité, se croisait les bras, prête seulement à réprimer les désordres qu'enfantent la misère et le désespoir.

Il est donc évident que l'action de l'homme dans la production se distingue profondément de l'action des êtres sans liberté et sans moralité, et qu'on abuse du langage en appliquant aux forces productives qui n'ont pas conscience d'elles-mêmes, le nom qui désigne particulièrement l'œuvre de l'homme.

Mais il est nécessaire, dit-on, d'avoir un mot qui exprime l'action de toutes les forces productives, quelles qu'elles soient, sauf ensuite à distinguer chaque force diverse par des mots différents : or, rien n'empêche de choisir pour cela le mot de travail. Singulière méthode de prendre pour dénomination commune précisément le mot qui désigne l'action d'une force toute particulière, de la force qui se distingue le plus de toutes les autres ! En détournant ainsi le mot *travail* de son acception naturelle et généralement comprise, on se met dans la nécessité de forger je ne sais quel mot nouveau pour exprimer l'action productive de l'homme ! »

Les économistes ne sauraient trop méditer ces paroles de l'éloquent professeur. Pendant trop longtemps une sorte de logique matérialiste, qui nous est venue de l'autre côté du détroit, a régné dans la science. On a poussé l'abstraction jusqu'à isoler la nature humaine d'une étude qui a pour but de découvrir le mouvement des choses propres à la satisfaction de ses besoins, jusqu'à séparer par un abîme la science de la richesse de la science de l'homme. Trop d'esprits ont perdu de vue le véritable objet de leurs observations et les voies de la saine méthode. Il semble qu'ils aient détourné les yeux de l'âme humaine, avec ses besoins et ses sentiments, des faits internes qui en émanent, des ressorts cachés qui la font agir, pour ne prêter leur attention qu'aux vicissitudes des choses, aux manifestations extérieures, à des effets matériels dont ils ont méconnu la cause, qui est la volonté de l'homme ; de telle sorte que la science économique, au lieu de suivre la direction élevée qui lui avait été imprimée par les penseurs du siècle dernier, a abouti, sous la plume de quelques-uns, à une sorte de logomachie abstraite, à une série de formules sans application, et à une réalité artificielle qui ne repose que sur des apparences extérieures et un vain échafaudage de mots. L'école française a su se préserver en partie de ces funestes tendances qui interdisent tout progrès à la science et la frapperaient d'un juste discrédit ; c'est à elle qu'il est réservé de la maintenir dans la voie d'où elle n'aurait jamais dû sortir, et d'établir sur des fondements inébranlables l'alliance naturelle de l'homme et de la richesse, du producteur et de la production, de l'économie politique et de la philosophie morale. (M. M.)

que soient donc les défauts ou le mérite des raisonnements de M. Mac Culloch sur ces matières, ses définitions sont telles qu'elles détruisent dans l'application tous nos arguments.

Il est peu utile de répéter ici que, dans les sciences purement spéculatives, les définitions et les classifications sont rarement parfaites et complètes; mais tout homme raisonnable s'empresse de mettre à profit un instrument fort utile, quoique imparfait, dès qu'il lui est impossible d'en trouver un autre. Ainsi, s'il est réellement utile, pour expliquer nettement les sources de la richesse des nations, d'établir une distinction, d'ailleurs imparfaite entre le travail des agriculteurs, des manufacturiers, des commerçants et les fonctions de nos serviteurs, de nos laquais ou de nos bouffons, je ne vois pas que l'utilité de cette distinction soit le moins du monde affaiblie, parce que, dans certaines circonstances, le travail des domestiques ressemble beaucoup à celui des ouvriers productifs. La classification se fonde sur le caractère général et les effets généraux d'un certain genre d'industrie comparé avec un autre; et si ces grandes données suffisent pour tracer une ligne de démarcation bien tranchée, il est simplement puéril d'insister sur des détails [1] »

Mais dans le cas même sur lequel s'appuie principalement M. Mac Culloch, la différence est si palpable, qu'elle entraîne nécessairement une classification particulière. Il est vrai, sans doute, que pour avoir du feu dans un attique de Londres, il faudra monter le charbon de la cave jusqu'à l'étage supérieur, comme il a fallu l'élever des entrailles de la terre jusque sur le carreau de la mine; il est encore très vrai qu'il y a une certaine analogie entre l'opération qui porte le charbon au sommet d'une maison et celle qui le porte au sommet de la houillère; mais je persiste à dire qu'il y a entre ces deux faits des différences bien autrement caractéristiques.

---

[1] Ceci a été parfaitement établi par M. Mill dans ses *Éléments d'économie politique*, chap. 4. sect. 1, p. 219, d'accord en cela avec M. Ricardo, il reconnaît entièrement la distinction établie entre le travail productif et improductif. M. Say, tout en qualifiant de productif le travail des domestiques, établit une différence entre le travail productif des produits *matériels* et celui créé des produits *immatériels*. Il dit de ces derniers : « En favorisant leur multiplication, on ne fait rien pour la richesse; on ne fait que pour la consommation. » *Traité*, liv. I, chap. 13. C'est là une différence fondamentale; et quoique je préfère la classification d'Adam Smith comme plus simple, je reconnais qu'il serait possible d'expliquer nettement avec ces principes les causes de la richesse des nations. Mais j'avoue ne savoir plus comment expliquer ces causes dès qu'on considère tout travail comme également productif.

Le propriétaire ou l'exploitateur de la mine paie le mineur dans l'intention expresse d'accroître sa richesse; la valeur du travail de cet ouvrier emporte donc un certain profit réalisé sur le prix du charbon de terre, et l'on pourra faire figurer le résultat de cette opération dans les évaluations de la richesse nationale. Mais lorsque le propriétaire paye un domestique pour lui apporter du charbon dans son salon, il le fait dans le but avoué de rendre plus facile, plus agréable, plus douce la consommation de la richesse qu'il a acquise par le travail du mineur. Les deux travailleurs sont ici employés à des fonctions bien différentes : l'un sert à créer la richesse, l'autre sert à la consommer. Il m'est impossible de découvrir dans une recherche sur les causes de la richesse des nations une ligne de démarcation à la fois plus profonde et plus utile.

De même, s'il paraît utile, dans l'intérêt des explications, de distinguer par des noms divers le fonds destiné à une consommation immédiate, et celui que l'on conserve ou met en œuvre en vue de bénéfices futurs, il serait parfaitement niais d'attendre que l'on ait approfondi les qualités particulières de chaque individu, pour caractériser la nature de ses dépenses. Ainsi, en voyant des hommes tels que Watt et Arkwright [1] se réserver fort naturellement, fort légitimement les moyens d'entretenir, pour la satisfaction de leurs goûts et de ceux de leurs amis, de leur famille, une maison élégante et splendide, faudra-t-il donc faire une exception en leur faveur, et considérer leur dépense comme un placement de capitaux, au lieu de la considérer comme la consommation d'un revenu — ce que nous aurions fait s'il s'agissait de toute autre personne. Une telle distinction imposerait aux économistes une tâche qu'on serait absurde de chercher à accomplir; d'ailleurs, elle manquerait le but qu'on se propose avec des classifications, et ne contribuerait pas à donner ces signes caractéristiques auxquels on a fait allusion. Dans un inventaire de la richesse nationale, le génie d'un Newton ou d'un Milton doit se trouver nécessairement méconnu, déprécié; et cela prouve simplement qu'il est en dehors de la richesse bien des termes d'admiration et de bonheur. Mais les économistes sauront toujours rendre hommage à des hommes tels que Watt et Arkwright. Le fruit de leur génie et de leur travail est d'une nature facilement calculable; on peut l'apprécier en évaluant la somme de capital et de revenu qu'il ajoute à la richesse d'un pays. Mais, après avoir ainsi chiffré les effets de leur génie, ne serait-ce pas s'engager dans des difficultés insurmon-

[1] *Éléments d'Écon. pol.*, 2ᵉ part., p. 95.

tables, et même faire double emploi, que d'y ajouter encore la valeur de ces hommes, considérés comme de merveilleuses machines? Ce serait absolument comme si, après avoir établi la valeur d'un article produit par un artiste habile, on y ajoutait ses salaires élevés, pour réunir tout cela dans une inventaire de la richesse nationale.

Mais il est extrêmement difficile, avec la nomenclature de M. Mac Culloch, de dire ce qui doit s'appeler richesse, et ce qui peut être considéré comme travail productif. D'après les vues exprimées par lui, tout genre d'effort, tout genre de consommation qui tendent, même *indirectement*, à encourager la production, devraient être qualifiés de *productifs;* et avant de nous décider à appeler improductifs les exercices, les amusements les plus puérils ou les plus ridicules, tels que l'action d'insuffler des bulles de savon ou de bâtir des châteaux de cartes, il nous faudrait déterminer d'abord si la personne ainsi occupée ne rachète pas ces loisirs enfantins par un redoublement d'activité [1]. Sans insister sur l'impossibilité où on se trouverait d'établir une classification quelconque avec des doctrines aussi incertaines, aussi chargées d'investigations et de détails, je dirai que si nous détruisions jamais la distinction entre un genre de travail si directement producteur de richesse, qu'on la retrouve dans la valeur de l'objet créé, et un autre genre de travail dont on ne retrouve nulle part la valeur, nous introduirions nécessairement la plus grande confusion dans la science, et nous ferions des sources de la richesse des nations un mystère impénétrable. Avec un pareil système, il n'est aucun travail, aucun amusement qui ne puisse être appelé productif. La promenade, l'équitation, l'escrime, les cartes, le billard, etc., peuvent stimuler indirectement la production, en d'autres termes, être des causes de production; et comme le dit M. Mac Culloch, « on frise la naïveté en disant que ce qui est une cause de production doit être productif [2]. »

Mais de toutes les causes indirectes de production, la plus puissante, sans contredit, est la consommation.

Si l'homme ne devait rien consommer, combien serait comparativement chétive la masse des productions du monde! La consommation est donc le stimulant principal de la production; et si nous devons mettre sur la même ligne les causes directes et les causes indirectes, comme le veut d'ailleurs M. Mac Culloch, — il nous faut ranger dans la

---

[1] *Princ. d'écon. polit.*, part., 4, p. 409.

[2] *Idem*, p. 411.

même classe le manufacturier et le joueur de billard, le producteur et le consommateur.

Il est impossible qu'une telle confusion de termes n'agisse pas d'une manière dangereuse sur la science économique. Il faut de toute nécessité, et sous peine d'obscurité éternelle, désigner par des noms différents le travail qui produit directement la richesse et celui qui ne fait que l'encourager.

Une autre erreur tout aussi inconcevable commise par M. Mac Culloch est l'extension donnée au terme travail : il l'applique à toutes les opérations de la nature et à toutes les variétés de profits.

Adam Smith et tous les écrivains que j'ai pu juger, ont compris par le mot travail, — employé sans qualification, — les efforts de l'homme, et par le terme *salaires du travail*, la rémunération, soit en nature, soit en argent donnée en échange de ces efforts. Lorsque M. Ricardo disait que les marchandises s'échangent entre elles dans le rapport de la quantité de travail consacrée à les produire, il entendait désigner évidemment la quantité de travail humain directement employée à la production, et aussi cette portion de labeur incorporée dans les capitaux fixes et circulants qui aident à cette production. Et certes, si l'on a seulement égard aux rapports d'une marchandise avec une autre, et si l'on suppose toutes les autres conditions égales ; c'est-à-dire si l'on admet les mêmes profits, la même proportion entre le capital fixe et le capital circulant, la même durée pour les capitaux engagés et la même période de reconstitution pour le fonds de roulement, certes, dis-je, la valeur relative des marchandises dépendra de la somme de travail humain consacrée à les produire. Mais M. Mac Culloch devait nécessairement voir qu'il est impossible de trouver deux marchandises d'espèce différente, offrant de pareilles similitudes. Il devait voir par conséquent qu'une telle supposition est trop hypothétique, trop illusoire pour avoir la moindre utilité. Or, tout l'édifice de la proposition de M. Ricardo repose sur cette supposition.

Cependant, au lieu de rectifier le principe de M. Ricardo en ajoutant au travail humain déposé dans la marchandise un des nombreux éléments qui agissent en général sur la valeur des produits, il a mieux aimé conserver les paroles de M. Ricardo et en changer complètement la signification. Or il n'est rien qu'on ne puisse prouver avec de nouvelles définitions. D'une composition de farine, de lait, de graisse et de pierre vous pouvez très bien faire un plum-pudding ; si par le mot pierre vous désignez du raisin sec, c'est sur des hypothèses de cette force que M. Mac Culloch s'appuie pour démontrer que les marchandises s'échangent dans

le rapport de la quantité de travail consacrée à les produire; et il faut avouer qu'il ne s'est pas laissé effrayer par les difficultés apparentes des exemples choisis par lui. Il a pris le taureau par les cornes; et ses exemples indiquent autant de hardiesse, d'étrangeté que l'hypothèse du plum-pudding [1].

Voici les deux propositions de M. Mac Culloch : — Premièrement, l'accroissement de valeur qu'acquiert un tonneau de vin, après un séjour de plusieurs années dans une cave, provient de l'excédant de travail que le vin a nécessité; secondement, un chêne vieux de cent ans, valant 25 liv. st., et qui peut n'avoir jamais été touché par un homme, un animal ou une machine, tire toute sa valeur du travail.

M. Mac Culloch reconnaît que M. Ricardo savait modifier son grand principe sur l'échange des marchandises, au point d'admettre que la valeur additionnelle répartie sur telles ou telles denrées, en les conservant jusqu'au moment où elles sont devenues propres à la consommation, doit être considérée, non comme le résultat du travail, mais comme l'équivalent des profits qu'eussent donné les capitaux engagés dans ces denrées, s'ils avaient servi à alimenter immédiatement la production. C'était envisager la question sous son véritable point de vue, et montrer qu'il ne cherchait pas à tourner la difficulté en changeant la signification du terme travail; mais M. Mac Culloch dit [2] :

« J'avoue cependant, malgré l'hésitation que je ressens à contredire une autorité aussi imposante, que je ne vois aucune bonne raison pour faire cette exception. Supposons, pour mettre ce principe en relief, qu'un tonneau de vin coûtant 50 liv. st. soit mis dans un cellier, et qu'au bout d'un an ce tonneau vaille 55 liv. st., la question est celle-ci : les 5 liv. st. de valeur additionnelle donnée au vin doivent-elles être considérées comme une compensation pour l'immobilisation du capital de 50 liv. st. pendant un an, ou comme le prix de l'excédant de travail consacré au vin [3]? Je crois que la seconde manière de voir est bien préférable. En effet, si nous conservons une denrée qui, comme un tonneau de vin, par exemple, n'a pas atteint toute sa vertu, et peut s'a-

---

[1] *Princ. d'écon. polit.*, part. 3, p. 313, 317.

[2] *Princ. d'écon. polit.*

[3] Cette citation offre un exemple des vaines discussions auxquelles se livre M. Mac Culloch. La vérité est que tant que le vin se bonifiera, le service du capital transformé en vin est employé utilement, et que lorsque le vin ne se bonifie plus, ce service-capital est un service perdu qui coûte et ne rembourse pas ses frais, comme le serait le service des voituriers qui promèneraient inutilement une pièce de vin pour la ramener au même lieu. (*Note inédite de J. B. Say*).

méliorer, se bonifier avec le temps, cette denrée aura acquis au bout d'une année une valeur nouvelle; si au contraire nous conservions un tonneau de vin parvenu déjà à tout son bouquet, toute sa force, une série de siècles serait impuissante à l'améliorer et à ajouter un denier à sa valeur. Ceci semble prouver d'une manière irréfragable que l'excédant de valeur acquis par le vin, pendant son séjour dans la cave, n'est pas une indemnité pour la longueur de ce séjour, mais bien pour l'effet, le changement, produits sur ses propriétés. Par lui-même le temps ne peut produire aucun effet : il laisse seulement un espace libre à l'action des causes efficientes, et n'a par conséquent rien à faire avec la valeur des choses [1]. »

A l'occasion de ce passage, nous remarquerons d'abord qu'il ne résout pas la question soulevée par la nouvelle signification que M. Mac Culloch a été forcé de donner au terme travail pour fortifier sa proposition. Il reconnaît que l'accroissement de valeur acquis par le vin est dû, soit à l'opération de la nature pendant l'année, soit aux profits dévolus au capitaliste pour l'abandon de son capital de 50 liv, st. pendant une année. Mais, dans les deux cas, le langage de M. Mac Culloch est également hasardé. Qui pourrait s'imaginer que lorsqu'il emploie cette expression « *travail additionnel actuellement consacré au vin*, » au lieu d'entendre par là le travail humain, il désigne l'action secrète exercée par la nature et le temps sur le tonneau de vin? N'est-ce pas attribuer ainsi une valeur tout à fait inconnue au mot travail?

Il y a plus : M. Ricardo a parfaitement établi que lorsque les forces de la nature agissent, elles agissent *gratis* et avec une libéralité ex-

---

[1] Cette opinion est aussi celle de M. Rossi. C'est ainsi qu'il s'exprime dans la 7e leçon de son Cours, où, se rencontrant avec Mac Culloch, il prend aussi l'exemple du vin conservé en cave, afin de prouver que l'action du temps ne peut être considéré comme un capital : « Le temps seul ne fait rien à l'affaire, dit M. Rossi ; je ne vois là que l'action lente d'une loi de la nature, loi que je laisse aux physiciens le soin d'expliquer, mais dont les effets sont irrécusables et patents. Je ne sais pas bien pourquoi, en confiant à la terre, avec certaines précautions, des graines de blé, j'en obtiens, huit ou neuf mois après, des épis; dois-je en conclure que ce résultat appartient au temps qui s'est écoulé entre les semailles et la récolte? que le temps a fait là fonction de capital? Nullement. Les engrais, la charrue, les bœufs, voilà le capital. Ajoutez-y le travail de l'homme ; tout le reste est dû aux agents naturels, à la terre. Il en est de même pour le vin qui s'améliore dans le cellier. Il y a sans doute là un capital ; mais ce qu'on appelle l'action du temps n'est autre chose qu'une force, une loi de la physique, un agent naturel et nullement un capital. Le capital, c'est la cave, le tonneau, appropriés dans une durée plus ou moins longue à l'opération, et, si l'on veut, le vin jeune et imparfait qu'on y renferme. » (M. M.)

trême : d'où il suit qu'elle peut ajouter à l'utilité d'un objet, mais qu'elle n'en saurait accroître la valeur.

Cette vérité a été pleinement admise et fortement appuyée par M. Mac Culloch lui-même. « Tous les produits bruts, dit-il, et toutes les forces créatrices de la nature ont été concédés gratuitement à l'homme. Cette mère féconde n'est ni avare, ni intéressée; elle ne demande et ne reçoit rien en retour de ses bienfaits. Un objet peut nous être de la plus grande utilité et ne posséder cependant aucune valeur, s'il nous a été distribué gratuitement par la nature, et s'il ne faut à l'homme aucun travail pour se l'approprier et l'adapter à ses besoins [1].» Par conséquent, comme les phénomènes qui se manifestent dans le tonneau de vin sont dus incontestablement à l'action gratuite de la nature et sont à la disposition de tous ceux qui les réclament, il est impossible, cette action fût-elle dix fois plus puissante, de soutenir qu'elle accroît d'un centime seulement le prix du vin. Il est évident, et M. Mac Culloch l'a établi, que si le temps ne bonifiait pas le vin, un séjour de plusieurs siècles dans un cellier n'ajouterait rien à sa valeur. Mais cela prouve seulement que dans ce cas personne ne songerait à garder du vin plus longtemps que la période nécessaire pour le rendre propre à la consommation, et par suite à la vente.

L'amélioration que reçoit le vin dans les celliers est indubitablement la cause qui le fait conserver. Mais lorsque le négociant a ainsi réservé son vin, l'excédant de prix qu'il se sent autorisé à en demander ne se détermine en aucune façon par le degré moyen de bonification qu'acquiert le vin. M. Ricardo a démontré que ces règles sont les profits moyens que les capitaux engagés dans le vin conservé auraient donné, s'ils avaient été employés activement, et il l'a démontré d'une manière victorieuse. En effet, tout le monde admettra que si dans le cas supposé par M. Mac Culloch le taux des profits avait été de 20 pour 100, au lieu de 10 pour 100, un tonneau de vin nouveau, coûtant 50 liv. st., — aurait valu au bout d'un an 10 liv. st. de plus, au lieu de 5 liv. st., les procédés de la nature et l'amélioration de la liqueur restant d'ailleurs les mêmes dans les deux cas. Et il est évident, comme je l'ai dit déjà, que si un séjour d'un an dans les caves donnait au vin des qualités dix fois supérieures à celles qu'il y acquiert actuellement, le prix n'en recevrait aucune augmentation; car si le prix s'élevait, il arriverait alors que les négociants, vendant du vin vieux, feraient de

---

[1] *Principes*, part. 2, p. 69.

plus gros bénéfices que les autres commerçants,— chose que démentent toutes les lois de la concurrence.

Rien de plus juste, de plus net, que de dire que l'excédant de valeur acquis par le vin, dérive des produits additionnels qui viennent s'y joindre et qui se déterminent par le taux général des profits et par la durée des avances faites par le capitaliste.

La valeur d'un chêne de cent ans naît en grande partie de la même cause; quoique dans les pays riches et bien cultivés, — seuls pays, du reste, où il puisse valoir 25 liv. st., — la rente doive former nécessairement une partie de cette valeur.

Si le nombre des glands nécessaires pour faire germer un chêne étaient plantés par l'homme, ils le seraient dans un terrain déjà approprié; et, comme la terre est limitée dans sa vaste enceinte, il n'appartient pas à tout individu possédant des glands de solliciter les forces végétatives de la terre, comme il appartient à tous ceux qui possèdent un tonneau de vin d'utiliser l'action bienfaisante de la nature et du temps. Mais en négligeant cette partie de la valeur, et supposant que les glands puissent être plantés à raison de certains frais, il est évident que presque tout l'excédant de la valeur naîtrait de l'intérêt composé ou des profits dus pour les avances de travail qu'il a fallu faire pour planter le gland et protéger ensuite les jeunes arbres. En somme, il entrera dans la valeur du chêne une part de profits bien plus grande que dans la valeur du vin.

Maintenant, si nous comparions un chêne de 25 liv. st. avec une certaine quantité de quincaillerie ayant la même valeur, mais une valeur composée en majeure partie de travail humain; si, pour expliquer cette égalité de valeur, nous établissions que ces deux objets ont nécessité la même somme de travail, nous aboutirions à des conclusions qui, dans le langage ordinaire, seraient complètement fausses. Il faudrait même toute la magie d'un nouveau sens attribué au mot travail pour couvrir une telle augmentation d'un caractère de vérité. Mais, au fond, il me paraît tout aussi insensé d'attribuer au mot travail le sens de profits, de rente, de végétation, de fermentation, que de transformer des pierres en raisins confits par un simple artifice oratoire.

Mesurer les profits par le travail est chose complètement différente. Adam Smith a toujours établi une profonde différence entre les salaires, les profits et la rente; et lorsqu'il emploie un de ces termes, il n'y mêle pas maladroitement les autres. Mais il observe que « le travail *mesure*, non-seulement la valeur de cette fraction du prix d'une marchandise qui se résume en travail, mais encore la valeur de celle qui

se résume en rente et en profits [1]. » Ceci est parfaitement exact. Rien de plus naturel, en effet, que de mesurer par le travail l'accroissement de valeur que les marchandises puisent dans les profits; car les profits sont un prélèvement de tant pour cent sur les avances, et les avances elles-mêmes représentent, pour la plupart des marchandises, la somme de travail nécessaire.

Ainsi, s'il faut, pour produire une marchandise, avancer pendant un an le travail de cent jours, et si le taux des profits est de 10 p. 100, il est impossible de représenter l'accroissement de valeur que cette marchandise tire des profits, d'une manière plus correcte qu'en ajoutant 10 p. 100, ou tel autre profit, à la somme de travail actuellement employée, et en disant ensuite que la marchandise vaudra sur le marché dix journées de travail de plus que le travail consacré à la produire. D'un autre côté, si on ignorait le taux des profits, tout en sachant que le travail de cent jours, avancé pendant un an, sert à produire une marchandise qui vaut sur le marché cent dix journées de travail, on peut en conclure hardiment que le taux moyen de ces profits est de 10 p. 100.

Maintenant, si nous avions à comparer deux marchandises produites avec la même somme de travail, cent journées je suppose; si de plus, une de ces marchandises pouvait se vendre aussitôt et l'autre dans un an seulement, nous ne pourrions évidemment pas dire qu'elles s'échangeraient réciproquement dans le simple rapport du travail dont elles sont le résultat. Mais nous pourrions dire qu'elles s'échangeraient dans le rapport du travail et des profits consacrés à les produire. L'une d'elles vaudrait 10 p. 100 de plus que l'autre, parce que les profits auraient ajouté, aux avances primitives, la valeur de dix journées de travail; l'autre, au contraire, ne renfermant aucun profit, vaudrait uniquement en proportion du travail immédiatement employé à la production.

En général, le plus léger examen des choses qui nous entourent suffit pour nous convaincre que les marchandises, déduction faite des impôts et de la rente, ne s'*échangent pas* ordinairement entre elles, dans le rapport du travail consacré à leur production. Le même examen nous apprendra qu'elles s'*échangent* ordinairement d'après la quantité de travail *et de profits* qui s'y trouve engagée; et qu'enfin cette somme de travail, jointe aux profits sur les avances primitives, se trouve exactement mesurée par la quantité de travail humain, que la marchandise ainsi produite pourra acheter.

---

[1] *Richesse des nations*, liv. I, chap. 6, p. 69.

Il faudra donc maintenir une très grande différence entre ces deux choses : *mesurer* les profits par le travail, et confondre les profits avec le travail. L'une se justifie aisément par sa clarté et son utilité ; l'autre contredit les règles essentielles adoptées dans l'emploi des termes ; elle viole les usages de la conversation ordinaire ; elle récuse l'autorité des noms les plus célèbres de la science ; elle complique tous les raisonnements et échappe à la logique la plus sévère.

Quoique les ouvrages de M. Mac Culloch abondent en négligences et en erreurs aussi graves sur des questions qui sont la base même de toutes les dissertations philosophiques, je veux dire la convenance et la rigueur des définitions, j'insisterai seulement sur l'usage qu'il fait du mot *réel*. Il l'applique aux salaires dans deux acceptions complètement différentes.

Dans la 3e partie, page 294, il dit : « Mais si la variation du taux des salaires est réelle et non purement nominale, c'est-à-dire, si l'ouvrier reçoit une *part plus ou moins grande des produits de son industrie*, ou une quantité plus ou moins forte d'argent, ayant une valeur fixe, ceci n'aura pas lieu. » Il est évident qu'ici M. Mac Culloch applique le terme *réel* aux salaires de manière à en faire des salaires proportionnels : c'est ce qu'avait fait M. Ricardo avant lui.

Dans la 3e partie, page 365, M. Mac Culloch dit : « Si la fécondité de l'industrie diminuait, les salaires proportionnels pourraient s'élever alors même que les salaires réels, ou *la quantité absolue de produits industriels* dévolue à l'ouvrier pour sa part, viendraient à diminuer. » Ici, le terme de salaires réels devient plus absolu et se confond avec le sens adopté par Adam Smith.

J'ai déjà fait voir que l'application faite par Adam Smith du terme *salaires réels* à la quantité *absolue* de produit obtenue par l'ouvrier semble éminemment naturelle, tandis que l'application qui en a été faite par M. Ricardo à la quantité proportionnelle du même produit, est on ne peut moins naturelle. M. Mac Culloch avait donc parfaitement raison d'introduire le terme *salaires proportionnels* pour exprimer la pensée de M. Ricardo ; mais pourquoi n'y est-il pas resté fidèlement attaché ? Pourquoi, en certains passages, désigne-t-il, par l'expression salaires réels, des salaires proportionnels, et, en d'autres passages, des choses complètement différentes ?

Dans son application du terme *réel* à la valeur, M. Mac Culloch adopte le sens de M. Ricardo. Il dit même ceci : — « C'est à la sagacité déployée par M. Ricardo en établissant une distinction entre la quantité de travail nécessaire pour produire des marchandises et la

quantité de travail contre laquelle elles s'échangent; c'est au talent avec lequel il démontre que le premier est une excellente mesure pour la valeur réelle et la valeur échangeable des marchandises, tandis que le second ne peut accomplir cette utile fonction; c'est à ces vues profondes que la science est redevable d'un de ses plus grands progrès [1]. »

Je serais désolé que les services rendus à l'économie politique eussent des bases si fragiles que M. Mac Culloch, lui-même, ne pût les défendre qu'en altérant profondément le sens des paroles de M. Ricardo.

Ceci ressort évidemment de divers passages du livre de M. Mac Culloch. Dans une section sur la valeur, part, 2, p. 216, il s'exprime ainsi : « En admettant que *la peine*, *les efforts pour acquérir une chose* soient la mesure de sa valeur réelle ou du *prix* qu'y attache son possesseur. » Il dit encore page 219 : « La valeur réelle d'une marchandise *ou le prix que son possesseur y attache*, se mesure ou se règle par la quantité de travail nécessaire pour la produire ou l'obtenir. »

Dans ces deux passages, il identifie évidemment la valeur réelle d'une marchandise avec le prix qu'on y attache. Mais il est clair que dans ce cas le terme doit s'appliquer comme le veut Adam Smith, et non comme le veut M. Ricardo. Viendra-t-on soutenir qu'une marchandise qui, en raison de la rémunération légitime due pour les profits, se vend à 10 pour 100 au-dessus de la valeur du travail humain consacré à la produire, n'est pas *plus estimée* qu'une autre marchandise se vendant dix pour cent moins cher, en raison de ce que des profits ne sont pas venus se joindre à la valeur du travail primitif? N'est-il pas certain que s'il faut faire le sacrifice de cent journées de travail pour acheter la dernière, il faudra sacrifier cent dix journées, ou un équivalent, pour obtenir la première? Il résulte donc de cet ajournement, que si la valeur réelle d'une marchandise peut être considérée comme synonyme du prix qu'on y attache, cette valeur devra être mesurée par la quantité de travail qu'elle peut acheter, et non par le travail engagé dans la production.

---

[1] *Princ. d'écon. polit.*, part. 3, p. 223. Ceci est fort remarquable sous la plume de M. Mac Culloch qui, tout en restant d'accord avec M. Ricardo, en paroles, l'abandonne en réalité pour se ranger du côté d'Adam Smith. D'après la nouvelle signification donnée par lui au mot profits, la quantité de travail nécessaire pour produire une marchandise serait égale à la quantité de travail contre laquelle elle s'échange, et non à ce que M. Ricardo entendait par la quantité de travail répartie sur cette marchandise.

M. Mac Culloch établit ainsi la proposition fondamentale de M. Ricardo : — « Une marchandise produite au moyen d'une certaine somme de travail pourra, dans une situation donnée du marché, s'échanger contre une autre marchandise créée par la même quantité de travail, ou même l'acheter. Cette situation donnée est celle dans laquelle le marché ne subirait l'influence d'aucun monopole réel ou artificiel, et dans laquelle l'offre des produits équivaudrait à la demande. »

Or, si l'on attribue au mot travail le sens indiqué par M. Ricardo, cette proposition se trouve contredite par l'expérience universelle. Si, d'un autre côté, on considère le mot travail comme comprenant les profits, la proposition devient vraie ; mais alors on se trouve avoir altéré la signification des termes d'une manière injustifiable.

De tout ceci il ressort que tout en comparant fort souvent Adam Smith à Newton et à Locke, M. Mac Culloch s'est séparé de lui dans presque toutes les définitions fondamentales de l'économie politique. Ainsi il récuse l'autorité de cet illustre maître dans la définition de la richesse, du capital, du travail productif et improductif, des profits, du travail, et enfin de la valeur *réelle*, quoique dans cette dernière circonstance la scission soit plus dans les paroles que dans le fond [1].

Quelque admiration que m'inspire adam Smith, et quelque fâcheuses que soient toujours des modifications profondes dans les termes et les significations d'une science, je serais cependant le dernier à m'opposer à ces modifications si elles devaient faciliter grandement le progrès et la propagation de l'économie politique. Mais un long et sérieux examen m'a démontré que, loin d'être utiles, elles ont rendu plus compliquée, plus difficile l'exposition *de la nature et des causes de la richesse des nations*, ou, pour parler en termes plus modernes, sinon plus convenables, l'étude *de la production, de la distribution et de la consommation richesses.*

J'ai trop de respect pour M. Mac Culloch pour penser qu'en se séparant ainsi d'Adam Smith sur tant de points, il ait voulu jeter sur son livre une teinte d'audace et d'originalité. Au fond de la plupart des révolutions scientifiques, on trouverait sans doute ce sentiment orgueilleux ; mais je ne crois pas que M. Mac Culloch s'y soit abandonné.

---

[1] Une personne qui emploie un terme dans un sens particulier doit en donner une définition qui établisse nettement ce sens. Mais M. Mac Culloch donne le sens de travail à ce qui avait été considéré comme profits jusqu'à présent ; et quelquefois aussi il attribue au travail, pris isolément, le sens de fermentation, végétation, profits.

Je supposerai plutôt qu'il a été poussé à altérer les définitions reçues, en voyant les objections que l'on opposait à celles d'Adam Smith. Il n'a pas vu que rien n'est plus facile, dans les sciences de raisonnement, que de signaler les vices d'une définition, et rien de plus difficile que d'y substituer une autre définition parfaitement irréprochable.

Que les définitions substituées par M. Mac Culloch à celles d'Adam Smith aient ou non détruit quelques objections, je ne m'occuperai pas de cette question ; mais en admettant même ce succès partiel, je crois pouvoir affirmer en toute sécurité qu'elles en ont soulevé d'autres bien autrement fortes et embarrassantes. Et, à ce propos, je prierai ceux de mes lecteurs qui attachent un intérêt sérieux à ces matières, d'énumérer franchement les conséquences qui résulteraient pour l'économie politique de l'adoption des changements proposés par M. Mac Culloch. Tous ne viennent pas de lui, je l'avoue; mais l'extension extraordinaire accordée au terme capital ; la confusion où viennent se mêler la consommation directement productive et indirectement productive ; l'extension accordée au travail, pris isolément, pour lui faire signifier les profits, la fermentation, la végétation, — toutes ces nouveautés lui appartiennent évidemment en propre et on verra, je pense, que, plus que toutes les autres, elles sont propres à introduire de l'incertitude et du désordre dans la science.

La tendance de quelques uns de nos écrivains les plus populaires à innover sans perfectionner, et leur dédain profond pour les faits les ont conduits à des opinions fort différentes, à des conclusions peu solides, et ont été une des principales causes du discrédit qui a couvert dernièrement l'économie politique. Tout en le regrettant, il faudrait bien se garder d'en être surpris.

A une époque où tous les négociants de notre pays et la plupart des négociants étrangers rencontrent d'immenses difficultés dans le placement avantageux de leurs capitaux, on leur répète chaque jour que, d'après les lois de l'économie politique, le jeu des capitaux serait éminemment facile si on savait les consacrer à la production des articles vraiment profitables. On ajoute que la détresse, les crises naissent uniquement d'une mauvaise application de ces capitaux, et de ce que par exemple « on a produit une grande quantité de cotonnades peu demandées, au lieu de draps qui l'étaient beaucoup [1] ». On leur dit enfin que, s'ils trouvent quelque difficulté à échanger ce qu'ils ont produit contre ce qu'ils désirent obtenir « ils ont entre les mains une ressource

---

[1] *Princ. d'écon. polit.*, de Mac Culloch, part. 2 p. 429.

facile et claire. Ils n'ont qu'à abandonner la production des choses dont ils n'ont pas besoin pour s'appliquer à celle des choses dont ils ont besoin, ou de leurs succédanées [1] ». Or, il se peut que ces consolantes recommandations soient adressées à un commerçant jaloux de se créer, par l'emploi de ses capitaux, un revenu qui lui permette de donner une gouvernante à sa fille ou d'envoyer ses garçons au collège.

De telles assertions, débitées dans de pareils moments, me semblent tout aussi raisonnables que les dissertations philosophiques et météorologiques avec lesquelles on s'efforcerait de prouver qu'*il ne pleut jamais* à des gens que la pluie inonde; et quant au remède, il ressemble fort à celui-ci : sortir sans vêtement, afin d'éviter les inconvénients d'un habit mouillé. Si des idées aussi visiblement contraires aux faits actuels, si des remèdes aussi étrangement ridicules, sont proposés à un pays civilisé [2], comme le dernier mot de la science économique, il ne faut pas s'étonner de l'incrédulité que cette science inspire à tant d'individus. Tant que les théories des écrivains les plus populaires de l'économie politique ne se mettront pas d'accord avec l'expérience; tant que les apôtres de cette science ne s'efforceront pas d'en consolider les principes, en n'altérant jamais une définition sans la rendre meilleure, on ne saurait prétendre à les voir acquérir sur la société l'influence salutaire qui leur appartiendra du jour où ils auront établi nettement la justesse de leurs théories.

---

[1] *Idem*, p. 190.

[2] J'avoue ne pas trouver de termes assez forts pour exprimer l'étonnement que me cause la recommandation d'un tel remède. Enivré par une idée qui lui paraît une découverte immense, un homme peut laisser, parfois, s'égarer son raisonnement; mais qu'une proposition tendant à anéantir la division du travail puisse, dans un pays civilisé, être faite et maintenue par une longue suite d'écrivains, et être considérée comme une *ressource facile* en cas de diminution des profits, voilà ce qui passe mon intelligence. Et puis, quelle triste argumentation que de nous offrir pour exemple des possesseurs de draps qui désirent échanger leurs produits contre des soieries! Qui a jamais entendu parler d'un grand producteur de certaine marchandise s'efforçant d'obtenir l'équivalent de sa production en l'échangeant contre *une* autre sorte de marchandise? Les soieries ne sont pas la seule chose dont il ait besoin; il lui faudra encore des outils, du blé, de la viande, des habits, des souliers, des bas, etc., etc. Et c'est là la *ressource facile*, *évidente* qu'on a sous la main en cas d'encombrement!!!

CHAPITRE VIII.

DE LA DÉFINITION ET DE L'USAGE DES TERMES PAR L'AUTEUR D'UNE DISSERTATION CRITIQUE, SUR LA NATURE, LA MESURE ET LES CAUSES DE LA VALEUR[1].

Il semblerait que je ne dusse pas m'occuper du désaccord flagrant qui existe entre la « *Dissertation critique sur la nature, la mesure et les causes de la valeur* » publiée par un anonyme, et les règles que nous avons déjà établies. Mais l'importance vitale du sujet à une époque où le procès de nos doctrines s'instruit devant le pays, le ton de précision dogmatique qui règne dans tout l'ouvrage, en dépit d'erreurs fondamentales et nombreuses; enfin l'impression produite sur certains économistes respectés et célèbres, nous imposent l'obligation de discuter cet ouvrage.

Dans sa préface, l'auteur fait observer ceci : — « Les économistes en général se sont contentés de discussions fort légères sur la définition de la valeur et des mille formes, des mille propriétés qui l'accompagnent, et ils ont été ainsi amenés à lui attribuer dans la pratique un sens vague et élastique. Il n'est pas un seul d'entre eux qui ait exposé nettement l'idée représentée par ce terme, les déductions que l'esprit peut en tirer immédiatement; et l'oubli de ces données préliminaires a créé des dissidences d'opinion et des incertitudes de pensée qui ne se fussent jamais présentées sans cela[2]. »

Eh bien, il me semble que l'auteur, à son début, a sacrifié ouvertement aux erreurs mêmes qu'il vient de signaler avec tant de véhémence.

Il commence en disant très justement que « la valeur, en définitive, désigne le prix qu'on attache à une chose »; de là, il arrive, par des voies fort obscures et fort illogiques, à dire : — « C'est seulement lorsqu'on met en regard différents produits pour les échanger ou établir la supériorité de l'un d'eux que naît la notion de la valeur. Dans ce cas, il peut arriver que le prix que nous attachons à un objet, ou notre désir de le posséder soit égal, supérieur ou inférieur au prix que nous attachons à tel autre objet. Il se peut, par exemple, que *l'un nous convienne deux fois plus qu'un autre*, ou, en d'autres termes, que nous

---

[1] L'auteur de cette Dissertation, publiée sous le voile de l'anonyme, en 1825, est Samuel Bailey, de Sheffield, auteur de plusieurs ouvrages estimés sur les variations des valeurs monétaires, les banques et le droit de primogéniture. (M. M.)

[2] Préface, p. 5.

consentions à donner une unité de l'un pour deux unités de l'autre. En prenant les produits isolément, il est impossible de définir exactement le degré d'admiration, le désir qu'ils nous inspirent. Mais la comparaison de plusieurs produits nous donne des expressions très propres à préciser nos sentiments : ainsi, nous disons que dans notre esprit un *a* est égal à deux *b*. La valeur de *a* s'exprime ainsi par la quantité de *b* contre lequel il s'échange, et réciproquement[1]. »

Il résulterait encore donc de cette manière d'interpréter la valeur, en y voyant le prix qu'on attache à la possession d'un objet, que s'il existait dans un pays deux sortes de fruits appelés *a* et *b*, tous deux abondants en été et très rares en hiver; si, de plus, ces fruits conservaient toujours entre eux les mêmes proportions, le goût des habitants, relativement au fruit *a*, serait *exprimé avec une parfaite précision*, en disant que ce fruit, équivalant toujours à la même quantité de *b*, conserverait toujours la même valeur. Ainsi, pendant l'été il serait autant recherché qu'en hiver.

Il en résulterait que dans un pays où il n'y aurait que des daims, sans castors ou autres animaux avec lesquels on pût les comparer, la valeurs des daims ne pourrait pas s'établir parmi les habitants. Et cela, alors même que le goût général ferait peut-être faire à chacun cinquante milles pour s'en procurer un! Ce sont là sans doute de bien bizarres conclusions; mais il faut s'en prendre aux prémisses dont elles découlent directement.

L'auteur cependant, fort de son audace, dit : « Si, en raison d'une ou de plusieurs considérations, les hommes estiment autant un *a* que deux *b*, et désirent échanger les deux produits à ces conditions, on peut en conclure légitimement que *a* a le pouvoir de commander deux *b*, et *b* le pouvoir de ne commander qu'un demi *a*. »

« C'est pourquoi Adam Smith a raison de dire que la valeur d'un objet exprime le pouvoir que la possession de cet objet nous transmet d'acheter d'autres marchandises; et comme cette définition est claire et intelligible, nous pouvons en faire la base de nos raisonnements ultérieurs, sans nous engager dans de nouvelles investigations métaphysiques[2]. »

On aurait pu croire que dans une dissertation critique qui débute par le regret amer de n'avoir trouvé chez aucun économiste des no-

---

[1] *Dissertation sur la valeur*, chap. 1, p. 5.
[2] *Idem*, p. 4.

tions préliminaires qui établissent nettement le sens de la valeur, on aurait pu croire, dis-je, qu'avant d'adopter un sens particulier pour ce terme fondamental, l'auteur aurait exposé les considérations qui portent les hommes à préférer un objet à un autre ou à donner deux *b* pour un *a*. Mais nous n'avons rien vu de ce genre. Une définition de la valeur, suivant Adam Smith, définition qui, comme le démontre l'auteur, nécessite des explications et des modifications, a été adoptée fort arbitrairement et, pour citer le texte, « a été prise pour base de ses raisonnements ultérieurs, sans autres investigations métaphysiques. »

Il ressort clairement de plusieurs passages du beau livre de Smith, et notamment de ses habiles recherches sur la valeur de l'argent pendant les quatre derniers siècles, que son premier exposé de la valeur en échange ne transmet pas au lecteur, l'idée dominante qu'il s'en est faite lui-même. Dans ces recherches, en effet, il démontre de la manière la plus satisfaisante que les progrès de la culture et de la civilisation tendent à rendre comparativement plus rares, plus recherchés les objets, tels que les bestiaux, le bois, les cochons, la volaille, etc., et, par conséquent, à en élever la valeur. Et cependant, après cette forte prémisse, il établit que l'élévation de valeur ne se lie en aucune façon avec la dépréciation de l'argent; quoiqu'il soit bien évident que les autres objets restant les mêmes, une livre d'argent ne pourrait plus en acheter une aussi grande quantité.

Une telle doctrine exige nécessairement des explications nouvelles et plus étendues. Entre le surcroît de puissance échangeable qu'acquiert un objet par sa rareté, par les nouvelles difficultés qu'il faut vaincre pour l'obtenir, et le surcroît de puissance échangeable qu'il acquiert par l'abondance des autres objets qu'il nous procure il existe une différence radicale. Il est même difficile de concevoir une distinction qui intéresse plus vivement la question de *la valeur*, et qui soit plus nécessaire pour arriver à s'en faire une idée bien précise.

C'est pourquoi je pense que, dans de telles circonstances, l'auteur ne devait pas adopter la définition d'Adam Smith sans se livrer à de nouvelles recherches.

L'adoption de cette définition a été, on le voit, fort cavalièrement hasardée, et l'auteur s'y est montré très peu fidèle aux déclarations de sa préface, peu jaloux de tout ce qui aurait pu faire marcher la science; mais ce n'est pas là la plus grave offense qu'il ait commise au début même de son sujet.

Cependant, imparfaite comme elle peut l'être, la définition d'Adam

Smith peut encore servir à mesurer, d'une manière grossière, mais utile, la valeur des choses dans les circonstances où l'on rapporte tacitement les évaluations à un étalon particulier et où l'on n'a pas encore adopté de mesure plus exacte.

Mais comment doit-on interpréter cette définition du maître? Si nous lui donnons la signification généralement attribuée aux termes dont elle se compose, il est impossible de ne pas admettre que le pouvoir d'acheter d'autres marchandises implique *toutes les marchandises en général*. Comment s'imaginer alors que l'auteur ait pu voir, dans cette faculté d'acheter d'autres marchandises, le pouvoir d'acheter une marchandise quelconque prise isolément? A-t-il pu vouloir dire qu'en calculant la valeur de la monnaie dans ce pays, relativement à sa puissance d'acheter, on serait autorisé à établir que la valeur d'une once d'argent est proportionnée à la quantité de pommes qu'elle peut servir à payer, et que plus elle achète de pommes plus sa valeur est grande, moins elle en peut acheter et plus s'abaisse sa valeur.

Il est, sans aucun doute, permis de comparer deux marchandises quelconques, relativement à leur valeur en échange, et, entr'autres, de comparer de l'argent avec des pommes. Il est encore permis de dire, quoique cela puisse paraître assez bizarre en général, que la valeur d'une once d'argent, *estimée en pommes*, indique la quantité de pommes qu'elle peut acheter. Mais il est nécessaire, alors, de dire nettement au lecteur, qu'en ajoutant au mot valeur le qualificatif, *estimée en pommes*, on n'entend pas désigner la valeur échangeable de l'argent, prise généralement et comme le veut Adam Smith, mais seulement cette valeur relativement à une marchandise déterminée. Mais si, négligeant cet avertissement préliminaire, nous disons simplement que la valeur d'une once d'argent indique la quantité de pommes qu'elle peut acheter, ou, pour nous servir des termes de l'auteur, « que la valeur de *a* est représentée par la quantité de *b*, contre laquelle elle peut s'échanger, » nous attribuons évidemment au mot valeur un sens que ne justifie en rien la définition précédente, celle que l'auteur a adoptée sur la foi d'Adam Smith.

Mettons pour un moment de côté le blé et l'agent monétaire d'un pays, — les rapports de ces objets avec le travail et avec les frais de production des différentes marchandises étant passablement connus. Cela admis, je ne pense pas que dans la conversation ordinaire on ait jamais voulu désigner le pouvoir général d'acheter, par le pouvoir d'acheter telle ou telle marchandise particulière. Pour ma part, je n'ai jamais entendu confondre deux sens aussi distincts, aussi tranchés.

Il serait fort étrange, en effet, qu'une personne venant de l'Inde et à qui on demanderait la valeur de la monnaie dans ce pays, prît pour base la quantité de gros drap anglais qu'une certaine somme de monnaie peut acheter, et en conclût que la valeur de la monnaie est plus faible dans l'Inde qu'en Angleterre.

Si nous interrogeons les opinions et les habitudes de la plupart des économistes, nous verrons que la plupart ont considéré le pouvoir général d'acheter comme tellement distinct du pouvoir d'acheter une marchandise spéciale, qu'ils les ont désignés par des noms différents. La seule autorité qui ait trouvé grâce devant l'auteur, est le colonel Torrens, dont les vues sur la valeur lui ont paru infiniment supérieures à celles de tous les autres écrivains. Et cependant, que dit le colonel Torrens à ce sujet? — « Le terme *valeur* échangeable exprime le pouvoir d'acheter, étendu à toutes les marchandises en général. Le terme prix indique le même pouvoir, mais limité à une marchandise spéciale dont on donne une certaine quantité. Ainsi, quand je dis que la *valeur en échange* du coton hausse ou baisse, j'entends dire que le coton achètera plus ou moins de blé, de vin, de travail ou de toute autre marchandise; mais quand je dis que le *prix* du coton s'élève ou fléchit, j'entends établir qu'il achètera plus ou moins d'une nature particulière de marchandise, soit du blé, du vin, du travail ou de l'argent. La valeur en échange peut croître ou diminuer en raison inverse de l'sacension ou de l'abaissement desprix. Ainsi, si pour une cause quelconque, le coton doublait de valeur relativement à toutes les marchandises en général; d'un autre côté, si l'or, qui sert à exprimer le prix du coton, augmentait de valeur dans une proportion encore plus forte et venait à acquérir une puissance d'échange quatre fois plus considérable, il en résulterait que tout en doublant de valeur échangeable, le coton subirait dans son prix une baisse de moitié. Maintenant, si le coton ne pouvait plus acheter que la moitié des marchandises prises en masse, tout en s'échangeant, au contraire, contre une quantité double de blé, de vin, de travail ou d'argent, sa valeur en échange aurait baissé de moitié alors que son prix, exprimé en blé, vin, travail ou argent, aurait doublé. Enfin, si le coton et si les marchandises particulières, servant à en indiquer le prix, haussaient ou baissaient relativement dans les mêmes proportions, la valeur en échange du coton oscillerait, mais les prix resteraient invariables [1]. »

De tout ceci, il résulte, indépendamment de la justesse ou de l'imperfection des vues du colonel Torrens, qu'il établit une distinction

---

[1] *Production de la richesse,* chap. 1, p. 49.

profonde entre le pouvoir d'acheter en général toutes les marchandises et celui d'acheter telle ou telle espèce de produit, et qu'il entend donner à cette dernière propriété le nom de *prix* et non celui de *valeur*. L'autorité du colonel Torrens, comme on peut le voir, loin d'appuyer les vues de notre anonyme, tend, au contraire, à les réfuter; et cependant il invoque cette autorité comme la plus sûre, la plus convaincante.

Mais, non content de différer d'opinion, dans la plus grande partie de son ouvrage avec celui dont il dit adopter les définitions, l'auteur a pris soin de nous donner lui-même, dans ses notes et ses exemples[1], des extraits tirés des économistes les plus célèbres et destinés précisément à montrer combien ils ont été unanimes à adopter, sur la nature et la mesure de la valeur, une opinion diamétralement opposée à la sienne. Les auteurs qu'il cite sont : — Adam Smith, sir James Stewart, lord Lauderdale, M. Storch, M. Say, M. Ricardo, moi-même, le colonel Torrens, Mrs E. Marcet[2], M. Mill, M. Blake[3] et les *Dialogues des étudiants en droit*[4].

Quant il s'agit d'une proposition que la logique suffit à résoudre, les autorités importent peu; mais lorsqu'il s'agit du sens attribué à un terme particulier, il est presque incroyable qu'on puisse ainsi les méconnaître ou les fausser.

On eût cependant pardonné tant d'inconséquence, tant d'illogisme et de dédain pour les autorités, si les changements introduits dans la signification du mot *valeur*, avaient pu donner plus de clarté, de précision à la langue de l'économie politique, et tourner, par conséquent, au bien de la science.

Mais voyons ce qui résulterait si on adoptait le sens attribué par l'auteur au terme valeur, et si on admettait, suivant ses propres paroles que « la valeur de *a* se trouve représentée par la quantité de *b* contre laquelle elle s'échange, et réciproquement[5]? » L'auteur a lui-même décrit, fort nettement, une des conséquences de cette formule. Il l'a fait

---

[1] *Dissertat. crit.*, etc., p. 242.

[2] Auteur des *Entretiens sur l'Économie politique* (1817), traduits par Prévost, de Genève, (1825).

[3] Auteur des *Observations sur les Principes qui règlent le cours du change* (1810) et des *Observations sur les effets produits par les dépenses du gouvernement pendant la suspension des payements en argent* (1823).

[4] Ces dialogues (*Dialogues of three Templars on political economy*) publiés dans le *London Magazine* (avril et mai 1824), par M. de Quincey, auteur de plusieurs ouvrages distingués, sont une défense de la théorie de Ricardo sur la valeur, contre les attaques de Malthus et J.-B. Say. (M. M.)

[5] *Dissertation critique*, chap. 1, p. 5.

dans le passage suivant, extrait d'un chapitre sur la *valeur réelle et nominale* qu'il trouve oiseux de séparer : « La valeur d'une marchandise indiquant ses rapports d'échange avec quelque autre marchandise, on peut la désigner, suivant l'occasion, par valeur en argent, valeur en blé, valeur en drap; de là une immense variété de valeurs; de là autant de valeurs qu'il y a de marchandises, toutes également réelles et également nominales[1]. »

Ceci est terriblement précis, si je ne me trompe. Mais quoique je sois bien loin de prétendre que les économistes se sont toujours montrés suffisamment précis, par rapport au sens qu'il faut attribuer au terme *valeur d'une marchandise*, je dirai qu'en tirant une ligne de démarcation entre ce qu'il faut entendre par la valeur réelle et la valeur nominale des marchandises, ou plus exactement, entre leur *valeur* et leur *prix*, ils ont su éviter l'effroyable confusion qui se manifesterait dans la science et les affaires, si un produit pouvait avoir en même temps mille ou dix mille valeurs différentes. Toutes les fois qu'ils emploient le terme valeur isolément, et qu'ils parlent de ses fluctuations, s'ils n'ont pas en vue le prix monétaire, ils rapportent leurs raisonnements au pouvoir qu'a une marchandise d'acheter en général, ou à quelque chose qui exprime les frais de production de cette marchandise.

Dans tous les cas le lecteur reçoit une information importante et générale ; mais la valeur d'une marchandise, telle que la comprend l'auteur, pourrait être exprimée de cent manières différentes, sans répondre aux objections, aux doutes de que qui ce soit.

Il y a plus : l'usage du mot valeur dans le sens que lui attribue l'auteur est complètement inutile. Il prend ainsi la même signification que le terme *prix*, en laissant, toutefois, à celui-ci, un avantage décidé. Ainsi, toutes les fois qu'il parle du *prix* d'une marchandise sans indiquer expressément l'objet qui sert à l'évaluer, les économistes sont tous d'accord pour comprendre que c'est le prix en argent. C'est là un avantage immense en faveur du terme prix, avantage qui tend à donner à la fois plus de précision et de lucidité au langage de l'économie politique. Lorsque je demande le *prix* du blé en Pologne, tout le monde me comprend et tout le monde peut répondre convenablement à ma demande. Mais si je demandais quelle est la *valeur* du blé en Pologne, on pourrait, suivant l'auteur, me répondre de mille manières différentes, toutes également justes, et cependant toutes s'écartant de ma question. Il est

---

[1] *Dissert. crit. sur la val.*, chap. 2, p. 39.

clair que si j'ai toujours le soin d'indiquer l'objet qui me sert de comparaison, il importera fort peu que j'emploie le mot valeur ou le mot prix : je serai toujours compris. Mais il serait insensé de supposer que le public se soumît à des circonlocutions inutiles et perpétuelles. Cela seul altérerait la langue économique ; et d'ailleurs il ne serait pas possible, d'après l'auteur lui-même, d'étendre au mot valeur l'espèce d'abréviation que l'usage a introduite pour le mot prix. En effet, quand on emploie le mot *valeur* seul, comme le mot prix, il n'est aucun produit que l'on puisse, mieux que tout autre, considérer comme exprimant cette valeur. L'auteur dit fort nettement dans une note [1], que la *valeur en argent* n'a pas plus de droit que toute autre espèce de valeur à représenter, par excellence, terme *valeur*. D'où je conclus que si ce terme ne peut recevoir d'autre explication que celle proposée par l'auteur, il serait infiniment plus simple de l'exclure aussitôt du vocabulaire de l'économie politique comme bon seulement à y créer de la confusion.

Il faut encore remarquer que le sens attribué par l'auteur au mot valeur diffère tellement du sens adopté dans la conversation ordinaire et dans les écrits des plus célèbres économistes, qu'il est impossible de s'y conformer rigoureusement. Notre anonyme lui-même, tout en se cramponnant parfois avec entêtement au sens qu'il a inventé pour le terme de valeur, s'en écarte souvent. Ainsi, il emploie fréquemment ce terme sans indiquer à quel produit déterminé il entend le comparer et le rapporter. Ces anomalies se retrouvent presque toujours dans les têtes de chapitres, et nous sommes en droit de nous plaindre qu'en discutant, au chapitre 11, *la différence entre la valeur et la richesse*, et au chapitre 12, *les causes de la valeur*, il ne se soit pas conformé à ses propres injonctions, et ne nous ait pas dit, soit explicitement, soit implicitement, quel article il prenait pour critérium.

De même, lorsqu'il mentionne la valeur du blé produit sur des terres qui payent un fermage, et lorsqu'il parle, comme il le fait souvent, de la valeur du capital [2], il ne nous dit jamais en quoi il entend exprimer la valeur du blé ou du capital. Cependant il pense qu'une indication de cette nature est toujours nécessaire, et il dit : — « Nous avons démontré dans les pages précédentes que l'on ne peut désigner la valeur

---

[1] *Dissert. sur la val.*, chap. 3, p. 58.

[2] *Dissert. sur la val.*, chap. 11, p. 194, 224. Dans la discussion qui s'est élevée entre le colonel Torrens et M. Mill, pour déterminer « si la valeur des marchandises dépend du capital, comme de l'étalon définitif, » l'auteur se prononce contre M. Mill, sans raison aucune. Il est impossible que M. Mill se trompe quand il

d'une marchandise que par la quantité de telle ou telle autre marchandise contre laquelle on peut l'échanger [1] ».

On le voit, le sens qu'il attribue au mot valeur est tel qu'il s'en écarte lui-même et doit s'en écarter dans la pratique; à plus forte raison est-il impossible aux autres de l'introduire dans leurs raisonnements.

De tout ceci il ressort que l'auteur a attribué arbitrairement au mot valeur une signification que ne justifient pas les usages de la conversation ordinaire, que repousse l'autorité des économistes les plus considérables; que ne recommandent ni une supériorité marquée, ni une grande utilité, et que, par sa nature même on ne peut suivre rigoureusement dans les développements de la science.

Mais ce n'est pas tout pour l'auteur que d'adopter une telle signification : voyons ce qu'il en fait.

Il s'en sert pour vérifier l'exactitude d'un certain nombre de propositions établies par divers auteurs qui, de son propre aveu, ont employé ce terme dans un sens bien différent.

Ceci me paraît ressembler au procédé d'une personne qui représenterait la ligne droite comme essentiellement différente du plus court chemin d'un point à un autre, et qui, reprenant gravement les propositions d'Euclide, s'efforcerait de prouver, — chose facile avec une pareille distinction, — que les conclusions du géomètre grec sont entièrement erronées.

La persistance avec laquelle notre auteur s'efforce d'appliquer sa définition de la valeur à des écrivains qui l'ont définie bien différemment est fort curieuse en vérité, et aboutit tout simplement à une grande perte de temps et d'efforts. Si, comme il le prétend, il a fréquemment dit : « Connaître la valeur d'un article à telle ou telle époque, c'est connaître simplement ses rapports d'échange avec quelque autre marchandise [2] » ; et si, comme je le pense, il n'est pas d'économiste qui ait avancé que la valeur d'un objet à une certaine époque peut se déterminer au moyen de ses rapports avec toute autre marchandise prise indifféremment, on peut en conclure, sans autre recherche, que la plupart des propositions

---

pense que l'on n'a pas fait un seul pas vers les éléments constitutifs de la valeur d'une marchandise, lorsqu'on a dit que cette valeur se trouve déterminée par celle du capital consacré à la produire. Il reste toujours à savoir, en effet, comment se détermine le capital. Quant à ce que l'auteur dit, page 202, sur le *montant* de capital, à moins que ce montant ne soit évalué en *argent*, ce qui change complètement la question, il faut reconnaître qu'on ne saurait le prendre pour étalon.

[1] Chap. 8, p. 160.

[2] Chap. 6, p. 135.

précédentes relatives à la valeur sont ou fausses ou futiles. Il pouvait donc se dispenser d'entrer dans aucun travail; mais comme il s'y est engagé à plaisir, nous l'y suivrons, dans l'espoir d'attirer l'attention sur une question qui gît au fond de la plupart des difficultés de l'économie politique, et qui n'a pas été suffisamment étudiée.

Une des premières conséquences résultant de la définition de l'auteur serait d'effacer la distinction établie par un grand nombre d'écrivains recommandables entre la *valeur réelle* et la *valeur nominale*. J'ai déjà eu occasion de dire qu'Adam Smith, en se servant du terme salaires *réels* pour exprimer les objets de nécessité ou de comfort que gagne l'ouvrier, s'est enlevé la faculté de l'appliquer ensuite logiquement à la valeur d'une marchandise, et de désigner ainsi sa puissance d'acheter du travail. On sait, en effet, que la même quantité de travail peut produire et acheter, suivant les époques, suivant les circonstances, une quantité bien différente de tous les objets de première nécessité ou de bien-être. Mais si nous mettons de côté pour le moment cette inconséquence avouée de Smith, et si nous acceptons la distinction établie par la plupart des économistes entre la valeur réelle et la valeur nominale, nous ne pourrons que trouver fort extraordinaire les réflexions de l'auteur sur ces écrivains.

Après s'être occupé des doctrines de Smith, de M. Ricardo et aussi des miennes sur la valeur réelle et nominale, il dit : — « Après l'analyse de la nature de la valeur contenue dans le chapitre précédent, une telle distinction paraîtra purement arbitraire et sans utilité possible. Que nous apprend-on, que nous prouve-t-on en nous disant que la valeur considérée d'une certaine manière est réelle et nominale, si on la considère autrement[1] ? » Se rapportant ensuite à un passage contenu dans les *Dialogues des étudiants en droit* », ce passage n'aurait probablement pas été écrit, dit-il, si l'auteur avait tenu compte d'un fait bien simple, c'est que la valeur implique valeur en telle ou telle chose, et ne signifie quelque chose que lorsque cette chose particulière se trouve mentionnée. Or, comme les qualificatifs réel et nominal n'expriment rien de ce genre, ils ne nous apprennent rien non plus, et peuvent même servir, tant leur signification est arbitraire, à créer des discussions perpétuelles[2]. »

Ces observations, je le déclare, me paraissent fort extraordinaires. Tout le monde reconnaîtra facilement que comparer une marchandise, soit

---

[1] *Dissert. sur la val.*, chap. 2, p. 58.
[2] *Idem*, *idem*, p. 39.

avec l'ensemble des autres marchandises, soit avec les frais élémentaires de production, est tout autre chose que de la comparer avec tel autre produit désigné. Les auteurs doivent donc s'exprimer de manière à faire savoir à leurs lecteurs laquelle de ces deux comparaisons ils ont en vue. Que ces auteurs, maintenant, aient ou n'aient pas choisi les meilleurs termes pour transmettre leurs idées, c'est là une autre question; mais il n'en est pas moins incontestable que ces idées, en elles-mêmes, sont fort différentes et doivent être soigneusement désignées par des termes distincts, dans l'intérêt de la langue économique. Aussi, ne puis-je concevoir que l'auteur ait dit : « Que nous apprend-on, que nous prouve-t-on, en nous disant que la valeur, considérée d'une certaine manière, est réelle, et nominale si on la considère autrement? » C'est absolument comme si on disait, en parlant de notre système planétaire, qu'on ne nous apprend rien en caractérisant de différentes manières le mot distance, afin de distinguer la distance qui sépare les planètes du soleil et celle qui existe entre les différentes planètes. Et en admettant que la plupart des astronomes aient donné à la première distance le qualificatif *réelle*, et à la seconde le qualificatif *relative*, serait-on bien venu à dire qu'une telle distinction est dénuée d'utilité, les distances étant toutes relatives?

L'auteur insiste complaisamment sur la nature relative de la valeur, comme s'il avait été le seul à lui reconnaître ce caractère : mais je ne sache pas d'auteur qui ait jamais employé le mot valeur sans le rapporter implicitement ou explicitement à tel ou tel objet. Et quand l'auteur s'écrie, dans le passage cité plus haut, que le mot valeur suppose toujours une *certaine nature de valeur* exprimée par un objet servant de comparaison ; quand il ajoute que les adjectifs réel et nominal n'expriment rien de la sorte, il me paraît poser en fait quelque chose de fort contestable. Ainsi M. Say, dans un passage cité par l'auteur dans ses notes, fait observer ceci : « il y a cette différence entre une variation de prix réelle et relative, que la première est un changement de valeur provenant d'une altération dans les frais de production, et que la seconde est un changement provenant d'une altération dans le taux de la valeur d'une certaine marchandise comparée à toutes les autres. » Je le demande, est-il permis de dire que la valeur relative et la valeur réelle, dont il est ici parlé, se rapportent à d'autres objets, et que ces objets ne diffèrent pas tellement qu'on soit obligé d'établir entre eux une ligne de démarcation?

L'auteur dira peut-être que si les deux expressions sont relatives, au fond, il est parfaitement inutile d'y accoler les qualificatifs réel, po-

sitif, absolu, par opposition à relatif, alors que les termes précédents se rapportent à quelque objet plus général, et particulièrement à ce qui peut être considéré comme une mesure type, un étalon, exact ou non.

Ainsi, dans l'exemple choisi plus haut, quoique toutes les distances soient relatives, on aurait parfaitement raison de dire que, si la terre se meut vers son aphélie, que sa distance positive, réelle, absolue du soleil s'accroît, alors même que sa distance, relativement à quelqu'autre planète qui s'éloignerait plus rapidement du soleil, diminuerait constamment. Grand et petit, riche et pauvre, sont des termes relatifs : cependant nous n'en sommes pas moins autorisés à dire que non-seulement Pierre est plus grand que ses trois frères, mais encore qu'il a réellement, positivement une taille élevée. Dans le premier cas, on le dit grand relativement à trois autres individus ; mais pour un étranger qui ne connaîtrait pas la taille de ces trois individus, ce renseignement serait parfaitement inutile. Il n'en pourrait pas conclure si la taille de Pierre est de quatre, cinq ou six pieds. Dans le second cas, au contraire, on compare la taille de Pierre avec la grandeur moyenne de la race des individus dont il est question, et, quoique l'étranger puisse ne pas apprécier mathématiquement cette moyenne, il sera toujours à même d'évaluer approximativement la taille de Pierre : s'il se trompe, ce sera de quelques pouces et non de quelques pieds.

Ne serait-il pas aussi ridicule de prétendre que les termes *riche* et *pauvre* étant essentiellement relatifs, on ne doit pas dire d'un homme qu'il est riche sans désigner en même temps l'individu avec lequel on le compare ? Tout le monde sait que lorsque, dans un pays, dans une ville, on se règle sur un étalon indiquant soit une certaine faculté d'acquérir les objets utiles ou agréables de la vie, soit une certaine supériorité répartie sous ce rapport même à quelques individus, comparativement à la masse des consommateurs : et c'est cette supériorité même que l'on exprime en employant le mot riche. Mais si l'on adoptait le changement proposé, si au lieu de dire que M. John Doe est riche, nous étions astreints à dire qu'il est riche relativement à M. Richard Roe, il se pourrait que ledit M. Roe fît bien maigre chère, et que M. Doe eût des ressources bornées et une bien piteuse opulence.

Il est donc évident que non-seulement on peut employer légitimement les termes réel, positif, absolu par opposition au terme *relatif*, lorsqu'on a en vue un objet plus général servant d'étalon ; mais encore qu'il faut maintenir à tout prix la différence qui existe entre ces deux espèces de rapports. Aussi comprend-on difficilement qu'un auteur ait pu croire que la langue de l'économie politique se perfectionnerait par

une définition qui abolirait cette distinction et créerait autant de catégories de valeurs qu'il y a de marchandises. Quant à la plupart des économistes, toutes les fois qu'ils ont parlé de la valeur d'une marchandise sans indiquer l'objet auquel ils rapportaient leur évaluation, je me suis cru autorisé par leur propre nomenclature, à croire qu'ils avaient pris pour critérium, soit l'ensemble des marchandises, soit l'état du marché, soit les frais nécessaires de la production. Mais quand l'auteur de la *Dissertation critique* se sert du terme valeur — comme il le fait souvent — sans en faire une application précise, il plonge le lecteur dans une incertitude complète.

Fidèle à son étrange système d'interprétations erronées, notre anonyme dit de l'auteur des *Dialogues des étudiants en droit* : — « Marchant sur les traces de M. Ricardo, il semble méconnaître complètement la nature toute relative de la valeur, et, comme je l'ai déjà indiqué, l'envisager comme quelque chose de positif et d'absolu ; de sorte que s'il n'y avait dans le monde que deux marchandises, et si, par des circonstances particulières, la somme de travail nécessaire pour les produire venait à doubler, elles doubleraient toutes deux de valeur réelle, tout en conservant entre elles les mêmes rapports. Suivant cette doctrine, tout ce qui exige immédiatement plus de travail, doit augmenter immédiatement de valeur : ce qui contredit ouvertement cet axiôme, que la valeur désigne le rapport d'échange qui existe entre les différentes marchandises. En un mot, la valeur réelle, d'après cette théorie, dépend uniquement du travail : d'où il suit que le travail venant à s'accroître, la valeur s'accroît simultanément. D'où il suit aussi que *a* ne peut s'accroître constamment en valeur — valeur réelle — et acheter une quantité toujours plus petite de *b* ; — en admettant, d'ailleurs, qu'il n'y eut dans le monde que deux sortes de marchandises. On ne peut supposer, en effet, que l'auteur ait voulu dire que *a*, en augmentant de valeur, relativement à une troisième marchandise *c*, peut cependant équivaloir à une quantité moindre de *b*; ce qui serait une banalité. Il a donc voulu dire que *a* peut augmenter dans sa valeur réelle, laquelle valeur ne se rapporte à aucune autre espèce de marchandise. Appliquez maintenant à cette supposition la règle émise dans notre dernier chapitre; recherchez quand l'auteur parle de valeur, valeur en quoi? et vous verrez apparaître dans toute sa simplicité la dose de vérité qu'il est possible d'obtenir sur une pareille question. Il ajoute ensuite : « la valeur doit être valeur en telle ou telle chose ou relativement à telle ou telle chose. »

Si le lecteur se rappelle maintenant que ce passage a été écrit par une personne qui débute en disant que la valeur exprime en définitive

le prix qu'on attache à tel ou tel objet, il aura droit de s'en étonner.

Et d'abord, que peut vouloir dire l'auteur quand il parle de l'espèce de valeur appelée réelle dans les lignes précédentes, comme ne se rapportant à aucune autre chose. L'auteur des *Dialogues*, il faut le reconnaître, a expliqué lui-même, de la façon la plus satisfaisante, que par l'expression valeur réelle, il entend la valeur dans ses rapports avec le travail consacré à la production.

Je demanderai ensuite à l'anonyme qui prétend que la valeur d'une marchandise indique le prix qu'on y attache, si le travail reconnu nécessaire pour produire une marchandise, n'exprime pas cela d'une manière infiniment plus exacte, que la comparaison avec telle ou telle autre marchandise qui peut avoir été produite par le travail d'un jour ou de mille jours?

J'ai déjà dit que je me séparais complètement de M. Ricardo, lorsqu'il dit que la valeur d'une marchandise peut être exactement representée par le travail seul consacré à la produire; je me sépare donc également de cette question de l'auteur des *Dialogues*. Mais cette opinion me paraît être cependant infiniment supérieure à l'expression proposée par l'écrivain de la *Dissertation critique* pour décrire la valeur. Faisons l'essai de ces deux systèmes au moyen du talisman proposé par l'auteur lui-même. Prenons pour exemple la valeur de l'argent avec la découverte des mines de l'Amérique, et demandons-nous à quoi se rapporte cette valeur. L'auteur des *Dialogues* répondrait que c'est au travail consacré à produire l'argent; et quoique cette réponse néglige un des éléments essentiels de la valeur, j'y trouve encore des notions assez satisfaisantes sur le prix qu'on attachait alors à l'argent. En effet, si je parvenais à trouver que le travail producteur est maintenant trois fois moindre, j'en pourrais conclure en toute sécurité que l'argent est devenu abondant, et qu'il y a quatre siècles une quantité donnée d'argent avait bien plus de prix qu'aujourd'hui, c'est-à-dire que chacun se sentait disposé à faire de plus grands sacrifices pour l'obtenir.

Maintenant, l'auteur de la *Dissertation critique* venant à parler de la valeur de l'argent avant la découverte des mines américaines, si nous lui demandions valeur en quoi? La réponse serait: — « J'ai dit et redit que connaître la valeur d'un objet à une époque quelconque, c'est connaître ses rapports d'échange avec telle ou telle autre marchandise. » Par conséquent, nous arriverions à connaître la valeur de l'argent au XIVe siècle, en le comparant avec les calicots, alors même que nous ne saurions rien relativement à la difficulté ou à la facilité d'obtenir des calicots à cette époque. Et si maintenant, pour déterminer le prix comparatif de l'ar-

gent au xve et au xixe siècle, nous le mettions en rapport avec la valeur du calicot à ces deux époques, il en résulterait que les progrès introduits dans la fabrication des étoffes de coton par les machines, donnant à une certaine quantité d'argent la puissance de payer plus de calicots, on en devrait conclure que l'argent est plus entravé aujourd'hui qu'avant l'ère sauvage de 1492. Or, personne, je pense, — pas même l'auteur, ne souscrirait à une telle conclusion. Il dirait probablement que la comparaison doit s'établir exclusivement entre l'argent et les calicots. Mais si c'est là ce qu'il veut réellement dire et faire, pourquoi jeter la confusion dans l'esprit du lecteur, en affirmant que par le mot valeur on désigne le prix que chacun attache à une marchandise? Pourquoi dire que connaître la valeur à une époque quelconque, c'est tout simplement connaître sa valeur en échange relativement à quelque autre marchandise? Si tout ce qu'il entend par l'expression *valeur d'une marchandise* se réduit à ce simple rapport, pourquoi n'a-t-il donc pas dit aussitôt que la valeur d'une marchandise relativement à toute autre est représentée par la quantité contre laquelle elle s'échange, et que la première venant à hausser par rapport à l'autre, celle-ci baisse proportionnellement par rapport à elle? En s'exprimant ainsi, il aurait été appuyé par tous les esprits : il aurait même établi une vérité banale que personne au monde ne songeait à contester. Mais tant qu'il nous parlera de l'estime qui s'attache aux marchandises, il doit nécessairement passer pour fort inconséquent, fort illogique, lorsque, dans l'hypothèse où il n'y aurait ici-bas que deux genres de produits, il aime mieux juger du prix qu'on accorde à un de ces produits, en le comparant avec l'autre, plutôt qu'en le comparant avec la somme de travail consacrée à la produire. Il y a plus : lorsqu'il dit maintenant que « connaître la valeur d'un produit à une époque quelconque, c'est tout simplement connaître sa valeur en échange relativement à quelque autre marchandise, » il affirme une chose qui, d'après le sens ordinaire du mot valeur, se trouve être complètement erronée, hypothétique. Personne que je sache, si ce n'est l'auteur, ne se hasarderait à dire qu'on peut déterminer la valeur de l'argent, au xve siècle, en connaissant la quantité de calicots qu'une once d'argent pouvait alors acheter.

Le sixième chapitre de l'auteur a pour titre : *Des mesures de la valeur.* La discussion sur ce point l'a conduit à des conclusions si étranges, qu'on comprend difficilement que l'auteur s'y soit laissé entraîner aveuglément. Il se moque agréablement de l'opinion générale qui veut que pour former une mesure parfaite de la valeur, une marchandise possède elle-même une valeur invariable. Suivant lui, cette opinion, ad-

mise par les économistes les plus distingués, serait tout simplement une absurdité. — Le tour est poli, comme on le voit. D'après ses doctrines et son langage, il n'existe aucune espèce de rapport entre la valeur d'une marchandise à une certaine époque, et la valeur de la même marchandise à une autre époque; et « l'utilité d'une mesure type des valeurs ne s'étend qu'aux marchandises qui existent en même temps[1]. »

S'il en est ainsi, il devient parfaitement absurde, en effet, de s'évertuer pour trouver un objet dont la valeur se rapproche d'un terme invariable, ou même de parler de telle ou telle marchandise comme ayant une valeur plus constante que celle des autres. Pour un moment donné, des sacs de houblon constituent une masse de la valeur tout aussi exacte que l'argent ou le travail. L'auteur fait même observer, quant à l'argent, qu'il est impossible de tirer aucune conclusion du rapport qui existe, à deux époques différentes, entre le blé et l'argent. Nous ne pouvons déterminer le rapport qui existe entre la valeur du blé à la première époque, et la valeur du blé à la seconde, parce qu'au fond ce rapport n'existe pas. Encore moins pouvons-nous comparer la valeur du blé avec d'autres marchandises prises en des temps différents. En faire l'essai, ce serait tenter de découvrir les quantités de blé qui peuvent s'échanger réciproquement à différentes périodes; en d'autres mots, ce serait faire une chose visiblement absurde. D'ailleurs le rôle que jouerait ici l'argent pourrait être confié à toute autre marchandise. Nous aurions la valeur du blé en argent et la valeur de l'argent en blé, sans que ces deux objets pussent revendiquer une supériorité quelconque à titre de mesure ou de terme de comparaison[2]. »

De tout ceci, il résulte que nous ne pouvons, à aucun titre, dire que le prix du beurre a changé pendant le mois dernier, sous peine d'être convaincus d'absurdité, en proposant d'échanger le beurre qui a été consommé, il y a trois semaines, avec celui qui est actuellement sur notre table; et cela, dans le but de déterminer qu'une livre de beurre, il y a un mois, achetait moins de marchandises qu'aujourd'hui. Par les mêmes raisons, il devrait nous être interdit de dire que la valeur du blé a considérablement fléchi de 1818 à 1822, et s'est, au contraire, considérablement élevé de 1822 à 1826. Il serait de même insensé de chercher à comparer la valeur des avances faites par un manufacturier

---

[1] *Dissert. sur la val.*, chap. 6, p. 117.
[2] *Idem, idem.*

avec celle de ses rentrées; ou de préférer, pour l'évaluation des profits, la monnaie dont la puissance rémunératrice varie lentement, insensiblement, au houblon, dont le prix est soumis à des oscillations si grandes, si fréquentes. En somme, pour se conformer à ces nouvelles définitions et à ces nouvelles doctrines, il faudrait modifier, changer l'ensemble des expressions, des idées relatives aux opérations commerciales et financières.

Il est étrange que des conséquences aussi inadmissibles n'aient pas étonné l'auteur lui-même et ne lui aient fait rebrousser chemin. S'il s'était conformé à sa première définition de la valeur, c'est-à-dire le prix qu'on attache à un objet : si même il avait interprété de la façon la plus naturelle sa seconde définition, « la valeur, c'est la puissance d'acheter d'autres marchandises; » si, dis-je, il avait été fidèle à ses propres idées, il n'aurait jamais été exposé à d'aussi déplorables erreurs. Il n'aurait jamais dit que lorsqu'on compare la valeur de certaines marchandises à une certaine époque avec la valeur des mêmes marchandises à une autre époque, on avait en vue le taux suivant lequel elles s'échangeaient réciproquement et dans le même moment :— ce qui serait évidemment absurde; car, dans aucun cas, un échange de ce genre ne pouvait s'effectuer. Que peut-on dire alors? On veut, ou comparer le prix qu'on attache à une marchandise dans un temps donné avec le prix qu'on y attache à une autre époque, en se fondant sur l'état du marché et, plus généralement, sur les frais de production; ou comparer le pouvoir d'acheter réparti à une marchandise en des temps différents. S'il en est ainsi, l'auteur pourra-t-il se refuser à reconnaître que certains objets sont plus propres que les autres à mesurer ce pouvoir d'acheter? Dira-t-il que si une marchandise quelconque peut acheter aujourd'hui deux fois plus de travail qu'il y a quelques mois, quelques années, nous n'aurons pas ainsi de sa valeur une notion plus exacte que si nous avions pris pour terme de comparaison des calicots ou des raisins secs? Ou, enfin, l'auteur, rentré en lui-même, répétera-t-il ce qu'il a dit dans le passage plus haut : — « Le rôle que jouerait ici l'argent pourrait être confié à toute autre marchandise. Nous aurions la valeur du blé en argent, et la valeur de l'argent en blé, sans que ces deux objets pussent revendiquer une supériorité quelconque à titre de mesure ou de terme de comparaison. »

Quant à moi, je trouve ces assertions fausses et injustifiables. Si le prix en argent du blé a doublé depuis l'année dernière, j'en conclus, avec une certitude presque complète, que le blé est bien plus estimé aujourd'hui. Je puis certifier que le rapport du ble avec tous les autres

articles s'est essentiellement modifié, et qu'un quarter de blé équivaudra maintenant à une quantité de travail, de drap, de quincaillerie bien plus considérable ; en un mot, qu'il équivaudra à peu près au double de toutes les autres marchandises qui n'auront pas été profondément atteintes par les causes qui ont agi sur le prix du blé.

Comment peut-on dire alors que le rapport altéré du blé et de l'argent ne nous conduit à aucun autre rapport? Il est évident, au contraire, que nous en pouvons extraire des rapports nombreux et utiles, et qu'en fait nous nous en servons pour déterminer avec une exactitude suffisante, sinon complète, l'accroissement de valeur échangeable acquis au blé, relativement à l'ensemble des autres marchandises.

D'un autre, nous *ne pouvons* raisonnablement conclure de la diminution de la valeur de l'argent relativement au blé, que l'argent a baissé dans des proportions à peu près égales par rapport aux autres marchandises. De ce qu'une once d'argent ne peut plus acheter qu'un demi-boisseau, ou un boisseau de blé, on n'est nullement autorisé à conclure qu'une once d'argent doit par cela même acheter une quantité moitié moindre de travail, de drap, de quincaillerie, de chapeaux, de souliers, ou de toute autre marchandise dont les conditions de vente et de production n'auraient pas varié. Il est fort probable, en effet, que le rapport de l'argent avec tous ces objets restera le même.

Où serait donc la vérité, si on disait, alors, que l'argent jouerait ici un rôle que toute autre marchandise pouvait remplir à sa place? Des faits immenses, manifestes, irrécusables, nous démontrent que pour des périodes restreintes, l'argent peut servir, sert à mesurer les variations que subit le blé dans sa valeur en échange; ils nous démontrent en même temps que le blé *ne peut pas* nous servir pour mesurer les variations subies par l'argent. C'est là un des exemples du dédain étrange avec lequel un grand nombre d'économistes se sont plu à traiter la pratique, l'expérience de chaque jour.

L'auteur a débité des phrases tendres et habilement construites sur l'analogie fausse qu'implique le terme *mesure* quand on l'applique à la valeur des marchandises à des époques différentes; il insiste gravement sur la différence qu'il y a à mesurer des dimensions géométriques ou des valeurs.

Or, je ne sache pas qu'on ait jamais confondu ces deux choses, Comme je l'ai déjà dit, toutes les fois qu'on parle de la valeur d'une marchandise à différentes époques, il me semble qu'on a en vue sa puissance générale d'acheter un objet spécial exprimant le prix qu'on y attachait à ces différentes époques. Si donc le sens général attribué au

terme valeur a été celui-là, il est bien évident que les hommes ont dû savoir faire la différence entre les distances et les valeurs ; qu'ils ont dû être bien convaincus qu'une pièce de drap longue d'une aune, en Angleterre, ne changerait pas de longueur en arrivant en Chine, mais que la valeur de ce drap, c'est-à-dire le pouvoir d'acheter du travail ou des produits chinois, serait probablement altérée. Mais cette différence une fois reconnue, et étant une fois admis que les variations physiques d'un produit se mesurent bien plus facilement, bien plus exactement que les variations de valeur, s'ensuit-il que l'on ne doive pas donner à ces évaluations la plus grande exactitude possible? Il est bien évident que nous ne saurions évaluer la fortune d'un négociant et la progression de cette fortune pendant les quatre dernières années avec l'exactitude que l'on obtiendrait en calculant la taille d'un enfant et sa croissance pendant la même période. Un mètre suffit pour nous donner ces derniers, dit-il, de la manière la plus précise. Mais la nature de la richesse et des meilleurs instruments employés pour en mesurer l'accroissement est plus capricieuse, plus délicate et ne se prête pas à une précision mathématique. Cependant, nous ne voyons pas l'analogie qu'implique l'action de mesurer la richesse d'un négociant à quatre années de distance par la somme de livres sterling qu'il possède aujourd'hui, comparativement à celle qu'il possédait auparavant. Quelle fausse analogie établirait-on encore en mesurant la valeur des avances d'un manufacturier avec ses rentrées, dans le but de calculer le taux de ses profits? Et que peut vouloir dire l'auteur, lorsqu'il affirme qu'aucun rapport de valeur ne peut exister entre les marchandises à des époques différentes, et que l'argent n'a aucune fonction spéciale à remplir dans de telles circonstances?

En dépit de ces tranchantes assertions, nous voyons chaque jour grandir chez les négociants, les agriculteurs, les économistes, cette conviction que l'acte de mesurer le rapport des marchandises entre elles, à différentes époques, suivant leur faculté générale d'acheter, et surtout leur faculté d'acheter du travail — cet élément initial de la production — que cet acte, dis-je, est d'une importance sérieuse et doit être accompli. Tous ceux qui s'intéressent aux phénomènes de l'ordre économique, pensent encore que pour des intervalles suffisamment rapprochés, la monnaie *remplit* cette fonction d'une manière suffisamment exacte; qu'elle jouit, sous ce rapport, d'une supériorité réelle sur toutes les autres marchandises, qu'enfin, elle se rapproche plus que tout autre objet de cette stabilité que l'auteur juge comme étant complètement inutile dans une mesure de la valeur, et dont la seule mention

excite à un si haut degré son indignation [1] et sa verve anonymes.

Dans le fait, c'est précisément cette fixité de valeur que les métaux précieux tirent de leur inaltérabilité, et de la quantité à peu près constante qui en est versée sur le marché, qui les rend propres à accomplir ces importantes fonctions. Le houblon et le blé, comme je l'ai dit, peuvent mesurer, à un moment donné, la valeur relative des marchandises; mais on serait conduit à de graves erreurs si on s'efforçait de calculer les profits d'un capitaliste en houblon ou en blé. Ainsi, une année d'abondance venant à succéder à une année de disette, et si le fermier évaluait en blé ses dépenses et ses recettes de chaque année, il pourrait, en apparence, gagner cinquante pour cent et plus, alors qu'en réalité, il se trouverait en déficit et dans l'impossibilité de rétribuer un aussi grand nombre d'ouvriers sans entamer son capital. D'un autre côté, si une année relativement stérile venait à suivre une année d'abondance, ses profits évalués en blé pourraient paraître insignifiants, tandis qu'en réalité, ils auraient été fort considérables et auraient accru notablement la faculté qu'il a d'acheter du travail et d'autres marchandises. Si le cultivateur évaluait ses avances et ses rentrées en houblon, il est évident que le résultat serait de la même *nature*, mais plus grave encore.

Il faut donc reconnaître que le monde commercial a agi fort sagement en choisissant pour mesure pratique de la valeur un objet qui, non-seulement jouit de propriétés matérielles éminemment favorables, mais qui conserve encore une valeur à peu près uniforme; un objet qui possède cette fixité dans les rapports avec le travail et les autres marchandises, sans laquelle toute confiance dans les entreprises industrielles et commerciales cesserait bientôt.

Cependant, quoique les métaux précieux constituent une mesure utile, excellente, pour cet intervalle qui s'écoule entre l'origine et la liquidation d'une affaire, ils perdent cette propriété, comme l'a fort bien dit Adam Smith, lorsqu'on agit sur de longues périodes. Et s'ils sont ainsi déchus, ce n'est pas qu'il n'y ait encore une fonction économique à remplir, mais c'est qu'ils perdent dans l'espace de quelques siècles cette uniformité de valeur qu'ils conservent en général si bien pendant quelques années.

Je ne suis donc nullement de l'avis de l'auteur lorsqu'il dit, en parlant des métaux précieux que « toutes les opérations relatives à la mesure et au rapport des valeurs, peuvent se faire au moyen des agents

[1] *Dissert. sur la val.*, chap. 6, p. 110.

que nous possédons déjà. » Or, l'action de mesurer le rapport d'une marchandise avec le travail ou toute autre marchandise à différentes époques et en différents temps, est une de ces opérations ; et, cependant, il est évident que, pour des périodes d'une certaine étendue, les métaux précieux perdent la propriété de l'accomplir avec précision. L'auteur, lui-même, oserait-il dire que la valeur en échange d'une once d'argent sous Édouard III n'était pas infiniment plus grande que sous Georges IV, ou que la même quantité de travail n'aurait pas représenté d'une manière plus exacte, à ces deux époques, le pouvoir général d'acheter ? L'auteur est donc tout aussi malheureux dans son enthousiasme illimité pour les métaux précieux que dans le passage où il affirme qu'ils ne remplissent pas mieux que le blé le rôle d'étalon de la valeur.

On observe qu'en parlant de la valeur des marchandises à différentes époques, on a exclusivement en vue la valeur en échange. Et, quant à la valeur en échange elle-même, il est nécessaire, en économie politique, de distinguer entre le pouvoir d'acheter en général et le pouvoir d'acheter telle ou telle marchandise spéciale.

Mais il ne faudrait pas conclure de ce qu'on juge du prix qu'on attache à une marchandise à différentes époques par l'état de l'offre et de la demande du marché, ou par les frais nécessaires de la production; en d'autres termes, par les conditions nécessaires à l'approvisionnement du marché; il ne faudrait pas en conclure, dis-je, qu'on perd de vue la valeur en échange. Et cependant l'auteur retombe constamment dans cette faute. Il oublie complètement la première signification attribuée par lui au terme valeur dans l'examen qu'il a fait des vues de M. Ricardo.

« Supposons, dit-il, que nous prenions pour étalon un objet tel que le désire M. Ricardo ; supposons, par exemple, que toutes les marchandises soient produites par le travail seul, et l'argent, entre toutes, par une quantité fixe de travail. L'argent serait alors pour M. Ricardo une mesure parfaite des valeurs. Mais en quel sens ? Quelle est la nature de la fonction accomplie ici ? En admettant même que la somme de travail consacrée à produire l'argent reste la même, nous n'en pourrions rien conclure relativement à la valeur des autres marchandises. Leurs rapports de valeur avec l'argent, ou leur prix, doivent être calculés de la manière habituelle. Une fois ces données acquises, nous en pourrons certainement déduire la valeur échangeable des différentes marchandises entre elles ; mais, dans tout ceci, je ne vois pas l'utilité

que l'on peut tirer de ce fait, que le travail produisant l'argent est toujours le même en quantité [1]. »

J'ai déjà indiqué le rôle que l'argent devrait jouer dans ce cas, soit en servant à mesurer les différentes facultés d'acheter inhérentes aux marchandises en des temps différents, soit le prix qu'on attache à ces mêmes marchandises à des époques diverses.

Or, relativement à la première de ces deux fonctions, qui pourra nier un moment, qu'en admettant d'ailleurs les prémisses énoncées par l'auteur, l'argent ainsi produit par un travail régulier, uniforme, ne soit un critérium bien plus exact, plus docile qu'il ne l'est dans l'état actuel de l'exploitation des mines? En acquérant ainsi une fixité heureuse dans la production, il se trouverait avoir évité la cause qui agit le plus sur la valeur échangeable des marchandises; et nul doute que la somme de travail équivalente à une once d'argent ne conserve alors une uniformité infiniment plus grande qu'aujourd'hui, où la fertilité des mines agit d'une manière si inopinée, si sensible sur le niveau général des prix.

Maintenant, pour le prix qu'on attache à telle ou telle marchandise, en des temps différents, il est difficile de concevoir une mesure plus satisfaisante. Si toutes les marchandises naissaient des efforts seuls du travail humain et s'échangeaient dans le rapport du travail consacré à les produire; si de plus, l'argent était toujours créé par la même quantité de travail, la quantité d'argent qu'à des époques différentes on donnait en échange d'une marchandise exprimerait d'une manière fort approximative le prix qu'on y attache. En effet, elle exprimerait à la fois les sacrifices que les consommateurs sont prêts à faire pour obtenir cette marchandise à telle ou telle époque; les conditions de l'approvisionnement ou les frais élémentaires de production; enfin les rapports de l'offre et de la demande aux époques désignées. Et si, comme nous l'a dit l'auteur dans la première maxime de son livre, la valeur d'une marchandise exprime le prix qu'on y attache, la mesure proposée par M. Ricardo se trouve atteindre parfaitement le but indiqué, et cela précisément en raison de la fixité de sa valeur en échange.

En effet, cette mesure ne servirait pas seulement à indiquer entre deux marchandises mises en rapport, celle dont la valeur aurait subi certaines variations [2]; mais elle exprimerait encore le montant précis de cette variation. Ainsi, s'il résultait des documents consciencieux

---

[1] *Dissert. sur la val.*, chap. 6, p. 122.

[2] *Idem, idem*, p. 121.

que le prix d'une aune de drap, après avoir été de vingt schellings, il y a quatre cents ans, est maintenant descendu à dix schellings, il en faudrait conclure que le prix qu'on y attache, ou sa valeur d'opinion, a baissé de moitié; car toutes les marchandises étant supposées produites par le travail seul, le sacrifice qu'on serait disposé à faire pour obtenir le drap, les conditions nécessaires de l'approvisionnement ou les frais élémentaires de la production, auraient diminué de moitié.

Les variations d'une marchandise, relativement à ce genre d'étalon, indiqueraient d'une manière fort précise les fluctuations qu'elle aurait subies dans sa valeur en échange avec toutes les marchandises dont les conditions de production et d'approvisionnement n'auraient pas été altérées. En baissant ou en s'élevant, par rapport à cette mesure-type, elle se trouverait avoir baissé ou haussé en même temps et dans les mêmes proportions par rapport aux produits qui n'auraient eu à subir aucune variation.

Cependant, on reconnaîtra que, tout en admettant ce que l'auteur a bien voulu accorder, par supposition, à M. Ricardo, il n'est pas vrai que l'argent, même produit dans ces conditions inespérées, puisse mesurer *exactement* le pouvoir général d'acheter. Quoique son invariabilité, quant au travail consacré à sa production, lui donne une supériorité prodigieuse, comme le travail servant à créer la plupart des autres marchandises peut varier suivant les progrès de la société, il est, de fait, impossible que la même quantité d'un objet quelconque puisse, à la distance de plusieurs siècles, représenter la même puissance d'échange. Tout le monde admet cela. Et, comme il serait infiniment plus désirable d'avoir *une* définition de la valeur au lieu de *deux*, la question consiste à savoir si, pour arriver à cette simplification de raisonnement autant que de langage, il ne vaudrait pas mieux réserver le terme, *valeur d'une marchandise*, à sa valeur d'opinion, déterminée par la situation du marché et les conditions de la production, plutôt qu'au pouvoir général d'acheter. On peut mesurer approximativement la première valeur, tandis que la seconde échappe à toutes nos investigations. De plus, il est important de remarquer qu'en adoptant la première signification, nous rentrons dans le langage ordinaire de la société et facilitons l'étude de ces difficiles problèmes.

Ainsi, quand on parle d'une hausse dans la valeur du houblon ou du blé, qui songe aux variations qui peuvent être survenues en même temps dans la valeur du fer, du lin ou des choux? Pour des périodes restreintes, nous considérons l'argent comme mesurant d'une manière à peu près aussi exacte la valeur des marchandises et leur prix; et, si

le houblon et le blé ont haussé relativement à cette mesure, nous n'hésitons pas à dire qu'ils ont haussé de valeur sans nous inquiéter des vicissitudes éprouvées par les calicots, les draps ou les batistes. Cela seul suffit pour démontrer que, pour nous, la valeur des marchandises ne se règle pas sur des variations subies par leur pouvoir général d'acheter, mais sur quelque mesure-type que nous croyons pouvoir représenter, mieux que tout autre objet, le prix qu'on y attache, les frais de production et les rapports entre l'offre et la demande.

Les seules variations dans la valeur en échange d'une marchandise qui puissent être appréciées, mesurées avec précision, sont celles produites par des causes qui agissent sur la marchandise elle-même, et par des causes qui atteignent les innombrables articles avec lesquels on peut la comparer. C'est pourquoi, lorsqu'on parle des variations survenues dans la valeur de certaines marchandises particulières, on doit, non-seulement pour se conformer aux idées générales mais encore pour atteindre à une certaine précision, les considérer comme ne pouvant être mesurées que par l'influence des causes qui agissent directement sur la valeur.

Aussi M. Ricardo est-il parfaitement conséquent avec ses idées, lorsqu'il avance qu'une marchandise double de valeur toutes les fois que le travail nécessaire pour la produire est deux fois plus considérable. Elle se trouve avoir aussi haussé relativement à un étalon qui, selon lui, détermine seul la valeur; elle pourra acheter une quantité double de toutes les marchandises dont les frais de production n'ont pas varié; et si elle n'achète pas en même temps une quantité double des autres marchandises, c'est, qu'en raison des changements survenus dans le travail consacré à les produire, deux fois la même quantité de ces marchandises peut représenter une somme inférieure ou supérieure au double de la valeur primitive.

C'est par les mêmes raisons qu'Adam Smith considère la valeur des bestiaux comme s'accroissant toujours sous l'influence d'une culture et d'une civilisation en progrès, alors même que la valeur des terres, des bois, de la volaille, etc., s'élèverait plus rapidement encore, et par conséquent, diminuerait, relativement à certaines marchandises, la puissance d'échange d'une quantité donnée de bétail. En disant ainsi, que la valeur des bestiaux croît avec les progrès de la culture, il rapporte cette hausse à un étalon, c'est-à-dire au travail qu'une marchandise peut rétribuer : de cette manière, il se trouve représenter d'une manière bien plus exacte le prix qu'on attache aux bestiaux que s'il avait eu recours à tout autre objet. « Le travail, dit-il, et il faut se le rappeler, est la

mesure réelle de la valeur de l'argent et des autres marchandises : on se tromperait en le cherchant ailleurs ».

L'auteur lui-même a consacré un chapitre aux origines de la valeur. Là il reconnait qu'il est nécessaire de distinguer les causes qui affectent une marchandise de celles qui en affectent une autre, quoique dans ses théories antérieures il eût constamment et à dessein négligé cette importante distinction. Si on compare *a* et *b*, et si on s'en tient aux rapports entre ces deux termes, il est évident que la valeur de *a* aura également doublé dans le cas où les frais de production de *a* seraient devenus deux fois plus considérables, et dans le cas où les frais de production de *b* auraient diminué de moitié. Mais, que prouve tout cela? Non pas que la valeur de *a* ne soit fort diversement atteinte dans les deux cas, comme le veut l'entente la plus exacte, la plus juste du terme valeur ; mais que limiter ce terme, comme le fait l'auteur, aux rapports qui relient simplement une marchandise à une autre, c'est le rendre souverainement inutile et futile.

En séparant la valeur en échange de la valeur d'utilité, il peut être permis de la définir : *le pouvoir d'acheter d'autres marchandises*, comme l'a fait Adam Smith ; mais rien n'autorise à voir dans cette définition le pouvoir d'acheter toutes les autres espèces de marchandises. Dans tous les cas, il est fort essentiel, lorsqu'on étudie les variations survenues dans la valeur des marchandises à différentes époques, de tracer une ligne de démarcation bien nette entre les causes qui agissent sur les marchandises avec lesquelles on achète et sur celles que l'on achète. C'est sur les premières que nous devons concentrer exclusivement notre attention. Pour ce faire, il nous faut en référer à quelque étalon au moyen duquel nous puissions calculer, le plus exactement possible, les variations survenues dans les frais de production et dans les rapports de l'offre et de la demande : on arrive ainsi au meilleur critérium de la valeur, à celui qui en retrace le mieux les phases variables.

C'est sur ces bases que M. Ricardo, d'accord avec sa théorie personnelle, s'appuie pour mesurer la valeur des marchandises à différentes époques, d'après la somme de travail consacrée à les produire ; c'est aussi sur ces bases encore que s'appuie Adam Smith pour mesurer les variations de valeur des marchandises, au moyen du travail qu'elles peuvent rétribuer.

Au nombre des chapitres écrits par l'auteur, nous en trouvons un —

---

[1] *Rich. des nat.*, liv. I, chap. 11, p. 258.

le septième — qui a pour titre : — « *De la mesure des valeurs proposée par M. Malthus.* »

Afin de se préparer à la réfutation qu'il se propose, l'auteur résume ses principales idées relativement à la valeur; et comme il l'a fait d'une manière fort laconique, je cède au désir de citer ses propres paroles.

Il dit : « Nous avons démontré que la valeur du travail, comme de toute autre marchandise, est indiquée par la quantité de tel ou tel produit qu'une fraction donnée de travail peut servir à acheter. La valeur du travail s'élève ou s'abaisse, suivant que cette quantité s'accroît ou s'affaiblit; et il n'y a là même qu'une différence servant à caractériser la situation. D'où il suit que le travail, pour conserver la même valeur, devrait s'échanger toujours contre la même somme de marchandises; d'où il suit encore que supposer le travail invariable, et que lui attribuer la propriété de mesurer les fluctuations des autres marchandises, c'est se jeter à pleines voiles dans la contradiction.

« Nous avons démontré aussi qu'en considérant la valeur d'une chose comme immuable au milieu des perturbations qui agitent le marché commercial, on donne à entendre qu'il est possible de mettre en regard la valeur de cette chose à différentes époques, sans prendre un autre objet pour terme de comparaison : — ce qui est absurde, car la valeur indique précisément le rapport qui existe entre deux choses à un moment donné. Enfin, nous avons fait voir qu'un objet ayant une valeur invariable ne peut en aucune façon remplir les fonctions de mesure type.

« Ces considérations, ajoute l'auteur, suffisent pleinement pour renverser les arguments sur lesquels on a voulu fonder une mesure de ce genre. »

Je suis tout prêt à reconnaître que ces considérations seraient toute-puissantes si elles étaient vraies. Mais comment admettre que des doctrines puissent être vraies, lorsque, issues d'une interprétation arbitraire, inacceptable des paroles d'Adam Smith, elles aboutissent aux conclusions qui vont suivre ?

Premièrement. Que la valeur du travail s'élève ou fléchit quand s'accroît ou diminue la quantité qu'il en faut donner en échange pour obtenir de la soie ou toute autre marchandise, et cela indépendamment des besoins de l'ouvrier; de sorte que le prix de la soie venant à diminuer de moitié, la valeur du travail croîtrait immédiatement du double.

Secondement. Que la valeur du blé à un moment donné ne peut être comparée à celle qu'il peut avoir à une autre époque, le mot valeur n'in-

diquant, ne pouvant indiquer que les rapports existant entre deux choses dans le même moment.

Troisièmement. Que la permanence relative qui distingue la valeur des métaux précieux, pour de courtes périodes, ne peut pas servir à leur donner le caractère d'une mesure type des valeurs.

Nous laisserons au lecteur lui-même le soin de déterminer si des doctrines qui conduisent à de telles conclusions peuvent être admissibles et vraies; nous reviendrons immédiatement, au sujet de ce chapitre, à la mesure des valeurs proposée par moi.

Dans un écrit ayant pour titre : *La mesure de la valeur établie et démontrée*[1], j'avais indiqué les raisons qui m'ont paru décisives pour adopter, comme mesure type, le travail dans le sens que lui attribue généralement Adam Smith. Afin de donner plus de force à mes conclusions et de mieux classer les résultats des opinions émises relativement aux différentes qualités du sol et aux différentes portions de blé payées à l'ouvrier, j'avais dressé un tableau où ces opinions se trouvaient réunies en groupes.

Raisonnant sur la teneur de ce tableau, l'auteur observe que : — « On pourrait de cette manière prouver aussi facilement que tous les objets ont une mesure invariable. Je prendrai, par exemple, dix aunes de drap. En effet, que nous donnions pour ces dix aunes 5 liv. st. ou 10 liv. st., la somme payée aura toujours la même valeur que le drap contre lequel elle s'échange; en d'autres termes, elle aura, par rapport au drap, une valeur invariable. Or, ce qui s'échange contre un objet constamment invariable dans sa valeur doit reproduire cette même invariabilité : d'où il résulte que la valeur des dix aunes est inaltérable[2]. »

---

[1] Cet ouvrage fut publié en 1823, sous ce titre : *La Mesure de la valeur établie et démontrée, avec une application des principes aux altérations qu'a subi l'agent des échanges depuis* 1790. Malthus y modifia profondément les idées qu'il avait émises, au sujet de la mesure de la valeur, dans sa première édition des *Principes d'Économie politique*, qui avait paru eu 1820. Il avait avancé, dans ce dernier ouvrage, qu'il n'existait pas de mesure précise et invariable de la valeur, et il avait proposé un terme moyen entre le blé et le travail, comme étant ce qui pouvait se rapprocher le plus de cette mesure introuvable. Mais après trois années de méditations consciencieuses, Malthus émit sur ce sujet des idées qui lui avaient paru plus exactes, et dans la brochure dont il est ici question, il se rangea à l'opinion d'Adam Smith et s'efforça de démontrer que le travail est la mesure exacte de la valeur. Voyez plus loin, les explications qu'il donne sur les causes qui l'ont conduit à adopter une doctrine autre que celle qu'il avait professée d'abord. — Malthus a fondu l'ouvrage dont nous parlons dans les *Définitions* et dans la seconde édition des *Principes*. (M. M.)

[2] *Dissert. sur la val.*, chap. 6, p. 145.

Cette comparaison démontre, soit une étrange faiblesse de raisonnement, soit un oubli volontaire des bases sur lesquelles le tableau a été établi. Ces bases, ces prémisses sont que les conditions naturelles, nécessaires pour l'approvisionnement de la plupart des marchandises, en d'autres termes, que les frais élémentaires de la production consistent dans le travail consacré immédiatement à les produire, et dans les profits que l'on peut légitimement retirer des capitaux avancés pendant la fabrication. Ces prémisses veulent encore que la valeur ordinaire des marchandises à différentes époques se détermine au moyen des frais élémentaires de la production, c'est-à-dire au moyen du travail et des profits qui y ont été dépensés.

Si ces prémisses sont justes, le tableau se trouve avoir démontré précisément ce qu'il était destiné à démontrer; si elles sont fausses, mon argumentation tout entière s'écroule par la base.

Mais je demanderai maintenant à l'auteur quelle ressemblance il est permis d'établir raisonnablement entre dix aunes de drap et dix jours de travail? Le drap est-il l'agent principal, l'agent universel de la production? L'avance d'une certaine quantité de drap peut-elle constituer la condition naturelle, nécessaire de l'offre de toutes les marchandises? Personne a-t-il jamais songé à considérer le drap et les profits comme des frais élémentaires de production? Enfin, a-t-on jamais proposé d'estimer la valeur des marchandises à différentes époques par les différentes quantités de drap et de profits consacrés à les produire?

Or, si on ne peut résoudre ces questions par l'affirmative, il devient évident que ce qui peut être vrai et décisif relativement au travail, peut devenir aussi parfaitement faux ou puéril appliqué à un *produit* quelconque du travail; — tout dépend ici de la manière dont on détermine la valeur des marchandises [1].

Ce serait, sans doute, se rendre coupable d'un pléonasme absurde et banal que de dire que les différents salaires accordés pour une quan-

---

[1] Je suis toujours resté profondément surpris quand on m'accusait d'adopter *arbitrairement* le travail comme mesure de la valeur. Cependant s'il n'existe pas entre le travail et les *produits* du travail une distinction parfaitement nette et tranchée, je suis forcé de reconnaître que je ne sais plus ce que c'est qu'une distinction de ce genre. On peut différer, sans doute, d'opinion sur les raisons que j'ai données pour choisir le travail comme mesure type des valeurs : mais ces raisons elles-mêmes prouvent combien l'accusation d'arbitraire dirigée contre moi est étrange, incompréhensible. Eussé-je dit seulement qu'il faut choisir le travail parce qu'il forme l'élément principal de la production, c'en était assez pour anéantir de telles imputations.

tité donnée de travail peuvent toujours servir à acheter la même somme de travail. Mais, s'il avait été démontré, préalablement, que la somme de travail qu'une marchandise achète représente exactement la quantité de travail consacrée à sa production, plus les profits légitimes sur les avances de capital; s'il avait été démontré, par conséquent, qu'elle représente ces conditions naturelles et nécessaires, ces dépenses élémentaires qui déterminent la valeur, le pléonasme se transformerait en une vérité utile et féconde. Il se trouverait impliquer, en effet, cette proposition importante, que les frais d'où résulte la différence des salaires accordés pour la même quantité de travail doivent toujours être les mêmes.

Il est évident, pour tous ceux qui parcourent le tableau indiqué, que les nombres uniformes inscrits dans la septième colonne et servant à faire ressortir la valeur invariable des salaires d'un nombre d'hommes déterminé, auraient pu être établis sans calculs intermédiaires; mais il eût été impossible, alors, de fonder, sur cette permanence de la valeur des salaires, des conclusions acceptables. Les calculs intermédiaires, qui servent à montrer que la valeur des salaires de dix hommes est estimée en raison des causes mêmes que l'on avait déjà indiquées comme déterminant la valeur de toutes les marchandises, peuvent seuls donner du poids aux conséquences que j'en ai déduites. Seuls ils démontrent que les nombres uniformes de la septième colonne impliquent l'uniformité dans la valeur des salaires.

M. Ricardo a souvent répété que la valeur des salaires doit nécessairement grandir par le développement des sociétés. Au fond, c'est même sur l'accroissement ou la diminution qui s'opère dans la valeur du travail, qu'il a édifié sa théorie des profits. Mon tableau montre que si nous évaluons les salaires en raison du travail qui y est engagé, c'est-à-dire en raison d'un seul des éléments constitutifs de la valeur, la théorie de M. Ricardo est vérifiée de tous points et la valeur des salaires hausse réellement à mesure que l'on étend la culture sur de nouvelles terres. Il montre aussi qu'en tenant compte de tous les éléments constitutifs de la valeur, c'est-à-dire des salaires et des *profits*, nous découvrons que la valeur des salaires reste constamment la même.

L'auteur dit que ses remarques doivent faire voir au lecteur que la table de M. Malthus, destinée à *démontrer la permanence de la valeur du travail*, ne « prouve absolument rien [1]. » Il termine son chapitre en disant : « qu'un examen rapide lui a suffi pour reconnaître que l'impo-

---

[1] *Dissert. sur la val.*, chap. 7, p. 148.

sant appareil de chiffres, de calculs contenus dans le tableau, ne contient pas une seule vérité importante ou nouvelle [1]. »

Je n'avais jamais cru, je l'avoue, qu'une classification synoptique par colonnes et par chiffres dût offrir des preuves logiques pour telle ou telle proposition. Mais si l'auteur a voulu dire que mon œuvre, prise dans son ensemble, ne contient aucune vérité importante et nouvelle, il peut avoir raison, quant à lui, sans que je sois obligé d'admettre que mes idées n'ont rien eu de nouveau pour l'immense majorité des lecteurs. Je puis dire, même, qu'un an avant la publication de mon ouvrage, la plupart des vues que j'y ai émises, relativement à la valeur, la plupart des raisons qui m'ont fait choisir le travail, comme *type*, n'étaient jamais apparues à mon esprit.

Et d'abord, je n'avais jamais vu soutenir que la quantité ordinaire de travail qu'une marchandise achète, doit représenter, mesurer la quantité de travail consacrée à la produire, plus les profits qui appartiennent aux capitaux. Aussitôt que cette vérité descendit dans mon esprit, le travail qu'une marchandise achète ordinairement m'apparut sous un nouveau jour. Déjà je considérais le travail comme étant, de tous les objets d'échange, le plus important, le plus général, et, par suite, comme étant celui qui peut le mieux mesurer la puissance d'acheter répartie à tel ou tel objet. Mais cette supériorité du travail comme mesure type me parut bien plus évidente le jour où je reconnus que le travail consacré à produire une marchandise, joint aux profits du capital, représentait les conditions nécessaires et naturelles, les frais élémentaires de production.

De plus, je n'avais vu établir nulle part que les frais nécessaires pour produire les salaires d'une quantité donnée de travail doivent toujours rester les mêmes, quelle que soit, d'ailleurs, la fertilité du sol. Le colonel Torrens, faisant allusion à une mesure des valeurs, dit : « D'abord, toute valeur d'échange se règle sur les frais de production ; et il n'est pas de marchandise qui ne subisse, dans sa production, des fluctuations perpétuelles. Et, ensuite, quand on en viendrait même à découvrir une marchandise qui fût produite constamment au même taux, il n'en résulterait aucunement qu'elle eût une valeur d'échange invariable et qu'elle pût servir, à ce titre, de mesure pour la valeur des autres objets. La valeur en échange se règle, non sur les frais absolus, mais sur les frais relatifs de la production [2]. »

---

[1] *Dissert. sur la val.*, chap. 7, p. 150.
[2] *De la product. de la rich.*, chap. 1, p. 56.

J'avais cru, cependant, que pour rendre à la fois nos conclusions plus exactes et plus conformes au langage et aux vues de tous, il était nécessaire, en calculant les variations de valeur d'une marchandise, pour de courtes périodes, de séparer en deux parties les altérations que peut subir la valeur en échange. La première partie viendrait des causes qui agissent sur telle ou telle marchandise; la seconde, des causes qui agissent sur les autres produits. J'ajoutais, qu'en parlant des variations subies par la valeur en échange, il suffisait de tenir compte de la première partie. Il est clair, en effet, que si l'on pouvait trouver un objet dont les frais de production fussent toujours les mêmes, on aurait, suivant le colonel Torrens, une mesure des valeurs.

J'ai prouvé dans « *la Mesure des valeurs établie et démontrée* » que les conditions nécessaires à l'approvisionnement du marché ou les frais élémentaires qui servent à produire les salaires en blé d'un certain nombre d'hommes, évalués comme on évalue les frais élémentaires consacrés à produire du drap, des toiles, de la quincaillerie ou tout autre marchandise, doivent rester facilement les mêmes. J'avoue que ces deux qualités essentielles du travail que les marchandises peuvent acheter *ordinairement* étaient nouvelles pour moi. Mais lorsqu'elles se furent emparées de mon esprit, fortifiées par mes convictions antérieures, elles me firent voir que le travail constitue une mesure des valeurs assez exacte pour qu'on puisse lui attribuer le rôle d'étalon.

La publication de cet écrit a été aussi signalée par une autre particularité que je considère comme fort importante. C'est l'usage constant du terme *travail et profits*, au lieu du terme habituel *travail et capital.*

Reconnaissons tout d'abord que ces mots, *travail et capital*, constituent une véritable tautologie. Dans toutes les définitions du capital que j'ai pu examiner, j'ai vu que l'on y comprenait les moyens d'acheter du travail : et il est bien évident que les machines et les matières premières exigent dans leur production un travail analogue, en nature et en quantité, à celui qu'avance le dernier des capitalistes. A tout prendre, on pouvait encore se servir du terme *travail et capital*, à condition de désigner alors sous le nom de capital toute cette portion des éléments constitutifs du capital qui ne consiste pas dans les moyens d'acheter immédiatement le travail nécessaire. Mais rien ne serait moins philophique, moins rationnel que de parler de travail et de capital dans des recherches sur la constitution de la valeur. A part la rente territoriale et les impôts, les seuls éléments qui concourent à régler la valeur des marchandises, sont le travail et les profits; — y compris, naturellement,

le travail consacré aux matières premières et la perte qui résulte de l'usure des machines; y compris encore les profits des producteurs de machines et de matières premières. Dire que la valeur des marchandises se règle ou se détermine d'après la *somme de capital et de travail* nécessaire pour les produire, c'est-dire une chose fausse, essentiellement fausse. Dire que cette valeur se règle par la quantité de travail, et *de profits* nécessaire pour les produire, c'est dire, au contraire, une chose essentiellement vraie.

Je me suis occupé beaucoup plus longtemps que je ne le voulais de la *Dissertation critique sur la nature, les mesures et les causes de la valeur.* Il resterait encore bien des erreurs à réfuter, bien des torts à redresser; mais, en insistant d'avantage, je craindrais de fatiguer mes lecteurs.

Quand il s'affranchit de l'influence de ses définitions personnelles, l'auteur fait parfois de fort judicieuses observations. L'ouvrage est écrit d'une manière supérieure; ce qui fait qu'on s'étonne grandement de voir que la proposition principale du livre est hostile au principe de l'utilité, et aboutit à retarder les progrès de cette science qu'il était destiné à propager, à perfectionner.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire, pour atteindre mon but, de pousser plus loin ces remarques sur la définition et l'usage des termes parmi les économistes. Ce que j'ai déjà dit prouve que notre négligence à cet égard a fait naître une foule d'incertitudes qui s'effaceront du jour où nous apporterons dans ces faits importants l'attention qu'ils réclament[1]. Je vais maintenant donner, en suivant aussi fidèlement que possible les règles posées plus haut, la définition des termes les plus importants de l'économie politique. Mais, auparavant, je crois utile de rédiger un sommaire des raisons qui m'ont fait adopter la définition que je donne plus loin de la mesure type des valeurs.

—

CHAPITRE IX.

RÉSUMÉ DES MOTIFS QUI ME FONT ADOPTER LA DÉFINITION SUIVANTE DE LA MESURE-TYPE DES VALEURS.

Et d'abord, il me paraît essentiel pour la clarté de la langue économique que les expressions *valeur d'une marchandise*, *prix d'une marchandise*, prennent un sens fixe et déterminé. Tous ceux qui, jusqu'à

---

[1] Je suis tout prêt à me ranger au nombre de ces économistes qui n'ont pas suffisamment apprécié l'importance des définitions exactes et claires.

présent, se sont occupé d'économie politique ont employé ces termes sans désigner spécialement l'objet qui leur servait de moyen de comparaison. Et s'il était vrai que l'on pût choisir indifféremment parmi les milliers d'objets qui s'échangent sur nos marchés, rien ne serait plus facile que de démontrer l'absurdité commise par les écrivains nos prédécesseurs, dans l'emploi du terme valeur, et de faire pressentir les périphrases, les circonlocutions, les puérilités qui attendent les économistes futurs.

Mais l'auteur de la *Dissertation critique sur la valeur* s'est montré certainement fort injuste envers les écrivains qui l'ont précédé, en supposant que, parce qu'ils n'ont pas exprimé l'objet auquel il rapportaient la valeur d'une marchandise, ils n'ont pas eu en vue cet objet, ce *critérium*. Comme je l'ai déjà dit, on doit admettre qu'il s'en référaient, soit directement, soit indirectement, au pouvoir général d'acheter départi à cette marchandise, ou encore au prix qu'on y attachait, — prix calculé d'après la situation du marché et la moyenne des frais élémentaires de production. Et comme il serait parfaitement ridicule de supposer que, lorsque des écrivains sérieux parlent de la valeur des marchandises, en général, à différentes époques, ils ont en vue des marchandises particulières; il est évident qu'il ne faut aller chercher les termes de comparaison sous-entendus par eux, que dans le pouvoir d'acheter et la valeur d'opinion que possède une marchandise.

J'ai déjà énuméré les raisons qui me font choisir le prix qui s'attache à un objet, de préférence à sa valeur d'échange : ce mode d'appréciation me paraît à la fois plus exact et plus utile. Mais comme les opinions peuvent différer à cet égard, il peut être bon de mettre à côté des raisons qui me portent à adopter le travail comme mesure des valeurs, les qualités qui le rendent propre à mesurer la puissance générale d'acheter.

En supposant alors que la valeur échangeable d'un produit puisse être définie : la faculté générale d'acheter, on doit nécessairement étendre cette faculté à l'ensemble des marchandises : or, comme cet ensemble est mobile et échappe à tout contrôle, il en résulte que l'on ne peut jamais déterminer exactement la faculté d'acheter. Pour arriver à une conclusion pratique, il faudrait donc s'efforcer de choisir un ou plusieurs objets susceptibles de représenter le plus fidèlement possible l'ensemble des produits. Cela étant, on m'accordera que le travail est de tous les objets celui qui peut le mieux nous donner en moyenne la masse générale des productions. Il n'est pas de marchandise, considérée dans la société comme une richesse, qui n'ait été, dans le prin-

cipe, échangée contre du travail : il en est même fort peu qu'on n'ait pas échangée contre des quantités considérables de travail. Or, nous ne sachions pas qu'un rôle si actif dans les transactions commerciales puisse être attribué à d'autres objets qu'au travail, ou à l'agent de circulation qui le représente. On doit donc le considérer comme l'élément premier, nécessaire, universel de tous les échanges. Maintenant, comme dans le développement progressif des sociétés, pendant qu'une grande classe de marchandises, celle des matières premières, tend à croître constamment en valeur, relativement au travail, une autre classe, celle des produits manufacturés, tend au contraire à baisser, nous serons bien près de la vérité, en disant que la portion de marchandises qu'une quantité donnée de travail peut acheter dans le même pays, peut ne pas varier essentiellement pendant plusieurs siècles.

Mais en admettant même que cette portion varie, et que le travail soit une mesure imparfaite de la faculté générale d'acheter, si néanmoins il devient indispensable d'avoir pour critérium un terme plus net, plus précis que l'ensemble des marchandises; et si, de plus, le travail paraît représenter cet ensemble infiniment mieux que tout autre objet, il y aura là des raisons puissantes pour adopter le travail comme la mesure pratique des valeurs. Et ces raisons frapperont les personnes mêmes qui pensent que la meilleure définition de la valeur en échange se trouve être : *le pouvoir général d'acheter.*

Pour ceux, maintenant, qui pensent que les variations subies par une marchandise dans sa valeur échangeable et sa faculté générale d'acheter, ne sont pas identiques ; pour ceux qui pensent que la valeur en échange s'accroît avec la *valeur qu'on obtient en échange*, tandis que la faculté d'acheter peut s'accroître par cela seul que la marchandise achètera en *quantité plus grande* des marchandises notablement dépréciées, pour ceux-là, dis-je, les raisons émises en faveur du travail paraîtront dix fois plus décisives.

Il y a plusieurs manières de décrire la valeur dans le sens que nous lui attribuons ici : le plus léger examen de ces différentes appréciations suffira pour démontrer que le travail qu'une marchandise achète peut seul servir comme mesure de cette valeur.

Premièrement. L'auteur de la *Dissertation critique* sur la valeur a commencé son livre par une exposition que j'admets pleinement. Il dit, comme je l'ai déjà énoncé, que « la valeur signifie, en définitive, le prix que l'on attache à une chose désignée. Mais il est évident que l'on ne peut mesurer cette valeur d'opinion, en comparant l'objet désigné avec une autre marchandise qui nous serait tout aussi inconnue que

cet objet lui-même. Une comparaison avec l'argent nous laisserait plongé dans la même obscurité, si nous ne savions pas à l'avance jusqu'à quel point l'argent est ou n'est pas recherché [1]. La valeur *relative* de deux marchandises ne pourrait pas même être obtenue en les rapprochant l'une de l'autre pendant un temps donné. Avant d'atteindre à cette appréciation partielle, il faudrait encore rapporter chacune de ces marchandises aux désirs de l'homme et aux moyens de production, en d'autres termes, il nous faudrait déterminer par une comparaison préliminaire la valeur absolue avant de rechercher la valeur relative. C'est même cette comparaison préalable qui détermine exclusivement le prix qui s'attache à un certain produit. Or, comme le travail est un élément essentiel de cette comparaison, il est évident que si nous définissons la valeur d'une marchandise par sa valeur d'opinion, la quantité de travail qu'elle pourra acheter ou rétribuer pourra seule indiquer le prix qu'on y attache.

Secondement. Remontant aux sources mêmes de la valeur, Locke [2]

---

[1] Si l'on nous disait que dans un pays étranger, un quarter (2 h. 90) de blé se vend à raison de quatre onces d'argent, sans nous indiquer en même temps le rapport de l'argent au travail, il nous serait impossible d'en conclure si ce pays est en proie à la famine et à une cherté excessive, ou si, au contraire, il est encombré de blé déprécié et sans valeur. Les termes de valeur en échange, valeur d'opinion, doivent donc nécessairement avoir rapport à l'homme et au travail.

[2] Le célèbre auteur de l'*Essai sur l'Entendement humain*, dont Malthus cite ici l'opinion, est le premier écrivain qui ait porté la lumière sur la nature et les sources de la richesse, et sur les questions relatives à la valeur. L'éclat qui entoure le nom du philosophe a trop laissé dans l'obscurité les services rendus par l'économiste, et, quand on ouvre aujourd'hui son *Essai sur le Gouvernement civil*, qu'il publia en 1689, on est fort étonné d'y trouver des doctrines que la science moderne regarde comme des découvertes qui lui sont propres, et qui sont entrées depuis bien peu de temps dans la circulation des idées. On peut s'en convaincre par la lecture des lignes qui suivent.

« Que l'on considère, dit-il (*Essai*, p. 78), quelle est la différence entre un acre de terrain planté en tabac ou en sucre, en orge ou en froment, et un acre du même terrain qui resterait sans culture, et l'on verra bientôt que les améliorations apportées par le travail composeront de beaucoup la majeure partie de la valeur du premier terrain. Je crois qu'il n'y a nulle exagération à dire que les neuf dixièmes des produits de la terre utiles à l'existence de l'homme, sont l'ouvrage du travail. De plus, si nous considérons avec soin les choses qui servent à notre usage, et si nous nous rendions compte de leurs divers frais de production, de ce qu'ils doivent à la nature et de ce qu'ils doivent au travail, nous trouverions que, la plupart du temps, les quatre-vingt-dix-neuf centièmes sont complètement dûs au travail.

« Pour rendre ceci plus évident, prenons quelques-unes des choses les plus ordinaires de la vie, et suivons-les dans leurs développements successifs, avant

considère celle des marchandises comme déterminée par le rapport de la quantité à la vente, de l'offre à la demande. Mais on ne pourrait représenter les variations que subit une marchandise sur le marché, par les variations analogues d'une autre marchandise contre laquelle elle s'échange, que dans le cas où cette seconde marchandise conserverait les mêmes rapports avec le travail. Ainsi, si je donne aujourd'hui deux livres de houblon pour une aune de drap, et que demain j'en donne seulement une, il ne s'ensuit nullement que la demande pour les draps ait diminué. Au contraire, elle peut s'être accrue, et en sacrifiant la valeur d'une livre de houblon je puis avoir donné au fabricant de draps les moyens d'employer un plus grand nombre d'ouvriers, de réaliser des bénéfices plus grands qu'à l'époque où je lui donnais la valeur de deux livres. Mais la demande pour une marchandise, sans être proportionnée à la *quantité* de tel ou tel autre produit que l'acheteur est disposé à donner en échange, est cependant proportionnée à la *quantité de travail* dont on consent à faire le sacrifice. Voici pour-

---

qu'elles n'arrivent à notre usage, et voyons combien elles reçoivent de valeur de l'industrie humaine. Le pain, le vin, le drap, s'emploient journellement et en abondance; néanmoins, le gland, l'eau, et les feuilles ou les peaux, seraient notre pain, notre boisson et nos vêtements, si le travail ne pouvait nous fournir des produits plus utiles. Car ce que le pain peut valoir de plus que les glands, le vin que l'eau, et le drap que les feuilles, la mousse et les peaux, est entièrement dû à l'industrie et au travail; l'un étant ce que la nature peut nous fournir sans notre intervention, l'autre les ressources que peuvent nous procurer notre industrie et nos efforts; en voyant de combien l'un excédera l'autre en valeur, on se convaincra à quel degré le travail forme la plus grande partie de la valeur des objets dont nous jouissons en ce monde, et que la terre qui fournit les matériaux doit à peine entrer en ligne de compte.

« Un acre de terrain qui rapporte en Angleterre vingt-un boisseaux de froment, et un autre qui, en Amérique, avec la même culture, donnera le même produit, ont à n'en pas douter la même valeur intrinsèquement; néanmoins, le profit que retire le genre humain de l'un dans l'espace d'une année est de 5 liv., et ce qu'il retire de l'autre serait presque nul, si tout le profit qu'en recevrait un Indien s'évaluait et se vendait en Angleterre, où il ne serait certainement pas d'un millième. C'est donc le travail qui donne à la terre sa plus grande valeur, *sans laquelle elle ne vaudrait*, pour ainsi dire, *rien*. C'est à lui que nous devons la majeure partie de tous nos produits si utiles; tout ce que la paille, le son, le pain de cet acre de blé valent de plus que le produit d'un acre de terre aussi bonne, mais inculte, est l'effet du travail. Car ce ne sont pas simplement les soins du laboureur, les fatigues du moissonneur et du batteur, et la sueur du boulanger dont on doit tenir compte pour évaluer le pain que nous mangeons; le travail de ceux qui conduisent les bœufs, qui extraient les pierres et le fer, qui abattent le bois et qui en composent la charpente pour la charrue, le moulin, le four et tous les autres outils qui servent en grand nombre à la confection de ce blé, depuis le moment de sa semence jusqu'à celui où il devient pain,

quoi : la quantité de travail qu'une marchandise achète *ordinairement* représente exactement la demande effective dont elle est l'objet, parce qu'elle représente exactement la quantité de travail et de profits nécessaires pour en assurer la production [1]. Mais lorsque la quantité de travail qu'une marchandise peut acheter diffère de la quantité *ordinaire*, elle représente un excès ou une insuffisance de demande qui naît de causes temporaires. Si donc, nous rapportant aux bases de toute valeur, nous considérons la valeur des marchandises, à certaines époques et en certains lieux, comme déterminée par les rapports de l'offre et de la demande, il est évident que la quantité de travail, qu'à la même époque et au même lieu une marchandise quelconque achètera, pourra seule représenter et mesurer la situation du marché [2], et par suite, la valeur de cette marchandise.

Troisièmement. On a souvent dit que la valeur d'une marchandise est déterminée par le sacrifice que les consommateurs paraissent disposés à faire pour l'obtenir. Ceci semble parfaitement exact, mais la

---

doivent tous être imputés au travail et regardés comme ses effets ; la nature et la terre ne fournissent que des matériaux presque sans valeur, si on les considère en eux-mêmes et isolément. »

On le voit, bien avant Ricardo, Mac Culloch et M. de Tracy, Locke représentait le travail comme l'unique source de la richesse, l'élément fondamental de la valeur, et réduisait presque à néant la fonction de la terre à laquelle un siècle plus tard les Physiocrates devaient décerner les honneurs de l'apothéose ; et en cela, il était fidèle aux idées que Hobbes avait émises avant lui plus de trente années auparavant, quand il avançait que *l'abondance de toutes choses dépend exclusivement du travail et de l'industrie de l'homme* (*Leviathan*, chap. 24, 1651). Mais ces philosophes étaient bien loin d'envisager toutes les conséquences des principes qu'ils avaient posés et d'en mesurer la portée. Ces vérités ne se liaient dans leur pensée à aucun corps de doctrines, ne formaient pas la base d'un véritable édifice scientifique; et les compatriotes de Locke et de Hobbes n'auraient pas plus tiré de profit des études de ces philosophes sur l'importance du travail, que les contemporains d'Aristote de ses justes appréciations de la nature et du caractère de la monnaie, si un esprit généralisateur et d'une vaste conception n'était pas venu rassembler en un faisceau ces vérités éparses et presque inconnues, et en leur imprimant l'empreinte de son génie, les graver d'une manière ineffaçable sur cet impérissable monument qu'on appelle la ***Richesse des Nations***. (M. M.)

[1] Dire que le travail qu'achètent les marchandises dans l'état régulier du marché représente exactement la quantité de travail et de profits nécessaires pour les produire et, par suite, la demande effective dont elles sont l'objet, c'est exprimer une vérité fertile en conséquences importantes. Et cette vérité, appliquée à la même nature de travail, subsiste pour différents lieux et différentes époques.

[2] Comment nous serait-il possible d'évaluer la rareté d'une marchandise en Chine, ou les rapports de l'offre avec la demande, si nous ne nous en référons pas au travail chinois ?

question subsiste toujours. Elle devient celle-ci : Comment peut-on mesurer ce sacrifice? Il est évident que nous ne pouvons le mesurer par la *quantité* d'une autre marchandise que nous serons disposés à donner en échange. Quand je donne plus de calicots, plus de pommes de terre qu'auparavant, pour une certaine quantité de quincaillerie, il ne s'ensuit pas le moins du monde que je fasse un sacrifice plus considérable pour satisfaire à mes besoins. Au contraire, si les calicots et les pommes de terre ont baissé de prix, les uns par suite du perfectionnement des machines, les autres par suite de récoltes abondantes, il peut arriver que mon sacrifice ait été plus léger. Il y a plus même. La quantité de monnaie que l'on consent à donner pour une marchandise ne peut, en aucune façon, sera à mesurer le sacrifice que l'on fait. Quoiqu'elle soit une excellente mesure des variations qui surviennent dans la grandeur de ce sacrifice, pour une même époque, pour un même lieu, elle ne suffit pas, à elle seule, pour nous laisser juger ces variations en différents lieux et à différentes époques. L'octroi d'une once d'argent, au temps d'Édouard Ier, constituait un sacrifice bien plus grand que de nos jours. D'où il résulte que le sacrifice que nous sommes disposés à faire pour obtenir une certaine marchandise n'est pas proportionnée à la *quantité* de telle ou telle autre marchandise avec laquelle on l'échange, mais bien à la difficulté qu'il faut vaincre pour acquérir cette quantité. Or, le travail peut fort bien mesurer une telle marchandise : mais lui *seul* le peut. Si donc, la valeur d'une marchandise se règle sur le sacrifice que les consommateurs semblent prêts à faire pour l'obtenir, c'est le travail qui doit nécessairement et exclusivement servir à déterminer ce sacrifice.

Quatrièmement. — Dans la ***Mesure des valeurs établie et démontrée***, j'ai considéré la valeur des marchandises comme étant, en moyenne, déterminée par les conditions naturelles et nécessaires de leur arrivée sur les marchés. J'ai ensuite établi que ces conditions étaient le travail immédiat et accumulé consacré à ces marchandises, joint aux profits sur les avances de capitaux ; et il ressort des préliminaires de la discussion et du Tableau, que la somme de travail qu'une marchandise achète *ordinairement* doit représenter et mesurer la quantité de travail et de profits qui s'y trouvent accumulés. On peut s'étonner que M. Ricardo, après avoir choisi le travail consacré à une marchandise « comme étant, sous beaucoup de rapports, un étalon invariable ; » et, après avoir rejeté le travail qu'elle peut acheter en moyenne comme soumis à des fluctuations fort nombreuses [1], n'ait pas vu que ce dernier terme re-

[1] *Princ. d'écon. polit.* chap. 1, sect. 1, p. 5 ; 3e édit.

produit sa propre proposition en y ajoutant seulement une condition sans laquelle elle ne pourrait être exacte. Comment n'a-t-il pas vu que c'est précisément parce que le travail qu'une marchandise peut acheter équivaut à la somme de travail et de profits consacrés à la production, qu'on peut s'en servir comme d'une mesure des valeurs? Si donc la valeur ordinaire d'un produit semble déterminée par les conditions nécessaires et naturelles de l'offre, il est évident que le travail qu'elle achètera pourra seul mesurer ces conditions.

Cinquièmement. — On dit souvent que la valeur des marchandises dépend des frais de production. Lorsque ces frais n'ont pas trait à l'argent, mais seulement à ces éléments fondamentaux qui entrent nécessairement, à proportions diverses, dans la production de toute marchandise, ils sont absolument les mêmes que les conditions nécessaires et naturelles de l'offre. Les frais élémentaires de toute production, non compris la rente et l'impôt, sont précisément le travail et ces profits consacrés à créer un produit. Nous avons déjà démontré que les éléments se mesurent exclusivement par le travail qu'une marchandise peut acheter en général. Et, en admettant que l'on puisse recueillir d'une manière passablement exacte le prix moyen du travail agricole en différents lieux et à différentes époques; en admettant que, une fois les prix de tous les genres de travaux obtenus, ils constituent entre eux — comme l'assurent Adam Smith et M. Ricardo — les mêmes rapports dans le développement graduel de la culture et de l'industrie, il est évident que la quantité de travail agricole ordinaire qu'une marchandise pourra acheter, en moyenne, en un certain lieu et à une certaine époque, nous donnerait assez approximativement la mesure des frais de production. De sorte que deux marchandises qui, à deux époques différentes et dans le même pays, commanderaient la même quantité de travail agricole, pourraient être considérées comme ayant nécessité les même frais de production, et, par conséquent, comme ayant la même valeur, — en admettant, toutefois, que la valeur dérive des frais de production.

Sixièmement. — On peut dire que la valeur d'une marchandise doit se proportionner à l'offre comparée au nombre des producteurs. Cette proposition est d'une vérité frappante au début des sociétés, alors qu'un grand nombre de marchandises s'obtiennent presque exclusivement par du travail. Si l'on peut cueillir des fruits, prendre ou tuer du gibier par le seul effort du travail seul, ou du travail aidé par un capital minime, la quantité obtenue, en moyenne, dans un jour, devra représenter avec assez d'exactitude le degré de rareté de ces différents ob-

jets comparés avec les efforts, le temps des producteurs. Mais les conditions qui limitent l'offre d'une marchandise, mise en rapport avec le nombre, les facultés, les besoins des consommateurs, sont précisément les bases de toute valeur. Ici, les producteurs réunissent, en effet, le double rôle d'acheteurs et de consommateurs; et le produit obtenu, en moyenne, par un seul producteur, doit représenter l'offre comparée au nombre, aux facultés, aux besoins des demandeurs. Si un producteur obtient une grande quantité d'une marchandise, cette marchandise sera considérée comme ayant une valeur relativement faible. Si, au contraire, il obtient une petite quantité d'un produit, ce produit, devenu rare, prendra une valeur considérable. Si les producteurs d'un certain pays sont habitués à travailler seulement quatre heures par jour au lieu de dix ou douze, les marchandises produites seront naturellement rares comparativement au nombre des travailleurs et des demandeurs, et auront une valeur bien plus élevée que dans les pays où la journée de travail est beaucoup plus longue. D'un autre côté, si les travailleurs, outre un labeur quotidien de dix à douze heures, sont encore aidés par des machines ingénieuses, les marchandises produites seront très abondantes relativement au nombre des producteurs et perdront considérablement de leur valeur. Dans tous les cas, la valeur de la marchandise se trouvera être déterminée par le rapport qui existe entre la quantité et le nombre des producteurs.

Maintenant, quoique dans une société avancée le producteur ne soit pas en même temps demandeur et consommateur, la demande effective des marchandises doit cependant être proportionnée, en général, aux services productifs nécessaires pour les créer[1]; et lorsque les différentes classes de producteurs ont été ramenées à un dénominateur commun, tel que le travail agricole; lorsque les profits ont été déduits comme appartenant au capitaliste, la rente, comme appartenant au propriétaire terrien; la proportion qui existe entre le produit restant et le nombre de ses producteurs, doit représenter exactement, comme au début de la civilisation, la rareté plus ou moins grande des marchandises relativement aux producteurs. On ne peut donc conclure que la valeur d'une marchandise se mesure par la quantité nécessaire pour

---

[1] L'expression si vaste dont se sert M. Say, *services productifs*, embrasse les profits et les rentes aussi bien que le travail; mais il est évident que le travail suffit, à lui seul, pour mesurer la valeur totale de ces différents services.

—Le travail peut mesurer la valeur d'un capital et la valeur d'une terre, mais non l'intérêt et le fermage, parce qu'on les obtient sans travail humain. J'appelle cela le travail, le service du capital et de la terre. (*Note inédite de J.-B. Say.*)

acheter le travail moyen d'un jour. En fait, d'ailleurs, si l'on reconnaît que lorsqu'il s'agit exclusivement de travail, le nombre de jours nécessaires pour produire une marchandise à une époque, à un endroit désignés, représente la valeur naturelle de la marchandise à cette époque [1], à cet endroit; si l'on admet de plus — ce qui est évident — que la valeur en échange de toute autre marchandise comparée à la première, soit en rapport exact avec les quantités de travail d'une nature analogue qu'elles peuvent acheter, il en résulte nécessairement que la valeur de la seconde marchandise devra toujours être proportionnée à la quantité de travail qu'elle achètera, alors même que sa valeur ait pu être altérée par les profits, rentes, taxes, monopoles ou tout autre accident survenu dans la situation normale des marchés.

Septièmement. Nous avons dit que la valeur des marchandises doit se proportionner aux causes qui influent en général sur les valeurs. L'auteur de la *Dissertation critique* a consacré aux causes de la valeur un chapitre qu'il termine en s'attachant aux considérations diverses qui influent sur l'esprit humain, et qu'il croit avoir été négligées par les économistes. Il dit [2] : — « Ces considérations sont précisément les sources de la valeur. Essayer de proportionner les quantités des marchandises qui s'échangent entre elles à la force de ces considérations, serait essayer l'impossible. Tout ce qui peut être accompli à ce sujet se réduit à l'énumération pure et simple des causes de la valeur. Cela fait, nous pourrons toujours conclure d'une augmentation ou d'une diminution dans les causes, une augmentation ou une diminution analogues dans les effets. »

Ces remarques, je le sais, peuvent s'appliquer justement à ceux qui proposent de mesurer la valeur des marchandises par la quantité de travail consacrée à les produire, mais elles ne peuvent atteindre ceux qui la mesurent par la quantité de travail qu'elles peuvent commander. Nous avons déjà démontré que le travail dont une marchandise peut disposer, mesure cette cause suprême de la valeur qui les renferme toutes : le rapport de l'offre à la demande. Quels que soient le nombre, la variété des considérations qui influent sur l'échange des marchandises; que ces conditions soient uniquement les frais de production, ou les frais de production modifiés par des taxes, des rentes, des monopoles rigoureux ou partiels, des récoltes abondantes ou insuffisantes, toutes doivent en définitive apparaître et se refléter dans l'état de l'offre

[1] Si l'on fait cette concession, la question tout entière du travail, considéré comme mesure des valeurs, se trouve immédiatement résolue.

[2] Chap. 11, p. 252.

comparée à la demande; et quant à un article pris en particulier, la demande doit être proportionnée au sacrifice que les acheteurs peuvent et veulent faire pour l'obtenir.

Mais nous avons déjà fait voir que c'est la puissance d'acheter du travail, transmise aux vendeurs, et non telle ou telle marchandise, qui se trouve en définitive constituer le sacrifice des acheteurs. C'est pourquoi le travail qu'une marchandise peut acheter, ou que les acheteurs sont disposés à donner en échange, mesure assez exactement le résultat de toutes les causes de valeur qui agissent sur elle, de toutes les considérations qui influent sur les hommes dans leurs rapports commerciaux.

Que nous considérions alors la valeur d'une marchandise à une certaine époque, en un lieu donné comme fidèlement exprimée par le prix qu'on y attache; que nous la considérions comme fondée entièrement sur l'etat de l'offre comparée à la demande; que nous la considérions comme déterminée, soit par le sacrifice que les consommateurs sont disposés à faire, soit par les frais élémentaires de production, soit par le nombre des producteurs, soit enfin par la résultante de toutes ces causes de valeur réunies, il est clair que le travail qu'elle achètera en général donnera la mesure de sa valeur naturelle et ordinaire, et celui qu'elle achètera à un moment donné, sa valeur sur le marché.

Il faut toujours se rappeler cependant, quel que soit le sens attribué au terme *valeur* d'une marchandise, qu'on doit toujours avoir en vue une certaine époque, un certain lieu, comme lorsqu'on emploie le terme *prix d'une marchandise*. Nous savons tous que le prix de la même espèce de marchandise de la même qualité, du même poids et des mêmes dimensions varie grandement avec les lieux et les époques: ceci peut s'appliquer aussi justement à la valeur d'une marchandise. Il en résulte que, par la nature même des choses, la valeur d'une marchandise ne peut être exprimée ou mesurée indépendamment du temps et du lieu. Cette condition distingue essentiellement la valeur d'une marchandise de sa longueur et de son poids; mais elle ne lui ôte pas la possibilité d'être mesurée.

Il est vrai, cependant, que même depuis la publication de l'ouvrage d'Adam Smith, l'opinion générale des économistes a été, que par son essence même, — si contraire à celle de la longueur et du poids, — la valeur ne peut être mesurée et définie d'une manière régulière [1]. Cette opinion me semble dériver principalement de deux causes.

---

[1] Je reconnais avoir pensé ainsi pendant longtemps; mais je suis maintenant

Premièrement, de ce qu'on a rarement établi une distinction convenable entre la signification du mot richesse et celle du mot valeur. Sans confondre entièrement le sens de ces deux termes, on ne s'est pas suffisamment attaché, cependant, à les caractériser assez nettement. Ceci apparaît dans l'œuvre d'Adam Smith lui-même. Quand il dit qu'un homme est riche en raison de la quantité d'objets de première nécessité, d'agrément et de luxe, qu'il peut acheter, il donne de la richesse une définition éminemment correcte; mais quand il dit ensuite qu'il est riche ou pauvre suivant la quantité de travail qu'il peut acheter, il confond évidemment la richesse avec la valeur. Dans le premier cas il nous donne la définition de la richesse, pour laquelle il n'existe aucune mesure dans le monde : dans le second cas, il nous donne sa propre définition, sa propre opinion sur la valeur réelle : et ses paroles indiquent elles-mêmes que cette valeur peut être mesurée.

La seconde des causes principales qui ont empêché d'accepter le travail, suivant les idées d'Adam Smith, *comme le seul étalon définitif et réel par lequel puisse être mesurée, comparée, en tous lieux, en tous temps la valeur des marchandises*[1], » cette cause, dis-je, consiste en ce qu'il n'est pas vrai qu'à des époques différentes, en des lieux différents, « l'ouvrier sacrifie au travail — comme le dit Adam Smith — la même somme de liberté, de bonheur, de tranquillité[2]. » Tout se réunit pour nous démontrer que l'ouvrier dans l'Inde et en d'autres pays, ne consacre à sa tâche ni les mêmes efforts, ni le même temps, que le travailleur européen. Une journée de travail ne présente donc partout, ni la même énergie, ni la même durée. Mais, je persiste cependant à croire

---

parfaitement convaincu que j'avais tort et qu'Adam Smith s'était fait sur la valeur des idées fort justes auxquelles il ne s'est cependant pas montré toujours fidèle. Je reste en même temps convaincu que l'économie politique gagnerait beaucoup en clarté si toutes les fois que l'on emploie les mots valeur, valeur en échange, sans spécifier un terme de comparaison, on était censé parler de la valeur en échange pour le travail, — le travail étant le grand instrument de la production, l'objet principal parmi tous ceux qui s'échangent contre ce qu'on appelle la richesse. C'est ainsi qu'en parlant du prix d'une marchandise, on sous-entend toujours la valeur en argent. Je suis convaincu encore que les vues précédentes sur la valeur jettent un jour nouveau sur la nature de la demande et les moyens de la mesurer ou de l'exprimer, et sont nécessaires pour arriver à une exposition correcte des rentes, des profits et des salaires. — Ces convictions, qui se sont accrues chez moi à mesure que j'approfondissais ce sujet, me serviront d'apologie auprès du lecteur pour avoir donné à ma pensée d'aussi longs développements.

[1] *Rich. des nat.*, liv. I, chap. 5, page 47.

[2] *Idem.*

que par cela même que le travail mesure à un moment, à un endroit donnés, le prix qui s'attache à une chose, les rapports de l'offre et la demande, les frais élémentaires de production, les conditions nécessaires et naturelles de la production, la proportion des produits aux producteurs, etc., on doit le considérer comme mesurant, d'une manière assez approximative, la valeur des marchandises. Ainsi, il nous permettrait de répondre aux questions suivantes : quelle était la valeur de la grosse draperie sous Edouard III, d'Angleterre? ou quelle est actuellement la valeur de la monnaie en Chine? L'exemple suivant servira peut-être à faire ressortir la nature de la mesure proposée et les raisons qui font que les différences dans l'énergie et la durée des efforts producteurs n'ôte pas au travail les qualités nécessaires pour remplir la fonction d'étalon des valeurs.

Supposons que la taille des hommes, en différents pays, variant énormément, est ici de six pieds, là de six pouces; supposons encore que les arbres, arbrisseaux, maisons, outils, eussent des dimensions proportionnées, et que le pied, dans chaque pays, fût aux hommes qui l'habitent comme est notre pied anglais aux habitants de l'Angleterre; il est évident, alors, que malgré la différence énorme entre une longueur de dix pieds dans une nation et la même longueur chez une autre, le pied adopté dans chaque pays n'en servirait pas moins à mesurer exactement l'idée relative qn'il faudra s'y faire des hommes et des choses, sous le rapport de la longueur, de la hauteur, de l'étendue, etc. Il suffirait pleinement, pour indiquer si un homme est jugé grand ou petit par ses concitoyens, si ses épaules sont étroites ou larges, s'il est obèse ou grêle; enfin, pour indiquer, non-seulement si le nez de M. Pike est plus long que celui de M. Chub, mais encore si, d'une manière absolue, ce nez ne dépasse pas les dimensions voulues par une saine esthétique, tout en ne mesurant pas plus d'un quart de pouce anglais. D'un autre côté, si au lieu de rapporter nos calculs à la mesure adoptée dans chaque pays, nous en référions à un pied anglais, nous aboutirions, tout en nous rendant parfaitement compte de l'espace occupé par ceux dont nous évaluerions la taille, la corpulence, la forme, à des résultats fort étranges, fort absurdes mêmes. Ainsi, nous pourrions arriver à regarder comme très petits des hommes que leurs concitoyens auraient de tout temps considérés comme doués d'une taille imposante. On avouera, maintenant, que la valeur d'une marchandise soumise à toutes les influences de temps et de lieux, et dépendant des besoins, des caprices, des ressources des consommateurs, se rapproche infiniment plus des idées de grandeur, de largeur, d'épaisseur, de petitesse, que ne le font

des portions d'espace susceptibles d'être évaluées par des mesures que ni le temps, ni le lieu, ne font varier.

Quand nous parlons de la valeur de l'argent en Chine, il est clair que nous n'entendons pas parler de la valeur d'une once d'argent chinois introduite à Londres; car, si le métal est pur, il aura la même valeur que celui importé à Londres à une époque déjà fort reculée. Ce que nous entendons exprimer par là, c'est le prix qui s'attache en Chine à une once d'argent, suivant la situation du marché et la somme de profits et de travail qu'il faut consacrer dans ce pays pour la produire. Or, si c'est bien là ce que nous entendons par la valeur d'une once d'argent en Chine, il est évident que le travail chinois, et ce travail seul, peut le mesurer. Cependant, dans le cas même où nous voudrions exprimer le rapport d'une once d'argent à toutes les autres marchandises de la Chine, il nous serait impossible d'arriver à des conclusions exactes si nous ne rapportions pas l'argent à du travail chinois.

Je suis tout prêt à reconnaître que le travail constituerait une mesure des valeurs bien plus satisfaisante si la force physique dépensée pendant une journée de travail était la même en tous lieux, en tous temps. Il est même fort probable que cette uniformité se réalise à un certain degré pour un certain nombre de pays. Les agriculteurs du règne d'Édouard III, quoique probablement moins habiles, travaillaient, je le suppose, aussi longtemps que nos ouvriers, et déployaient à peu près la même force physique. Le travail agricole semble donc, pour le même pays et à des intervalles de siècle à siècle, mesurer de la manière la plus rigoureuse la valeur des choses. Mais, en admettant même qu'à différentes époques et en différents lieux, le travailleur ne sacrifie pas la même somme de liberté, de jouissances, de bonheur, le travail n'en possède pas moins les propriétés qui le désignent comme une mesure de la valeur. Et il m'a toujours apparu que, lorsque des marchandises, en des lieux et en des temps différents, ont acheté la même quantité de travail agricole, on peut les considérer comme ayant une valeur égale.

Nous allons essayer maintenant de définir quelques-uns des termes les plus importants de la langue économique, et plus particulièrement ceux qui ont donné lieu au plus grand nombre de controverses et de luttes. Toutes les fois qu'il a fallu dévier du sens attribué généralement à un terme, ou choisir entre deux significations également appuyées par des autorités respectables, je me suis toujours décidé en faveur des notions qui m'ont paru se plier le mieux aux exigences de la pratique et faciliter l'exposition des causes de la richesse des nations [1].

---

[1] Ce sont précisément ces motifs qui me font penser que le terme richesse doit

Le lecteur verra, par la manière dont j'ai traité ce sujet, et par les discussions qui ont entraîné ma plume, que, l'obstacle principal de la fusion des idées parmi les économistes, repose plutôt dans la difficulté de caractériser nettement les objets qui doivent se ranger sous telle ou telle dénomination, plutôt que dans le choix de ces dénominations. En général, même, on est assez d'accord pour vouloir le maintien des termes employés depuis si longtemps. Les changer, serait une tâche herculéenne, et qui, d'ailleurs, ne détruirait aucune des difficultés existantes. Bacon a observé, avec infiniment de justesse, que : « dire, parce qu'on ne peut concilier des idées, qu'il faut créer, pour les désigner, un terme ou une nomenclature, c'est tout simplement une ruse de l'ignorance. » Alors que certains individus pensent que tous les genres de jouissances, dérivant d'objets matériels, ou d'objets immatériels, de plaisirs intellectuels ou de chauds vêtements, peuvent être désignés par le même terme, tandis que d'autres individus proclament la nécessité de séparer ces deux ordres de biens; il est bien évident que des opinions aussi divergentes ne peuvent se réconcilier sur le terrain d'une nouvelle nomenclature. La question préliminaire est celle d'une réconciliation dans les idées des savants : jusque-là, tous les changements de noms et de termes seront purement illusoires. Si donc nous conservons les anciens noms, la question pratique consiste à préciser leur valeur, à mesurer leur portée.

CHAPITRE X.

DÉFINITIONS DES TERMES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET REMARQUES SUR CES DÉFINITIONS [1].

Richesse.

1. Les objets matériels nécessaires, utiles ou agréables à l'homme, et qu'il lui a fallu certains efforts pour produire ou s'approprier.

Remarque.—Le lecteur doit se persuader que, pour la plupart des dé-

---

être limité aux objets matériels, celui de travail productif au seul travail directement créateur de richesse, et que la valeur, ou valeur en échange, — quand on ne désigne spécialement aucun objet, — doit signifier valeur en échange des moyens de production. Le travail seul, agent principal de la production, peut représenter ces moyens créateurs.

[1] Dans l'édition anglaise, les définitions et les remarques qui s'y appliquent forment deux chapitres séparés. Nous avons cru qu'il était plus commode et plus utile de rapprocher ces observations des définitions qu'elles expliquent et commentent, et nous avons réuni en un seul les deux chapitres de l'original. Il sera facile au lecteur, à l'aide de la table analytique qui termine ce volume, de trouver dans les *Principes* ou les *Définitions* le développement des idées sur lesquelles

finitions, le même sens peut s'exprimer de plusieurs manières fort différentes : c'est donc à la pensée elle-même, et non à la forme, qu'il faudra s'arrêter. La question essentielle dans la définition de la richesse consiste à savoir si elle gît ou non dans les objets matériels. J'ai déjà développé les raisons qui me font adopter la première opinion. M. Say lui-même, qui admet des *produits immatériels*, reconnaît, comme je l'ai déjà établi p. 459, que leur multiplication « *ne fait rien pour la richesse.* » Dans son savant *Cours d'économie politique*, M. Storch, tout en insistant sur ce qu'il appelle les *biens internes* et leur influence sur la civilisation et la production indirecte de la richesse, restreint le terme de richesse aux seuls *biens externes*, en d'autres mots, aux objets matériels. C'est dans ce sens qu'a été écrite sa *Théorie de la richesse nationale*, la partie la plus considérable de son œuvre. De plus, je suis persuadé qu'une classification de ce genre, où les produits matériels se trouvent nettement séparés des produits immatériels, est éminemment utile dans une définition de la richesse.

La seconde partie de la définition est d'une importance secondaire. Elle tend à exclure certains objets matériels, tels que l'air, la lumière, la pluie, etc., — qui, malgré leur utilité vitale pour l'homme, ne peuvent être que rarement considérés comme des richesses. Les exclure, en introduisant dans notre définition le terme de valeur échangeable, aurait pu fausser nos raisonnements. Si d'ailleurs nous n'avions pas ajouté notre dernière clause, il en serait tout simplement résulté qu'en comparant différents pays entre eux sous le rapport économique, on aurait négligé l'air, la lumière, le feu, etc., comme des quantités communes, et par conséquent inutiles [1].

Utilité.

2. La propriété d'offrir à l'homme des services et des avantages. On a toujours considéré l'utilité d'une chose comme proportionnée à la nécessité, à l'importance réelle de ces services et de ces avantages.

Toute richesse est nécessairement utile ; mais tout ce qui est utile n'est pas nécessairement une richesse.

---

repose chacune de ces définitions, et le commentaire dont nous avons cru devoir accompagner plusieurs de ces idées, soit pour les confirmer, soit pour les contredire. Nous n'avons joint à ces définitions que des remarques indispensables qui n'avaient pas trouvé place dans le texte précédent, et nous nous sommes fait une loi de n'ajouter à l'original que le strict nécessaire. — Il est inutile de faire remarquer que les mots définis par l'auteur se succèdent dans l'ordre logique des idées.

(M. M.)

[1] Voyez au sujet de la seconde partie de cette définition une note de Malthus, page 32 de ce volume.

Remarque. — J'ai déjà parlé de la manière dont M. Say a employé le mot utilité (ch. IV de cet ouvrage). Rien n'est moins logique que son langage, lorsqu'il nous dit que le prix d'un article est la mesure de son utilité, quand bien même cet article serait — ce sont ses propres expressions — *la chose la plus inutile* [1]. Il vaut infiniment mieux pour la science elle-même que le terme utilité conserve sa signification ordinaire et naturelle. Toute richesse est sans doute utile, mais tant de choses immatérielles et même matérielles sont utiles, sans constituer cependant une richesse, qu'il n'est pas excusable de les confondre. M. Storch n'a pas su échapper à la même erreur.

Valeur.

3. La valeur a deux sens : — valeur d'usage, valeur en échange [2].

Valeur d'usage.

4. Est synonyme d'utilité. Elle apparaît rarement en économie politique, et n'est jamais comprise dans le mot valeur, quand on l'emploie seul, sans qualificatif.

Valeur en échange.

5. Est le rapport qui s'établit pendant l'échange entre un objet et un ou plusieurs autres, rapport déterminé par le prix qu'on y attache. Lorsqu'on ne désigne pas ces objets d'échange, la valeur d'une marchandise se rapporte toujours aux causes qui lui donnent un certain prix et à l'objet qui sert à le mesurer.

La valeur se distingue de la richesse, en ce qu'elle n'embrasse pas seulement les objets matériels, et subit plus fortement l'influence de la rareté et des difficultés de la production.

Remarque. — On n'échange jamais deux objets sans avoir calculé d'abord leur valeur respective, en les mettant en regard des besoins de l'homme et des moyens de production. Cette relation directe, nécessaire, qui unit les choses aux moyens de production et au travail qui en

---

[1] *Traité d'écon. polit.*, vol. II, p. 506, 4e édit.

[2] L'analyse de ces deux formes de la valeur, dont l'auteur rapporte précédemment la découverte à Adam Smith, appartient en réalité aux Physiocrates. Ces pères de la science économique ont établi les premiers l'importante distinction entre *les qualités usuelles des objets* et *la propriété qu'ils ont d'être échangés* ou *leur valeur vénale*. — Nous pensons, contrairement à l'avis que Malthus émet plus bas, que la valeur en usage ou d'utilité joue le plus grand rôle dans la science, et qu'elle est le fondement de la valeur échangeable. Nous avons, du reste, eu occasion, en plusieurs endroits de ce volume, de montrer à quelles erreurs se sont laissés entraîner les économistes qui n'ont pas suffisamment compris l'importance du principe de la valeur en usage. (M. M.)

est le représentant, semble avoir complètement échappé à ceux qui pensent qu'en mentionnant la valeur d'une marchandise sans indiquer expressément un terme de comparaison, on n'a en vue aucune relation, aucune comparaison.

Sous ce titre : *Valeur des choses*, M. Say dit : — *C'est la quantité d'autres choses évaluables qu'on peut obtenir en échange d'elle* [1]. » C'est là une définition vague, incertaine et infiniment moins satisfaisante que le pouvoir général d'acheter [2].

M. Storch dit : — « *La valeur des choses, c'est leur utilité relative* », ce qui ne peut être admis qu'à condition de pervertir le sens ordinaire et naturel des mots *valeur* et *utilité*.

Ni M. Say, ni M. Storch n'ont suffisamment distingué entre l'utilité, la richesse et la valeur.

Production.

6. La création d'objets constituant la richesse.

Remarque. — Le terme création n'est pas destiné ici à exprimer la création de la matière, mais la création et la production de ces objets qui nous ont paru constituer des richesses.

Produit.

7. Cette portion de la richesse créée par la production.

Sources de la richesse.

8. Terre, travail et capital. Les deux sources premières sont la terre et le travail; mais le capital naît si rapidement, dans le secours qu'il prête au travail, et devient tellement nécessaire, à la production de la richesse, qu'on peut le considérer comme une troisième source.

Terre.

9. Le sol, les mines, les eaux, les pêcheries qui constituent le globe habitable. C'est la principale source des matières premières et des aliments.

---

[1] *Épitome*, vol. II, p. 507, 4e édit.

[2] Cependant, en dépit de cette critique, Malthus n'a-t-il pas dit lui-même plus haut, page 514, que le travail que les acheteurs consentent à donner en échange d'une marchandise est, aussi bien que la faculté d'acheter, une mesure suffisamment exacte de la valeur? — Et, quand même il n'eut pas ainsi adopté lui-même l'opinion dont il fait un reproche à J.-B. Say, nous craignons fort que ces deux formules, qui lui paraissent si distinctes, ne soient au fond qu'une seule et même chose, et que la science n'ait à retirer aucun profit d'une distinction qui n'existe que dans les mots. (M. M.)

Travail.

10. Les efforts de l'homme dirigés en vue d'une rémunération [1]. Quand le terme travail s'applique à d'autres agents de production, il est nécessaire de les désigner particulièrement.

Travail productif.

11. Le travail qui se trouve être si directement productif de richesse que la quantité ou la valeur des produits obtenus peut servir à l'évaluer.

Travail improductif.

12. Tout travail qui n'est pas directement productif de richesse. Les termes *productif* et *improductif* sont toujours employés par les économistes dans un sens technique, et pour désigner exclusivement la production directe ou indirecte de la richesse.

Remarque. — Si la richesse consiste simplement en objets matériels, il doit être nécessairement utile et convenable, pour expliquer les causes de la richesse des nations, de créer un terme pour désigner ce genre de travail qui produit directement la richesse. Et comme le fondateur principal de l'économie politique s'est servi du terme *travail productif* dans le sens restreint qui convenait à ce but, on l'eût adopté sans hésiter, si par là on n'avait rangé implicitement sous la dénomination d'*improductifs* tous les autres genres de travail. C'est là sans doute une conséquence regrettable. Et cependant lorsqu'on réfléchit que le mot improductif, tel qu'il a été appliqué par Adam Smith, ne nie ni l'utilité, ni l'importance de ce travail dit improductif, mais seulement son impuissance à produire directement la richesse, on est amené à penser que l'irrégularité d'un nom ne devrait pas suffire pour faire rejeter une classification qu'il serait très difficile de remplacer.

Dans ses *Considérations sur la nature du revenu national*, M. Storch ne me paraît pas avoir donné une idée très exacte de ce qu'Adam Smith entend par *travail productif* [2]. Les difficultés de classement que nous avons signalées plus haut apparaissent d'une manière frappante dans ce traité. Il y a sans doute de la logique dans ce système, qui a

---

[1] Il serait plus exact de dire : en vue d'un résultat utile — l'idée de travail, moins vaste que celle d'industrie, implique toujours la poursuite d'un but utile, et peut, en certaines circonstances, exclure celle d'une récompense pécuniaire. Il n'est pas permis, même au point de vue économique, de faire abstraction de certaines causes morales, telles que le désintéressement, le dévoûment à une idée ou la simple culture de l'intelligence, causes dont l'absence condamnerait les actions humaines à se mouvoir dans un cercle étroit et purement matériel. (M. M.)

[2] Chap. 4, p. 83.

été d'ailleurs exposé avec clarté et habileté; mais je crois qu'en l'adoptant, on détruirait toute précision dans la langue de l'économie politique [1].

Industrie.

13. L'exercice des facultés et des forces humaines en vue d'un résultat désirable ou utile; dans le langage ordinaire et dans celui de la science, il n'a été tracé entre l'industrie et le travail aucune ligne de démarcation bien nette; mais le terme industrie indique une intervention plus active des forces intellectuelles.

Fonds (Stock).

14. Richesse accumulée, soit pour alimenter la consommation de son propriétaire, soit pour être conservée ou employée d'une manière profitable.

Capital.

15. Cette portion des biens d'un pays que l'on conserve ou que l'on consacre, en vue d'un profit, à la production et à la distribution [2] de la richesse.

Capital fixe.

16. Cette portion des biens employés productivement qui donne des profits au possesseur tout en restant entre ses mains.

Capital circulant.

17. Cette portion des biens employés productivement qui ne donne des profits qu'au moment où le possesseur s'en dessaisit.

Revenu.

18. Cette portion des biens ou de la richesse que le possesseur peut consommer annuellement, sans affaiblir ses ressources ordinaires. Le revenu consiste en rentes territoriales, en salaires du travail, en profits sur les capitaux avancés.

---

[1] Voyez spécialement, sur la question du travail productif, le livre IV de *La liberté du travail* de M. Dunoyer, où la thèse contraire à celle de Malthus est soutenue par de puissantes raisons. (M. M.)

[2] Ce n'est pas à la distribution de la richesse, mais à la production surtout, que l'entrepreneur destine immédiatement les valeurs auxquelles il veut donner un emploi profitable. La distribution n'est pas le but direct de l'application du capital, elle n'a lieu que quand la production est achevée, c'est-à-dire, alors seulement que le capital a rempli sa destination et a été consommé, en laissant après lui une reproduction et un bénéfice; or, ce n'est pas le capital, mais les bénéfices du capital qui se distribuent entre ceux qui ont pris part à la production. Ce sont là des idées distinctes que l'analyse économique doit prendre en considération, et qui sont fort importantes dans la pratique. (M. M.)

Accumulation du capital.

19. L'emploi d'une portion de revenu comme capital. Le capital peut donc ainsi s'accroître sans que la richesse générale du pays se soit accrue d'abord [1].

Épargne.

20. Exprime de nos jours l'accumulation du capital; nous voyons encore certains individus renfermer pieusement leur argent dans une caisse.

Remarque. — Je n'ai jamais pu comprendre comment il serait possible d'expliquer l'accumulation du capital et la différence entre l'épargne et la dépense, si tout travail prenait le nom de productif.

Rente de la terre.

21. Cette portion du produit de la terre qui retourne au propriétaire après le prélèvement de tous les frais de culture, y compris les profits ordinaires sur le capital avancé.

Rente territoriale en argent.

22. La moyenne de la rente territoriale définie plus haut, évaluée en argent [2].

Excédant du produit de la terre.

23. Cette portion du produit de la terre qui n'est pas immédiatement consommée par les cultivateurs.

---

[1] Cette définition, qui confond sous une même notion l'accumulation du capital avec l'emploi qui en est fait, nous semble tout à fait dénuée de fondement, et jette de la confusion sur celle qui suit. Ces deux situations de cet instrument de production sont essentiellement distinctes et dans leur nature et dans leurs effets : l'accumulation est un fait purement négatif et qui n'influe nullement sur l'accroissement de la richesse, tandis que l'emploi du capital est un fait tout actif, une destination précise, qui a pour but d'augmenter la somme de la production nationale. Épargne, accumulation, emploi et résultat, telles sont les phases successives qui précèdent, accompagnent et suivent l'existence du capital. Tant que les accumulations ne sont pas employées à la production, ce ne sont que des épargnes; c'est du moment seulement qu'elles reçoivent une direction productive qu'elles deviennent des capitaux. Telle est l'analyse exacte et la marche naturelle des choses. (M. M.)

[2] Cette moyenne de la rente territoriale en argent (*money-rent*) signifie, sans doute, sous la plume de Malthus, la somme d'argent abandonnée au propriétaire pour la jouissance des facultés productives du sol, c'est-à-dire le fermage, — du moins ce mode de fermage qui ne se solde point par l'abandon d'une portion de la récolte en nature, comme il arrive en différents pays. Nous avons déjà fait observer que le mot anglais *rent*, signifie tantôt le profit foncier en général, et tantôt le fermage, ou cette portion de ce même profit versée entre les mains du propriétaire de la terre par le cultivateur qui l'exploite. (M. M.)

Remarque.—C'est l'excédant brut des produits du sol qui fournit aux populations urbaines les moyens de subsistance. De plus, les rentes territoriales, dont une grande partie retournerait aux fermiers et aux ouvriers agricoles dans la division des produits naturels, s'échangent contre d'autres objets d'agrément et de luxe, et mettent ainsi les objets de première nécessité à la portée de ces masses nombreuses qui ne possédent pas immédiatement le sol. La proportion entre cette masse d'individus et les cultivateurs dépend de la fertilité du sol et de l'habileté des cultivateurs[1].

Salaires du travail.

24. La rémunération payée au travailleur pour ses efforts.

Salaires nominaux.

25. Les salaires en argent que reçoit l'ouvrier dans tel ou tel pays.

Salaires réels.

26. Les objets de nécessité, d'agrément ou de luxe que les salaires de l'ouvrier lui permettent de se procurer.

---

[1] Nous avons déjà fait remarquer, dans les *Principes*, combien cette doctrine de Malthus se rapproche de celle des Physiocrates sur le produit net. Cette ressemblance ressort encore davantage d'un passage de l'*Essai sur la population* que n'eût point désavoué Quesnay, et qui peut servir de développement à la remarque dont notre auteur fait suivre la définition de l'excédant du produit de la terre. Voici le passage dont nous parlons : « Il sera toujours d'une vérité incontestable, dit Malthus (*Essai*, ch. III), que le surplus du produit obtenu par les cultivateurs, pris dans un sens étendu, mesure et limite l'accroissement de la partie de la société qui ne travaille pas à la terre. Partout le nombre des fabricants, des commerçants, des propriétaires et de ceux qui exercent des emplois civils ou militaires, doit se proportionner exactement à ce surplus du produit, et, par la nature même des choses, ne peut s'accroître au-delà. Si la terre avait été avare de ses produits au point d'obliger tous ses habitants à travailler pour les obtenir, il n'aurait existé ni oisifs, ni fabricants. Mais, dans ses premiers rapports avec l'homme, elle lui fit des dons gratuits, bornés, il est vrai, mais suffisants comme fonds de subsistance pour s'en procurer de plus grands. Et la faculté de s'en procurer de tels résulta pour l'homme, de cette propriété qu'a la terre d'être susceptible de produire, à l'aide de la culture, beaucoup plus d'aliments et de matières propres au vêtement et au logement, qu'il n'en faut pour nourrir, vêtir et loger ceux qui la cultivent.

« Cette qualité est la base du surplus de produit qui distingue, d'une manière particulière, le travail de la terre. En proportion du travail et de l'intelligence qui s'y sont appliqués, le surplus du produit a augmenté, et un plus grand nombre de personnes ont eu le loisir de s'occuper de toutes les inventions variées qui embellissent la vie civilisée, et en même temps le désir de profiter de ces inventions n'a point cessé de stimuler les cultivateurs et de les engager à faire croître le surplus de leurs produits. Ce désir paraît nécessaire pour donner au surplus du produit toute sa valeur, et pour encourager à l'accroître, parce qu'avant que le fabricant

Taux des salaires.

27. Les salaires ordinaires payés à l'ouvrier chaque jour, chaque semaine, chaque mois ou chaque année, suivant les habitudes du lieu où il travaille. On les évalue généralement en argent.

Prix du travail.

28. Exprime généralement le prix moyen du travail ordinaire évalué en argent. Il ne diffère donc du taux des salaires qu'en ce qu'il se rapporte particulièrement à la monnaie.

Montant des salaires.

29. La totalité des gains de l'ouvrier pendant un temps donné. Ces gains peuvent dépasser ou ne pas atteindre le taux moyen des salaires ou le prix du travail ordinaire.

Prix du travail effectif.

30. Le prix pécuniaire d'une quantité donnée de travail humain d'une force et d'un caractère désignés. Ce prix peut différer essen-

---

achève son ouvrage, il faut qu'on lui avance les fonds nécessaires à sa subsistance; en sorte qu'on ne peut faire un pas dans aucune espèce d'industrie, sans que les cultivateurs obtiennent du sol plus que ce qui suffit à leur consommation. »

Il ne faudrait cependant pas conclure de cette similitude d'opinions, entre Malthus et les Physiocrates, que leurs doctrines soient identiques. Ils sont d'accord pour soutenir que la matérialité est l'attribut naturel de la richesse et que le surplus du produit du sol est la condition de l'existence de cette partie de la nation qui n'est pas adonnée à sa culture, ce qu'il est difficile de révoquer en doute; mais ils diffèrent en beaucoup de points. Malthus établit que le travail productif n'est pas seulement celui des agriculteurs, mais aussi celui de tous les ouvriers dont l'activité s'exerce sur la matière, en lui faisant subir certaines modifications et certaines formes; ce que nient les Physiocrates, en appelant ces ouvriers des agents stériles et les salariés de l'agriculture. Malthus avance que les classes qui concourent à la prospérité d'un pays, ne sont pas seulement les classes directement productives, c'est-à-dire celles dont le travail est purement matériel, mais aussi les classes indirectement productives, celles qui vivent de services personnels et produisent des valeurs immatérielles; ce que nient les Physiocrates encore plus obstinément. Malthus soutient que le commerce est essentiellement productif; les Physiocrates le représentent comme étant onéreux aux véritables producteurs, dont les intérêts sont opposés aux intérêts particuliers du commerçant, et s'efforcent de prouver que l'accroissement de valeur qui résulte de ses frais est, pour une nation, une dépense et une perte sèche. Malthus admet la légitimité de l'impôt indirect, et les Physiocrates le repoussent, parce qu'il ne peut s'établir, en réalité, que sur une portion du produit des terres qui a déjà dû subir l'impôt territorial, le seul qui leur semble juste, et parce qu'en conséquence, sa perception ne peut aboutir qu'à un double emploi. Ces divergences sur quelques articles fondamentaux de doctrine, qui entraînent nécessairement des dissentiments sur beaucoup de points de détail, suffisent pour faire voir la différence qui sépare les deux systèmes. (M. M.)

tiellement du prix ordinaire de la journée de travail ou de la totalité des gains de l'ouvrier pendant un temps donné.

Remarque sur les définitions 28 et 30. — Dans un écrit remarquable sur le *Prix du blé et les Salaires du travail*, M. Édouard West[1] propose de désigner par les mots *prix du travail* la somme payée pour une certaine quantité de travail d'une nature désignée. Je crois avec lui qu'il serait utile d'avoir un terme spécial et convenu pour exprimer ce sens; mais comme *le prix du travail* n'a évidemment pas encore reçu cette signification, et comme il serait extrêmement difficile, dans la plupart des circonstances, de répondre à une question relative au prix du travail, ainsi conçue, il faudrait de toute nécessité modifier l'expression, dans l'intérêt de la clarté des déductions. C'est pourquoi j'ai attribué (*Déf.* 30) ce sens au *prix du travail effectif.*

Travail accumulé.

31. Le travail consacré aux matières premières et aux instruments qui servent à créer d'autres marchandises.

Remarque. — On s'épargnerait, — chose si importante, — bien du temps et bien des circonlocutions si, en parlant du travail comparé à certaines marchandises, on désignait par les mots *travail accumulé*, le travail consacré à créer des capitaux nécessaires à leur production. On se trouverait les avoir distingués, par cela même, du *travail immédiat*, employé par le dernier capitaliste. Rappelons-nous toujours que le travail n'est pas le seul élément contenu dans le capital[2].

---

[1] Cet ouvrage date de 1826. En 1815, le même écrivain avait publié son *Essai sur l'application du capital à la terre*, l'année même où Malthus faisait paraître ses *Recherches sur la nature et les progrès de la rente*. Dans ces deux ouvrages, ces deux économistes développaient, avant Ricardo, dont la première édition ne parut qu'en 1817, cette théorie de la rente que M. Mac Culloch appelle l'une des plus belles conquêtes de la science moderne Il est probable que Malthus et West n'eurent aucune connaissance de leur écrit mutuel, et qu'ils furent conduits aux mêmes conclusions par la seule inspiration de leur génie, comme il arriva à Newton et à Leibnitz pour leur fameuse découverte du calcul différentiel. C'est ainsi qu'à la même heure, le même flot de lumière descend sur certains esprits privilégiés, qui n'ont de commun entre eux que d'avoir été prédestinés à la même œuvre. Il est vrai de dire qu'en 1777, James Anderson avait mis en avant, dans un petit traité intitulé : *du Commerce des blés*, les mêmes idées que celles que développèrent plus tard ses deux compatriotes. Mais cet écrit n'eut aucun retentissement, et quoiqu'il eut paru avant la seconde édition de la *Richesse des nations* (1778), Adam Smith n'en fait aucune mention. (M. M.)

[2] Le travail n'entre nullement comme élément dans la composition du capital. Si cela était, on se tromperait grossièrement en avançant que le travail est un instrument de production indépendant des deux autres ; il ne faudrait considérer comme

Profits des fonds.

32. Quand les fonds servent comme capital à la formation et à la distribution des richesses, les profits qu'on en retire consistent dans la différence entre la valeur du capital avancé et la valeur de la marchandise au moment où on la vend ou on la consomme.

Taux des profits.

33. C'est la proportion à tant pour cent, qui existe entre la valeur des profits obtenus sur des avances de capitaux, et la valeur de ces capitaux eux-mêmes.

Intérêt de l'argent[1].

34. Le bénéfice net d'un capital en argent séparé des risques et des embarras qu'entraîne sa mise en valeur.

Profits de l'industrie, du talent, de l'activité.

35. Cette portion des profits bruts du capital qui reste, indépendamment de tout monopole, après la déduction du bénéfice net ou de l'intérêt de l'argent.

Profits de monopole.

36. Profits qui naissent de l'emploi du capital dans une industrie fermée à la concurrence.

Conditions de l'offre des marchandises.

37. L'avance de la quantité de travail accumulé et immédiat, nécessaire pour produire les marchandises, jointe aux profits ordinaires sur les capitaux consacrés à la production. S'il y avait d'autres conditions, naissant de monopoles ou de taxes il faudrait les énoncer dans le raisonnement.

Frais élémentaires de production.

38. Expression qui équivaut entièrement à celle des conditions de l'offre.

---

tels que le capital et la terre. Outre les inconvénients réels qu'il y a à confondre, au point de vue économique, les salaires avec les profits, ranger dans la même catégorie les services du travailleur et l'application des matières brutes à l'œuvre productive serait, au point de vue moral, une confusion fertile en déplorables conséquences, et contre laquelle nous avons déjà protesté. La phrase de Malthus, qui fait le sujet de cette remarque, ne peut être qu'une inadvertance, de la part d'un auteur qui a toujours distingué soigneusement les salaires du travail des profits du capital. (M. M.)

[1] Cette expression (*interest of money*), est loin d'être d'une exactitude irréprochable, et pourrait accréditer de fausses idées, si on la prenait dans un sens rigoureux. Malthus savait mieux que personne que c'est un capital et non une somme d'argent qui porte intérêt, et qu'un capital ne peut être employé, et par conséquent donner un profit, qu'après qu'il a cessé d'être sous forme de monnaie. (M. M.)

Remarque.—Je me suis servi du mot élémentaire afin de faire voir que je n'entendais pas exprimer par là le coût en argent. Les doutes qui s'élèvent dans l'esprit relativement *aux frais de production* et à la question de savoir si les profits ordinaires y sont compris, m'ont convaincu que les mots *conditions de l'offre* étaient à la fois plus expressifs et plus nets. Cependant, craignant de n'être pas toujours bien compris, j'ai attribué *aux frais de production élémentaires* joints aux profits sur les capitaux, le même sens qu'aux conditions de l'offre. J'avais d'abord cru qu'il serait mieux de ne pas comprendre les profits dans les frais de production; mais comme Adam Smith l'a fait, et surtout comme les profits contenus dans le capital nécessaire à la production doivent former une partie des avances ou des *frais*, j'ai cru ne pas devoir séparer deux choses si intimement liées. Toutes deux sont d'ailleurs comprises dans les *conditions nécessaires de l'offre d'une marchandise.*

Mesure des frais de production ou des conditions de l'offre.

39. La quantité de travail contre laquelle s'échange une marchandise dans son état ordinaire et naturel.

Valeur, valeur courante, valeur actuelle d'une marchandise à telle ou telle époque, en tel ou tel lieu.

40. Le prix qu'on attache à une marchandise à une époque, en un lieu donnés, et que déterminent les rapports de l'offre et de la demande et plus généralement les frais élémentaires de production.

Remarque sur les définitions 39 et 40. — En parlant de la quantité de travail contre laquelle des marchandises peuvent s'échanger, comme d'une mesure, soit de leur valeur, soit des conditions de l'offre, on est toujours censé avoir ramené les différents genres de travail, employés à la produire, à un travail unique et servant de base à tous les autres; je veux parler du travail agricole évalué sur une moyenne d'une année. Toutes les fois qu'on parle du travail comme mesure, on prend toujours le travail agricole pour point de départ.

Valeur naturelle d'une marchandise à telle ou telle époque, tel ou tel endroit.

41. Le prix qu'on attache à une chose dans son état ordinaire et normal, et que déterminent les frais élémentaires de production et les conditions de l'offre.

Mesure de la valeur courante ou actuelle d'une marchandise à telle ou telle époque, tel ou tel endroit.

42. La quantité de travail contre laquelle elle peut s'échanger à cette époque et dans cet endroit.

Mesure de la valeur naturelle d'une marchandise à telle ou telle époque. tel ou tel endroit.

43. La quantité de travail contre laquelle elle peut s'échanger à cette époque et dans cet endroit, dans son état ordinaire et normal.

Prix, prix courant, ou prix actuel d'une marchandise à telle ou telle époque, tel ou tel lieu.

44. La quantité de monnaie, de métaux précieux, contre laquelle elle s'échange à cette époque et en ce lieu.

Prix naturel d'une marchandise à une époque, à un endroit quelconque.

45. Le prix en argent qui couvrira ses frais élémentaires de production, ou les conditions pécuniaires de l'offre qui en est faite.

Offre des marchandises.

46. La quantité offerte ou susceptible d'être immédiatement offerte à la vente.

Demande des marchandises.

47. A deux significations distinctes : l'une, relative à l'étendue du marché et à la quantité de marchandises offertes; l'autre, relative à l'intensité de la demande ou au sacrifice que les acheteurs ont le pouvoir et la volonté [1] de faire pour la satisfaction de leurs besoins.

Demande sous le rapport de l'étendue du marché.

48. La quantité de marchandises achetées qui grandit généralement et diminue avec l'accroissement et la diminution de l'offre. C'est souvent au moment où les marchandises se vendent à perte que la demande est la plus forte.

Demande sous le rapport de son intensité.

49. Le sacrifice que les acheteurs peuvent et veulent faire pour sa-

---

[1] La demande qu'on fait d'une marchandise dépend certainement du *pouvoir* de fournir un équivalent de cette marchandise ; mais dans quel pays, dans quel siècle a-t-on jamais vu que cette demande pût dépendre de la *volonté* d'acheter? Si la consommation était attachée à la volonté des individus, il n'est pas de pauvre qui ne devînt riche sans effort, pas de marché qui ne fût immédiatement épuisé, pas de besoin qui ne fût à l'instant satisfait. Les besoins sont indéfinis; il n'y a que les moyens d'y pourvoir qui rencontrent des limites. C'est l'impossibilité de fournir le produit d'un travail analogue à celui du travail d'autrui, qui impose aux désirs de la plus grande partie du genre humain des privations si nombreuses et souvent si cruelles. Le meilleur moyen de porter remède à une telle pénurie, c'est d'augmenter le pouvoir que chacun a d'acheter les produits du travail, et, ce qui revient au même, d'accroître les facilités de la production ; or, quel puissant moyen d'arriver à ce but que le libre essor et le libre échange du travail et de ses produits, des idées et de leurs applications! (Voyez, plus haut, p. 57 et suiv.) (M. M.)

tisfaire leurs besoins. C'est la seule espèce de demande qui, comparée avec l'offre, détermine le prix et la valeur des choses.

Demande effective sous le rapport de l'étendue du marché.

50. La quantité d'une certaine marchandise recherchée par ceux qui veulent et peuvent en payer les frais de production.

Demande effective sous le rapport de son intensité.

51. Le sacrifice que les demandeurs doivent faire pour assurer la production continue d'une marchandise.

Mesure de l'intensité de la demande effective.

52. La quantité de travail contre laquelle s'échange une marchandise, dans son état naturel et ordinaire.

Excédant de la demande sur l'offre.

53. On dit que la demande d'une marchandise excède l'offre, lorsque, soit par la diminution de l'offre, soit par l'accroissement de la demande effective, la quantité qui existe sur le marché ne suffit pas pour répondre aux vœux des acheteurs. Dans ce cas, l'intensité de la demande s'accroît, et la marchandise hausse de valeur précisément en proportion de la concurrence des demandeurs et du sacrifice qu'ils sont disposés à faire pour l'obtenir.

Excédant de l'offre sur la demande, ou encombrement partiel.

54. On dit que l'offre d'une marchandise excède la demande, en d'autres termes, qu'il y a encombrement partiel, lorsque, soit par la surabondance de l'approvisionnement, soit par la diminution des demandes, la quantité qui existe sur le marché excède les besoins des acheteurs. Elle tombe alors au-dessous des frais de production; et l'encombrement est sérieux ou insignifiant, suivant l'impatience des vendeurs à se défaire de leurs produits.

Encombrement général.

55. On dit qu'un encombrement est général quand, en raison de la surabondance des produits ou de la diminution de la demande, une masse considérable de marchandises descend au-dessous des frais élémentaires de production.

Une demande donnée.

56. Une demande donnée, par rapport au prix, est une quantité donnée de monnaie que l'on destine à acheter certaines marchandises sur un marché; une demande donnée, par rapport à la valeur, est la destination analogue de la puissance que l'on a d'acheter une certaine quantité de travail.

Variations de prix et de valeurs.

57. Les prix et les valeurs varient en rapport direct de la demande et en rapport inverse de l'offre; quand la demande est désignée, les prix et les valeurs varient en rapport inverse de l'offre; quand l'offre est désignée, ils obéissent à la demande.

Consommation.

58. C'est la destruction totale ou partielle de certaines portions de richesse.

Remarque. — Il n'est pas vrai, comme l'a prétendu M. Say, que les prix croissent en raison directe de *la quantité* demandée, et en raison inverse de *la quantité* offerte[1]. Ils ne varient de cette manière que lorsque la demande exprime le sacrifice que les acheteurs peuvent et veulent faire pour se procurer les choses dont ils ont besoin, ce qui peut se représenter, d'ailleurs, par la quantité d'argent qui peut être immédiatement converti en achats sur le marché. En parlant de la demande *de travail*, on n'a en vue que *l'étendue :* et une plus grande demande ne peut vouloir désigner que le pouvoir d'acheter une plus grande *quantité* de travail.

Consommation productive.

59. La consommation ou l'emploi qu'un capitaliste fait de la richesse en vue de la production future.

Remarque.—La seule consommation qui puisse être appelée réellement productive est celle que l'on fait servir à la production. C'est la seule ligne de démarcation qui puisse être tracée entre la consommation productive et la consommation improductive. L'ouvrier que le capitaliste emploie consomme certainement toute cette portion de salaire qu'il n'épargne pas, comme un revenu destiné à ses besoins et à ses plaisirs, et non comme un capital consacré à féconder la production. Sa consommation est productive pour la personne qui l'emploie et pour l'État, mais non pour lui-même. La consommation est le but définitif et réel de toute production[2]. La consommation de la richesse, comme revenu, en

---

[1] Vol. II, p. 17, 4[e] édit.

[2] Adam Smith s'exprime dans les mêmes termes : « La consommation, dit-il, est l'unique but, l'unique terme de toute production (*Richesse des nations*, t. II, page 307), » et, de cette proposition, il tire cette conséquence qu'on ne devrait jamais s'occuper des intérêts du producteur, qu'autant qu'il le faut pour favoriser l'intérêt du consommateur. J. Mill et J.-B. Say professent la même doctrine « des quatre ordres d'opérations qui forment le sujet de l'économie politique, dit Mill (*Éléments d'économie politique*, chap. IV, sect. 1), les trois premières ne sont que des moyens. Les choses ne sont produites, distribuées, échangées que dans un

vue de la subsistance et du plaisir, est même plus importante que la consommation comme capital; mais elles diffèrent essentiellement par rapport à la production de la richesse, et doivent, par conséquent, être soigneusement séparées.

Consommation improductive ou dépense.

60. La consommation de la richesse comme revenu, comme moyen de subsistance et de plaisir, — ces deux grands stimulants de la production — mais sans qu'on ait en vue des bénéfices.

—

Je suis bien loin d'offrir les définitions précédentes comme quelque

---

seul but, et ce but est la consommation. » J.-B. Say a écrit dans l'épitome qu'il a joint à son *Traité* (6e édit., p. 575) : « Tout ce qui se produit se consomme ; par conséquent toute valeur créée est détruite, et n'a été créée que pour être détruite. » Cette dernière assertion n'est pas complètement vraie. Sans doute presque tout ce qui est produit est détruit; mais il n'est pas exact que tout soit produit afin d'être détruit. Il n'entrera dans la pensée de personne de prétendre que la Madeleine de Canova a été produite pour être livrée à la destruction. Il y a en effet des choses qui ne peuvent être détruites que par accident. Il serait plus juste de dire que tout est produit pour l'*usage*. La destruction des choses est une conséquence de l'usage qu'on en fait, et bien loin qu'on ait en vue cette destruction, on cherche généralement tous les moyens possibles de l'éviter. — Du reste, à rigoureusement parler, la consommation, envisagée sous le point de vue purement technique, et telle que l'ont représentée les traités d'économie politique, ne forme pas une partie bien distincte de la science de la richesse. Elle rentre dans les questions relatives à la production et à la distribution, et quand elle s'en écarte, c'est-à-dire quand elle se rapporte spécialement à l'appréciation des jouissances individuelles, elle fait partie du domaine de la morale. En réalité, les économistes n'ont jamais traité de la consommation que pour apprécier l'influence que les différents modes qu'elle affecte peuvent exercer sur la production et la distribution de la richesse ; et un traité d'économie politique, qui ne lui consacrerait pas un chapitre spécial, pourrait néanmoins contenir la science tout entière et ne pas encourir le reproche d'être incomplet. Quels sujets, en effet, abordent les livres d'économie politique, sous le titre de la consommation? Ils examinent : 1° la distinction entre la consommation *productive*, qui n'est que l'emploi du capital, et la consommation *improductive*, qui est une déperdition de *produits;* 2° s'il est possible de *produire* plus qu'on ne peut consommer, et ce qui résulte de l'application de l'excédant des produits à une *production* ultérieure ; 3° la théorie de l'impôt, qui se réduit aux deux questions suivantes : Par qui chaque impôt est-il acquitté ? ce qui regarde la distribution. Comment l'impôt affecte-il la *production?* Ces différentes manières de considérer la consommation se résolvent évidemment dans la production et la distribution de la richesse. — La question de la consommation n'est véritablemeut spéciale et ne se soustrait à toute autre classification, que quand on l'envisage sous le point de vue social, c'est-à-dire, comme coïncidant avec l'intérêt général et permanent des nations. (M. M.)

chose de complet sous le double rapport de l'étendue et de l'exactitude. Quant à leur étendue, je l'ai limitée à dessein ; et quant à l'exactitude, je suis trop pénétré de la difficulté du sujet pour croire que j'aie réussi à faire dire à mes définitions toute la vérité et rien que la vérité. Je suis même convaincu que, dans les sciences morales et politiques, où les changements de termes sont toujours dangereux et difficiles, une telle prétention est irréalisable. Cependant il est possible de procéder par voie d'améliorations successives : et je serais resté sans excuse devant le public, si je n'avais cru lui offrir des définitions plus claires et plus utiles pour l'exposition des doctrines économiques. J'y ai reconnu certaines anomalies ; je suis tout prêt à confesser et à corriger celles que je n'aurais pas aperçues ; mais je n'ai pas cru devoir renoncer à mes classifications par cela seul qu'il a pu s'y glisser des imperfections de détail.

On sait qu'Adam Smith a été fort avare de définitions. Mais le texte nous révèle assez facilement le sens qu'il a voulu donner aux termes scientifiques, et j'ai interrogé scrupuleusement ce texte fécond et difficile. Parfois je me suis aidé de M. Say ; parfois je n'ai écouté que ma propre pensée ; mais, en tous cas, je me suis efforcé de rester fidèle aux règles qui ont été posées au commencement de ce traité, pour la définition et l'usage des termes. Je considérerai mon but comme atteint, si j'ai su parvenir à faire naître, sur cet important sujet, des recherches de nature à perfectionner mon œuvre, et à nous donner des notions plus utiles, plus correctes, plus convaincantes.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LES DÉFINITIONS EN ÉCONOMIE POLITIQUE.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

TABLE ANALYTIQUE ET RAISONNÉE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

A

B

C

E

F

G

H

I

L

M

N

O

P

Q

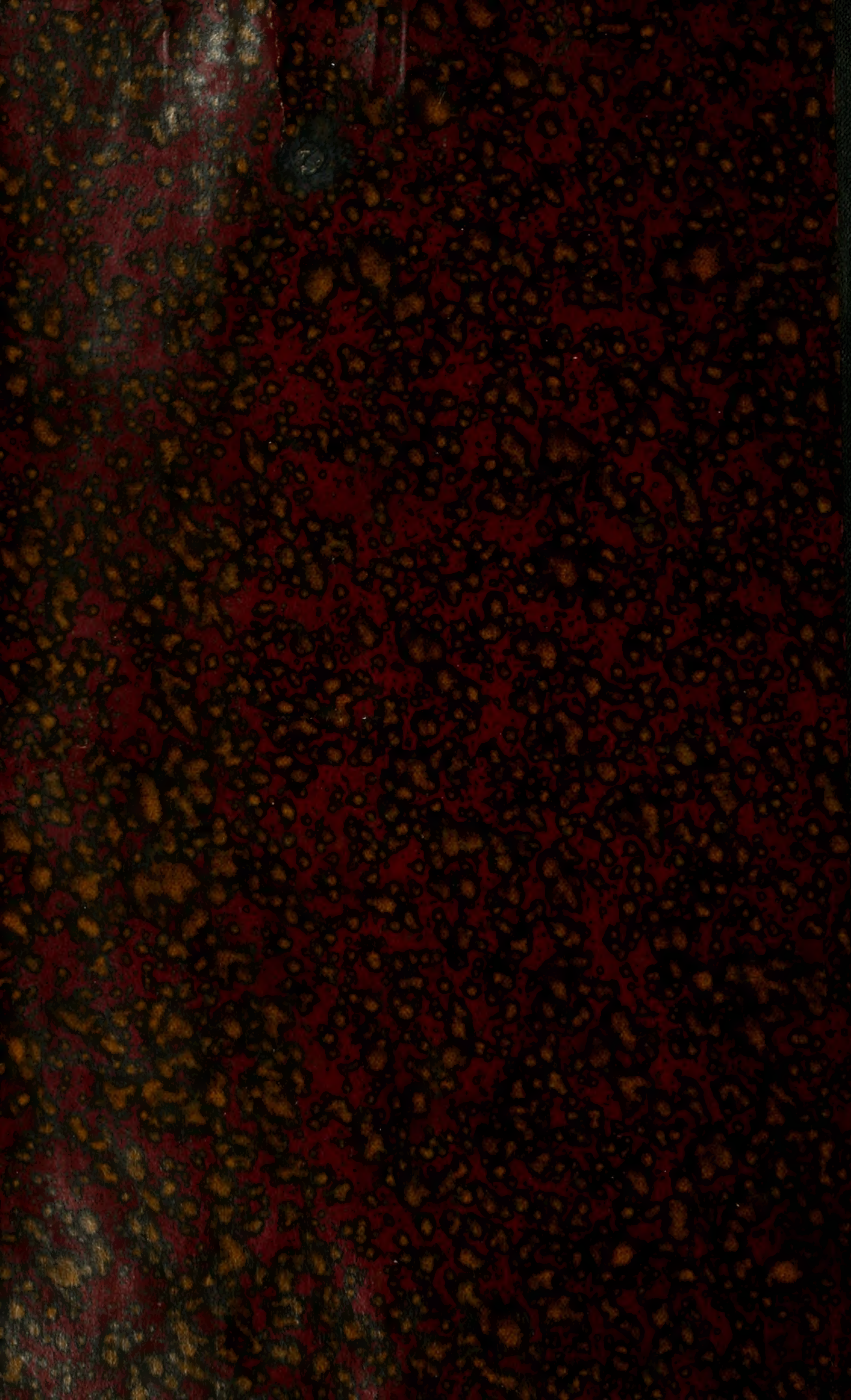
R

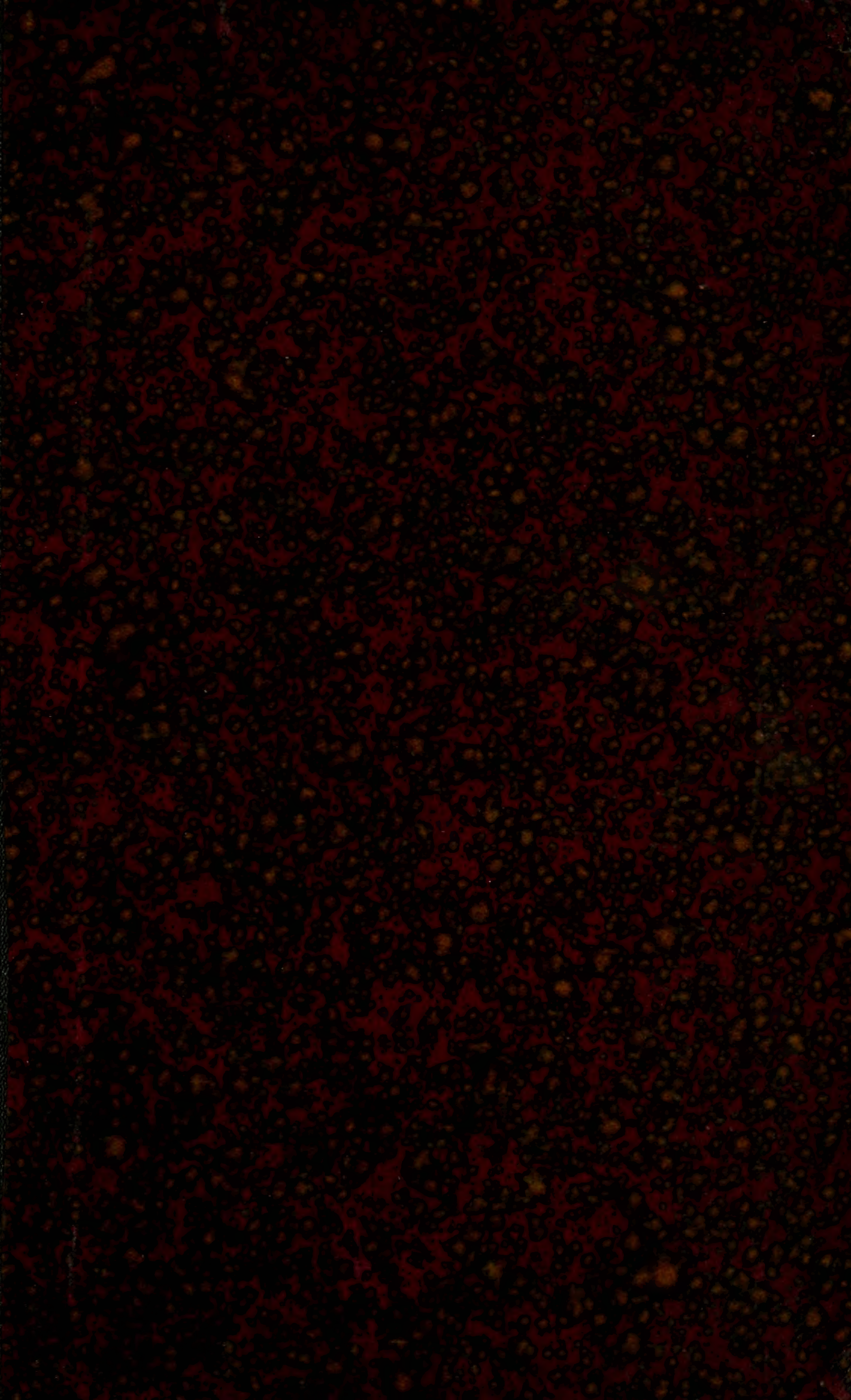
S

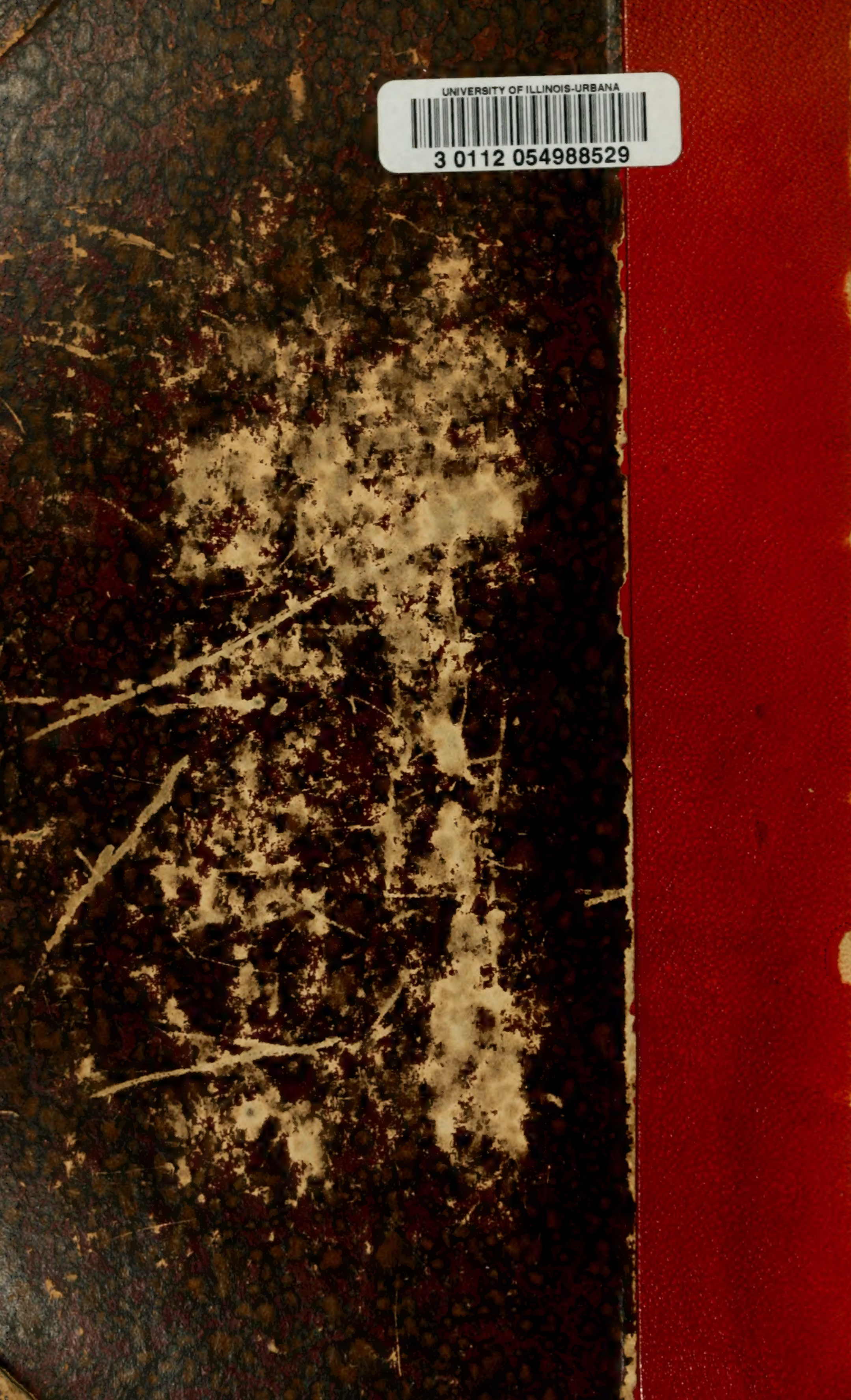
T

V

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.







UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 054988529